

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
Internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME XXVII

1924

NUMÉROS 1, 2 et 3

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
No. 665. — Allemagne et Pologne :	
Accord concernant le règlement des affaires de dépôts judiciaires pendantes devant les tribunaux du Territoire plébiscitaire de Haute-Silésie, signé à Dresde le 24 février 1923	15
No. 666. — Allemagne et Suisse :	
Traité en vue d'éviter la double imposition du revenu du travail, signé à Berlin le 24 mars 1923	41
No. 667. — Allemagne et Pologne :	
Accord relatif à la prolongation du délai prévu à l'article 219 de la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922 relative à la Haute-Silésie, signé à Dresde le 2 mai 1923 ...	51
No. 668. — Allemagne et Autriche :	
Traité concernant les garanties légales et l'aide judiciaire, signé à Vienne le 21 juin 1923...	57
No. 669. — Allemagne et Autriche :	
Traité relatif aux légalisations, signé à Vienne le 21 juin 1923	87
No. 670. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Protocole relatif à l'échange réciproque des données fournies par le recensement général périodique, signé à Berlin le 15 août 1923	93
No. 671. — Autriche et Grèce :	
Echange de notes établissant la réciprocité au sujet du traitement des marques de fabrique et de commerce. Vienne, le 27 mai 1924... ..	99
No. 672. — Pays-Bas et Portugal :	
Echange de notes comportant un arrangement provisoire pour le règlement des relations commerciales entre les Pays-Bas et le Portugal. Lisbonne, le 27 février 1924	105

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME XXVII

1924

NUMBERS 1, 2 and 3

TABLE OF CONTENTS.

	Pages
No. 665. — Germany and Poland :	
Agreement concerning the Procedure in connection with Legal Deposits in cases <i>sub judice</i> in the Upper Silesian Plebiscite Area, signed at Dresden, February 24, 1923... ..	15
No. 666. — Germany and Switzerland :	
Treaty for the prevention of Double Taxation in respect of earned income, signed at Berlin, March 24, 1923	41
No. 667. — Germany and Poland :	
Agreement concerning the Extension of the Period specified in Article 219 of the German-Polish Convention of May 15, 1922, concerning Upper Silesia, signed at Dresden, May 2, 1923	51
No. 668. — Germany and Austria :	
Treaty regarding Legal Protection and Assistance, signed at Vienna, June 21, 1923	57
No. 669. — Germany and Austria :	
Legalisation Treaty, signed at Vienna, June 21, 1923	87
No. 670. — Germany and Czechoslovakia :	
Protocol concerning the reciprocal Exchange of Data furnished by the periodical general Census, signed at Berlin, August 15, 1923	93
No. 671. — Austria and Greece :	
Exchange of Notes establishing Reciprocity in regard to the treatment of Trade marks. Vienna, May 27, 1924	99
No. 672. — The Netherlands and Portugal :	
Exchange of Notes establishing a Provisional Agreement for the Regulation of Commercial Relations between the Netherlands and Portugal. Lisbon, February 27, 1924	105

No. 673. — Belgique et Pays-Bas :

Déclaration concernant la suppression de la légalisation des extraits d'actes de l'Etat civil délivrés dans l'un de ces pays et devant être produits dans l'autre, quel que soit l'usage auquel ils sont destinés, signée à La Haye le 2 mai 1924 113

No. 674. — Hongrie et Roumanie :

Echange de notes au sujet du délai de présentation des requêtes devant le Tribunal Arbitral mixte Hungaro-Roumain. Budapest, le 28 mai 1924... .. 117

No. 675. — Autriche et Norvège :

Echange de notes relatif au maintien en vigueur de certains accords passés entre l'ancien Empire d'Autriche ou l'ancienne Monarchie austro-hongroise et le Royaume de Norvège. Berlin, le 13 juin et Vienne, le 20 juin 1924... .. 123

No. 676. — Finlande et Islande :

Traité de commerce et de navigation, signé à Helsingfors le 21 décembre 1923... .. 129

No. 677. — Danemark et Union des Républiques Socialistes soviétiques :

Echange de notes comportant un accord de commerce et de navigation avec une déclaration relative aux créances mutuelles. Londres, le 18 juin 1924 149

No. 678. — Allemagne, Belgique, Brésil, Danemark, Empire britannique, etc. :

Protocole relative aux clauses d'arbitrage, signé à Genève, le 24 septembre 1923 ... 157

No. 679. — Norvège et Suisse :

Echange de notes concernant l'application, à la principauté de Liechtenstein, des dispositions en vigueur réglant les relations commerciales entre la Norvège et la Suisse. Stockholm, le 26 mars 1924 et Christiania, le 15 avril 1924 167

No. 680. — Belgique et France :

Convention relative à l'assistance, signée à Paris le 30 novembre 1921... .. 173

No. 681. — Etats-Unis d'Amérique et Royaume-Uni :

Convention concernant la réglementation du trafic des boissons alcooliques, signée à Washington le 23 janvier 1924 181

No. 682. — Royaume-Uni et Suisse :

Echange de notes concernant l'application, à la Principauté de Liechtenstein, d'accords commerciaux en vigueur entre la Grande-Bretagne et la Suisse. Londres, les 28 mars et 26 avril 1924 189

No. 683. — Norvège et Royaume-Uni :

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Londres, les 2 et 5 juin 1924 195

	Pages
No. 673. — Belgium and the Netherlands :	
Declaration with reference to the Abolition of the obligation to Legalise Extracts from the Civil Register delivered in one country for production in the other for whatever purpose they may be required, signed at The Hague, May 2, 1924	113
No. 674. — Hungary and Roumania :	
Exchange of Notes, concerning the Limits of time for the presentation of Applications to the Hungarian-Roumanian Mixed Arbitral Tribunal. Budapest, May 28, 1924 ...	117
No. 675. — Austria and Norway :	
Exchange of Notes relating to the Maintenance in force of certain Agreements concluded between the former Austrian Empire or the Austro-Hungarian Monarchy and the Kingdom of Norway. Berlin, June 13 and Vienna, June 20, 1924	123
No. 676. — Finland and Iceland :	
Treaty of Commerce and Navigation, signed at Helsingfors, December 21, 1923	129
No. 677. — Denmark and Union of Socialist Soviet Republics :	
Exchange of Notes constituting an Agreement of Commerce and Navigation, together with a Declaration respecting Mutual Claims. London, June 18, 1924... ..	149
No. 678. — Germany, Belgium, Brazil, Denmark, British Empire, etc. :	
Protocol on Arbitration Clauses, signed at Geneva, September 24, 1923	157
No. 679. — Norway and Switzerland :	
Exchange of Notes respecting the application to the Principality of Liechtenstein, of the regulations governing the Commercial Relations in force between Norway and Switzerland. Stockholm, March 26, 1924 and Christiania, April 15, 1924	167
No. 680. — Belgium and France :	
Convention regarding Public Relief, signed at Paris, November 30, 1921	173
No. 681. — United States of America and United Kingdom :	
Convention respecting the regulation of Liquor Traffic, signed at Washington, January 23, 1924	181
No. 682. — United Kingdom and Switzerland :	
Exchange of Notes respecting the application to the Principality of Liechtenstein of Commercial Agreements in force between Great Britain and Switzerland. London, March 28, and April 26, 1924	189
No. 683. — Norway and United Kingdom :	
Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. London, June 2 and 5, 1924	195

No. 684. — Danemark et Norvège :

Convention relative au Groenland oriental et échange de notes y relatif. Copenhague, le 9 juillet 1924 203

No. 685. — Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Empire britannique, etc. :

Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. Ouverte à la signature, à Genève, du 12 septembre 1923 au 31 mars 1924 ... 213

No. 686. — Belgique et Grand-Duché de Luxembourg :

Déclaration concernant l'assistance et le rapatriement des indigents des deux pays. Bruxelles, le 17 juillet 1923. 235

No. 687. — France et Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre :

Echange de notes en vue d'appliquer aux extraditions entre la France et le Territoire de la Sarre, les dispositions du Traité d'extradition conclu le 21 juin 1845 entre la France et la Prusse, ainsi que des accords ultérieurs qui complétèrent ce Traité. Paris, le 13, et Sarrebruck, le 30 juillet 1920... .. 241

No. 688. — Allemagne et Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre :

Echange de notes complétant les dispositions du Protocole du 3 juin 1921 : (a) relatives aux examens professionnels passés en Allemagne et en Sarre par les fonctionnaires moyens et subalternes, et (b) relatives à l'interprétation de certains points du Protocole. Sarrebruck, les 7 et 20 juin et le 1er juillet 1921 ; Berlin, le 19 août et Sarrebruck le 26 août 1922 249

No. 689. — France et Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre :

Convention ayant pour objet d'éviter la superposition d'impôts français et sarrois, signée à Paris le 5 juillet 1922 265

No. 690. — Allemagne et Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre :

Protocole relatif à l'entretien des mutilés de guerre, signé à Francfort s. Main, le 13 novembre 1922 273

No. 691. — France et Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre :

Convention ayant pour objet de déterminer les conditions financières d'aménagement des gares douanières à la frontière sarro-allemande, signée à Paris le 30 novembre 1922 283

No. 692. — Allemagne et Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre :

Accord en vue de faciliter les relations par chemin de fer entre l'Allemagne et le Territoire de la Sarre, signé à Berlin le 9, à Sarrebruck le 17 janvier 1923 289

	Pages
No. 684. — Denmark and Norway :	
Convention concerning East Greenland and Exchange of Notes relating thereto. Copenhagen, July 9, 1924	203
No. 685. — Albania, Germany, Austria, Belgium, Brazil, British Empire, etc. :	
International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications. Open for signature at Geneva from September 12, 1923, to March 31, 1924	213
No. 686. — Belgium and Grand-Duchy of Luxemburg :	
Declaration concerning the granting of Public Assistance to and the Repatriation of poor nationals of the two countries. Brussels, July 17, 1923	235
No. 687. — France and Saar Basin Governing Commission :	
Exchange of Notes concerning the application to Extraditions between France and the Saar Territory of the provisions of the Extradition Treaty of June 21, 1845, between France and Prussia, together with those of subsequent supplementary Agreements. Paris, July 13, and Saarbruck, July 30, 1920... ..	241
No. 688. — Germany and Saar Basin Governing Commission :	
Exchange of Notes Supplementing the provisions of the Protocol of June 3, 1921 : (a) relative to the Professional Examinations passed in Germany and in the Saar by Intermediate and Junior Officials, and (b) relative to the Interpretation of Certain Points in the Protocol. Saarbruck, June 7 and 20, and July 1, 1921 ; Berlin, August 19, and Saarbruck, August 26, 1922	249
No. 689. — France and Saar Basin Governing Commission :	
Convention designed to prevent the Duplication of French and Saar Taxes, signed at Paris, July 5, 1922	265
No. 690. — Germany and Saar Basin Governing Commission :	
Protocol regarding the Maintenance of Persons Disabled in the War, signed at Frankfort on the Main, November 13, 1922	273
No. 691. — France and Saar Basin Governing Commission :	
Convention for fixing the Financial Conditions which are to govern the adaptation of Customs Stations on the frontier between Germany and the Saar, signed at Paris, November 30, 1922	283
No. 692. — Germany and Saar Basin Governing Commission :	
Agreement with a view to Facilitating Communications by Railway between Germany and the Saar Basin Territory, signed at Berlin, January 9, at Saarbruck, January 17, 1923	289

	Pages
No. 693. — Allemagne et Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre :	
Arrangement relatif à l'application des principes énoncés dans le Protocole final du 3 juin 1921, concernant les Assurances sociales, signé à Berlin, le 31 mai, à Sarrebruck le 21 juillet 1923	295
No. 694. — Equateur et Pérou :	
Protocole relatif à la question des limites entre l'Equateur et le Pérou, signé à Quito le 21 juin 1924	345
No. 695. — Afrique du Sud, Albanie, Australie, Bolivie, Bulgarie, etc. :	
Protocole relatif à un amendement à l'article 6 du Pacte. Genève, le 5 octobre 1921 ...	349
No. 696. — Danemark et Suède :	
Echange de notes relatif à la franchise des droits de douane pour l'importation d'échantillons de films. Copenhague, les 23 et 28 juillet 1924... ..	355
No. 697. — Etats-Unis d'Amérique et Danemark :	
Convention concernant la réglementation du trafic des boissons alcooliques, signée à Washington le 29 mai 1924	361
No. 698. — Etats-Unis d'Amérique et Lettonie :	
Traité d'extradition signé à Riga le 16 octobre 1923	371
No. 699. — Autriche et Italie :	
Accord sur les sociétés à savoir les personnes juridiques, commerciales et autres associations non compris les banques et les sociétés d'assurances, signé à Vienne le 16 juillet 1923.	383
No. 700. — Allemagne et Islande ;	
Echange de notes concernant la protection réciproque en Allemagne et en Islande, des marques de fabrique et de commerce allemandes et islandaises. Copenhague, les 15 janvier et 12 février 1923	405
ANNEXE IX. — Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications postérieurement échangées, etc.	412
No. 8. — Arrangement concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale, signé à Berne, le 30 juin 1920.	
Adhésion, ratification	412
No. 41. — Traité relatif à l'archipel du Spitzberg, signé à Paris, le 9 février 1920.	
Présentation à l'enregistrement	414

	Pages
No. 693. — Germany and Saar Basin Governing Commission :	
Agreement regarding the application of the Principles laid down in the Final Protocol of June 3, 1921, concerning Matters of Social Insurance, signed at Berlin, May 31, at Saarbruck, July 21, 1923	295
No. 694. — Ecuador and Peru :	
Protocol concerning the question of the Frontiers between Ecuador and Peru, signed at Quito, June 21, 1924	345
No. 695. — South Africa, Albania, Australia, Bolivia, Bulgaria, etc. :	
Protocol of an Amendment to Article 6 of the Covenant. Geneva, October 5, 1921... .	349
No. 696. — Denmark and Sweden :	
Exchange of Notes regarding the Importation of Films Samples free of Customs Duties. Copenhagen, July 23 and 28, 1924	355
No. 697. — United States of America and Denmark :	
Convention respecting the Regulation of Liquor Traffic, signed at Washington, May 29, 1924	361
No. 698. — United States of America and Latvia :	
Extradition Treaty signed at Riga, October 16, 1923	371
No. 699. — Austria and Italy :	
Agreement regarding Companies, namely Legal Persons, incorporated Commercial and other Associations, other than Banks and Insurance Companies, signed at Vienna, July 16, 1923	383
No. 700. — Germany and Iceland :	
Exchange of notes concerning the Mutual Protection in Germany and Iceland, of German and Icelandic Trade and Commercial Marks. Copenhagen, January 15 and February 12, 1923	405
ANNEX IX. — Presentations for Registration, Adhesions, Signatures, Ratifications subsequently exchanged, etc.	413
No. 8. — Agreement concerning the preservation or the re-establishment of the rights of industrial property affected by the world-war, signed at Berne, June 30, 1920.	
<i>Adhesion, ratification</i>	<i>413</i>
No. 41. — Treaty concerning the Archipelago of Spitsbergen, signed at Paris, February 9, 1920.	
<i>Presentation for registration</i>	<i>415</i>

	Pages
No. 74. — Convention postale universelle, signée à Madrid, le 30 novembre 1920.	
<i>Ratification</i>	414
No. 77. — Convention concernant l'échange des colis postaux, signée à Madrid, le 30 novembre 1920.	
<i>Ratification</i>	416
No. 170. — Protocole de signature concernant le statut de la cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations, Genève, le 16 décembre 1920.	
<i>Signatures, ratification</i>	416
No. 269. — Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants, ouverte à la signature à Genève, du 30 septembre 1921 au 31 mars 1922.	
<i>Ratification, adhésion</i>	418
No. 355. — Arrangement relatif à la délivrance des certificats d'identité aux réfugiés russes, signé à Genève, le 5 juillet 1922.	
<i>Adhésion</i>	420
No. 416. — Arrangement provisoire concernant l'établissement des communications télégraphiques entre la Finlande et la Russie, signé à Helsingfors, le 13 juin 1922.	
<i>Abrogation</i>	420
No 417. — Arrangement provisoire concernant le règlement des relations postales entre la Finlande et la Russie, signé à Helsingfors, le 22 juin 1922.	
<i>Abrogation</i>	420
No. 465. — Convention entre la Finlande et la Russie au sujet de la navigation des navires marchands finlandais sur la Néva entre le lac Lagoda et le golfe de Finlande, signée à Moscou, le 5 juin 1923.	
<i>Entrée en vigueur définitive</i>	420
No. 529. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Lettonie, signé à Londres le 22 juin 1923.	
<i>Accessions</i>	422
No. 559. — Accord entre la Chine et le Japon comportant des arrangements détaillés en vue de l'exécution du Traité pour le règlement des questions pendantes relatives au Chantoung, (avec Annexe, Règlement d'application et Echanges de Notes signé à Pékin le 1^{er} décembre 1922.	
<i>Présentation à l'enregistrement...</i>	426

	Pages
No. 74. — Universal Postal Convention, signed at Madrid, November 30, 1920.	
<i>Ratification</i>	415
No. 77. — Convention concerning the exchange of Postal parcels, signed at Madrid, November 30, 1920.	
<i>Ratification</i>	417
No. 170. — Protocol of signature relating to the statute of the permanent court of international Justice provided for by article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.	
<i>Signatures, ratification</i>	417
No. 269. — International Convention for the suppression of the traffic in women and children, opened for signature at Geneva from September 30, 1921, to March 31, 1922.	
<i>Ratification, adhesion</i>	419
No. 355. — Arrangement with regard to the issue of certificates of identity to Russian Refugees, signed at Geneva, July 5, 1922.	
<i>Adhesion</i>	421
No. 416. — Provisional agreement concerning the Establishment of telegraphic communications between Finland and Russia, signed at Helsingfors, June 13, 1922.	
<i>Abrogation</i>	421
No. 417. — Provisional agreement regarding the Regulation of Postal relations between Finland and Russia, signed at Helsingfors, June 22, 1922.	
<i>Abrogation</i>	421
No. 465. — Convention between Finland and Russia with regard to Navigation by Finnish Merchant and cargo Vessels on the Neva between Lake Ladoga and the Gulf of Finland, signed at Moscow, June 5, 1923.	
<i>Definite entry into Force</i>	421
No. 529. — Treaty of commerce and navigation between the United Kingdom and Latvia, signed at London, June 22, 1923.	
<i>Accessions</i>	423
No. 559. — Agreement between China and Japan on detailed arrangements for the execution of the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung (With Annex, Agreed terms of understanding and Notes exchanged). Signed at Peking, December 1, 1922.	
<i>Presentation for registration</i>	426

- No. 560. — Accord entre la Chine et le Japon comportant des arrangements détaillés sur le chemin de fer compris dans les questions pendantes relatives au Chantoung (avec Règlement d'application), signé à Pékin, le 5 décembre 1924.

Présentation à l'enregistrement... ... 444

- No. 636. — Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, signé à Londres, le 6 décembre 1921.

Communication du Gouvernement Britannique. Communication du Gouvernement de l'Etat Libre d'Islande... ... 449

- No. 4 a. — Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, signée à Paris le 20 mars 1883, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, et à Washington le 2 juin 1911, avec son Protocole de clôture.

Ratification ... 451

- No. 5 a. — Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, signé à Madrid le 14 avril 1891, révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900, et à Washington le 2 juin 1911.

Ratification ... 451

- No. 45 a. — Dénonciation par le Gouvernement Hellénique, du Traité de Commerce et de Navigation conclu le 22 février 1843 entre la Grèce et les Pays-Bas, ainsi que de la Convention additionnelle des 18/30 juin 1851. ... 452

	Pages
No. 560. — Agreement between China and Japan on detailed arrangements for the railway involved in Outstanding Questions relative to Shantung. (With agreed terms of understanding). Signed at Peking December 5, 1924.	
<i>Presentation for registration</i>	444
No. 636. — Treaty between Great Britain and Ireland, signed at London, December 6, 1921.	
<i>Communication from the British Government. Communication from the Government of the Irish Free State...</i>	449
No. 4 a. — International Convention for the protection of industrial property, signed at Paris, March 20, 1883, revised at Brussels, Decembre 14, 1900, and at Washington June 2, 1911, together with the final protocol annexed thereto.	
<i>Ratification</i>	451
No. 5 a. — Agreement concerning international registration of trade Marks, signed at Madrid, April 14, 1891, revised at Brussels, December 14, 1900, and at Washington, June 2, 1911	
<i>Ratification</i>	451
No. 45 a. — Denunciation by the Hellenic Government of the Treaty of Commerce and Navigation concluded February 22, 1843, between the Greece and Netherlands, and also of the supplementary convention of June 18/30, 1851	452

N° 665.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord concernant le règlement des affaires de dépôts judiciaires pendantes devant les tribunaux du Territoire plébiscitaire de Haute-Silésie, signé à Dresde le 24 février 1923.

GERMANY AND POLAND

Agreement concerning the procedure in connection with Legal Deposits in cases *sub judice* in the Upper Silesian Plebiscite Area, signed at Dresden, February 24, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 665. — DEUTSCH-POLNISCHES ABKOMMEN ÜBER DIE BEHANDLUNG SCHWEBENDER GERICHTLICHER HINTERLEGUNGSSACHEN AUS DEM OBERSCHLESISCHEN ABSTIMMUNGSGEBIETE. GEZEICHNET ZU DRESDEN, DEN 24. FEBRUAR 1923.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le Consul d'Allemagne à Genève et par la Délégation Polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 juillet 1924.

Die preussische Justizverwaltung, handelnd im Namen DES DEUTSCHEN REICHS, und die POLNISCHE Justizverwaltung sind übereingekommen,

im Interesse der beiderseitigen Bevölkerung die durch die Teilung Oberschlesiens beeinflussten gerichtlichen Hinterlegungssachen auf Grund der im Artikel 5 § 6 des deutsch-polnischen Abkommens, betreffend die Ueberleitung der Rechtspflege im ober-schlesischen Abstimmungsgebiete, vom 12. April 1922 von der Deutschen Regierung und der Polnischen Regierung erteilten Ermächtigung durch Vereinbarungen zu regeln,

und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DIE PREUSSISCHE JUSTIZVERWALTUNG :

den Geheimen Oberjustizrat, Ministerialrat Herrn Dr. Georg CRUSEN,

DIE POLNISCHE JUSTIZVERWALTUNG :

den Bezirksgerichtsvizepräsidenten Herrn Tadeusz ZAJĄCZKOWSKI.

Die Bevollmächtigten haben ihre Vollmachten gegenseitig vorgelegt, diese in guter und gehöriger Form befunden und sich danach über folgende Bestimmungen geeinigt :

Artikel 1.

§ 1.

Angelegenheiten, in denen bei Gerichten in dem polnischen Teile des ober-schlesischen Abstimmungsgebiets in der Zeit vor Übergang der Rechtspflege Werte der im § 1 der Preussischen Hinterlegungsordnung vom 21. April 1913 (Preussische Gesetz-sammlung S. 225) bezeichneten Art hinterlegt worden sind, werden nach Massgabe der folgenden Bestimmungen erledigt.

§ 2.

1. Soweit Geld (§ 6 der Preussischen Hinterlegungsordnung) hinterlegt ist tritt an die Stelle der bisherigen als nunmehr zuständige Hinterlegungsstelle das Amtsgericht in Beuthen.

2. Das gleiche gilt im Falle des § 8 der Preussischen Hinterlegungsordnung, wenn vor Uebergang der Rechtspflege die hinterlegten Zahlungsmittel in kassenmässiges Geld umgesetzt worden sind.

¹ Cet accord est entré en vigueur le 1 mars 1923.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

No. 665. — POLSKO-NIEMIECKI UKŁAD¹ W SPRAWIE TRAKTOWANIA POZOSTAJĄCYCH W ZAWIESZENIU SĄDOWYCH DEPOZYTÓW POCHODZĄCYCH Z GÓRNOŚLĄSKIEGO OBSZARU PLEBISCYTOWEGO, PODPISANY W DREZNIE 24 LUTEGO 1923R.

German and Polish official texts communicated by the German Consul at Geneva and by the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this agreement took place July 18, 1924.

Pruski Zarząd wymiaru sprawiedliwości działający w imieniu Państwa Niemieckiego i Polski Zarząd wymiaru sprawiedliwości, zgodziły się, aby na podstawie upoważnienia, udzielonego im przez Rząd Polski i Rząd Niemiecki w artykule 5 § 6 układu niemiecko-polskiego z dnia 12 kwietnia 1922 w przedmiocie przejścia wymiaru sprawiedliwości na górnośląskim obszarze plebiscytowym, uregulować zgodnie z interesami obu ludności sądowe sprawy depozytowe, na które miał wpływ podział Górnego Śląska i mianowały w tym celu swymi pełnomocnikami :

PRUSKI ZARZĄD WYMIARU SPRAWIEDLIWOŚCI :

Tajnego Nadradcę Sprawiedliwości, Radcę Ministerjalnego p. Dr. Georg CRUSEN,

POLSKI ZARZĄD WYMIARU SPRAWIEDLIWOŚCI :

Wiceprezesa Sądu Okręgowego p. Tadeusza ZAJĄCZKOWSKIEGO.

Pełnomocnicy, po wzajemnem przedłożeniu sobie pełnomocnictw i po uznaniu ich za wystarczające i należyte co do formy, ugodzili się co do następujących postanowień :

Artykuł I.

§ 1

Sprawy, w których przed przejściem wymiaru sprawiedliwości złożono w sądach, położonych w polskiej części obszaru plebiscytowego, wartości, wymienione w § 1 pruskiej ustawy depozytowej z dnia 21 kwietnia 1923 (Zbiór ustaw pruskich str. 225), załatwiać się będzie wedle następujących postanowień.

§ 2

1. Jeżeli złożono pieniądze (§ 6 pruskiej ustawy depozytowej), wstępuje w miejsce dotychczasowego urzędu depozytowego sąd powiatowy w Bytomiu jako odtąd właściwy urząd depozytowy.

2. To samo stosuje się w przypadku § 8 pruskiej ustawy depozytowej, jeżeli złożone środki płatnicze przemieniono przed przejściem wymiaru sprawiedliwości na pieniądze kasowe.

¹ This agreement came into force March 1st, 1923

§ 3.

Soweit Wertpapiere, sonstige Urkunden oder Kostbarkeiten oder gemäss § 8 der Preussischen Hinterlegungsordnung Zahlungsmittel hinterlegt sind, die in kassenmässiges Geld bis zum Uebergang der Rechtspflege nicht umgesetzt worden sind, ist als Hinterlegungsstelle dasjenige polnische Gericht zuständig, das an die Stelle des bisherigen preussischen Gerichts getreten ist, es sei denn, dass die hinterlegten Werte im Zeitpunkt des Überganges der Rechtspflege bei Stellen verwahrt sind, deren Sitz nicht an Polen abgetreten ist. In diesem Falle tritt an die Stelle der bisherigen als nunmehr zuständige Hinterlegungsstelle das Amtsgericht in Beuthen.

§ 4.

1. Die nach den §§ 2 und 3 fortan zuständige Hinterlegungsstelle hat die Hinterlegung auf Antrag an eine Hinterlegungsstelle des anderen Staates abzugeben, soweit sich nicht aus den nachstehenden Bestimmungen etwas anderes ergibt.

2. Zur Stellung des Antrags sind berechtigt :

- a) der Hinterleger oder
- b) die übrigen Beteiligten gemeinsam, wenn dem Hinterleger ein Recht auf Rücknahme der Hinterlegung nicht zusteht, oder wenn zum Zwecke der endgültigen Befreiung von einer Schuldverbindlichkeit hinterlegt ist.

3. Soweit nach den bei Übergang der Staatshoheit geltenden Vorschriften eine Behörde zur Stellung eines Ersuchens auf Herausgabe gemäss § 15 der Preussischen Hinterlegungsordnung zuständig ist, wird die Hinterlegung gemäss Abs. 1 auch auf ein Ersuchen der zuständigen Behörde des anderen Staates abgegeben. Die Zuständigkeit der ersuchenden Behörde ist unter Berücksichtigung des Überganges der Staatshoheit und der zwischen dem Deutschen Reiche und Polen geschlossenen Verträge von der ersuchten Hinterlegungsstelle im Einzelfalle zu prüfen. Beruht die Zuständigkeit der ersuchenden Behörde auf einem der deutsch-polnischen Abkommen¹, betreffend die Überleitung der Rechtspflege, vom 20. September 1920 oder vom 12. April 1922¹, so hat sie bei Stellung des Ersuchens zu bescheinigen, dass eine Abgabe des bei ihr schwebenden Verfahrens an eine Justizbehörde des anderen Staates weder von Amts wegen zu erfolgen hat, noch in einem Falle, in dem sie auf Antrag der Parteien oder Beteiligten zulässig ist, von diesem binnen Monatsfrist nach Aufforderung beantragt worden ist.

4. Die Hinterlegungsstelle ist zur Abgabe der Hinterlegung nur dann verpflichtet, wenn der Antrag oder das Ersuchen bis zum Ablauf des 31. Dezember 1925 bei ihr eingeht.

5. Von dem Erlasse der Abgabeverfügung sind die Beteiligten zu benachrichtigen.

§ 5.

1. Erlangt die Hinterlegungsstelle in den Fällen des § 4 davon Kenntnis, dass ein Dritter auf den Gegenstand der Hinterlegung Anspruch erhebt, so hat sie die Abgabe der Hinterlegung von der Zustimmung des Dritten abhängig zu machen. Die Hinterlegungsstelle kann jedoch dem Dritten aufgeben, binnen einer Frist seinen Anspruch nachzuweisen oder im Klagewege geltend zu machen, widrigenfalls die Hinterlegung ohne seine Zustimmung abgegeben wird. Die Frist soll angemessen, aber möglichst kurz bestimmt werden. Auf Verlangen der um Abgabe der Hinterlegung ersuchenden Behörde des anderen Staates hat die Hinterlegungsstelle eine solche Auflage zu machen.

2. Eine Hinterlegung in einem Strafverfahren wird nur mit Zustimmung der Staatsanwaltschaft abgegeben, bei der das Strafverfahren schwebt oder auf Grund der deutsch-polnischen Abkommen, betreffend die Überleitung der Rechtspflege, vom 20. September 1920 oder vom 12. April 1922 fortzuführen ist.

¹ Vol. IX, page 104 et vol. XXI, page 327 de ce Recueil.

§ 3

Jeżeli złożono papiery wartościowe, inne dokumenta lub kosztowności albo w myśl § 8 pruskiej ustawy depozytowej środki płatnicze, których do chwili przejścia wymiaru sprawiedliwości nie przemieniono na pieniądze kasowe, staje się właściwym urzędem depozytowym ten polski sąd, który wstąpił w miejsce dotychczasowego pruskiego sądu, chyba że złożone wartości w chwili przejścia wymiaru sprawiedliwości są przechowane w urzędach, których siedziby nie leżą na obszarze przypadłym Polsce. W tym wypadku wstępuje w miejsce dotychczasowych urzędów depozytowych sąd powiatowy w Bytomiu jako odtąd właściwy urząd depozytowy.

§ 4

1. Właściwy odtąd w myśl §§ 2 i 3 urząd depozytowy winien na wniosek oddać depozyt urzędowi depozytowemu drugiego państwa, o ile nic innego z niżej podanych postanowień nie wynika.

2. Do postawienia takiego wniosku są uprawnieni :

a) deponent, albo

b) inni interesowani razem, jeżeli deponentowi nie przysługuje prawo do odebrania depozytu, lub jeżeli depozyt złożono celem ostatecznego uwolnienia się od dłużnego zobowiązania.

3. Jeżeli wedle przepisów obowiązujących w czasie przejścia władzy państwowej do wystąpienia z wezwaniem wydania depozytu jest w myśl § 15 pruskiej ustawy depozytowej właściwą władzą, depozyt zostanie oddany po myśli ustępu 1 również na wezwanie właściwej władzy drugiego państwa. Właściwość wzywającej władzy ma wezwany urząd depozytowy badać w każdym poszczególnym przypadku, uwzględniając fakt przejścia władzy państwowej i układy zawarte między Państwem Niemieckiem a Państwem Polskiem. Jeżeli właściwość wzywającej władzy opiera się na jednym z układów niemiecko-polskich¹ w przedmiocie przejścia wymiaru sprawiedliwości, z dnia 20 września 1920 lub z dnia 12 kwietnia 1922¹, winna władza ta, występując z wezwaniem, stwierdzić, że oddanie władzy wymiaru sprawiedliwości drugiego państwa zawisłego u niej postępowania ani nie ma nastąpić z urzędu, ani w przypadku, w którym oddanie to jest dopuszczalne na wniosek stron lub interesowanych, że wniosku takiego mimo wezwania nie uczyniono w czasokresie jednego miesiąca po wezwaniu.

4. Urząd depozytowy jest zobowiązany do oddania depozytu tylko wówczas, gdy odnośny wniosek lub wezwanie nadeszło do niego najpóźniej z upływem dnia 31 grudnia 1925.

5. O wydaniu zarządzenia oddania należy uwiadomić interesowanych.

§ 5

1. Jeżeli w przypadkach, przewidzianych w § 4 urząd depozytowy dowie się, że osoba trzecia podnosi roszczenie do przedmiotu stanowiącego depozyt, winien on oddanie depozytu uczynić zawisłym od zgody owej osoby trzeciej. Atoli urząd depozytowy może polecić osobie trzeciej, by w określonym czasokresie udowodniła swe roszczenie lub je dochodziła drogą skargi, pod rygorem, że w razie przeciwnym oddanie depozytu nastąpi i bez jej zgody. Należy określić czasokres odpowiedni, ale możliwie krótki. Takie polecenie winien urząd depozytowy wydać na żądanie władzy drugiego państwa, wzywającej o oddanie depozytu.

2. W postępowaniu karnem oddanie depozytu nastąpi jedynie w razie zgody prokuratury, w której postępowanie jest zawisłym lub przy której ma się ono na podstawie niemiecko-polskich układów w przedmiocie przejścia wymiaru sprawiedliwości z dnia 20 września 1920 lub z dnia 12 kwietnia 1922 dalej prowadzić.

¹ Vol. IX, page 104 and vol. XXI, page 327 of this Series.

3. Die Abgabe einer Hinterlegung auf Grund des § 4 ist ausgeschlossen, solange der hinterlegte Gegenstand oder der Anspruch gegen die Hinterlegungsstelle auf Herausgabe der Hinterlegung zu der Masse eines in dem Staate der Hinterlegungsstelle schwebenden Konkurses gehört.

§ 6.

Die Hinterlegung wird auf Grund des § 4 abgegeben :

- a) soweit gemäss § 2 oder § 3 fortan das Amtsgericht in Beuthen als Hinterlegungsstelle zuständig ist, an die in dem Antrag bezeichnete, im oberschlesischen Abtrennungsgebiete belegene polnische Hinterlegungsstelle,
- b) soweit gemäss § 3 fortan ein polnisches Gericht als Hinterlegungsstelle zuständig ist, an das Amtsgericht (Hinterlegungsstelle) in Beuthen.

§ 7.

In den durch die §§ 4 bis 6 geregelten Fällen geht die Hinterlegung auf die Hinterlegungsstelle des anderen Staates in der gleichen Rechtslage über, in der sie sich im Zeitpunkt der Abgabeverfügung befindet. Insbesondere werden Rechte Dritter, die der Herausgabe der Hinterlegungsmasse an den Hinterleger oder den sonstigen Berechtigten entgegenstehen, unbeschadet der Vorschrift des § 5 Abs. 1, durch die Abgabe der Hinterlegung nicht berührt. Dies gilt auch für die im Wege der Zwangsvollstreckung erworbenen Pfandrechte. Soweit solche Pfandrechte auf einem nur vorläufig vollstreckbaren Titel beruhen oder nach Massgabe des Gesetzes dem Gläubiger nur vorläufige Sicherung gewähren, sind die nach Abgabe der Hinterlegung von Gerichten des abgebenden Staates ergehenden Entscheidungen, die auf den endgültigen Bestand dieser Rechte von Einfluss sind, von der Hinterlegungsstelle des übernehmenden Staates wie Entscheidungen inländischer Gerichte zu behandeln.

§ 8.

1. Die in den §§ 2, 3 und 6 bezeichneten Gerichte sind für alle auf Grund der Preussischen Hinterlegungsordnung den Hinterlegungsstellen obliegenden Entscheidungen allein zuständig.

2. Gegen die Entscheidungen einer hiernach zuständigen polnischen Hinterlegungsstelle ist die Beschwerde im Dienstaufsichtswege nach Massgabe des § 3 der Preussischen Hinterlegungsordnung an die nunmehr übergeordneten polnischen Stellen zu richten.

3. Die bei Inkrafttreten dieses Abkommens anhängigen Beschwerden sind, wenn als Hinterlegungsstelle nach den Bestimmungen des Abkommens nunmehr ein Gericht des anderen Staates zuständig ist, an die diesem Gerichte übergeordnete Beschwerdestelle zur Entscheidung abzugeben.

§ 9.

1. Die im § 14 Abs. 1 Ziffer 1 der Preussischen Hinterlegungsordnung bezeichneten Erklärungen können auch zu Protokoll eines Gerichts oder Gerichtsschreibers des andern Staates in der bei diesem Gericht zugelassenen Sprache abgegeben werden.

2. Das gleiche gilt für die im § 4 dieses Abkommens erwähnten Anträge auf Abgabe der Hinterlegung an eine Hinterlegungsstelle des anderen Staates.

3. Macht eine Hinterlegungsstelle von der Befugnis des § 18 der Preussischen Hinterlegungsordnung Gebrauch, so kann die Bescheinigung der Echtheit der Unterschriften oder die öffentliche Beglaubigung der Urkunde auch im anderen Staatsgebiete herbeigeführt werden. Eine Legalisation der Unterschrift dieser Urkunden, ist, falls sie nach allgemeinen Bestimmungen notwendig ist, nur zu erfordern, wenn begründete Zweifel an der Echtheit bestehen.

3. Oddanie depozytu na podstawie § 4 jest tak długo wykluczonem, jak długo złożony przedmiot lub roszczenie przeciw urzędowi depozytowemu o wydanie depozytu należy do masy upadłości zawisłej w państwie, do którego należy urząd depozytowy.

§ 6

Na podstawie § 4 oddanie depozytu nastąpi :

- a) jeżeli w myśl § 2 lub § 3 odtąd jest właściwym sąd powiatowy w Bytomiu jako urząd depozytowy, wymienionemu we wniosku polskiemu urzędowi depozytowemu położonemu w górnośląskim obszarze plebiscytowym.
- b) jeżeli w myśl § 3 odtąd jest właściwym polski sąd jako urząd depozytowy, sądowi powiatowemu (urzędowi depozytowemu) w Bytomiu.

§ 7

W przypadkach uregulowanych w §§ 4 do 6 przechodzi depozyt do urzędu depozytowego drugiego państwa w tym stanie prawnym, w jakim znajduje się on w chwili wydania zarządzenia oddania. W szczególności bez ujmy dla przepisu zawartego w § 5 ust. 1, przez oddanie depozytu pozostają nienaruszonymi prawa osób trzecich, sprzeciwiające się wydaniu masy depozytowej deponentowi lub innym uprawnionym. To samo stosuje się do praw zastawu nabytych w drodze egzekucji. Jeżeli takie prawa zastawu opierają się na tytule uznanym tylko za tymczasowo wykonalny lub jeżeli one dają wierzycielowi wedle ustawy tylko tymczasowe zabezpieczenie, winien urząd depozytowy państwa, przejmującego depozyt, uznawać rozstrzygnięcia sądów państwa, oddającego depozyt, zapadłe po oddaniu depozytu a mające wpływ na ostateczny stan wspomnianych praw, na równi z rozstrzygnięciami krajowych sądów.

§ 8

1. Sądy, wymienione w §§ 2, 3 i w § 6 są wyłącznie właściwymi do wydawania wszystkich rozstrzygnięć, należących w myśl pruskiej ustawy depozytowej do właściwości urzędów depozytowych.

2. Zażalenie przeciw rozstrzygnięciom właściwego potem polskiego urzędu depozytowego należy stosownie do § 3 pruskiej ustawy depozytowej wnosić w drodze nadzoru służbowego do obecnie położonych polskich urzędów.

3. Zażalenia, zawisłe w chwili wejścia w życie niniejszego układu, należy — jeżeli w myśl postanowień niniejszego układu właściwym urzędem depozytowym jest obecnie sąd drugiego państwa — oddać do rozstrzygnięcia urzędowi zażaleniowemu, położonemu owemu sądowi.

§ 9

1. Oświadczenia, wymienione w § 14 ust. 1. L. 1 pruskiej ustawy depozytowej, można składać także protokółarnie w sądzie lub u sekretarza sądowego drugiego państwa w języku, dopuszczonym przy tym sądzie.

2. To samo stosuje się do wspomnianych w § 4 niniejszego układu wniosków o oddanie depozytu urzędowi depozytowemu drugiego państwa.

3. Jeżeli urząd depozytowy robi użytek z uprawnienia przysługującego mu w myśl § 18 pruskiej ustawy depozytowej, może potwierdzenie prawdziwości podpisów lub publiczne uwierzytelnienie dokumentu nastąpić także na obszarze drugiego państwa. Legalizacji podpisu takich dokumentów, o ile ona wedle ogólnych postanowień jest potrzebna, należy żądać tylko wówczas, gdy zachodzą uzasadnione wątpliwości co do jego prawdziwości.

§ 10.

1. Ist oder war die Hinterlegung Gegenstand eines Rechtsstreits, so gelten als rechtskräftige Entscheidungen im Sinne des § 14 Abs. 1 Ziffer 2 der Preussischen Hinterlegungsordnung die Entscheidungen desjenigen deutschen oder polnischen Gerichts, bei dem dieser Rechtsstreit zu Ende geführt worden ist.

2. Sofern der Rechtsstreit nach Übergang der Rechtspflege anhängig geworden ist, sind Entscheidungen eines dem anderen Staate angehörenden Gerichts für die Hinterlegungsstelle massgebend, wenn für den Rechtsstreit bei Eintritt der Rechtshängigkeit im Inland kein Gerichtsstand oder nur der Gerichtsstand des Vermögens (§ 23 der Deutschen Zivilprozessordnung) begründet war. Die Begründung eines inländischen Gerichtsstandes ist in diesem Falle von der Hinterlegungsstelle zu berücksichtigen, wenn sie aus dem Antrag oder seinen Unterlagen hervorgeht oder wenn der Antragsgegner sie behauptet. Der Antragsgegner ist zu hören, es sei denn, dass der Antrag ohnedies abgelehnt werden soll oder die Anhörung aus tatsächlichen Gründen untunlich ist.

§ 11.

Als zuständige Behörden im Sinne des § 14 Abs. 1 Ziffer 3 und des § 15 der Preussischen Hinterlegungsordnung gelten polnische Behörden, wenn sie infolge des Überganges der Staatshoheit oder nach den Bestimmungen der zwischen dem Deutschen Reich und Polen geschlossenen oder künftig zu schliessenden Abkommen für die Anordnung zuständig sind.

§ 12.

Als Vormundschaftsgericht im Sinne des § 21 der Preussischen Hinterlegungsordnung gilt ein Gericht des anderen Staates, wenn dessen Zuständigkeit auf den Bestimmungen der deutsch-polnischen Abkommen, betreffend die Überleitung der Rechtspflege, vom 20. September 1920 oder vom 12. April 1922 beruht, oder wenn die von dem Verfahren betroffene Person dem anderen Staate angehört und eine Vormundschaft (Pflegschaft) im Inland nicht eingeleitet ist.

§ 13.

Als Aufsichtsbehörde im Sinne des § 22 der Preussischen Hinterlegungsordnung gilt eine polnische Behörde, wenn sie infolge des Überganges der Staatshoheit oder nach den Bestimmungen der zwischen dem Deutschen Reiche und Polen geschlossenen oder künftig zu schliessenden Abkommen für die Wahrnehmungen der Aufsicht zuständig ist.

§ 14.

In den Fällen des § 28 Abs. 2 Ziffer 2 der Preussischen Hinterlegungsordnung sind die von Gerichten des anderen Staates innerhalb ihrer Zuständigkeit erlassenen Ausschlussurteile für die Hinterlegungsstelle massgebend. Das Ausschlussurteil, wird der Hinterlegungsstelle auch dann mitgeteilt, wenn diese dem anderen Staate angehört.

§ 15.

1. Wird die Hinterlegungsstelle von einem nach Massgabe dieses Abkommens der Herausgabe entgegenstehenden Hindernis erst nach dem Abgang der Weisung an die Kasse in Kenntnis gesetzt, so findet der § 23 der Preussischen Hinterlegungsordnung Anwendung.

2. Das gleiche gilt für ein der Abgabe der Hinterlegung auf Grund des §§ 4, 5 und 7 dieses Abkommens entgegenstehendes Hindernis.

§ 10

1. Jeżeli depozyt jest lub był przedmiotem sporu, uważa się za prawomocne rozstrzygnięcie w zrozumieniu § 14 ust. 1 L. 2 pruskiej ustawy depozytowej rozstrzygnięcia tego niemieckiego lub polskiego sądu, w którym spór został ukończony.

2. Jeżeli spór zawiśł po przejściu wymiaru sprawiedliwości, rozstrzygnięcia sądu należącego do drugiego państwa są miarodajnymi dla urzędu depozytowego wtedy, gdy dla sporu w chwili jego zawiśnięcia nie była uzasadniona w kraju podsądność lub tylko podsądność wedle majątku (§ 23 niemieckiej ustawy o postępowaniu w cywilnych sprawach spornych). W tym przypadku urząd depozytowy winien uwzględnić uzasadnienie podsądności krajowej, jeżeli ona wypływa z wniosku lub z jego umotywowania albo jeżeli to twierdzi przeciwnik wnioskodawcy. Przeciwnika wnioskodawcy należy przesłuchać, chyba że i bez tego wnioskowi powinno się odmówić lub gdy przesłuchanie jest niemożliwe z faktycznych powodów.

§ 11

Za władze właściwe w zrozumieniu § 14 ustęp 1 L. 3 i § 15 pruskiej ustawy depozytowej uważa się polskie władze wówczas, gdy one wskutek przejścia władzy państwowej lub wedle postanowień układów, zawartych albo w przyszłości zawrzeć się mogących między Państwem Niemieckim a Państwem Polskim, są właściwe do wydawania zarządzenia.

§ 12

Za sąd opiekuńczy w zrozumieniu § 21 pruskiej ustawy depozytowej uważa się sąd drugiego państwa wówczas, gdy jego właściwość opiera się na postanowieniach układów niemiecko-polskich w przedmiocie przejścia wymiaru sprawiedliwości z dnia 20 września 1920 lub z dnia 12 kwietnia 1922, albo gdy osoba, objęta postępowaniem, ma przynależność drugiego państwa a opieka (kuratela) nie została wdrożona w kraju.

§ 13

Za władzę nadzorczą w zrozumieniu § 22 pruskiej ustawy depozytowej uważa się władzę polską wówczas, gdy ona wskutek przejścia władzy państwowej lub wedle postanowień układów, zawartych lub w przyszłości zawrzeć się mogących między Państwem Niemieckim a Państwem Polskim, jest właściwą do sprawowania nadzoru.

§ 14

W przypadkach, przewidzianych w § 28 ustęp 2 L. 2 pruskiej ustawy depozytowej, wyroki wykluczające, wydane przez sądy drugiego państwa w zakresie ich właściwości, są miarodajnymi dla urzędu depozytowego. Udzielenie wyroku wykluczającego do wiadomości urzędowi depozytowemu nastąpi także wówczas, gdy urząd ten należy do drugiego państwa.

§ 15

1. Jeżeli urząd depozytowy dopiero po odesłaniu polecenia do kasy dowie się o przeszkodzie, któraby po myśli niniejszego układu sprzeciwiała się wydaniu, wówczas stosuje się przepis § 23 pruskiej ustawy depozytowej.

2. To samo stosuje się co do przeszkody, któraby po myśli §§ 4, 5 i § 7 niniejszego układu sprzeciwiała się oddaniu.

§ 16.

1. Soweit nach diesem Abkommen an Stelle einer preussischen fortan eine polnische oder an Stelle einer polnischen fortan eine preussische Hinterlegungsstelle zuständig ist oder wird, tritt der übernehmende Staat an Stelle des abgebenden in das Hinterlegungsverhältnis ein.

2. Der Eintritt vollzieht sich in dem Falle des § 3 mit dem Inkrafttreten dieses Abkommens, in dem Falle des § 4 mit dem Erlass der Abgabeverfügung. Der abgebende Staat wird in dem gleichen Zeitpunkt den zum Empfang Berechtigten gegenüber von jeder Verpflichtung aus dem Hinterlegungsverhältnis frei, bleibt jedoch in den Fällen des § 4 dem übernehmenden Staate für die Hinterlegung bis zu deren ordnungsmässiger und vollständiger Übergabe haftbar.

3. Der Übergang der Haftung auf den übernehmenden Staat berührt nicht die Rechte der Beteiligten oder Dritter gegen den abgebenden Staat, soweit sie auf das Gesetz über die Haftung des Staates und anderer Verbände für Amtspflichtverletzungen von Beamten bei Ausübung der öffentlichen Gewalt vom 1. August 1909 (Preussische Gesetzsammlung S. 691) gestützt werden, oder gegen die Beamten selbst.

4. In gleicher Weise sollen Rechtshandlungen, die gegenüber der abgebenden Hinterlegungsstelle vorgenommen werden, nicht um deswillen unwirksam sein, weil infolge des Erlasses der Abgabeverfügung bereits eine Hinterlegungsstelle des anderen Staates zuständig geworden ist, es sei denn, dass der abgebende Staat auch dem anderen Staate gegenüber von jeglicher Verbindlichkeit frei geworden ist.

Artikel 2.

Die §§ 4, 5 und 7 des Artikels 1 finden auch auf solche Hinterlegungen Anwendung, die ohne Rücksicht auf den Zeitpunkt der Hinterlegung bei Hinterlegungsstellen im deutschen Teile des oberschlesischen Abstimmungsgebiet oder in der Zeit nach Übergang der Rechtspflege bei Hinterlegungsstellen des polnischen Teils des oberschlesischen Abstimmungsgebiets erfolgt sind oder erfolgen und im Zusammenhang mit einer Angelegenheit der Rechtspflege stehen, die auf Grund des deutsch-polnischen Abkommens, betreffend die Ueberleitung der Rechtspflege im oberschlesischen Abstimmungsgebiet vom 12. April 1922 an eine Justizbehörde des anderen Staates abgegeben ist oder wird. Die Hinterlegung wird in diesem Falle an die in dem Antrag oder dem Ersuchen bezeichnete Hinterlegungsstelle des anderen Staates abgegeben. Im übrigen finden die §§ 8 bis 16 des Artikels 1 entsprechende Anwendung.

Artikel 3.

§ 1.

Bares Geld (§§ 1, 6 und § 8 Abs. 2 der Preussischen Hinterlegungsordnung) wird, je nachdem es in deutscher oder polnischer Währung hinterlegt ist, in gleicher Währung an die Hinterlegungsstelle des anderen Staates abgegeben. Das gleiche gilt für die Herausgabe an den zum Empfang Berechtigten. Die Bestimmungen der Artikel 306 ff. des am 15. Mai 1922 in Genf geschlossenen deutsch-polnischen Abkommens über Oberschlesien bleiben unberührt.

§ 2.

1. Die deutschen und die polnischen Justizbehörden haben in allen unter dieses Abkommen fallenden Angelegenheiten einander unmittelbare Rechtshilfe in widestem Umfang zu leisten.

2. Die über Hinterlegungssachen geführten Akten und Unterlagen sind der nach Artikel 1 §§ 2, 3 und 6 fortan zuständigen Hinterlegungsstelle zu überlassen.

§ 16

1. Jeżeli wedle niniejszego układu jest lub będzie w miejsce pruskiego urzędu depozytowego właściwym odtąd polski urząd depozytowy lub w miejsce polskiego urzędu depozytowego odtąd pruski urząd depozytowy, wstępuje w stosunek przechowawcy w miejsce państwa oddającego państwo przejmujące.

2. Wstąpienie to uważa się w przypadku, przewidzianym w § 3, za dokonane z chwilą wejścia w życie niniejszego układu, a w przypadku, przewidzianym w § 4, z chwilą wydania zarządzenia oddania. W tej chwili staje się państwo oddające wobec uprawnionego do odbioru wolne od wszelkiego zobowiązania z tytułu stosunku przechowawcy, atoli w przypadkach, przewidzianych w § 4, jest ono wobec państwa przejmującego odpowiedzialnem za depozyt aż do czasu należytego i zupełnego oddania depozytu.

3. Przejęcie odpowiedzialności na państwo przejmujące nie narusza praw osób interesowanych lub osób trzecich do państwa oddającego, o ile prawa te opierają się na ustawie z dnia 1 sierpnia 1909 o odpowiedzialności państwa i innych związków za naruszenie obowiązków służbowych przez urzędników przy wykonywaniu przez nich publicznej władzy (Zbiór ustaw pruskich str. 691), ani też do samych urzędników.

4. Również nie mogą stać się czynności prawne, przedsiębrane wobec oddającego urzędu depozytowego, z tego powodu nieskutecznymi, że wskutek wydania zarządzenia oddania stał się właściwym już urząd depozytowy drugiego państwa, chyba że państwo oddające stało się wolne także wobec drugiego państwa od wszelkiego zobowiązania.

Artykuł 2.

Postanowienia, zawarte w artykule 1 §§ 4, 5 i § 7, stosują się także do tych depozytów, które znajdują się lub znajdować się będą bez względu na czas złożenia w urzędach depozytowych niemieckiej części górnośląskiego obszaru plebiscytowego lub w czasie po przejściu wymiaru sprawiedliwości w urzędach depozytowych polskiej części górnośląskiego obszaru plebiscytowego, a które są w związku z sprawą wymiaru sprawiedliwości, którą na podstawie układu niemiecko-polskiego w przedmiocie przejścia wymiaru sprawiedliwości na górnośląskim obszarze plebiscytowym z dnia 12 kwietnia 1922 oddano lub ma się oddać władzy sądowej drugiego państwa. W tym przypadku ma się oddać depozyt wymienionemu we wniosku lub w wezwaniu urzędowi depozytowemu drugiego państwa. Zresztą stosuje się odpowiednio postanowienia, zawarte w artykule 1 §§ 8 do 16.

Artykuł 3.

§ 1

Gotówkę (§§ 1, 6 i § 8 ust. 2 pruskiej ustawy depozytowej) należy oddać stosownie do tego, czy ją złożono w walucie niemieckiej czy polskiej urzędowi depozytowemu drugiego państwa w tej samej walucie. To samo stosuje się przy wydaniu depozytu uprawnionemu do odbioru. Nienaruszonymi pozostają postanowienia artykułu 306 i nast. niemiecko-polskiej Konwencji Górnośląskiej zawartej w Genewie dnia 15 maja 1922 r.

§ 2.

1. Niemieckie i Polskie władze wymiaru sprawiedliwości winny we wszystkich sprawach, objętych niniejszym układem, udzielać sobie wzajemnie bezpośredniej pomocy prawnej w jak najszerszym zakresie.

2. Akta i załączniki, prowadzone dla spraw depozytowych, należy pozostawić właściwemu odtąd po myśli artykułu 1 § 2, 3 i § 6 urzędowi depozytowemu.

§ 3.

1. Für die Abgabe einer Hinterlegung auf Grund des Artikels 1 § 4 und für die Gewährung von Rechtshilfe auf Grund des Artikels 3 § 2 werden Gebühren, Stempel und Auslagen nicht erhoben.

2. Soweit nach den Bestimmungen dieses Abkommens eine Hinterlegung auf eine Hinterlegungsstelle des anderen Staates übergeht oder an eine solche abzugeben ist, bleiben Gebühren, Stempel und Auslagen für die Zeit bis zum Übergang oder bis zur Abgabe der Hinterlegung ausser Ansatz.

§ 4.

Bei der Abgabe von Hinterlegungen an Hinterlegungsstellen des anderen Staates sind die von den vertragschliessenden Staaten erlassenen oder noch zu erlassenden Vorschriften, die die Ausfuhr von Kapital beschränken, die Zahlung nach dem Ausland verbieten oder mit Steuern belegen, nicht anzuwenden.

§ 5.

Als Zeitpunkt des Überganges der Rechtspflege im Sinne dieses Abkommens gilt der Tag, an welchem das Übergabeprotokoll des Gerichts (Hinterlegungsstelle) vollzogen worden ist.

Artikel 4.

§ 1.

Die Bestimmungen dieses Abkommens finden nur auf Hinterlegungen bei Amtsgerichten (Kreisgerichten) Anwendung.

§ 2.

Soweit sich bei Anwendung des vorliegenden Abkommens in Einzelfällen besondere, durch die vorstehenden Bestimmungen nicht behobene Schwierigkeiten ergeben sollten, behalten sich die preussische und die polnische Justizverwaltung vor, die Fälle durch besondere Vereinbarungen zu regeln.

§ 3.

Die vorliegenden Vereinbarungen über die Zuständigkeit und das Verfahren für die Abwicklung schwebender Hinterlegungssachen regeln nicht die Frage, zu lasten welches Staates die erfolgte Rückzahlung derjenigen Beträge zu verrechnen ist, die bei Hinterlegungsstellen des Oberschlesischen Abstimmungsgebiets in der Zeit der Verwaltung dieses Gebietes durch die interalliierte Regierungs- und Plebiszitkommission zu Oppeln als Barmassen hinterlegt worden sind.

Die Entscheidung hierüber bleibt der allgemeinen finanziellen Auseinandersetzung vorbehalten.

Artikel 5.

Dieser Vertrag tritt mit Ablauf des Kalendermonats in Kraft, in welchem er unterzeichnet wurde.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift.

DRESDEN, den 24. Februar 1923.

DR. GEORG CRUSEN

TADEUSZ ZAJĄCZKOWSKI.

§ 3

1. Za oddanie depozytu na podstawie artykułu 1 § 4 oraz za udzielenie pomocy prawnej na podstawie artykułu 3 § 2 nie będzie pobierać się żadnych należności, stempli i wydatków.

2. Jeżeli wedle postanowień niniejszego układu depozyt przechodzi do urzędu depozytowego drugiego państwa lub tam ma być oddany, nie policza się za czas aż do przejęcia lub oddania depozytu żadnych należności, stempli i wydatków.

§ 4

Przy oddaniu depozytów urzędowi depozytowemu drugiego państwa nie należy stosować wydanych lub w przyszłości wydać się mogących przez Państwa, zawierające niniejszy układ, przepisów, ograniczających wywóz kapitałów, zakazujących wypłat za zagranicą lub obkładających wywóz kapitałów podatkami.

§ 5

W zrozumieniu niniejszego układu uważa się za czas przejścia wymiaru sprawiedliwości dzień, w którym podpisano protokół zdawczy sądu (urzędu depozytowego).

Artykuł 4.

§ 1

Postanowienia niniejszego układu stosują się tylko do depozytów sądów powiatowych.

§ 2

Jeżeli przy zastosowaniu niniejszego układu miały się w pojedynczych przypadkach wyłonić nieprzewidziane w poprzednich przepisach trudności, Pruski i Polski zarząd wymiaru sprawiedliwości zastrzegają sobie prawo uregulowania takich przypadków osobnymi umowami.

§ 3

Poprzednio podane postanowienia o właściwości i o postępowaniu przy załatwieniu zawisłych spraw depozytowych nie regulują pytania, na którego państwa ciężar ma się policzyć dokonany zwrot tych kwot, które złożono jako masy gotówkowe w urzędach depozytowych górnośląskiego obszaru plebiscytowego w czasie sprawowania zarządu tego obszaru przez Międzysojuszniczą Komisję Rządzącą i Plebiscytową w Opolu. Rozstrzygnięcie tego pytania zastrzega się do czasu dokonania ogólnego finansowego rozliczenia.

Artykuł 5.

Układ niniejszy wchodzi w życie z upływem tego miesiąca kalendarzowego, w którym go podpisano.

W dowód powyższego pełnomocnicy podpisali niniejszy układ i zaopatrzyli go swemy pieczęciami.

Wygotowano w dwóch egzemplarzach.

REZNO, dnia dwudziestego czwartego lutego 1923r.

TADEUSZ ZAJĄCZKOWSKI.

Dr. GEORG CRUSEN.

¹ TRADUCTION.

No. 665. — ACCORD GERMANO-POLONAIS CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES AFFAIRES DE DÉPÔTS JUDICIAIRES PENDANTES DEVANT LES TRIBUNAUX DU TERRITOIRE PLÉBISCITAIRE DE HAUTE-SILÉSIE, SIGNÉ A DRESDE LE 24 FÉVRIER 1923.

En vertu de l'autorisation accordée par le GOUVERNEMENT ALLEMAND et le GOUVERNEMENT POLONAIS à l'article 5, § 6, de l'accord germano-polonais du 12 avril 1922, concernant le transfert de l'administration judiciaire dans le territoire plébiscitaire de Haute-Silésie,

l'administration de la justice prussienne, agissant au nom du Reich allemand, et l'administration de la justice polonaise, dans l'intérêt des populations des deux pays, sont convenues de régler par des accords les affaires de dépôts judiciaires qui ont été affectées par le partage de la Haute-Silésie, et ont nommé à cet effet comme plénipotentiaires :

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PRUSSIENNE :

M. le Dr Georg CRUSEN, Conseiller supérieur intime de Justice, Directeur ministériel ;

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POLONAISE :

M. Tadeusz ZAJĄCZKOWSKI, Vice-Président de tribunal de district.

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

§ 1.

Les affaires dans lesquelles des valeurs de la nature prévue au § 1 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, en date du 21 avril 1913 (*Recueil des Lois prussiennes*, page 225), ont été déposées, avant le transfert de l'administration de la justice, auprès de tribunaux de la partie polonaise du territoire plébiscitaire de Haute-Silésie, seront réglées comme il est dit ci-dessous :

§ 2.

1. Si le dépôt judiciaire est constitué en espèces, (§ 6 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires), le tribunal de bailliage de Beuthen sera désormais compétent au lieu de la caisse de dépôts existant auparavant ;

2. Il en sera de même dans le cas prévu au § 8 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires si les instruments de paiement déposés ont été échangés contre des espèces avant le transfert de l'administration judiciaire.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 665. — GERMANO-POLISH AGREEMENT CONCERNING THE PROCEDURE IN CONNECTION WITH LEGAL DEPOSITS IN CASES *SUB JUDICE* IN THE UPPER SILESIAN PLEBISCITE AREA, SIGNED AT DRESDEN, FEBRUARY 24, 1923.

The Prussian Judicial Administration, acting on behalf of the German Reich, and the Polish Judicial Administration have agreed,

in the interests of the inhabitants of the two countries, and by virtue of the powers conferred upon them by the GERMAN GOVERNMENT and the POLISH GOVERNMENT in Article 5, paragraph 6, of the Germano-Polish Agreement of April 12, 1922, regarding the Transfer of the Administration of Justice in the Upper-Silesian Plebiscite Area, to settle by means of agreements cases relating to legal deposits affected by the partition of Upper Silesia,

and have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

THE PRUSSIAN JUDICIAL ADMINISTRATION :

Dr. Georg CRUSEN, Councillor in the Ministry of Justice (Geheimer Oberjustizrat and Ministerialrat),

THE POLISH JUDICIAL ADMINISTRATION :

M. Tadeusz ZAJĄCZKOWSKI, District Court Vice-President ;

The Plenipotentiaries, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Paragraph 1.

Cases in which securities of the nature specified in paragraph 1 of the Prussian Deposit Regulations (Preussische Hinterlegungsordnung) of April 21, 1913 (Prussian Collection of Laws, page 225) (Preussische Gesetzsammlung) have been deposited with the Courts in the Polish part of the Upper-Silesian Plebiscite Area before the transfer of judicial administration shall be dealt with according to the following provisions.

Paragraph 2.

(1) In the case of deposits of money (paragraph 6 of the Prussian Deposit Regulations) the Court of First Instance (Amtsgericht) at Beuthen shall henceforth take the place of the Deposit Office hitherto competent.

(2) The same shall apply in the case provided for in paragraph 8 of the Prussian Deposit Regulations if the medium of payment deposited was converted into cash before the transfer of judicial administration.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

§ 3.

Si les dépôts ont été constitués en valeurs mobilières, autres documents, bijoux ou, conformément au § 8 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, en instruments de paiement qui n'ont pas été transformés en espèces avant le transfert de l'administration judiciaire, la caisse de dépôts compétente sera le tribunal polonais qui a remplacé l'ancien tribunal prussien, à moins que les valeurs en questions à la date du transfert de l'administration judiciaire n'aient été en dépôts auprès d'une caisse de dépôts établie dans une localité qui n'a pas été cédée à la Pologne. Dans ce cas, la caisse de dépôts, désormais compétente, sera le tribunal de bailliage de Beuthen.

§ 4.

1. La caisse de dépôts désormais compétente, aux termes des paragraphes 2 et 3, sera tenue sur demande, de transférer le dépôt à une caisse de dépôts de l'autre Etat, à moins qu'il n'en soit disposé autrement ci-après.

2. La demande pourra être présentée :

- a) par le déposant ou
- b) conjointement par les autres intéressés, si le déposant n'a pas le droit de réclamer la restitution du dépôt, ou si celui-ci a été effectué en vue du paiement définitif de la dette.

3. Si, d'après les prescriptions en vigueur au moment du transfert de la souveraineté, une administration est compétente pour formuler une demande de retrait conformément au § 15 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, le transfert du dépôt aura également lieu à la demande de l'autorité compétente de l'autre Etat comme il est dit à l'alinéa 1. Dans chaque cas particulier, la caisse de dépôts requise sera tenue de vérifier la compétence de l'autorité requérante en tenant compte du transfert de la souveraineté et des traités conclus entre le Reich allemand et la Pologne. Si la compétence de l'autorité requérante résulte de l'un des accords germano-polonais relatifs au transfert de l'administration judiciaire, en date du 20 septembre 1920 ou du 12 avril 1922, elle devra, en formulant sa demande, attester qu'elle n'est pas obligée de se dessaisir d'office de l'affaire en faveur d'une autorité judiciaire de l'autre Etat et qu'il ne s'agit pas d'un cas dans lequel les parties ou les intéressés ont le droit de demander le dessaisissement et ont fait usage de ce droit dans le délai d'un mois, à dater du jour de la mise en demeure.

4. La caisse de dépôts ne sera tenue de transférer le dépôt que si la demande ou la requête lui parvient avant le 1^{er} janvier 1926.

5. Lorsqu'une ordonnance de transfert aura été rendue, les intéressés devront en être informés.

§ 5.

1. Si, dans les cas prévus au § 4, la caisse de dépôts est informée qu'un tiers émet des droits sur l'objet déposé, elle devra subordonner le transfert du dépôt au consentement du tiers. La caisse de dépôt pourra, toutefois, prescrire au tiers de justifier de ses droits ou de faire valoir ceux-ci par la voie judiciaire dans un délai déterminé, faute de quoi, le dépôt sera transféré sans son consentement. Le délai fixé devra être raisonnable, mais aussi court que possible. A la demande de l'autorité requérante de l'autre Etat, la caisse de dépôts devra procéder à la mise en demeure sus-mentionnée.

2. Si le dépôt a été effectué dans une procédure pénale, il ne sera transféré qu'avec le consentement du parquet qui est saisi de la procédure pénale en question ou qui en sera saisi conformément aux dispositions des accords germano-polonais du 20 septembre 1920 et du 12 avril 1922 concernant le transfert de l'administration judiciaire.

Paragraph 3.

In the case of securities, other documents, articles of value, or media of payment within the meaning of paragraph 8 of the Prussian Deposit Regulations, which were not converted into cash before the transfer of the judicial administration, the Polish Court which has taken the place of the former Prussian Court shall be competent as Deposit Office, unless at the time of the transfer of judicial administration the securities were deposited in offices not situated in territory ceded to Poland. In such case the Court of First Instance at Beuthen shall take the place of the Deposit Offices hitherto competent.

Paragraph 4.

(1) The Deposit Office hereafter competent under paragraphs 2 and 3 shall, on application being made, hand over the deposit to a Deposit Office of the other State, unless otherwise laid down in the following provisions.

(2) Those entitled to make such application are :

(a) the depositor, or

(b) the other parties concerned jointly, if the depositor is not entitled to withdraw the deposit or if the deposit had been made for the purpose of finally discharging a liability.

(3) If, under the regulations in force at the time of the transfer of sovereignty, a particular authority is competent to submit an application for the surrender of a deposit in accordance with paragraph 15 of the Prussian Deposit Regulations, the deposit shall likewise be handed over, in accordance with paragraph 1, on the application of the competent authority of the other State. The competence of the authority making the application shall be examined in each case by the Deposit Office to which it is made, regard being had to the transfer of sovereignty and the Treaties concluded between the German Reich and Poland. Should the competence of the authority making the application be based upon one of the Germano-Polish Agreements concerning the transfer of the administration of justice, of September 20, 1920, or April 12, 1922, the said authority shall certify, when making such application, that the proceedings pending before it are not proceedings which must be transferred *ex officio* to a judicial authority of the other State, and also that, if the case is one in which the proceedings may be transferred at the request of the parties or persons concerned, a request for such transfer has not been made by the latter within a month after the legal demand was submitted.

(4) The Deposit Office shall only be required to surrender the deposit if the application or claim is submitted to it not later than December 31, 1925.

(5) The Parties concerned shall be notified of the issue of an Order concerning the handing over of the deposit.

Paragraph 5.

(1) Should it come to the knowledge of the Deposit Office in the cases mentioned in paragraph 4 that a third party lays claim to the object deposited, the Deposit Office shall make the handing over of the deposit conditional on the consent of such third party. The Deposit Office may, however, require the third party to substantiate his claim or to prove its validity by taking legal proceedings within a given period, in default whereof the deposit shall be handed over without his consent. The period appointed shall be adequate, but as brief as possible. The Deposit Office shall issue such an order if requested to do so by the authority of the other State applying for the transfer of the deposit.

(2) In criminal cases, deposits shall be surrendered only with the consent of the Public Prosecutor's Office (Staatsanwaltschaft) in accordance with whose instructions the criminal proceedings are pending or are to be continued, in virtue of the Germano-Polish Agreements concerning the transfer of the administration of justice of September 20, 1920, or April 12, 1922.

3. Aucun dépôt ne pourra être transféré en vertu du § 4, aussi longtemps que l'objet déposé ou le droit de réclamer à la caisse de dépôts la restitution du dépôt appartiendra à la masse d'une faillite ouverte sur le territoire de l'Etat où la caisse de dépôts est établie.

§ 6.

Le dépôt sera transféré en vertu du § 4 :

- a) à la caisse de dépôts polonaise du territoire plébiscitaire de Haute-Silésie, désignée dans la demande ou la requête si, conformément au § 2 ou au § 3, le tribunal de bailliage de Beuthen est désormais compétent ;
- b) au tribunal (caisse de dépôts) de Beuthen si, conformément au § 3, la caisse de dépôts désormais compétente est un tribunal polonais.

§ 7.

Dans les cas prévus aux §§ 4 à 6, le dépôt sera transféré à la caisse de dépôts de l'autre Etat, sans que la situation juridique existant à la date à laquelle l'ordonnance de transfert a été rendue, en soit modifiée. Notamment les droits des tiers qui s'opposent à la restitution du dépôt au déposant ou aux autres ayants droit, ne seront pas modifiés par le transfert du dépôt, sans préjudice de la disposition du § 5, alinéa 1^{er}. La même disposition s'appliquera aux droits de gage, acquis par voie d'exécution forcée. Si ces droits de gage sont fondés sur un titre qui n'est que provisoirement exécutoire ou ne procure au créancier, conformément aux dispositions légales, qu'une garantie provisoire, les décisions affectant la consistance définitive de ces droits, rendues après le transfert du dépôt par les tribunaux de l'Etat qui a opéré le transfert, devront être considérées par la caisse de dépôts de l'Etat qui a reçu le dépôt, comme des décisions des tribunaux nationaux de cet Etat.

§ 8.

1. Les tribunaux désignés aux §§ 2, 3 et 6 sont seuls compétents en ce qui concerne toutes les décisions qui, aux termes du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, doivent être rendues par les caisses de dépôts.

2. Les recours formés contre les décisions de la caisse de dépôts polonaise compétente aux termes de l'alinéa précédent, devront être adressés, par la voie administrative, à l'autorité polonaise supérieure, conformément au § 3 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires.

3. Si, aux termes du présent accord, la caisse de dépôts compétente est un tribunal de l'autre Etat, les recours pendants à la date de la mise en vigueur du présent Accord seront déferés à l'instance supérieure chargée de statuer sur les recours formés contre les décisions de ce tribunal.

§ 9.

1. Les déclarations prévues au § 14, alinéa 1, chiffre 1 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, pourront également être effectuées par devant un tribunal ou le greffier d'un tribunal de l'autre Etat, qui en dressera procès-verbal dans la langue que les parties sont autorisées à employer devant ce tribunal.

2. La même disposition s'appliquera en ce qui concerne les demandes prévues au § 4 du présent Accord et relatives au transfert du dépôt à la caisse de dépôts de l'autre Etat.

3. Si une caisse de dépôts fait usage de la faculté prévue au § 18 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, l'authenticité de la signature pourra être certifiée ou le document légalisé sur le territoire de l'autre Etat. La légalisation de la signature, si elle est prescrite par des dispositions générales, ne devra être exigée que s'il existe des doutes sérieux au sujet de son authenticité.

(3) No deposit shall be handed over in virtue of paragraph 4, if the object deposited or the claim submitted to the Deposit Office for the surrender of the deposit is connected with an estate in respect of which bankruptcy proceedings are pending in the State where the Deposit Office is situated.

Paragraph 6.

The deposit shall be surrendered in virtue of paragraph 4 :

- (a) in cases in which, in accordance with paragraph 2 or paragraph 3, the Court of First Instance at Beuthen is henceforth competent as Deposit Office, to such Polish Deposit Office situated in the ceded portion of Upper Silesia as is mentioned in the application.
- (b) in cases in which, in accordance with paragraph 3, a Polish Court is henceforth competent, to the Court of First Instance (Deposit Office) at Beuthen.

Paragraph 7.

In the cases governed by paragraphs 4-6, the deposit shall be handed over to the Deposit Office of the other State under the same legal conditions as applied at the time when the Order concerning the handing over of deposits was issued. More especially, the rights of third parties, who contest the surrender of entire deposits to the depositor or other persons entitled thereto, shall not be affected by this surrender of the deposit, without prejudice to the provisions of paragraph 5, paragraph 1. This shall also apply in the case of liens acquired in virtue of compulsory execution. In so far as such liens are based on a title admitting of merely provisional execution or, according to the provisions of the law, only give temporary security to the creditor, decisions likely to affect the ultimate confirmation of these rights given by the Courts of the State surrendering the deposit after it has been handed over, shall be treated by the Deposit Office of the State taking over the deposit as decisions of its national Courts.

Paragraph 8.

(1) The Courts named in paragraphs 2, 3 and 6 shall alone be competent for all decisions devolving upon Deposit Offices in virtue of the Prussian Deposit Regulations.

(2) Any appeal against the decisions of a Polish Deposit Office hereafter competent shall, in accordance with paragraph 3 of the Prussian Deposit Regulations, be submitted through the regular official channels to the Polish Offices, to which it is henceforth subordinate.

(3) Appeals pending at the time of the coming into force of this Agreement shall be handed over for decision, if, under the provisions of the Agreement, a Court of the other State is competent as Deposit Office, to the superior authority responsible for hearing such appeals.

Paragraph 9.

(1) The declarations referred to in paragraph 14, paragraph 1, sub-paragraph 1, of the Prussian Deposit Regulations may also be made and inserted in the record of the proceedings before a Court or Court Registrar of the other State in the language admitted by the said Court.

(2) The same shall apply to the claims mentioned in paragraph 4 of this Agreement for the handing over of deposits to a Deposit Office of the other State.

(3) Should a Deposit Office make use of the right conferred under paragraph 18 of the Prussian Deposit Regulations, the authentication of the signature or the official attestation of the documents may also be carried out in the territory of the other State. Certification of the authenticity of the signature of such documents, where required by the general regulations, shall only be demanded if legitimate doubts exist as to the authenticity of such signature.

§ 10.

1. Si un dépôt forme ou formait l'objet d'un litige, les décisions du tribunal allemand ou du tribunal polonais qui aura tranché définitivement ce litige, seront considérées comme décisions ayant force de chose jugée au sens du § 14, alinéa 1, chiffre 2 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires.

2. Si l'instance a été liée après le transfert de l'administration judiciaire, les décisions d'un tribunal de l'autre Etat auront force de chose jugée pour la caisse de dépôts, à condition qu'aucun tribunal du territoire national actuel ne fût compétent au moment où l'instance a été liée ou qu'un tribunal de ce territoire ne fût alors compétent qu'à raison de la situation des biens (§ 23 du code de procédure civile allemand). Dans ce dernier cas, la caisse de dépôts devra tenir compte de la compétence d'un tribunal du territoire national actuel si cette compétence résulte de la demande ou des pièces jointes à la demande, ou que le défendeur l'affirme. Le défendeur devra être entendu, à moins que la demande ne puisse être admise pour d'autres raisons ou que l'audition du défendeur ne soit jugée impraticable pour des raisons de fait.

§ 11.

Les autorités polonaises seront considérées comme autorité compétente, au regard du § 14, alinéa 1, chiffre 3 et du § 15 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, si elles ont compétence pour prendre la mesure en question par suite du transfert de la souveraineté ou aux termes des dispositions des accords conclus ou à conclure entre le Reich allemand et la Pologne.

§ 12.

Un tribunal de l'autre Etat sera considéré comme tribunal des tutelles, au regard du § 21 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, si la compétence de ce tribunal est fondée sur les dispositions des accords germano-polonais du 20 septembre 1920 ou du 12 avril 1922, concernant le transfert de l'administration judiciaire, ou si l'individu visé par la procédure est ressortissant de l'autre Etat et que rien n'a été fait par cet Etat au sujet d'une tutelle (curatelle).

§ 13.

Une autorité de l'Etat polonais sera considérée comme autorité de contrôle, au regard du § 22 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, si elle est compétente pour exercer ce contrôle par suite du transfert de la souveraineté ou aux termes des dispositions des accords conclus ou à conclure entre l'Allemagne et la Pologne.

§ 14.

Dans les cas prévus au § 28, alinéa 2, chiffre 2, du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, les jugements de forclusion rendus dans les limites de leur compétence par des tribunaux de l'autre Etat auront force de chose jugée pour la caisse de dépôts. Le jugement de forclusion sera communiqué à la caisse de dépôts, même si celle-ci appartient à l'autre Etat.

§ 15.

1. Si la caisse de dépôts n'est informée de l'existence d'un obstacle s'opposant, d'après les stipulations du présent Accord, au transfert du dépôt, qu'après l'ordonnancement de ce transfert, il y aura lieu d'appliquer le § 23 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires.

2. La même disposition s'appliquera dans le cas d'un obstacle s'opposant au transfert du dépôt en vertu des §§ 4, 5 et 7 du présent Accord.

Paragraph 10.

(1) Should the deposit be or have been the subject of legal proceedings, the decisions of the German or Polish Court by which judgment was given shall be held to be legal decisions within the meaning of paragraph 14, paragraph 1, sub-paragraph 2, of the Prussian Deposit Regulations.

(2) Should the legal proceedings have been instituted after the transfer of judicial administration, decisions of a Court belonging to the other State shall have force of law in respect of the Deposit Office, if, when the proceedings were first instituted, there was no Court which had local competency in the matter or there was a Court which only had competency in regard to place where the property was situated (paragraph 23 of the German Rules of Civil Procedure). The local competency of a Court within the country shall be recognised by the Deposit Office, if it is proved by the application itself or by the documents submitted in support thereof, or if the contesting party contends that it has been established. The contesting party shall be heard, unless it is considered that the claim should be rejected for other reasons or unless hearing is impossible on material grounds.

Paragraph 11.

Polish Authorities shall be regarded as competent Authorities within the meaning of paragraph 14, paragraph 1, sub-paragraph 3, and paragraph 15 of the Prussian Deposit Regulations, if they are competent to hear cases in consequence of the transfer of sovereignty or in accordance with the provisions of the Agreements already concluded or to be concluded at some future date between the German Reich and Poland.

Paragraph 12.

A Court of the other State shall be held to be a Court of Chancery (Vormundschaftsgericht) within the meaning of paragraph 21 of the Prussian Deposit Regulations, if the competency of such Court rests upon the provisions of the Germano-Polish Agreements concerning the Transfer of the Administration of Justice of September 20, 1920, or April 12, 1922, or if the person affected by the proceedings is a national of the other State and trusteeship (guardianship) is not established within the country.

Paragraph 13.

A Polish Authority shall be held to be a Controlling Authority (Aufsichtsbehörde) within the meaning of paragraph 22 of the Prussian Deposit Regulations, if, in consequence of the transfer of sovereignty or in accordance with the provisions of the Agreements already concluded or to be concluded at some future date between the German Reich and Poland, they are competent to exercise control.

Paragraph 14.

In the cases coming under paragraph 28, paragraph 2, sub-paragraph 2, of the Prussian Deposit Regulations, limitation orders (Ausschlussurteile) issued by Courts of the other State within their own jurisdiction shall be binding on the Deposit Office. Limitation orders shall be notified to the Deposit Office even when the latter belongs to the other State.

Paragraph 15.

(1) Should the Deposit Office be notified of any obstacle to the surrender of a deposit arising out of the terms of this Agreement after the despatch of the order to the pay-office, paragraph 23 of the Prussian Deposit Regulations shall be applicable.

(2) The same shall apply to any obstacle to the handing over of a deposit arising out of paragraphs 4, 5 and 7 of this Agreement.

§ 16.

1. Chaque fois qu'au termes du présent Accord, une caisse de dépôts polonaise est ou sera désormais compétente au lieu d'une caisse prussienne, ou une caisse de dépôts prussienne au lieu d'une caisse polonaise, l'Etat qui aura reçu le dépôt sera subrogé à l'Etat qui aura effectué le transfert dans le statut juridique du dépôt.

2. Dans le cas prévu au § 3, la subrogation aura effet à partir du jour de la mise en vigueur du présent accord ; dans le cas prévu à l'article 4 à partir de la date à laquelle sera rendue l'ordonnance de transfert. L'Etat qui effectuera le transfert du dépôt sera déchargé à la même date vis-à-vis de la personne qui a le droit de réclamer la restitution du dépôt, de toutes obligations résultant du statut du dépôt ; dans les cas prévus au § 4, cet Etat sera toutefois responsable du dépôt vis-à-vis de l'Etat qui le recevra, jusqu'au moment où toutes les opérations de transfert auront été régulièrement et complètement effectuées.

3. Le fait que l'Etat, qui aura reçu le dépôt, en sera désormais responsable au lieu de l'Etat qui aura effectué le transfert, ne modifie ni les droits des intéressés ou des tiers vis-à-vis de ce dernier Etat, pour autant que ces droits sont fondés sur la loi du 1^{er} août 1909, relative à la responsabilité de l'Etat ou d'autres collectivités en cas d'infraction au devoir professionnel, commises par des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions (*Recueil des Lois prussiennes*, p. 691), ni leurs droits vis-à-vis des fonctionnaires eux-mêmes.

4. De même les actes juridiques signifiés à la caisse de dépôt qui aura effectué le transfert ne seront pas nuls pour la raison qu'une caisse de dépôts de l'autre Etat était déjà compétente, par suite de la promulgation de l'ordonnance de transfert, à moins que l'Etat qui effectue le transfert ne soit d'ores et déjà déchargé de toute responsabilité vis-à-vis de l'autre Etat.

Article 2.

Les §§ 4, 5 et 7 de l'article premier seront également applicables aux dépôts qui ont été ou seront constitués, à quelque date que ce soit, auprès de caisses de dépôts situées dans la partie allemande du territoire plébiscitaire de Haute-Silésie, ou qui ont été ou seront effectués, après le transfert de l'administration judiciaire, auprès de caisses de dépôts de la partie polonaise du territoire plébiscitaire, si ces dépôts se rapportent à une affaire judiciaire qui a été ou sera transférée à une autorité judiciaire de l'autre Etat en vertu de l'accord germano-polonais du 12 avril 1920, relatif au transfert de l'administration judiciaire dans le territoire plébiscitaire de Haute-Silésie. Dans ce cas, le dépôt sera transféré à la caisse de dépôts de l'autre Etat indiquée dans la demande ou la requête. Les §§ 8 à 16 de l'article premier seront également applicable *mutatis mutandis*.

Article 3.

§ 1.

Dans le cas de dépôt d'espèces (§§ 1, 6 et 8, alinéa 2 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires) constitués soit en monnaie allemande, soit en monnaie polonaise, le transfert à l'autre Etat sera effectué dans la même monnaie. La même disposition s'appliquera en cas de restitution du dépôt à l'ayant droit. Les dispositions de l'article 306 et suivantes de la Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie, conclue le 15 mai 1922 à Genève, ne sont pas touchées par le présent Accord.

§ 2.

1. Les autorités judiciaires allemandes et les autorités judiciaires polonaises seront tenues de se prêter directement assistance, dans la plus large mesure, pour toutes les affaires visées par le présent Accord.

2. Les documents et pièces relatifs à des dépôts devront être remis, conformément à l'article 1, §§ 2, 3 et 6, à la caisse de dépôts qui sera désormais compétente.

Paragraph 16.

(1) Whenever, in accordance with the provisions of this Agreement, a Polish Office is competent hereafter, or becomes competent in the future in lieu of a Prussian Office, or *vice versa*, the State taking over the deposits shall assume in relation thereto the functions of the State surrendering them.

(2) The assumption of functions shall date, in the case of paragraph 3, from the coming into force of this Agreement, and in the case of paragraph 4 from the publication of the Order concerning the transfer of deposits. The State surrendering the deposits shall at the same time be released from all liability in respect thereof towards the persons entitled to receive them, but shall in cases coming under paragraph 4 remain responsible for them to the State taking them over until their complete and regular transfer has been effected.

(3) The transfer of liability to the State taking over the deposits shall not affect the rights of the parties concerned or of third parties as against the State surrendering them, in so far as such rights are based upon the Law of August 1, 1909 (Preussische Gesetzsammlung, Prussian Collection of Laws, p. 691), concerning the liability of the State and other bodies for neglect of duty on the part of officials in the exercise of public authority or the rights of the said parties as against the officials themselves.

(4) Similarly, legal proceedings instituted against the Deposit Office surrendering the deposits shall not be invalid by reason of the fact that, in consequence of the publication of the Order concerning the handing over of deposits, a Deposit Office of the other State has become competent, unless the State surrendering the deposits has been released from all obligations towards the other State.

Article 2.

Paragraphs 4, 5 and 7 of Article 1 shall likewise apply to all deposits which have been or may be made, at whatever date, at Deposit Offices in the German part of the Upper Silesian Plebiscite Area or after the transfer of judicial administration at Deposit Offices in the Polish part of the Upper Silesian Plebiscite Area and which have reference to some matter connected with judicial administration which, in virtue of the Germano-Polish Agreement of April 12, 1922, concerning the Transfer of the Administration of Justice in the Upper Silesian Plebiscite Area, has been or may be transferred to a judicial authority of the other State. The deposit shall in such cases be surrendered to the Deposit Office of the other State named in the application or petition. Paragraphs 8-16 of Article 1 shall also apply, in so far as they may be appropriate.

Article 3.

Paragraph 1.

Cash (paragraphs 1, 6 and 8, paragraph 2, of the Prussian Deposit Regulations) shall, according as it is deposited in German or Polish currency, be handed over in the same currency to the Deposit Offices of the other State. The same shall apply to the handing over of deposits to the parties entitled to receive them. The provisions of Article 306 *et seq.* of the Germano-Polish Agreement concerning Upper Silesia concluded at Geneva on May 15, 1922, shall not be affected.

Paragraph 2.

(1) The German and Polish Judicial Authorities shall give each other all possible legal assistance in cases coming under this Agreement.

(2) Documents and relevant papers used in matters relating to deposits shall be handed over to the Deposit Office hereafter competent under Article 1, paragraphs 2, 3 and 6.

§ 3.

1. Les transferts de dépôts effectués par application de l'article 1, § 4, et l'assistance judiciaire accordée en vertu de l'article 3, § 2 ne donneront lieu à la perception d'aucune taxe, d'aucun droit de timbre, et à aucun remboursement des frais.

2. Si, conformément aux dispositions du présent Accord, un dépôt passe ou doit être transféré à une caisse de dépôts de l'autre Etat, les taxes, droits de timbre et frais relatifs à la période antérieure au passage ou au transfert du dépôt, ne seront pas portés en compte.

§ 4.

Les prescriptions qui ont été ou seront promulguées par les Etats contractants pour restreindre l'exportation des capitaux et pour interdire ou frapper d'impôts les paiements à l'étranger ne seront pas applicables aux transferts de dépôts à des caisses de dépôts de l'autre Etat.

§ 5.

Sera considérée comme date du transfert de l'administration judiciaire, au regard du présent Accord, la date à laquelle le procès-verbal de transfert du tribunal (caisse de dépôts) a été dressé.

Article 4.

§ 1.

Les dispositions du présent Accord ne s'appliqueront qu'aux dépôts constitués auprès de tribunaux de bailliage (tribunaux de cercle).

§ 2.

Si, dans des cas particuliers, il surgissait des difficultés non prévues au présent Accord, il appartiendra à l'administration de la justice prussienne et à l'administration de la justice polonaise de conclure des arrangements spéciaux en vue du règlement de ces cas.

§ 3.

Le présent Accord, qui tranche la question de compétence et détermine la procédure dans les affaires de dépôts actuellement pendantes, ne règle pas la question de savoir à la charge de quel Etat s'opérera la restitution des sommes déposées en espèces auprès de caisses de dépôts du territoire plébiscitaire de Haute-Silésie, pendant que ce territoire était administré par la Commission interalliée de Gouvernement et de plébiscite à Oppeln. Cette question sera tranchée lors du règlement financier général.

Article 5.

Le présent Accord entrera en vigueur à l'expiration du mois au cours duquel il aura été signé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent Accord et l'ont revêtu de leur sceau.

Fait en double exemplaire.

DRESDE, le 24 février 1923.

D^r GEORG CRUSEN.
TADEUSZ ZAJĄCZKOWSKI.

Paragraph 3.

(1) No fees, stamp duty or costs shall be levied in respect of the transfer of a deposit under the terms of Article 1, paragraph 4, or in respect of the granting of legal assistance under the terms of Article 3, paragraph 2.

(2) In cases in which a deposit passes or is to be handed over under the provisions of this Agreement to a Deposit Office of the other State, no fees, stamp duty or costs shall be levied up to the date of such passing or handing over.

Paragraph 4.

Regulations restricting the export of capital or prohibiting or imposing taxes in connection with payments to foreign countries by the Contracting States already issued or issued hereafter shall not apply to the surrender of deposits to Deposit Offices of the other State.

Paragraph 5.

The date of the transfer of the administration of justice within the meaning of this Agreement shall be that upon which the Transfer Protocol of the Court (Deposit Office) is executed.

Article 4.

Paragraph 1.

The provisions of this Agreement shall only apply to deposits made with Courts of First Instance (Kreis Courts).

Paragraph 2.

Should special difficulties not dealt with in the above provisions arise in individual cases in the application of the present Agreement, the Prussian and Polish Judicial Administrations reserve the right to settle such cases by means of special Agreements.

Paragraph 3.

The present Agreement regarding competence and procedure in the settlement of cases *sub judice* concerning deposits leave undetermined the question as to which State is to bear the burden of the repayment of such sums as were deposited, in the form of cash, at Deposit Offices in the Upper Silesian Plebiscite Area during the administration of that territory by the Inter-Allied Governing and Plebiscite Commission at Oppeln. This point will be decided on the occasion of the general financial settlement.

Article 5.

This Agreement shall come into force on the expiration of the calendar month in which it is signed.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate.

DRESDEN, February 24, 1923.

Dr. GEORG CRUSEN.
TADEUSZ ZAJĄCKOWSKI.

N° 666.

ALLEMAGNE ET SUISSE

Traité en vue d'éviter la double
imposition du revenu du travail,
signé à Berlin le 24 mars 1923.

**GERMANY
AND SWITZERLAND**

Treaty for the prevention of Double
Taxation in respect of earned
income, signed at Berlin, March
24, 1923.

² See foot note Vol. II page 60 of this Series.

2. Ist ein Wohnsitz sowohl in Deutschland als auch in einem der beteiligten Kantone begründet, so ist bei deutschen oder schweizerischen Staatsangehörigen der Wohnsitz im Heimatstaat entscheidend. Im übrigen bleibt besondere Vereinbarung der obersten Finanzverwaltungsbehörden von Fall zu Fall vorbehalten.

3. Wohnsitz im Sinne dieses Vertrags hat der Steuerpflichtige an dem Orte, wo er sich mit der Absicht dauernden Verbleibens aufhält. Diese Absicht muss aus äusseren Merkmalen (Innehabung einer eigenen Wohnung oder eines auf Dauer gemieteten Zimmers, Wohnen bei der eigenen Familie oder dergleichen) hervorgehen.

4. Der Wohnsitz des Ehemanns gilt auch als Wohnsitz der Ehefrau, soweit der letzteren nicht durch ihre heimatliche Gesetzgebung die Berechtigung zur Begründung eines eigenen Wohnsitzes eingeräumt wird und sie einen solchen tatsächlich begründet hat. Minderjährige Kinder haben den Wohnsitz derjenigen Person, unter deren elterlicher Gewalt sie stehen, Bevormundete denjenigen ihres gesetzlichen Vertreters.

Artikel 2.

Zur Vermeidung von Doppelbesteuerungen sollen im übrigen von den obersten Finanzverwaltungsbehörden des Deutschen Reichs einerseits und der an diesem Verträge beteiligten schweizerischen Kantone anderseits von Fall zu Fall unmittelbare Verhandlungen zum Zwecke einer Regelung im Sinne angemessener Verteilung der Steueransprüche geführt werden.

Artikel 3.

1. Das Deutsche Reich erklärt, dass es auf der Anwendung der Bestimmungen

des Artikel 4 Abs. 3 der Uebereinkunft zwischen dem Grossherzogtume Baden und dem Kanton Basel-Stadt, betreffend die Weiterführung der Rheintal-Eisenbahn durch das Gebiet des Kantons Basel-Stadt, vom 19. Februar 1853 ;

des Artikel 4 Abs. 3 des Vertrags zwischen dem Grossherzogtume Baden und der Schweizerischen Eigenossenschaft beziehungsweise dem Kanton Schaffhausen, betreffend die Weiterführung der Grossherzoglich Badischen Staatseisenbahnen durch das Gebiet des Kantons Schaffhausen, vom 30. Dezember 1858 und

des Artikel 5 Abs. 3 der Uebereinkunft zwischen dem Grossherzogtume Baden und dem Kanton Basel-Stadt, betreffend die Herstellung einer Wiesental Eisenbahn, vom 26. Juni 1860, soweit die bezeichneten Bestimmungen die Heranziehung der Bahnangestellten zur regelmässigen Einkommensteuer betreffen, für die Dauer dieses Vertrags nicht bestehen wird.

2. Dem Kanton Basel-Stadt gegenüber wird das Deutsche Reich auf der Anwendung der im Abs. 1 bezeichneten Bestimmungen, soweit sie die Besteuerung von Bahnangestellten im Kanton Basel-Stadt überhaupt betreffen für die Dauer dieses Vertrags nicht bes ehen.

Artikel 4.

1. Falls die Kündigung dieses Vertrags zu welcher jeder der vertragschliessenden Teile berechtigt ist, vor dem 1. Oktober eines Jahres erfolgt, verliert der Vertrag bereits für das der Kündigung folgende Kalenderjahr, andernfalls für das zweitfolgende Kalenderjahr, seine bindende Kraft.

2. Der Vertrag tritt im Fall einer Kündigung durch das Deutsche Reich oder den Kanton Basel-Stadt in seinem vollen Umfang, im Falle einer Kündigung durch einen der im Verträge genannten anderen schweizerischen Kantone nur mit Wirkung für den Kanton ausser Kraft, der die Kündigung erklärt hat.

Artikel 5.

1. Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen möglichst bald in Berlin ausgetauscht werden.

2. Die Wirksamkeit des Vertrags ist davon abhängig dass der Kanton Basel Stadt ihn genehmigt. Sofern von den anderen Kantonen einzelne den Vertrag nicht genehmigen, wird er nur für die Kantone wirksam, welche die Genehmigung erklärt haben.

3. Dieser Vertrag tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Berlin, den 24. März 1923.

Für das Deutsche Reich :

(Gez.) GERHARD KÖPKE.

Für die Schweizerische Eidgenossenschaft :

(Gez.) RÜFENACHT.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen dem Deutschen Reiche und der Schweizerischen Eidgenossenschaft im Namen der Schweizerischen Kantone von Zürich, Basel-Stadt, Baselland, Schaffhausen, St. Gallen, Aargau und Thurgau abgeschlossenen Vertrags zur Vermeidung der Doppelbesteuerung des Arbeitseinkommens haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, die einen integrierenden Teil des Vertrags selbst bilden sollen.

1. Die Deutsche Regierung hat im Hinblick auf die Finanzlage Anstalten getroffen, um durch Umsiedlung eines wesentlichen Teiles des zur Zeit in Basel stationierten deutschen Reichsbahnpersonals auf deutschen Boden ihre Personalausgaben zu vermindern. Die Deutsche Regierung wird nach der voraussichtlich im Jahre 1925 beendeten Umsiedlung noch 180 Beamte in Basel Stadt belassen. Die Deutsche Regierung wird ferner dafür sorgen, dass bis zum 1. Januar 1930 stets so viele Reichsbahnbeamte in Basel-Stadt bleiben, dass diese Beamten jährlich mindestens 38.000 Schweizer Franken an Einkommensteuer, Vermögensteuer und Feuerwehrsteuer dem Kanton Basel-Stadt und der Stadt Basel oder an Gemeindesteuer den Landgemeinden des Kantons Basel Stadt entrichten werden. Der Berechnung dieses jährlichen Steuerbetrags sind auch bei Aenderung der bestehenden Steuergesetze die Bestimmungen des Gesetzes des Kantons Basel-Stadt, betreffend die direkten Steuern vom 6. April 1922 und die am 1. Oktober 1922 gültigen gesetzlichen Bestimmungen des über die Feuerwehrsteuer, zugrunde zu legen.

2. Bis zum 1. Januar 1930 wird die Deutsche Regierung über die beabsichtigte Umsiedlung hinaus keine weitere Umsiedlung ihres Reichsbahnpersonals vornehmen.

3. Das Deutsche Reich und der Kanton Basel-Stadt anerkennen, dass durch die obige Regelung die Uebereinkunft zwischen dem Grossherzoglich Badischen Finanzministerium und der Regierung des Kantons Baselstadt wegen Ablösung der Steuerfreiheit der Badischen Eisenbahnbeamten mit badischer Staatsangehörigkeit im Kanton Basel-Stadt vom 23. August /16. September 1913 als erfüllt zu betrachten ist und dass keiner der vertragschliessenden Teile noch aus der bezeichneten Uebereinkunft Rechte herleiten kann. Durch eine Kündigung des vorliegenden Vertrags werden die Bestimmungen der Abs. 1 bis 3 des Schlussprotokolls nicht berührt.

4. Es besteht ebenfalls Einverständnis darüber, dass im Falle der Kündigung des Vertrags durch das Deutsche Reich die Steuerfreiheit der deutschen Eisenbahnbeamten im Kanton Basel-Stadt als von diesem Kanton durch die Uebereinkunft vom 23. August 6. September 1913 endgültig abgelöst anzusehen ist.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Berlin, den 24. März 1923.

Für das Deutsche Reich :

(Gez.) GERHARD KÖPKE

Für die Schweizerische Eidgenossenschaft,

(Gez.) RÜFENACHT.

¹ TRADUCTION.

No. 666. — TRAITÉ CONCLU ENTRE LE REICH ALLEMAND D'UNE PART, ET LA CONFÉDÉRATION SUISSE, AU NOM DES CANTONS SUISSES DE ZURICH, BALE-VILLE, BALE-CAMPAGNE, SCHAFFHOUSE, ST-GALL, ARGOVIE ET THURGOVIE, DE L'AUTRE, EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION DU REVENU DU TRAVAIL, SIGNÉ A BERLIN LE 24 MARS 1923.

Le REICH ALLEMAND d'une part, et la CONFÉDÉRATION SUISSE, au nom des Cantons suisses de Zurich, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Schaffhouse, St-Gall, Argovie et Thurgovie de l'autre, désireux de faire disparaître certaines injustices dans le domaine de la double imposition, ont

¹ TRANSLATION.

No. 666. — TREATY BETWEEN THE GERMAN REICH OF THE ONE PART AND THE SWISS CONFEDERATION, ACTING ON BEHALF OF THE SWISS CANTONS OF ZURICH, BASLE TOWN, BASLE DISTRICT, SCHAFFHAUSEN, ST. GALL, AARGAU AND THURGAU, OF THE OTHER PART, FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION IN RESPECT OF EARNED INCOME, SIGNED AT BERLIN, MARCH, 24, 1923.

The GERMAN REICH of the one part and the SWISS CONFEDERATION, acting on behalf of the Swiss Cantons of Zurich, Basle Town, Basle District, Schaffhausen, St. Gallen, Aargau and Thurgau of the other part, being desirous of preventing unjust cases of double taxation have

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

conclu le Traité suivant et ont désigné à cet effet pour plénipotentiaires :

LE REICH ALLEMAND :

M. le Dr Gerhard KÖPKE.

LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

M. Hermann RÜFENACHT, Docteur en droit, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

Les Plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article I.

1. Les revenus (salaires) touchés, sous quelque désignation ou sous quelque forme que ce soit, par des salariés publics ou privés, en rémunération de leurs services, ne seront passibles de l'impôt sur le revenu que dans l'Etat où le contribuable possède un domicile légal. Sont également considérés comme salaires, les traitements de disponibilité, de retraite, les pensions de veuves et d'orphelins, ainsi que toutes autres allocations ou avantages pécuniaires accordés en considération de services antérieurs ou d'une profession exercée antérieurement.

2. Dans le cas de ressortissants allemands ou suisses qui possèdent un domicile légal à la fois en Allemagne et dans l'un des cantons intéressés, c'est le domicile du pays d'origine qui décide.

Au surplus, les autorités financières suprêmes des deux Parties pourront conclure, le cas échéant, des arrangements spéciaux dans chaque cas particulier.

3. Au regard du présent Traité, le contribuable a son domicile légal dans la localité où il séjourne avec l'intention d'y demeurer de façon permanente. Cette intention doit pouvoir se reconnaître à des signes extérieurs (occupation d'un logement appartenant en propre à l'intéressé, ou d'une chambre louée en permanence ; le fait d'habiter dans sa famille, etc.)

4. Le domicile du mari est considéré comme étant également le domicile de la femme, sauf si la législation du pays d'origine de cette dernière lui accorde la faculté de se créer un domicile légal propre, et qu'elle s'en soit, en fait, créé un.

concluded the following Treaty and have appointed for this purpose as their plenipotentiaries :

On behalf of the GERMAN REICH :

Dr. Gerhard KÖPKE, Head of Department in the Foreign Office,

and on behalf of the SWISS CONFEDERATION :

Dr. Hermann RÜFENACHT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

The plenipotentiaries, after having exchanged their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

(1) Income which persons occupied or employed in public or private service obtain in respect of such occupation or employment (wages) under whatever designation or in whatever form shall only be liable to income tax in the State in which the taxpayer is domiciled.

Earned income (wages) shall be taken to include half-pay pensions, retiring pensions, widows' and orphans' pensions and other allowances or valuable considerations in respect of former services or professional work.

(2) If a domicile has been established both in Germany and in one of the cantons which are parties to the present Treaty, the domicile in the home State shall be decisive in the case of German or Swiss nationals. In any case special and individual agreements may be made between the respective supreme finance administrations.

(3) A taxpayer shall be deemed to have a domicile within the meaning of the present Treaty at the place where he resides and intends to reside permanently. Such intention must be evident from outward signs (occupation of his own apartment or of a room leased for a long period, residence with his own family, etc.).

(4) The domicile of a husband shall be regarded as the domicile of his wife except in cases in which the latter is entitled, under the provisions of her national legislation, to establish her own domicile, and has in fact established such a domicile. Children who are minors shall be

Les enfants mineurs ont le domicile légal de la personne sous la puissance paternelle de laquelle ils se trouvent ; les personnes sous tutelle, celui de leur représentant légal.

deemed to possess the domicile of the person under whose parental authority they are placed, and wards the domicile of their legal representative.

Article 2.

Au surplus, en vue d'éviter les doubles impositions, l'administration financière suprême du Reich allemand d'une part, et l'administration financière suprême des cantons suisses visés par le présent Traité, de l'autre, entreront en négociations directes, chaque fois que besoin sera, pour régler, dans le sens d'une répartition appropriée des impôts réclamés au contribuable, tels cas particuliers qui pourraient se présenter.

Article 2.

Moreover, in order to prevent double taxation, direct negotiations shall also be entered into in each individual case as it arises by the supreme finance administrations of the German Reich of the one part and of the Swiss Cantons which are parties to the present Treaty of the other part, for the purpose of determining the suitable apportionment of taxation claims.

Article 3.

1. Le Reich allemand déclare qu'il renonce, aussi longtemps que le présent Traité restera en vigueur, à appliquer les dispositions

de l'alinéa 3 de l'article 4 de la Convention conclue le 19 février 1853 entre le Grand Duché de Bade et le canton de Bâle-Ville, au sujet de la prolongation du chemin de fer de la vallée du Rhin à travers le territoire du canton de Bâle-Ville,

de l'alinéa 3 de l'article 4 du Traité conclu le 30 décembre 1858 entre le Grand Duché de Bade et la Confédération Suisse (canton de Schaffhouse), au sujet de la prolongation des chemins de fer d'Etat du Grand Duché de Bade, à travers le canton de Schaffhouse, et

de l'alinéa 3 de l'article 5 de la Convention conclue le 26 juin 1860, entre le Grand Duché de Bade et le canton de Bâle-Ville, au sujet de la construction d'un chemin de fer à voie étroite (Wiesental), dans la mesure où les dispositions en question astreignent les employés de chemins de fer au paiement de l'impôt régulier sur le revenu.

2. A l'égard du canton de Bâle-Ville, le Reich allemand renonce, aussi longtemps que le présent Traité restera en vigueur, à appliquer les dispositions visées à l'alinéa 1, pour autant qu'elles contiennent des stipulations quelconques relatives à l'imposition d'employés de chemins de fer dans le canton de Bâle-Ville.

Article 3.

(1) The German Reich declares that it will not, during the validity of the present Treaty, insist on the application of the provisions :

Of paragraph 3 of Article 4 of the Agreement between the Grand Duchy of Baden and the Canton of Basle Town in respect of the continuation of the Rheintal Railway through the territory of the Canton of Basle Town, dated February 19, 1853 ;

Of paragraph 3 of Article 4 of the Treaty between the Grand Duchy of Baden and the Swiss Confederation acting in particular on behalf of the Canton of Schaffhausen, in respect of the continuation of the State Railways of the Grand Duchy of Baden through the territory of the Canton of Schaffhausen, dated December 30, 1858 ;

And of paragraph 3 of Article 5 of the Agreement between the Grand Duchy of Baden and the Canton of Basle Town in respect of the construction of a light (Wiesental) Railway, dated June 26, 1860, in so far as the said provisions relate to the liability of the railway employees to the ordinary income tax.

(2) As regard the Canton of Basle Town, the German Reich will not, during the validity of the present Treaty, insist on the application of the provisions referred to in paragraph 1, in so far as they relate in any way to the taxation of railway employees in the Canton of Basle Town.

Article 4.

1. Le Présent Traité peut être dénoncé par l'une quelconque des Parties contractantes. Si la dénonciation est notifiée avant le 1^{er} octobre d'une année, le Traité cesse d'avoir effet à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la dénonciation ; dans le cas contraire, à partir du 1^{er} janvier de la seconde année qui suit celle de la dénonciation.

2. En cas de dénonciation par le Reich allemand ou le canton de Bâle-Ville, le Traité perd toute validité ; en cas de dénonciation par l'un des autres cantons suisses désignés dans le Traité, il ne cesse d'avoir effet que pour le canton qui a notifié la dénonciation.

Article 5.

1. Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Berlin dans le plus bref délai possible.

2. Le Traité ne prendra effet que s'il est accepté par le canton de Bâle-Ville. Si, par contre, certains des autres cantons n'acceptaient pas le Traité, il prendra effet, seulement pour les cantons qui ont notifié leur acceptation.

3. Le présent Traité entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leur sceau.

Fait en double original, à Berlin le 24 mars 1923.

Pour le Reich Allemand :
(Signé) GERHARD KÖPKE.

Pour la Confédération Suisse :
(Signé) RÜFENACHT.

Article 4.

(1) If the denunciation of the present Treaty, which either of the Contracting Parties is entitled to effect, should take place before October 1 in any year, the Treaty shall cease to have effect in the calendar year following the denunciation, and if the denunciation should take place after October 1 in the second following calendar year.

(2) The Treaty shall, in the event of denunciation by the German Reich or by the Canton of Basle Town, entirely cease to have effect and shall, in the event of denunciation by another of the Swiss Cantons mentioned in the Treaty, only cease to have effect in respect of the Canton which has denounced it.

Article 5.

(1) The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Berlin.

(2) The validity of the Treaty depends upon its receiving the assent of the Canton of Basle Town. If certain of the other Cantons withhold their assent to the Treaty, it shall only have effect in respect of the Cantons which have given their assent.

(3) The present Treaty shall come into force on the exchange of the instruments of ratification.

In witness whereof the plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Berlin, on March 24, 1923.

For the German Reich :
(Signed) GERHARD KÖPKE.

For the Swiss Confederation :
(Signed) RÜFENACHT.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de signer le Traité conclu ce jour entre le Reich allemand et la Confédération suisse au nom des cantons suisses de Zurich, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, Schaffhouse, St-Gall, Argovie et Thurgovie, en vue d'éviter la double imposition des revenus du travail, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations concordantes suivantes, qui formeront partie intégrante du Traité.

1. En raison de sa situation financière, le Gouvernement allemand a pris des dispositions pour réduire ses dépenses de personnel en transférant en territoire allemand une fraction importante du personnel des chemins de fer du Reich allemand actuellement stationné à Bâle. Lorsque ce transfert sera terminé — vraisemblablement en 1925 — le Gouvernement allemand laissera encore 180 fonctionnaires à Bâle-Ville. D'autre part, le Gouvernement allemand prendra soin qu'il reste toujours, jusqu'au 1^{er} janvier 1930, à Bâle-Ville un nombre de fonctionnaires des chemins de fer du Reich tel que les sommes annuelles versées par ces fonctionnaires, au canton de Bâle-Ville, et à la Ville de Bâle, au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur la fortune et de l'impôt pour les services contre l'incendie, ou aux communes rurales du canton de Bâle-Ville au titre de l'impôt communal, s'élèvent à un total de 38.000 francs suisses, au moins. Le calcul de ce chiffre annuel d'impôts se fera, même si les lois fiscales actuelles étaient modifiées, sur la base des dispositions de la loi du canton de Bâle-Ville du 6 avril 1922, concernant les impôts directs, et les dispositions légales relatives à l'impôt pour les services contre l'incendie, en vigueur à la date du 1^{er} octobre 1922.

2. Jusqu'au 1^{er} janvier 1930, le Gouvernement allemand, en dehors du transfert projeté, ne procédera à aucun nouveau transfert de personnel des chemins de fer du Reich.

3. Le Reich allemand et le canton de Bâle-Ville reconnaissent que le règlement qui précède doit être considéré comme réalisant les stipulations de la Convention des 23 août et 6 septembre 1913, conclue entre le Ministère des Finances du Grand Duché de Bâle et le Gouvernement du canton de Bâle-Ville, au sujet du rachat de l'exemption d'impôts des employés

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty concluded this day between the German Reich and the Swiss Confederation, acting on behalf of the Swiss Cantons of Zurich, Basle Town, Basle District, Schaffhausen, St. Gallen, Aargau and Thurgau, for the prevention of double taxation in respect of earned income, the undersigned Plenipotentiaries have made the following joint declarations which constitute an integral part of the Treaty itself :

(1) The German Government has, in view of the financial situation, taken measures to lessen its expenditure on personnel by transferring a considerable proportion of German State Railway staff temporarily stationed in Basle to German territory. The German Government will, after the transfer which it is proposed to complete by 1925, retain 180 officials in Basle Town. The German Government will also arrange that the number of State Railway officials in Basle Town shall until January 1, 1930, always be such that the annual sum paid by these officials in income tax, tax on capital and fire brigade tax to the Canton of Basle Town, and to the town of Basle, or in communal taxes to the rural communes of the Canton of Basle Town, shall never be less than 38,000 Swiss francs. The amount of this annual taxation shall, even in the event of the present fiscal laws being amended, be assessed on the basis of the provisions of the law of the Canton of Basle Town regarding direct taxes of April 6, 1922, and the legal stipulations with regard to the fire brigade tax in force on October 1, 1922.

(2) Until January 1, 1930, the German Government will not undertake any further transfer of its State Railway staff over and above the transfer at present proposed.

(3) The German Reich and the Canton of Basle Town recognise that the above-mentioned arrangement is to be regarded as giving effect to the Agreement between the Finance Ministry of the Grand Duchy of Baden and the Government of the Canton of Basle Town regarding the discharge of the obligation to exempt from taxation officials of the Baden Railway, of

de chemins de fer badois, de nationalité badoise, résidant dans le canton de Bâle-Ville, et qu'aucune des Parties contractantes ne saurait plus désormais se prévaloir de la Convention en question. Une dénonciation du présent Traité ne portera pas atteinte aux dispositions des alinéas 1 à 3 du Protocole final.

4. Les deux Parties reconnaissent également qu'en cas de dénonciation du Traité par le Reich allemand, l'exemption d'impôts des employés de chemins de fer allemands dans le canton de Bâle-Ville doit être considérée comme définitivement rachetée par ce canton au titre de la Convention des 23 août et 6 septembre 1913.

Fait en double original à Berlin, le 24 mars 1923.

Pour le Reich Allemand :
(Signé) GERHARD KÖPKE.

Pour la Confédération Suisse :
(Signé) RÜFENACHT.

Baden nationality, in the Canton of Basle Town, dated August 23 and September 6, 1913, and that neither of the Contracting Parties can claim any further rights by virtue of the said Agreement. The provisions of paragraphs 1 to 3 of the Final Protocol shall not be affected by the denunciation of the present Treaty.

(4) It is also agreed that in the event of the Treaty being denounced by the German Reich, the obligation to exempt from taxation German Railway officials in the Canton of Basle Town shall be regarded as finally discharged on the part of the said Canton by the Agreement of August 23 and September 6, 1913.

Done in duplicate at Berlin, on March 24, 1923.

For the German Reich :
(Signed) GERHARD KÖPKE.

For the Swiss Confederation :
(Signed) RÜFENACHT.

N° 667.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord relatif à la prolongation du délai prévu à l'article 219 de la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922 relative à la Haute-Silésie, signé à Dresde le 2 mai 1923.

GERMANY AND POLAND

Agreement concerning the extension of the period specified in Article 219 of the German-Polish Convention of May 15, 1922, concerning Upper Silesia, signed at Dresden, May 2, 1923.

No. 667. — ACCORD¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE RELATIF A LA PROLONGATION DU DÉLAI PRÉVU A L'ARTICLE 219 DE LA CONVENTION GERMANO - POLONAISE² DU 15 MAI 1922 RELATIVE A LA HAUTE SILÉSIE, SIGNÉ A DRESDE LE 2 MAI 1923.

Texte officiel français communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève et par la Délégation Polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 juillet 1924.

Vu qu'il a été établi qu'une prolongation pour une courte durée de temps du délai prévu par l'article 219 de la Convention germano-polonaise, relative à la Haute Silésie, signée à Genève le 15 mai 1922, serait utile pour la continuité de la vie économique en Haute Silésie allemande et polonaise, les Plénipotentiaires soussignés du REICH ALLEMAND et de la RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, à savoir :

pour L'ALLEMAGNE :

M. Karl von STOCKHAMMERN, Conseiller actuel intime de Légation et Directeur au Ministère des Affaires étrangères à Berlin.

pour LA POLOGNE :

M. Kazimierz OLSZOWSKI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, ont convenu ce qui suit :

Article 1.

Les stipulations, prévues par l'article 219 de la Convention germano-polonaise, relative à la Haute Silésie signée à Genève le 15 mai 1922, seront maintenues en vigueur jusqu'au 15 mai 1923, de même que les prescriptions se rattachant à cet article, et spécialement celles des articles 222 et 226 de la dite Convention.

Article 2.

Pour autant que dans la période précédant le 15 mai 1923 les autorités de l'une des deux Parties auraient prélevé des droits ou redevances dont l'article 219 stipule l'exemption, ceux-ci seront restitués par les autorités compétentes aux ayants-droit. Il sera procédé de manière analogue relativement aux droits et redevances non prélevés, qui auraient été portés au débit des intéressés pendant la période antérieure au 15 mai 1923.

Ces restitutions devront être effectuées, si faire se peut, dans un délai de deux mois à compter du jour de la présentation par les ayants-droit des pièces justificatives.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie le 25 octobre 1923.

² Vol. IX page 465 de ce Recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 667. — AGREEMENT ² BETWEEN GERMANY AND POLAND CONCERNING THE EXTENSION OF THE PERIOD SPECIFIED IN ARTICLE 219 OF THE GERMAN - POLISH CONVENTION ³ OF MAY 15, 1922, CONCERNING UPPER SILESIA, SIGNED AT DRESDEN, MAY 2, 1923.

French official text communicated by the German Consul at Geneva and by the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 18, 1924.

Whereas it has been shown that a short extension of the period defined in Article 219 of the German-Polish Convention relating to Upper Silesia, signed at Geneva on May 15, 1922, would assist in maintaining the continuity of the economic situation in German and Polish Upper Silesia, the undersigned Plenipotentiaries for the GERMAN REICH and the REPUBLIC OF POLAND, namely :

for GERMANY :

M. Karl von STOCKHAMMERN, Counsellor of Legation and Director at the Ministry for Foreign Affairs in Berlin,

for POLAND :

M. Kazimierz OLSZOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,

have agreed as follows :

Article 1.

The provisions of Article 219 of the German-Polish Convention relating to Upper Silesia, signed at Geneva on May 15, 1922, shall remain in force until May 15, 1923, as also the regulations attaching to this article and more especially the regulations contained in Articles 222 and 226 of the said Convention.

Article 2.

In so far as in the period immediately prior to May 15, 1923, the authorities of either of the Parties may have collected duties or rentals, in cases in which Article 219 provides for exemption, such duties or rentals shall be refunded by the competent authorities to the rightful claimants. Duties and rentals which, though not actually collected, have been debited against the parties concerned during the period prior to May 15, 1923, shall be dealt with in a similar manner.

Such refundment should, if possible, be made within two months from the date on which the claimants submit the documentary evidence of their claims.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, October 25, 1923.

³ Vol. IX page 465 of this Series.

La restitution des droits et redevances sera effectuée conformément aux prescriptions en vigueur dans les pays respectifs.

Article 3.

Les demandes de restitution devront être présentées aux autorités compétentes par les ayants-droit au plus tard jusqu'au 31 décembre 1923, sous rigueur de la perte de leurs droits.

Article 4.

Il est entendu que l'application de la stipulation de l'article 222 de la Convention de Genève sera la même pendant la période prévue à l'article 1 du présent accord qu'au cours de la période indiquée à l'article 219.

Article 5.

Le présent accord sera ratifié. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à parfaire la ratification dans le plus bref délai possible.

Les instruments de ratification seront échangés à Varsovie aussitôt l'accord ratifié.

Le présent accord entrera en vigueur immédiatement après l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à Dresde, le deux mai mil neuf cent vingt-trois.

(Signé) K. VON STOCKHAMMERN.

(Signé) KAZIMIERZ OLSZOWSKI.

Duties and rentals shall be refunded in accordance with the regulations in force in the respective countries.

Article 3.

Applications for refundment must, under pain of forfeiture, be submitted to the competent authorities by the rightful claimants not later than December 31, 1923.

Article 4.

It is understood that the provisions of Article 222 of the Convention of Geneva shall be applicable for the period defined in Article 1 of the present Agreement in the same way as for the period mentioned in Article 219.

Article 5.

The present Agreement shall be ratified. The High Contracting Parties undertake to complete its ratification at the earliest possible date.

The instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw immediately after ratification.

The present Agreement shall come into force immediately the instruments of ratification have been exchanged.

In witness whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have attached their seals thereto.

Done in duplicate at Dresden, the second May nineteen hundred and twenty-three.

(Signed) K. VON STOCKHAMMERN.

(Signed) KAZIMIERZ OLSZOWSKI.

N° 668.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Traité concernant les garanties légales et l'aide judiciaire, signé à Vienne le 21 juin 1923.

GERMANY AND AUSTRIA

Treaty regarding Legal Protection and Assistance, signed at Vienna, June 21, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 668. — VERTRAG ¹ ÜBER RECHTSSCHUTZ UND RECHTSHILFE
ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIK
ÖSTERREICH, GEZEICHNET IN WIEN AM 21. JUNI 1923.

Texte officiel allemand, communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève, et par le Représentant du Gouvernement Fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 juillet 1924.

German official text, communicated by the German Consul at Geneva and by the Representative of the Austrian Federal Government accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 18, 1924.

Das DEUTSCHE REICH und die REPUBLIK ÖSTERREICH haben, von dem Wunsche geleitet, zur Förderung der Rechtspflege und des wechselseitigen Verkehrs den Rechtsschutz und die Rechtshilfe in bürgerlichen Rechtssachen zu regeln, den nachstehenden Vertrag abgeschlossen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER PRÄSIDENT DES DEUTSCHEN REICHS :

die Herren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Dr phil. Maximilian PFEIFFER,
den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amte Dr jur. Carl GOES, und
den Geheimen Regierungsrat und Ministerialrat im Reichsministerium der Justiz Dr jur. Erich VOLKMAR,

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK OESTERREICH :

die Herren Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten Dr Alfred GRÜNBERGER,
den Sektions-Chef im Bundeskanzleramte (Justiz) Dr Felix MAYER-MALLENAU
und den Ministerialrat im Bundeskanzleramte (Justiz) Dr Edmund KRAUTMANN,

die, nachdem sie ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich mitgeteilt haben, die folgenden Artikel vereinbart haben :

I. ABSCHNITT.

RECHTSSCHUTZ IN BEURGERLICHEN ANGELEGENHEITEN.

Artikel 1.

Die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Staaten geniessen in dem Gebiete des anderen Staates in Ansehung des gesetzlichen und gerichtlichen Schutzes ihrer Person und ihres Eigentums

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 14 avril 1924.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, April 14, 1924.

die gleiche Behandlung wie die Inländer. Sie haben freien und ungehinderten Zutritt zu den Gerichten und können dort unter denselben Bedingungen und in derselben Weise wie die Inländer auftreten.

Artikel 2.

1. Keine Sicherheitsleistung oder Hinterlegung, unter welcher Benennung es auch sei, darf den Angehörigen des einen Staates, die vor den Gerichten des anderen Staates als Kläger oder Intervenienten auftreten, wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer oder mangels eines inländischen Wohnsitzes oder Aufenthalts auferlegt werden.

2. Das gleiche gilt für die Vorauszahlung, die von den Klägern oder Intervenienten zur Deckung der Gerichtskosten einzufordern wäre.

Artikel 3.

1. Ergeht im Gebiete des einen Staates eine Verurteilung in die Prozesskosten gegen einen Kläger oder Intervenienten, der von Sicherheitsleistung, Hinterlegung oder Vorauszahlung auf Grund des Artikel 2 oder eines im Staate der Klageerhebung geltenden Gesetzes befreit ist, so ist diese Verurteilung auf Antrag des Kostengläubigers in dem Gebiete des anderen Staates durch die zuständige Behörde kostenfrei für vollstreckbar zu erklären.

2. Die gleiche Regel findet Anwendung auf gerichtliche Entscheidungen durch die der Beitrag der Kosten des Prozesses später festgesetzt wird.

Artikel 4.

1. Die im Artikel 3 bezeichneten Kostenentscheidungen werden ohne Anhörung der Parteien, jedoch unbeschadet eines späteren Rekurses der verurteilten Partei, gemäss der Gesetzgebung des vertragschliessenden Staates, in dessen Gebiete die Vollstreckung betrieben wird, für vollstreckbar erklärt.

2. Die für die Entscheidung über den Antrag auf Vollstreckbarerklärung zuständige Behörde hat ihre Prüfung darauf zu beschränken, ob nach dem Gesetze des vertragschliessenden Staates, in dessen Gebiete die Verurteilung ausgesprochen ist, die Entscheidung die Rechtskraft erlangt hat.

3. Zum Nachweis dieser Erfordernisse ist eine Bescheinigung des zuständigen Gerichts ausreichend, dass die Entscheidung die Rechtskraft erlangt hat.

Artikel 5.

Die Angehörigen des einen Staates werden im Gebiete des anderen Staates zur Wohltat des Armenrechts unter denselben Bedingungen wie die Angehörigen dieses Staates zugelassen.

Artikel 6.

1. Die Bescheinigung des Unvermögens muss von den Behörden des gewöhnlichen Aufenthaltsorts des Antragstellers und in Ermangelung eines solchen von den Behörden seines derzeitigen Aufenthaltsorts ausgestellt sein.

2. Hält sich der Antragsteller nicht im Gebiet eines der vertragschliessenden Staaten auf, so ist die Bescheinigung des für den Antragsteller zuständigen diplomatischen oder konsularischen Vertreters seines Staates ausreichend.

Artikel 7.

1. Die zur Ausstellung der Bescheinigung über das Unvermögen zuständige Behörde kann bei den Behörden des anderen vertragschliessenden Staates Auskünfte über die Vermögenslage des Antragstellers einziehen.

2. Die Behörde, die über den Antrag auf Bewilligung des Armenrechts zu entscheiden hat, behält in den Grenzen ihrer Amtsbefugnisse das Recht, die ihr vorgelegten Bescheinigungen und Auskünfte einer Nachprüfung zu unterziehen.

Artikel 8.

Ist einem Angehörigen des einen vertragschliessenden Staates von den zuständigen Behörden das Armenrecht zuerkannt, so soll ihm dieses Recht auch in allen Prozesshandlungen zustehen, die sich auf denselben Rechtsstreit beziehen und vor den Gerichten des anderen Staates auf Grund der Artikel 1 bis 18 vorgenommen werden.

Artikel 9.

Die oberste Justizverwaltungsbehörde jedes der vertragschliessenden Staaten — im Deutschen Reiche das Reichsministerium der Justiz, in der Republik Oesterreich das Bundeskanzleramt (Justiz) — erteilt der anderen auf Ansuchen Auskunft über das in ihrem Gebiete geltende Recht.

II. ABSCHNITT.

RECHTSHILFE IN BÜRGERLICHEN ANGELEGENHEITEN.

Artikel 10.

1. In bürgerlichen Angelegenheiten erfolgt die Zustellung von Schriftstücken und die Erledigung von Ersuchen, welche die Vornahme einer Prozesshandlung oder einer anderen gerichtlichen Handlung innerhalb des Geschäftskreises der ersuchten Behörde zum Gegenstande haben, im unmittelbaren Geschäftsverkehre der Behörden beider vertragschliessenden Staaten.

2. Im Falle der Unzuständigkeit der ersuchten Behörde ist das Ersuchen von Amtswegen an die zuständige Behörde abzugeben und die ersuchende Behörde hievon unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel 11.

Der Zustellungsantrag hat die Behörde, von der das übermittelte Schriftstück ausgeht, den Namen und die Stellung der Parteien, die Anschrift des Empfängers sowie die Art des in Rede stehenden Schriftstücks anzugeben.

Artikel 12.

1. Für die Zustellung hat die zuständige Behörde des ersuchten Staates Sorge zu tragen. Diese Behörde kann sich, abgesehen von den im Absatz 2 vorgesehenen Fällen, darauf beschränken, die Zustellung durch Uebergabe des Schriftstücks an den Empfänger zu bewirken, sofern er zur Annahme bereit ist.

2. Auf Wunsch der ersuchenden Behörde hat die ersuchte Behörde das zuzustellende Schriftstück in der durch ihre innere Gesetzgebung für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen vorgeschriebenen Form oder in einer besonderen Form, sofern diese ihrer Gesetzgebung nicht zuwiderläuft, zuzustellen.

Artikel 13.

Die Zustellung wird nachgewiesen entweder durch ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekenntnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der Behörde des ersuchten Staates, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergibt.

Artikel 14.

Jeder der vertragschliessenden Staaten hat die Befugnis, Zustellungen an eigene Staatsangehörige die sich in dem Gebiete des anderen Staates befinden, durch seine diplomatischen oder konsularischen Vertreter ohne Anwendung von Zwang bewirken zu lassen.

Artikel 15.

1. Die Gerichtsbehörde, an die das Rechtshilfeersuchen gerichtet ist, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen. Insbesondere wird den Ersuchen deutscher Gerichte um Abnahme von Parteideiten in Oesterreich und den Ersuchen österreichischer Gerichte um eidliche Vernehmung einer Partei im Deutschen Reiche entsprochen werden, wenn die zu beeidigende Person nach dem Rechte des ersuchten Staates eidesmündig ist.

2. Die ersuchte Behörde hat bei Erledigung des Ersuchens dieselben Zwangsmittel anzuwenden, wie bei der Erledigung eines Ersuchens der Behörden des ersuchten Staates oder eines zum gleichen Zwecke gestellten Antrags einer beteiligten Partei. Diese Zwangsmittel brauchen nicht angewendet zu werden, wenn es sich um das persönliche Erscheinen streitender Parteien handelt.

3. Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Orte der auf das Ersuchen vorzunehmenden Handlung zu benachrichtigen.

Artikel 16.

Die Erledigung von Zustellungsanträgen und Ersuchen kann nur abgelehnt werden, wenn der vertragschliessende Staat, in dessen Gebiete, die Erledigung stattfinden soll, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

Artikel 17.

Die ersuchte Behörde hat bei Erledigung des Rechtshilfeersuchens in Ansehung der zu beobachtenden Formen die Gesetze ihres Landes anzuwenden. Dem Verlangen der ersuchenden Behörde, nach einer besonderen Form zu verfahren, ist zu entsprechen, wenn diese Form der Gesetzgebung des ersuchten Staates nicht zuwiderläuft.

Artikel 18.

1. Für die Erledigung von Zustellungsanträgen und Rechtshilfeersuchen dürfen Gebühren und Auslagen irgendwelcher Art mit Ausnahme der an Sachverständige gezahlten Entschädigungen nicht erhoben werden.

2. Die ersuchte Behörde hat jedoch den Betrag der ihr erwachsenen Auslagen, die nach Absatz 1 vom ersuchenden Staate nicht zu erstatten sind, der ersuchenden Behörde mitzuteilen, damit diese sie von der zur Erstattung verpflichteten Person einziehen kann. Die eingezogenen Beträge behält der ersuchende Staat.

III. ABSCHNITT.

ZWANGSVOLLSTRECKUNG.

Artikel 19.

1. Rechtskräftige Entscheidungen der bürgerlichen Gerichte des einen Staates sind ohne Unterschied ihrer Benennung (Urteile, Beschlüsse, Zahlungsbefehle, Zahlungsaufträge, Vollstreckungsbefehle) im Gebiete des anderen Staates nach Massgabe der nachstehenden Bestimmungen vollstreckbar. Ausgenommen bleiben Arreste und einstweilige Verfügungen.

2. Als bürgerliche Gerichte gelten auch die Sondergerichte und diejenigen Schiedsgerichte, die ohne Rücksicht auf einen Schiedsvertrag vermöge einer besonderen staatlichen Anordnung zur Entscheidung privatrechtlicher Ansprüche zuständig sind.

Artikel 20.

Zur Entscheidung über die Bewilligung der Zwangsvollstreckung sind im Deutschen Reiche die Amtsgerichte, in Österreich die Bezirksgerichte zuständig. Örtlich zuständig ist das Gericht, bei dem der Verpflichtete seinen allgemeinen Gerichtsstand hat und in Ermangelung eines solchen das Gericht, in dessen Bezirk sich Vermögen des Verpflichteten befindet oder die Vollstreckungshandlung vorzunehmen ist.

Artikel 21.

1. Der Antrag des Gläubigers auf Bewilligung der Zwangsvollstreckung hat zu enthalten :
 1. Die genaue Bezeichnung des Gläubigers und des Verpflichteten sowie ihrer gesetzlichen Vertreter ;
 2. Die Angabe der Umstände, die für die Zuständigkeit des angerufenen Gerichts wesentlich sind ;
 3. Die bestimmte Bezeichnung des zu vollstreckenden Anspruchs und der vollstreckbaren Entscheidung.
 4. Soweit nach dem Rechte des Staates, in dessen Gebiete die Zwangsvollstreckung stattfinden soll, deren Vollzug von Amtswegen stattfindet, die Bezeichnung der anzuwendenden Zwangsmittel und bei Vollstreckung in das Vermögen des Verpflichteten die Bezeichnung der Vermögensteile, auf welche die Zwangsvollstreckung gerichtet werden soll, sowie des Ortes, an dem sie sich befinden, ferner nach Beschaffenheit des Falles alle weiteren Angaben, die für den Vollzug der Zwangsvollstreckung von Wichtigkeit sind.
2. Dem Antrag soll für jeden Antragsgegner eine Abschrift beigelegt sein.

Artikel 22.

Dem Antrag ist eine vollständige Ausfertigung der Entscheidung beizufügen, auf Grund derer die Zwangsvollstreckung gegen den Verpflichteten erfolgen soll. Die Rechtskraft der Entscheidung ist, soweit sie sich nicht schon aus der Ausfertigung ergibt, durch öffentliche Urkunden nachzuweisen.

Artikel 23.

Hängt die Vollstreckung der Entscheidung nach deren Inhalt von dem Ablauf einer Frist oder von dem Eintritt einer anderen Tatsache ab oder wird die Bewilligung der Zwangsvollstreckung zugunsten eines anderen als des in der Entscheidung bezeichneten Gläubigers oder gegen einen anderen als den dort bezeichneten Verpflichteten nachgesucht, so bestimmt sich die Frage inwieweit die Bewilligung der Zwangsvollstreckung von dem Nachweis besonderer Voraussetzungen abhängig ist oder ob die Entscheidung für oder gegen den anderen vollstreckbar ist nach dem Rechte des Staates, dessen Gericht die Entscheidung erlassen hat. Die nach den massgebenden Vorschriften erforderlichen Nachweise sind, sofern nicht die nachzuweisenden Tatsachen bei dem über die Bewilligung der Zwangsvollstreckung entscheidenden Gerichte offenkundig sind, durch öffentliche oder öffentlich beglaubigte Urkunden zu führen. Kann ein solcher Nachweis nicht erbracht werden, so ist nach Artikel 24, Abs. 2 Satz 2 zu verfahren.

Artikel 24.

1. Über den Antrag auf Bewilligung der Zwangsvollstreckung wird durch Beschluss entschieden. Entspricht der Antrag nicht den Bestimmungen der Artikel 20 bis 22 oder ergeben sich Anhaltspunkte für das Vorliegen eines Versagungsgrundes (Artikel 25), so hat das Gericht zunächst dem Antragsteller die Beseitigung der Mängel aufzugeben. Es kann dem Antragsteller hiezu eine Ausschlussfrist bestimmen. Das Gericht kann auch das Gericht, das die zu vollstreckende Entscheidung erlassen hat um Aufklärung ersuchen.

2. Das Gericht kann, soweit ihm dies zur Behebung von Zweifeln sachgemäss erscheint, den Verpflichteten unter Mitteilung einer Abschrift des Antrags hören. In dieser Abschrift sind dem Schuldner die in Artikel 21, Abs. 1. Zahl 4. vorgeschriebenen Angaben nicht mitzuteilen. Das Gericht kann auch eine mündliche Verhandlung anordnen. Eine solche muss angeordnet werden, wenn im Falle des Artikel 23 die erforderlichen Nachweise für Tatsachen, die bei dem Gerichte nicht offenkundig sind, durch öffentliche oder öffentlich beglaubigte Urkunden nicht geführt werden können.

Artikel 25.

1. Die Zwangsvollstreckung ist zu versagen, wenn die Mängel des Antrags nicht innerhalb der im Artikel 24 bestimmten Ausschlussfrist behoben sind.

2. Sie ist ferner zu versagen,

1. Wenn nach den Gesetzen des Vollstreckungsstaats in diesem Staate ein ausschliesslicher Gerichtsstand für die Rechtsstreitigkeit besteht ;

2. Wenn durch die Zwangsvollstreckung ein Rechtsverhältnis zur Anerkennung oder ein Anspruch zur Verwirklichung gelangen soll, dem im Gebiete des Vollstreckungsstaats aus Rücksichten der öffentlichen Ordnung oder der Sittlichkeit die Gültigkeit, Verfolgbarkeit oder Klagbarkeit versagt ist.

3. Sie ist ausserdem zugunsten eines inländischen Beteiligten zu versagen ;

1. Wenn in der Entscheidung bei Beurteilung seiner Handlungs-oder Prozessfähigkeit oder seiner gesetzlichen Vertretung oder bei Beurteilung eines für den Anspruch massgebenden Familien-oder erbrechtlichen Verhältnisses oder der dafür massgebenden Feststellung des Todes einer Person zu seinem Nachteil andere als die nach dem Rechte des Vollstreckungsstaats anzuwendenden Gesetze zugrunde gelegt sind ;

2. Wenn er sich auf den Rechtsstreit nicht eingelassen hatte und ihm die Ladung oder die Verfügung durch die das Verfahren eingeleitet worden war, lediglich im Wege der Ersatzzustellung oder der öffentlichen Zustellung (deutsche Zivilprozessordnung

§§ 181 bis 184, 203 bis 206 ; österreichische Zivilprozessordnung §§ 102 bis 105 ; 115) zugestellt war. Dies gilt jedoch nur, wenn er bereits bei Einleitung des Verfahrens die inländische Staatsangehörigkeit besessen hat ;

3. Wenn für die Entscheidung des erkennenden Gerichts lediglich der Gerichtsstand des Vermögens (deutsche Zivilprozessordnung § 23 ; österreichische Jurisdiktionsnorm § 99) oder der Gerichtsstand des § 88, Abs. 2 der österreichischen Jurisdiktionsnorm gegeben war, es sei denn, dass sich in letzterem Falle der Beklagte auf den Rechtsstreit eingelassen hatte.

4. Das Gericht ist bei Prüfung der Versagungsgründe an die tatsächlichen Feststellungen der Entscheidung nicht gebunden. Eine weitere Nachprüfung der Gesetzmässigkeit der zu vollstreckenden Entscheidung findet nicht statt.

Artikel 26.

1. Gegen den Beschluss, durch den über den Antrag auf Bewilligung der Zwangsvollstreckung entschieden wird, findet im Deutschen Reiche die sofortige Beschwerde, in Österreich der Rekurs statt.

2. Gegen die Bewilligung der Zwangsvollstreckung findet ausserdem der Widerspruch statt, wenn ein Grund zur Versagung der Zwangsvollstreckung vorliegt, der nicht bereits gemäss Abs. 1. geltend gemacht worden ist. Sofern der Widerspruch nicht auf die Versagungsgründe des Artikel 25, Abs. 2 oder Abs. 3, Zahl 1. gestützt wird, ist er binnen 14 Tagen nach Zustellung des die Zwangsvollstreckung bewilligenden Beschlusses zu erheben.

Artikel 27.

Im Wege der sofortigen Beschwerde (des Rekurses) oder des Widerspruchs kann der Schuldner ferner geltend machen Einwendungen gegen den Anspruch im Sinne des § 767 der deutschen Zivilprozessordnung und des § 35 der österreichischen Exekutionsordnung, sowie Einwendungen, welche die in den §§ 732, 768 der deutschen Zivilprozessordnung und im § 36 der österreichischen Exekutionsordnung bezeichneten Voraussetzungen der Vollstreckbarkeit betreffen. Derartige Einwendungen können auch in den in diesen Vorschriften bezeichneten besonderen Verfahren geltend gemacht werden.

Artikel 28.

1. Über den Widerspruch ist nach mündlicher Verhandlung durch Urteil zu entscheiden.

2. Ist Widerspruch erhoben, so kann das Gericht auf Antrag oder von Amtswegen anordnen, dass die Zwangsvollstreckung gegen oder ohne Sicherheitsleistung einstweilen eingestellt (aufgeschoben) werde oder nur gegen Sicherheitsleistung statfinde oder dass die erfolgten Vollstreckungsmassregeln gegen Sicherheitsleistung aufzuheben seien.

Artikel 29.

Für die Verkündung und Zustellung des über den Antrag auf Bewilligung der Zwangsvollstreckung ergehenden Beschlusses gelten im Deutschen Reiche die Vorschriften des § 329, Abs. 1. und 3, der Zivilprozessordnung, in Österreich die Vorschriften des § 64 der Exekutionsordnung. Die Zustellung des die Zwangsvollstreckung bewilligenden Beschlusses an den Schuldner erfolgt indessen im Deutschen Reiche in jedem Falle auf Betreiben des Gläubigers.

Artikel 30.

1. Soweit nach den Gesetzen des Vollstreckungsstaats die Zwangsvollstreckung von Amtswegen erfolgt, ist ihr Vollzug unverzüglich einzuleiten, es sei denn, dass sich der Gläubiger vorbehalten hat, wegen der Vornahme des Vollzugs noch besonders einzuschreiten.

2. Findet ein Vollzug von Amtswegen nicht statt, so erfolgt die Zwangsvollstreckung auf Betreiben des Gläubigers auf Grund einer mit der Vollstreckungsklausel versehenen Ausfertigung (vollstreckbare Ausfertigung) des Beschlusses über die Bewilligung der Zwangsvollstreckung, die der Gerichtsschreiber unverzüglich dem Gläubiger von Amtswegen zu erteilen hat.

3. Die Zwangsvollstreckung auf Betreiben des Gläubigers darf nur beginnen, wenn der Bewilligungsbeschluss dem Verpflichteten bereits zugestellt ist oder gleichzeitig zugestellt wird. Soweit nach dem Rechte des Vollstreckungsstaats der Beginn der Zwangsvollstreckung aus inländischen gleichartigen Vollstreckungstiteln von dem Ablauf gewisser Fristen seit der Zustellung abhängig ist, müssen diese Fristen seit Zustellung des Bewilligungsbeschlusses verstrichen sein.

Artikel 31.

1. Soweit dieser Vertrag nicht besondere Bestimmungen enthält, sind die in dem Gebiete des Vollstreckungsstaats geltenden Vorschriften über das Verfahren, insbesondere die Vorschriften über die Aufschiebung und Einstellung der Zwangsvollstreckung sowie über den Widerspruch und sonstige Rechte Dritter ihr gegenüber auch auf die Zwangsvollstreckungen anzuwenden, die in diesem Verträge bewilligt werden. Soweit nach diesen Vorschriften das Prozessgericht erster Instanz für Vollstreckungshandlungen oder für die eine Zwangsvollstreckung betreffenden Klagen zuständig ist, tritt an seine Stelle das Gericht, welches die Zwangsvollstreckung bewilligt hat.

2. Wird in dem Gebiete des Staates, dessen Gericht die zu vollstreckende Entscheidung erlassen hat, im Nichtigkeits- oder Wiederaufnahmeverfahren die Aufschiebung oder Einstellung der Zwangsvollstreckung angeordnet, so ist auch das Verfahren in dem Vollstreckungsstaat aufzuheben oder einzustellen.

Artikel 32.

Die Bestimmungen der Artikel 19 bis 31 finden entsprechende Anwendung.

1. Auf die vor einem bürgerlichen Gericht im streitigen Verfahren abgeschlossenen Vergleiche und auf die gerichtlich bestätigten Vermögensauseinandersetzungen und Dispachen ;

2. Auf die gerichtlichen und notariellen Urkunden, in denen sich der Verpflichtete der Zwangsvollstreckung unterworfen hat.

Artikel 33.

Bei der Bewilligung der Zwangsvollstreckung auf Grund von Akten der im Artikel 32 bezeichneten Art dürfen keine höheren Gebühren eingehoben werden, als bei der Bewilligung der Zwangsvollstreckung auf Grund einer ausländischen gerichtlichen Entscheidung.

IV. ABSCHNITT.

ANERKENNUNG GERICHTLICHER ENTSCHEIDUNGEN.

Artikel 34.

Rechtskräftige Entscheidungen, denen keiner der im Artikel 25 angeführten Gründe entgegensteht, werden unbeschadet der Bestimmungen des Artikel 36. Abs. 2, Zahl 1., auch im Gebiete des anderen Staates als wirksam anerkannt.

V. ABSCHNITT.

ÜBERGANGS- UND SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 35.

Die Bestimmungen der Artikel 2 bis 18 treten im Verhältnis zwischen den vertragschliessenden Staaten an die Stelle der Vorschriften des Haager Abkommens¹ über den Zivilprozess vom 17. Juli 1905.

Artikel 36.

1. Von dem Tage des Inkrafttretens dieses Vertrags an treten für die Rechtsbeziehungen zwischen den vertragschliessenden Staaten frühere Staatsverträge, Vereinbarungen und Regierungserklärungen über Fragen, die durch den vorstehenden Vertrag geregelt sind, ausser Kraft.

2. Unberührt bleiben :

1. Die in den beiden vertragschliessenden Staaten geltenden Vorschriften über Ehesachen, über Rechtsstreitigkeiten, welche die Feststellung des Rechtsverhältnisses zwischen Eltern und Kindern betreffen, sowie über das Konkursverfahren und die Todeserklärung ;

2. Die Bestimmungen der Artikel 2. und 24 des deutschösterreichischen Wirtschaftsabkommens² vom 1. September 1920 ;

3. Die internationalen Kollektivverträge, an denen beide vertragschliessende Staaten beteiligt sind.

Artikel 37.

Dieser Vertrag tritt drei Monate nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Der Vertrag kann von jedem der vertragschliessenden Staaten gekündigt werden. Er bleibt jedoch nach erfolgter Kündigung noch sechs Monate in Kraft.

¹ De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome II, page 243.

² Vol. IV, page 202 de ce Recueil.

¹ British and Foreign State Papers, vol. 99, page 990.

² Vol. IV, page 202 of this Series.

Artikel 38.

Dieser Vertrag wird ratifiziert und die Ratifikationsurkunden werden sobald wie möglich in Berlin ausgetauscht werden.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den Vertrag in doppelter Ausfertigung unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen in doppelter Urschrift in Wien, am 21. Juni 1923.

(L. S.) PFEIFFER

(L. S.) GRÜNBERGER.

(L. S.) GOES.

(L. S.) MAYER-MALLENAU.

(L. S.) VOLKMAR.

(L. S.) KRAUTMANN.

¹ TRADUCTION.

No. 668. — TRAITÉ CONCERNANT LES GARANTIES LÉGALES ET L'AIDE JUDICIAIRE, CONCLU ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, SIGNÉ A VIENNE, LE 21 JUIN 1923.

Le REICH ALLEMAND et la RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE,
Animés du désir de régler les garanties légales et l'aide judiciaire en matière civile, afin de faciliter l'administration de la justice et les relations réciproques, ont conclu le Traité suivant :
A cet effet, ont nommé comme plénipotentiaires :

Le PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ;

M. Maximilian PFEIFFER, docteur en philosophie, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

M. Carl GOES, docteur en droit, Conseiller de légation, Rapporteur au Ministère des Affaires étrangères ; et

M. Erich VOLKMAR, docteur en droit, Conseiller intime de gouvernement et Directeur au Ministère d'Empire de la Justice ;

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE :

M. le Dr Alfred GRÜNBERGER, Ministre fédéral des Affaires étrangères ;

M. le Dr Félix MAYER-MALLENAU, Chef de section à la Chancellerie fédérale (Justice) ;
et

M. le Dr Edmond KRAUTMANN, Directeur ministériel à la Chancellerie fédérale (Justice) ;

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

SECTION I.

GARANTIES LÉGALES EN MATIÈRE CIVILE.

Article 1.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants jouiront, sur le territoire de l'autre Etat, du même traitement que les nationaux, en ce qui concerne les garanties légales et judiciaires relatives à leur personne et à leurs biens. Ils auront librement et sans empêchement aucun, accès aux tribunaux et pourront y ester en justice, dans les mêmes conditions et de la même manière que les nationaux.

Article 2.

1. Aucun cautionnement ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourra être exigé des ressortissants de l'un des Etats, comparaisant devant les tribunaux de l'autre Etat

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 668. — TREATY BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE
AUSTRIAN REPUBLIC REGARDING LEGAL PROTECTION AND
ASSISTANCE, SIGNED AT VIENNA, JUNE 21, 1923.

The GERMAN REICH and the AUSTRIAN REPUBLIC, being desirous of regulating legal protection and legal assistance in civil cases with a view to promoting the administration of justice and mutual intercourse, have concluded the following Treaty.

For this purpose plenipotentiaries have been appointed :

BY THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Maximilian PFEIFFER, Ambassador Extraordinary and Minister Plenipotentiary,

Dr. Carl GOES, Counsellor of Legation in the Foreign Office, and

Dr. Erich VOLKMAR, Privy Counsellor and Ministerial Counsellor in the Reich Ministry of Justice ;

BY THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Alfred GRÜNBERGER, Federal Minister for Foreign Affairs,

Dr. Felix MAYER-MALLENAU, Head of Department in the Federal Chancellery (Justice),
and

Dr. Edmund KRAUTMANN, Ministerial Counsellor in the Federal Chancellery (Justice),

who, having communicated their full powers, which were found to be in good and due form, agreed upon the following articles :

SECTION I.

LEGAL PROTECTION IN CIVIL CASES.

Article 1.

☞ The nationals of each of the Contracting States shall receive on the territory of the other State the same treatment as nationals with regard to the legal and judicial protection of their persons and property. They shall have free and unrestricted access to the Courts and may appear there under the same conditions and in the same manner as nationals of the State in question.

Article 2.

(1) No security or deposit of any description whatsoever may be required of the nationals of either State who appear as plaintiffs or interveners before the Courts of the other State, by

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

comme demandeurs ou intervenants, en raison de leur qualité d'étrangers ou parce qu'ils ne possèdent ni domicile, ni résidence dans le pays en question.

2. La même disposition s'applique en ce qui concerne les provisions de frais de justice à réclamer aux demandeurs ou aux intervenants.

Article 3.

1. Si un demandeur ou un intervenant, exonéré du cautionnement, du dépôt ou de la provision, en vertu de l'article 2 ou d'une loi en vigueur dans le pays où la demande a été introduite, est condamné aux frais du procès sur le territoire de l'un des Etats, l'autorité compétente, à la demande du créancier des frais, devra, sans frais, déclarer exécutoire ce jugement sur le territoire de l'autre Etat.

2. La même règle s'applique en ce qui concerne les décisions judiciaires fixant ultérieurement le montant des frais du procès.

Article 4.

1. Les décisions concernant les frais, visées à l'article 3, seront déclarées exécutoires, conformément à la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel l'exécution est poursuivie, sans que les parties soient entendues, mais sans préjudice d'un recours ultérieur de la partie condamnée.

2. L'autorité compétente pour statuer sur la demande tendant à faire déclarer exécutoire une décision, devra se borner à examiner si, d'après la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel le jugement de condamnation a été rendu, la décision est passée en force de chose jugée.

3. Un certificat du tribunal compétent attestant que la décision est passée en force de chose jugée, constituera une preuve suffisante du fait que les conditions ci-dessus sont remplies.

Article 5.

Les ressortissants de l'un des Etats seront admis sur le territoire de l'autre Etat à bénéficier des lois sur l'assistance judiciaire, sous les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.

Article 6.

1. Le certificat attestant l'indigence devra émaner des autorités du lieu où le demandeur a sa résidence habituelle et, à défaut d'une résidence habituelle, des autorités du lieu de sa résidence actuelle.

2. Si le demandeur ne réside pas sur le territoire de l'un des Etats contractants, le certificat du représentant diplomatique ou consulaire compétent de l'Etat du demandeur, sera suffisant.

Article 7.

1. L'autorité compétente pour délivrer le certificat attestant l'indigence pourra demander aux autorités de l'autre Etat contractant des renseignements au sujet de la situation de fortune du demandeur.

2. L'autorité chargée de statuer sur la demande, relative à la concession de l'assistance judiciaire, aura le droit de procéder, dans les limites de sa compétence, à une vérification des certificats et des renseignements qui lui seront soumis.

reason of their foreign nationality or the fact that they are not domiciled or resident in the country.

(2) The same shall apply in regard to any payment in advance that may be required of plaintiffs or interveners for the purpose of covering legal costs.

Article 3.

(1) If costs are awarded on the territory of the one State against a plaintiff or intervener who is exempted from security, deposit or payment in advance by virtue either of Article 2 or of a law in force in the State in which the case was brought, this judgment shall, on application being made by the party awarded costs, be declared by the competent authority free of cost to be executable on the territory of the other State.

(2) The same rule shall apply to judicial decisions by which the amount of the legal costs is subsequently determined.

Article 4.

(1) The decisions regarding costs mentioned in Article 3 shall, in accordance with the legislation of the Contracting State on the territory of which execution takes place, be declared to be executable without previous hearing of the parties, but also without prejudice to the right of subsequent appeal by the losing party.

(2) The authority competent to give a decision regarding an application for execution shall only consider the question whether a decision has acquired the force of law according to the law of the Contracting State on the territory of which the judgment is pronounced.

(3) As proof that these requirements have been fulfilled, a certificate from the competent Court, stating that the decision has acquired the force of a final judgment, will be sufficient.

Article 5.

The nationals of the one State shall be admitted to the benefits of suing *in forma pauperis* on the territory of the other State under the same conditions as nationals of the latter State.

Article 6.

(1) The certificate proving inadequate means must be made out by the authorities of the applicant's habitual place of residence, or, failing such, by the authorities of his actual place of abode.

(2) If the applicant does not reside on the territory of one of the Contracting States, a certificate from the competent diplomatic or consular representative of his State will be sufficient.

Article 7.

(1) The authority competent to make out the certificate of inadequate means may apply for information from the authorities of the other Contracting State with regard to the financial position of the applicant.

(2) The authority that has to decide upon the application for permission to sue *in forma pauperis* is entitled, within the limits of its competence, to verify the certificates and information laid before it.

Article 8.

Si un ressortissant de l'un des Etats contractants a été admis, par les autorités compétentes, à bénéficier des lois sur l'assistance judiciaire, il jouira également de cette assistance pour tous les actes de procédure qui sont relatifs au même litige, et seront accomplis devant les tribunaux de l'autre Etat en vertu des articles 1 à 18.

Article 9.

L'administration suprême de la justice de chacun des Etats contractants — dans le Reich allemand, le Ministère de la Justice du Reich, dans la République autrichienne, la Chancellerie fédérale (Justice) — fournira à l'autre administration, à la demande de cette dernière, des renseignements relatifs à la législation en vigueur sur son territoire.

SECTION II.

AIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE.

Article 10.

1. En matière civile, la signification de pièces et l'exécution de commissions rogatoires par lesquelles l'autorité requise est invitée à procéder, dans son ressort, à un acte de procédure, ou à un autre acte judiciaire, seront réglées directement par les autorités des deux Etats contractants.

2. En cas d'incompétence de l'autorité requise, celle-ci transmettra d'office la requête à l'autorité compétente et en informera immédiatement l'autorité requérante.

Article 11.

La demande de signification devra indiquer l'autorité de laquelle émane la pièce transmise, les noms et qualités des parties, l'adresse du destinataire ainsi que la nature de la pièce en question.

Article 12.

1. L'autorité compétente de l'Etat requis sera chargée de la signification. Sauf dans les cas prévus à l'alinéa 2, cette autorité pourra se borner à exécuter la signification par la remise de la pièce au destinataire, si celui-ci est disposé à l'accepter.

2. A la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise devra signifier la pièce en question suivant la procédure prévue par sa législation intérieure pour la signification de pièces analogues ou suivant une procédure spéciale, si cette dernière n'est pas contraire à la législation de l'Etat requis.

Article 13.

La preuve de la signification résultera, soit d'un récépissé daté et légalisé, émanant du destinataire, soit d'un certificat de l'autorité de l'Etat requis, attestant le fait, la procédure ainsi que la date et l'heure de la signification.

Article 8.

If permission to sue *in forma pauperis* is granted by the competent authorities to a national of one of the Contracting States, he shall also be granted this right in all legal actions referring to the same dispute that are taken in the Courts of the other State on the basis of Articles 1 to 18.

Article 9.

The supreme authority for the administration of justice in each of the Contracting States — in the German Reich the Reich Ministry of Justice, and in the Austrian Republic the Federal Chancellery (Justice) — shall, on request, supply the other with information regarding the law in force in their respective countries.

SECTION II.

LEGAL ASSISTANCE IN CIVIL AFFAIRS.

Article 10.

(1) In civil affairs the service of documents and the granting of letters of request concerning the institution of lawsuits or other judicial proceedings within the sphere of jurisdiction of the authority to which application is made shall be effected by direct official communications between the authorities of the two Contracting States.

(2) Should the authority to which application is made not be competent to deal with the matter, the letter of request must be transmitted *ex officio* to the competent authority, and the authority making application must be immediately informed of the fact.

Article 11.

The application for service must give the name of the authority from which the transmitted document emanates, the name and status of the parties, the address of the recipient and the nature of the document concerned.

Article 12.

(1) The competent authority of the State to which application is made shall be responsible for service. Except in the cases provided for in paragraph 2, this authority may, at its discretion, simply effect service by handing over the document to the addressee, provided that he is prepared to accept it.

(2) If the authority making application so desires, the authority to which application is made must serve the document to be delivered in the form prescribed by its domestic legislation for effecting such service, or in some special form, provided this does not constitute a breach of its legislation.

Article 13.

Service will be proved either by an acknowledgment of receipt from the addressee, duly dated and authenticated, or by an attestation from the authority of the State to which application is made, certifying the fact, the form and the time of service.

Article 14.

Chacun des Etats contractants pourra faire signifier des pièces à ses propres ressortissants qui se trouvent sur le territoire de l'autre Etat, par l'intermédiaire de ses représentants diplomatiques ou consulaires, sans qu'il puisse cependant avoir recours à des moyens de contrainte.

Article 15.

1. L'autorité judiciaire, à laquelle la commission rogatoire est adressée, est tenue de lui donner suite. Il sera tout particulièrement donné suite aux commissions rogatoires par lesquelles des tribunaux allemands demanderont aux tribunaux autrichiens de recevoir les serments imposés aux parties et aux commissions rogatoires de tribunaux autrichiens demandant de faire entendre, sous la foi du serment, une partie en Allemagne, à condition que la personne qui doit prêter serment, possède la capacité juridique de le faire, d'après la législation de l'Etat requis.

2. L'autorité requise, en exécutant la commission rogatoire, sera tenue d'appliquer les mêmes moyens de contrainte que s'il s'agissait de l'exécution d'une commission rogatoire émanant des autorités de l'Etat requis ou d'une demande présentée pour la même fin par l'une des parties intéressées. L'autorité requise ne sera pas tenue d'employer ces moyens de contrainte, lorsqu'il s'agira de la comparution personnelle de parties en litige.

3. A la demande de la partie requérante, un avis devra lui être adressé pour lui indiquer la date, l'heure et le lieu de l'exécution de la commission rogatoire.

Article 16.

L'Etat sur le territoire duquel l'exécution de significations et de commissions rogatoires doit avoir lieu, ne pourra refuser d'y procéder que dans le cas où il estimerait que l'exécution de la commission rogatoire porterait atteinte à sa souveraineté ou sa sécurité.

Article 17.

En ce qui concerne la procédure à suivre pour l'exécution de la commission rogatoire, l'autorité requise sera tenue d'appliquer les lois de son pays. Elle devra donner suite à la demande de l'autorité requérante en vue de l'application d'une procédure spéciale, si cette dernière n'est pas contraire à la législation de l'Etat requis.

Article 18.

1. Aucune taxe et aucuns débours, de quelque nature que ce soit, ne pourront être perçus pour l'exécution de demandes de signification et de commissions rogatoires, à l'exception des indemnités payées à des experts.

2. L'autorité requise devra cependant indiquer à l'autorité requérante le montant de ses débours que l'Etat requérant, conformément à l'alinéa 1, n'a pas à rembourser, afin que l'autorité requérante puisse en réclamer le paiement à la personne tenue de les rembourser. Les montants perçus seront acquis à l'Etat requérant.

Article 14.

Each of the Contracting States is authorised to serve documents upon its own nationals who are in the territory of the other State through the agency of its diplomatic or consular representatives without the application of measures of compulsion.

Article 15.

(1) The judicial authority to whom a letter of request is sent must comply with it. In particular, requests from German courts for permission to have the oaths of the parties taken in Austria, and requests from Austrian courts for the examination of parties on oath in the German Reich must be granted, provided that the person to be sworn is legally qualified to take an oath according to the law of the State to which application is made.

(2) The authority to which application is made must use the same means of compulsion in complying with a letter of request as in complying with a request from the authorities of the State to which application is made or with a similar application from a party concerned. Such compulsion need not be employed if it is a question of the parties to the dispute appearing in person.

(3) The authority making application shall, if it so desires, be informed of the time and place of the proceedings in regard to the request.

Article 16.

An authority may only refuse to comply with applications for service and with requests if the Contracting State on the territory of which they are to be granted considers that such action would be likely to endanger its sovereignty or its security.

Article 17.

In regard to the forms to be observed the authority to which application is made must, in complying with a request for legal assistance, act in accordance with its territorial laws. If the authority making application desires that a special form of procedure be adopted, this shall be complied with, provided that the desired form is not contrary to the legislation of the State to which application is made.

Article 18.

(1) With the exception of experts' allowances, no dues or charges of any kind may be required for granting applications for service or requests for legal assistance.

(2) The authority to which application is made must, however, communicate to the State making application the amount of the charges incurred, which, by virtue of paragraph 1, are not to be refunded by the State making application, to enable the latter State to collect the amount from the person obliged to refund it. The State making application shall retain the amounts collected.

SECTION III.

EXÉCUTION FORCÉE.

Article 19.

1. Les décisions rendues par les tribunaux civils de l'un des Etats et passées en force de chose jugée, quelle que soit leur dénomination (jugements, décisions, commandements, sommations, mandats d'exécution), seront exécutoires sur le territoire de l'autre Etat, conformément aux dispositions suivantes, à l'exclusion des contraintes et des décisions provisoires.

2. Seront également considérés comme tribunaux civils les tribunaux spéciaux et les tribunaux d'arbitrage qui, en dehors de tout traité d'arbitrage, sont compétents pour statuer sur des réclamations de droit privé, en vertu d'une disposition publique spéciale.

Article 20.

Sont compétents pour accorder l'exécution forcée : en Allemagne les tribunaux de baillage (Amtsgerichte), en Autriche les tribunaux de district (Bezirksgerichte). Au point de vue territorial, sont compétents, le tribunal devant lequel le débiteur est justiciable de la juridiction de droit commun, et, à défaut, le tribunal dans le ressort duquel se trouvent les biens du débiteur ou dans le ressort duquel il doit être procédé à l'acte d'exécution.

Article 21.

1. La requête du créancier en vue d'obtenir l'exécution forcée devra contenir les indications suivantes :

1. la désignation exacte du créancier et du débiteur, ainsi que de leurs représentants légaux ;

2. la mention des circonstances qui déterminent la compétence du tribunal saisi ;

3. l'indication exacte de la créance donnant lieu à l'exécution forcée et de la décision exécutoire ;

4. si, d'après la législation de l'Etat sur le territoire duquel l'exécution forcée doit avoir lieu, il est procédé d'office à cette exécution, la requête devra indiquer les moyens de contrainte à employer et, dans le cas où certains biens du débiteur devraient être saisis, la partie de ces biens sur laquelle devra porter l'exécution forcée ; en outre, le créancier devra indiquer le lieu où se trouvent ces biens, ainsi que, suivant la nature du cas, toutes les autres circonstances intéressant les services chargés d'assurer l'exécution forcée.

2. A l'original de la requête, une copie devra être jointe pour chacune des parties adverses.

Article 22.

La requête devra être accompagnée d'une expédition intégrale de la décision en vertu de laquelle il doit être procédé à l'exécution forcée contre le débiteur. Le fait que la décision est passée en force de chose jugée devra être prouvé par des actes authentiques, à moins que l'expédition n'en fasse déjà état.

SECTION III.

COMPULSORY EXECUTION.

Article 19.

(1) Decisions having the force of law given by the civil courts of either State shall, irrespective of the names employed (judgments, decrees, orders for payment, writs of execution, executory decrees), be executable in the territory of the other State in accordance with the provisions stated hereinafter. This shall not apply, however, to "arrests" or to provisional orders.

(2) Special courts and such courts of arbitration as are competent by virtue of a special State regulation, and irrespective of any arbitration treaty to adjudicate upon private law claims, shall also be considered as civil courts.

Article 20.

The lower courts (Amtsgerichte) in the German Reich and the district courts in Austria shall be competent to determine whether compulsory execution shall be granted. The court to whose general jurisdiction the person liable is amenable, or, if no such court exists, the court within whose jurisdiction the debtor has his property, or the measures of execution are to be taken, shall be the court possessing local competence.

Article 21.

(1) The creditor's application for the granting of compulsory jurisdiction must contain :

(1) Exact particulars as to the creditor and the debtor, as well as their legal representatives;

(2) All particulars of circumstances that are essential as regards the competence of the Court to which recourse is being had ;

(3) An exact description of the claim to be executed and the decision giving the right of execution ;

(4) If, according to the law of the State on whose territory the compulsory execution is to be carried out, execution takes place *ex officio*, a description of the measures of compulsion to be taken, and, in the event of execution against the property of the debtor, a description of those portions of the property upon which compulsory execution is to be made and also of the place where they are situated, together with all further information, according to the nature of the case, that is of importance with regard to the carrying out of the compulsory execution.

(2) The application shall be accompanied by a copy for each party opposing the application.

Article 22.

A complete copy of the decision on the basis of which compulsory execution is to take place against the debtor shall be attached to the application. The fact that the decision has acquired the force of a final judgment shall, unless this appears in the copy, be proved by reference to public records.

Article 23.

S'il est stipulé dans la décision que celle-ci ne sera exécutée qu'après expiration d'un délai ou après survenance d'un autre fait ou si l'exécution forcée est demandée en faveur d'un créancier ou contre un débiteur autres que ceux désignés dans la décision, c'est à la législation de l'Etat auquel appartient le tribunal ayant rendu la décision qu'il conviendra de se reporter pour déterminer si l'autorisation de procéder à l'exécution forcée est subordonnée à la preuve de la réalisation de conditions spéciales ou si la décision est exécutoire en faveur de l'autre créancier ou contre l'autre débiteur. Les preuves requises par les dispositions applicables en l'espèce devront résulter d'actes authentiques ou d'actes certifiés authentiques, à moins que les faits à prouver ne soient notoirement connus du tribunal compétent pour accorder l'exécution forcée. Si cette preuve ne peut être faite, on appliquera la procédure prévue à l'article 24, alinéa 2, phrase 2.

Article 24.

1. Le tribunal statuera par une ordonnance sur la demande d'exécution forcée. Si la demande n'est pas conforme aux dispositions des articles 20 à 22 ou s'il y a des indices de l'existence d'un motif de rejet (article 25), le tribunal devra tout d'abord inviter le demandeur à remédier aux vices de la requête. Le tribunal pourra fixer à cet effet un délai de forclusion. Le tribunal pourra également demander des éclaircissements au tribunal qui a rendu la décision à exécuter.

2. Lorsque qu'il le jugera nécessaire, pour dissiper les doutes, le tribunal pourra entendre le débiteur après lui avoir communiqué copie de la requête. Les indications visées à l'article 21, alinéa premier, numéro 4, ne devront pas figurer dans la copie qui sera communiquée au débiteur. Le tribunal pourra également ordonner un débat oral. Il devra l'ordonner si, dans le cas prévu à l'article 23, les preuves requises de faits qui ne sont pas notoirement connus du tribunal, ne résultent pas d'actes authentiques ou d'actes certifiés authentiques.

Article 25.

1. L'exécution forcée devra être refusée si le demandeur n'a pas remédié aux vices de la requête avant l'expiration du délai de forclusion prévu à l'article 24.

2. Elle devra en outre être refusée :

- a) si, d'après les lois de l'Etat chargé de l'exécution forcée, un tribunal déterminé est exclusivement compétent dans cet Etat pour le litige ;
- b) si l'exécution forcée a pour objet de faire reconnaître une situation de droit ou de recouvrer une créance qui, pour des raisons d'ordre public ou de moralité ne peut ni être reconnue ni faire l'objet d'une action en justice ou d'un procès sur le territoire de l'Etat chargé de l'exécution forcée.

3. L'exécution forcée devra, en outre, être refusée au bénéfice d'un défendeur ressortissant de l'Etat chargé de l'exécution forcée :

1. Si, dans l'appréciation de sa capacité de contracter ou d'ester en justice, ou de sa représentation légale, ou dans l'appréciation des droits de famille ou de succession sur lesquels est fondé la demande, ou dans la constatation judiciaire du décès dont dépend cette demande, la décision s'appuie, à son détriment, sur des lois autres que celles qui doivent être appliquées selon le droit de l'Etat chargé de l'exécution forcée ;

2. S'il a refusé de se porter partie au procès, et que la citation ou l'ordonnance par laquelle l'action a été engagée ne lui a été signifiée que par la voie de la signification subsidiaire (Ersatzzustellung) ou de la signification publique (Code de procédure civile, allemand §§ 181 à 184, 203 à 206, Code de procédure civile autrichien, §§ 102 à 105

Article 23.

If, by reason of the terms of a decision, the right to execution is conditional on the expiration of a definite time-limit or on some other fact supervening, or if the grant of compulsory execution is desired in favour of some party other than the creditor mentioned in the decision, or against some party other than the debtor mentioned in the decision, the question as to how far authorisation of compulsory execution is dependent upon proof of special conditions, or as to whether the decision is executable on behalf of or against the other party, shall be determined according to the law of the State whose Court has issued the decision. In so far as the Court deciding upon the granting of compulsory execution is not acquainted with the facts to be established, the proofs required according to the regulations in force must be obtained from public or publicly certified documents. If no such proof can be furnished, the procedure shall be that laid down in Article 24, paragraph 2, sentence 2.

Article 24.

(1) The decision pronounced upon the application for compulsory execution shall take the form of a decree. If the application does not conform to the provisions of Articles 20 to 22, or if there is reason to believe that there is a ground for refusal (Article 25), the Court must first of all instruct the applicant to remove the defects. It may fix a time limit within which the applicant must do this. The Court may also apply for information to the Court that has issued the executable decision.

(2) If the Court considers that such a procedure is necessary in order to remove doubt, it may examine the debtor after first communicating to him a copy of the application. The particulars provided for in Article 21, paragraph 1, No. 4, are not to be communicated to the debtor in this copy. The Court may also order oral proceedings. Such proceedings must be ordered if, in the case provided for in Article 23, the necessary proof of facts unknown to the Court cannot be furnished either by public or publicly certified documents.

Article 25.

(1) Compulsory execution shall be refused if the defects in the application are not removed before the expiration of the time-limit specified in Article 24.

(2) It shall likewise be refused :

(1) if, according to the laws of the State responsible for the execution of the judgment, sole competence in the case lies with a special Court of that State ;

(2) if compulsory execution involves the recognition of a legal situation or the establishment of a claim which, on grounds of public order or morality, is not valid or in respect of which no action can be brought in the territory of the State responsible for the execution.

(3) Further, it may not take place in favour of a party who is a national of the State in question :

(1) if, in deciding in regard to his civil capacity or capacity to bring an action or in regard to his legal representation, or in deciding a matter concerning family rights or rights of succession material to the claim, or in establishing a person's death, of decisive importance to such a claim, judgment to his prejudice has been based upon laws other than those applicable under the law of the State responsible for execution ;

(2) if he has declined to take part in the proceedings and if the summons or order by which the proceedings were instituted was served only in the form of an ancillary summons or a public notification (German Rules of Civil Procedure, paragraphs 181 to 184, and 203 to 206 ; Austrian Rules of Civil Procedure, paragraphs 102 to 105 ; 115). This shall,

115). Cette disposition ne s'appliquera cependant que si le défendeur possédait déjà la nationalité du pays en question au moment où la procédure a été engagée ;

3. Si le tribunal qui a rendu la décision n'a été compétent qu'à raison de la situation des biens (Code de procédure civile allemand § 23, Règlement judiciaire autrichien, § 99), ou si la compétence de ce tribunal ne repose que sur le § 88, alinéa 2 du Règlement judiciaire autrichien, à moins toutefois, que le défendeur, dans ce dernier cas, n'ait répondu au procès.

4. Dans l'examen des motifs de rejet, le tribunal n'est pas tenu d'admettre les constatations de fait de la décision. Il n'y aura pas lieu de procéder à un nouvel examen de la légalité de la décision à exécuter.

Article 26.

1. Contre l'ordonnance par laquelle le tribunal a statué sur la demande d'exequatur de l'exécution forcée, la partie intéressée pourra exercer, dans le Reich allemand un pourvoi immédiat, et en Autriche un recours ;

2. La partie intéressée pourra, en outre, faire opposition à l'exequatur de l'exécution forcée s'il existe un motif de rejet de la demande d'exécution forcée qu'elle n'a pas déjà fait valoir dans les formes prévues à l'alinéa 1. Si l'opposition n'est pas fondée sur les causes de rejet indiquées à l'article 25, alinéa 2 ou à l'article 25, alinéa 3, numéro 1, elle devra être formée dans les 14 jours qui suivront la signification de la décision accordant l'exécution forcée.

Article 27.

1. Par voie de pourvoi immédiat (de recours) ou d'opposition, le débiteur pourra, en outre, se prévaloir contre la créance des exceptions visées au § 767 du Code de procédure civile allemand et au § 35 du Règlement autrichien relatif à l'exécution forcée, ainsi que des exceptions concernant les conditions qui aux termes des §§ 732, 768 du Code de procédure civile allemand et du § 36 du Règlement autrichien, relatif à l'exécution forcée doivent se trouver réunies pour que l'exécution puisse avoir lieu. Le débiteur pourra également faire valoir ces exceptions dans les procédures spéciales visées par ces dispositions.

Article 28.

1. Le tribunal devra statuer sur l'opposition par un arrêt, après un débat oral.

2. En cas d'opposition, le tribunal pourra ordonner, sur demande ou d'office, de suspendre provisoirement (surseoir à) l'exécution forcée, sous caution ou sans caution ; le tribunal pourra également prescrire que l'exécution forcée n'aura lieu que contre cautionnement, ou que les mesures d'exécution déjà prises seront annulées moyennant caution.

Article 29.

En ce qui concerne le prononcé et la signification de l'ordonnance relative à la demande d'exécution forcée, on appliquera, dans le Reich allemand, les prescriptions du § 329, alinéas 1 et 3 du Code de procédure civile, et en Autriche, les prescriptions du § 64 du Règlement relatif à l'exécution forcée. Dans le Reich allemand, la signification au débiteur de la décision accordant l'exécution forcée, aura cependant lieu, dans chaque cas particulier, à la diligence du créancier.

however, only be applicable if he was already a national of the State in question at the date when the proceedings were instituted ;

(3) if, for the decision of the Court rendering judgment, competence lay only with the Court in whose jurisdiction the property was situated (German Rules of Civil Procedure, paragraph 23 ; Austrian Rules of Legal Competence, paragraph 99) or with the Court referred to in paragraph 88, sub-paragraph 2, of the Austrian Rules of Legal Competence, provided that in the latter case the defendant had not declined to take part in the proceedings ;

(4) in examining the grounds for refusing execution the Court shall not be bound by the findings contained in the decision on matters of fact. The legality of the decision to be executed shall not, however, be subject to further examination.

Article 26.

(1) The decree by which the application for compulsory execution is decided upon may be opposed in the German Reich by means of an immediate " complaint ", and in Austria by means of an appeal.

(2) Objection may also be lodged against the granting of compulsory execution when there is a ground for refusal to execute which has not already been put forward in accordance with paragraph 1. In so far as the objection is not based on the grounds for refusal set forth in Article 25, paragraph 2 or paragraph 3 (1), it shall be made within 14 days after service of the decree authorising compulsory execution.

Article 27.

By means of immediate " complaint " (or appeal) or by objection, the debtor may furthermore lodge protests against the claim in accordance with paragraph 767 of the German Rules of Civil Procedure and paragraph 35 of the Austrian Executive Procedure, and also protests dealing with the conditions of execution specified in paragraphs 732 and 768 of the German Rules of Civil Procedure and paragraph 36 of the Austrian Executive Procedure. Protests of this nature may also be lodged in accordance with the special procedure laid down in these regulations.

Article 28.

(1) Disputes shall be settled in accordance with judgment delivered after oral pleadings.

(2) If objection is raised, the Court may, either on application being made or *ex officio*, order that compulsory execution shall, with or without security being given, be temporarily suspended or that it shall only take place on security being given, or that measures of execution already taken shall be cancelled on security being given.

Article 29.

In respect of the notification and service of the decree concerning the granting of an application for compulsory execution, the provisions of paragraph 329, sub-paragraphs 1 and 3, of the Rules of Civil Procedure shall be applicable in the German Reich, and the provisions of paragraph 64 of the Executive Procedure in Austria. The decree authorising compulsory execution shall be served on the debtor in the German Reich in all cases at the instance of the creditor.

Article 30.

1. Dans les cas où, suivant la législation de l'Etat chargé de l'exécution forcée, il est procédé d'office à celle-ci, les mesures d'exécution devront être prises immédiatement, à moins que le créancier ne se soit réservé le droit d'intervenir spécialement au sujet de l'exécution.

2. Si l'exécution forcée n'a pas lieu d'office, elle se fera à la diligence du créancier, en vertu d'une expédition de l'ordonnance accordant l'exécution forcée (expédition exécutoire), dûment revêtue de la clause exécutoire ; le greffier sera tenu de délivrer d'office et sans retard cette expédition au créancier.

3. Si l'exécution forcée a lieu à la diligence du créancier, elle ne pourra commencer que si l'ordonnance accordant l'exécution forcée a été déjà signifiée au débiteur ou lui est signifiée en même temps. Si, d'après la législation de l'Etat chargé de l'exécution, il ne peut être procédé, en vertu de mandats exécutoires analogues de ce pays, à une exécution forcée qu'à l'expiration de certains délais après la signification, ces délais devront être observés du jour de la signification.

Article 31.

1. Sauf dispositions spéciales du présent Traité, les règles de procédure en vigueur sur le territoire de l'Etat chargé de l'exécution, et notamment les prescriptions concernant la suspension et la cessation de l'exécution forcée, ainsi que l'opposition et autres droits que des tiers peuvent faire valoir à l'encontre de l'exécution forcée, seront également applicables aux exécutions forcées accordées en vertu du présent Traité. Si, aux termes de ces prescriptions, le tribunal saisi du procès en première instance est compétent pour procéder à des actes d'exécution ou pour connaître des actions intentées au sujet d'une exécution forcée, ce tribunal sera remplacé par celui qui a accordé l'exécution forcée.

2. Si la suspension ou la cessation de l'exécution forcée est ordonnée, à la suite d'une action en annulation ou en reprise de l'instance, sur le territoire de l'Etat dont le tribunal a rendu la décision à exécuter, la procédure devra être également suspendue ou arrêtée dans l'Etat chargé de l'exécution.

Article 32.

Les dispositions des articles 19 à 31 seront applicables *mutatis mutandis* :

1. aux transactions intervenues devant un tribunal civil, après débats contradictoires, et aux liquidations de biens confirmés par le tribunal ;
2. aux actes judiciaires et notariés par lesquels le débiteur a accepté l'exécution forcée.

Article 33.

Lorsque l'exécution forcée est accordée en vertu d'actes tels que ceux visés à l'article 32, les droits à percevoir ne pourront être supérieurs à ceux qui sont perçus lorsque l'exécution forcée est accordée en vertu d'une décision judiciaire de l'étranger.

SECTION IV.

RECONNAISSANCE DES DÉCISIONS JUDICIAIRES.

Article 34.

S'il n'existe aucun des empêchements prévus à l'article 25, et sans préjudice des dispositions de l'article 36, alinéa 2, chiffre 1, les décisions passées en force de chose jugée dans l'un des Etats seront reconnues exécutoires sur le territoire de l'autre Etat.

Article 30.

(1) In so far as, in conformity with the laws of the State carrying out execution, compulsory execution takes place *ex officio*, it shall be proceeded with at once unless the creditor shall have reserved the right to take further special action with regard to the carrying out of the execution.

(2) If execution does not take place *ex officio*, it shall be carried out on application being made by the creditor, by means of a copy of the decree authorising compulsory execution which contains the execution clause (execution copy). This copy shall be served *ex officio* on the creditor by the Clerk of the Court.

(3) Compulsory execution at the instance of the creditor may not be begun unless the decree authorising execution has already been served on the debtor or until such time as it has been served. If the law of the State executing the judgment prescribes certain time-limits for execution, titles of the same kind within the country itself before execution can begin, these time-limits must be observed, counting from the date on which the decree authorising execution is served.

Article 31.

(1) Unless otherwise specially provided in the present treaty, the regulations governing proceedings in force in the territory of the country of execution, particularly those regarding postponement and suspension of compulsory execution, together with the right of opposition and other rights of third parties in regard to execution, shall apply to compulsory execution authorised by the Treaty. Where a Court of first instance is competent under these regulations to deal with execution proceedings, or pleas relating to compulsory execution, such Court shall be replaced by the Court which authorised compulsory execution.

(2) If, in the course of proceedings to secure the annulment of a judgment or the re-hearing of a case, postponement or suspension of compulsory execution has been ordered in the territory of the State whose Court rendered the executory decision, proceedings shall also be postponed or discontinued in the country in which execution takes place.

Article 32.

The provisions of Articles 19 to 31 are applicable in respect of :

(1) Compromises effected before a civil Court in cases of a dispute, and judicially certified partitions of property and adjustment of claims.

(2) Legal and notarial documents in which a debtor has expressly submitted himself to compulsory execution.

Article 33.

The fees charged for authorising compulsory execution in virtue of documents of the kind described in Article 32 shall not be higher than those charged for authorising execution in virtue of a judgment pronounced by a foreign Court.

SECTION IV.

RECOGNITION OF JUDICIAL DECISIONS.

Article 34.

Decisions having the force of law which are not invalidated on any of the grounds specified in Article 25 shall also be recognised as valid in the territory of the other State, notwithstanding the provisions of Article 36, paragraph 2, No. 1.

SECTION V.

MESURES DE TRANSITION ET DISPOSITIONS FINALES.

Article 35.

Dans les relations entre les Etats contractants, les dispositions des articles 2 à 18 remplaceront les prescriptions de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relatives à la procédure civile.

Article 36.

1. Dans les relations juridiques entre les Etats contractants, les traités, conventions et déclarations gouvernementales antérieurs, concernant des questions réglées par le présent traité, sont abrogés à dater du jour de l'entrée en vigueur de ce traité.

2. Ne sont pas touchés par les dispositions ci-dessus :

1. Les prescriptions en vigueur dans les deux Etats contractants concernant les causes matrimoniales, les différends relatifs à la constatation des rapports juridiques entre parents et enfants, la procédure en matière de faillite et la déclaration de décès ;

2. les dispositions des articles 2 et 24 de l'Accord économique germano-autrichien du 1^{er} septembre 1920 ;

3. les traités collectifs internationaux auxquels les deux Etats contractants sont parties.

Article 37.

Le présent Traité entrera en vigueur trois mois après l'échange des instruments de ratification. Le Traité pourra être dénoncé par chacun des Etats contractants. Il restera toutefois encore en vigueur pendant six mois après sa dénonciation.

Article 38.

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Berlin dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent Traité, en double expédition, et y ont apposé leur sceau.

Fait à Vienne, en double exemplaire, le 21 juin 1923.

(L. S.) PFEIFFER.

(L. S.) GOES.

(L. S.) VOLKMAR.

(L. S.) GRÜNBERGER.

(L. S.) MAYER-MALLENAU.

(L. S.) KRAUTMANN.

SECTION V.

MEASURES OF TRANSITION AND FINAL PROVISIONS.

Article 35.

The provisions of Articles 2 to 18 shall, as between the two Contracting Parties, replace the regulations laid down in the Hague Convention regarding Civil Procedure of July 17, 1905.

Article 36.

(1) From the day on which the present treaty comes into force, all former treaties, agreements and governmental declarations regarding questions settled by the present treaty shall be abrogated in so far as juridical relations between the two Contracting Parties are concerned.

(2) The following shall, however, remain in force :

(1) The measures in force in the two Contracting States regarding matrimonial affairs, legal disputes regarding the establishment of the legal relations between parents and children, bankruptcy proceedings and legal declaration of decease.

(2) The provisions of Articles 2 and 24 of the German-Austrian Economic Convention of September 1, 1920.

(3) The international collective treaties to which both Contracting States are parties .

Article 37.

The present Treaty shall come into force three months after the exchange of the instruments of ratification. The treaty may be denounced by either of the Contracting States. It shall, however, remain in force six months after the date of denunciation.

Article 38.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Berlin.

In faith whereof the plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate and affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Vienna on June 21, 1923.

(L. S.) PFEIFFER.

(L. S.) GOES.

(L. S.) VOLKMAR.

(L. S.) GRÜNBERGER.

(L. S.) MAYER-MALLENAU.

(L. S.) KRAUTMANN.

N° 669.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Traité relatif aux légalisations, signé
à Vienne le 21 juin 1923.

GERMANY AND AUSTRIA

Legalisations Treaty, signed at
Vienna, June 21, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nr. 669. — BEGLAUBIGUNGSVERTRAG ¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH, GEZEICHNET ZU WIEN AM 21. JUNI 1923.

Texte officiel allemand communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève et par le Représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 juillet 1924.

German official text, communicated by the German Consul at Geneva and by the Representative of the Austrian Federal Government accredited to the League of Nations. The registration of this treaty took place July 18, 1924.

Das DEUTSCHE REICH und die REPUBLIK ÖSTERREICH haben, von dem Wunsche geleitet, zur Förderung der Rechtspflege und des wechselseitigen Verkehrs Erleichterungen für die Beglaubigung der von den öffentlichen Behörden und Beamten ausgestellten oder beglaubigten Urkunden einzuführen,

den nachstehenden Vertrag abgeschlossen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER PRÄSIDENT DES DEUTSCHEN REICHS :

Die Herren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister [Dr. phil. Maximilian PFEIFFER ;

den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amte Dr. jur. Carl GOES

und den geheimen Regierungsrat und Ministerialrat im Reichsministerium der Justiz Dr. jur. Erich VOLKMAR ;

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Die Herren Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten Dr. Alfred GRÜNBERGER ; den Sektions-Chef im Bundeskanzleramte (Justiz) Dr. Felix MAYER-MALLENAU und den Ministerialrat im Bundeskanzleramte (Justiz) Dr. Edmund KRAUTMANN,

die, nachdem sie ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich mitgeteilt haben, die folgenden Artikel vereinbart haben :

Artikel 1.

Urkunden, die von einer Gerichts- oder Verwaltungsbehörde des einen vertragschliessenden Staates ausgestellt wurden, bedürfen zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates keiner weiteren Beglaubigung, wenn sie mit dem Siegel oder Stempel der Gerichts- oder Verwaltungsbehörde versehen sind.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 14 avril 1924.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin April 14, 1924.

Artikel 2.

Auszüge aus den Kirchenbüchern über Taufen, Trauungen oder Todesfälle, die im Deutschen Reiche unter dem Kirchensiegel erteilt werden, sowie Auszüge aus den Geburts-, Trauungs- und Sterberegistern, die in Österreich geführt werden und mit dem Siegel oder Stempel des Matrikenführers versehen sind, bedürfen zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates keiner weiteren Beglaubigung.

Artikel 3.

Die von Notaren ausgefertigten und mit dem amtlichen Siegel des Notars versehenen Urkunden, die von Standesbeamten des Deutschen Reichs ausgefertigten und mit ihrem Siegel oder Stempel versehenen Urkunden, ferner die von den Gerichtskanzleien und gerichtlichen Hilfsämtern, Gerichtsvollziehern oder anderen gerichtlichen Hilfsbeamten ausgefertigten und mit dem Gerichtssiegel versehenen Urkunden bedürfen zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates keiner weiteren Beglaubigung.

Artikel 4.

Die einer Privaturkunde von einer Gerichts- oder Verwaltungsbehörde oder einem Notare beigefügte Beglaubigung bedarf keiner weiteren Beglaubigung.

Artikel 5.

1. Von dem Tage des Inkrafttretens dieses Vertrags an treten für die Rechtsbeziehungen zwischen den vertragschliessenden Staaten frühere Staatsverträge, Vereinbarungen und Regierungserklärungen über Fragen, die durch den vorstehenden Vertrag geregelt sind, ausser Kraft.

2. Unberührt bleiben jedoch :

1. Die Bestimmungen der Artikel 17 und 18 des Vertrags zwischen dem Deutschen Reiche und Österreich über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen¹ vom 23. Mai 1922 ;

2. Die für Reisepässe und Reiselegitimationen bestehenden Vorschriften ;

3. Die Erleichterungen, die auf Grund besonderer Vereinbarungen namentlich für den Handelsverkehr und für das Zollverfahren gewährt sind.

Artikel 6.

1. Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden werden sobald wie möglich in Berlin ausgetauscht werden.

2. Der Vertrag tritt drei Monate nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Der Vertrag kann von jedem der vertragschliessenden Staaten gekündigt werden. Er bleibt jedoch nach erfolgter Kündigung noch durch sechs Monate in Kraft.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag in doppelter Ausfertigung unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen in Wien, am 21. Juni 1923.

(L. S.) PFEIFFER.

(L. S.) GOES.

(L. S.) VOLKMAR.

(L. S.) GRÜNBERGER.

(L. S.) MAYER-MALLENAU.

(L. S.) KRAUTMANN.

¹ Vol. XXVI, page 405 de ce Recueil.

¹ Vol. XXVI, page 405 of this Series.

¹ TRADUCTION.

No. 669. — TRAITÉ ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE RELATIF AUX LÉGALISATIONS, SIGNÉ A VIENNE LE 21 JUIN 1923.

Le REICH ALLEMAND et la RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE désireux, dans l'intérêt de l'administration de la Justice et de leurs relations réciproques, de simplifier les formalités de légalisation des actes établis ou certifiés par des administrations ou des fonctionnaires publics, ont conclu le traité suivant.

A cet effet, ils ont désigné comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

- M. Maximilian PFEIFFER, Docteur en philosophie, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;
- M. Carl GOES, Docteur en droit, Conseiller référendaire de légation au Ministère des Affaires étrangères ; et
- M. Erich VOLKMAR, Docteur en droit, Conseiller intime de Gouvernement et Conseiller ministériel au Ministère d'Empire de la Justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

- M. le Dr Alfred GRÜNBERGER, Ministre fédéral des Affaires étrangères ;
- M. le Dr Félix MAYER-MALLENAU, Chef de section à la Chancellerie fédérale (Justice) ;
- et M. le Dr Edmund KRAUTMANN, Conseiller ministériel à la Chancellerie fédérale (Justice) ;

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

¹ TRANSLATION.

No. 669. — LEGALISATION TREATY BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA, SIGNED AT VIENNA, JUNE 21, 1923.

The GERMAN REICH and the REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous, in order to promote the satisfactory administration of justice and to further mutual intercourse, of facilitating the attestation of documents issued or attested by public authorities and officials, have concluded the following treaty :

For this purpose they have appointed as their plenipotentiaries :

The PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

- Dr. Maximilian PFEIFFER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;
- Dr. Karl GOES, Vortragender Legationsrat (Councillor of Legation) in the Foreign Office ;
- Dr. Erich VOLKMAR, Gemeiner Regierungsrat and Ministerialrat in the Imperial Ministry of Justice ;

The PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

- Dr. Alfred GRÜNBERGER, Federal Minister for Foreign Affairs ;
- Dr. Felix MAYER-MALLENAU, Head of department in the Office of the Federal Chancellery (Justice) ; and
- Dr. Edmund KRAUTMANN, Ministerialrat in the Office of the Federal Chancellery (Justice),

who, after having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 1^{er}.

Lorsque des actes établis par une autorité judiciaire ou administrative de l'un des Etats contractants auront été revêtus du sceau ou du cachet de cette autorité judiciaire ou administrative, aucune nouvelle législation ne sera nécessaire en vue de leur production sur le territoire de l'autre Etat.

Article 2.

De même, en ce qui concerne les extraits des registres ecclésiastiques, relatifs à des baptêmes, des mariages ou des décès, qui sont délivrés dans le Reich allemand sous le sceau de l'église, ainsi que les extraits des registres des naissances, des mariages et des décès, qui sont tenus en Autriche et ont été revêtus du sceau ou du cachet de l'officier d'état-civil, aucune nouvelle législation ne sera nécessaire en vue de leur production sur le territoire de l'autre Etat.

Article 3.

De même, pour les actes expédiés par des notaires, et revêtus du sceau officiel du notaire, les actes expédiés par les fonctionnaires de l'état-civil du Reich allemand, et revêtus de leur sceau ou de leur cachet, ainsi que les actes expédiés par les greffes des tribunaux et les services judiciaires auxiliaires, les huissiers et autres fonctionnaires judiciaires auxiliaires, et revêtus du sceau du tribunal, aucune nouvelle législation ne sera nécessaire en vue de leur production sur le territoire de l'autre Etat.

Article 4.

De même, lorsqu'un acte sous seing privé a été légalisé par une autorité judiciaire ou administrative, ou par un notaire, aucune nouvelle législation n'est nécessaire.

Article 5.

1. A partir du jour de la mise en vigueur du présent Traité, les traités, arrangements et déclarations gouvernementales antérieurs,

Article 1.

Documents which are issued by a judicial or administrative authority of one of the Contracting States shall not require any further attestation for use in the territory of the other State if they are furnished with the seal or stamp of the judicial or administrative authority.

Article 2.

Extracts from church registers regarding baptisms, marriages or deaths, issued in the German Reich under the Church seal, and extracts from the birth, marriage and death registers in Austria, furnished with the seal or stamp of the Registrar shall not require any further attestation for use in the territory of the other State.

Article 3.

Documents issued by notaries and furnished with the official seal of the notary, documents issued by Registrars of the German Reich and furnished with their seal or stamp and documents issued by Court Chanceries and auxiliary judicial offices, executive officers of the Court or other auxiliary judicial officers and furnished with the seal of the Court shall require no further attestation for use in the territory of the other State.

Article 4.

The attestation of a private document, attached to this document by a judicial or administrative authority or a notary shall not require any further attestation.

Article 5.

1. As from the date of the coming into force of the present Treaty, State treaties, agreements and Government declarations in

relatifs à des questions qui sont réglées par le présent Accord, sont abrogés en ce qui concerne les rapports juridiques entre les deux Etats contractants.

2. Ne sont toutefois pas touchées par la disposition précédente :

1. Les stipulations des articles 17 et 18 du Traité du 23 mai 1922, entre le Reich allemand et l'Autriche, concernant les garanties juridiques et l'assistance des tribunaux entre eux en matière d'impôts ;

2. les prescriptions en vigueur, relatives aux passeports et aux papiers de voyage ;

3. les facilités accordées en vertu d'arrangements spéciaux, notamment en ce qui concerne la circulation des marchandises et les formalités douanières.

Article 6.

1. Le présent Traité sera ratifié, et les instruments de ratification seront échangés à Berlin, dans le plus bref délai possible.

2. Le présent Traité entrera en vigueur trois mois après l'échange des instruments de ratification. Le Traité pourra être dénoncé par l'une quelconque des deux Parties contractantes. Il restera toutefois en vigueur pendant six mois après notification de la dénonciation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent Traité en double expédition, et y ont apposé leur sceau.

Fait à Vienne, le 21 juin 1923.

respect of questions which are regulated by the present Treaty shall cease to have effect as regards legal relations between the Contracting States.

(2) The following shall, however, not be affected .

(1) The provisions of Articles 17 and 18 of the Treaty between the German Reich and Austria regarding legal protection and assistance in matters of taxation, dated May 23, 1922 ;

(2) The existing regulations in respect of passports and passes ;

(3) Facilities which have been granted by virtue of special agreements regarding, in particular, commercial intercourse and Customs procedure.

Article 6.

(1) The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Berlin.

(2) The Treaty shall come into force three months after the exchange of the instruments of ratification. The Treaty may be denounced by either of the Contracting States. It shall, however, remain in force for six months after denouncement.

In witness whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate and have affixed thereto their seals.

Done in Vienna, on June 21, 1923.

(L. S) PFEIFFER.

(L. S.) GOES.

(L. S.) VOLKMAR.

(L. S.) GRÜNBERGER.

(L. S.) MAYER-MALLENAU.

(L. S.) KRAUTMANN.

N° 670.

ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Protocole relatif à l'échange réciproque des données fournies par le recensement général périodique, signé à Berlin le 15 août 1923.

GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA

Protocol concerning the Reciprocal Exchange of Data furnished by the periodical general Census, signed at Berlin, August 15, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No.670.— PROTOKOLL¹, GEZEICHNET ZU BERLIN DEN 15 AUGUST 1923.

Textes officiels allemand et tchèque communiqués par le Consul d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 18 juillet 1924.

Die Unterzeichneten, der Ministerialdirektor im Auswärtigen Amt Herr Dr Gerhard KÖPKE als Vertreter der DEUTSCHEN REGIERUNG und der ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister der Tschechoslowakischen Republik Herr Vlastimil TUSAR als Vertreter der TSCHECHOSLOWAKISCHEN REGIERUNG, haben heute über den gegenseitigen Austausch der aus den allgemeinen periodischen Volkszählungen gewonnenen Daten nach Austausch ihrer Vollmachten folgendes vereinbart :

Artikel 1.

Die beiden Regierungen verpflichten sich, nach jeder allgemeinen periodischen auf ihren Gebieten vorgenommenen Volkszählung gegenseitig und ohne Entgelt diejenigen Verzeichnisse oder Zählkarten auszutauschen, die die Staatsangehörigen des anderen Staates betreffen. Diese Karten sollen Beschäftigung, Stand, Alter, Geschlecht, Geburtsort, Religion und die von diesen Staatsbürgern angegebene Nationalität, soweit diese Merkmale erhoben werden, enthalten.

Artikel 2.

Diese Verzeichnisse oder Zählkarten werden von der Deutschen Regierung der Tschechoslowakischen Gesandtschaft in Berlin und von der Tschechoslowakischen Regierung der Deutschen Gesandtschaft in Prag übergeben werden.

Artikel 3.

Es wird ausdrücklich festgestellt, dass die Uebergabe und Aufnahme dieser Urkunden keine Grundlage für die Identität und die Staatsangehörigkeit der beteiligten Person bildet.

Artikel 4.

Die Vereinbarung tritt am 1. Oktober 1923 in Kraft. Jede der beiden Parteien behält sich das Recht vor, sie mit einer Frist von einem Jahr zu kündigen.

BERLIN den 15. August 1923.

GEZ. KÖPKE.

¹ Voir renvoi Vol. II, page 60, de ce Recueil.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 670. — PROTOKOL¹, PODEPSANÝ V BERLÍNĚ DNE 15, SRPNA 1923.

German and Czech official texts communicated by the German Consul in Geneva. The registration of this Protocol took place on July 18, 1924.

Podepsaný ministerský ředitel v zahraničním úřadě Dr. Gerhard KÖPKE, jako zástupce německé vlády a mimořádný vyslanec a splnomocněný ministr československé republiky pan Vlastimil TUSAR jako zástupce československé vlády, vyměnivše své plné moci, se smluvili o vzájemné výměně dat vyplývajících z všeobecných periodických sčítání lidu, toto :

Článek 1.

Obě smlouvající se vlády se zavazují, že si vzájemně a bez jakýchkoliv výloh dodají po každém všeobecném na jejich území provedeném sčítání lidu seznamy, event. individualní sčítací lístky, týkající se občanů druhého státu. V lístcích těchto uvedeno býti má zaměstnání, stáří pohlaví, místo narození, náboženství a národnost od těchto státních občanů udaná, pokud tato data budou vyšetřena.

Článek 2.

Tyto seznamy event. sčítací individualní lístky budou odevzdány vládou československou německému vyslanectví v Praze a vládou německou československému vyslanectví v Berlíně.

Článek 3.

Výslovně se konstatuje, že vydání a přijetí těchto listin neprejudikuje otázkám totožnosti a státní příslušnosti dotýčných osob.

Článek 4.

Toto prohlášení nabývá platnosti 1. října 1923. Každá ze smlouvajících se stran vyhrazuje si právo je vypověděti s lhůtou jednorocní.

V BERLÍNĚ, dne 15. srpna 1923.

Gez. TUSAR.

¹ See foot-note Vol. II, page 60, of this Series.

¹ TRADUCTION.

No. 670. — PROTOCOLE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, RELATIF A L'ÉCHANGE RÉCIPROQUE DES DONNÉES FOURNIES PAR LE RECENSEMENT GÉNÉRAL PÉRIODIQUE, SIGNÉ A BERLIN LE 15 AOÛT 1923.

Les soussignés, M. le D^r Gerhard KÖPKE, Directeur au Ministère des Affaires étrangères, représentant le GOUVERNEMENT ALLEMAND, et M. Vlastimil TUSAR, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque, représentant le GOUVERNEMENT TCHÉCOSLOVAQUE,

après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, ont conclu ce jour l'arrangement suivant au sujet de l'échange réciproque des renseignements fournis par les recensements généraux périodiques de la population :

Article 1.

Les deux Gouvernements s'engagent, après chaque recensement général périodique de la population sur leurs territoires, à échanger réciproquement et gratuitement les listes ou cartes de recensement concernant les ressortissants de l'autre Etat. Ces cartes devront, pour autant que ces renseignements sont recueillis, mentionner l'occupation, la condition, l'âge, le sexe, le lieu de naissance, la religion et la nationalité indiquée par ces citoyens.

Article 2.

Ces listes ou cartes de recensement seront remises par le Gouvernement allemand à la légation tchécoslovaque à Berlin, et par le Gouvernement tchécoslovaque à la légation allemande à Prague.

Article 3.

Il est expressément stipulé que la remise et la réception de ces documents ne constituent aucune base pouvant servir à établir l'identité et la nationalité des personnes en question.

Article 4.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le premier octobre mil neuf cent vingt-trois. Chacune des deux Parties se réserve le droit de le dénoncer moyennant préavis d'un an.

BERLIN, le 15 août 1923.

Signé : KÖPKE.

Signé : TUSAR.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 670. — PROTOCOL BETWEEN GERMANY AND CZECHOSLOVAKIA
CONCERNING THE RECIPROCAL EXCHANGE OF DATA FUR-
NISHED BY THE PERIODICAL GENERAL CENSUS, SIGNED AT
BERLIN, AUGUST 15, 1923.

The undersigned, Dr. Gerhard KÖPKE, Ministerial Director in the Foreign Office, as representative of the GERMAN GOVERNMENT, and M. Vlastimil TUSAR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic, as representative of the CZECHOSLOVAK GOVERNMENT, after exchanging their full powers, have this day agreed as follows with regard to the reciprocal exchange of data obtained from the periodical general censuses :

Article 1.

Both Governments undertake, after each periodical general census taken within their territories, to effect a reciprocal exchange, free of cost, of such files or census cards as relate to the nationals of the other State. These cards shall mention the occupation, status, age, sex, place of birth and religion of the citizens in question as well as the nationality they claim in so far as the said particulars are recorded.

Article 2.

These files or census cards shall be handed over by the German Government to the Czechoslovak Legation in Berlin and by the Czechoslovak Government to the German Legation in Prague.

Article 3.

It is hereby expressly declared that the handing over and receiving of these documents is not to be regarded as proof of the identity or nationality of the persons mentioned therein.

Article 4.

The present Agreement shall come into force on October 1, 1923. Each of the two Parties reserves the right to denounce it by giving one year's notice.

BERLIN, *August 15, 1923.*

(Signed) TUSAR.
(Signed) KÖPKE.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 671.

AUTRICHE ET GRÈCE

Echange de notes établissant la réciprocité au sujet du traitement des marques de fabrique et de commerce. Vienne, le 27 mai 1924.

AUSTRIA AND GREECE

Exchange of Notes establishing reciprocity in regard to the treatment of trade marks. Vienna, May 27, 1924.

No. 671. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET HELLÉNIQUE ÉTABLISSANT LA RÉCIPROCITÉ AU SUJET DU TRAITEMENT DES MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE. VIENNE, LE 27 MAI 1924.

Texte officiel français communiqué par le représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations et par le Chargé d'Affaires de la République Hellénique, à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 21 juillet 1924.

No 76. 113/22.

VIENNE, le 27 mai 1924.

Le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche et le Gouvernement hellénique ayant convenu de conclure un accord établissant la réciprocité au sujet du traitement des marques de fabrique et de commerce, le soussigné, Ministre fédéral des Affaires étrangères, a l'honneur de porter à la connaissance de Son Excellence Monsieur l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Grèce à Vienne que le Gouvernement fédéral approuve les stipulations suivantes :

Les marques de fabrique et de commerce des entreprises ayant leur siège en Grèce jouiront, dans la République d'Autriche, de la même protection que les marques des entreprises ayant leur siège dans la République d'Autriche, à la condition que les marques de fabrique et de commerce des entreprises ayant leur siège dans la République d'Autriche jouissent en Grèce, sous réserve des dispositions de l'article 4 du Décret royal, en date du 3/16 octobre 1922, de la même protection que les marques des entreprises ayant leur siège en Grèce.

En priant Son Excellence l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Grèce de bien vouloir lui faire parvenir une note analogue à la présente, le soussigné profite de cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

(Signé) A. GRÜNBERGER.

A son Excellence
Monsieur Georges LAGOUDAKIS,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Grèce,
Vienne.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 671. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND GREEK GOVERNMENTS ESTABLISHING RECIPROCITY IN REGARD TO THE TREATMENT OF TRADE MARKS. VIENNA, MAY 27, 1924.

French official text communicated by the representative of the Austrian Federal Government accredited to the League of Nations and by the Chargé d'Affaires of the Hellenic Republic at Berne. The registration of this exchange of Notes took place July 21, 1924.

N^o 76. 113/22.

VIENNA, May 27, 1924.

The Federal Government of the Austrian Republic and the Greek Government having agreed to conclude an arrangement establishing reciprocity in the treatment of trade marks, the undersigned, Federal Minister for Foreign Affairs, has the honour to inform His Excellency the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Greece at Vienna that the Federal Government has approved the following provisions :

Trade marks of firms having their head offices in Greece shall enjoy in the Austrian Republic the same protection as trade marks of firms having their head offices in the Austrian Republic, on condition that trade marks of firms having their head offices in the Austrian Republic enjoy in Greece, subject to the provisions of Article 4 of the Royal Decree of October 3/16, 1922, the same protection as trade marks of firms having their head offices in Greece.

The undersigned has the honour to request His Excellency the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Greece to be good enough to address to him a note to the same effect, and has the honour to be, etc.

(Signed) A. GRÜNBERGER.

To His Excellency
M. Georges LAGOUDAKIS,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Greece
at Vienna.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat League of the Nations.

LÉGATION DE GRÈCE A VIENNE

N° 477 (b).

VIENNE, le 27 mai 1924.

Le Gouvernement hellénique et le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche, ayant convenu de conclure un accord établissant la réciprocité au sujet du traitement des marques de fabrique et de commerce, le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Grèce à Vienne, a l'honneur de porter à la connaissance de Son Excellence le Ministre fédéral des Affaires étrangères de la République d'Autriche que le Gouvernement hellénique approuve les stipulations suivantes :

Sous réserve des dispositions de l'article 4 du Décret royal en date du 3/16 octobre 1922, les marques de fabrique et de commerce des entreprises ayant leur siège dans la République d'Autriche jouiront, en Grèce, de la même protection que les marques des entreprises ayant leur siège en Grèce, à la condition que les marques de fabrique et de commerce des entreprises ayant leur siège en Grèce jouissent, dans la République d'Autriche, de la même protection que les marques des entreprises ayant leur siège dans la République d'Autriche.

En priant Son Excellence Monsieur le Ministre fédéral des Affaires étrangères de bien vouloir lui faire parvenir une note analogue à la présente, le soussigné profite de cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

(Signé) G. C. LAGOUDAKIS.

A Son Excellence

Monsieur Alfred GRÜNBERGER,

Ministre fédéral des Affaires étrangères, etc., etc., etc.

Vienne.

GREEK LEGATION AT VIENNA

No. 477 (*b*).

VIENNA, *May* 27, 1924.

The Greek Government and the Federal Government of the Austrian Republic having agreed to conclude an arrangement establishing reciprocity in the treatment of trade marks, the undersigned, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Greece at Vienna, has the honour to inform His Excellency the Federal Minister for Foreign Affairs of the Austrian Republic that the Greek Government has approved the following provisions :

Subject to the provisions of Article 4 of the Royal Decree of October 3/16, 1922, trade marks of firms having their head offices in the Austrian Republic shall enjoy in Greece the same protection as trade marks of firms having their head offices in Greece, on condition that trade marks of firms having their head offices in Greece enjoy in the Austrian Republic the same protection as trade marks of firms having their head offices in the Austrian Republic.

The undersigned has the honour to request His Excellency the Federal Minister for Foreign Affairs of the Austrian Republic to be good enough to address to him a note to the same effect, and has the honour to be, etc.

(Signed) G. C. LAGOUDAKIS.

To His Excellency

M. Alfred GRÜNBERGER,

Federal Minister for Foreign Affairs, etc., etc., etc.

Vienna.

N° 672.

PAYS-BAS ET PORTUGAL

Echange de notes comportant un arrangement provisoire pour le règlement des relations commerciales entre les Pays-Bas et le Portugal. Lisbonne, le 27 février 1924.

THE NETHERLANDS AND PORTUGAL

Exchange of Notes establishing a Provisional Agreement for the Regulation of Commercial Relations between the Netherlands and Portugal. Lisbon, February 27, 1924.

No. 672. — ÉCHANGE DE NOTES¹
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
NÉERLANDAIS ET PORTU-
GAIS, COMPORTANT UN AR-
RANGEMENT PROVISOIRE
POUR LE RÈGLEMENT DES
RELATIONS COMMERCIALES
ENTRE LES PAYS-BAS ET LE
PORTUGAL. LISBONNE, LE
27 FÉVRIER 1924.

No. 672. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN THE NETHER-
LANDS AND PORTUGUESE GOV-
ERNMENTS ESTABLISHING A
PROVISIONAL AGREEMENT
FOR THE REGULATION OF
COMMERCIAL RELATIONS BE-
TWEEN THE NETHERLANDS
AND PORTUGAL. LISBON,
FEBRUARY 27, 1924.

*Textes officiels français et portugais commu-
niqués par le Ministre des Pays-Bas à Berne.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu
lieu le 23 juillet 1924.*

*Official French and Portuguese texts communicated
by the Netherlands Minister at Berne. The
registration of this exchange of Notes took
place July 23, 1924.*

LEGATION DES PAYS-BAS.
N^o 59.

LISBONNE, le 27 février 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En attendant la conclusion d'un Traité de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et le Portugal, j'ai l'honneur, d'ordre du Ministre des Affaires étrangères à La Haye, de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine approuve de fixer, à partir du 1^{er} mars prochain, pour une période de six mois, un *modus vivendi* en vertu duquel les intérêts des pays susmentionnés sont garantis sur les bases suivantes :

Article 1.

Les produits du sol et de l'industrie des Pays-Bas, importés directement en Portugal

TEXTE PORTUGAIS.-PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO DOS NEGOCIOS
ESTRANGEIROS

I A. Repartição.
Processo N^o. 51/24.

LISBOA, 27 de Fevereiro de 1924.

SENHOR MINISTRO,

Aguardando a conclusão de um tratado de comercio e de navegação entre Portugal e os Países-Baixos, tenho a honra de propor a V. Exa que, a partir de 1 de Março proximo, se estabeleça por seis mezes um regime provisorio que salvguarde os interesses dos dois paises nas bases seguintes :

Artigo 1.

Os productos do solo e da industria dos Paizes-Baixos importados directamente pagarão

¹ Vol. XX, page 139, de ce Recueil.

¹ Vol. XX, page 139, of this Series.

et îles adjacentes, seront soumis au tarif minimum du tarif douanier actuellement en vigueur ou qui viendra à remplacer celui-ci pendant la durée de cet accord. La même règle sera appliquée aux produits des colonies néerlandaises pour autant qu'ils soient importés directement de ces colonies ou de la mère-patrie.

Les produits énumérés dans la liste ci-jointe, originaires des Pays-Bas ou de ses colonies, ne payeront, en Portugal, des droits plus élevés, quelle que soit leur dénomination, que ceux que payeront les produits similaires de toute autre provenance. Pour l'application de ce traitement, les Pays-Bas ne pourront pas invoquer les accords que le Portugal a conclus ou pourra conclure avec l'Espagne et le Brésil.

Article 2.

Les produits du sol et de l'industrie du Portugal et des îles adjacentes, importés directement dans les Pays-Bas, n'y seront pas assujettis à des droits autres, ni plus élevés, de quelque dénomination que ce soit, que les produits similaires d'une autre nation étrangère. La même règle sera appliquée aux produits des colonies portugaises pour autant qu'ils soient importés directement de ces colonies ou de la mère-patrie.

Article 3.

Pour ce qui concerne l'importation indirecte le transit, l'exportation et la réexportation, les deux Gouvernements se garantissent réciproquement le traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

Article 4.

Pendant la durée du présent Accord, le Gouvernement néerlandais accordera à la navigation portugaise le traitement de la nation étrangère la plus favorisée. De son côté, le Gouvernement portugais accordera à la navigation néerlandaise, sur la métropole et les îles adjacentes du Portugal une réduction de 25 % sur les droits de navigation (taxas do imposto do comercio marítimo), qui sont actuellement en vigueur ou qui viendraient à les remplacer, et il accordera à ladite navigation dans les colonies portugaises le traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

em Portugal e ilhas adjacentes a tarifa minima da pauta aduaneira actual ou da que a substituir durante a vigencia do presente acôrdo. Igual regimen sera aplicado aos productos das colonias dos Paizes-Baixos quer sejam importados directamente dessas colonias quer sejam exportados da metropole.

Os productos enumerados na tabela junta, originarios dos Países-Baixos ou das suas colonias, não pagarão em Portugal direitos mais elevados, seja qual fôr a sua denominação, de que os que pagarem os productos similares do qualquer outra procedencia. Na applicação deste tratamento, os Países-Baixos não poderão invocar os acôrds que Portugal concluiu ou vier a concluir com a Espanha e o Brazil.

Artigo 2.

Os productos do solo e da industria de Portugal e ilhas adjacentes, importados directamente, nao serao sujeitos nos Países-Baixos a direitos mais elevados, sob qualquer denominação, do que os productos similares de outra nação estrangeira. Igual regime será aplicado aos productos das colonias portuguezas, quer sejam importados directamente dessas colonias, quer sejam exportados da metropole.

Artigo 3.

Pelo que respeita á importação indirecta, ao transito, á exportação e à reexportação os dois Governos garantem-se reciprocamente o tratamento da nação estrangeira mais favorecida.

Artigo 4.

Durante a vigencia do presente acôrdo o Governo dos Paizes-Baixos concederá à navegação portugueza o tratamento da nação mais favorecida. Por seu lado o Governo Portuguez concedera à navegação dos Paizes-Baixos, na metropole e ilhas adjacentes a redução de 25 por cento sôbre as taxas do imposto do comercio marítimo actualmente em vigor ou que as vierem substituir ulteriormente, e, nas colonias portuguezas, o tratamento da nação mais favorecida.

Article 5.

Le Gouvernement néerlandais s'engage à ne pas baisser, pendant la durée du présent Accord, la limite actuelle de la force alcoolique des vins importés dans les Pays-Bas, ni à frapper les vins portugais par des droits d'octroi ou de consommation qui seraient plus élevés que ceux sur des vins similaires, tant nationaux que d'autre origine.

Article 6.

Le présent Accord sera en vigueur pendant six mois, à partir du 1^{er} mars 1924, pour se terminer le 31 août 1924.

En ajoutant que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine considère l'Accord ci-dessus comme étant entré en vigueur en vertu de la présente note, ainsi que de la note concordante que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, je saisis avec empressement cette occasion, pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) A. VAN DER GOES.

Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères,
Lisbonne.

LISTE D'ARTICLES MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 1.

Lampes électriques.
Engrais chimiques et salpêtre.
Cordages, cordes, cables et filets.
Fromage, lait condensé et autres produits laitiers.
Huiles alimentaires.
Papier et papeterie.
Tabac préparé ou brut.
Farineux et produits farineux.
Grains mondés, cassés ou broyés.
Pommes de terre.
Cires, gommes, asphalte naturel, poix, goudron et produits de graisse et de résine.
Médicaments et produits alimentaires chimiques.
Cuir et articles en cuir.
Verreries.
Fils de laine, de coton et de soie artificielle.

Artigo 5.

O Governo dos Paizes-Baixos compromete-se a não abaixar durante a vigência do presente acôrdo, o limite actual da força alcoolica dos vinhos importados nos Paizes-Baixos e a não onerar os vinhos portugueses com-direitos de barreira ou de consumo mais elevados do que os vinhos similares nacionaes ou de qualquer outra origem.

Artigo 6.

O presente acôrdo sera valido por seis mezes, entrando em vigor em 1 de Março de 1924 e terminando em 31 Agosto do mesmo anno.

Tenho a honra de comunicar a V. Exa. que o Governo Portuguez considera celebrado o acôrdo por esta nota e pela nota correspondente que V. Exa. me entregará.

Aproveito o ensejo para reiterar a V. Exa. os protestos da minha alta consideração.

DOMINGOS LEITE PEREIRA.

Senhor Jonkheer A. van der GOES,
etc., etc., etc.

TABELLA

Lampadas electricas.
Adubos quimicos e salitre.
Cordame, cordas, cabos e redes.
Queijo, leite condensado e outros productos lacticos.
Azeites alimenticios.
Papel e artigos de papelaria.
Tabaco preparado e em bruto.
Farinhas e productos farinaceos.
Cereais descascados, quebrados ou esmagados.
Batatas.
Graxas, gommas, asfalto natural, pez, alcatrão, productos d'oleos, de gorduras e de resina.
Medicamentos e productos quimicos alimenticios.
Coiro e artigos de cabedal.
Vidros.
Fio de lã, algodão e seda artificial.

Produits chimiques.
 Machines et outils pour fabriques et pour
 agriculture et instruments scientifiques.
 Margarine et autres graisses alimentaires.
 Acier et fer et articles en acier et fer.
 Boissons alcooliques et esprit de vin.
 Manufactures, étoffes et tissus, tapis et linoléum.
 Légumes, fèves, pois, lentilles et semences.
 Caoutchouc et articles en caoutchouc.
 Instruments de musique.
 Cacao et poudre de cacao, chocolat et sucreries.
 Vaisseaux de mer et d'intérieur.
 Appareils de dragage, cales sèches et élévateurs.
 Matériaux roulants et autres pour chemins
 de fer et tramways.
 Huiles minérales et dérivés.
 Brosses et pinceaux.
 Meules artificielles.
 Cuivre et articles en cuivre.
 Noir animal et os pulvérisés.
 Colle végétale et gélatine.
 Zinc et articles en zinc.
 Etain et articles en étain.
 Plomb et articles en plomb.
 Encre.
 Bois et boiseries.
 Stilligouttes.
 Tampons à encrages.
 Eponges.

Productos quimicos.
 Maquinas e utensilios para fabricas e lavoura
 e instrumentos scientificos.
 Margarina a outras gorduras alimenticias.
 Aço, ferro e artigos d'aço e de ferro.
 Bebidas alcoolicas e espirito de vinho.
 Manufacturas, estofos, tecidos, tapetes e oleados.
 Hortalica, favas, ervilhas, lentilhas e sementes.
 Caucho e objectos de caucho.
 Instrumentos de musica.
 Cacau e cacau em pó, chocolate e doces.
 Barcos maritimos e fluviaes.
 Dragas, docas e elevadores.
 Material circulante e outros para caminhos
 de ferro e tramways.
 Oleos mineraes e seus derivados.
 Escovas e pinceis.
 Rebolos artificiaes.
 Cobre e artigos de cobre.
 Carvão animal e ossos pulverisados.
 Colas vegetaes e gelatina.
 Zinco e artigos de zinco.
 Estanho e artigos de estanho.
 Chumbo e artigos de chumbo.
 Tinta de escrever.
 Madeira e parquets de madeira ;
 Bisnagas.
 Almofadas para carimbos e
 Esponjas.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS,
 DEPARTMENT I A.
 No. 51/24.

LISBON, February 27, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

Pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between the Netherlands and Portugal, I have the honour acting under instructions of the Minister for Foreign Affairs at The Hague, to inform Your Excellency that the Government of Her Majesty the Queen is willing to establish for a period of six months as from March 1st, next, a *modus vivendi*, by virtue of which the interests of the two countries shall be guaranteed on the basis of the following provisions :

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS,
 DEPARTMENT I A.
 No. 51/24.

LISBON, February 27, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

Pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between Portugal and the Netherlands, I have the honour to propose to Your Excellency the establishment for a period of six months as from March 1st, next, of a *modus vivendi*, by virtue of which the interests of the two countries shall be guaranteed on the basis of the following provisions :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 1.

Agricultural and industrial products of the Netherlands which are imported directly into Portugal and the adjacent islands shall be subjected to the minimum rate of the customs tariff which is now in force, or which may be introduced in place of the present tariff during the continuance of this Agreement. The same rule shall be applied to the products of the Netherlands colonies which are imported directly from these colonies or from the mother country.

Article 2.

The agricultural and industrial products of Portugal and the adjacent islands which are imported directly into the Netherlands shall not be liable therein to other or higher duties, no matter of what category, than the similar products of any other foreign country. The same rule shall be applied to the products of the Portuguese colonies, which are imported directly from these colonies or from the mother country.

Article 3.

As regards indirect imports, transit, exports and re-exported articles, the two Governments undertake reciprocally to accord each other the most-favoured-nation treatment.

Article 4.

So long as the present Agreement is in force the Netherlands Government shall accord the most-favoured-nation treatment to Portuguese shipping. The Portuguese Government, for its part, shall accord to Netherlands shipping arriving in Portugal and the adjacent islands a reduction of 25 % on the shipping dues (*taxas do imposto do comercio maritimo*) which are at present in force, or which may be introduced in place of those now in force, and it shall further accord the most-favoured-nation treatment to the above-mentioned shipping in the Portuguese colonies.

Article 5.

The Netherlands Government undertakes not to reduce below its present limits the percentage of alcohol which is allowed in wines imported into the Netherlands so long as the present Agreement is in force, and not to impose octroi or consumption duties higher than those which are imposed on similar wines, of native or other origin.

Article 6.

The present Agreement shall remain in force for six months from March 1, 1924, to August 31, 1924.

I have the honour to add that Her Majesty's Government considers the above Agreement as brought into force by virtue of the present Note and of the corresponding Note which Your Excellency will be good enough to send me.

I have, etc.

(Signed) A. VAN DER GOES.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

I have the honour to add that the Portuguese Government considers the above Agreement as brought into force by virtue of the present Note and of the corresponding Note which Your Excellency will be good enough to send me.

I have, etc.

(Signed) DOMINGOS LEITE PEREIRA.

To Senhor Jonkhéer A. van der GOES,
etc., etc., etc.

LIST OF ARTICLES MENTIONED IN ARTICLE I.

Electric lamps.
Fertilisers and saltpetre.
Cords, ropes, cables and nets.
Cheese, condensed milk and other dairy products.
Edible oils.
Paper and paper articles.
Prepared or raw tobacco.
Farinaceous substances and farinaceous products.
Grain peeled, broken or crushed.
Potatoes.
Wax, gums, natural asphalt, pitch, tar and grease and resin products.
Medicines and chemical food products.
Leather and leather articles.
Glass.
Wool, cotton and artificial silk yarns.
Chemical products.
Industrial and agricultural machines and implements and scientific instruments.
Margarine and other fats for food purposes.
Steel and iron and steel and iron articles.
Alcoholic beverages and spirits of wine.
Manufactures, cloths and other textile fabrics, carpets and linoleum.
Pulse, beans, peas, lentils and seed.
Rubber and rubber articles.
Musical instruments.
Cocoa and cocoa meal, chocolate and sweetmeats.
Sea-going and inland water vessels.
Dredging machines, dry docks and elevators.
Rolling stock and other railway and tramway material.
Mineral and derivative oils.
Brushes and paint-brushes.
Artificial grinding mills.
Copper and copper articles.
Animal black and bone-dust.
Vegetable glue and gelatine.
Zinc and zinc articles.
Tin and tin articles.
Lead and lead articles.
Ink.
Timber and wainscoting.
Drop-stoppers.
Rubber ink stamps.
Sponges.

N° 673.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Déclaration concernant la suppression
de la légalisation des extraits
d'actes de l'Etat civil délivrés dans
l'un de ces pays et devant être pro-
duits dans l'autre, quel que soit
l'usage auquel ils sont destinés,
signée à La Haye le 2 mai 1924.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Declaration with reference to the
abolition of the obligation to lega-
lise extracts from the Civil Regis-
ter delivered in one country for
production in the other for what-
ever purpose they may be required,
signed at The Hague, May 2,
1924.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

No. 673. — DÉCLARATION ÉCHANGÉE ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS CONCERNANT LA SUPPRESSION DE LA LÉGALISATION DES EXTRAITS D'ACTES DE L'ÉTAT CIVIL DÉLIVRÉS DANS L'UN DE CES PAYS ET DEVANT ÊTRE PRODUITS DANS L'AUTRE, QUEL QUE SOIT L'USAGE AUQUEL ILS SONT DESTINÉS, SIGNÉE A LA HAYE, LE 2 MAI, 1924.

No. 673. — VERKLARING, UITGEWISSELD TUSSCHEN NEDERLAND EN BELGIE BETREFFENDE HET ACHTERWEGE LATEN DER LEGALISATIE VAN AFSCHRIFTEN EN UITTREKSELS VAN AKTEN VAN DEN BURGERLIJKEN STAND, DIE IN EEN DER BEIDE LANDEN ZIJN OPGE-MAAKT EN IN HET ANDERE MOETEN WORDEN OVERGELEGD, ONVERSCHILLIG WAARVOOR ZIJ MOETEN DIENEN GETEEKEND TE 'S GRAVENHAGE, DEN 2DEN MEI 1924.

Textes officiels français et néerlandais communiqués par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 23 juillet 1924.

French and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Declaration took place July 23 1924.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, voulant supprimer la légalisation des extraits d'actes de l'état-civil délivrés dans l'un de ces pays et devant être produits dans l'autre, quel que soit l'usage auquel ils sont destinés, sont convenus de ce qui suit :

DE REGEERING VAN HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN, en DE REGERING VAN ZIJNE MAJESTEIT DEN KONING DE BELGEN, de legalisatie willende afschaffen van afschriften en uittreksels van akten van de Burgerlijken Stand, die in het eene land zij afgegeven en bestemd zijn om in het andere te worden overgelegd, onverschillig waarvoor zij moeten dienen,
zijn het volgende overeengekomen :

Article 1.

Les extraits d'actes de l'état-civil dressés dans l'un de ces pays ne devront être munis d'aucune légalisation pour faire foi dans l'autre

Artikel 1.

De afschriften en uittreksels van akten van den Burgerlijken Stand, opgemaakt in een der beide landen, behoeven, om in het andere land

à la condition qu'ils soient certifiés conformes par le dépositaire des registres ou son délégué et sous réserve que leur authenticité ne puisse être mise en doute. Les expéditions d'actes de l'état-civil établies en Belgique seront de plus revêtues du sceau de l'Administration communale de la localité où ils ont été dressés ou du sceau du tribunal par le greffe duquel elles ont été délivrées.

Article 2.

La présente déclaration entrera en vigueur le 15 mai 1924.

En foi de quoi, les soussignés, savoir :

M. le Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Ministre des Affaires étrangères de SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, et

Monsieur le Prince Albert DE LIGNE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, à la Haye,

dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait à La Haye, le 2 mai 1924, en double exemplaire, en langues néerlandaise et française.

(L. S.) v. KARNEBEEK.

(L. S.) Prince ALBERT DE LIGNE.

als bewijs te dienen, van geen enkele legalisatie te zijn voorzien, mits zij voor eensluidend zijn verklaard door den bewaarder der registers of zijn plaatsvervanger en de authenticiteit er van niet in twijfel kan worden getrokken. De in België opgemaakte afschriften en uittreksels van akten van den Burgerlijken Stand zullen bovendien den stempelafdruk dragen van de administratie der gemeente waar zij opgemaakt zijn of van de rechtbank door welker griffe zij zijn afgegeven.

Artikel 2.

Deze verklaring zal in werking treden op 15 Mei 1924.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden, te weten :

Jhr. Mr. H. A. VAN KARNEBEEK, Minister van Buitenlandsche Zaken van HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN, en

Prins Albert DE LIGNE, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van ZIJNE MAJESTEIT DEN KONING DER BELGEN te 's Gravenhage,

daartoe behoorlijk gemachtigd, deze verklaring hebben geteekend en van hun zegel voorzien.

Gedaan te 's Gravenhage, den 2den Mei 1924, in dubbel, in Nederlandschen en Franschen tekst.

(L. S.) v. KARNEBEEK.

(L. S.) Prince ALBERT DE LIGNE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 673. — DECLARATION EXCHANGED BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS WITH REFERENCE TO THE ABOLITION OF THE OBLIGATION TO LEGALISE EXTRACTS FROM THE CIVIL REGISTER DELIVERED IN ONE COUNTRY FOR PRODUCTION IN THE OTHER, FOR WHATEVER PURPOSE THEY MAY BE REQUIRED, SIGNED AT THE HAGUE, MAY 2, 1924.

THE GOVERNMENT OF HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, desirous of abolishing the obligation to legalise extracts from the civil register issued in one country for production in the other, for whatever purpose they may be required,

Have agreed as follows :

Article 1.

Extracts from the civil register made in either of the two countries shall not require legalisation in any form in order to be recognised as authentic in the other country, provided that they are certified as true copies by the registrar or his deputy, and that their authenticity is not open to question. Copies of extracts from the civil register drawn up in Belgium shall also bear the seal of the communal administration of the place where they were drawn up, or the seal of the court by the registrar of which they were issued.

Article 2.

The present declaration shall come into force on May 15, 1924.

In faith whereof the undersigned, namely :

The Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Minister for Foreign Affairs of HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS,

Prince Albert DE LIGNE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, at The Hague,

Being duly authorised so to do, have signed the present declaration and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate in the Dutch and French languages at The Hague on May 2, 1924.

(L. S.) VAN KARNEBEEK.

(L. S.) Prince ALBERT DE LIGNE.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 674.

HONGRIE ET ROUMANIE

Echange de notes au sujet du délai
de présentation des requêtes de-
vant le Tribunal Arbitral mixte
Hungaro-Roumain. Budapest, le
28 mai 1924.

HUNGARY AND ROUMANIA

Exchange of Notes, concerning the
limits of time for the presentation
of applications to the Hungarian-
Roumanian Mixed Arbitral Tri-
bunal. Budapest, May 28, 1924.

No. 674. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET ROUMAIN, AU SUJET DU DÉLAI DE PRÉSENTATION DES REQUÊTES DEVANT LE TRIBUNAL ARBITRAL MIXTE HUNGARO-ROUMAIN. BUDAPEST, LE 28 MAI 1924.

Texte officiel français communiqué par le Chargé d'Affaires de Hongrie à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 juillet 1924.

LÉGATION ROYALE DE ROUMANIE
EN HONGRIE.

N° 2344.

BUDAPEST, le 28 mai 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Faisant suite à ma note¹ N° 5549, en date du 27 décembre de l'année dernière, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement de prier Votre Excellence de vouloir bien entretenir ses bons offices afin que le délai du 30 juin 1924, fixé pour la présentation des réclamations devant le Tribunal mixte roumano-hongrois, soit reculé encore de six mois, vu que les conventions conclues en avril avec la délégation hongroise pour la réglementation des réclamations des sujets roumains ne sont pas encore ratifiées par les gouvernements respectifs.

En priant Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître un moment plus tôt la décision du Gouvernement hongrois concernant cette proposition, je saisis l'occasion pour lui renouveler les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Roumanie :
TR. STIRCEA m.p.

Son Excellence
Monsieur Geza DARUVÁRY,
Ministre des Affaires étrangères,
Budapest.

Pour copie conforme :
Budapest, le 17 juillet 1924.

(Signé)
Secrétaire ministériel.

¹ Vol. XX. page 263 de ce Recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 674. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE HUNGARIAN AND ROUMANIAN GOVERNMENTS CONCERNING THE LIMITS OF TIME FOR THE PRESENTATION OF APPLICATIONS TO THE HUNGARIAN-ROUMANIAN MIXED ARBITRAL TRIBUNAL. BUDAPEST, MAY 28, 1924.

French official text communicated by the Hungarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this exchange of Notes took place July 25, 1924.

ROYAL ROUMANIAN LEGATION
IN HUNGARY.

No. 2344.

BUDAPEST, May 28, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to my Note² No. 5549, dated December 27 last, I am instructed by my Government — in view of the fact that the agreements for the settlement of claims put forward by Roumanian nationals, concluded with the Hungarian Delegation in April, have not yet been ratified by the respective Governments — to request Your Excellency to use your good offices with a view to extending for a further six months the period ending June 30, 1924, which was fixed as the time-limit for submitting claims to the Roumano-Hungarian Mixed Tribunal.

I beg you to inform me at your earliest convenience of the Hungarian Government's decision regarding this proposal, and have the honour, etc.

(Signed) TR. STIRCEA,
Roumanian Minister.

His Excellency
M. Geza DARUVÁRY,
Minister for Foreign Affairs,
Budapest.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Vol. XXI, page 263 of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

M. KIR. KÜLÜGYMINISZTERIUM

80051/1924-5.

BUDAPEST, le 23 juin 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note N° 2344 en date du 28 mai dernier que Votre Excellence a bien voulu m'adresser au sujet du délai de présentation des requêtes devant le Tribunal arbitral mixte roumano-hongrois, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal hongrois accepte la proposition du Gouvernement roumain faite dans le sens que le délai du 30 juin 1924, fixé pour la présentation des requêtes devant le dit Tribunal, soit reculé encore de six mois.

En priant Votre Excellence de bien vouloir porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement de Roumanie, je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

DARUVÁRY m.p.

Son Excellence
Monsieur Traján STIRCEA,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Roumanie
à Budapest.

Pour copie conforme :

Budapest le 17 juillet 1924.

(Signé)

Secrétaire ministériel.

ROYAL HUNGARIAN MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
80051/1924-5.

BUDAPEST, *June 23, 1924.*

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your Note No. 2344, dated May 28 last, regarding the time-limit fixed for submitting claims to the Hungarian-Roumanian Mixed Arbitral Tribunal, I have the honour to inform you that the Royal Hungarian Government agrees to the Roumanian Government's proposal that the period ending June 30, 1924, which was fixed as the time-limit for submitting claims to the above-mentioned Tribunal, should be extended for six months.

I beg you to be good enough to acquaint the Roumanian Government with the foregoing, and have the honour, etc.

(Signed) DARUVÁRY.

His Excellency
Monsieur Traján STIRCEA,
Roumanian Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
at Budapest.

N° 675.

AUTRICHE ET NORVÈGE

Echange de notes relatif au maintien en vigueur de certains accords passés entre l'ancien Empire d'Autriche ou l'ancienne Monarchie austro-hongroise et le Royaume de Norvège. Berlin, le 13 juin et Vienne, le 20 juin 1924.

AUSTRIA AND NORWAY

Exchange of Notes relating to the maintenance in force of certain agreements concluded between the former Austrian Empire or the Austro-Hungarian Monarchy and the Kingdom of Norway. Berlin, June 13, and Vienna, June 20, 1924.

No. 675. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET NORVÉGIEN RELATIF AU MAINTIEN EN VIGUEUR DE CERTAINS ACCORDS PASSÉS ENTRE L'ANCIEN EMPIRE D'AUTRICHE OU L'ANCIENNE MONARCHIE AUSTRO-HONGROISE ET LE ROYAUME DE NORVÈGE. BERLIN, LE 13 JUIN, ET VIENNE, LE 20 JUIN 1924.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 juillet 1924.

LÉGATION DE NORVÈGE.

BERLIN, le 13 juin 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur de Vous confirmer, au nom du Gouvernement Royal de Norvège, que les accords passés entre le Royaume de Norvège et l'ancien Empire d'Autriche ou l'ancienne Monarchie austro-hongroise par les notes du 21 avril et du 28 juillet 1819, relatives à l'abolition réciproque du droit de détraction des héritages, par les notes du 26 juin 1900, du 20 mai 1901, du 26 mars 1902 et du 27 janvier 1903, relatives à la franchise douanière pour les effets de Chancellerie à l'usage des Consulats, ainsi que par les notes du 7 mai et du 10 juillet 1903 relatives à la signification gratuite d'actes judiciaires, continuent à être applicables dans les relations entre le Royaume de Norvège et la République d'Autriche.

En Vous priant, Monsieur le Ministre fédéral, de vouloir bien me faire parvenir une note analogue, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. SCHEEL.

Son Excellence,
Monsieur GRÜNBERGER,
Ministre fédéral des Affaires étrangères d'Autriche,
Vienne.

Copie certifiée conforme :
Le Chef du Protocole,
(s.) W. FOSS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 675. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS RELATING TO THE MAINTENANCE IN FORCE OF CERTAIN AGREEMENTS CONCLUDED BETWEEN THE FORMER AUSTRIAN EMPIRE OR THE AUSTRO-HUNGARIAN MONARCHY AND THE KINGDOM OF NORWAY. BERLIN, JUNE 13, AND VIENNA, JUNE 20, 1924.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this exchange of Notes took place July 25, 1924.

NORWEGIAN LEGATION.

BERLIN, *June 13, 1924.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, in the name of the Royal Norwegian Government, to confirm the statement that the Agreements concluded between the Kingdom of Norway and the former Austrian Empire, or the former Austro-Hungarian Monarchy, by Notes dated April 21 and July 28, 1819, with reference to the reciprocal abolition of the right to levy death duties on legacies bequeathed to aliens, by Notes of June 26, 1900, May 20, 1901, March 26, 1902, and January 27, 1903, with reference to the free passage through the customs of diplomatic property for the use of Consulates, and by Notes of May 7 and July 10, 1903, with reference to the gratuitous notification of judicial acts, continue to be applicable in the relations between the Kingdom of Norway and the Austrian Republic.

I have the honour to request you to be good enough to address to me a similar Note, and have the honour to be,

Your Excellency, etc.,

(S gned) A. SCHEEL.

To His Excellency

M. GRÜNBERGER,

Austrian Federal Minister for Foreign Affairs,
Vienna.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE
DÉPARTEMENT DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.

VIENNE, le 20 juin 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note que Vous avez bien voulu me faire parvenir à la date du 13 juin dernier, j'ai l'honneur de Vous confirmer, au nom du Gouvernement fédéral de la République d'Autriche, que les accords passés entre l'ancien Empire d'Autriche ou l'ancienne Monarchie austro-hongroise et le Royaume de Norvège par les notes du 21 avril et du 28 juillet 1819, relatives à l'abolition réciproque du droit de détraction des héritages, par les notes du 26 juin 1900, du 20 mai 1901, du 26 mars 1902 et du 27 janvier 1903, relatives à la franchise douanière pour les effets de Chancellerie à l'usage des Consulats, ainsi que par les notes du 7 mai et du 10 juillet 1903, relatives à la signification gratuite d'actes judiciaires, continuent à être applicables dans les relations entre la République d'Autriche et le Royaume de Norvège.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) GRÜNBERGER.

Son Excellence,
Monsieur Arne SCHEEL,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Norvège,
Berlin.

Copie certifiée conforme :
Le Chef du Protocole :
(s.) W. FOSS.

FEDERAL CHANCELLERY.
DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS.

VIENNA, *June* 20, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your Note dated June 13 last, I have the honour, in the name of the Federal Government of the Austrian Republic, to confirm the statement that the agreements concluded between the former Austrian Empire or the former Austro-Hungarian Monarchy and the Kingdom of Norway by Notes of April 21 and July 28, 1819, with reference to the reciprocal abolition of the right to levy death duties on legacies bequeathed to aliens, by Notes of June 26, 1900, May 20, 1901, March 26, 1902, and January 27, 1903, with reference to the free passage through the customs of diplomatic property for the use of Consulates, and by Notes of May 7 and July 10, 1903, with reference to the gratuitous notification of judicial acts, continue to be applicable in the relations between the Austrian Republic and the Kingdom of Norway.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) GRÜNBERGER.

To His Excellency
M. Arne SCHEEL,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Norway,
Berlin.

N° 676.

FINLANDE ET ISLANDE

Traité de commerce et de navigation,
signé à Helsingfors le 21 décembre 1923.

FINLAND AND ICELAND

Treaty of Commerce and Navigation,
signed at Helsingfors, December 21, 1923.

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

No. 676. — VERSLUNAR-¹ OG SIGLINGASAMNINGUR MILLI ÍSLANDS OG FINNLANDS, GERO Í HELSINGFORS HINN 21 DESEMBER 1923.

Textes officiels finnois, islandais et suédois communiqués par le Ministre de Danemark à Berne, au nom de l'Islande. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 26 juillet 1924.

Eftir að ÍSLAND og FINNLAND hafa ákveðið að gera með sjer verslunar- og siglingasamning til þess að tryggja og auka verslunar- og siglingaviðskifti á milli landanna, hefir í þessu skyni hin kgl. danska ríkisstjórn, er fer með utanríkismál Íslands í umboði þess, og ríkisstjórn lýðveldisins Finnlands kvatt sem umboðsmenn hver fyrir sína hönd :

HIN KGL. DANSKA RÍKISSTJÓRN FYRIR ÍSLAND :

Sendiherra og ráðherra í Helsingfors kammerherra FLEMMING LERCHE

STJÓRN LÝÐVELDISINS FINNLANDS FYRIR FINNLAND :

Fyrverandi verslunar- og atvinnumálaráðherra vicehjeraðshöfðingi Hj. J. PROCOPÉ og
Magister í heimsþeki Eemil HYNNINEN

og eftir að þessir aðilar höfðu skift á umboðum sínum, er reyndust vera í góðu og rjetti formi, hafa þeir orðið ásáttir um greinar þær, er hjer fara á eftir :

1. gr.

Hinir tignu samningsaðilar tryggja hvor öðrum í öllu því er að verslum, siglingum og öðrum atvinnurekstri lýtur að minsta kosti jafn góð kjör sem þau, er veitt eru eða veitt kunna að verða þjóðum þeim er bestu kjörum sæta.

2. gr.

Ríkisborgarar annars samningslandanna, svo og þar heimilisföst atvinnufjelög, allskonar samvinnufjelög, fjelög og samtök með markmiði sem er fjárhagslegs efnis, skulu svo sem í öllum öðrum efnum njóta jafngóðra kjara sem ríkisborgarar, atvinnufjelög, samvinnufjelög, fjelög og samtök þeirrar þjóðar er bestu kjörum sætir, bæði um aðgang að hinu landinu og rjett til þess að eiga þar og halda fastar eða lausar eignir, og að reka atvinnu og um sköttun þeirra sjálfra eða atvinnureksturs þeirra.

3. gr.

1. Um skilyrði fyrir innflutningi og útflutningi vara, flutningi þeirra yfir samningslandið og öðrum flutningi þeirra, sem og um innflutnings- eða útflutningsbann eða um hömlur á inn- eða útflutningi vara, skulu samningsaðilar veita hvor öðrum sömu kjör, sem sú þjóð hefir, er bestu kjörum sætir.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Helsingfors le 4 juillet 1924.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 676. — SUOMEN¹ JA ISLANNIN VÄLINEN KAUPPA- JA MERENKULKUSOPIMUS, ALLEKIRJOITETTU 21 PÄIVÄNÄ JOULUKUUTA 1923.

Finnish, Icelandic and Swedish texts communicated by the Danish Minister at Bern, on behalf of Iceland. The registration of this Treaty took place July 26, 1924.

Sittenkun SUOMI ja ISLANTI ovat, näiden kahden maan välisten kauppa- ja merenkulkusuhteiden lujittamiseksi ja kehittämiseksi, päättäneet, että kauppa- ja merenkulkusopimus niiden välillä on solmittava, ovat Suomen Tasavallan Hallitus ja Kuninkaallinen Tanskan Hallitus, joka Islannin puolesta hoitaa sen ulkoasioita, siinä tarkoituksessa kääranneet täysinvaltuutetuiksi edustajikseen.

TASAVALLAN HALLITUS, SUOMEN PUOLESTA :

Entisen kauppa- ja teollisuusministerin, varatuomari Hj. J. PROCOPÉN ja
Filosofianmaisteri Eemil HYNINEN

KUNINKAALLINEN TANSKAN HALLITUS, Islannin puolesta :

Kamariherra FLEMMING LERCHEN, Erikoislähettilään ja täysivaltaisen ministerin
Helsingissä,

jotka, vaihdettuaan päteviksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavista artikloista :

1 artikla.

Korkeat sopimuspuolet takaavat toisilleen kaikessa, mikä koskee kauppaa, merenkulkua ja muuta elinkeinotoimintaa vähintään yhtä suopean kohtelun, kuin mikä nyt tai vastedes myönnetään suosituimmalle kansalle.

2 artikla.

Toisen sopimuspuolen kansalaiset, samoinkuin siellä kotipaikka-oikeutta nauttivat yhtiöt ja osuuskunnat, olkootpa ne minkänimisiä ja minkälaatuisia tahansa, sekä yhdistykset ja yhtymät, joilla on taloudellinen tarkoituserä, nauttivat toisessa maassa, mitä tulee sekä maahanpääsyyn että oikeuteen omistaa ja hallita kiinteätä tai irtainta omaisuutta sekä harjoittaa elinkeinoa siellä sekä niiden tai niiden elinkeinon verottamiseen, samoinkuin kaikessa muussa suhteessa, yhtä suopeaa kohtelua kuin suosituimman maan kansalaiset, tahi yhtiöt, osuuskunnat, yhdistykset tai yhtymät.

3 artikla.

1. Tavarain tuonti- tai vientiehtoihin, tavarain kauttakuljetukseen ja kuljetusehtoihin sekä tuonti- tai vientikieltoihin tai tavarain tuontia tai vientiä koskeviin rajoituksiin nähden, soveltavat sopimuspuolet toisiinsa suosituimman kansan kohtelua.

¹ The exchange of ratification took place at Helsingfors July 4, 1924.

2. Ákvæðum þessarar greinar skal þó ekki beitt þegar innflutnings eða útflutningsbann eða hömlur á innflutningi eða útflutningi vara er sett eða haldið uppi :

1. til þess að tryggja almannafrið í landinu eða er talið nauðsynlegt af hlutaðeigandi ríki þegar er ófriðarástand, eða

2. af heilbrigðisástæðum eða sem varnarráðsstafanir gegn næmri sýki dýra eða jurta.

4. gr.

1. Vörur, sem eru frá Íslandi og flytjast út þaðan og vörur, sem eru frá Finnlandi og flytjast út þaðan, skulu þegar þær eru fluttar inn í hitt landið í öllu um aðflutningsgjald, tollvísitölu, aukagjald eða önnur gjöld, hverju nafni sem nefnast, er innheimt eru í sambandi við innflutning varanna, njóta að minsta kosti jafn góðra kjara sem þeirra, er veitt eru eða seinna kunna að verða veitt vörum frá hvaða þriðja landi sem er.

2. Vörur, hvaðan sem þær stafa, sem fluttar eru yfir annaðhort landið og hvort heldur þær eru geymdar í friðhöfn, frivörugeymsluhúsi, geymslu á flutningi yfir landið, eða annari tollgeymslu eða ei, skulu, þá er þær eru fluttar inn í annaðhvort landið um aðflutningsgjald og öll önnur gjöld, sem og að öllu öðru leyti, njóta að minsta kosti jafngóðra kjara og þeirra, er þær ættu að njóta ef þær væru innfluttar beint frá landinu, sem þær stafa frá.

3. Vörur, sem fluttar eru út frá öðruhvoru landinu til hins skulu í öllu um útflutningsgjald og tollvísitölu einnig um aukagjald eða önnur gjöld hverju nafni sem nefnast, sem innheimt eru í sambandi við útflutning vara, einnig njóta sömu meðferðar sem vörur, er fluttar eru út til lands, er nýtur bestu kjara.

4. Samningsaðilar heita auk þess hvor öðrum sömu rjettindum sem sú þjóð nýtur, er bestu kjörum sætir, um tollmeðferð, tollafgreiðslureglur, endurgreiðslu á greiddum tollum og innlagning vara í tollgeymslu, meðferð þeirra þar og gjöld þau, sem þaraf leiða.

5. Einnig skal hvort landið njóta sömu kjara sem sú þjóð, er bestu kjörum sætir um innanlands gjöld.

5. gr.

1. Þjóðerni skipa skal viðurkenna gagnkvæmt í samræmi við skjöl þau og skirteini, er skipinu fylgja og útgefin eru í þessu skyni af hlutaðeigandi yfirvöldum í öðruhvoru landinu samkvæmt þar gildandi löggjöf, og sem heimila að nota fána hlutaðeigandi lands.

2. Með sjerstökum samningum má ákveða, að hve miklu leyti mælingabrjef og önnur mælingaskjöl svo og skirteini um að skipið sje sjófært, sem gefin eru út af hlutaðeigandi yfirvöldum í öðru landinu, skuli tekin gild í hinu.

6. gr.

1. Íslensk skip og farmar þeirra skulu í Finnlandi, og finsk skip og farmar þeirra skulu á Íslandi njóta sömu meðferðar, sem veitt eru skipum og farni þeirra þjóða, er bestu kjörum sæta, sjerstaklega um hverskonar gjöld og rjettindi skipa og ívilnanir viðvikjandi fermingu og affermingu vara, svo og að því er viðkemur öllum formatriðum um siglingar, skip, farma og skipshafnir.

2. An tillits til annara ákvæða þessarar greinar, gilda í hvoru landinu um sig um skyldu skipa frá hinu landinu til þess að taka hafnsögumann, þau ákvæði, sem gilda þar alment í því efni um útlend skip.

2. Tämän artiklan määräyksiä ei ole kuitenkaan sovellettava, kun tuonti- tai vientikieltojen tahi tavarain tuontia tai vientiä koskevien rajoitusten asettaminen taikka voimassapitäminen

1. tarkoittaa maan yleistä turvallisuutta tai on asianomaisen valtion mielestä vallitsevan sotatilanteen aiheuttama ; tahi

2. aiheutuu terveyspoliittisista syistä tai suojelustoimenpiteistä tarttuvien karja- tai kasvitautien ehkäisemiseksi.

4 artikla.

1. Tavarat, jotka ovat peräisin Suomesta ja sieltä viedään kuin myös tavarat, jotka ovat peräisin Islannista ja sieltä viedään, nauttivat, niitä toiseen maahan tuotaessa, tuontitulleihin ja tullikoeffisientteihin, samoin kuin lisämaksuihin ja muihin maksuihin nähden, olkootpa ne minkä nimisiä ja minkälaatuisia tahansa, joita kannetaan tavaroita maahantuotaessa, vähintään yhtä suopeaa kohtelua, kuin mikä on myönnetty tahi vastedes myönnetään minkä kolmannen maan tavaroille tahansa.

2. Mitä alkuperää tahansa olevat tavarat, jotka kuljetetaan toisen maan kautta, panemalla vapaasatamaan, vapaavarastoon, kauttakulkuvarastoon tai muuhun tullivarastoon tahi ilman sitä, nauttivat, niitä toiseen maahan tuotaessa, tuontitulleihin ja kaikkiin muihin maksuihin nähden sekä kaikessa muussa suhteessa vähintään yhtä suopeaa kohtelua, kuin mikä niille annettaisiin siinä tapauksessa, että ne tuotaisiin suoraan alkuperämaasta.

3. Tavarat, jotka jommastakummasta maasta viedään toiseen maahan, nauttivat niinkään, mitä tulee vientitulleihin ja tullikoeffisientteihin samoin kuin lisämaksuihin tahi muihin minkä nimisiin ja minkälaatuisiin maksuihin tahansa, joita kannetaan tavaroita maastavietäessä, samaa kohtelua kuin tavarat, jotka viedään suosituimpaan maahan.

4. Molemmat sopimuspuolet takaavat toisilleen suosituimman kansan oikeuden myöskin mitä tulee tullikäsittelyyn, tullimuodollisuuksiin, tullipalautuksiin ja tavarain tullivarastoonpanoon ja käsittelyyn siinä sekä tästä meneviin maksuihin.

5. Samoin on suosituimmuutta sovellettava sisäisiin maksuihin.

5. artikla.

1. Aluksen kansallisuus on molemminpuolisesti tunnustettava niiden aluksen mukana olevien asiakirjain ja todistusten nojalla, jotka kummankin maan asianomaiset viranomaiset ovat siellä voimassaolevien lainmääräysten mukaisesti tätä tarkoitusta varten antaneet ja jotka oikeuttavat aluksen käyttämään asianomaisen maan lippua.

2. Erikoissopimuksilla voidaan sopia, missä määrin toisen maan asianomaisten viranomaisten antama mittakirja ja muu mittausasiakirja sekä merikelpoisuustodistus on toisessa maassa hyväksyttävä.

6 artikla.

1. Suomalaisille laivoille ja niiden lasteille on annettava Islannissa ja islantilaisille laivoille ja niiden lasteille Suomessa suosituimman maan aluksille ja niiden lasteille taattu kohtelu, erittäinkin, mitä tulee kaikenlaisiin maksuihin sekä alusten oikeuteen ja etuihin tavarain lastauksen ja purkauksen suhteen, samoin kuin kaikkiin merenkulkua, alusta, lastia ja miehistöä koskeviin muodollisuuksiin nähden.

2. Muista tämän artiklan määräyksistä riippumatta on toisen sopimuspuolen alusten velvo li- suudesta käyttää luotsia kummassakin maassa voimassa, mitä siellä ulkomaalaisista aluksista tässä suhteessa on yleensä säädetty.

7. gr.

1. Ef skip, sem á heima í öðruhvoru landinu, strandar eða því hlekkist á innan svæðis hins landsins, skulu yfirvöldin á staðnum, svo fljótt sem unt, er tilkynna það næsta verslunarfulltrúa hins fyrnefnda ríkis, og skulu yfirvöldin veita honum aðstoð í viðleitni hans að gæta allra hagsmuna við björgun skips og farms.

2. Engan toll skal greiða af vörum þeim, sem bjargað er, nema svo sje, að vörurnar verði teknar til notkunar í landinu.

8. gr.

Ákvæði samnings þessa heimila hvorugum samningsaðila að reka strandferðir (cabotage) við strendur hins landsins, eða gera kröfu til þeirra hlunninda, sem veitt eru eða veitt kunna að verða fiskiveiðum landsins sjálfs. Til strandferða teljast þó ekki siglingar á Petsamo.

9. gr.

Samkvæmt þessum samningi á Ísland ekki tilkall til að verða aðnjótandi :

1. ívilnana þeirra, sem Finnland hefir veitt, eða síðar kann að veita löndum þeim, er að því liggja, til þess að greiða fyrir umferðum á svæðinu beggja megin landamæra, þó ekki á breiðara svæði en 15 kilometrum hvoru megin,

2. ívilnana þeirra, sem Finnland hefir veitt eða síðar kann að veita Estlandi,

3. ívilnana þeirra um skyldur til þess að taka hafnsögumann, sem Finnland hefir veitt Svíþjóð og sem ræðir um í samningi dagsettum 17. ágúst 1872 og tilskipun 21. maí 1920. Sama er og þótt svo skipist, að ívilnanir þær, er ræðir um í ofangreindum samningum, verði síðar látnar ná til samskra skipa alt að 125 nettó smálestatali, eða

4. ívilnana þeirra, sem Finnland hefir veitt eða síðar kann að veita Rússlandi um fiskiveiðar og selaveiðar innan finskrar landhelgi í Norður-Íshafinu.

Þó tryggir Finnland Íslandi í öllum ofangreindum atriðum að minsta kosti jafnhagkvæm kjör, sem það veitir eða síðar kann að veita hverju landi, sem er öðru en því landi eða þeim löndum, sem ofangreindar tilslakanir í samræmi við framanskráð hafa verið veittar eða framvegis kunna að verða veittar.

10. gr.

Með ákvæðum samnings þessa hefir Finnland ekki heitið Íslandi þeim sjerstöku ívilnunum, sem ræðir um í 2. og 6 gr. í verslunarsamningnum sem gerður var 13. júlí 1921 milli Finnlands og Frakklands, þó þannig að þessi fyrirvari nær ekki til þess atriðis er ræðir um í 4. gr. 2. lið þessa samnings og heldur ekki til þeirra vara, er nefndar eru í hjálagðri skrá sem eru frá Íslandi og fluttar eru þaðan til Finnlands, því um þessar vörur skal Ísland, á meðan samningurinn við Frakkland er í gildi, njóta sömu hlunninda sem veitt eru síðastnefndu landi. Um aðrar vörur, sem rætt er um í 2. gr. nefnds samnings, en ekki eru taldar í ofangreindri skrá, á Ísland að njóta sömu kjara sem sú þjóð, er bestu kjörum sætir, svo framarlega sem hlunnindi þau, sem Frakklandi eru veitt viðvikjandi þessum vörum, verða veitt fleirum en einu landi öðru.

11. gr.

Samning þenna skal fullgilda og skal skift á fullgildingum, svo fljótt sem unt er í Helsingfors. Samningurinn gildir frá þeim degi, að skift hefir verið á fullgildingum og skal hann vera í gildi í eitt ár frá því að honum hefir verið sagt upp af öðrumhvorum samningsaðila.

7 artikla.

1. Jos toisesta maasta kotoisin oleva alus on joutunut karille tai kärsinyt haaksirikon toisen maan alueella on asianomaisten paikallisten viranomaisten mahdollisimman pian siitä ilmoitettava ensinmainitun maan lähimmälle konsuliedustajalle sekä oltava hänelle avuksi hänen pyrkinessään valvomaan asianomaisten etuja, alusta ja lastia pelastettaessa.

2. Tullia pelastetuista tavaroista ei saa kantaa, elleivät ne jää käyttöä varten maahan.

8 artikla.

Tämän sopimuksen määräykset eivät oikeuta kumpaakaan sopimuspuolta harjoittamaan rannikkolaivaliikennettä (cabotage) toisen maan rannikoilla, eivätkä vaatimaan niitä etuja, jotka on myönnetty tahi vastedes myönnetään oman maan kalastuselinkeinolle. Rannikkolaivaliikenteeseen ei lueta liikennettä Petsamoon.

9 artikla.

Tämän sopimuksen perusteella Islanti ei voi vaatia itselleen

1:o niitä etuja jotka Suomi on myöntänyt tahi vastedes myöntää siihen rajoitetuville valtioille paikallisliikenteen edistämiseksi rajan molemmilla puolilla, alueella, joka saa kummallakin puolella olla korkeintaan 15 kilometriä leveä ;

2:o niitä etuja, jotka Suomi on myöntänyt tahi vastedes myöntää Virolle ;

3:o niitä luotsinottovelvollisuutta koskevia etuja, jotka Suomi on myöntänyt Ruotsille ja jotka mainitaan julistuksessa 17 päivästä elokuuta 1872 ja asetuksessa 21 päivästä toukokuuta 1920, ei myöskään siinä tapauksessa, että edelläsanotussa julistuksessa myönnetty edut vastaisuudessa ulotettaisiin koskemaan ruotsalaisia aluksia aina 125 nettorekisteritonnin kantavuuteen saakka ; tahi

4:o niitä etuja, mitkä Suomi on myöntänyt tai vastedes myöntää Venäjälle kalastukseen ja hylkeenpyyntiin nähden aluevesillään Pohjoisella Jäämerellä.

Kuitenkin takaa Suomi kaikissa edellämainituissa suhteissa Islannille vähintään yhtä suopean kohtelun, kuin mitä sovelletaan mihin muuhun valtaan tahansa kuin siihen tai niihin, joille yllämainitut edut edelläsanotun mukaan on annettu tahi annetaan.

10 artikla.

Tämän sopimuksen määräysten kautta Suomi ei ole myöntänyt Islannille niitä erikoisetuja, jotka mainitaan Suomen ja Ranskan välillä heinäkuun 13 päivänä 1921 solmitun kauppasopimuksen 2 ja 6 artiklassa, kuitenkin siten, ettei tämä ehto koske edellä tämän sopimuksen IV artiklan 2 kohdassa mainittuja tapauksia, eikä myöskään ohellisessa luettelossa mainittuja tavaroita, jotka ovat peräisin Islannista ja sieltä tuodaan Suomeen, mihin tavaroihin nähden Islanti nauttii, niinkauan kuin sopimus Ranskan kanssa on voimassa, samoja etuja kuin mitkä on myönnetty viimeainitulle maalle. Mitä tulee muihin kysymyksessä olevan sopimuksen 2 artiklassa mainittuihin tavaroihin kuin niihin, jotka on edelläsanottuun luetteloon otettu, kohdellaan Islantia suosituimman maan tavoin, jos Ranskalle näihin tavaroihin nähden myönnetty edut annetaan useammalle kuin yhdelle muulle maalle.

11 artikla.

Tämä sopimus on ratifioitava ja ratifioimisasiakirjat niin pian kuin mahdollista vaihdettava Helsingissä. Se tulee voimaan heti kun ratifioimisasiakirjat on vaihdettu ja pysyy voimassa, kunnes vuosi on kulunut siitä, jolloin jompikumpi sopimuspuoli on toiselle ilmoittanut irtisanovansa sen.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 676. — HANDELS- OCH SJÖFARTSFÖRDRAG MELLAN FINLAND
OCH ISLAND, UNDERTECKNAT DEN 21 DECEMBER 1923.

Sedan FINLAND och ISLAND i avsikt att stärka och utveckla handels- och sjöfartsförbindelserna mellan de två länderna beslutit, att en handels- och sjöfartstraktat emellan dem skall uppgöras, hava i sådant avseende Republiken Finlands Regering och Kungliga Danska Regeringen, som på Islands vägnar sköter dess utrikesangelägenheter, till sina befullmäktigade ombud utsett :

REPUBLIKENS REGERING, FÖR FINLAND :

Förre handels- och industriministern, vicehäradshövdingen Hj. J. PROCOPÉ och
Filosofiemagistern Eemil HYNINEN

KUNGLIGA DANSKA REGERINGEN, FÖR ISLAND :

Kammarherre FLEMMING LERCHE, Utomordentligt sändebud och befullmäktigad minister i
Helsingfors,

vilka, efter att hava utväxlat sina fullmakter som befunnits i god och behörig form, överenskommit om följande artiklar :

Artikel 1.

De höga fördragsslutande parterna tillförsäkra varandra i allt det, som rör handel, sjöfart och annan näringsverksamhet, en minst lika gynnsam behandling, som tillerkännes eller framdeles kan komma att tillerkännas mestgynnad nation.

Artikel 2.

Medborgare, tillhörande den ena fördragsslutande staten, ävensom därstädes hemmahörande bolag, och andelslag av vad namn och slag de vara må, samt föreningar och sammanslutningar med ekonomiskt syftemål, skola i avseende såväl å tillträde till det andra landet, som å rätt att äga och besitta fast eller lös egendom samt att driva näring därstädes liksom i fråga om beskattning av dem eller deras näring ävensom i varje annat avseende i sistsagda land åtnjuta lika gynnsam behandling som mestgynnad nations medborgare eller bolag, andelslag, föreningar eller sammanslutningar.

Artikel 3.

1. I avseende å villkor för införsel eller utförsel av varor, varors transitering och transportförhållanden samt i fråga om införsel- eller utförselförbud eller restriktioner å införsel eller utförsel av varor skola de fördragsslutande parterna gentemot varandra tillämpa mestgynnad nations behandling.

2. Dock skola bestämmelserna i denna artikel icke äga tillämpning, då införande eller upprätthållande av införsel eller utförselförbud eller av restriktioner i avseende å införsel eller utförsel av varor.

I:o avser den allmänna säkerheten i landet eller av vederbörande stat anses påkallat av rådande krigsförhållanden ; eller

2:o föränledes av sanitära hänsyn eller skyddsåtgärder mot smittosamma kreaturs- eller växtsjukdomar.

Artikel 4.

1. Varor som härröra från och utföras från Finland, liksom varor som härröra från och utföras från Island, skola vid införseln till det andra landet i avseende å införseltullar och tullkoefficienter, ävensom i avseende å tilläggsavgifter eller andra avgifter av vad namn och slag de vara må, som vid införsel av varor uppbäras, åtnjuta en minst lika gynnsam behandling, som medgivits eller kan komma att medgivas varor från vilket som helst tredje land.

2. Varor av vilket som helst ursprung, vilka transito föras genom det ena landet med eller utan uppläggning i frihamn, frilager, transitupplag eller annat tullnederlag, skola i avseende å införseltullar och alla andra avgifter, samt i varje annat avseende vid införsel till det andra landet åtnjuta en minst lika gynnsam behandling, som skulle komma dem till del, därest de infördes direkte från ursprungslandet.

3. Varor, som från någotdera landet utföras till det andra, skola i avseende å utförseltullar och tullkoefficienter, ävensom i avseende å tilläggsavgifter eller andra avgifter av vad namn och slag de vara må, som vid utförsel av varor uppbäras, likaså åtnjuta samma behandling som varor, vilka utföras till mestgynnadt land.

4. De båda fördragsslutande parterna tillförsäkra varandra mestgynnadt nations rätt jämväl i avseende å tullbehandling, tullformalityter, tullrestitutioner och varors insättande och behandling å tullnederlag samt avgifterna härför.

5. Likaledes skall mestgynnadt behandling tillämpas i fråga om inre avgifter.

Artikel 5.

1. Fartygs nationalitet skall ömsesidigt erkännas i enlighet med de av fartyget medförda handlingar och bevis, som av vederbörande myndigheter i vartdera landet blivit i enlighet med därstädes gällande lagbestämmelser för sådant ändamål utfärdade och som berättiga fartyget att föra respektive lands flagga.

2. Genom särskilda konventioner kan träffas avtal om, i vad mån mätbrev och annan mätningshandling samt certifikat angående sjöduglighet, vilka utfärdas av vederbörande myndigheter i det ena landet, skola i det andra godkännas.

Artikel 6.

1. Finska fartyg och deras last skola i Island samt isländska fartyg och deras last skola i Finland åtnjuta mestgynnadt nations fartyg och deras last tillförsäkrad behandling, synnerligast i fråga om avgifter av varje slag samt fartygs rätt och förmåner i avseende å inlastning eller utlossning av varor ävensom med hänsyn till alla formalityter rörande sjöfart, fartyg, last och besättning.

2. Oberoende av andra i denna artikel ingående bestämmelser är likväl angående skyldigheten för fartyg, tillhörande den andra fördragsslutande parten, att anlita lots i vartdera landet gällande, vad i allmänhet där i detta avseende stadgats angående utländska fartyg.

Artikel 7.

1. Har ett fartyg, hemmahörande i ettdera landet, strandat eller lidit skeppsbrott inom det andra landets område skall närmaste konsulära representant för förstnämnda land snarast möjligt

underrättas därom av de lokala myndigheterna, som härvid skola vara honom behjälpliga i hans strävan att tillvarataga vederbörandes intressen vid bärgning av fartyg och last.

2. Tull för bärgade varor skall icke uppbäras, såframt icke varorna övergå till förbrukning inom landet.

Artikel 8.

I detta fördrag ingående bestämmelser skola icke berättiga någondera fördragsslutande parten att driva kustfart (cabotage) vid det andra landets kuster eller att göra anspråk på de förmåner, som beviljats eller framdeles kunna komma att beviljas det egna landets fiskerinäring. Till kustfart räknas icke trafiken på Petsamo.

Artikel 9.

På grund av detta fördrag kan Island icke påyrka att komma i åtnjutande av

1:o de fördelar, vilka Finland beviljat eller kan komma att bevilja angränsande stater till underlättande av lokaltrafiken på båda sidorna om gränsen, dock icke utöver 15 kilometers bredd på vardera sidan ;

2:o de förmåner, vilka Finland beviljat eller framdeles kan komma att bevilja Estland ;

3:o de förmåner, beträffande skyldigheten att anlita lots, vilka Finland medgivit Sverige och vilka omnämns i deklarationen den 17 augusti 1872 och förordningen den 21 maj 1920, jämväl för det fall att i förenämnda deklaration medgivna förmåner framdeles skulle utvidgas att gälla svenska fartyg av ända till 125 netto registertons dräktighet ; eller

4:o de förmåner, vilka Finland beviljat eller framdeles kan komma att bevilja Ryssland med avseende å fiske och sälfångst i sina territorialvatten i Norra Ishavet.

Likväl tillförsäkrar Finland i alla ovannämnda avseenden Island en minst lika gynnsam behandling, som den, vilken iakttages i förhållande till vilken som helst annan makt, än den eller dem, åt vilka ovannämnda förmåner enligt förestående hänvisningar givits.

Artikel 10.

Genom bestämmelserna i detta fördrag har Finland icke medgivit Island de speciella förmåner, vilka omnämns i art. 2 och 6 av den mellan Finland och Frankrike den 13 juli 1921 ingångna handelskonventionen, dock sålunda, att detta förbehåll icke gäller det i art. IV mom. 2 av detta fördrag nämnda fall, ej heller de i bilagda förteckning nämnda varor, som härröra från och införas från Island till Finland, i avseende å vilka Island skall, så länge konventionen med Frankrike består, komma i åtnjutande av samma fördelar, som beviljats sistsagda land. Försåvitt angår andra varor, som avses i art. 2 av ifrågavarande konvention, än de i förenämnda förteckning upptagna, skall Island åtnjuta mestgynnad nations behandling, såframt de åt Frankrike för sådana varor medgivna förmånerna givas åt mera än ett annat land.

Artikel 11.

Detta fördrag skall ratificeras och ratifikationsurkunderna så snart som möjligt utväxlas i Helsingfors. Det träder i kraft från dagen för ratifikationsurkundernas utväxlande och skall där- efter gälla intill dess ett år förflutit sedan detsamma blivit av någondera parten uppsagt.

Pessu til staðfestu hafa umboðsmenn beggja aðila undirritað samning þenna og sett við innsigli sín.

Vakuudeksi ovat molempien puolten valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen sineteillään.

Till bekräftelse härav hava de båda parterna fullmäktige undertecknat detta fördrag och försett detsamma med sina sigill.

Gerð í tveim eintökum í Helsingfors hinn 21 desember 1923.

Tehtiin Helsingissä, kahtena kappaleena, joulukuun 21 päivänä 1923.

Som skedde i Helsingfors, i två exemplar, den 21 december 1923.

(Signé) F. LERCHE.

(Signé) PROCOPÉ.
EEMIL HYNNINEN.

SKRÁ

LUETTELO

yfir vörur þær sem Ísland á einnig að verða aðnjótandi um hinna sömu tollfivlnana sem þeirra er Finnland hefir veitt Frakklandi samkvæmt 2. grein verslunarsamnings þess, sem gerður var milli Finnlands og Frakklands 13. júlí 1921 á meðan samningur sá er í gildi.

niistä tavaroista, joihin nähden ne tulliedut, jotka Suomi on myöntänyt Ranskalle heinäkuun 13 päivänä 1921 solmitun kauppasopimuksen 2 artiklan mukaisesti, myöskin myönnetään Islannille, niin kauan kuin mainittu sopimus on voimassa.

No. i finsku
tollhæðar-
skránni

vöruskrá

Suomen
tullitaksan
nimike

Nimitys

Niðursoðnar vörur í loftþjettum
umbúðum.
142 Ansjósur, sardínur og aðrar teg-
undir fiskjar.
151 Niðursoðnar vörur, aðrar teg-
undir.

Säilykkeet, ilmanpitävästi sulje-
tuissa pakkauksissa :
142 Anjovis, sardellit ja kala, muun-
lainen,
151 Säilykkeet, muunlaiset.

FÖRTECKNING

över

de varor, med avseende å vilka tullförmåner, som Finland beviljat Frankrike i enlighet med art. 2 av den mellan Finland och Frankrike den 13 juli 1921 slutna handelskonventionen, jämväl skola tillkomma Island, så länge sagda konvention är i kraft.

N:o 1
finska
tariffen

Förteckning över produkterna

Konserver i hermetiskt tillslutna förpackningar :
142 Anjovis, sardiner och fisk, andra slag,
151 Konserver, andra slag.

VIOBÓTARBÓKUN.

LISÄPÖYTÄKIRJA

Um leið og framanritaður verslunar- og siglingasamningur milli Íslands og Finnlands var í dag undirskrifaður, hafa umbösmenn beggja aðila, samkvæmt þartil gefnu umboði, orðið ásáttir um það, er hjer fer á eftir :

Sjerhver aðdila hefir, án tillits til ákvæða í 3. gr. samnings þessa, heimild til, á grundvelli almennra ráðstafana, að banna innflutning frá landi hins aðila, eða frá sjerhverju þriðja landi, á slíkum frævörum, sem full ástæða er til að óttast að ekki sjeu hentugar landinu, sem þær eiga að flytjast inn í, þó með því skilyrði, að þær frumreglur, sem beitt er gagnvart frævörum annars aðila, sjeu þær hagkvæmustu sem beitt er gegn þesskonar vörum frá sjerhverju öðru landi.

Þessu til staðfestu hafa umboðshafar gert þessa bókun, sem á að hafa sama gildi og áhrif eins og ákvæði hennar væru tekin upp í sjálfan samninginn.

Gerð í tveim eintökum í Helsingfors, hinn 21 desember 1923.

Allekirjoittaessaan tänä päivänä Suomen ja Islannin välisen kauppa- ja merenkulkusopimuksen ovat molempain puolten edustajat, siihen asianmukaisesti valtuutettuina, sopineet seuraavasta lisäsopimuksesta :

Sopimuksen III artiklasta riippumatta voi kumpikin sopimuspuoli yleisten määräysten perusteella kieltää sellaisen siementavaran tuonnin toisen sopimuspuolen alueelta, samoin kuin jokaisesta muusta maasta, josta siemenestä on syytä epäillä, ettei se tuontimaassa menesty, edellyttäen, että ne periaatteet, joita sovelletaan toisen sopimuspuolen siementavaroihin, ovat suopeimmat, mitä sovelletaan sellaisiin minkä kolmannen maan tahansa tavaroihin.

Vakuudeksi ovat valtuutetut edustajat laatineet tämän pöytäkirjan, jonka voima ja vaikutus on oleva sama kuin jos sen määräykset olisi otettu itse sopimukseen.

Tehtiin Helsingissä, kahtena kappaleena, joulukuun 21 päivänä 1923.

TILLÄGGSPROTOKOLL.

Vid undertecknandet denna dag av handels- och sjöfartsfördraget mellan Finland och Island hava de båda parterna fullmäktige därtill vederbörligen bemyndigade, enats om följande ytterligare överenskommelse :

Oberoende av art. III i detta fördrag äger vardera parten på grund av allmänna bestämmelser förbjuda införsel från den andra partens område, liksom från varje annat land, av sådana frövaror, om vilka med fog kan befaras, att desamma ej gå väl i importlandet, under förutsättning att de grundsatser, vilka i förhållande till den andra partens frövaror tillämpas, äro de gynnsammaste, vilka med avseende å sådana varor från vilket som helst tredje land iakttagas.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade ombuden upprättat detta protokoll, som skall hava samma kraft och verkan, som om dess bestämmelser vore införda i själva fördraget.

Som skedde i Helsingfors, i två exemplar, den 21 december 1923.

(Signé) F. LERCHE.

(Signé) PROCOPÉ.

EEMIL HYNNINEN.

LOKABÓKUN.

Um leið og framanritaður verslunar- og siglingasamningur milli Íslands og Finnlands var í dag undirskrifaður, hafa umboðsmenn beggja aðila, samkvæmt þartil gefnu umboði, orðið ásáttir um það er hjer fer á eftir :

Vegna samningsástands þess sem er milli Íslands og Danmerkur samkvæmt ákvæðum íslensk-danskra sambandslaga frá 30. nóvember 1918, leiðir það af sjálfu sjer, að frá Finnlands hálfu er ekki unt vegna ákvæða samnings þessa að gera kröfur til þeirra sjerstöku rjettinda, sem Ísland hefir veitt Danmörku eða kann að veita síðar.

Til staðfestu þessu hafa umboðshafar undirritað þessa bókun og sett undir hana innsigli sín.

Gerð í tveim eintökum í Helsingfors, hinn 21 desember 1923.

PÄÄTÖSPÖYTÄKIRJÄ

Allekirjoittaessaan tänä päivänä Suomen ja Islannin välisen kauppa- ja merenkulkusopimuksen ovat molempain puolten edustajat, siihen asianmukaisesti valtuutettuina, sopineet seuraavasta :

Huomioonottaen Islannin ja Tanskan välillä islantilais-tanskalaisen marraskuun 30 päivänä 1918 annetun liittolain sisällön mukaisesti vallitsevan suhteen, on itsestään selvää, ettei Suomi voi yllämainitun sopimuksen määräysten perusteella vaatia niitä erikoisetuja, jotka Islanti on myöntänyt tahi vastedes myöntää Tanskalle.

Vakuudeksi ovat valtuutetut edustajat allekirjoittaneet tämän pöytäkirjan ja varustaneet sen sineteillään.

Tehtiin Helsingissä, kahtena kappaleena, joulukuun 21 päivänä 1923.

SLUTPROTOKOLL.

Vid undertecknandet denna dag av handels- och sjöfartsfördraget mellan Finland och Island hava de båda parternas fullmäktige, därtill behörigen bemyndigade, enats om följande :

Med avseende å det mellan Island och Danmark i överensstämmelse med innehållet av den isländsk-danska förbundslagen den 30 november 1918 rådande förhållandet, är utan vidare givet, att Finland icke på grund av i ovannämnda traktat ingående bestämmelser skall kunna fordra de särskilda förmåner, som Island medgivit eller framdeles kan komma att medgiva Danmark

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade ombuden undertecknat detta protokoll, och försett detsamma med sina sigill.

Som skedde i Helsingfors, i två exemplar, den 21 december 1923.

(Signé) F. LERCHE.

(Signé) PROCOPÉ.

EEMIL HYNNINEN.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 21 juillet 1924.

Pour le Chef du
Service danois de la Société des Nations,

p. int.
Paul FRIIS.

¹ TRADUCTION.

No. 676. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA FINLANDE ET L'ISLANDE, SIGNÉ A HELSINGFORS LE 21 DÉCEMBRE 1923.

La FINLANDE et l'ISLANDE, ayant décidé de conclure un traité de commerce et de navigation, pour raffermir et développer les relations commerciales et maritimes existant entre les deux pays, le Gouvernement de la République de Finlande et le Gouvernement du Royaume de Danemark, chargé des Affaires extérieures de l'Islande, ont, à cet effet, désigné comme plénipotentiaires :

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Hj. J. PROCOPÉ, ancien Ministre du Commerce et de l'Industrie et juge suppléant de district ;
le Dr Eemil HYNNINEN ;

POUR LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE DANEMARK, agissant au nom de l'ISLANDE :

M. FLEMMING LERCHE, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Helsingfors,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de s'accorder réciproquement, pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation et toutes autres entreprises, un traitement au

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 676. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN FINLAND AND ICELAND, SIGNED AT HELSINGFORS, DECEMBER 21, 1923.

FINLAND and ICELAND, having decided to conclude a treaty of commerce and navigation with a view to strengthening and developing trade and shipping relations between the two countries, the Government of the Republic of Finland and the Royal Danish Government, which is in charge of the foreign affairs of Iceland, have for that purpose appointed as their plenipotentiary representatives the following :

FOR THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Hj. J. PROCOPÉ, Formerly Minister of Trade and Industry and Deputy District Judge, and
Dr. Eemil HYNNINEN.

FOR THE ROYAL DANISH GOVERNMENT, on behalf of Iceland :

M. FLEMMING LERCHE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Helsingfors,

who after having exchanged their full powers, which were found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to grant each other, in all matters connected with trade, shipping and other enterprises, treatment at least as favourable as that which

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

moins aussi favorable que celui qui est actuellement accordé ou pourra ultérieurement être accordé à la nation la plus favorisée.

is or may hereafter be granted to the most-favoured nation.

Article 2.

Les nationaux, sociétés, entreprises commerciales, quelles que soient leur nature et leur désignation, ainsi que les unions et associations poursuivant des buts commerciaux, qui ressortissent à l'un des Etats contractants, auront le droit, en ce qui concerne leur accès dans l'autre pays, de détenir ou de posséder tous biens meubles ou immeubles et d'y poursuivre leur activité commerciale. Les impôts qui seront perçus sur eux et sur leurs entreprises, ainsi qu'à tous autres égards, le traitement dont ils jouiront dans le dit pays, seront aussi favorables que ceux auxquels sont assuettis les ressortissants, sociétés, entreprises commerciales, unions ou associations de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Nationals, companies, trading concerns of any kind or description whatever, and unions or associations for purposes of trade, which belong to one of the Contracting States shall, as regards access to the other country, the right to hold or possess movable or immovable property and to carry on enterprises there, the taxes to be levied upon them and their enterprises, and in all other respects, enjoy in the said country treatment as favourable as that granted to nationals or companies, trading concerns, unions or associations of the most-favoured nation.

Article 3.

1. En ce qui concerne les conditions régissant l'importation ou l'exportation, le transit et les transports, ainsi que les prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, les Parties contractantes s'accorderont réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

2. Toutefois, les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas aux cas dans lesquels la promulgation ou le maintien de prohibitions ou de restrictions d'importation ou d'exportation :

1: a lieu pour des raisons de sécurité publique ou est considéré par l'Etat intéressé comme nécessaire en cas de guerre ; ou

2. est nécessitée par les exigences de l'hygiène publique ou de la prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties.

Article 3.

(1) As regards the conditions governing import or export, transit and transport traffic and import or export prohibitions or restrictions, the Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment.

(2) The terms of the present Article shall not apply, however, if the introduction or maintenance of import or export prohibitions or restrictions :

(1) is intended to ensure public security or is regarded by the State concerned as necessary in the event of war ; or

(2) is required in the interest of public health or as a safeguard against infectious diseases of animals or plants.

Article 4.

1. Les marchandises en provenance de la Finlande ou exportées de ce pays et les marchandises en provenance de l'Islande ou exportées de ce pays, jouiront à l'importation

Article 4.

(1) Goods which have their origin in or are exported from Finland, and goods which have their origin in or are exported from Iceland, shall, if imported into the other country, enjoy

dans l'autre pays, en ce qui concerne les droits d'importation et les coefficients de douane ainsi que les redevances additionnelles et autres taxes, quelles qu'elles soient, perçues à l'occasion de l'importation des marchandises, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait l'être ultérieurement aux marchandises provenant d'une tierce Puissance.

2. Les marchandises de toute origine traversant en transit l'un des deux pays contractants, qu'elles soient ou non emmagasinées dans un port franc, entrepôt de douane, magasin de transit ou autre établissement douanier, jouiront, à l'importation dans l'autre pays, en ce qui concerne les droits et autres redevances, ainsi qu'à tous autres égards, d'un traitement au moins aussi favorable que celui dont elles jouiraient si elles étaient importées directement du pays d'origine.

3. Les marchandises exportées de l'un des pays contractants, à destination de l'autre, jouiront, pour tout ce qui concerne les droits d'exportation et les coefficients de douane, ainsi que les redevances additionnelles ou toutes autres charges, quelles qu'elles soient, perçues à l'occasion de l'exportation des marchandises, du même traitement que les marchandises exportées à destination du territoire de la nation la plus favorisée.

4. Les deux Parties Contractantes s'engagent, en outre, à s'accorder réciproquement les mêmes droits que ceux qui sont accordés à la nation la plus favorisée, en ce qui concerne la manutention des marchandises en douane, les formalités douanières, le remboursement des droits de douane perçus, l'emmagasinage des marchandises dans les entrepôts de douane, leur traitement dans les dits entrepôts, ainsi que les frais qui en résultent.

5. Le traitement de la nation la plus favorisée sera également accordé en matière de redevances perçues à l'intérieur du territoire.

Article 5.

1. Les deux parties s'engagent réciproquement à accepter, comme preuve de la nationalité de leurs navires respectifs, les papiers et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes de chaque pays, conformément aux dispositions de la législation en vi-

treatment at least as favourable as that which is or may hereafter be accorded to the goods of any third country, in the matter of import duties and customs coefficients and supplementary and other charges, of any kind or description whatever, which are levied upon imports.

(2) Goods of whatever origin, which are conveyed in transit through one of the contracting countries, whether warehoused or not in a free port, free warehouse, transit warehouse or any other customs warehouse, shall, as regards import duties and all other charges and in all other matters connected with importation into the other country, enjoy treatment at least as favourable as if they had been imported direct from their country of origin.

(3) Goods exported from either of the contracting countries to the other shall, as regards export duties and customs coefficients and supplementary or other charges of any kind or description levied on exports, enjoy the same treatment as goods exported to the most-favoured country.

(4) Both Contracting Parties further undertake to grant each other most-favoured-nation rights in respect of customs treatment, formalities and restitution, the deposit and treatment of goods in customs warehouses and the charges made therefor.

5. Most-favoured-nation treatment shall also be granted in respect of internal charges.

Article 5.

(1) Both Parties undertake to recognise the nationality of each other's vessels as set forth in the papers and documentary evidence which entitle them to fly the flag of the respective countries, and which are issued for that purpose by the competent authorities

gueur dans ce pays et qui confèrent aux dits navires le droit de naviguer sous le pavillon du pays en question.

2. Des conventions spéciales pourront être conclues d'après lesquelles la déclaration de jaugeage et d'autres certificats de jaugeage et de navigabilité, délivrés par les autorités compétentes de l'un des deux pays, seront reconnus par l'autre pays.

Article 6.

1. Les navires finlandais et leurs cargaisons jouiront en Islande, et les navires islandais et leur cargaison jouiront en Finlande, du traitement accordé aux navires et cargaisons de la nation la plus favorisée, notamment en ce qui concerne les redevances de toute nature ainsi que les droits et privilèges dont jouissent les navires pour le chargement ou le déchargement des marchandises et toutes formalités auxquelles sont assujettis la navigation, les navires, cargaisons et équipages.

2. Sans préjudice des autres dispositions formulées au présent Article, les dispositions régissant les navires des deux Parties Contractantes concernant l'emploi de pilotes dans l'un ou l'autre pays, seront celles qui sont ordinairement applicables aux navires étrangers.

Article 7.

1. Si un navire appartenant à l'un des deux pays s'échoue ou fait naufrage à l'intérieur des frontières de l'autre pays, les autorités locales en aviseront, dans le plus bref délai possible, le plus proche agent consulaire de l'Etat auquel appartient le navire et prêteront leur concours au dit agent pour sauvegarder les intérêts en jeu au cours du sauvetage du navire et de la cargaison.

2. Aucun droit ne sera perçu sur les marchandises sauvées, à condition que les dites marchandises ne soient pas consommées à l'intérieur du pays.

Article 8.

Les dispositions du présent Traité ne donnent pas aux Parties Contractantes le droit de se livrer au cabotage le long des côtes de l'autre

in each country in virtue of the laws in force.

(2) Special conventions may be concluded by which the measurement-charter and other certificates of measurement and of sea-worthiness issued by the competent authorities in one country shall be recognised in the other.

Article 6.

(1) Finnish vessels and their cargoes when in Iceland, and Icelandic vessels and their cargoes when in Finland, shall enjoy the treatment accorded to vessels and cargoes of the most-favoured nation, particularly in respect of charges of every kind and the rights and privileges enjoyed by vessels with regard to the loading or discharge of goods and all formalities connected with navigation, vessels, cargoes and crews.

(2) Without prejudice to the other provisions in the present Article, the conditions which must be complied with by vessels of the other Contracting Party with regard to the employment of pilots in either country shall be those customarily in force for foreign vessels.

Article 7.

(1) If a vessel belonging to one of the two countries is stranded or wrecked within the territory of the other, the local authorities shall inform the nearest consular representative of the former country as quickly as possible, and shall also assist him in his efforts to safeguard the interests concerned by salving the vessel and cargo.

(2) No duty shall be levied on salvaged goods, provided that they are not consumed within the country.

Article 8.

The provisions of the present Treaty shall not entitle either of the Contracting Parties to carry on coastal navigation (cabotage)

pays, ni de revendiquer les avantages qui sont ou pourront être ultérieurement accordés à l'industrie de la pêche du pays lui-même. Le trafic sur la côte de Petsamo ne sera pas considérée comme trafic de cabotage.

Article 9.

Aux termes du présent Traité, l'Islande ne peut revendiquer le bénéfice :

1. des privilèges qui sont ou pourront ultérieurement être accordés par la Finlande aux Etats limitrophes, en vue de faciliter les relations commerciales locales de part et d'autre de la frontière commune, à une distance ne dépassant pas 15 kilomètres de chaque côté de ladite frontière ;

2. des privilèges qui sont ou pourront être ultérieurement accordés par la Finlande à l'Esthonie ;

3. des privilèges visant l'emploi obligatoire d'un pilote, qui ont été accordés par la Finlande à la Suède et sont mentionnés dans la Déclaration du 17 août 1872 et le décret du 21 mai 1920, même si les privilèges prévus dans ladite Déclaration devaient être ultérieurement étendus aux bâtiments suédois d'un tonnage net enregistré inférieur à 125 tonneaux ;
ou :

4. des privilèges que la Finlande a accordés ou pourra accorder à la Russie en ce qui concerne la chasse au phoque et la pêche dans ses eaux territoriales de la mer Arctique.

De même la Finlande accordera à l'Islande, dans tous les cas énumérés ci-dessus, un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé dans les mêmes conditions à toute Puissance autre que la ou les Puissances auxquelles les privilèges spécifiés ci-dessus ont été accordés, suivant les dispositions indiquées ci-dessus.

Article 10.

Aux termes du présent Traité, la Finlande n'accorde pas à l'Islande les concessions spéciales mentionnées aux articles 2 et 6 du Traité de commerce conclu entre la Finlande et la

along the coasts of the other country, or to claim the benefits which are or may hereafter be granted to the fishing industry of the home country. Traffic on the Petsamo coast shall not be regarded as constituting coastal navigation.

Article 9.

Under the terms of the present Treaty, Iceland may not claim any of the following :

(1) the privileges which are or may hereafter be granted by Finland to neighbouring States for the purpose of facilitating local traffic on both sides of the frontier within a distance not exceeding 15 kms. on each side ;

(2) the privileges which are or may hereafter be granted by Finland to Esthonia ;

(3) the privileges with regard to the compulsory employment of a pilot, which have been granted by Finland to Sweden and are enumerated in the Declaration of August 17, 1872, and the Decree of May 21, 1920, even if the privileges referred to in that Declaration are hereafter extended to apply to Swedish vessels of not more than 125 net tons register ; or

(4) the benefits which have been or may be granted by Finland to Russia with regard to fishing and sealing in her territorial waters in the Arctic Sea.

Similarly, Finland shall accord to Iceland, in all the matters referred to above, treatment at least as favourable as that accorded in the same circumstances to any Power other than the Power or Powers to whom the afore-said privileges have been granted on the terms specified above.

Article 10.

Under the terms of the present Treaty, Finland does not accord to Iceland the special privileges referred to in Articles 2 and 6 of the Trade Convention concluded between Fin-

France, le 13 juillet 1921 ; toutefois, cette réserve ne vise pas les cas mentionnés à l'article IV, § 2, du présent Traité, ni les marchandises énumérées dans la liste jointe en annexe, si ces marchandises proviennent de l'Islande et sont importées d'Islande en Finlande ; aussi longtemps que la Convention avec la France restera en vigueur, l'Islande jouira des mêmes privilèges que la France, en ce qui concerne ces marchandises. Pour les marchandises mentionnées à l'article 2 de la Convention en question et non comprises dans la liste, l'Islande jouira du traitement de la nation la plus favorisée, si les privilèges accordés à la France, en ce qui concerne ces marchandises, sont également accordés à plusieurs pays.

Article II.

Le présent Traité sera ratifié aussitôt que possible à Helsingfors. Il entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification et conservera sa validité pendant une année après qu'il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont apposé au présent Traité leur signature et leur sceau.

Fait en double expédition à Helsingfors, le 21 décembre 1923.

(Signé) PROCOPÉ (Signed)
EEMIL HYNNINEN.

LISTE

des articles au sujet desquels les concessions douanières accordées par la Finlande à la France, en vertu de l'article 2 de la Convention de commerce conclue entre les deux pays, le 13 juillet 1921, doivent également être accordées à l'Islande, pendant la période de validité de la Convention ci-dessus.

Nomenclature du tarif finlandais.	Désignation des produits.
	Conserves en boîtes hermétiquement closes.
142	Anchois, sardines et autres poissons.
151	Conserves d'autre nature.

land and France on July 13, 1921 ; this reservation shall not apply, however, to the cases referred to in Article 4, paragraph 2 of the present Treaty or to the goods referred to in the attached list, if they have their origin in Iceland and are imported from Iceland to Finland ; so long as the Convention with France remains in force, Iceland shall enjoy the same privileges with regard to such goods as France. As regards goods referred to in Article 2 of the above Convention but not included in the list, Iceland shall enjoy most-favoured-nation treatment provided that the privileges granted to France in respect of such goods are also granted to more than one other country.

Article II.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible at Helsingfors. It shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged and shall remain in force until the expiration of one year after it has been denounced by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the plenipotentiary representatives of both Parties have signed the present Treaty and thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Helsingfors, on December 21, 1923.

(Signé) F. LERCHE (Signed)

LIST

of goods for which Finland has granted France the Customs facilities which are laid down in Article 2 of the Trade Convention concluded between Finland and France on July 13, 1921, and which shall also be granted to Iceland so long as the above Convention remains in force.

Number in Finnish Tariff.	List of Products.
	Preserves in hermetically sealed containers.
142	Anchovies, sardines and other kinds of fish.
151	Preserves, other kinds.

PROTOCOLE ADDITIONNEL.

Au moment de signer ce jour même le Traité de commerce et de navigation entre la Finlande et l'Islande, les plénipotentiaires dûment désignés à cet effet pour représenter les deux Parties ont conclu l'accord additionnel suivant :

Sans préjudice des dispositions de l'article 3 du présent Accord, chacune des deux Parties pourra, en exécution des règlements généraux, interdire l'importation en provenance du territoire de l'autre Partie ou de tout autre pays, de graines pouvant être légitimement considérées comme portant préjudice au pays d'importation, à condition que les règlements appliqués aux graines en provenance du territoire de l'autre Partie soient les règlements les plus favorables qui sont appliqués aux graines provenant d'un tiers pays quelconque.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont rédigé le présent Protocole qui aura même force et même effet que si ses dispositions étaient incorporées au Traité lui-même.

Fait en double expédition à Helsingfors, le 21 décembre 1923.

(Signé) PROCOPE (Signed)
EEMIL HYNNINEN.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de signer ce jour même le Traité de commerce et de navigation entre la Finlande et l'Islande, les plénipotentiaires désignés à cet effet pour représenter les deux Parties sont convenus en outre de ce qui suit :

En ce qui concerne les dispositions de la loi d'union dano-islandaise du 30 novembre 1918, adoptée par voie d'accord entre l'Islande et le Danemark, il reste implicitement entendu que la Finlande ne peut revendiquer, en s'appuyant sur les dispositions du Traité ci-dessus, aucun des privilèges spéciaux qui sont accordés ou pourront être accordés ultérieurement par l'Islande au Danemark.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont apposé au présent Protocole, leur signature et leur sceau.

Fait en double expédition à Helsingfors, le 21 décembre 1923.

(Signé) PROCOPE (Signed)
EEMIL HYNNINEN.

ADDITIONAL PROTOCOL.

On signing on the present date the Treaty of Commerce and Navigation between Finland and Iceland, the Plenipotentiary Representatives of both Parties, duly accredited for that purpose, have further agreed as follows :

Without prejudice to Article 3 of the present Agreement, both Parties may, under the general regulations, prohibit the importation, from the territory of the other Party or from any other country, of seeds which may reasonably be regarded as harmful to the country of importation, on condition that the principles applied in dealing with seeds from the country of the other Party shall be the most favourable granted to the seeds of any third country.

In faith whereof the Plenipotentiary Representatives have drawn up the present Protocol, which shall have the same force and effect as if its provisions were incorporated in the Treaty itself.

Done in duplicate at Helsingfors, on December 21, 1923.

(Signé) F. LERCHE (Signed)

FINAL PROTOCOL.

On signing on the present date the Treaty of Commerce and Navigation between Finland and Iceland, the Plenipotentiary Representatives of both Parties, duly accredited for that purpose, have further agreed as follows :

As regards the provisions of the Icelandic-Danish Law of Union dated November 30, 1918, concluded by agreement between Iceland and Denmark, it shall be implicitly understood that Finland may not, in virtue of the terms of the above Treaty, lay claim to any special benefits which are or may hereafter be accorded by Iceland to Denmark.

In faith whereof the Plenipotentiary delegates have signed the present Protocol and thereto fixed their seals.

Done in duplicate at Helsingfors, on December 21, 1923.

(Signé) F. LERCHE (Signed)

N° 677.

DANEMARK ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIÉTISTES

Echange de notes comportant un accord de commerce et de navigation avec une déclaration relative aux créances mutuelles. Londres, le 18 juin 1924.

DENMARK AND UNION
OF SOCIALIST SOVIET
REPUBLICS

Exchange of Notes constituting an Agreement of Commerce and Navigation, together with a declaration respecting mutual claims. London, June 18, 1924.

No. 677. — EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN DENMARK AND THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS, TOGETHER WITH A DECLARATION RESPECTING MUTUAL CLAIMS. LONDON, JUNE 18, 1924.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 juillet 1924.

DELEGATION OF THE DANISH GOVERNMENT,
MOSCOW.

p. t. LONDON, June 18, 1924.

SIR,

In view of the fact that the DANISH GOVERNMENT have to-day recognised *de jure* the Government of the UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS, I have the honour, according to the instructions received from my Government, to propose to the Government of the Union that the Danish-Russian Preliminary Agreement ¹ signed on April 23, 1923, shall, pending the conclusion of a final Treaty of Commerce and Navigation govern the economic relations between Denmark and the Union, the stipulations of the Agreement, *e.g.*, as regards the position of the official representatives, to be so modified in accordance with the general principles of the law of nations as the establishment of normal diplomatic relations between the two countries entails.

The Danish Government especially wish to point out that in their opinion the reservation contained in Article II, paragraph 3, of the Preliminary Agreement, and which is repeated in Articles IV, VII, VIII and IX, becomes void and that the Danish Government by recognizing the Union Government *de jure* has fulfilled the condition stipulated for the enjoyment of the most-favoured-nation treatment according to the above-mentioned articles without any other limitation than that following from Article XII of the aforesaid Agreement.

I have the honour to be, with highest consideration,

Your obedient servant,

(Signed) P. SCHOU.

M. Maxim LITVINOFF,
Deputy Commissioner of the People
for Foreign Affairs.

¹ Vol. XVIII, page 15, de ce Recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 677. — ÉCHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE DANEMARK ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTISTES, AVEC UNE DÉCLARATION RELATIVE AUX CRÉANCES MUTUELLES. LONDRES, LE 18 JUIN 1924.

English official text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Agreement took place July 26, 1924.

DÉLÉGATION DU GOUVERNEMENT DANOIS
A MOSCOU.

LONDRES, le 18 juin 1924.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

Le GOUVERNEMENT DANOIS, ayant aujourd'hui reconnu *de jure* le GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTISTES, j'ai l'honneur, conformément aux instructions reçues de mon Gouvernement, de présenter au Gouvernement de l'Union la proposition suivante : en attendant la conclusion d'un traité définitif de commerce et de navigation, l'Accord² préliminaire dano-russe, signé le 23 avril 1923, devra régir les relations économiques entre le Danemark et l'Union, et les dispositions de l'Accord, par exemple en ce qui concerne la situation des représentants officiels, devront être modifiées suivant les principes du droit des gens, comme l'implique l'établissement de relations diplomatiques normales entre les deux pays.

Le Gouvernement danois désire en particulier faire observer que, à son avis, la réserve contenue à l'article II, § 3, de l'Accord préliminaire, et renouvelée aux articles IV, VII, VIII et IX, n'ont plus leur raison d'être, et que le Gouvernement danois, en reconnaissant *de jure* le Gouvernement de l'Union, a rempli la condition spécifiée pour avoir droit au traitement de la nation la plus favorisée, conformément aux articles ci-dessus mentionnés, sans autre limitation que celle qui résulte de l'article XII dudit Accord.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) P. SCHOU.

M. Maxim LITVINOFF,
Commissaire adjoint du Peuple
aux Affaires étrangères.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Vol. XVIII, page 15, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

LONDON, June 18, 1924.

SIR,

In reply to your note of to-day's date, I have the honour to advise you that the GOVERNMENT OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS readily agree to the proposal of the DANISH GOVERNMENT to the effect that the Danish-Russian Preliminary Agreement signed on April 23, 1923, shall, pending the conclusion of a final Treaty of Commerce and Navigation, govern the economic relations between Denmark and the Union, with such modifications in the stipulations of the Agreement, *e.g.*, as regards the position of the official representatives, as are a natural consequence of the establishment of normal political relations between the two countries.

The Soviet Government, however, regret that they are unable to accede to the claim of your Government to the most-favoured-nation treatment to the extent indicated in your note. The Soviet Government feel compelled to limit this most-favoured-nation treatment in favour of such States which have recognised the Union *de jure* on or before February 14, 1924.

In view thereof and in order to render the stipulations of the Preliminary Agreement more complete I beg to propose the following :

In place of the Articles II, IV, section 2, paragraph 2, VII, VIII and IX, it is agreed that the Union Government, on condition of reciprocity, grant to Danish merchandise, Danish ships as well as Danish citizens and corporations (juridical persons), in every respect mentioned in the said articles, the same rights, privileges and facilities which the Union have granted or may grant to the merchandise, ships, citizens or corporations of any other country. Neither of the High Contracting Parties shall, however, be entitled to claim such rights, privileges and facilities as the other Party may have granted exclusively to countries which have recognised the Soviet Government *de jure* before February 14, 1924, in those respects mentioned in the Preliminary Agreement, Article II, Article IV, section 2, paragraph 2 (with the exception of the protection of persons and property and the imposition on Danish citizens and Danish companies of taxes and duties of every kind), as well as Article VII, with regard to duties and taxes of any kind whatsoever imposed on ships and their cargoes. Nor shall either of the High Contracting Parties be entitled to claim the right of cabotage or the benefit of special agreements made by the other Party with any third country in respect of transit of goods.

The citizens and corporations of one of the Parties shall have free access to the tribunals of the other Party either as plaintiff or as defendant and also to the authorities.

I have the honour to be, with the highest consideration,

Your obedient servant,

(Signed) MAXIM LITVINOFF,
*Deputy People's Commissary
for Foreign Affairs.*

Mr. P. SCHOU,
First Official De'legate
of the Danish Government in Moscow.
p. t. London.

DELEGATION OF THE DANISH GOVERNMENT,
MOSCOW.

p. t. LONDON, June 18, 1924.

SIR,

In reply to your note of to-day's date, I have the honour, according to instructions received from my Government, to notify you that the Royal Danish Government have with regret taken cognisance of the fact that the Union Government feel compelled to limit the most-favoured

LONDRES, le 18 juin 1924.

MONSIEUR LE PREMIER DÉLÉGUÉ,

En réponse à votre note en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer que le GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTISTES accepte volontiers la proposition, présentée par le GOUVERNEMENT DANOIS, selon laquelle, en attendant la conclusion d'un traité définitif de commerce et de navigation, l'Accord préliminaire dano-russe, signé le 23 avril 1923, devra régir les relations économiques entre le Danemark et l'Union, sous réserve qu'il sera introduit dans les dispositions de l'Accord, par exemple en ce qui concerne la situation des représentants officiels, les modifications qui sont la conséquence naturelle de l'établissement de relations politiques normales entre les deux pays.

Le Gouvernement soviétique regrette toutefois de ne pouvoir se rallier à la demande par laquelle votre Gouvernement revendique le traitement de la nation la plus favorisée, tout au moins dans la mesure indiquée par votre note. Le Gouvernement Soviétique se voit dans l'obligation de limiter les avantages du traitement de la nation la plus favorisée aux Etats qui ont reconnu l'Union *de jure* au plus tard le 14 février 1924.

Dans ces conditions, et en vue de rendre plus complètes les dispositions de l'Accord préliminaire, j'ai l'honneur de vous présenter la proposition suivante :

Au lieu des articles II, IV (section 2, § 2), VII, VIII et IX, il est convenu que le Gouvernement de l'Union, sous réserve de réciprocité, accordera aux marchandises et vaisseaux danois, ainsi qu'aux sujets danois et sociétés danoises (personnes juridiques), relativement aux divers points mentionnés dans lesdits articles, les mêmes droits, privilèges et facilités que l'Union a accordés ou pourra accorder aux marchandises, vaisseaux, citoyens ou sociétés de tout autre pays. Toutefois, ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes ne pourra revendiquer les droits, privilèges et facilités que l'autre Partie aura pu accorder exclusivement aux pays qui ont reconnu le Gouvernement Soviétique *de jure* avant le 14 février 1924, relativement aux points mentionnés dans l'Accord préliminaire, à l'article II et à l'article IV, section 2, § 2 (à l'exception de la protection des personnes et des biens et de l'application, aux sujets danois et sociétés danoises, de taxes et droits de toute espèce), ainsi qu'à l'article VII, concernant les droits et taxes de toute espèce appliqués aux navires et à leurs cargaisons. Aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra non plus revendiquer le droit de cabotage ou le bénéfice d'accords spéciaux, conclus par l'autre Partie avec un tiers pays quelconque, en ce qui concerne le transit des marchandises.

Les citoyens et sociétés de l'une des Parties auront libre accès devant les tribunaux de l'autre Partie, soit comme demandeurs, soit comme défendeurs, ainsi que devant les autorités.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) M. LITVINOFF,
*Commissaire adjoint du Peuple
aux Affaires étrangères.*

M. P. SCHOU,
premier Délégué officiel
du Gouvernement danois à Moscou,
Londres.

DÉLÉGATION DU GOUVERNEMENT DANOIS
A MOSCOU.

LONDRES, le 18 juin 1924.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

En réponse à votre note en date de ce jour, j'ai l'honneur, conformément aux instructions reçues de mon Gouvernement, de vous informer que le Gouvernement royal du Danemark a appris avec regret que le Gouvernement de l'Union se voit dans l'obligation de limiter le traitement de la

treatment to be granted to Denmark in accordance with the existing Preliminary Agreement by making the reservation laid down in your note in favour of such States which have recognised the Soviet Government *de jure* on or before February, 14, 1924.

In the opinion of the Danish Government this far-reaching reservation is not in accordance with the underlying ideas of the Preliminary Agreement. According to Articles II, IV, VII, VIII and IX of the said Agreement, there is a distinction in principle between such States which have recognised the Soviet Government *de facto* and such which have recognised *de jure*, and it is implied that by recognising *de jure* Denmark becomes entitled to the same treatment as those countries which have recognised or may recognise the Soviet Government *de jure*. Consequently, in the opinion of the Royal Government, Denmark has after the re-establishment of normal relations between the two countries a claim to full most-favoured nation treatment without any further limitation than that mentioned in Article XII.

However, in order to create a basis for the further development of trade between the two countries until a final Commercial Treaty can be agreed upon, the Royal Government declare their readiness to accept the proposal submitted in your above note.

I have the honour to be, with the highest consideration,

Your obedient servant,

(Signed) P. SCHOU.

M. Maxim LITVINOFF,
Deputy Commissioner of the People
for Foreign Affairs.

DECLARATION RESPECTING MUTUAL CLAIMS.

THE ROYAL DANISH GOVERNMENT and THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS declare that either Party maintains all its own claims and those of its nationals and corporations against the other Party in respect of property or rights or in respect of obligations of the existing or former Governments of either Party. Neither the Royal Danish Government nor the Government of the Union of Socialist Soviet Republics do renounce any of their claims for the payment of compensation or restitution of property; the said claims shall not be subjected — under all other equal conditions — to a less favourable treatment than the corresponding claims of any third country or its nationals.

Signed without reserve for ratification.

LONDON, June 18, 1924.

(Signed) P. SCHOU,
*Official Representative of the Danish
Government in Moscow.*

(Signed) MAXIM LITVINOFF,
*Deputy People's Commissary of Foreign
Affairs.*

Pour copie conforme:
Copenhague, le 21 juillet 1924.

Pour le Chef du Service danois de la Société des Nations,
p. int.
Paul FRIIS.

nation la plus favorisée, qui doit être accordé au Danemark, conformément à l'Accord préliminaire existant, par la réserve formulée dans votre note en faveur des Etats qui ont reconnu *de jure* le Gouvernement soviétique au plus tard le 14 février 1924.

Selon le Gouvernement danois, cette réserve, dont la portée est considérable, n'est pas conforme aux idées qui ont présidé à l'établissement de l'Accord préliminaire. Les articles II, IV, VII VIII et IX dudit Accord établissent une distinction de principe entre les Etats qui ont reconnu *de facto* le Gouvernement soviétique et ceux qui l'ont reconnu *de jure*, et impliquent qu'en reconnaissant *de jure* le Gouvernement de l'Union, le Danemark a droit au même traitement que les pays qui ont reconnu ou qui pourront reconnaître *de jure* le Gouvernement soviétique. En conséquence, selon le Gouvernement royal, le Danemark, après l'établissement de relations normales entre les deux pays, a le droit de revendiquer intégralement le traitement de la nation la plus favorisée, sans autre limitation que celle qui est mentionnée à l'article XII.

Toutefois, en vue de donner une base au développement ultérieur du commerce entre les deux pays, jusqu'à ce qu'ils aient pu se mettre d'accord sur un traité commercial définitif, le Gouvernement royal se déclare disposé à accepter la proposition contenue dans votre note ci-dessus mentionnée.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) P. SCHOU.

M. Maxim LITVINOFF,
Commissaire adjoint du Peuple
aux Affaires étrangères.

DÉCLARATION CONCERNANT LES REVENDICATIONS RÉCIPROQUES.

Le GOUVERNEMENT ROYAL DU DANEMARK et le GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTISTES déclarent que chacune des deux Parties maintient toutes les revendications qu'elle-même et que ses nationaux et sociétés peuvent avoir à formuler contre l'autre Partie, en ce qui concerne leurs biens ou droits ou en ce qui concerne les obligations assumées par les Gouvernements existants ou antérieurs de l'une ou l'autre Partie. Le Gouvernement royal du Danemark et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétistes ne renoncent à aucune de leurs revendications touchant le paiement d'indemnités ou la restitution de biens; lesdites revendications ne devront pas, toutes autres conditions étant égales, être soumises à un traitement moins favorable que les revendications correspondantes de tout autre tiers pays ou de ses nationaux.

Signé sans réserve de ratification.

LONDRES, le 18 juin 1924.

Représentant officiel du Gouvernement
danois à Moscou.

(Signé) P. SCHOU.

Commissaire adjoint du peuple
aux Affaires étrangères.

(Signé) MAXIM LITVINOFF.

N° 678.

ALLEMAGNE, BELGIQUE,
BRÉSIL, DANEMARK,
EMPIRE BRITANNIQUE, etc.

Protocole relatif aux clauses d'arbitrage, signé à Genève le 24 septembre 1923.

GERMANY, BELGIUM,
BRAZIL, DENMARK,
BRITISH EMPIRE, etc.

Protocol on Arbitration Clauses,
signed at Geneva, September 24,
1923.

No. 678. — PROTOCOLE¹ RELATIF
AUX CLAUSES D'ARBITRAGE,
SIGNÉ A GENÈVE LE 24 SEP-
TEMBRE 1923.

*Enregistré le 28 juillet 1924, par suite de son
entrée en vigueur.*

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent accepter au nom des pays qu'ils représentent, les dispositions suivantes :

1. Chacun des Etats contractants reconnaît la validité, entre parties soumises respectivement à la juridiction d'Etats contractants différents, du compromis ainsi que de la cause compromise par laquelle les parties à un contrat s'obligent, en matière commerciale ou en toute autre matière susceptible d'être réglée par voie d'arbitrage par compromis, à soumettre en tout ou partie les différends qui peuvent surgir dudit contrat, à un arbitrage, même si ledit arbitrage doit avoir lieu dans un pays autre que celui à la juridiction duquel est soumise chacune des parties au contrat.

Chaque Etat contractant se réserve la liberté de restreindre l'engagement visé ci-dessus aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national. L'Etat contractant qui fera usage de cette faculté en avisera le Secrétaire général de la Société des Nations aux fins de communication aux autres Etats contractants.

2. La procédure de l'arbitrage, y compris la constitution du tribunal arbitral, est réglée par la volonté des parties et par la loi du pays sur le territoire duquel l'arbitrage a lieu.

Les Etats contractants s'engagent à faciliter les actes de procédure qui doivent intervenir

¹ Le dépôt des instruments de ratification de la Finlande a eu lieu le 10 juillet 1924 ; celui de l'Italie le 28 juillet 1924 ; celui de l'Albanie, le 29 août 1924 ; celui de la Belgique, le 23 septembre 1924 ; celui de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, le 27 septembre 1924, celui de l'Allemagne, le 5 novembre 1924.

Accession : Rhodésie du Sud, 18 décembre 1924.

No. 678. — PROTOCOL¹ ON AR-
BITRATION CLAUSES, SIGNED
AT GENEVA, SEPTEMBER 24,
1923.

*Registered July 28, 1924, following its entry into
force.*

The undersigned, being duly authorised, declare that they accept, on behalf of the countries which they represent, the following provisions :

(1) Each of the Contracting States recognises the validity of an agreement whether relating to existing or future differences between parties subject respectively to the jurisdiction of different Contracting States by which the parties to a contract agree to submit to arbitration all or any differences that may arise in connection with such contract relating to commercial matters or to any other matter capable of settlement by arbitration, whether or not the arbitration is to take place in a country to whose jurisdiction none of the parties is subject.

Each Contracting State reserves the right to limit the obligation mentioned above to contracts which are considered as commercial under its national law. Any Contracting State which avails itself of this right will notify the Secretary-General of the League of Nations, in order that the other Contracting States may be so informed.

(2) The arbitral procedure, including the constitution of the arbitral tribunal, shall be governed by the will of the parties and by the law of the country in whose territory the arbitration takes place.

The Contracting States agree to facilitate all steps in the procedure which require to be taken

¹ The deposit of the instruments of ratification by Finland took place on July 10, 1924 ; that by Italy on July 28, 1924 ; that by Albania on August 29, 1924 ; that by Belgium on September 23, 1924 ; that of Great Britain and Northern Ireland on September 27, 1924, that by Germany, November 5, 1924.

Accession : Southern Rhodesia, December 18, 1924.

sur leur territoire, conformément aux dispositions réglant, d'après leur législation, la procédure d'arbitrage par compromis.

3. Tout Etat contractant s'engage à assurer l'exécution, par ses autorités et conformément aux dispositions de sa loi nationale, des sentences arbitrales rendues sur son territoire en vertu des articles précédents.

4. Les tribunaux des Etats contractants, saisis d'un litige relatif à un contrat conclu entre personnes visées à l'article premier et comportant un compromis ou une clause compromissoire valable en vertu dudit article et susceptible d'être mis en application, renverront les intéressés, à la demande de l'un d'eux, au jugement des arbitres.

Ce renvoi ne préjudicie pas à la compétence des tribunaux au cas, où, pour un motif quelconque, le compromis, la clause compromissoire ou l'arbitrage sont devenus caducs ou inopérants.

5. Le présent Protocole, qui restera ouvert à la signature de tous les Etats, sera ratifié. Les ratifications seront déposées aussitôt que possible auprès du Secrétaire général de la Société des Nations qui en notifiera le dépôt à tous les Etats signataires.

6. Le présent Protocole entrera en vigueur aussitôt que deux ratifications auront été déposées. Ultérieurement, ce Protocole entrera en vigueur, pour chaque Etat contractant, un mois après la notification, par le Secrétaire général de la Société, du dépôt de sa ratification.

7. Le présent Protocole pourra être dénoncé par tout Etat contractant moyennant préavis d'un an. La dénonciation sera effectuée par une notification adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci transmettra immédiatement à tous les autres Etats signataires des exemplaires de cette notification, en indiquant la date de réception. La dénonciation prendra effet un an après la date de notification au Secrétaire général. Elle ne sera valable que pour l'Etat contractant qui l'aura notifiée.

8. Les Etats contractants seront libres de déclarer que leur acceptation du présent Protocole ne s'étend pas à l'ensemble ou à une partie des territoires ci-après mentionnés, à savoir : colonies, possessions ou territoires d'outre-mer, protectorats ou territoires sur lesquels ils exercent un mandat.

in their own territories, in accordance with the provisions of their law governing arbitral procedure applicable to existing differences.

(3) Each Contracting State undertakes to ensure the execution by its authorities and in accordance with the provisions of its national laws of arbitral awards made in its own territory under the preceding articles.

(4) The tribunals of the Contracting Parties, on being seized of a dispute regarding a contract made between persons to whom Article 1 applies and including an Arbitration Agreement whether referring to present or future differences which is valid in virtue of the said article and capable of being carried into effect, shall refer the parties on the application of either of them to the decision of the arbitrators.

Such reference shall not prejudice the competence of the judicial tribunals in case the agreement or the arbitration cannot proceed or becomes inoperative.

(5) The present Protocol, which shall remain open for signature by all States, shall be ratified. The ratifications shall be deposited as soon as possible with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify such deposit to all the Signatory States.

(6) The present Protocol will come into force as soon as two ratifications have been deposited. Thereafter it will take effect, in the case of each Contracting State, one month after the notification by the Secretary-General of the deposit of its ratification.

(7) The present Protocol may be denounced by any Contracting State on giving one year's notice. Denunciation shall be effected by a notification addressed to the Secretary-General of the League, who will immediately transmit copies of such notification to all the other Signatory States and inform them of the date on which it was received. The denunciation shall take effect one year after the date on which it was notified to the Secretary-General, and shall operate only in respect of the notifying State.

(8) The Contracting States may declare that their acceptance of the present Protocol does not include any or all of the undermentioned territories: that is to say, their colonies, overseas possessions or territories, protectorates or the territories over which they exercise a mandate.

Ces Etats pourront, par la suite, adhérer au Protocole séparément, pour l'un quelconque des territoires ainsi exclus. Les adhésions seront communiquées aussitôt que possible au Secrétaire général de la Société des Nations qui les notifiera à tous les Etats signataires et elles prendront effet un mois après leur notification par le Secrétaire général à tous les Etats signataires.

Les Etats contractants pourront également dénoncer le Protocole séparément pour l'un quelconque des territoires visés ci-dessus. L'article 7 est applicable à cette dénonciation.

Une copie certifiée conforme du présent Protocole sera transmise par le Secrétaire général à tous les Etats contractants.

Fait à Genève, le vingt-quatrième jour de septembre, mil neuf cent vingt-trois en un seul exemplaire, dont les textes anglais et français feront également foi, et qui restera déposé dans les archives de la Société des Nations.

The said States may subsequently adhere separately on behalf of any territory thus excluded. The Secretary-General of the League of Nations shall be informed as soon as possible of such adhesions. He shall notify such adhesions to all Signatory States. They will take effect one month after the notification by the Secretary-General to all Signatory States.

The Contracting States may also denounce the Protocol separately on behalf of any of the territories referred to above. Article 7 applies to such denunciation.

A certified copy of the present Protocol will be transmitted by the Secretary-General to all the Contracting States.

Done at Geneva on the twenty-fourth day of September, one thousand nine hundred and twenty-three, in a single copy, of which the French and English texts are both authentic, and which will be kept in the archives of the Secretariat of the League.

Conformément au second paragraphe de l'article 1^{er}, la Belgique se réserve la liberté de restreindre aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national, l'engagement visé au premier paragraphe de l'article 1^{er}

PAUL HYMANS

1^{er} Délégué de la Belgique

V. SIDZIKAUSKAS

premier délégué de la Lithuanie

A. MICHALAKOPOULOS

délégué de la Grèce

(avec la réserve de l'art. 1^{er}).

Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :

Translations by the Secretariat of the League of Nations :

In conformity with the second paragraph of Article 1, Belgium reserves the right to limit the obligation mentioned in the first paragraph of Article 1 to contracts which are considered as commercial under national law.

PAUL HYMANS,

First Delegate of Belgium.

V. SIDZIKAUSKAS,

First Delegate of Lithuania.

A. MICHALAKOPOULOS,

Delegate of Greece.

(Subject to the reserve mentioned in Article 1.)

ROBERT CECIL

first delegate of the British Empire

I declare that my signature applies only to Great Britain & Northern Ireland & consequently does not include any of the colonies overseas possessions or protectorates under His Britannic Majesty's sovereignty or authority or any territory in respect of which His Majesty's Govt. exercises a mandate.

AFRANIO DE MELLO FRANCO

Délégué du Brésil.

JUAN J. AMEZAGA

B. FERNANDEZ Y MEDINA

(Uruguay)

Par application de l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la présente Convention, le Gouvernement français se réserve la liberté de restreindre l'engagement prévu audit article, aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

En vertu de l'article 8 de la présente Convention, le Gouvernement français déclare que son acceptation du présent Protocole ne s'étend pas aux Colonies, possessions ou territoires d'outre-mer, non plus qu'aux protectorats ou territoires sur lesquels la France exerce un mandat.

G. HANOTAUX

Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :

Translations by the Secretariat of the League of Nations :

ROBERT CECIL,

Premier Délégué de l'Empire Britannique.

Je déclare que ma signature s'applique seulement à la Grande-Bretagne et à l'Irlande du Nord, et par conséquent à aucune des colonies, possessions et territoires d'outre-mer, protectorats sous la souveraineté ou l'autorité de Sa Majesté Britannique, ni à aucun des territoires sur lesquels Sa Majesté Britannique exerce un mandat.

AFRANIO DE MELLO-FRANCO,

Delegate of Brazil.

JUAN J. AMEZAGA,

B. FERNANDEZ Y MEDINA.

(Uruguay.)

By virtue of paragraph 2 of Article 1 of the present Convention, the French Government reserves the right to limit the obligation mentioned in the aforesaid Article to contracts which are considered commercial under its national law.

In virtue of Article 8 of the present Convention, the French Government declares that its acceptance of the present Protocol does not include the colonies, overseas possessions or territories, or protectorates or territories in respect of which France exercises a mandate.

G. HANOTAUX.

R. A. AMADOR
(Délégué de Panama)

GARBASSO
(pour l'Italie).

La Principauté de Monaco se réserve la liberté de restreindre son engagement aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

Pour la Principauté de Monaco
le 29. III. 24
R. ELLES-PRIVAT.

GOTTFRIED ASCHMANN
(pour l'Allemagne)

Au nom du Gouvernement Royal roumain, je signe la présente Convention avec la réserve que le Gouvernement Royal pourra en toute occurrence restreindre l'engagement prévu à l'art. 1^{er} alinéa II aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national

N. P. COMNENE.
(pour la Roumanie)

Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :

Translations by the Secretariat of the League of Nations :

R. A. AMADOR,
(Delegate of Panama.)

GARBASSO
(for Italy.)

The Principality of Monaco reserves the right to limit its obligation to contracts which are considered as commercial under its national law.

for the Principality of Monaco.
29. III. 24.

R. ELLES-PRIVAT

GOTTFRIED ASCHMANN
(for Germany.)

On behalf of the Royal Roumanian Government, I sign the present Convention, subject to the reservation that the Royal Government may in all circumstances limit the obligation mentioned in Article 1, paragraph 2, to contracts which are considered as commercial under its national law.

N. P. COMNENE
(for Roumania).

En vertu de l'Article 8 du présent protocole le Gouvernement japonais déclare que son acceptation du présent protocole ne s'étend pas à ses territoires ci-après mentionnés : — Chosen, Taiwan, Karafuto, le territoire de bail de Kwantung, les territoires sur lesquels le Japon exerce son mandat.

K. ISHII

Pour le Japon.

Par application de l'alinéa deux de l'article premier du présent protocole le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne se réserve la liberté de restreindre l'engagement prévu au dit article aux contrats qui seraient considérés comme commerciaux par son droit national

En vertu de l'article huit du Protocole, le Gouvernement de sa Majesté le Roi d'Espagne déclare que son acceptation du présent Protocole ne s'étend pas aux possessions espagnoles en Afrique ni aux territoires du Protectorat Espagnol au Maroc.

30 Août 1924.

J. QUIÑONES DE LEÓN.

Le Gouvernement des Pays-Bas se réserve la liberté de restreindre l'engagement visé au premier paragraphe de l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par le droit néerlandais.

Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :

Translations by the Secretariat of the League of Nations :

In virtue of Article 8 of the present Protocol, the Japanese Government declares that its acceptance of the present Protocol does not include its territories mentioned hereinafter : — Chosen, Taiwan, Karafuto, the leased territory of Kwantung, and the territories in respect of which Japan exercises a mandate.

K. ISHII

for Japan.

By virtue of paragraph 2 of article 1 of the Present Protocol the Government of His Majesty the King of Spain reserves the right to limit the obligation mentioned in the aforesaid article to contracts which are considered as commercial under its national law.

In virtue of article 8 of the Protocol the Government of His Majesty the King of Spain declares that its acceptance of the present Protocol does not include the Spanish possessions in Africa and the territories of the Spanish Protectorate in Morocco.

August 30, 1924.

J. QUIÑONES DE LEÓN.

The Government of the Netherlands reserves its right to restrict the obligation mentioned in the first paragraph of Article 1 to contracts which are considered as commercial under Netherlands law.

En outre il déclare son point de vue que la reconnaissance en principe de la validité des clauses d'arbitrage ne porte nullement atteinte aux dispositions restrictives qui se trouvent actuellement dans la législation néerlandaise, ni au droit d'y introduire d'autres restrictions à l'avenir.

Pays-Bas. Pour le Royaume en Europe.

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK

HEIKKI RENVALL.

Pour la Finlande.

En signant le Protocole, fait à Genève le 24 septembre 1923, relatif aux clauses d'arbitrage je soussigné Représentant du Gouvernement Danois auprès du Secrétariat de la Société des Nations, déclare relativement à l'article 3 ce qui suit : D'après le droit danois les sentences arbitrales rendues par un tribunal d'arbitrage ne sont pas immédiatement exigibles, mais il est nécessaire, dans chaque cas, pour les rendre exigibles, de s'adresser aux tribunaux ordinaires. Au cours des procédés devant ces tribunaux la sentence arbitrale sera cependant admise généralement sans examen ultérieur comme base pour le jugement définitif de l'affaire. — Sauf ratification. —

GENÈVE le 30 mai 1924

Pour le Danemark :

A. OLDENBURG.

Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :

Translations by the Secretariat of the League of Nations :

Further, it declares its opinion that the recognition in principle of the validity of arbitration clauses in no way affects either the restrictive provisions at present existing under Netherlands law or the right to introduce other restrictions in the future.

Netherlands. For the Kingdom in Europe.

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

HEIKKI RENVALL

for Finland.

On signing the Protocol on arbitration clauses done at Geneva on September 24, 1923, I, the undersigned representative of the Danish Government, accredited to the Secretariat of the League of Nations, make the following declaration in respect of Article 3 : Under Danish law, arbitral awards made by an arbitral tribunal do not immediately become operative ; it is necessary in each case, in order to make an award operative, to apply to the ordinary Courts of Law. In the course of the proceedings, however, the arbitral award will generally be accepted by such Courts without further examination, as a basis for the final judgment in the affair. — Subject to ratification.

GENEVA, May 30, 1924.

For Denmark.

A. OLDENBURG

Pour la Norvège
le 5 août 1924
CHR. L. LANGE

Pour la Confédération Suisse
le 10 Septembre 1924.
MOTTA.

Par application de l'alinéa 2 de l'article 1^{er} du présent Protocole, le Gouvernement Letton se réserve la liberté de restreindre l'engagement prévu dans le dit article aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

Pour la Lettonie,
le 12 Septembre 1924.
L. SEJA

J. GUSTAVO GUERRERO
Pour le Salvador
13 septembre 1924.

Pour le Chili
le 16 Septembre 1924.
ARMANDO QUEZADA A.
E. VILLEGAS

Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :

Translations by the Secretariat of the League of Nations :

For Norway.
August 5, 1924.
CHR. L. LANGE

For the Swiss Confederation,
September 10, 1924.
MOTTA.

By virtue of paragraph 2 of Article 1 of the present Protocol the Latvian Government reserves the right to limit the obligation mentioned in the aforesaid article to contracts which are considered as commercial under its national law.

For Latvia,
September 12, 1924.
L. SEJA.

J. GUSTAVO GUERRERO.
For Salvador,
September 13, 1924.

For Chile,
September 16, 1924.
ARMANDO QUEZADA A.
E. VILLEGAS.

Pays-Bas. Pour les trois territoires d'outre-mer, Indes Néerlandaises, Surinam et Curaçao.

Le Gouvernement néerlandais se réserve la liberté de restreindre l'engagement visé au premier paragraphe de l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par le droit néerlandais. En outre il déclare son point de vue, « que la reconnaissance en principe de la validité des clauses d'arbitrage ne porte nullement atteinte aux dispositions restrictives qui se trouvent actuellement dans les législations de ces territoires, ni au droit d'y introduire d'autres restrictions à l'avenir. »

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

20 Septembre 1924.

Pour le Paraguay

Genève le 29 Septembre 1924

R. V. CABALLERO

Pour l'Autriche

Genève le 24 novembre 1924

E. PFLÜGL.

Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :

Translations by the Secretariat of the League of Nations :

Netherlands. For the three territories beyond the seas, Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

The Government of the Netherlands reserves its right to restrict the obligation mentioned in the first paragraph of Article I, to contracts which are considered as commercial under Netherlands law.

Further, it declares its opinion " that the recognition in principle of the validity of arbitration clauses in no way affects either the restrictive provisions at present existing under Netherlands law or the right to introduce other restrictions in the future ".

September 20, 1924.

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

For Paraguay,

Geneva, September 29, 1924.

R. V. CABALLERO.

For Austria,

Geneva, November 24, 1924.

E. PFLÜGL.

N° 679.

NORVÈGE ET SUISSE

Echange de notes concernant l'application à la principauté de Liechtenstein, des dispositions en vigueur réglant les relations commerciales entre la Norvège et la Suisse. Stockholm, le 26 mars et Christiania, le 15 avril 1924.

NORWAY AND SWITZERLAND

Exchange of Notes respecting the application to the Principality of Liechtenstein, of the regulations governing the commercial relations in force between Norway and Switzerland. Stockholm, March 26, and Christiania, April 15, 1924.

No. 679. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET SUISSE, CONCERNANT L'APPLICATION A LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN, DES DISPOSITIONS EN VIGUEUR RÉGLANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LA NORVÈGE ET LA SUISSE. STOCKHOLM, LE 26 MARS ET CHRISTIANIA, LE 15 AVRIL 1924.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 28 juillet 1924.

LÉGATION DE SUISSE.

IV B. 9. — LF/SJ/581/24.

STOCKHOLM, le 26 mars 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au printemps de 1919, la Principauté de Liechtenstein, aux prises avec de sérieuses difficultés, demanda à la Suisse de l'assister dans la sauvegarde de ses intérêts économiques. La Suisse ne refusa pas l'aide que sollicitait le petit pays voisin, dont la superficie est de 159 kilomètres carrés et qui compte à peine 12.000 habitants. Des pourparlers furent engagés en vue de la conclusion entre les deux pays d'accords relatifs aux postes et aux douanes. En vertu d'une convention¹ signée le 10 novembre 1920, la Confédération Suisse a assumé l'exploitation du service postal, télégraphique et téléphonique dans la Principauté.

Puis, le 29 mars 1923, est intervenu entre la Suisse et la Principauté de Liechtenstein un traité² réunissant la Principauté au territoire douanier suisse. Ce traité est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1924. Depuis cette date, toutes les dispositions réglementant les relations commerciales entre la Norvège et la Suisse sont appliquées à la Principauté. Pendant la durée du traité du 29 mars 1923, la Principauté de Liechtenstein ne peut négocier, de son propre chef, aucune convention de commerce et de douane avec un Etat tiers, mais il appartient à la Confédération Suisse de passer de telles conventions avec pleins effets pour la Principauté.

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, tout en exprimant l'attente que, vu les conditions très particulières de la Principauté de Liechtenstein, le Gouvernement du Roi consentira à lui appliquer, tant et aussi longtemps qu'elle constituera une partie intégrante du territoire douanier suisse, les dispositions réglementant les relations commerciales entre la Norvège et la Suisse.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance renouvelée de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse en Norvège,
(Signé) SCHREIBER.

Au Ministère des Affaires étrangères,
Christiania.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Christiania, le 24 juillet 1924.

*Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales.*

(Signé) G. von TANGEN.

¹ Vol. II, page 306 de ce Recueil.

² Vol. XXI, page 231 de ce Recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 679. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NORWEGIAN AND SWISS GOVERNMENTS RESPECTING THE APPLICATION TO THE PRINCIPALITY OF LIECHTENSTEIN OF THE REGULATIONS GOVERNING THE COMMERCIAL RELATIONS IN FORCE BETWEEN NORWAY AND SWITZERLAND. STOCKHOLM, MARCH 26, AND CHRISTIANIA, APRIL 15, 1924.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this exchange of Notes took place July 28, 1924.

SWISS LEGATION :

IV. B. 9. — LF/SJ/581/24.

STOCKHOLM, March 26, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

In the spring of 1919 the Principality of Liechtenstein, which was then in a very difficult situation, requested Switzerland to assist it in safeguarding its economic interests. Switzerland did not refuse the assistance asked for by its small neighbour, which has an area of 159 sq. kilometres and contains less than 12,000 inhabitants. Negotiations were opened for the conclusion of postal and customs agreements between the two countries. Under a convention² signed on November 10, 1920, the Swiss Confederation undertook to operate the postal, telegraphic and telephone services in the Principality.

Subsequently, on March 29, 1923, a treaty³ was concluded between the Principality of Liechtenstein and Switzerland whereby the Principality was included in the Swiss customs area. This treaty came into force on January 1, 1924, since when all arrangements governing commercial relations between Norway and Switzerland have applied to the Principality. As long as the treaty of March 29, 1923, remains in force, the Principality of Liechtenstein cannot negotiate independently any commercial or customs convention with a third State, but the Swiss Confederation may conclude such agreements, having full effect as regards Liechtenstein.

In conformity with instructions from my Government I have the honour to bring the above to Your Excellency's notice, and venture to express the hope that, in view of the special situation occupied by the Principality of Liechtenstein, the Royal Government will consent to apply to it, so long as it remains an integral part of the Swiss customs area, the arrangements governing commercial relations between Norway and Switzerland.

I have the honour, etc.

The Ministry of Foreign Affairs,
Christiania.

(Signed) SCHREIBER,
Swiss Minister in Norway.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Vol. II, page 306 of this Series.

³ Vol. XXI, page 231 of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

CHRISTIANIA, le 15 avril 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une lettre en date du 26 mars dernier, vous avez bien voulu me communiquer qu'un traité conclu entre la Suisse et la Principauté de Liechtenstein le 29 mars 1923 a réuni la Principauté au territoire douanier suisse. Vous m'avez, en outre, signalé que ledit traité est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1924 et qu'à partir de cette date, toutes dispositions réglementant les relations commerciales entre la Norvège et la Suisse sont appliquées à la Principauté de Liechtenstein. En même temps, vous m'avez fait savoir que la Principauté de Liechtenstein, pendant la durée du traité du 29 mars 1923, ne peut négocier de son propre chef, aucune convention de commerce et de douane avec un tiers état, mais qu'il appartient à la Confédération Suisse de passer de telles conventions avec pleins effets pour la Principauté. Finalement, Vous avez, conformément aux instructions de Votre Gouvernement, exprimé l'attente que le Gouvernement norvégien consentira à appliquer à la Principauté de Liechtenstein, tant et aussi longtemps qu'elle constituera une partie intégrante du territoire douanier suisse, les dispositions réglementant les relations commerciales entre la Norvège et la Suisse.

En Vous accusant réception de cette communication, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement norvégien, de son côté, consent à appliquer à la Principauté de Liechtenstein les dispositions réglementant les relations commerciales entre la Norvège et la Suisse, aussi longtemps que la Principauté constituera une partie intégrante du territoire douanier suisse.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) C. F. MICHELET.

Monsieur SCHREIBER,
Ministre de Suisse,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Christiania, le 24 juillet 1924.

*Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales.*

G. von TANGEN.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

CHRISTIANIA, *April* 15, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

In a letter dated March 26 last you were good enough to inform me that on March 29, 1923, a treaty was concluded between Switzerland and the Principality of Liechtenstein whereby the Principality was included in the Swiss Customs area. You further stated that this treaty came into force on January 1, 1924, since when all arrangements governing commercial relations between Norway and Switzerland have applied to the Principality of Liechtenstein. At the same time you pointed out that, as long as the treaty of March 29, 1923, remains in force, the Principality of Liechtenstein cannot negotiate independently any commercial or customs convention with a third State, but that the Swiss Confederation may conclude such agreements, having full effect as regards the Principality. Lastly, in conformity with instructions from your Government, you expressed the hope that the Norwegian Government would consent to apply to the Principality of Liechtenstein, so long as it remains an integral part of the Swiss Customs area, the provisions governing commercial relations between Norway and Switzerland.

I have the honour to acknowledge the receipt of your communication, and to inform you that the Norwegian Government consents to apply to the Principality of Liechtenstein, so long as it remains an integral part of the Swiss Customs area, the provisions governing commercial relations between Norway and Switzerland.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. F. MICHELET.

Monsieur SCHREIBER,
Swiss Minister,
etc., etc., etc.

N° 680.

BELGIQUE ET FRANCE

Convention relative à l'assistance,
signée à Paris le 30 novembre
1921.

BELGIUM AND FRANCE

Convention regarding public relief,
signed at Paris, November 30,
1921.

No. 680. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE
RELATIVE A L'ASSISTANCE, SIGNÉE A PARIS, LE 30 NOVEMBRE
1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 30 juillet 1924.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, également désireux d'établir, dans la plus large mesure, l'égalité de traitement entre leurs ressortissants et les ressortissants de l'autre Etat, en ce qui concerne les lois d'assistance, ont résolu de conclure à cet effet une convention et sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les ressortissants de chacun des deux pays qui, soit par suite de maladie physique ou mentale, de grossesse ou d'accouchement, soit pour toute autre raison, ont besoin de secours, de soins médicaux et d'autres assistances quelconques seront traités, sur le territoire de l'autre Etat contractant, pour l'application des lois d'assistance à l'égal des ressortissants de ce dernier, soit à domicile, soit dans les établissements hospitaliers.

Les ressortissants de l'un des deux pays auront le droit dans l'autre aux allocations pour charges de famille ayant un simple caractère de secours, si leurs familles résident avec eux. Ils n'auront pas droit aux allocations ayant le caractère d'encouragement direct à la natalité nationale.

Article 2.

Les frais d'assistance engagés par l'Etat de résidence, ne donneront lieu en aucun cas, quelle que en soit la cause ou l'importance, à aucun remboursement de la part de l'Etat, ni des départements, provinces, communes ou institutions publiques du pays dont la personne assistée possède la nationalité, sauf les cas expressément prévus par l'article 4 de la présente Convention.

Article 3.

L'Etat de résidence continuera à supporter la charge de l'assistance sans remboursement :

1. En ce qui concerne l'entretien soit à domicile, soit dans les hospices, des vieillards, des infirmes ou des incurables ayant au moins 15 ans de résidence continue dans le pays. La période sus-dite sera réduite de 5 ans lorsqu'il s'agira d'une invalidité consécutive à

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 14 décembre 1923.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 680. — CONVENTION ² BETWEEN BELGIUM AND FRANCE
REGARDING PUBLIC RELIEF, SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 30, 1921.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 30, 1924.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being equally desirous of establishing between their respective nationals the fullest equality of treatment under the laws regarding public relief, have decided to conclude a Convention for this purpose, and have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Nationals of either of the two countries in need of relief, medical treatment or any other form of assistance whatsoever, owing to any physical or mental disease, pregnancy or confinement, or for any other reason, shall, for the purposes of the laws regarding public relief, receive the same treatment in the territory of the other contracting State, whether at home or in hospitals and similar institutions, as nationals of the latter State.

Nationals of either of the two countries who have their families residing with them shall be entitled in the other country to such family allowances as are purely in the nature of public relief. They shall not be entitled to any allowances which are explicitly intended to encourage the national birth-rate.

Article 2.

In respect of any costs incurred by the State of residence in furnishing public relief, whatever may be the purpose or amount of such costs, no repayment shall in any circumstances be due from the Government, departments, provinces, communes or public institutions of the country of which the person in receipt of relief is a national, except in cases expressly provided for by Article 4 of the present Convention.

Article 3.

The State of residence shall continue to defray the cost of relief and shall obtain no refund thereof :

(1) In the case of the maintenance, whether at home or in institutions, of aged persons, invalids, and incurables, provided that they have resided continuously in the country for at least 15 years. This period shall be reduced to five years in the case of incapacity

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Paris, December 14, 1923.

l'une des maladies professionnelles dont la liste sera établie par l'un des accords prévus à l'article 7 ;

2. En ce qui concerne toutes les personnes malades, les aliénés ou tous autres assistés ayant cinq ans de résidence continue dans le dit pays. Dans le cas où il s'agit d'un traitement de malade, le travailleur qui, pendant la période sus-dite, a séjourné dans le pays au moins cinq mois consécutifs de chaque année, sera considéré comme y ayant la résidence continue.

3. En ce qui concerne les enfants mineurs de 16 ans, il suffira, pour la résidence, que le père, la mère, le tuteur de l'enfant, ou la personne qui en a la garde, remplisse les conditions de séjour ci-dessus déterminées.

Article 4.

A l'expiration du délai de 45 jours, pour les assistés qui ne rempliront pas les conditions de séjour prévues à l'article précédent, l'Etat de domicile sera tenu, à son choix, après avis de l'Etat de résidence, soit de rapatrier l'assisté si celui-ci est transportable, soit d'indemniser des frais de traitement l'Etat de résidence.

Toutefois, ne sont pas remboursables, sauf pour les rechutes, les frais d'assistance engagés par l'Etat de résidence par suite d'une maladie aiguë déclarée telle par le médecin traitant ; sont assimilés à cette exception les frais d'assistance des femmes en couches.

Le rapatriement ne sera pas imposé dans les cas d'assistance spéciale aux familles nombreuses et aux femmes en couches.

Article 5.

Les deux Gouvernements régleront dans les accords prévus à l'article 7 avec les mesures de détail et d'exécution :

1. La procédure, les conditions et les modalités du rapatriement ;

2. Le mode d'évaluation et la durée de la résidence continue. Les avis prévus par l'article 4 donnés par l'Etat de résidence, devront parvenir aux autorités de l'Etat de domicile désignées par lesdits accords dans les dix premiers jours du délai de quarante-cinq jours, faute de quoi ce délai et celui de soixante jours, prévu à l'article 6 ci-après, seront prolongés de la durée du retard.

Les deux Gouvernements s'engagent à veiller à ce que, dans les agglomérations renfermant un nombre important de travailleurs de l'autre nationalité, les moyens et les ressources d'hospitalisation pour les ouvriers ne fassent pas défaut aux travailleurs malades ou blessés et à leurs familles. Les cotisations qui pourraient être imposées aux employeurs, ou consenties par eux dans ce but, n'auront pas le caractère de taxes spéciales sur la main-d'œuvre étrangère, qui sont interdites pour les ressortissants des deux Parties contractantes.

Lorsque le traitement médical à domicile, dans les hôpitaux ou dans les infirmeries, sera assuré par les soins et aux frais des employeurs, les travailleurs y auront droit, sans qu'il y ait lieu à aucun remboursement. Les remboursements exigibles de l'Etat de domicile, en vertu de l'article 4 ci-dessus, deviendront sans objet lorsque les dits frais sont acquittés par l'employeur volontairement ou en vertu d'une disposition du contrat de travail. Il en sera de même s'ils ont été acquittés par une société de bienfaisance ou de toute autre façon assimilable.

Article 6.

La Belgique et la France s'engagent à recevoir leurs ressortissants vieillards de plus de 70 ans, infirmes, incurables, aliénés, enfants trouvés ou abandonnés ou assimilés à ces catégories, dont

due to one of the occupational diseases to be specified in one of the agreements provided for in Article 7 ;

(2) In the case of all sick, mentally deficient or other persons in receipt of public relief, who have resided continuously in the said country for at least five years. Where medical treatment only is required, any worker who has resided in the country for at least five consecutive months in each year of the aforesaid period shall be regarded as residing continuously therein ;

(3) In the case of children under 16 years of age ; such children shall be deemed to have resided continuously in the country if the father, mother, guardian or person in charge of them fulfils the conditions of residence specified above.

Article 4.

On the expiration of a period of 45 days, and upon notice given by the State of residence, the State of domicile shall, at its own choice, either repatriate any persons in receipt of relief who do not fulfil the conditions of residence laid down in the preceding Article (if such persons are in a condition to be moved) or refund the cost of treatment to the State of residence.

Nevertheless, except in the case of relapses, the cost of relief given by the State of residence in connection with an acute disease, certified to be such by the medical practitioner in charge of the case, shall not be refunded. This exception shall also apply to the cost of relief given to women in childbed.

Repatriation shall not be compulsory in cases in which special relief is given to large families or to women in childbed.

Article 5.

In the agreement provided for in Article 7, the two Governments shall determine in addition to the detailed regulations and measures in execution of the said agreements :

(1) the procedure, conditions and methods of repatriation ;

(2) the length of the period of continuous residence, and the manner in which it shall be reckoned. When notice is given by the State of residence as provided in Article 4, it must be received by the authorities of the State of domicile, as designated in the aforesaid Agreements, within the first 10 days of the period of 45 days. If it is not so received, the said period and the period of 60 days specified in Article 6 below shall be extended by the amount of the delay.

Each of the two Governments undertakes to provide adequate means of conveyance to hospital, and ward space therein, for sick or injured workers and their families in localities inhabited by a large number of workers of the other nationality. Such contributions as may be required of the employers, or voluntarily made by them, for this purpose, shall not be in the nature of specific taxes on foreign labour, which may not be imposed on the nationals of either of the two Contracting Parties.

Where medical treatment at home or in hospital or infirmaries is provided and paid for by the employer, the workers shall be entitled to such treatment free of charge. The sums repayable by the State of domicile under Article 4 above shall not be so repayable when the aforesaid charges are defrayed by the employer, either voluntarily or in virtue of a clause in the labour contract. They shall also not be repayable if they have been defrayed by a friendly society or by any other agency of the same character.

Article 6.

Belgium and France respectively undertake to receive their nationals who are over the age of 70 years, infirm, incurable, mentally deficient, foundlings, or in any other similar situation,

l'un ou l'autre Etat requerra le rapatriement, avec pièces justificatives à l'appui et après consentement de l'Etat requis dans chaque cas particulier.

Pour tous ces assistés, les Hautes Parties contractantes renoncent à se réclamer réciproquement les frais d'assistance antérieurs au rapatriement jusqu'à concurrence de soixante jours, ainsi que les dépenses de rapatriement jusqu'à la frontière.

Article 7.

Les administrations compétentes des deux pays arrêteront, d'un commun accord, les mesures de détail nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente Convention qui nécessitent la coopération de ces services administratifs. Elles détermineront également les cas et les conditions dans lesquels les services correspondront directement.

Article 8.

Les associations de bienfaisance, d'assistance ou d'aide sociale entre Français en Belgique et entre Belges en France, les associations mixtes dans l'un ou l'autre pays constituées et fonctionnant conformément aux lois du pays posséderont les droits et les avantages qui sont assurés aux associations belges ou françaises de même nature.

Article 9.

Toutes les difficultés relatives à la présente Convention seront réglées par la voie diplomatique.

Au cas où il n'aurait pas été possible d'arriver par cette voie à une solution, les difficultés seront soumises, même sur la demande d'une seule des parties, au jugement d'un ou plusieurs arbitres, qui auront mission de les résoudre selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention.

Un arrangement spécial réglera l'institution et le fonctionnement de l'arbitrage. Chaque partie pourra faire état, à titre d'information, de l'avis d'un des bureaux internationaux compétents en la matière. Cet avis pourra aussi être demandé d'accord avec les arbitres.

Article 10.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées. Elle aura une durée d'un an. Elle sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation. La dénonciation devra être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 30 novembre 1921.

(Signé) GAIFFIER D'HESTROY.

(Signé) BONNEVAY.

Certifié par le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

(Signé) H. COSTERMANS.

should the other State require their repatriation, provided that documentary evidence is produced in support of such application, and that the consent of the State applied to is obtained in each individual case.

In respect of all persons in receipt of relief who fall within the above-mentioned categories, each of the Contracting Parties undertakes not to claim from the other the cost of relief given prior to repatriation up to a maximum of 60 days, or the cost of repatriation as far as the frontier.

Article 7.

The competent Departments of the two countries shall agree upon the measures of detail necessary for the application of such provisions in the present Convention as entail the co-operation of the said Departments. They shall further specify in what cases and under what conditions correspondence shall be exchanged directly between the Departments.

Article 8.

Friendly societies and associations for relief and social assistance among French nationals in Belgium and among Belgian nationals in France, and bi-nationals associations in either country, whose statutes and methods are in conformity with the laws of the country concerned, shall enjoy the same rights and privileges as are accorded respectively to Belgian or French associations of the same character.

Article 9.

Any difficulties arising out of the present Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Should it prove impossible to reach a solution through the said channel, such difficulties shall, at the request of either or both of the Parties, be referred to one or more arbitrators, who shall be appointed to settle them in accordance with the spirit of the present Convention and the fundamental principles thereof.

The establishment and procedure of the Arbitration Court shall be determined by a special arrangement. Either Party may put in as evidence the opinion of an international bureau competent to deal with the question. A request may be made for such opinion, with the consent of the arbitrators.

Article 10.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Paris as soon as possible. It shall come into force immediately upon the exchange of ratifications. It shall be operative for one year, and shall be deemed to be renewed annually unless it has been denounced. Notice of denunciation shall be given three months before the expiration of any annual period.

In faith whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Paris on November 30, 1921.

(Signé) GAIFFIER D'HESTROY.

(Signé) BONNEVAY.

N° 681.

**ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ROYAUME-UNI**

Convention concernant la réglementation du trafic des boissons alcooliques, signée à Washington le 23 janvier 1924.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND UNITED KINGDOM**

Convention respecting the regulation of liquor traffic, signed at Washington, January 23, 1924.

NO. 681. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE UNITED KINGDOM RESPECTING THE REGULATION OF THE LIQUOR TRAFFIC, SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 23, 1924.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 août 1924.*

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA AND THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ; being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages ; have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Sir Auckland Campbell GEDDES, G.C.M.G., K.C.B., his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the United States of America ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Charles Evans HUGHES, Secretary of State of the United States ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties declare that it is their firm intention to uphold the principle that three marine miles extending from the coastline outwards and measured from low-water mark constitute the proper limits of territorial waters.

Article 2.

(1) His Britannic Majesty agrees that he will raise no objection to the boarding of private vessels under the British flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 22 mai 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 681. — CONVENTION² ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE ROYAUME-UNI, CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DU TRAFIC DES BOISSONS ALCOOLIQUES, SIGNÉE À WASHINGTON, LE 23 JANVIER 1924.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office: The registration of this Convention took place August 2, 1924.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux d'éviter toutes difficultés qui pourraient surgir entre eux au sujet des lois en vigueur aux États-Unis sur les boissons alcooliques, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le très honorable sir Auckland Campbell GEDDES, G.C.M.G., K.C.B., son Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire aux États-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Charles EVANS HUGHES, Secrétaire d'Etat des États-Unis ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes déclarent que c'est leur ferme intention de maintenir le principe que la réelle limite des eaux territoriales est constituée par trois milles marins en partant de la côte vers la haute mer et mesurés à partir de la ligne de retrait des eaux.

Article 2.

1. Sa Majesté Britannique convient de ne soulever aucune objection à ce que les autorités des États-Unis, de leurs territoires ou possessions arraisonnent, hors des eaux territoriales, les

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Washington May 22, 1924.

States, its territories or possessions, in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavouring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions in violation of the laws there in force. When such enquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be instituted.

(2) If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offence against the laws of the United States, its territories or possessions prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions for adjudication in accordance with such laws.

(3) The rights conferred by this article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the United States, its territories or possessions than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavouring to commit the offence. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions, by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be the speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded which shall determine the distance from the coast at which the right under this article can be exercised.

Article 3.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions, on board British vessels voyaging to or from ports of the United States, its territories or possessions, or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article 4.

Any claim by a British vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article 2 of this Treaty or on the ground that it has not been given the benefit of Article 3 shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Claims Commission established under the provisions of the Agreement¹ for the Settlement of Outstanding Pecuniary Claims signed at Washington, the 18th August, 1910, but the claim shall not, before submission to the tribunal, require to be included in a schedule of claims confirmed in the manner therein provided.

Article 5.

This Treaty shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of the exchange of ratifications.

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 103, page 322.

navires et bateaux privés naviguant sous pavillon britannique, afin de pouvoir poser des questions au personnel à bord et examiner les papiers de bord, en vue de s'assurer si le navire ou le personnel à bord essaie d'importer, ou s'il a importé, des boissons alcooliques aux Etats-Unis ou dans leurs territoires ou possessions, en violation des lois qui y sont en vigueur. Lorsque ces questions et cet examen donneront lieu à des suspicions légitimes, il pourra être procédé à la visite du navire.

2. S'il y a lieu raisonnablement, de croire que le navire a commis, commet ou essaie de commettre une infraction aux lois des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, interdisant l'importation des boissons alcooliques, le navire peut être saisi et conduit à un port des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, afin d'être mis en adjudication, conformément auxdites lois.

3. Les droits conférés par le présent article ne pourront être exercés à une distance de la côte des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, supérieure à la distance que peut franchir en une heure le navire soupçonné de la tentative délictueuse. Toutefois, au cas où les spiritueux sont destinés à être importés aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou possessions, par un navire autre que le navire arraisonné et fouillé, c'est d'après la vitesse de cet autre navire, et non d'après la vitesse du navire arraisonné, que sera calculée, par rapport à la côte, la distance, à laquelle peut être exercé le droit conféré par le présent Article.

Article 3.

Aucune pénalité ou confiscation, en vertu des lois des Etats-Unis, ne pourra être appliquée ou prononcée à l'égard des boissons alcooliques, des navires ou des personnes, en raison du transport desdits spiritueux, lorsque ces spiritueux sont enregistrés comme provisions de bord ou comme marchandises destinées à un port autre qu'un port des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, et se trouvent à bord de navires britanniques à destination ou en provenance de ports des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, ou traversant les eaux territoriales desdits ; ce transport devra être conforme aux prescriptions actuelles de la loi sur le transit de ces spiritueux par le Canal de Panama, étant entendu que lesdits spiritueux devront rester constamment sous scellés tant que le navire qui les transporte se trouvera dans lesdites eaux territoriales, et qu'aucune partie de ces spiritueux ne devra, à aucun moment et en aucun lieu, être déchargée aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou possessions.

Article 4.

Lorsqu'un navire britannique présentera une demande d'indemnité, comme ayant subi une perte ou un dommage par suite de l'exercice illégitime ou abusif des droits conférés par l'article 2 du présent Traité, ou comme s'étant vu refuser le bénéfice des dispositions de l'article 3, cette demande sera examinée conjointement par deux personnes, dont chacune sera désignée par l'une des Hautes Parties contractantes.

Il devra être donné suite aux recommandations contenues dans tout rapport ainsi conjointement établi. Si ces deux personnes ne peuvent se mettre d'accord sur un rapport commun, la demande sera renvoyée à la Commission des réclamations établie conformément aux dispositions de l'Arrangement¹ concernant le règlement des réclamations respectives du 18 août 1910, mais il ne sera pas nécessaire que la réclamation, avant d'être soumise au tribunal, soit incluse dans une liste de réclamations confirmée d'après le mode prévu à la Convention.

Article 5.

Le présent Traité devra être ratifié ; il restera en vigueur pendant une durée d'un an à partir de la date de l'échange des ratifications.

¹ De Martens, Nouveau Recueil général de Traités, troisième série, tome VI, page 361.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Treaty.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Treaty shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Treaty shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Treaty and to the provision that, if such modifications are not agreed upon before the close of the period of one year, the Treaty shall lapse.

Article 6.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Treaty the said Treaty shall automatically lapse, and on such lapse or whenever this Treaty shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Treaty not been concluded.

The present Convention shall be duly ratified by His Britannic Majesty and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof; and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate and have thereunto affixed their seals.

Done at the city of Washington, this twenty-third day of January, in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-four.

(Seal) A. C. GEDDES.

(Seal) CHARLES EVANS HUGHES.

Trois mois avant l'expiration de cette période d'un an, l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes pourra notifier son désir de proposer des modifications aux termes du Traité.

Si l'accord ne s'est pas établi sur ces modifications avant l'expiration de la durée d'un an ci-dessus indiquée, le Traité prendra fin.

Si aucune des deux Parties ne notifie son désir de proposer des modifications, le Traité restera en vigueur pendant une autre année, et ainsi de suite automatiquement, toujours sous réserve qu'au cours de chacune de ces périodes d'un an, l'une ou l'autre Partie aura le droit de proposer des modifications au Traité trois mois avant son expiration, comme il est prévu ci-dessus, et que le Traité prendra fin si les deux Parties ne se mettent pas d'accord sur ces modifications avant l'expiration de la période d'un an.

Article 6.

Dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes se trouverait empêchée, soit par décision de justice, soit par mesure législative, de donner plein effet aux dispositions du présent Traité, ledit Traité prendra fin automatiquement, et, dans le cas où à l'expiration à un moment quelconque, du présent Traité, chacune des Hautes Parties contractantes jouira de tous les droits qu'elle aurait possédés si ce Traité n'avait pas été conclu.

La présente Convention sera dûment ratifiée par Sa Majesté Britannique et par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur avis et approbation du Sénat des Etats-Unis ; les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention en double exemplaire, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait dans la ville de Washington ce vingt-trois janvier de l'année de Notre Seigneur mil neuf cent vingt-quatre.

(Sceau) A. C. GEDDES.

(Sceau) CHARLES EVANS HUGHES.

N° 682.

ROYAUME-UNI ET SUISSE

Echange de notes concernant l'application, à la Principauté de Liechtenstein d'accords commerciaux en vigueur entre la Grande-Bretagne et la Suisse. Londres, les 28 mars et 26 avril 1924.

UNITED KINGDOM AND SWITZERLAND

Exchange of Notes respecting the application to the Principality of Liechtenstein of commercial agreements in force between Great Britain and Switzerland. London, March 28, and April 26, 1924.

No. 682. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA SUISSE CONCERNANT L'APPLICATION A LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN, D'ACCORDS COMMERCIAUX EN VIGUEUR ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA SUISSE. LONDRES, LES 28 MARS ET 26 AVRIL 1924.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 2 août 1924.

Nº I.

LE MINISTRE DE SUISSE AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LÉGATION DE SUISSE.

LONDRES, le 28 mars 1924.

M. LE PRÉSIDENT,

Par note du 4 novembre 1919, mon prédécesseur a porté à la connaissance de son Excellence M. le Marquis Curzon de Kedleston que le Conseil fédéral suisse avait consenti à assumer, à l'étranger, par l'intermédiaire de sa représentation diplomatique et consulaire, les intérêts de la Principauté de Liechtenstein.

En faisant suite à cette communication et d'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de communiquer à votre Excellence ce qui suit :

Au printemps 1919, la Principauté de Liechtenstein, aux prises avec de sérieuses difficultés, demanda au Conseil fédéral suisse de l'assister dans la sauvegarde de ses intérêts économiques. Celui-ci ne refusa pas l'aide que sollicitait le petit pays voisin, dont la superficie est de 159 kilomètres carrés et qui compte à peine 12.000 habitants. Des pourparlers furent engagés en vue de la conclusion entre les deux pays d'accords relatifs aux postes et aux douanes. En vertu d'une Convention, signée le 10 novembre 1920, la Confédération suisse a assumé l'exploitation du service postal, téléphonique et télégraphique dans la Principauté.

Ensuite, le 29 mars 1923, est intervenu entre la Suisse et la Principauté de Liechtenstein un traité réunissant la Principauté au territoire douanier suisse. Ce traité est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1924. Depuis cette date, toutes les dispositions réglementant les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et la Suisse sont appliquées à la Principauté. Pendant la durée du Traité du 29 mars 1923, la Principauté de Liechtenstein ne peut négocier, de son propre chef, aucune convention de commerce et de douane avec un Etat tiers, mais il appartient à la Confédération suisse de passer de telles conventions avec pleins effets pour la Principauté.

Le Conseil fédéral croit pouvoir admettre que, vu les conditions très particulières de la Principauté de Liechtenstein, le Gouvernement de Sa Majesté consentira à appliquer à celle-ci, tant

No. 682. — EXCHANGE NOTES OF BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND SWITZERLAND RESPECTING THE APPLICATION TO THE PRINCIPALITY OF LIECHTENSTEIN OF COMMERCIAL AGREEMENTS IN FORCE BETWEEN GREAT BRITAIN AND SWITZERLAND. LONDON, MARCH 28 AND APRIL 26, 1924.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this exchange of Notes took place August 2, 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. I.

THE SWISS MINISTER TO THE SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS.

SWISS LEGATION.

LONDON, *March 28, 1924.*

SIR,

My predecessor, in a note dated the 4th November, 1919, informed the Marquess Curzon of Kedleston that the Swiss Federal Council had agreed to take charge of the interests of the Principality of Liechtenstein in foreign countries, through the intermediary of the Swiss diplomatic and consular representatives.

In continuation of that communication and under instructions from my Government, I have the honour to inform your Excellency as follows :

In the spring of 1919, the Principality of Liechtenstein, faced with serious difficulties, asked the Swiss Federal Council for assistance in the protection of her economic interests. Switzerland could not refuse the assistance asked for by the small neighbouring country, which has an area of 159 square kilometres and has scarcely 12,000 inhabitants. Negotiations took place between the two countries for the conclusion of agreements respecting postal matters and Customs duties. By virtue of an Agreement signed on the 10th November, 1920, the Swiss Confederation undertook the working of the postal, telegraph and telephone services in the Principality.

Subsequently, a Treaty was concluded on the 29th March, 1923, between Switzerland and the Principality incorporating the Principality in the Swiss Customs territory. This Treaty came into force on the 1st January, 1924. Since that date all the provisions governing commercial relations between Great Britain and Switzerland have been applied to the Principality. So long as the treaty of the 29th March, 1923, remains in force, the Principality of Liechtenstein is unable to negotiate, on its own account, any commercial or Customs agreement with a third State, but it rests with the Swiss Confederation to include such agreements, with full force for the Principality.

The Swiss Federal Council entertains the belief that, in view of the very peculiar conditions of the Principality of Liechtenstein, His Majesty's Government will agree to the application to the

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

et aussi longtemps qu'elle constituera une partie intégrante du territoire douanier suisse, les dispositions réglementant les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et la Suisse.

Votre Excellence m'obligerait beaucoup en voulant bien prendre note de ce qui précède et en me donnant connaissance de l'attitude que le Gouvernement de Sa Majesté sera en mesure d'adopter par rapport à cet arrangement entre la Suisse et la Principauté de Liechtenstein.

Veillez agréer, etc.

(Signé) C. R. PARAVICINI.

No. 2.

THE SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE SWISS MINISTER.

FOREIGN OFFICE.

April 26, 1924.

SIR,

In your note of the 28th ultimo you enquired whether His Majesty's Government would agree to the application to the Principality of Liechtenstein of commercial agreements in force between Switzerland and Great Britain.

2. In reply, I have the honour to inform you that His Majesty's Government are prepared to agree to this arrangement.

I have, etc.

(Signed) J. RAMSAY MacDONALD.

latter, so long as it constitutes an integral part of Swiss Customs territory, of the provisions governing the commercial relations between Great Britain and Switzerland.

I shall be much obliged if your Excellency will be so good as to take note of the above and inform me of the attitude which His Majesty's Government will be prepared to adopt as regards this arrangement between Switzerland and the Principality of Liechtenstein.

Accept, etc.

(Signed) C. R. PARAVICINI.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE DE SUISSE.

FOREIGN OFFICE.

Le 26 avril 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note du 28 du mois dernier, vous avez bien voulu demander si le Gouvernement de Sa Majesté consentirait à appliquer à la Principauté de Liechtenstein les dispositions réglementant les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et la Suisse.

2. En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à accepter cet arrangement.

Veuillez agréer, etc.....

(Signé) J. RAMSAY MACDONALD.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 683.

**NORVÈGE
ET ROYAUME-UNI**

Echange de notes comportant un
arrangement relatif à l'échange de
notifications concernant les aliénés.
Londres, les 2 et 5 juin 1924.

**NORWAY
AND UNITED KINGDOM**

Exchange of Notes constituting an
agreement concerning the exchange
of notifications with regard to
persons of unsound mind. London,
June 2 and 5, 1924.

No. 683. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRITISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. LONDON, JUNE 2 AND 5, 1924.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 2 août 1924.*

(T 5511/1359/375)

FOREIGN OFFICE,
S.W.I.

June 2, 1924.

SIR,

With reference to your note of the 11th April (No. 77/1924), and previous correspondence relative to the proposed agreement between His Majesty's Government and the Norwegian Government for the exchange of information concerning lunatics, I have the honour to inform you that His Majesty's Government are prepared to accept the terms of the reciprocal arrangement suggested in your note of March 10th 1923, and that they accordingly agree as follows :

(1) The Norwegian Government shall be informed through His Britannic Majesty's Legation at Christiania in all cases where a Norwegian subject is admitted to, discharged from, or dies in a lunatic asylum in Great Britain.

(2) Such information shall include the name of the asylum to which the patient is admitted and so far as possible the following details concerning the patient :

- (1) Name (in full),
- (2) Birthplace, date and day of birth,
- (3) Position and occupation,
- (4) Where living when admitted,
- (5) Last address in home country,
- (6) Names (in full) and addresses of parents or, in case these are not living, of nearest relations,
- (7) If patient is married, name (in full) and address of husband or wife,
- (8) Date of patient's admission to, discharge from, or death in the asylum,
- (9) Name of the person or authority at whose request the patient is admitted to the asylum,

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 683. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS
BRITANNIQUE ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ARRANGE-
MENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT
LES ALIÉNÉS. LONDRES, LES 2 ET 5 JUIN 1924.

*English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office The registration of
this exchange of Notes took place August 2, 1924.*

(T 5511/1359/375)

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
S. W. I.

Le 2 juin 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à votre note du 11 avril (N^o 77/1924) et à la correspondance antérieure relative à l'accord projeté entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement norvégien, au sujet de l'échange de renseignements concernant les aliénés, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à accepter les termes de l'accord réciproque que propose votre note du 10 mars 1923. Le Gouvernement britannique convient, en conséquence, de ce qui suit :

1. Le Gouvernement norvégien sera informé, par l'intermédiaire de la Légation de S. M. Britannique à Christiania de tous les cas où un sujet norvégien est admis dans une maison d'aliénés de Grande-Bretagne, est autorisé à en sortir ou y décède.

2. Les notifications prévues à l'article 1^{er} devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualités ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, domicile, etc. des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement, ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(10) If the patient is admitted under a doctor's certificate, the date when that certificate was issued, and the name and address of the doctor,

(11) Condition of the patient, whether the same permits a removal to the home country and how many attendants would be required for the transport home.

(3) Any request made by His Britannic Majesty's Government that a Norwegian subject who is a lunatic shall be received in Norway shall be accompanied by the information mentioned above in paragraph 2.

(4) Whenever a Norwegian subject who is a lunatic is repatriated such information as may have been recorded concerning the patient in the asylum where he has been under treatment shall be transmitted to the Norwegian authorities.

(5) It is understood that the Norwegian Government will defray the expenses incurred in the repatriation at their request of a Norwegian subject who is a lunatic.

(6) On learning that the Norwegian Government concur in these proposals, His Majesty's Government will regard this reciprocal Agreement as coming into immediate operation.

I have etc.,

(Signed) J. RAMSAY MACDONALD.

M. Benjamin VOGT,
etc., etc., etc.

NORWEGIAN LEGATION,
No. 442/1924.

LONDON, *June 5, 1924.*

SIR,

With reference to the note you were good enough to address to M. Vogt on the 2nd instant (No. T 5511/1359/375) relative to the exchange of information concerning lunatics, I have the honour to inform you that the Norwegian Government are prepared to accept the terms of the reciprocal arrangement set forth in your above-named note, and that they accordingly agree as follows :

(1) His Britannic Majesty's Government shall be informed through the Norwegian Legation in London in all cases where a British subject is admitted to, discharged from, or dies in a lunatic asylum in Norway.

(2) Such information shall include the name of the asylum to which the patient is admitted and so far as possible the following details concerning the patient :

- (1) Name (in full),
- (2) Birthplace, date and day of birth,
- (3) Position and occupation,
- (4) Where living when admitted,
- (5) Last address in home country,
- (6) Names (in full) and addresses of parents or, in case these are not living, of nearest relations,
- (7) If patient is married, name (in full) and address of husband or wife,
- (8) Date of patient's admission to, discharge from, or death in the asylum,
- (9) Name of the person or authority at whose request the patient is admitted to the asylum,

10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;

11. Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi que l'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

3. A toute demande présentée par le Gouvernement de S. M. Britannique, en vue de faire recevoir en Norvège un aliéné sujet norvégien, devront être joints les renseignements mentionnés ci-dessus au § 2.

4. Lorsqu'un ressortissant norvégien atteint d'une maladie mentale est rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes norvégiennes.

5. Il est entendu que le Gouvernement norvégien prendra à son compte les frais entraînés par le rapatriement, effectué sur la demande du dit Gouvernement, de tout aliéné sujet norvégien.

6. Sitôt reçu l'assentiment du Gouvernement norvégien aux présentes propositions, le Gouvernement de Sa Majesté considérera le présent accord réciproque comme entrant immédiatement en vigueur.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) J. RAMSAY MacDONALD.

Monsieur Benjamin VOGT,
etc., etc., etc.

LÉGATION DE NORVÈGE.

N° 442/1924.

LONDRES, 5 juin 1924.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Comme suite à la note que vous avez bien voulu adresser à M. Vogt le 2 courant (N° T 5511 / 1359/375) au sujet de l'échange de renseignements relatifs aux aliénés, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement norvégien est disposé à accepter les termes de l'accord réciproque exposé dans la dite lettre. Le Gouvernement norvégien s'engage :

1. A informer le Gouvernement de S. M. Britannique, par l'intermédiaire de la Légation de Norvège à Londres, de tous les cas où un sujet britannique est admis dans une maison d'aliénés de Norvège, est autorisé à en sortir ou y décède.

2. Les notifications prévues à l'article 1^{er} devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualités ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, et domicile etc., des père et mère, ou, si ceux-ci son décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;

(10) If the patient is admitted under a doctor's certificate, the date when that certificate was issued, and the name and address of the doctor,

(11) Condition of the patient, whether the same permits a removal to the home country, and how many attendants would be required for the transport home.

(3) Any request made by the Norwegian Government that a British subject who is a lunatic shall be received in Great Britain shall be accompanied by the information mentioned above in paragraph 2.

(4) Whenever a British subject who is a lunatic is repatriated, such information as may have been recorded concerning the patient in the asylum where he has been under treatment shall be transmitted to the British authorities.

(5) It is understood that His Britannic Majesty's Government will defray the expenses incurred in the repatriation at their request of a British subject who is a lunatic.

I beg leave to add that also the Norwegian Government regard this reciprocal Agreement as coming into immediate operation.

I have, etc.,

(Signed) HERSLEB BIRKELAND.

Chargé d'Affaires a. i.

The Right Honourable
RAMSAY MACDONALD, P.C., M.P.,
etc., etc., etc.

10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;

11. Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi que l'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

3. A toute demande présentée par le Gouvernement norvégien en vue de faire recevoir en Grande-Bretagne un aliéné sujet britannique, devront être joints les renseignements mentionnés ci-dessus au § 2.

4. Lorsqu'un ressortissant britannique atteint d'une maladie mentale est rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes britanniques.

5. Il est entendu que le Gouvernement de S. M. Britannique prendra à son compte les frais entraînés par le rapatriement, effectué sur la demande du dit Gouvernement, de tout aliéné sujet britannique. Je me permets d'ajouter que le Gouvernement norvégien considère cet accord réciproque comme entrant immédiatement en vigueur.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) HERSLEB BIRKELAND.

Chargé d'affaires p.i.

Le très honorable

M. RAMSAY MAC DONALD, P.C., M.P.,
etc., etc., etc.

N° 684.

DANEMARK ET NORVÈGE

Convention relative au Groenland
oriental et échange de notes y
relatif. Copenhague, le 9 juillet
1924.

DENMARK AND NORWAY

Convention concerning East Green-
land and Exchange of Notes rela-
ting thereto. Copenhagen, July 9,
1924.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

No. 684. — OVERENSKOMST¹ MEL-
LEM DANMARK OG NORGE
ANGAAENDE ØSTGRØNLAND
OG NODEUDVEKSLING. KJØ-
BENHAVN, 9 JULI 1924.

No. 684. — OVERENSKOMST¹ MEL-
LEM DANMARK OG NORGE
ANGAAENDE ØSTGRØNLAND
OG NOTEUTVEKSLING. KJØ-
BENHAVN, 9 JULI 1924.

*Textes officiels danois et norvégien de la Con-
vention communiqués par le Ministre de Dane-
mark à Berne et par le Ministre des Affaires
étrangères de Norvège. L'enregistrement de la
convention a eu lieu le 4 août 1924. Un échange
de notes y relatif a en plus été communiqué
par le Ministre des Affaires étrangères de
Norvège et a été enregistré à la même date.*

*Official Danish and Norwegian texts of the Con-
vention communicated by the Danish Minister
at Berne and the Norwegian Minister for
Foreign Affairs. The registration of the Con-
vention took place August 4, 1924; the ex-
change of Notes relating to it was communicated
by the Norwegian Minister for Foreign Affairs
only and registered on the same date.*

DEN KONGELIG DANSKE REGERING og DEN
KONGELIG NORSKE REGERING er kommet overens
om følgende :

DEN KONGELIGE NORSKE REGJERING og DEN
KONGELIGE DANSKE REGJERING er kommet
overens om følgende :

Art. 1.

De i denne Overenskomst indeholdte Be-
stemmelser finder Anvendelse med Hensyn til
Østgrønland, hvorved her forstås den Del af
Grønlands Østkyst med tilstødende Farvand,
som strækker sig fra Lindenovsfjord (60° 27'
nordlig Bredde) til Nordostrundingen (81°
nordlig Bredde), dog undtaget Angmagssalik-
distriktet.

Bestemmelsene i denne overenskomst gjelder
for Østgrønland, hvorved her forstås den del
av Grønlands østkyst med tilstøtende farvann
som strekker sig fra Lindenovsfjord (60° 27'
nordlig bredde) til Nordostrundingen (81° nord-
lig bredde), dog undtatt Angmagssalikdis-
triktet.

Art. 2.

Inden for det i Art. 1 nævnte Omraade er
der paa de i denne Overenskomst fastsatte
Vilkaar fri Adgang for Fartøjer, hvorhos
Besætning og andre ombordværende Personer
er berettiget til at gaa i Land, overvintre og
drive Jagt, Fangst og Fiskeri.

Art. 2.

Innenfor det i art. 1 nevnte område er der
på de i denne overenskomst fastsatte vilkår
fri adgang for fartøier; besetning og andre
personer som er ombord er berettiget til å gå
i land, overvintre og drive jakt, fangst og
fiske.

¹ Cette Convention est entrée en vigueur le
10 juillet 1924.

¹ This Convention came into effect July 10, 1924.

Art. 3.

Jagt, Fangst og Fiskeri maa ikke drives paa hensynsløs Maade, saaledes at der kan opstaa Fare for Udryddelse af sjældne eller nyttige Dyrearter, saasom Moskusoksen og Edderfuglen.

Saafermt indvundne Erfaringer gør det ønskeligt, at der i hvert af Landene indføres Bestemmelser, saasom Forbud mod Indførsel af Jagt- og Fangstudbytte for derved at hindre Udryddelse af sjældne eller nyttige Dyrearter eller for at bevare eller genoprette Bestanden af saadanne, er Parterne enige om til den Tid at optage Forhandling for at opnaa ensartede Bestemmelser i saa Henseende.

Art. 4.

Inden for det i Art. 1 nævnte Omraade er der Adgang for Personer eller Selskaber til at tage Grund i Besiddelse til Brug, naar den i Besiddelse tagne Strækning virkelig indrettes og benyttes til Beboelse eller Oplag eller paa anden effektiv Maade, og den ikke allerede er taget i Besiddelse af nogen anden.

Retten fortabes, naar Besidderen eller hans Fuldmægtig ikke har indfundet sig paa Stedet i fem paa hinanden følgende Aar.

Art. 5.

Inden for det i Art. 1 angivne Omraade er der Adgang til at oprette Stationer for Vejrsvarsling, Telegraf og Telefon og at indrette Anlæg i videnskabeligt og humanitært Øjemed.

Art. 6.

Forsaavidt den paatænkte eskimoiske Bebyggelse ved Scoresbysund maatte blive iværksat, skal Bestemmelserne i denne Overenskomst ikke være til Hinder for, at det dertil fornødne Omraade bliver forbeholdt denne Bebyggelse, og at der bliver udfærdiget de Særbestemmelser, som Hensynet til den indfødte grønlandske Befolknings Livsvilkår kræver.

Art. 7.

Parterne forbeholder sig efter fælles Aftale at indføre saadanne Forandringer i og Tilføjelser

Art. 3.

Jakt, fangst og fiske må ikke drives paa hensynsløs måde, således at der kan opstå fare for utryddelse av sjeldne eller nyttige dyrearter, såsom moskusoksen og erfuglen.

Såfermt innvundne erfaringer gjør det ønskelig, at der i hvert av landene innføres bestemmelser, såsom forbud mot innførsel av jakt- og fangstutbytte, for derved å hindre at sjeldne eller nyttige dyrearter utrykkes eller for å bevare eller gjenoprette bestanden av slike dyrearter, er partene enige om til den tid å opta forhandling for å opnå ensartede bestemmelser i så henseende.

Art. 4.

Innenfor det i art. 1 nevnte område er der adgang for personer eller selskaper til å ta grunn i besiddelse til bruk, når den strekning som tas i besiddelse, virkelig innrettes og nyttes til bosted eller oplag eller på annen effektiv måte, og den ikke allerede er tatt i besiddelse av nogen annen.

Retten fortales når besidderen eller hans fullmektig ikke har innfunnet sig på stedet i fem år i trekk.

Art. 5.

Innenfor det i art. 1 nevnte område er der adgang til å oprette stasjoner for værvarsling, telegraf og telefon og å innrette anlegg i videnskapelig og humanitært øjemed.

Art. 6.

Forsåvidt den påtenkte eskimoiske bosetning ved Scoresbysund måtte bli iværksatt, skal bestemmelsene i denne overenskomst ikke være til hinder for at det dertil fornødne område blir forbeholdt denne bosetning og at der blir utfærdiget de særbestemmelser, som hensynet til den innfødte grønlandske befolknings livsvilkår krever.

Art. 7.

Partene forbeholder sig efter felles avtale å innføre sådanne forandringer i og tilføyelser til

til denne Overenskomst, som indhøstede Erfaringer maatte gøre ønskelige.

denne overenskomst, som innvundne erfaringer måtte gjøre ønskelige.

Art. 8.

Dersom der mellem de to Regeringer skulde opstaa Meningsforskelligheder med Hensyn til Fortolkning af nogen Bestemmelse i denne Overenskomst, er Parterne enige om, at disse Meningsforskelligheder skal afgøres med bindende Virkning af den af Folkeforbundet oprettede mellemfolkelige Domstol i Haag.

Art. 8.

Dersom der mellem de to regjeringer skulde opstå meningsforskjell med hensyn til fortolkning av nogen bestemmelse i denne overenskomst, er partene enig om, at denne meningsforskjell skal avgjøres med bindende virkning av den av Folkenes Forbund oprettede mellomfolkelige domstol i Haag.

Art. 9.

Denne Overenskomst træder i Kraft den 10. Juli 1924 og gælder uopsigeligt i tyve Aar med Forlængelse for tilsvarende Tidsrum, medmindre den er opsagt af en af Parterne mindst to Aar før Udløbet af Tyveaarsperioden.

Til Bekræftelse heraf har de af deres respektive Regeringer dertil befuldmægtigede undertegnet denne Overenskomst, der er udfærdiget i 2 Eksemplarer i det danske og det norske Sprog, i København den 9. Juli 1924.

Art. 9.

Denne overenskomst trer i kraft den 10. juli 1924 og gjelder uopsigelig i tyve år med forlængelse for tilsvarende tidsrum, medmindre den er opsagt av en av partene minst to år før utløpet av tyveårsperioden.

Til bekræftelse herav har de respektive regjeringers befullmægtigede undertegnet denne overenskomst som er utferdiget i 2 eksemplarer på norsk og dansk, i København den 9. juli 1924.

(L. S.) (sign.) C. MOLTKE.

(L. S.) (sign.) N. CHR. DITLEFF.

Pour copie conforme :

*Directeur Général du Ministère
des Affaires étrangères.*

E. REVENTLOW.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Christiania, le 30 juillet 1924.

G. von TANGEN.

*Directeur des Affaires
politiques et commerciales,*

¹ TRADUCTION.² TRANSLATION.

No. 684. — CONVENTION ENTRE
LE DANEMARK ET LA NOR-
VÈGE RELATIVE AU GROEN-
LAND ORIENTAL ET ÉCHAN-
GE DE NOTES Y RELATIF.
COPENHAGUE, LE 9 JUILLET
1924.

No. 684. --- CONVENTION BE-
TWEEN DENMARK AND NOR-
WAY CONCERNING EAST
GREENLAND AND EXCHANGE
OF NOTES RELATING HERET-
TO. COPENHAGEN, JULY 9,
1924.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE DANEMARK
et LE GOUVERNEMENT ROYAL DE NORVÈGE sont
convenus de ce qui suit :

THE ROYAL DANISH GOVERNMENT and THE
ROYAL NORWEGIAN GOVERNMENT have agreed
upon the following provisions :

*Article 1.**Article 1.*

Les dispositions de la présente Convention
sont applicables au Groenland oriental, dési-
gnation qui comprend la partie de la côte orien-
tale du Groenland et les eaux y attenantes
s'étendant du fjord de Lindenov (60° 27' latitude
nord) à la pointe nord-est (81° latitude nord)
à l'exception toutefois du district d'Angmags-
salik.

The provisions contained in the present
Agreement shall apply to East Greenland, by
which term shall be understood the part of the
Eastern Coast of Greenland, together with the
adjacent waters, which extends from Linde-
novsfjord (60° 27' N. Lat.) to Nordostrundingen
(81° Lat. N.), not, however, including the district
of Angmagssalik.

*Article 2.**Article 2.*

Les navires auront aux conditions fixées par
la présente Convention libre accès au territoire
mentionné à l'art. 1 et leurs équipages et
autres personnes se trouvant à leur bord auront
le droit de débarquer, d'hiverner et d'exercer
la chasse et la pêche.

In the region referred to in Article 1, there
shall be free access for vessels, subject to the
conditions provided in the present Agreement ;
and the crews and other persons on board such
vessels shall be entitled to land, pass the winter
and engage in hunting, sealing and fishing.

*Article 3.**Article 3.*

L'exercice de la chasse et de la pêche ne devra
pas avoir lieu de manière déréglée de façon à
pouvoir exposer au danger d'extermination les

Hunting, sealing and fishing may not be
carried on recklessly, in such a way as might
result in the extermination of seals or other

¹ Communiquée par le Ministre de Danemark
à Berne.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations.

¹ Communicated by the Danish Minister at
Berne.

² Translated by the Secretariat of the League
of Nations.

espèces d'animaux rares ou utiles tels que les bœufs musqués et les eiders.

En cas où les expériences démontreraient qu'il serait désirable de prendre dans chacun des deux pays des mesures telles que l'interdiction d'importer des produits de la chasse et de la pêche, afin d'empêcher l'extermination d'animaux rares ou utiles ou de conserver ou reconstituer la population de ces animaux, les deux parties sont d'accord à entamer en son temps des négociations tendant à obtenir que des mesures analogues soient prises dans les deux pays.

Article 4.

Dans les limites du territoire mentionné à l'article 1 les particuliers ou les sociétés auront le droit d'occuper un terrain à titre d'usage à condition que le terrain occupé soit réellement aménagé et utilisé pour l'habitation, pour dépôts ou d'autre manière effective et que ce terrain n'ait pas déjà été occupé par un tiers.

Si pendant cinq ans consécutifs l'occupant ou son mandataire n'a pas visité le terrain, il aura perdu son droit.

Article 5.

Il est permis dans les limites du territoire indiqué à l'art. 1 d'établir des stations météorologiques, télégraphiques ou téléphoniques et d'y faire des installations dans des buts scientifiques et humanitaires.

Article 6.

En cas où la colonisation par des Esquimaux projetée à Scoresbysund serait réalisée, les dispositions de la présente Convention ne pourront mettre obstacle à ce que le territoire nécessaire à cet effet soit réservé à cette colonisation et que soient promulguées les dispositions spéciales qu'exigeraient les conditions d'existence de la population indigène du Groenland.

Article 7.

Les Parties se réservent après un commun accord d'introduire dans la présente Convention

useful animals, such as musk oxen or eider ducks.

Should it appear desirable, in the light of experience gained, that regulations — such as the prohibition of the import of the products of hunting or sealing — should be introduced in either country with a view to preventing the extermination of seals or other useful animals, or with a view to preserving or restoring the numbers of such animals, the Contracting Parties agree that they will, when the occasion arises, enter into negotiations for the introduction of uniform regulations in regard to such matters.

Article 4.

In the region referred to in Article 1 it shall be lawful for persons or companies to take possession of land for some useful purpose, provided that the area thus taken possession of is actually used either for a dwelling or for a store or in some other effective manner, and provided that it has not already been taken possession of by anybody else.

The above right shall be forfeited if the owner or his agent has not visited the place for five consecutive years.

Article 5.

In the region referred to in Article 1 it shall be lawful to establish stations for weather signals, telegraphs or telephones or to equip installations for scientific or humanitarian purposes.

Article 6.

If the scheme, which is in contemplation, for the settling of Eskimos on Scoresbysund should be put into effect, nothing in the present Convention shall prevent the requisite area from being reserved for such settlement, or the drawing up of such special instructions as may be necessary for the well-being of the native Greenland population.

Article 7.

The Contracting Parties reserve their right to introduce, by mutual agreement, such

les modifications et les additions que les expériences acquises rendraient désirables.

amendments and additions to the present Convention as may appear desirable in the light of experience.

Article 8.

En cas où il s'élèverait entre les deux Gouvernements des différends relatifs à l'interprétation d'une disposition quelconque de la présente Convention, les Parties sont d'accord que ces différends seront réglés avec force obligatoire par la Cour permanente de Justice internationale à la Haye instituée par la Société des Nations.

Article 8.

If any difference of opinion should arise between the two Governments with regard to the interpretation of any provision of the present Convention, the Contracting Parties agree that such difference of opinion shall be decided, with binding effect, by the Permanent Court of International Justice at The Hague, established by the League of Nations.

Article 9.

Cette Convention entrera en vigueur le 10 juillet 1924 et restera valable sans pouvoir être dénoncée pendant vingt ans et se renouvellera pour des périodes analogues à moins qu'elle ne soit dénoncée par l'une des Parties deux ans au moins avant l'expiration de la période de vingt ans.

Article 9.

The present Convention shall come into force on July 10, 1924, and shall remain in force without being subject to denunciation for twenty years, after which it shall be prolonged for a corresponding period unless it has been denounced by one of the Contracting Parties at least two years before the expiration of the period of twenty years.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés à cet effet par leurs Gouvernements ont signé la présente Convention qui a été faite en deux exemplaires en langue danoise et norvégienne à Copenhague, le 9 juillet 1924.

In faith whereof the present Convention, which has been drawn up in duplicate in the Danish and Norwegian languages, has been signed by the Plenipotentiaries, duly accredited for that purpose by their respective Governments, at Copenhagen, on July 9, 1924.

(Signé) C. MOLTKE.
(Signé) N. CHR. DITLEFF.

(Signed) C. MOLTKE.
(Signed) N. CHR. DITLEFF.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

LÉGATION ROYALE DE NORVÈGE.

KJÖBENHAVN, den 9 Juli 1924.

HERR GREVE,

Efter ordre av min Regjering har jeg den ære å meddele Deres Excellence følgende :

Idet den norske Regjering idag for å forebygge mulige konflikter og styrke det venskabelige forhold mellem Norge og Danmark, skrider til undertegning av overenskomst vedrørende Östgrönland, erklærer den at den forbeholder sig sitt prinsipielle syn i de spørsmål vedrørende Grönland som ikke er omhandlet i overenskomsten, således at ved den intet er præjudisert og intet opgitt eller forspilt.

Motta Herr Greve, forsikringen om min mest utmerkede Höiaktelse.

(s) N. CHR. DITLEFF.

Chargé d'Affaires a. i.

Hans Excellence

Herr Utenriksminister Greve C. MOLTKE,
etc., etc., etc.

Avskriftens riktighet bekreftes :

(u.) N. Chr. DITLEFF.

Chargé d'Affaires a. i.

Kjöbenhavn.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

UDENRIGSMINISTERIET.

Journal Nr. 8. U. 16a.

KÖBENHAVN, den 9 Juli 1924.

HR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

Idet jeg anerkender Modtagelsen af Deres Note af Dags Dato, har jeg den Ære at meddele :

Idet den danske Regering i Dag for at forebygge mulige Konflikter og for at styrke det venskabelige Forhold mellem Danmark og Norge skrider til at undertegne en Overenskomst vedrørende Östgrönland, erklærer den, at den forbeholder sig sit principielle Syn paa de Spørgsmaal vedrørende Grönland, som ikke er omhandlede i denne Overenskomst, saaledes at ved den intet er præjudiceret og intet opgivet eller forspildt.

Modtag, Hr. Chargé d'Affaires, Forsikringen om min udmærkede Höjagtelse.

(u.) C. MOLTKE.

Hr. N. Chr. DITLEFF

Kgl. norsk Chargé d'Affaires.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.

Christiania, le 30 juillet 1924.

Le Directeur des Affaires Politiques et Commerciales.

G. VON TANGEN.

¹ TRADUCTION.

LÉGATION ROYALE
DE NORVÈGE

COPENHAGUE, *le 9 juillet 1924.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je suis chargé par mon Gouvernement de vous communiquer ce qui suit :

Le Gouvernement norvégien, ayant signé, à la date de ce jour, un Accord relatif au Groenland oriental, en vue d'empêcher les conflits qui pourraient surgir et de resserrer les relations d'amitié entre la Norvège et le Danemark, déclare, toutefois, qu'il maintient son point de vue en ce qui concerne les questions, touchant le Groenland, qui ne sont pas visées par le présent Accord, et qu'en aucune manière ses droits ne se trouvent lésés, annulés ou abandonnés, en vertu dudit Accord.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) N. CHR. DITLEFF.

Son Excellence le Ministre
des Affaires étrangères,
Comte C. MOLTKE,
etc., etc., etc.
Copenhague.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Journal N° 8. U. 16. a.

COPENHAGUE, *le 9 juillet 1924.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre, en date de ce jour, et de vous communiquer ce qui suit :

¹ TRANSLATION.

ROYAL NORWEGIAN
LEGATION.

COPENHAGEN, *July 9, 1924.*

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government to inform your Excellency as follows :

The Norwegian Government, having signed on this day an Agreement regarding East Greenland, with a view to preventing possible disputes and to strengthening the friendly relations between Norway and Denmark, nevertheless declares that it maintains its point of view in regard to questions affecting Greenland which are not dealt with by the present Agreement, and that its rights are in no way prejudiced, renounced or forfeited thereby.

I have, etc.

Signed) N. CHR. DITLEFF.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs,
Count C. MOLTKE,
etc., etc., etc.
Copenhagen.

MINISTRY
FOR
FOREIGN AFFAIRS.
Journal N° 8. U. 16 a.

COPENHAGEN, *July 9, 1924.*

SIR,

I have the honour to acknowledge your note of to day's date and to inform you as follows :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Le Gouvernement danois, ayant signé, à la date de ce jour, un Accord relatif au Groenland oriental, en vue d'empêcher les conflits qui pourraient surgir et de resserrer les relations d'amitié entre le Danemark et la Norvège, déclare, toutefois, qu'il maintient son point de vue en ce qui concerne les questions, touchant le Groenland, qui ne sont pas visées par le présent Accord, et qu'en aucune manière ses droits ne se trouvent lésés, annulés ou abandonnés, en vertu dudit Accord.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) C. MOLTKE.

Monsieur N. Chr. DITLEFF,
Chargé d'Affaires du Gouvernement
Royal norvégien.

The Danish Government, having signed on this day an Agreement regarding East Greenland, with a view to preventing possible disputes and to strengthening the friendly relations between Denmark and Norway, nevertheless declares that it maintains its point of view, in regard to questions affecting Greenland which are not dealt with by the present Agreement, and that its rights are in no way prejudiced, renounced or forfeited thereby.

I have, etc.

(Signed) C. MOLTKE.

M. N. Chr. DITLEFF,
Royal Norwegian
Chargé d'Affaires.

N° 685.

ALBANIE, ALLEMAGNE,
AUTRICHE,
BELGIQUE, BRÉSIL,
EMPIRE BRITANNIQUE, etc.

Convention internationale pour la
répression de la circulation et du
trafic des publications obscènes,
ouverte à la signature, à Genève,
du 21 septembre 1923 au 31 mars
1924.

ALBANIA, GERMANY,
AUSTRIA, BELGIUM, BRAZIL,
BRITISH EMPIRE, etc.

International Convention for the
suppression of the Circulation of
and Traffic in Obscene publi-
cations, open for signature at
Geneva from September 12, 1923,
to March 31, 1924.

No. 685. — CONVENTION ¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES, OUVERTE A LA SIGNATURE, A GENÈVE, DU 12 SEPTEMBRE 1923 AU 31 MARS 1924.

Textes officiels anglais et français. Cette Convention a été enregistrée par le Secrétariat de la Société des Nations le 7 août 1924, conformément aux termes de l'article 8.

L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LE BRÉSIL, L'EMPIRE BRITANNIQUE (AVEC L'UNION SUD-AFRICAINE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, L'INDE ET L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE), LA BULGARIE, LA CHINE, LA COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, LE DANEMARK, L'ESPAGNE, LA FINLANDE, LA FRANCE, LA GRÈCE, HAÏTI, LE HONDURAS, LA HONGRIE, L'ITALIE, LE JAPON, LA LETTONIE, LA LITHUANIE, LUXEMBOURG, MONACO, LE PANAMA, LES PAYS-BAS, LA PERSE, LA POLOGNE (AVEC DANTZIG), LE PORTUGAL, LA ROUMANIE, LE SALVADOR, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE SIAM, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TURQUIE ET L'URUGUAY :

Egalement désireux de donner le plus d'efficacité possible à la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes,

Ayant accepté l'invitation du Gouvernement de la République française en vue de prendre part à une Conférence convoquée le 31 août 1923, à Genève, sous les auspices de la Société des Nations, pour l'examen du projet de Convention élaboré en 1910, et des observations formulées par les divers Etats, ainsi que pour élaborer et signer un texte définitif de Convention,

Ont nommé comme plénipotentiaires à cet effet :

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL SUPRÊME D'ALBANIE :

M. B. BLINISHTI, directeur du Secrétariat albanais auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Gottfried ASCHMANN, conseiller de Légation, chargé du Consulat d'Allemagne à Genève.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Emeric PFLÜGL, ministre résident, représentant du Gouvernement fédéral auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Maurice DULLAERT, délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

¹ Dépôt des instruments de ratification : Bulgarie le 1 juillet 1924, Italie le 8 juillet 1924, Siam le 28 juillet 1924, Albanie 13 octobre 1924, Espagne 19 décembre 1924. — Cette Convention est entrée en vigueur le 7 août 1924, conformément à son article 11.

L'Égypte a adhéré à la Convention le 29 octobre 1924, le Pérou a adhéré « ad referendum » le 15 septembre 1924.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS, OPEN FOR SIGNATURE AT GENEVA FROM SEPTEMBER 12, 1923, TO MARCH 31, 1924.

Official English and French texts. This Convention was registered with the Secretariat of the League of Nations on August 7, 1924, in accordance with the terms of Article 8.

ALBANIA, GERMANY, AUSTRIA, BELGIUM, BRAZIL, THE BRITISH EMPIRE (WITH THE UNION OF SOUTH AFRICA, NEW ZEALAND, INDIA AND THE IRISH FREE STATE), BULGARIA, CHINA, COLOMBIA, COSTA RICA, CUBA, DENMARK, SPAIN, FINLAND, FRANCE, GREECE, HAITI, HONDURAS, HUNGARY, ITALY, JAPAN, LATVIA, LITHUANIA, LUXEMBURG, MONACO, PANAMA, THE NETHERLANDS, PERSIA, POLAND (WITH DANZIG), PORTUGAL, ROUMANIA, SALVADOR, KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, SIAM, SWITZERLAND, CZECHOSLOVAKIA, TURKEY AND URUGUAY :

Being equally desirous of making as effective as possible the means of suppressing the circulation of and traffic in obscene publications,

Having accepted the invitation of the Government of the French Republic to take part in a conference, under the auspices of the League of Nations, convened in Geneva on August 31st, 1923, for the examination of the Draft Convention drawn up in 1910, the examination of the observations presented by the various States and the elaboration and signature of the final text of a Convention,

Have nominated as their plenipotentiaries for this purpose,

THE PRESIDENT OF THE SUPREME COUNCIL OF ALBANIA :

M. B. BLINISHTI, Director of the Albanian Secretariat accredited to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Gottfried ASCHMANN, Counsellor of Legation, in charge of the German Consulate at Geneva.

THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Emeric PFLÜGL, Resident Minister, representative of the Federal Government accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Maurice DULLAERT, Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

¹ Deposit of the instruments of ratification : Bulgaria July 1, 1924 ; Italy July 8, 1924 ; Siam July 28, 1924 ; Albania October 13, 1924 ; Spain December 19, 1924. This Convention came into force August 7, 1924, in accordance with Article 11.

Egypt has adhered to the Convention October 29, 1924. Perou has adhered «ad referendum» September 15, 1924.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. le Dr Afranio DE MELLO FRANCO, président de la délégation brésilienne à la quatrième Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Sir Archibald BODKIN, Director of Public Prosecutions ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

M. S. W. HARRIS, C.B., C.V.O., conseiller technique de la délégation britannique à la dite Conférence ; et

POUR L'UNION SUD-AFRICAINNE :

Le Très Honorable Lord PARMOOR, représentant de l'Empire britannique au Conseil de la Société des Nations.

POUR LE DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE :

L'Honorable sir James ALLEN, K.C.B., haut commissaire pour la Nouvelle-Zélande dans le Royaume-Uni.

POUR L'INDE :

Sir Prabhashankar D. PATTANI, K.C.I.E.

POUR L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE :

M. Michael MAC WHITE, représentant de l'Etat libre auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Ch. KALFOFF, ministre des Affaires étrangères, premier délégué de la Bulgarie à la quatrième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

M. Tcheng LOH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

M. Francisco José URRUTIA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA :

M. Manuel M. DE PERALTA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

M. Cosme de la TORRIENTE Y PERAZA, sénateur ; président de la délégation cubaine à la quatrième Assemblée de la Société des Nations ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

M. A. OLDENBURG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, représentant du Danemark auprès de la Société des Nations ; délégué

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

Dr. Afranio DE MELLO FRANCO, President of the Brazilian Delegation at the Fourth Assembly of the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND, AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS ; EMPEROR OF INDIA :

Sir Archibald BODKIN, Director of Public Prosecutions ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications ;

Mr. S. W. HARRIS, C.B., C.V.O., Technical Adviser of the British Delegation at the said Conference ; and

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA :

The Right Hon. Lord PARMOOR, Representative of the British Empire on the Council of the League of Nations ;

FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND :

The Hon. Sir James ALLEN, K.C.B., High Commissioner for New Zealand in the United Kingdom ;

FOR INDIA :

Sir Prabhashankar D. PATTANI, K.C.I.E.

FOR THE IRISH FREE STATE :

Mr. Michael MACWHITE, Representative of the Free State accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. Ch. KALFOFF, Minister for Foreign Affairs ; First Delegate of Bulgaria at the Fourth Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE CHINESE REPUBLIC :

M. Tcheng LOH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

M. Francisco José URRUTIA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COSTA RICA :

M. Manuel M. DE PERALTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

M. Cosme DE LA TORRIENTE Y PERAZA, Senator ; President of the Cuban Delegation at the Fourth Assembly of the League of Nations ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

M. A. OLDENBURG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ; Representative of Denmark accredited to the League of Nations ;

à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

M. E. DE PALACIOS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Urho TOIVOLA, secrétaire à la Légation de Finlande à Paris.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Gaston DESCHAMPS, député ; président de la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

M. J. HENNEQUIN, directeur honoraire au Ministère de l'Intérieur ; délégué suppléant à la dite Conférence.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

M. N. POLITIS, ancien ministre des Affaires étrangères ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

M. D. E. CASTORKIS, ancien directeur des Affaires pénales au Ministère de la Justice ; délégué suppléant à la dite Conférence.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HAÏTI :

M. BONAMY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS :

M. Carlos GUTIERREZ, chargé d'Affaires à Paris ; délégué à la quatrième Assemblée de la Société des Nations.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DE HONGRIE :

M. Zoltán BARANYAI, chef du Secrétariat royal hongrois auprès de la Société des Nations ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Stefano CAVAZZONI, député ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Y. SUGIMURA, chef adjoint au Bureau du Japon pour la Société des Nations, à Paris.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Julijs FELDMANS, chef de la Section de la Société des Nations au Ministère des Affaires étrangères ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LITHUANIENNE :

M. Ignace JONYNAS, directeur au Ministère des Affaires étrangères ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

M. E. DE PALACIOS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Urho TOIVOLA, Secretary at the Finnish Legation in Paris.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Gaston DESCHAMPS, Deputy President of the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

M. J. HENNEQUIN, Honorary Director at the Ministry for Home Affairs ; Substitute Delegate at the said Conference.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

M. N. POLITIS, Former Minister for Foreign Affairs ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

M. D. E. CASTORKIS, Former Director of Criminal Affairs at the Ministry of Justice ; Substitute Delegate at the said Conference.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HAITI :

M. BONAMY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HONDURAS :

M. Carlos GUTIERREZ, Chargé d'Affaires in Paris ; Delegate at the Fourth Assembly of the League of Nations.

HIS SERENE HIGHNESS THE GOVERNOR OF HUNGARY :

M. Zoltán BARANYAI, Head of the Royal Hungarian Secretariat accredited to the League of Nations ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Stefano CAVAZZONI, Deputy ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

M. Y. SUGIMURA, Assistant Head of the Japanese League of Nations Office in Paris.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. Julijs FELDMANS, Head of the League of Nations Section of the Ministry for Foreign Affairs ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

M. Ignace JONYNAS, Director of the Ministry for Foreign Affairs ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Charles VERMAIRE, consul du Grand-Duché à Genève ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO :

M. Rodolphe ELLÈS-PRIVAT, vice-consul de la Principauté à Genève ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

M. R. A. AMADOR, chargé d'Affaires à Paris ; délégué à la quatrième Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. A. DE GRAAF, président du Comité néerlandais pour la répression de la traite des blanches ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE :

S. A. le Prince Mirza Riza Kahn ARFA-ED-DOVLEH, représentant du Gouvernement impérial auprès de la Société des Nations ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. F. SOKAL, inspecteur général du travail ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes ; et

POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

M. J. MODZELEWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. le Dr Augusto C. D'ALMEIDA VASCONCELLOS CORREIA, ministre plénipotentiaire ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. N. P. COMNÈNE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE SALVADOR :

M. J. G. GUERRERO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française et près Sa Majesté le Roi d'Italie ; délégué à la quatrième Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. le Dr Milutin JOVANOVITCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

S. A. S. le Prince DAMRAS DAMRONG, délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Charles VERMAIRE, Consul of the Grand-Duchy at Geneva ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO :

M. Rodolphe ELLÈS-PRIVAT, Vice-Consul of the Principality at Geneva ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

M. R. A. AMADOR, Chargé d'Affaires in Paris ; Delegate at the Fourth Assembly of the League of Nations.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

M. A. DE GRAAF, President of the Netherlands Committee for the Suppression of the White Slave Traffic ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Highness Prince Mirza Riza Kahn ARFA-ED-DOVLEH, Representative of the Imperial Government accredited to the League of Nations ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. F. SOKAL, Inspector-General of Labour ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications ; and

FOR THE FREE CITY OF DANZIG :

M. J. MODZELEWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Dr. Augusto C. D'ALMEIDA VASCONCELLOS CORREIA, Minister Plenipotentiary ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. N. P. COMNÈNE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF SALVADOR :

M. J. G. GUERRERO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic and to His Majesty the King of Italy ; Delegate at the Fourth Assembly of the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. Milutin JOVANOVITCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

His Serene Highness Prince DAMRAS DAMRONG ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Ernest BÉGUIN, député au Conseil des Etats ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Dr Robert FLIEDER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

RUCHDY BEY, chargé d'Affaires à Berne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

M. Benjamin FERNANDEZ Y MEDINA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Espagne ; délégué à la Conférence internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

Lesquels, ayant communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, et après avoir pris connaissance de l'Acte final de la Conférence et de l'Arrangement du 4 mai 1910, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de prendre toutes mesures en vue de découvrir, de poursuivre et de punir tout individu qui se rendra coupable de l'un des actes énumérés ci-dessous et, en conséquence, décident que

Doit être puni le fait :

1. De fabriquer ou de détenir des écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes, en vue d'en faire commerce ou distribution, ou de les exposer publiquement ;

2. D'importer, de transporter, d'exporter ou de faire importer, transporter ou exporter, aux fins ci-dessus, les dits écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes, ou de les mettre en circulation d'une manière quelconque ;

3. D'en faire le commerce même non public, d'effectuer toute opération les concernant de quelque manière que ce soit, de les distribuer, de les exposer publiquement ou de faire métier de les donner en location ;

4. D'annoncer ou de faire connaître par un moyen quelconque, en vue de favoriser la circulation ou le trafic à réprimer, qu'une personne se livre à l'un quelconque des actes punissables énumérés ci-dessus ; d'annoncer ou de faire connaître comment et par qui les dits écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes peuvent être procurés, soit directement, soit indirectement.

Article 2.

Les individus qui auront commis l'une des infractions prévues à l'article 1 seront justiciables des tribunaux du pays contractant où aura été accompli soit le délit, soit l'un des éléments constitutifs du délit. Ils seront également justiciables, lorsque sa législation le permettra, des tribunaux du pays contractant auquel ils ressortissent, s'ils y sont trouvés, alors même que les éléments constitutifs du délit auraient été accomplis en dehors de son territoire.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Ernest BÉGUIN, Deputy to the States Council ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Robert FLIEDER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

RUCHDY Bey, Chargé d'Affaires at Berne.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY :

M. Benjamin FERNANDEZ Y MEDINA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Spain ; Delegate at the International Conference for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form,
And having taken cognisance of the Final Act of this Conference and of the Agreement of May 4th, 1910,
Have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties agree to take all measures to discover, prosecute and punish any person engaged in committing any of the following offences, and accordingly agree that

It shall be a punishable offence :

(1) For purposes of or by way of trade or for distribution or public exhibition to make or produce or have in possession obscene writings, drawings, prints, paintings, printed matter, pictures, posters, emblems, photographs, cinematograph films or any other obscene objects ;

(2) For the purposes above mentioned, to import, convey or export or cause to be imported, conveyed or exported any of the said obscene matters or things, or in any manner whatsoever to put them into circulation ;

(3) To carry on or take part in a business, whether public or private, concerned with any of the said obscene matters or things, or to deal in the said matters or things in any manner whatsoever, or to distribute them or to exhibit them publicly or to make a business of lending them ;

(4) To advertise or make known by any means whatsoever, in view of assisting in the said punishable circulation or traffic, that a person is engaged in any of the above punishable acts, or to advertise or to make known how or from whom the said obscene matters or things can be procured either directly or indirectly.

Article 2.

Persons who have committed an offence falling under Article 1 shall be amenable to the Courts of the Contracting Party in whose territories the offence, or any of the constitutive elements of the offence, was committed. They shall also be amenable, when the laws of the country shall permit it, to the Courts of the Contracting Party whose nationals they are, if they are found in its territories, even if the constitutive elements of the offence were committed outside such territories.

Il appartient toutefois à chaque Partie contractante d'appliquer la maxime *non bis in idem* d'après les règles admises par sa législation.

Article 3.

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera :

1. Soit par communication directe entre les autorités judiciaires ;
2. Soit par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis. Cet agent enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente ou à celle désignée par le Gouvernement du pays requis et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire.

Dans ces deux cas, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure du pays requis ;

3. Soit par la voie diplomatique.

Chaque Partie contractante fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres Parties contractantes, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires de cette Partie.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion des transmissions opérées dans les cas 1 et 2 du présent article seront réglées par la voie diplomatique.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux pays intéressés, ou bien, elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces deux langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire du pays requérant ou par un traducteur-juré du pays requis.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais de quelque nature que ce soit.

Rien, dans le présent article, ne pourra être interprété comme consistant, de la part des Parties contractantes, un engagement d'admettre, en ce qui concerne le système des preuves en matière répressive, une dérogation à leurs lois.

Article 4.

Les Parties contractantes dont la législation ne serait pas, dès à présent, suffisante pour donner effet à la présente Convention, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires à cet égard.

Article 5.

Les Parties contractantes dont la législation ne sera pas dès à présent suffisante, conviennent d'y prévoir des perquisitions dans les lieux où il y a des raisons de croire que se fabriquent ou se trouvent, en vue de l'un quelconque des buts spécifiés à l'article 1 ou en violation de cet article, des écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes et d'en prévoir également la saisie, la confiscation et la destruction.

Article 6.

Les Parties contractantes conviennent que, dans le cas d'infraction aux dispositions de l'article 1, commise sur le territoire de l'une d'elles, lorsqu'il y a lieu de croire que les objets de l'in-

Each Contracting Party shall, however, have the right to apply the maxim *non bis in idem* in accordance with the rules laid down in its legislation.

Article 3.

The transmission of rogatory commissions relating to offences falling under the present Convention shall be effected either :

(1) By direct communication between the judicial authorities ; or

(2) Through the diplomatic or the consular representative of the country making the request in the country to which the request is made ; this representative shall send the rogatory commission direct to the competent judicial authority or to the authority appointed by the Government of the country to which the request is made, and shall receive direct from such authority the papers showing the execution of the rogatory commission.

In each of the above cases a copy of the rogatory commission shall always be sent to the supreme authority of the country to which application is made.

(3) Or through diplomatic channels.

Each Contracting Party shall notify to each of the other Contracting Parties the method or methods of transmission mentioned above which it will recognise for rogatory commissions of such Party.

Any difficulties which may arise in connection with transmission by methods (1) and (2) of the present Article shall be settled through diplomatic channels.

Unless otherwise agreed, the rogatory commission shall be drawn up in the language of the authority to which request is made, or in a language agreed upon by the two countries concerned, or shall be accompanied by a translation in one of these two languages certified by a diplomatic or consular agent of the country making the request or certified on his oath by a translator of the country to which request is made.

Execution of rogatory commissions shall not be subject to payment of taxes or expenses of any nature whatsoever.

Nothing in this Article shall be construed as an undertaking on the part of the Contracting Parties to adopt in their Courts of Law any form or methods of proof contrary to their laws.

Article 4.

Those of the Contracting Parties whose legislation is not at present adequate to give effect to the present Convention undertake to take, or to propose to their respective legislatures, the measures necessary for this purpose.

Article 5.

The Contracting Parties whose legislation is not at present sufficient for the purpose agree to make provision for the searching of any premises where there is reason to believe that the obscene matters or things mentioned in Article 1 or any thereof are being made or deposited for any of the purposes specified in the said Article, or in violation of its provisions, and for their seizure, detention and destruction.

Article 6.

The Contracting Parties agree that, in case of any violation of the provisions of Article 1 on the territory of one of the Contracting Parties where it appears that the matter or thing in respect

fraction ont été fabriqués sur le territoire ou importés du territoire d'une autre Partie, l'autorité désignée, en vertu de l'Arrangement du 4 mai 1910, signalera immédiatement les faits à l'autorité de cette autre Partie et lui fournira en même temps des renseignements complets, pour lui permettre de prendre les mesures nécessaires.

Article 7.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront foi, portera la date de ce jour, et sera, jusqu'au 31 mars 1924, ouverte à la signature de tout Etat représenté à la Conférence, de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

Article 8.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt aux Membres de la Société des Nations signataires de la Convention, ainsi qu'aux autres Etats signataires.

Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera immédiatement au Gouvernement de la République française copie certifiée conforme de tout instrument se rapportant à la présente Convention.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente Convention le jour de l'entrée en vigueur de cette dernière.

Article 9.

A partir du 31 mars 1924, tout Etat représenté à la Conférence et non signataire de la Convention, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire, pourra adhérer à la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations, aux fins de dépôt dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement aux Membres de la Société des Nations signataires de la Convention, ainsi qu'aux autres Etats signataires.

Article 10.

La ratification de la présente Convention, ainsi que l'adhésion à cette Convention entraîneront, de plein droit et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 4 mai 1910, qui entrera en vigueur à la même date que la Convention elle-même, dans l'ensemble du territoire de l'Etat ou du Membre de la Société des Nations ratifiant ou adhérent.

Il n'est toutefois pas dérogé, par la disposition précédente, à l'article 4 de l'Arrangement précité du 4 mai 1910, qui demeure applicable au cas où un Etat préférerait faire acte d'adhésion à cet Arrangement seulement.

Article 11.

La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la réception de deux ratifications par le Secrétaire général de la Société des Nations.

of which the violation of such Article has occurred was produced in or imported from the territory of any other of the Contracting Parties, the authority designated in pursuance of the Agreement of May 4th, 1910, of such Contracting Party shall immediately render to the corresponding authority of the other Contracting Party, from whose country such matter or thing is believed to have come or in which it is believed to have been produced, full information so as to enable such authority to adopt such measures as shall appear to be suitable.

Article 7.

The present Convention, of which the French and English texts are authoritative, shall bear this day's date, and shall be open for signature until March 31st, 1924, by any State represented at the Conference, by any Member of the League of Nations, and by any State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article 8.

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify the receipt of them to Members of the League who are signatories of the Convention and to other signatory States.

The Secretary-General of the League of Nations shall immediately communicate a certified copy of each of the instruments deposited, with reference to this Convention, to the Government of the French Republic.

In compliance with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the day of its coming into force.

Article 9.

After March 31st, 1924, the present Convention may be adhered to by any State represented at the Conference which has not signed the Convention, by any Member of the League of Nations, or by any State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Adhesion shall be effected by an instrument communicated to the Secretary-General of the League of Nations to be deposited in the archives of the Secretariat. The Secretary-General shall at once notify such deposit to all Members of the League of Nations signatories of the Convention and to other signatory States.

Article 10.

Ratification of or adhesion to the present Convention shall *ipso facto*, and without special notification, involve concomitant and full acceptance of the Agreement of May 4th, 1910, which shall come into force on the same date as the Convention itself in the whole of the territory of the ratifying or adhering Member of the League or State.

Article 4 of the above-mentioned Agreement of May 4th, 1910, shall not, however, be invalidated by the preceding provision, but shall remain applicable should any State prefer to adhere to that Agreement only.

Article 11.

The present Convention shall come into force on the thirtieth day after the deposit of two ratifications with the Secretary-General of the League of Nations.

Article 12.

La présente Convention peut être dénoncée par notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. La dénonciation deviendra effective un an après la date de sa réception par le Secrétaire général et n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'Etat dénonçant.

Le Secrétaire général de la Société des Nations portera à la connaissance de chacun des Membres de la Société des Nations signataires de la Convention ou adhérents à la Convention et des autres Etats signataires ou adhérents toute dénonciation reçue par lui.

La dénonciation de la présente Convention n'entraînera pas de plein droit dénonciation concomitante de l'Arrangement du 4 mai 1910, à moins qu'il n'en soit fait mention expresse dans l'acte de notification.

Article 13.

Tout Membre de la Société des Nations ou Etat signataire ou adhérent peut déclarer que sa signature ou son adhésion n'engage pas, soit l'ensemble, soit tel de ses protectorats, colonies, possessions d'outre-mer ou territoires soumis à sa souveraineté ou à son autorité, et peut, ultérieurement, adhérer séparément au nom de l'un quelconque de ses protectorats, colonies, possessions d'outre-mer ou territoires exclus par cette déclaration.

La dénonciation pourra également s'effectuer séparément pour tout protectorat, colonie, possession d'outre-mer ou territoire soumis à sa souveraineté ou autorité ; les dispositions de l'article 12 s'appliqueront à cette dénonciation.

Article 14.

Le Secrétaire général de la Société des Nations tiendra un recueil spécial indiquant quelles sont celles des Parties qui ont signé la Convention, qui l'ont ratifiée, qui y ont adhéré, ou qui l'ont dénoncée. Cette liste pourra être consultée en tout temps par les Membres de la Société des Nations ou autre Etat signataire ou adhérent. Elle sera publiée aussi souvent que possible.

Article 15.

Tous les différends qui pourraient s'élever entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention seront, s'ils ne peuvent être réglés par des négociations directes, renvoyés pour décision à la Cour permanente de Justice internationale. Si les Parties entre lesquelles surgit un différend, ou l'une d'elles, se trouvaient n'avoir pas signé ou accepté le protocole de signature de la Cour permanente de Justice internationale, leur différend sera soumis, au gré des Parties, soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un arbitrage.

Article 16.

Si cinq des Parties signataires ou adhérentes demandent la revision de la présente Convention le Conseil de la Société des Nations devra convoquer une Conférence à cet effet. Dans tous les cas le Conseil examinera, à la fin de chaque période de cinq années, l'opportunité de cette convocation.

Article 12.

The present Convention may be denounced by an instrument in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations. The denunciation shall become effective one year after the date of the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary-General, and shall operate only in respect of the Member of the League of Nations or State which makes it.

The Secretary-General of the League of Nations shall notify the receipt of any such denunciation to all Members of the League of Nations signatories of or adherents to the Convention and to other signatory or adherent States.

Denunciation of the present Convention shall not, *ipso facto*, involve the concomitant denunciation of the Agreement of May 4, 1910, unless this is expressly stated in the instrument of notification.

Article 13.

Any Member of the League of Nations or State signing or adhering to the present Convention may declare that its signature or adhesion does not include any or all of its colonies, overseas possessions, protectorates or territories under its sovereignty or authority, and may subsequently adhere separately on behalf of any such colony, overseas possession, protectorate or territory so excluded in its declaration.

Denunciation may also be made separately in respect of any such colony, overseas possession, protectorate or territory under its sovereignty or authority, and the provisions of Article 12 shall apply to any such denunciation.

Article 14.

A special record shall be kept by the Secretary-General of the League of Nations, showing which of the parties have signed, ratified, adhered to or denounced the present Convention. This record shall be open at all times to any of the Members of the League of Nations or any State which has signed or adhered to the Convention. It shall be published as often as possible.

Article 15.

Disputes between the Parties relating to the interpretation or application of this Convention shall, if they cannot be settled by direct negotiation, be referred for decision to the Permanent Court of International Justice. In case either or both of the Parties to such a dispute should not be Parties to the Protocol of Signature of the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be referred, at the choice of the Parties, either to the Permanent Court of International Justice or to arbitration.

Article 16.

Upon a request for a revision of the present Convention by five of the signatory or adherent Parties to the Convention, the Council of the League of Nations shall call a conference for that purpose. In any event, the Council will consider the desirability of calling a conference at the end of each period of five years.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le douze septembre mil neuf cent vingt-trois, en deux exemplaires originaux, dont l'un restera déposé aux archives de la Société des Nations et l'autre restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have agreed the present Convention.

Done at Geneva the twelfth day of September, one thousand nine hundred and twenty-three, in two originals of which one shall remain deposited in the archives of the League of Nations and the other shall remain deposited in the archives of the Government of the French Republic.

ALBANIE	B. BLINISHTI	ALBANIA
ALLEMAGNE	GOTTFRIED ASCHMANN (Vorbehaltlich der Ratifikation) ¹	GERMANY
AUTRICHE	<i>Ad referendum.</i> E. PFLÜGL	AUSTRIA
BELGIQUE	MAURICE DULLAERT	BELGIUM
BRÉSIL	AFRANIO DE MELLO FRANCO	BRAZIL
EMPIRE BRITANNIQUE	I declare that my signature does not include any of the Colonies, Overseas Possessions, Protectorates or Territories under His Britannic Majesty's Sovereignty or Authority ² . A. H. B. A. H. BODKIN.	BRITISH EMPIRE S. W. HARRIS.
UNION SUD-AFRICAINE	PARMOOR ³	UNION OF SOUTH AFRICA
NOUVELLE-ZÉLANDE	J. ALLEN My signature includes the mandated territory of Western Samoa ⁴ . J. A.	NEW ZEALAND
INDE	PRABHASHANKAR D. PATTANI	INDIA
ÉTAT LIBRE D'IRLANDE	MICHAEL MACWHITE	IRISH FREE STATE

Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :

¹ Sous réserve de ratification.

² Je déclare que ma signature n'engage aucune des colonies ou possessions d'outre-mer, ni aucun des protectorats ou territoires placés sous la souveraineté ou l'autorité de Sa Majesté Britannique.

³ La signature de Lord Parmoor engage le territoire sous mandat de Sa Majesté Britannique au Sud-Ouest africain.

Traduction.

⁴ Ma signature engage le territoire sous mandat du Samoa occidental.

Translations by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to ratification.

³ Lord Parmoor's signature includes the Territory under His Britannic Majesty's mandate of South-West Africa.

Translation.

BULGARIE	CH. KALFOFF	BULGARIA
CHINE	TCHENG LOH	CHINA
COLOMBIE	Con reserva de la ulterior aprobacion legislativa ¹ . FRANCISCO JOSÉ URRUTIA	COLOMBIA
COSTA-RICA	<i>Ad referendum.</i> MANUEL M. DE PERALTA	COSTA RICA
CUBA	COSME DE LA TORRIENTE	CUBA
DANEMARK	En signant la Convention élaborée par la Conférence internationale sur les publications obscènes, je soussigné, délégué du Gouvernement danois, déclare, relativement à l'article 4 (voir l'article premier) ce qui suit : D'après les règles du droit danois, ne sont punissables les actes énoncés à l'article premier que s'ils sont prévus par l'article 184 du Code pénal danois qui punit quiconque publie un écrit obscène ou qui met en vente, distribue, répand d'autre manière ou expose publiquement des images obscènes. En outre, il est à remarquer que la législation danoise sur la presse contient des dispositions spéciales relatives aux personnes qui pourront être poursuivies pour délits de presse. Ces dispositions sont applicables aux actes prévus à l'article 184 en tant que ces actes peuvent être considérés comme délits de presse. L'application de la législation danoise sur ces points doit attendre la revision probablement prochaine du Code pénal danois ² . — A. O. A. OLDENBURG	DENMARK
ESPAGNE	EMILIO DE PALACIOS	SPAIN
FINLANDE	URHO TOIVOLA	FINLAND

Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :

¹ Sous réserve de l'approbation ultérieure du Parlement.

² In signing the Convention drawn up by the International Conference on Obscene Publications, I, the undersigned Delegate of the Danish Government, make, with regard to Article 4 (see also Article 1) the following declaration : " The acts mentioned in Article 1 are punishable under the rules of Danish law only if they fall within the provisions of Article 184 of the Danish Penal Code, which inflicts penalties upon any person publishing obscene writings, or placing on sale, distributing, or otherwise circulating or publicly exposing obscene images. Further, it is to be observed that the Danish legislation relating to the Press contains special provisions on the subject of the persons who may be prosecuted for Press offences. The latter provisions apply to the acts covered by Article 184 in so far as these acts can be considered as Press offences. Application of Danish legislation on these points must await the revision of the Danish Penal Code, which is likely to be effected in the near future ".

Translations by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to the subsequent approval of Parliament.

FRANCE	GASTON DESCHAMPS. J. HENNEQUIN	FRANCE
GRÈCE	N. POLITIS. D. E. CASTORKIS	GREECE
HAITI	M. BONAMY	HAITI
HONDURAS	<i>Ad referendum.</i> CARLOS GUTIERREZ	HONDURAS
HONGRIE	D ^r ZOLTÁN BARANYAI	HUNGARY
ITALIE	CAVAZZONI STEFANO	ITALY
JAPON	Y. SUGIMURA	JAPAN
En signant la Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, je, soussigné, déclare que ma signature n'engage ni Formose, ni la Corée, ni le territoire à bail de Kwantung, ni Karafuto, ni les territoires soumis au mandat du Japon et que les dispositions de l'article 15 de la présente Convention ne portent pas atteinte à l'action faite par le pouvoir judiciaire du Japon en appliquant les lois et décrets japonais¹.		
LETTONIE	J. FELDMANS	LATVIA
LITHUANIE	IG. JONYNAS	LITHUANIA
LUXEMBOURG	CH. G. VERMAIRE	LUXEMBURG
MONACO	R. ELLÈS-PRIVAT	MONACO
PANAMA	R. A. AMADOR	PANAMA
PAYS-BAS	A. DE GRAAF	NETHERLANDS
PERSE	PRINCE ARFA-ED-DOVLEH (<i>ad referendum</i>)	PERSIA
POLOGNE	F. SOKAL	POLAND
VILLE LIBRE DE DANTZIG	J. MODZELEWSKI	FREE CITY OF DANZIG
PORTUGAL	AUGUSTO DE VASCONCELLOS	PORTUGAL

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ In signing the International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications, I, the undersigned, declare that my signature is not binding in respect of Taiwan, Chosen, the leased territory of Kwantung, Karafuto or the territories under Japanese mandate, and that the provisions of Article 15 of the present Convention are not in any way derogatory to the acts of the Japanese judicial authorities in the application of Japanese laws and decrees.

ROUMANIE	N. P. COMNÈNE	ROUMANIA
SALVADOR	J. GUSTAVO GUERRERO	SALVADOR
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES	M. JOVANOVITCH	KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
SIAM	The Siamese Government reserve full right to enforce the provisions of the present Convention against foreigners in Siam in accordance with the principles prevailing for applying Siamese legislation to such foreigners ¹ .	SIAM
	DAMRAS	
SUISSE	E. BÉGUIN	SWITZERLAND
TCHÉCOSLOVAQUIE	D ^r ROBERT FLIEDER	CZECHOSLOVAKIA
TURQUIE	RUCHDY	TURKEY
URUGUAY	B. FERNANDEZ Y MEDINA	URUGUAY

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Le Gouvernement siamois se réserve entièrement le droit d'obliger les étrangers se trouvant au Siam à observer les dispositions de la présente Convention, conformément aux principes qui régissent l'application de la législation siamoise aux étrangers.

N° 686.

**BELGIQUE
ET GRAND-DUCHÉ DE
LUXEMBOURG**

Déclaration concernant l'assistance
et le rapatriement des indigents
des deux pays. Bruxelles, le 17
juillet 1923.

**BELGIUM
AND GRAND-DUCHY OF
LUXEMBURG**

Declaration concerning the granting
of public assistance to and the
repatriation of poor nationals of
the two countries. Brussels, July
17, 1923.

No. 686. — DÉCLARATION¹ ÉCHANGÉE ENTRE LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG CONCERNANT L'ASSISTANCE ET LE RAPATRIEMENT DES INDIGENTS DES DEUX PAYS. BRUXELLES, LE 17 JUILLET 1923.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 7 août 1924.

Le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et le GOUVERNEMENT DE SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE DUCHESSE DE LUXEMBOURG, voulant régler le traitement et le rapatriement des indigents des deux pays, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à procurer, dans les limites de son territoire, aux indigents appartenant à l'autre, les secours qu'elle accorde à ses propres indigents en vertu des dispositions légales sur l'assistance publique.

Article 2.

Les indigents que l'état de leur santé ou leur âge met dans l'impossibilité de pourvoir aux besoins de leur existence, les orphelins, les enfants abandonnés et les aliénés ne seront rapatriés, s'ils sont traités ou entretenus à charge de la bienfaisance publique, que sur une demande préalable adressée par voie diplomatique par l'un des deux Gouvernements à l'autre.

Article 3.

En cas de rapatriement d'un aliéné, une copie du dossier médical du malade sera transmise aux autorités du pays dont il est le ressortissant et le nombre d'infirmiers nécessaires pour assurer le transfert sera indiqué.

Article 4.

La demande de rapatriement ne peut être rejetée sous le prétexte que l'indigent dont il s'agit aurait perdu sa nationalité pour autant qu'il n'en ait pas acquis une autre.

¹ Les dispositions de cette déclaration sont entrées en vigueur le 1^{er} août 1923.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 686. — DECLARATION ² EXCHANGED BETWEEN BELGIUM AND THE GRAND-DUCHY OF LUXEMBURG CONCERNING THE GRANTING OF PUBLIC ASSISTANCE TO, AND THE REPATRIATION OF, POOR NATIONALS OF THE TWO COUNTRIES. BRUSSELS, JULY 17, 1923.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place August 7, 1924.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE GOVERNMENT OF HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG, being desirous of laying down rules for the treatment and repatriation of poor nationals of the two countries, have agreed as follows :

Article 1.

Each of the two Contracting Parties undertakes to grant, within its territory, to poor nationals of the other Party, the assistance which it affords to its own poor nationals by virtue of the laws concerning public assistance.

Article 2.

Poor persons who are incapacitated by their state of health or age from providing for their essential needs, or orphans, deserted children and lunatics, shall, if they are being treated or maintained at the public expense, only be repatriated after a request has been made to that effect through the diplomatic channel by one of the two Governments to the other.

Article 3.

In cases in which a lunatic is repatriated, a copy of the medical health sheet of the patient shall be sent to the authorities of the country of which he is a national, and the number of attendants required on the journey shall be indicated.

Article 4.

No application for repatriation shall be refused on the ground that the person in question has lost his nationality, unless he has acquired another nationality.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The provisions of this Declaration came into force August 1, 1923.

Article 5.

Les indigents à rapatrier d'origine belge seront remis, par les autorités grand-ducales compétentes, au commissariat de police en chef à Arlon, à Namur ou à Liège.

Les indigents à rapatrier d'origine luxembourgeoise seront remis, par les autorités belges compétentes, à la direction de la Maison de santé d'Ettelbrück, s'il s'agit d'aliénés ou d'épileptiques, et à la direction de l'Hospice du Rham, à Luxembourg, s'il s'agit d'autres indigents.

La désignation du lieu où la remise doit s'effectuer pourra être modifiée du consentement des deux Parties.

Le Gouvernement qui aura demandé le rapatriement en supportera tous les frais jusqu'au jour de la remise.

Article 6.

Le remboursement des dépenses faites, conformément aux articles précédents, du chef de secours, d'entretien, de traitement médical ou de rapatriement d'indigents, ne pourra être réclamé ni de la Caisse de l'Etat auquel appartiennent ces indigents, ni de celle de la commune, ni d'aucune autre caisse publique du pays. Il en sera de même, le cas échéant, des frais d'inhumation.

Article 7.

Le rapatriement pourra ne pas avoir lieu s'il est convenu entre les intéressés que l'indigent continuera à recevoir des secours au lieu de sa résidence, moyennant le remboursement des frais par qui de droit.

Article 8.

Dans le cas où la personne secourue ou d'autres personnes obligées, en son lieu et place, en vertu des règles du droit civil, en particulier les parents tenus à lui fournir des aliments, sont en état de supporter les frais en question, le droit de leur en réclamer le remboursement demeure réservé. Chacun des deux Gouvernements s'engage à prêter à l'autre ses bons offices dans les limites de leur législation respective à l'effet de faciliter le remboursement de ces frais à ceux qui en ont fait l'avance.

Article 9.

Chacune des deux Parties contractantes se réserve le droit de dénoncer la présente Convention moyennant avis préalable donné six mois d'avance.

Article 10.

Les dispositions qui précèdent seront mises à exécution à partir du 1^{er} août 1923.

En foi de quoi les soussignés, savoir : M. Henri Jaspar, Ministre des Affaires étrangères de Belgique et M. le Comte Gaston de Marchant et d'Ansembourg, Chargé d'Affaires *ad int.* du Grand-Duché de Luxembourg, à Bruxelles, dûment autorisé à cet effet, ont signé la présente Déclaration qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 17 juillet 1923.

(Signé) H. JASPAR.

(Signé) G. DE MARCHANT ET D'ANSEMBOURG.

Article 5.

Poor persons of Belgian origin who are to be repatriated shall be handed over by the competent authorities of the Grand-Duchy at the head police station at Arlon, Namur or Liege.

Poor persons of Luxemburg origin who are to be repatriated shall be handed over by the competent Belgian authorities to the official in charge of the Asylum of Ettelbrück in the case of lunatics or epileptics, or to the official in charge of the Hospice du Rham in Luxemburg, in the case of other persons.

The place where the persons are to be handed over may be changed with the consent of the two Parties.

The Government which has asked for repatriation shall bear all costs thereof up to the day when the person concerned is handed over.

Article 6.

Repayment of expenditure incurred in pursuance of the preceding Articles under the head of relief, maintenance, medical treatment or repatriation of poor persons cannot be demanded from the Treasury of the State to which the poor persons concerned belong, or from the commune in which they were resident or from any other public authority in the country. This shall also apply, in case of death, to the costs of burial.

Article 7.

Repatriation need not take place if it is agreed between the parties concerned that the poor person will continue to receive relief at the place of his residence, subject to repayment by the proper persons or authorities of the costs incurred.

Article 8.

If persons receiving relief, or other persons placed under obligation on their behalf by the provisions of the civil law, in particular, relatives who are required to supply them with food, are in a position to pay the costs in question, the right to claim repayment is reserved. Each of the two Governments undertakes to employ its good offices in favour of the other, within the limits of its legislation, with a view to facilitating the repayment of such costs to those who have advanced them.

Article 9.

Each of the two Contracting Parties reserves the right to denounce the present Convention by giving six months' notice.

Article 10.

The foregoing provisions shall become effective as from August 1, 1923.

In faith whereof the undersigned, M. Henri Jaspar, Belgian Minister for Foreign Affairs, and Count Gaston de Marchant et d'Ansembourg, Chargé d'Affaires *ad int.* for the Grand-Duchy of Luxemburg, duly authorised, have signed the present Declaration and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Brussels, July 17, 1923.

(Signed) H. JASPAR.

(Signed) G. DE MARCHANT ET D'ANSEMBOURG.

**FRANCE ET COMMISSION
DE GOUVERNEMENT
DU BASSIN DE LA SARRE**

Echange de notes en vue d'appliquer aux extraditions entre la France et le Territoire de la Sarre, les dispositions du Traité d'extradition conclu le 21 juin 1845 entre la France et la Prusse, ainsi que des accords ultérieurs qui complétèrent ce traité. Paris, le 13, et Sarrebruck, le 30 juillet 1920.

**FRANCE AND SAAR BASIN
GOVERNING COMMISSION**

Exchange of Notes concerning the application to extraditions between France and the Saar Territory of the provisions of the Extradition Treaty of June 21, 1845, between France and Prussia, together with those of subsequent supplementary agreements. Paris, July 13, and Saarbruck, July 30, 1920.

No. 687. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU BASSIN DE LA SARRE, EN VUE D'APPLIQUER AUX EXTRADITIONS ENTRE LA FRANCE ET LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LES DISPOSITIONS DU TRAITÉ D'EXTRADITION¹ CONCLU LE 21 JUIN 1845 ENTRE LA FRANCE ET LA PRUSSE, AINSI QUE DES ACCORDS ULTÉRIEURS QUI COMPLÈTERENT CE TRAITÉ. PARIS, LE 13, ET SARREBRUCK, LE 30 JUILLET 1920.

Texte officiel français communiqué par le Président de la Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 9 août 1924.

PARIS, le 13 juillet 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli, avec un exposé des faits, le texte du mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction de Sarreguemines, du chef d'assassinat, contre le nommé ZIMMERMANN Rodolphe, qui, aux termes d'une communication également ci-jointe du juge d'instruction de Sarrebrück, serait détenu en cette ville. Je vous serais reconnaissant de vouloir bien accorder au Gouvernement de la République l'extradition de cet individu.

D'autre part, M. le Garde des Sceaux m'informe de la mise en arrestation, à Sarreguemines, sur l'initiative des autorités de la Sarre, du nommé DIETRICH Jacob, qui serait inculpé, à Sarrebrück, de vol, détournement et faux ; mon collègue m'exprime en même temps le désir de savoir si une demande régulière d'extradition sera formulée au sujet du sus nommé, l'envoi des pièces de justice étant nécessaire au cas de l'affirmative.

Aussi bien pour les enquêtes émanant du Gouvernement français et visant des individus réfugiés sur le Territoire de la Sarre que pour celles que le Gouvernement sarrois aura à formuler au sujet des inculpés réfugiés en France, le Gouvernement de la République considère, au reste, comme applicable, *mutatis mutandis*, aux relations franco-sarroises, les stipulations de la Convention franco-prussienne du 21 juin 1845 et des déclarations de réciprocité qui l'ont complétée, tant du moins que les circonstances n'auront pas fait apparaître l'utilité d'un nouvel accord franco-sarrois en la matière.

J'attacherais du prix à être assuré de l'entente à cet égard de nos deux Gouvernements et à connaître l'accueil fait par la Commission de gouvernement de la Sarre aux communica-

¹ De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités. Tome VIII, page 330.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 687. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FRENCH GOVERNMENT AND THE SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION CONCERNING THE APPLICATION TO EXTRADITIONS BETWEEN FRANCE AND THE SAAR TERRITORY OF THE PROVISIONS OF THE EXTRADITION TREATY² OF JUNE 21, 1845, BETWEEN FRANCE AND PRUSSIA, TOGETHER WITH THOSE OF SUBSEQUENT SUPPLEMENTARY AGREEMENTS. PARIS, JULY 13, AND SAARBRUCK, JULY 30, 1920.

Official French text communicated by the Chairman of the Saar Basin Governing Commission. The registration of this exchange of Notes took place August 9, 1924.

PARIS, July 13, 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

I have the honour to transmit to you herewith, together with a statement of the facts, the text of a warrant for arrest issued by the Examining Magistrate of Saareguemines, for murder, against Rudolph ZIMMERMAN, who, according to the attached communication from the Examining Magistrate of Saarbruck, has been detained by the police in that city. I should be grateful if you would kindly allow the Government of the Republic to extradite this individual.

Moreover, the Keeper of the Seals informs me of the arrest at Saareguemines, by the Saar authorities, of Jacob DIETRICH, accused of theft, embezzlement and forgery at Saarbruck. My colleague is anxious to know whether a formal demand for extradition will be made in connection with this individual, as in that case the necessary legal documents will have to be sent.

As regards both enquiries from the French Government concerning individuals who have taken refuge in the Saar Territory, and enquiries from the Saar Government concerning accused persons who have taken refuge in France, the Government of the Republic is of opinion that the provisions of the Franco-Prussian Convention of June 21, 1845, and the Declarations of reciprocity additional thereto are applicable *mutatis mutandis* to the relations between France and the Saar Territory unless and until circumstances appear to warrant the conclusion of a further agreement between France and the Saar Territory on this subject.

I should be glad to receive an assurance that our respective Governments are in agreement on this point, and to be informed of the manner in which the Governing Commission of the Saar

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² British and Foreign State Papers vol. 34, page 1291.

tions relatives à l'inculpé ZIMMERMANN et à l'inculpé DIETRICH, qui font l'objet de la présente lettre.

Agréez, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Monsieur le Président
de la Commission de gouvernement
de la Sarre.

(Signé) PALÉOLOGUE.

Pour copie certifiée conforme :

Sarrebrück, le 4 août 1924 :

Le Secrétaire Général
de la Commission de gouvernement,
(Signé) J. MORIZE.

SARREBRÜCK, le 30 juillet 1920.

LE CONSEILLER D'ETAT, Président de la Commission de Gouvernement du Territoire
du Bassin de la Sarre, à

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, Ministre des Affaires étrangères, PARIS.

J'ai eu l'honneur de vous soumettre, par lettre du 13 juillet (N° 544), la question délicate que posent les demandes d'extradition, émanant du Gouvernement de la République, au sujet d'inculpés réfugiés sur le Bassin de la Sarre, ainsi que les demandes d'extradition formulées, au sujet d'inculpés réfugiés en France, par la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre.

L'importance de ce problème ne vous avait point échappé et vous avez bien voulu m'en entretenir dans une lettre en date, elle aussi, du 13 juillet dernier (Direction des Affaires administratives et techniques, 3^e Bureau).

Le Gouvernement de la République, aux termes de cette lettre, considère comme applicable, *mutatis mutandis*, aux relations franco-sarroises, les stipulations de la Convention franco-prussienne du 21 juin 1845 et les déclarations de réciprocité qui l'ont complétée.

La Commission de gouvernement avait estimé que les traités d'extradition conclus avant 1914 entre la France et les différents Etats allemands, sont devenus caducs du seul fait de la déclaration de guerre et avait observé qu'ils ne figurent pas au nombre de ceux que le Traité de Paix a expressément remis en vigueur. Le Territoire de la Sarre comprend d'ailleurs un fragment du Palatinat bavarois, auquel la Convention franco-prussienne du 21 juin 1845 n'a jamais été applicable.

Aussi conviendrait-il, à mon sentiment, de prévoir, pour l'avenir, la conclusion d'un accord franco-sarrois en la matière. J'ai l'honneur de vous prier de me faire savoir si vous consentez à donner votre agrément à cette proposition.

Mais la Commission de gouvernement, pour résoudre provisoirement la question des extraditions et pour déférer au vœu que vous avez bien voulu m'exprimer, a adopté la déclaration dont j'ai l'honneur de vous prier de trouver ci-joint copie, et dont le texte sera publié au prochain numéro du *Journal Officiel* du Territoire.

Des termes de votre lettre du 13 juillet et des termes de cette déclaration, résulte l'expression de la volonté concordante des deux Gouvernements, de régler, jusqu'à nouvelle décision, toutes les questions d'extradition conformément aux dispositions de la Convention du 21 juin 1845 et des accords qui l'ont complétée.

J'attacherais du prix à être assuré de l'entente sur ce point de nos deux Gouvernements.

Pour copie certifiée conforme :

Sarrebrück, le 4 août 1924 :

Le Secrétaire Général
de la Commission de gouvernement,
(Signé) J. MORIZE.

has dealt with the communications concerning the accused persons ZIMMERMANN and DIETRICH, to whom this letter relates.

I have the honour, etc...

(Signed) PALÉOLOGUE.

The Chairman of the Saar Basin
Governing Commission.

SAARBRUCK, July 30, 1920.

THE COUNCILLOR OF STATE, Chairman of the Governing Commission of the Territory
of the Saar Basin, to

THE PRESIDENT OF THE COUNCIL, Minister for Foreign Affairs, PARIS.

In my letter of July 13 (No. 544), I had the honour to bring to your notice the delicate question raised by requests for extradition made by the Government of the Republic in respect of accused persons who have taken refuge in the Saar Basin, and requests for extradition formulated by the Governing Commission of the Saar Territory in respect of accused persons who have taken refuge in France.

You agreed that the question was an important one, and you were good enough to refer to the subject in a letter to me also dated July 13 last (Department of Administrative and Technical Affairs, Third Bureau).

According to this letter, the Government of the Republic considers that the provisions of the Franco-Prussian Convention of June 21, 1845, and the Declarations of reciprocity additional thereto, are applicable *mutatis mutandis* to the relations between France and the Saar Territory.

The Governing Commission had advanced the view that the Extradition Treaties concluded prior to 1914 between France and the various German States had lapsed by sole reason of the declaration of war. The Commission also observed that they are not included among the Treaties expressly restored to force by the Treaty of Peace. Moreover, the Saar Territory includes a portion of the Bavarian Palatinate, to which the Franco-Prussian Convention of June 21, 1845, was never applicable.

In my view therefore, it would be desirable to make arrangements for the future conclusion of an agreement between France and the Saar Territory on this subject. I have the honour to request you to inform me whether you give your consent to this proposal.

In order, however, to settle provisionally the question of extradition and to meet the wish which you have expressed, the Governing Commission has adopted a Declaration of which I have the honour to transmit to you a copy herewith. The text of this Declaration will be published in the next issue of the Official Journal of the Territory.

The terms of your letter of July 13 and the terms of this Declaration demonstrate the common desire of the two Governments to regulate, pending further decision, all questions of extradition in conformity with the provisions of the Convention of June 21, 1845, and the Agreements additional thereto.

I should be glad to receive an assurance that our respective Governments are in agreement on this point.

DÉCLARATION

DE LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA SARRE CONCERNANT LES CONDITIONS DANS LESQUELLES IL POURRA ÊTRE SATISFAIT AUX DEMANDES D'EXTRADITION FORMULÉES PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS.

Pour l'examen de toutes les demandes d'extradition présentées par le Gouvernement français, la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre se conformera aux règles et à la procédure fixées par le Traité d'extradition conclu le 21 juin 1845 entre la France et la Prusse, ainsi que dans les accords ultérieurs qui ont complété ledit Traité, jusqu'à ce qu'un accord particulier ait été conclu entre la France et le Territoire de la Sarre en vue d'une nouvelle réglementation des questions d'extradition.

SARREBRÜCK, le 21 juillet 1920.

Pour la Commission de gouvernement
du Territoire de la Sarre :

Le Conseiller d'Etat, Président,
(Signé) RAULT.

Pour copie certifiée conforme :

Sarrebruck, le 30 juillet 1920 :

Le Secrétaire Général,
J. MORIZE.

DECLARATION

BY THE SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION CONCERNING THE CONDITIONS UNDER WHICH REQUESTS FOR EXTRADITION MADE BY THE FRENCH GOVERNMENT CAN BE COMPLIED WITH.

In examining all requests for extradition put forward by the French Government, the Governing Commission of the Saar Territory will conform to the regulations and procedure laid down in the Extradition Treaty concluded between France and Prussia on June 21, 1845, and in the subsequent agreements additional thereto, until such time as a special agreement shall have been concluded between France and the Saar Territory for the adoption of new regulations governing questions of extradition.

SAARBRUCK, *July 21, 1920.*

For the Governing Commission
of the Saar Territory :

(Signed) RAULT,
Councillor of State, President.

**ALLEMAGNE ET COMMISSION
DE GOUVERNEMENT
DU BASSIN DE LA SARRE**

Echange de notes complétant les dispositions du protocole du 3 juin 1921 : *a*) relatives aux examens professionnels passés en Allemagne et en Sarre par les fonctionnaires moyens et subalternes, et *b*) relatives à l'interprétation de certains points du protocole. Sarrebruck, les 7 et 20 juin et le 1^{er} juillet 1921 ; Berlin, le 19 août et Sarrebruck le 26 août 1922.

**GERMANY AND SAAR BASIN
GOVERNING COMMISSION**

Exchange of Notes supplementing the provisions of the Protocol of June 3, 1921 : (*a*) relative to the Professional Examinations passed in Germany and in the Saar by Intermediate and Junior Officials, and (*b*) relative to the interpretation of Certain Points in the Protocol. Saarbruck, June 7 and 20 and July 1, 1921 ; Berlin, August 19, and Saarbruck, August 26, 1922.

No. 688. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU BASSIN DE LA SARRE, COMPLÉTANT LES DISPOSITIONS DU PROTOCOLE¹ DU 3 JUIN 1921 : a) RELATIVES AUX EXAMENS PROFESSIONNELS PASSÉS EN ALLEMAGNE ET EN SARRE PAR LES FONCTIONNAIRES MOYENS ET SUBALTERNES, ET b) RELATIVES A L'INTERPRÉTATION DE CERTAINS POINTS DU PROTOCOLE. SARREBRUCK, LES 7 ET 20 JUIN ET LE 1^{er} JUILLET 1921 ; BERLIN, LE 19 AOÛT ET SARREBRUCK LE 26 AOÛT 1922.

Textes officiels allemand et français communiqués par le Président de la Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 9 août 1924.

German and French official texts communicated by the Chairman of the Saar Basin Governing Commission. The registration of this exchange of Notes took place August 9, 1924.

I.

COMMISSION DE GOUVERNEMENT
DU TERRITOIRE DE LA SARRE.

Secrétariat Général.
S. R. No. 5091.

SARREBRUCK, le 7 juin 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La délégation de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre qui a pris part aux négociations qui se sont poursuivies à Berlin du 27 mai au 3 juin, tient à remercier Votre Excellence de l'accueil qui lui a été réservé et des attentions dont elle a été l'objet. La Commission de Gouvernement se félicite d'avoir pu, sur un certain nombre de points, parvenir à un accord avec le Gouvernement allemand.

En examinant le protocole dont la signature a clos les négociations, j'ai relevé une erreur matérielle qui s'explique par la hâte avec laquelle a été établi ce document. Ses rédacteurs ont omis de faire mention de l'accord qui était sans aucune difficulté, intervenu entre les deux délégations au sujet de la validité des examens professionnels. Ce point de l'ordre du jour avait été traité dans la 5^e séance plénière (31 mai). Il ressort du texte du procès-verbal de séance établi par les soins de la délégation allemande que l'accord était complet sur les points suivants :

1. Les examens professionnels subis dans le Territoire de la Sarre par les fonctionnaires moyens et inférieurs seront reconnus par les autorités allemandes.
2. La Commission de Gouvernement reconnaîtra, en ce qui concerne les mêmes catégories de fonctionnaires les examens subis en Allemagne.
3. Pour rendre possible cette réciprocité de traitement, les examens professionnels seront subis dans le Territoire de la Sarre conformément aux règlements en vigueur en

¹ Vol. V, page 189 de ce Recueil.

¹ Vol. V, page 189, of this Series.

Allemagne. Les jurys d'examen seront composés conformément à ces règlements ; ils seront nommés par la Commission de Gouvernement qui se réserve d'appeler de l'extérieur, les membres du jury qui ne pourraient être trouvés dans le Territoire.

4. Cet accord pourrait être dénoncé au gré de l'une ou l'autre des parties mais sans que cette dénonciation puisse avoir un effet rétroactif en ce qui concerne les examens déjà subis.

5. En ce qui concerne les Administrations des Chemins de fer et des Postes, des accords directs seront conclus entre les deux Administrations intéressées.

6. Le Gouvernement allemand reconnaîtra les examens déjà subis dans le Territoire de la Sarre.

Je considère que les propositions ci-dessus formulées reproduisent très exactement les conditions de l'accord intervenu le 31 mai 1921. Je me bornerai à demander que le terme « fonctionnaires moyens et inférieurs » fût exactement défini et à suggérer qu'il soit fait à cet égard appel au critérium employé dans l'annexe 6 du protocole : les fonctionnaires moyens et inférieurs comprendraient les fonctionnaires des groupes I à IX inclus.

Je serais heureux d'apprendre que ces propositions ont trouvé l'agrément du Gouvernement allemand. Il suffirait, me semble-t-il, d'un échange de lettres pour que cet accord fût considéré comme acquis au même titre que ceux qui ont fait l'objet du protocole du 3 juin 1921.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) V. RAULT.

A Son Excellence Monsieur le Docteur ROSEN,
Ministre des Affaires étrangères,
Berlin.

Pour copie conforme :
Sarrebruck, le 4 août 1924,

Le Secrétaire Général
de la Commission de Gouvernement,
J. MORIZE.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

II.

AUSWÄRTIGES AMT.
Nr. II S. G. 1265
Ang. I.

BERLIN, den 20. Juni 1921.

HERR PRÄSIDENT,

Die Deutsche Regierung hat gern Kenntnis genommen von den liebenswürdigen Worten, die Sie namens der Delegation im Eingange ihres Schreibens vom 7. Juni, S. R. Nr. 5091, den in Berlin geführten Verhandlungen widmen. Auch die Deutsche Regierung ist erfreut darüber, dass in diesen Verhandlungen über eine Reihe von Punkten eine grundsätzliche Einigung erzielt worden ist.

Die von Ihnen zur Sprache gebrachte Unvollständigkeit des Schlussprotokolls vom 3. Juni trifft zu. Ich beehre mich, Ihnen auf Grund Ihres Schreibens zu bestätigen, dass ein Einverständnis über folgende Punkte erzielt worden ist :

1. Die im Saargebiet abgelegten Prüfungen mittlerer und unterer Beamter werden von den deutschen Behörden anerkannt.

2. Die Regierungskommission des Saargebiets erkennt die in Deutschland abgelegten Prüfungen für die gleichen Beamtenkategorien an.

3. Um diese Gegenseitigkeit zu ermöglichen, werden die Beamtenprüfungen im Saargebiet nach Massgabe der in Deutschland gültigen Vorschriften abgelegt. Die Prüfungskommissionen werden nach Massgabe der deutschen Vorschriften zusammengesetzt; sie werden von der Regierungskommission ernannt, die sich vorbehält, Mitglieder der Kommissionen von ausserhalb heranzuziehen, wenn solche im Saargebiet nicht gefunden werden können.

4. Diese Abmachung kann von beiden Teilen nach Belieben widerrufen werden, doch hat ein Widerruf keine rückwirkende Kraft bezüglich der bereits abgelegten Prüfungen.

5. Für die Eisenbahn- und Postverwaltung sollen besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den beiderseits beteiligten Verwaltungen getroffen werden.

6. Die Deutsche Regierung erkennt die im Saargebiet bereits abgelegten Prüfungen an.

Die Deutsche Regierung ist des weiteren, entsprechend der in Ihrem Schreiben gemachten Anregung, damit einverstanden, dass unter «mittleren und unteren Beamten» die unter die Beoldungsgruppen I bis IX einschliesslich fallenden Beamten verstanden werden sollen.

Da hiernach vollkommene Einigkeit besteht, glaube ich, dass durch diesen Briefwechsel die Angelegenheit grundsätzlich als geregelt angesehen werden kann, und zwar in gleicher Weise wie die in dem Protokoll vom 3. Juni geregelten Punkte.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

An die Regierungskommission des Saargebiets.

(Gez.) v. HANIEL.

Zu Händen des Präsidenten, Herrn Staatsrats RAULT
Hochwohlgeboren, Saarbrücken.

Pour copie conforme :
Sarrebruck, le 4 août 1924.

Le Secrétaire Général
de la Commission de Gouvernement,
J. MORIZE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERLIN, le 20 juin 1921.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Gouvernement allemand a été heureux de prendre connaissance des paroles aimables qu'au nom de la Délégation, vous consacrez dans votre lettre du 7 juin S. R. N° 5091 aux négociations qui ont eu lieu à Berlin. Le Gouvernement allemand est également très satisfait, qu'au cours de ces négociations, un accord ait été réalisé au sujet d'un certain nombre de points.

La lacune que vous signalez dans le protocole final du 3 juin existe effectivement. A la suite de votre lettre j'ai l'honneur de vous confirmer qu'un accord a été réalisé sur les points suivants :

1. Les autorités allemandes reconnaissent comme valables les examens que les fonctionnaires moyens et subalternes ont passés dans le Territoire de la Sarre.

2. La Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre reconnaît comme valables les examens que des fonctionnaires des mêmes catégories ont passés en Allemagne.

3. Afin de réaliser cette réciprocité, les règlements en vigueur en Allemagne seront applicables dans le Territoire de la Sarre, en ce qui concerne les examens des fonctionnaires.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Les jurys d'examens seront composés comme il a été dit dans les règlements allemands ; les examinateurs seront nommés par la Commission de Gouvernement qui se réserve le droit de désigner comme membres des jurys des personnes domiciliées en dehors du Territoire de la Sarre, si elle ne peut trouver des examinateurs compétents dans le Territoire de la Sarre.

4. Le présent arrangement pourra être dénoncé à tout moment par les deux parties, mais une dénonciation n'aura aucun effet rétroactif, en ce qui concerne les examens qui ont déjà eu lieu.

5. Pour ce qui concerne les fonctionnaires de l'Administration des Chemins de fer et l'Administration des Postes, les administrations intéressées des deux parties concluront directement des arrangements spéciaux.

6. Le Gouvernement allemand reconnaît comme valables les examens qui ont déjà eu lieu dans le Territoire de la Sarre.

En outre, le Gouvernement allemand, conformément à la proposition contenue dans votre lettre, consent à considérer comme « fonctionnaires moyens et subalternes » les fonctionnaires compris dans les catégories I à IX du barème des traitements.

Etant donné que l'accord est ainsi réalisé sur tous les points, j'estime que, par le présent échange de lettres, la question peut être considérée comme étant réglée définitivement et de la même manière que les points, pour lesquels une solution est intervenue dans le protocole du 3 juin.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) v. HANIEL.

A la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre,
a. b. s. de M. RAULT, Conseiller d'Etat,
Président de la Commission de Gouvernement,
Sarrebruck.

III.

COMMISSION DE GOUVERNEMENT
DU TERRITOIRE DE LA SARRE..

Secrétariat Général.
S. T. N^o. 5514.

SARREBRUCK, le 1^{er} juillet 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre N^o. U. S. G. 1265 du 20 juin 1921, et de prendre acte de l'accord intervenu au sujet de la validité des examens professionnels, tel qu'il ressort des termes de la lettre sus-visée et de ma lettre S. R. 5091 du 7 juin.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) V. RAULT.

A Son Excellence Monsieur le Docteur ROSEN,
Ministre d'Empire des Affaires étrangères,
Berlin.

Pour copie conforme :

Sarrebruck, le 4 août 1924.

*Le Secrétaire Général
de la Commission de Gouvernement.*

J. MORIZE.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

IV.

AUSWÄRTIGES AMT.

Nr. IIa S. G. 2212.

HERR PRÄSIDENT,

BERLIN, den 19. August 1922.

Ich habe die Ehre Ihnen zu bestätigen, dass zwischen der deutschen Regierung und der Regierungskommission des Saargebiets Einverständnis über folgende Fragen auf dem Gebiet des Versorgungswesens erzielt worden ist :

I.

Zwecks vorläufiger Verrechnung der Ausgaben an Versorgungsgebühren wird die Regierungskommission vom 1. April bis 31. Dezember 1922 am ersten jedes Monats für den Vormonat durch die Pensionsregelungsbehörde den Gesamtbetrag der im Vormonat angewiesenen Gebühren feststellen lassen. Nach Kürzung um 2 Millionen Mark monatlich wird dieser Betrag von der deutschen Regierung auf das Konto der Regierungskommission bei der Reichsbankstelle in Saarbrücken überwiesen. Die Regierungskommission wird den Goldbedarf bei dem deutschen Finanzkommissar anmelden, der die Überweisung vermitteln wird. Diese Zahlungen sind bei der am Schlusse des Rechnungsjahres erforderlich werdenden endgültigen Abrechnung als Vorschüsse der deutschen Regierung zu verrechnen.

II.

Bei Rückzahlung von Kapitalabfindungen nach dem Reichsversorgungsgesetz sollen im Interesse der Vereinfachung der Abrechnung die zurückgezahlten Beträge von der nach dem Protokoll vom 3. Juni 1921 erforderlichen Abrechnung ausgenommen werden. Demgemäss werden für die Abrechnung die Gesamtkosten der Versorgung um diese Beträge gekürzt ; der Rest bildet die Summe bezüglich derer die Mehrkosten nach dem neuen Recht im Verhältnis zum alten zu ermitteln und alsdann zwischen der deutschen Regierung und der Regierungskommission des Saargebiets im Verhältnis von 1 : 3 zu verrechnen sind.

III.

Der Schriftverkehr der Versorgungsbehörden innerhalb und ausserhalb des Saargebiets erfolgt im Verhältnis der Versorgungsämter und Hauptversorgungsämter zueinander unmittelbar, soweit einzelne Fälle in Betracht kommen, in denen es sich um Aktenübersendung oder um Feststellung von Ansprüchen handelt, die für einzelne Versorgungsberechtigte aus den Versorgungsgesetzen erwachsen. Der sonstige Verkehr zwischen diesen Versorgungsbehörden ist durch die Abteilung Volkswohlfahrt und das Generalsekretariat der Regierungskommission zu leiten. Der Verkehr zwischen dem Reichsarbeitsministerium und den Versorgungsbehörden des Saargebiets erfolgt in jedem Fall auf diplomatischem Wege.

IV.

Die Befugnisse und die Tätigkeit des deutschen Finanzkommissars für das Versorgungswesen im Saargebiet sind durch das Schreiben der Regierungskommission des Saargebiets vom 3. November 1921 — Nr. 7510 — und das Antwortschreiben der deutschen Regierung vom 4. Dezember 1921 — Nr. II S. G. 2611 — geregelt.

V.

Die Regierungskommission des Saargebiets stimmt den in den Schreiben der deutschen Regierung vom 3. April 1922 — Nr. IIa S. G. 926 — gemachten Vorschlägen über die Versorgungs-

gerichtsbarkeit zu. Demgemäss wird der Herr Reichsarbeitsminister nach Zustimmung des Reichsrats die der Regierungskommission im Entwurf mitgeteilte Verordnung über das Verfahren in Versorgungssachen bezüglich des Saargebiets erlassen, während die Regierungskommission das Reichsgesetz über das Verfahren in Versorgungssachen vom 10. Januar 1922 mit den Aenderungen, die zur Anpassung des Gesetzes an die Verhältnisse des Saargebiets notwendig sind, im Saargebiet für anwendbar erklärt wird.

Nachdem durch das Reichsgesetz über das Verfahren in Versorgungssachen vom 10. Januar 1922 die Zahl der Mitglieder der Versorgungsgerichte von 5 auf 3 herabgesetzt worden ist, kann die Bestimmung in dem Schlussprotokoll von Berlin vom 3. Juni 1921, wonach die deutsche Regierung das Recht erhalten hat, beim Versorgungsgericht des Saargebiets das richterliche Mitglied aus der Zahl der ordentlichen Richter des Saargebiets und ein weiteres Mitglied aus der Zahl der Versorgungsbeamten des Saargebiets zu ernennen, nicht mehr beibehalten werden. Sie wird ersetzt durch folgende Bestimmung: « Die deutsche Regierung erhält das Recht, beim Versorgungsgericht des Saargebiets die in der sozialen Fürsorge erfahrene, mit dem Versorgungswesen vertraute Person zu ernennen ».

Spruchsachen, die seit dem 1. Februar 1922 bei den bisher zuständigen Versorgungsgerichten eingegangen sind, werden dem Versorgungsgericht für das Saargebiet in Saarbrücken überwiesen, soweit eine Entscheidung noch nicht erfolgt ist. Spruchsachen, die vor dem 1. Februar 1922 bei den bisher zuständigen Versorgungsgerichten anhängig geworden sind, werden vor diesen Gerichten weiter bearbeitet und entschieden.

VI.

Die Abreden vom 3. Juni 1921 werden hinsichtlich der Versorgungsbehörden im Saargebiet folgendermassen ergänzt:

1. Nachdem die sechsmonatige Frist, innerhalb derer die Regierungskommission das Recht hatte, aus dem übernommenen Personal des Versorgungswesens ihr nicht genehme Beamte der deutschen Regierung zur Verfügung zu stellen, abgelaufen ist, kommt eine weitere Zurverfügungstellung nicht mehr in Betracht.

2. Die Einstufung des im Versorgungswesen tätigen Personals in die neue Besoldungsordnung ist Sache der Regierungskommission. Soweit durch die Besoldungsreform eine bisher einheitliche Beamtenklasse zwecks Schaffung von Aufsteigungsmöglichkeiten in mehrere Besoldungsgruppen zerlegt worden ist (wie z. B. die Sekretärklasse in die Gruppen VII, VIII und IX der deutschen Besoldungsordnung), wird die Regierungskommission für die Verteilung der Stellen der bisherigen Einheitsklasse auf die verschiedenen Gruppen möglichst dasselbe Zahlenverhältnis annehmen wie es bei den deutschen Versorgungsbehörden beobachtet worden ist.

Einverständnis herrscht darüber, dass bei der Einstufung der einzelnen Beamten in erster Linie die Prüfungsergebnisse massgebend sein sollen. Indes bleibt es der Regierungskommission unbenommen, einzelne Beamte, die sich besonders bewährt haben, besonders zu berücksichtigen.

Die Einstufung der Diätare erfolgt in gleicher Weise wie die der Beamten.

Nach vollzogener Einstufung wird die Regierungskommission der deutschen Regierung eine Übersicht über den Stellenetat und seine Besetzung zugehen lassen.

3. Offene Stellen werden gemäss den Abreden vom 3. Juni 1921 nur mit Beamten besetzt, die der Regierungskommission von der deutschen Regierung vorgeschlagen werden. Offene Stellen sind alle Stellen die durch Tod, Abgang, oder Beförderung frei werden oder durch Errichtung neuer Stellen geschaffen werden. Die Regierungskommission wird, sobald eine offene Stelle vorhanden ist, die deutsche Regierung hiervon benachrichtigen und zur Ausübung ihres Vorschlagsrechtes auffordern.

Die Deutsche Regierung wird bei Ausübung ihres Vorschlagsrechtes für Aufsteigungs- beziehentlich Beförderungstellen auch die im Saargebiet tätigen Beamten des Versorgungswesens berücksichtigen. Der Regierungskommission steht es frei, bei Mitteilungen über das Freiwerden von Stellen die Aufmerksamkeit der deutschen Regierung auf Beamte der Versorgungsbehörden im Saargebiet zu lenken, die nach Dienstalter und Bewährung für die Beförderung in eine frei gewordene höhere Stelle in Betracht kommen. In solchen Fällen sollen die Personalakten der Beamten mit

übersandt werden. Umgekehrt wird die deutsche Regierung bei Präsentation von Beamten, die ausserhalb des Saargebiets tätig sind, der Regierungskommission die Personalakten übermitteln. Soweit die deutsche Regierung keine Beamten aus dem Saargebiet vorschlägt, wird sie tunlichst Beamte aus den dem Saargebiet benachbarten Gegenden vorschlagen.

4. Die Regierungskommission wird die deutsche Regierung alsbald auffordern, bezüglich der gegenwärtig kommissarisch verwalteten Leiterstellen ihr Vorschlagsrecht auszuüben.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Gez. v. SIMSON.

An die
Regierungskommission des Saargebiets,
zu Händen des Präsidenten,
Herrn Staatsrat RAULT, Hochwohlgeboren,
Saarbrücken.

Pour copie conforme :

à Sarrebruck, le 4 août 1924.

*Le Secrétaire général de la Commission
de gouvernement du Territoire de la Sarre.*

J. MORIZE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERLIN, le 19 août 1922.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'entre le Gouvernement allemand et la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, un accord a été réalisé, en matière de pensions, sur les questions suivantes :

I.

En vue de l'établissement des décomptes provisoires des dépenses afférentes aux pensions, la Commission de Gouvernement, pendant la période allant du 1^{er} avril au 31 décembre 1922, fera constater, le 1^{er} de chaque mois, pour le mois précédent, par l'autorité chargée du règlement des pensions, le montant total des pensions ordonnancées au cours du mois précédent. Ce montant sera viré par le Gouvernement allemand au compte de la Commission de Gouvernement, auprès de la succursale de la Reichsbank, à Sarrebruck, sous déduction d'une somme de deux millions de marks par mois. La Commission de Gouvernement fera connaître la somme qui lui sera nécessaire au Commissaire des Finances allemand qui effectuera le virement. A la fin de l'exercice, lors de l'établissement du décompte définitif, ces paiements seront considérés comme avances du Gouvernement allemand.

II.

En vue de faciliter l'établissement des décomptes, en cas de remboursement d'indemnités en capital, conformément à la loi du Reich sur les pensions (Reichsversorgungsgesetz), les montants remboursés ne seront pas compris dans le décompte qui doit être établi aux termes du protocole

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

du 3 juin 1921. Pour l'établissement du décompte, ces montants seront, par conséquent, déduits du total des dépenses afférentes aux pensions ; le solde constituera la somme par rapport à laquelle les dépenses supplémentaires occasionnées par la substitution de la loi nouvelle à la loi ancienne, seront à calculer et à répartir ensuite entre le Gouvernement allemand et la Commission de Gouvernement, dans la proportion de 1 à 3.

III.

Les services des pensions, établis dans le Territoire de la Sarre et en dehors de ce Territoire, pourront correspondre directement s'il s'agit de questions qui intéressent les bureaux des pensions (Versorgungsämter) et les bureaux principaux des pensions (Hauptversorgungsämter) et qui sont relatives à des cas particuliers dans lesquels il y a lieu de procéder à des transferts de dossiers ou à la fixation des pensions que les ayants droit peuvent réclamer en vertu des lois sur les pensions. Toute autre correspondance entre les services des pensions sus-mentionnés se fera par l'intermédiaire de la Section de la prévoyance sociale et du Secrétariat général de la Commission de Gouvernement. Le Ministère du Travail du Reich et les services des pensions du Territoire de la Sarre échangeront leur correspondance, dans chaque cas particulier, par la voie diplomatique.

IV.

Les attributions et les fonctions du Commissaire des Finances allemand auprès du service des pensions du Territoire de la Sarre, sont définies par la lettre de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, N° 7510, en date du 3 novembre 1921, et la réponse du Gouvernement allemand, N° II S. G. 2611, en date du 4 décembre 1921.

V.

La Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre accepte les propositions relatives à la juridiction, en matière de pensions, que le Gouvernement allemand lui a soumises par sa lettre N° IIa, S. G. 926, en date du 3 avril 1922. Le Ministre du Travail du Reich promulguera, par conséquent, après approbation du Conseil du Reich, le décret concernant la procédure à suivre dans les questions de pensions intéressant le Territoire de la Sarre, et dont le projet a été soumis à la Commission de Gouvernement, tandis que la Commission de Gouvernement déclarera applicable au Territoire de la Sarre la loi du Reich du 10 janvier 1922 concernant la procédure en matière de pensions, avec les modifications nécessaires pour adapter la loi à la situation particulière du Territoire de la Sarre.

La loi du Reich du 10 janvier 1922 concernant la procédure en matière de pensions ayant réduit de 5 à 3 le nombre des membres des tribunaux des pensions, il n'est plus possible de maintenir la disposition du protocole final de Berlin, en date du 3 juin 1921, aux termes de laquelle le droit à été reconnu au Gouvernement allemand de désigner l'un des juges titulaires du Territoire de la Sarre, comme titulaire du poste qui, auprès du tribunal des pensions du Territoire de la Sarre, doit obligatoirement être attribué à un magistrat et de choisir un autre membre dudit tribunal parmi les fonctionnaires du service des pensions du Territoire de la Sarre. Cette disposition est remplacée par la suivante : « Le Gouvernement allemand aura le droit de nommer, auprès du tribunal des pensions du Territoire de la Sarre, une personne expérimentée en matière de prévoyance sociale et ayant une compétence particulière en matière de pensions ».

Les affaires contentieuses dont les tribunaux des pensions jusqu'ici compétents ont été saisis depuis le 1^{er} février 1922, seront transférées au tribunal des pensions du Territoire de la Sarre, à Sarrebruck, si aucune décision n'a encore été rendue. Les affaires contentieuses dont les tribunaux des pensions jusqu'ici compétents ont été saisis avant le 1^{er} février 1922, continueront à être instruites par ces tribunaux qui rendront la sentence.

VI.

Les arrangements du 3 juin 1921, relatifs aux services des pensions du Territoire de la Sarre, seront complétés comme suit :

1. Le délai de 6 mois, au cours duquel la Commission de Gouvernement avait le droit de mettre à la disposition du Gouvernement allemand ceux des fonctionnaires du service des pensions dont elle voulait se passer, étant expiré, aucun nouveau fonctionnaire ne pourra être mis à la disposition du Gouvernement allemand.

2. Le reclassement du personnel du service des pensions en tenant compte du nouveau barème des traitements, incombe à la Commission de Gouvernement. Si lors de la revision des traitements une ancienne catégorie uniforme a été divisée, au point de vue des traitements, en plusieurs groupes pour faciliter l'avancement des fonctionnaires (par exemple la catégorie des secrétaires qui forme maintenant les groupes VII, VIII et IX du barème allemand des traitements), la Commission de Gouvernement répartira, autant que possible, les postes de l'ancienne catégorie uniforme entre les différents groupes dans la proportion qui a été observée dans les services allemands des pensions.

Il est entendu qu'en ce qui concerne le reclassement des différents fonctionnaires, on tiendra compte, en premier lieu, des résultats des examens. La Commission de Gouvernement pourra, toutefois, accorder des avantages spéciaux à certains fonctionnaires déterminés qui ont rendu des services particuliers.

Le reclassement des surnuméraires se fera de la même manière que celui des fonctionnaires.

Dès que le reclassement sera terminé, la Commission de Gouvernement fera parvenir au Gouvernement allemand un relevé indiquant le nombre de postes prévus au budget et les noms des titulaires.

3. Conformément aux arrangements du 3 juin 1921, il ne sera nommé, en cas de vacances, que des fonctionnaires figurant sur une liste de présentation que le Gouvernement allemand soumettra à la Commission de Gouvernement. Seront considérés comme postes vacants tous les anciens postes dont le titulaire sera décédé, retraité, ou aura reçu de l'avancement, ainsi que les nouveaux postes. Dès qu'un poste deviendra vacant, la Commission de Gouvernement en informera le Gouvernement allemand et l'invitera à exercer son droit de présentation.

Pour les postes qui doivent être attribués à des fonctionnaires ayant droit à avancement, le Gouvernement allemand prendra également en considération, dans l'exercice de son droit de présentation, les fonctionnaires du service des pensions du Territoire de la Sarre. Dans ses communications relatives aux postes qui deviendront vacants, la Commission de Gouvernement aura la faculté d'attirer l'attention du Gouvernement allemand sur certains fonctionnaires du service des pensions du Territoire de la Sarre, dont l'ancienneté et les services rendus justifieraient la nomination à un poste supérieur vacant. Dans ce cas, le dossier personnel de ces fonctionnaires sera joint à la lettre. Inversement, le Gouvernement allemand, en présentant des fonctionnaires d'un service établi en dehors du Territoire de la Sarre, transmettra les dossiers personnels à la Commission de Gouvernement. Si le Gouvernement allemand ne présente pas de fonctionnaires du Territoire de la Sarre, il présentera autant que possible des fonctionnaires des régions limitrophes du Territoire de la Sarre.

4. La Commission de Gouvernement invitera, aussitôt que possible, le Gouvernement allemand à exercer son droit de présentation pour les postes de directeur dont les titulaires actuels n'exercent leurs fonctions que par intérim.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

A la Commission de Gouvernement
du Territoire de la Sarre,

a. b. s. de M. RAULT, Conseiller d'Etat,
Président de la Commission de Gouvernement,
Sarrebruck.

(Signé) v. SIMSON.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

V.

REGIERUNGSKOMMISSION DES SAARGEBIETS
GENERALSEKRETARIAT.

G. S. Nr. 4041 a.

SAARBRÜCKEN, *den 26. August 1922.*
Schlossplatz 15.

HERR MINISTER,

Ich habe die Ehre, Ihnen zu bestätigen, dass zwischen der deutschen Regierung und der Regierungskommission des Saargebiets Einverständnis über folgende Fragen auf dem Gebiet des Versorgungswesens erzielt worden ist. :

(Here follows the same text as in the note of August 19, 1922.)

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

An
den Herrn Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,
Berlin.

Gez. R. D. WAUGH.

Pour copie certifiée conforme :
Sarrebruck, le 4 août 1924.

*Le Secrétaire Général de la Commission
de Gouvernement du Territoire de la Sarre,*
J. MORIZE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

COMMISSION DE GOUVERNEMENT
DU TERRITOIRE DE LA SARRE.

Secrétariat général
G. S. N° 4041 a.

SARREBRUCK, *le 26 août 1922.*
Place du Château, 15.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'entre le Gouvernement allemand et la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, un accord a été réalisé, en matière de pensions, sur les questions suivantes :

(Suit le même texte qu'à la note du 19 août 1922.)

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

A Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères,
Berlin.

(S.) R. D. WAUGH.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 688. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND THE SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION, SUPPLEMENTING THE PROVISIONS OF THE PROTOCOL OF JUNE 3, 1921 : (a) RELATIVE TO THE PROFESSIONAL EXAMINATIONS PASSED IN GERMANY AND IN THE SAAR BY INTERMEDIATE AND JUNIOR OFFICIALS, AND (b) RELATIVE TO THE INTERPRETATION OF CERTAIN POINTS IN THE PROTOCOL. SAARBRUCK, JUNE 7 AND 20, AND JULY 1, 1921 ; BERLIN, AUGUST 19, AND SAARBRUCK, AUGUST 26, 1922.

I.

SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION.
SECRETARIAT-GENERAL.

S.R. No. 5091.

SAARBRUCK, *June 7, 1921.*

SIR,

The Delegation of the Saar Basin Governing Commission which took part in the negotiations conducted at Berlin, from May 27 to June 3, desires to thank your Excellency for the welcome accorded it and the courtesy with which it was received. The Governing Commission esteems itself fortunate in having been able to reach an agreement with the German Government on various points.

In studying the Protocol, the signing of which concluded the negotiations, I noted an error, due, no doubt, to the haste with which this document was drawn up. The drafters omitted to mention the agreement arrived at without any difficulty between the two delegations in regard to the validity of professional examinations. This item of the agenda was dealt with at the Fifth Plenary Meeting (May 31). The text of the Minutes of the meeting drawn up by the German Delegation showed that complete agreement was reached on the following points :

(1) Professional examinations taken in the Saar Territory by secondary and subordinate officials will be recognised by the German authorities.

(2) The Governing Commission will recognise examinations taken in Germany in the case of the same classes of officials.

(3) In order to facilitate this reciprocal treatment the regulations in force in Germany shall apply to professional examinations held in the Saar Territory. The examining boards will be constituted in accordance with these regulations ; they will be appointed by the Governing Commission, which reserves the right to make outside appointments to the board when suitable members are not available within the Territory.

(4) Either of the Parties may terminate this Agreement, but such action shall not have retroactive effect as regards examinations already held.

(5) As regards the Railway and Postal Administrations, direct agreements will be concluded between the two Administrations concerned.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(6) The German Government will recognise examinations already held in the Saar Territory.

I consider that the proposals formulated above give very accurately the conditions of the Agreement concluded on May 31, 1921. I would merely request that the expression "secondary and subordinate officials" might be defined, and suggest that for this purpose reference should be made to the rule employed in Annex 6 of the Protocol; secondary and subordinate officials would include officials of grades I to IX inclusive.

I should be glad to know that these proposals meet with the approval of the German Government. An exchange of letters would, I think, be sufficient to confirm this Agreement on the same terms as those dealt with in the Protocol of June 3, 1921.

I have the honour to be, etc.

(Signed) V. RAULT.

His Excellency Dr. ROSEN,
Minister for Foreign Affairs,
Berlin.

II.

BERLIN, June 20, 1921.

SIR,

The German Government gratefully acknowledges the friendly remarks with which, on behalf of the Delegation, you open your letter of June 7, S. R. No. 5091, referring to the negotiations conducted in Berlin. The German Government is happy to think that these negotiations led to agreement in principle on a number of points.

Your remarks concerning the incompleteness of the Final Protocol of June 3 are perfectly correct. I have the honour, pursuant to your letter, to confirm the fact that agreement was reached in regard to the following points:

(1) Professional examinations taken in the Saar Territory by secondary and subordinate officials will be recognised by the German authorities.

(2) The Governing Commission of the Saar Territory will recognise examinations taken in Germany so far as concerns the same classes of officials.

(3) In order to facilitate this reciprocal treatment the regulations in force in Germany shall apply to professional examinations held in the Saar Territory. The examining boards will be constituted in accordance with these regulations, and appointed by the Governing Commission, which reserves the right to make outside appointments to the board when suitable members are not available within the Territory.

(4) Either of the Parties may terminate this Agreement at will, but such action shall not have retroactive effect as regards examinations already held.

(5) As regards the Railway and Postal Administrations direct agreements will be concluded between the two Administrations concerned.

(6) The German Government will recognise examinations already held in the Saar Territory.

The German Government is further in agreement with the suggestion contained in your letter that "secondary and subordinate officials" should be taken to comprise officials of grades I to IX inclusive.

As we are now in full agreement, I think that this exchange of letters may be regarded as settling this question in the same manner as the points covered by the Protocol of June 3.

I have the honour, etc.,

(Signed) v. HANIEL.

Monsieur RAULT, Councillor,
Chairman of the Saar Basin Governing Commission,
Saarbruck.

III.

SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION.
SECRETARIAT-GENERAL.

S. T. No. 5514.

SAARBRUCK, *July 1, 1921.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter, No. U. S. G. 1265, of June 20, 1921, and to take note of the Agreement reached in regard to the validity of professional examinations, in the form in which this Agreement appears in the aforesaid letter and my letter S. R. 5091, of June 7.

I have the honour to be, etc.

(Signed) V. RAULT.

His Excellency Dr. ROSEN,
Minister for Foreign Affairs,
Berlin.

IV.

NOTE OF THE GERMAN GOVERNMENT TO THE SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION,
DATED AUGUST 19, 1922.

BERLIN, *August 19, 1922.*

SIR,

I have the honour to confirm the fact that agreement has been reached by the German Government and the Saar Governing Commission in regard to the following questions concerning pensions and public assistance :

I.

For the purpose of a provisional settlement of accounts in respect of expenditure under the head of pensions, the Governing Commission will, as from April 1 to December 31, 1922, instruct the Pensions Department to determine, on the first day of each month, the total amount allocated for this purpose during the previous month. This amount, less 2 million marks per month, will be transferred by the German Government to the account of the Governing Commission at the office of the Reichsbank in Saarbruck. The Governing Commission will notify the amount required to the German Financial Commissioner, who will effect the transfer. Such payments will, when definitive settlement is made at the end of the financial year, be reckoned as advances made by the German Government.

II.

For the purpose of simplifying the accounts, capital sums repaid in accordance with the Reich law concerning Pensions (Reichsversorgungsgesetz) will not be included in the final settlement required under the Protocol of June 3, 1921.

The total expenditure under the heading of pensions will therefore be reduced in this settlement by these amounts ; the remainder represents the sum by means of which the increased expenditure under the new law, as compared with the old one, will be ascertained ; this additional expenditure will then be apportioned between the German Government and the Saar Basin Governing Commission, in the ratio of 1 : 3.

III.

Correspondence between pensions authorities both within and without the Saar Territory relating to individual cases in regard to the transmission of documents or the ascertainment of

claims by individual beneficiaries under the pensions laws will take place direct between the pensions offices and the head pensions offices. In every other case communications between these pensions authorities will pass through the Public Welfare Department and the Secretariat-General of the Governing Commission. Communications between the Reich Ministry of Labour and the pensions authorities in the Saar Territory will be made in every case through diplomatic channels.

IV.

The powers and duties of the German Financial Commissioner for pensions in the Saar Territory are laid down in letter No. 7510, dated November 3, 1921, from the Saar Basin Governing Commission and the reply, No. II, S. G. 2611, dated December 4, 1921, from the German Government.

V.

The Saar Basin Governing Commission agrees to the proposals of the German Government contained in Letter No. IIa, S. G. 296, dated April 3, 1922, in regard to jurisdiction in pensions matters. Accordingly, the Reich Minister of Labour will issue, after agreement with the Reichsrat, the draft decree communicated to the Governing Commission regarding the procedure to be adopted in pensions cases affecting the Saar Territory, while the Governing Commission will declare the Reich Law of January 10, 1922, concerning the procedure in pensions cases to be applicable with the modifications necessary to adapt it to conditions in the Saar Territory.

When the number of the members of the Pensions Tribunal has been reduced from five to three pursuant to the Reich law of January 10, 1922, concerning procedure in pensions cases, the provision in the Final Protocol of Berlin, of June 3, 1921, in virtue of which the German Government acquired the right to appoint the judicial member of the Pensions Tribunal in the Saar Territory from among the regular judges of the Saar Territory, and another member from among the pensions officials of the Saar Territory, can no longer be retained. It will be replaced by the following provision : " The German Government is hereby entitled to appoint to the Saar Territory Pensions Tribunal a person with experience of social welfare work and specially conversant with pensions matters".

Cases submitted since February 1, 1922, to the pensions tribunals previously competent will, if a decision has not been given, be transferred to the pensions tribunal for the Saar Territory at Saarbruck. Proceedings in cases which were brought previous to February 1, 1922, before the pensions tribunals hitherto competent, and which are still *sub judice* will be continued before such Courts, which will give judgment thereon.

VI.

The Agreements of June 3, 1921, will be supplemented as follows in regard to the pensions authorities in the Saar Territory :

(1) After the expiry of the period of six months during which the Governing Commission had the right to place such of the transferred pensions officials as it did not desire at the disposal of the German Government, this right will not again be exercised.

(2) The Governing Commission will be responsible for the grading of the pensions staff under the new salary regulations. In cases in which, owing to the revision of salaries, any one class of officials has, with a view to promotion, been split up into several grades (as, for example, the clerk class into grades VII, VIII and IX of the German Salary Regulations), the Governing Commission will, when dividing up a uniform class into different groups, as far as possible adopt the same proportional arrangements as has been followed in the case of the German pensions authorities.

It is agreed that examination results shall be the principal consideration taken into account in grading individual officials. The Governing Commission is, however, at liberty to give special treatment to individual officials of tried merit.

The grading of temporary staff will follow the same rules as that of regular officials.

After the completion of the grading, the Governing Commission will forward to the German Government a tabular statement showing the number of posts and the persons appointed to them.

(3) In accordance with the Agreements of June 3, 1921, only officials proposed to the Governing Commission by the German Government will be appointed to vacant posts. Vacant posts are posts which have become vacant owing to death, resignation or promotion or which have been newly created. As soon as a vacancy occurs, the Governing Commission will notify the German Government and invite it to exercise its right of nomination.

In exercising its right of nomination to higher posts for purposes of promotion, the German Government will also take into account the pensions officials employed in the Saar Territory. When notifying the German Government of impending vacancies, the Governing Commission is at liberty to bring to its notice pensions officials in the Saar Territory who, by reason of merit and length of service, should be considered for promotion when any vacancy occurs. In such cases the files relating to these officials will also be forwarded. In the same way, when submitting the names of officials employed outside the Saar Territory, the German Government will forward the files to the Governing Commission. If the German Government has no nominations to submit from among officials employed in the Saar Territory, it will as far as possible nominate officials from places in the neighbourhood of the Saar Territory.

(4) The Governing Commission will at once request the German Government to exercise its right of nomination in connection with the chief posts which are at present provisionally administered.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) v. SIMSON.

To

M. RAULT, Councillor,
Chairman of the Saar Basin Governing Commission,
Saarbruck.

V.

SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION.
SECRETARIAT-GENERAL,
G. S. No. 4041a.

SAARBRUCK, *August 26, 1922.*
Schlossplatz, 15.

SIR,

(Here follows the same text as in the note of August 19, 1922.)

I have the honour to be, etc.

(Signed) R. D. WAUGH.

The Minister for Foreign Affairs,
Berlin.

N° 689.

**FRANCE ET COMMISSION
DE GOUVERNEMENT
DU BASSIN DE LA SARRE**

Convention ayant pour objet d'éviter
la superposition d'impôts français
et sarrois, signée à Paris le 5 juillet
1922.

**FRANCE AND SAAR BASIN
GOVERNING COMMISSION**

Convention designed to prevent the
duplication of French and Saar
taxes, signed at Paris, July 5, 1922.

No. 689. — CONVENTION¹ AYANT POUR OBJET D'ÉVITER LA SUPERPOSITION D'IMPÔTS FRANÇAIS ET SARROIS, SIGNÉE A PARIS LE 5 JUILLET 1922.

Texte officiel français communiqué par le Président de la Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 août 1924.

La COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA SARRE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE étant désireux d'empêcher, autant que possible, la superposition des impôts français et des impôts sarrois, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention et sont convenus des dispositions suivantes :

Pour toute imposition pour laquelle le domicile ou la résidence habituelle du contribuable détermine l'exigibilité de l'impôt, les deux Gouvernements s'engagent à admettre, dans les relations fiscales entre la France et la Sarre, que chaque contribuable a un domicile ou une résidence habituelle unique.

Pour la détermination de ce domicile ou de cette résidence habituelle, les deux gouvernements adoptent la notion de principal établissement, dans le cas où la législation civile sarroise impliquerait l'existence de deux domiciles. S'il y a doute au sujet d'un fonctionnaire ou employé occupant un emploi stable, est déterminant le lieu principal de l'occupation, et ce, sans que les dispositions de l'article 106 du Code civil puissent être opposées à cette règle.

Le cas particulier des ouvriers vivant en dortoir à proximité de leur travail et revenant périodiquement dans leur famille se règle en supposant que le domicile se trouve pour les célibataires au dortoir même, et pour les hommes mariés au lieu où ils ont laissé leur famille.

A. IMPÔTS DIRECTS.

Article 1^{er}.

Sous réserve des dispositions de l'article 2, et par application des observations générales, les contribuables ne peuvent être astreints au paiement des impôts directs que dans le pays où ils possèdent leur domicile, ou à défaut de domicile, dans le pays où ils peuvent être considérés comme ayant leur résidence habituelle.

Notamment, les personnes domiciliées en Sarre ne sont pas passibles, en France, de l'impôt général sur le revenu, même si elles y possèdent une résidence.

¹ Cette convention est entrée en vigueur le 10 août 1923.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 689. — CONVENTION² DESIGNED TO PREVENT THE DUPLICATION OF FRENCH AND SAAR TAXES, SIGNED AT PARIS, JULY 5, 1922.

French official text communicated by the Chairman of the Saar Basin Governing Commission. The registration of this Agreement took place August 9, 1924.

THE GOVERNING COMMISSION OF THE SAAR TERRITORY and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being desirous of preventing, as far as possible, the duplication of French and Saar taxes, have decided to conclude for this purpose an Agreement, and have adopted the following provisions :

In all cases where liability to pay a tax is determined by the domicile or habitual residence of the taxpayer, the two Governments undertake to recognise, in the fiscal relations between France and the Saar, a single domicile or a single habitual residence in the case of each taxpayer.

In determining such domicile or habitual residence, the two Governments will, wherever the civil laws in the Saar admit the existence of two domiciles, adopt the principle of recognising a " main establishment ". Should any uncertainty arise as to the position of an official or employee occupying a permanent position, the principal place of employment shall determine the question of his domicile, notwithstanding anything to the contrary contained in the provisions of Article 106 of the Civil Code.

The special case of workmen residing in workmen's barracks in the neighbourhood of their employment and returning at intervals to their families, will be dealt with on the assumption that the domicile, in the case of unmarried men, is the workmen's barracks and, in the case of married men, the place where their families reside.

A. DIRECT TAXES.

Article I.

Subject to the provisions of Article 2 and in compliance with the general regulations, taxpayers may only be called upon to pay direct taxes in the country in which they are domiciled, or failing such domicile, in the country in which they may be regarded as being habitually resident.

In particular, persons domiciled in the Saar are not liable in France to payment of the general tax on income, even if they are resident in the latter country.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² This Convention came into force August 10, 1923.

Article 2.

Les personnes ayant en France ou en Sarre des propriétés immobilières ou des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles ne sont assujetties à l'impôt, à raison des revenus ou bénéfices qu'elles en tirent, que dans le pays où ces immeubles ou ces entreprises se trouvent situés.

Le terme « exploitation » s'applique, non seulement au siège principal, mais aux succursales, bureaux d'achats ou de ventes, agences, comptoirs et toutes installations autres. Sont déterminants en ce cas, pour le partage de la charge fiscale, non seulement les résultats de comptabilités séparées, s'il en existe, mais encore les résultats afférents aux opérations effectuées sur chaque territoire.

Article 3.

Tout contribuable transférant sa résidence de France en Sarre, et réciproquement, reste assujetti à la législation en vigueur dans le pays où il était précédemment imposé et pour la période pendant laquelle l'imposition est due. L'impôt est dû en France suivant la situation au 1^{er} janvier ; en Sarre, il est exigible à partir du 1^{er} du mois qui suit l'arrivée du contribuable et cesse de l'être à partir du 1^{er} du mois qui suit son départ.

B. SUCCESSIONS.

Article 4.

1. En matière d'impôt sur les successions, les immeubles, les meubles corporels et les fonds de commerce, y compris les créances commerciales s'y rattachant, situés en France ou en Sarre, ne seront imposés que dans le pays de leur situation ; le passif hypothécaire et le passif commercial ne pouvant être déduits qu'au lieu de la situation des immeubles ou du fonds de commerce ;

2. Les créances — à l'exception des créances commerciales mentionnées à l'alinéa ci-dessus — et toutes autres valeurs mobilières ne seront imposées qu'au lieu du domicile du défunt, lorsque ce domicile est en France ou en Sarre. Il n'est rien innové si le domicile est dans un tiers pays.

3. Les décès en Sarre de personnes domiciliées en France seront portés à la connaissance de l'Administration française, et réciproquement. Les avis, envoyés périodiquement, contiendront l'indication de l'état-civil du défunt, la date et le lieu du décès, le lieu du domicile, ainsi que la désignation des héritiers connus.

C. LETTRES DE CHANGE.

Article 5.

En matière de timbre des effets de commerce, la France et la Sarre s'engagent à exempter du timbre les effets de commerce émis et timbrés dans l'autre pays.

D. VALEURS MOBILIÈRES.

Article 6.

1. Le Gouvernement français renonce à la perception de tous droits de timbre sur les titres d'actions, obligations ou effets publics sarrois.

Article 2.

Persons owning immovable property or industrial, commercial or agricultural establishments in France or in the Saar shall only be liable to taxation in respect of the income or profits which they derive from such property or establishments in the country where such property and undertakings are situated.

The term " establishment " shall include not only the head office, but branches, offices where purchases or sales are effected, agencies, counting-houses and any other installations. In this case, the manner in which the fiscal charges are to be divided will be determined, not only by the receipts shown in the separate accounts, if such exist, but also by the receipts arising out of transactions effected in either territory.

Article 3.

Any taxpayer transferring his residence from France to the Saar, or *vice versa*, shall continue to be amenable to the laws in force in the country in which he was previously taxed, during the period for which he is liable to such taxation. The liability to taxation in France shall be determined by the taxpayer's position on January 1; in the Saar, the tax is payable as from the first of the month after the arrival of the taxpayer and ceases to be payable as from the first of the month following his departure.

B. SUCCESSION.

Article 4.

(1) Succession duties on landed property, personal estate and business capital — including trade credits — situated in France or the Saar, shall only be leviable in the country in which such property is situated; mortgages and business liabilities may only be deducted at the place where the estates or business capital are situated.

(2) Debts due to the estate — with the exception of the business debts mentioned in the previous paragraph — and all other transferable securities shall only be liable to taxation at the place where the deceased was domiciled, if such domicile is in France or the Saar. Should the domicile be in a third country, the provisions of the existing law remain unchanged.

(3) The French Administration shall be notified of the death in the Saar of any person domiciled in France, and *vice versa*. The notifications, which shall be made at regular intervals, shall give particulars of the civil status (*état civil*) of the deceased, the date and place of death, the place of his domicile and the names of his heirs, so far as the latter are known.

C. BILLS OF EXCHANGE.

Article 5.

As regards the stamping of negotiable instruments, France and the Saar undertake to exempt negotiable instruments issued and stamped in the other country from stamp duties.

D. TRANSFERABLE SECURITIES.

Article 6.

(1) The French Government undertakes to waive its right to collect stamp duties on Saar share certificates, bonds or public bills.

Le Gouvernement sarrois renonce à la perception de tous droits de timbre sur les titres d'actions, obligations ou effets publics français, ainsi que sur leurs feuilles de coupons.

Ces deux dispositions ne s'appliquent ni aux droits qui frappent les actes constitutifs de sociétés, y compris les élévations de capital, ni aux droits de transmission.

2. Le Gouvernement français renonce à la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières en ce qui concerne les valeurs des sociétés, compagnies, entreprises ou personnes publiques possédant la qualité de Sarrois, sous réserve, toutefois, des dispositions légales françaises en tant qu'elles atteignent les entreprises qui ont pour objet des biens situés en France.

3. Le Gouvernement sarrois renonce à la perception du droit sur les mutations des valeurs mobilières, en ce qui concerne les titres de sociétés, compagnies, entreprises ou personnes publiques françaises.

Les trois dispositions ci-dessus sont limitées aux titres exprimés en monnaie de la République française.

E. CHIFFRES D'AFFAIRES.

Article 7.

En matière de droits établis sur le chiffre d'affaires, chacun des deux Gouvernements s'engage à ne pas taxer à l'importation les marchandises en provenance de l'autre pays, pour autant qu'elles aient déjà supporté des droits au moins équivalents à ceux en vigueur dans le pays importateur.

F. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 8.

La présente Convention peut être dénoncée par les Parties contractantes moyennant un préavis qui doit être donné avant le 1^{er} octobre pour l'année de calendrier suivante ; à défaut de préavis, elle se renouvelle par tacite reconduction.

Article 9.

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après ratification par les gouvernements respectifs.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 5 juillet 1922.

(L. S.) (Signé) V. RAULT.

(L. S.) (Signé) C. DE LASTEYRIE.

Pour copie conforme :

Sarrebruck, le 6 août 1924.

*Le Secrétaire Général de la Commission
de Gouvernement du Territoire de la Sarre,*

J. MORIZE

The Saar Government undertakes to waive its right to collect stamp duties on French share certificates, bonds or public bills and also on the coupons attached thereto.

These two provisions shall not apply to duties levied on deeds or instruments which affect the constitution of a company, including increases in capital, nor to duties relating to transfer of securities.

(2) The French Government waives the right to collect the tax on the revenue from transferable securities in the case of securities belonging to public companies, associations, undertakings or institutions possessing the status of Saar bodies, associations, undertakings, or institutions, subject, however, to the provisions of French law, in so far as they are applicable to undertakings concerned as the property situated in France.

(3) The Saar Government waives the right to collect the tax payable in respect of the transfer of transferable securities as regards shares of French public companies, associations, undertakings or persons.

The three provisions enumerated above shall apply only to shares expressed in the currency of the French Republic.

E. BUSINESS TURNOVER.

Article 7.

As regards taxes on turnover, each of the two Governments undertakes to levy no charge in respect of the importation of goods coming from the other country, provided that such goods have already been subject to taxes which are not lower than the taxes in force in the importing country.

F. GENERAL PROVISIONS.

Article 8.

This Agreement may be denounced by the Contracting Parties, after previous notice, which shall be given before October 1, for the following calendar year ; failing such notice, the Agreement will be renewed automatically.

Article 9.

This Agreement shall not come into force until ratified by the respective Governments.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, on July 5, 1922.

(L. S.) (Signed) V. RAULT.

(L. S.) (Signed) C. DE LASTEYRIE.

N° 690.

**ALLEMAGNE ET COMMISSION
DE GOUVERNEMENT
DU BASSIN DE LA SARRE**

Protocole relatif à l'entretien des
mutilés de guerre, signé à Franc-
fort-sur-le-Main le 13 novembre
1922.

**GERMANY AND SAAR BASIN
GOVERNING COMMISSION**

Protocol regarding the Maintenance
of Persons Disabled in the War,
signed at Frankfort - on - Main,
November 13, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 690.—VEREINBARUNG¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG
UND DER REGIERUNGSKOMMISSION DES SAARGEBIETS FÜR
DIE UNTERSTÜTZUNG KRIEGSBESCHÄDIGTER, GEZEICHNET
ZU FRANKFURT AM MAIN AM 13. NOVEMBER 1922.

Texte officiel allemand communiqué par le Président de la Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 9 août 1924.

German official text, communicated by the Chairman of the Saar Basin Governing Commission. The registration of this protocol took place, August 9, 1924.

Gemäss vorgängiger Vereinbarung sind in Frankfurt am Main in der Zeit vom 10. bis 13. November 1922 eine Delegation der Regierungskommission des Saargebiets unter Leitung des Präsidenten der Regierungskommission, Staatsrats RAULT, und des Mitgliedes der Regierungskommission Dr. HECTOR und eine deutsche Delegation unter Leitung des Vortragenden Legationsrats von FRIEDBERG zusammengetreten, um die zwischen der Deutschen Regierung und der Regierungskommission des Saargebiets bestehenden Meinungsverschiedenheiten über die Verteilung der Lasten zu beheben, die sich aus den Aufwendungen zu Gunsten der Kriegsbeschädigten und Kriegshinterbliebenen, sowie der sonstigen Militärrentner und deren Hinterbliebenen im Saargebiet ergeben haben.

Nach Austausch ihrer Vollmachten, die in guter und gehöriger Form befunden worden sind, haben die Bevollmächtigten der beiden Delegationen folgende Erklärungen ausgetauscht :

Artikel 1.

In dem Bestreben, den Kriegsbeschädigten und Kriegshinterbliebenen im Saargebiet in Bezug auf die Gebühnisse und die Heilbehandlung alle Vorteile zuzuwenden, die ihnen das Deutsche Reich gewährt hat oder in Zukunft noch gewähren sollte, wird die Regierungskommission des Saargebiets nach Möglichkeit für eine dauernde Übereinstimmung der einschlägigen Gesetzgebung im Saargebiet mit der deutschen Gesetzgebung Sorge tragen. Die Regierungskommission des Saargebiets übernimmt aber keinerlei Verpflichtung, Gesetze, die an sich eine andere Materie betreffen, im Saargebiet einzuführen, nur weil auf sie in deutschen Versorgungsgesetzen verwiesen oder Bezug genommen ist.

Von den sich aus der Anwendung der deutschen Gesetzgebung im Saargebiet ergebenden Kosten verbleiben folgende ausschliesslich zu Lasten des Saargebiets :

1. Die Kosten der gesamten sozialen Fürsorge im Sinne der §§ 21 bis 23 des Reichsversorgungsgesetzes vom 12. Mai 1920,
2. die persönlichen und sächlichen Kosten der Verwaltung des Versorgungswesens.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} novembre 1924.

¹ Entered into force November 1, 1924.

Ausserdem würden die Kosten besonderer Zuwendungen über das Mass der deutschen Bestimmungen hinaus, die etwa die Regierungskommission des Saargebiets für notwendig halten sollte, ausschliesslich zu Lasten der Regierungskommission gehen.

Artikel 2.

Die Bezüge der sogenannten Altrentner und ihrer Hinterbliebenen gehen ausschliesslich zu Lasten des Deutschen Reiches.

Artikel 3.

Alle unter Artikel 1 und Artikel 2 nicht genannten Ausgaben werden dergestalt *gemeinsam* von der Regierungskommission des Saargebiets und der Deutschen Regierung bestritten, dass sie zunächst von der Regierungskommission verauslagt werden, dass aber die Deutsche Regierung der Regierungskommission drei Viertel erstattet.

In die Rechnung der nach diesem Masstabe zu verteilenden Lasten werden indessen Ausgaben, die im Saargebiet in nichtdeutscher Währung entstanden sind (Fahrkosten, sowie Krankengeld und Hausgeld für solche Kriegsbeschädigte, die Mitglieder einer auf nichtdeutscher Währung basierten Krankenkasse sind, usw.), nicht in der tatsächlich entstandenen Höhe eingesetzt. Diese Ausgaben werden vielmehr für die Abrechnung so behandelt, als ob sie im Bezirk einer deutschen Versorgungsbehörde entstanden wären. Der Berechnung von Fahrkosten werden die Beförderungstarife ähnlicher Verkehrsunternehmungen im Regierungsbezirk Trier zu Grunde gelegt; für Hausgeld und Krankengeld sind massgebend die Beträge die im Bezirk des Hauptversorgungsamts Dresden während des entsprechenden Vierteljahrs durchschnittlich auf dem Verpflegungstag gezahlt worden sind.

Artikel 4.

Die Bestimmungen des Artikels 3 finden keine Anwendung auf die vor dem 1. November 1922 vollzogenen Zahlungen. Soweit es sich bei diesen Zahlungen um laufende Teuerungszuschüsse handelt, wie sie erstmalig im Deutschen Reiche durch den Erlass des Reichsarbeitsministers vom 24. September 1921 — Nr. VII, 4781 — eingeführt worden sind, werden sie der Regierungskommission des Saargebiets alsbald nach Inkrafttreten der gegenwärtigen Abrede in vollem Umfange erstattet. Soweit diese Zahlungen in Ausführung des Berliner Schlussprotokolls vom 3. Juni 1921 bewirkt worden sind, bleiben die Bestimmungen dieses Schlussprotokolls über die Verteilung der finanziellen Lasten massgebend, wobei indessen die Ausgaben in nichtdeutscher Währung nach Artikel 3 der gegenwärtigen Abrede zu berechnen sind.

Artikel 5.

Soweit die deutsche Gesetzgebung Verweisungen auf deutsche Steuergesetze enthält, die im Saargebiet nicht gelten, sind die entsprechenden Bestimmungen der Steuergesetze des Saargebietes anzuwenden.

Die Regierungskommission des Saargebiets kann Vorschriften darüber erlassen, welche Sätze und Stufen der Steuergesetze des Saargebiets den Sätzen und Stufen der deutschen Steuergesetze entsprechen. Soweit die im Saargebiet geltenden Steuergesetze entsprechende Tarife nicht enthalten, kann die Regierungskommission einen besonderen Tarif vorschreiben der diesem Verfahren zu Grunde zu legen ist.

Die Regierungskommission des Saargebiets kann periodische Festsetzungen über das Umrechnungsverhältnis von Einkommen in nichtdeutscher Währung in solche in deutscher Währung treffen, wobei die verschiedene Kaufkraft der Währungen massgebend sein soll.

Die Regierungskommission des Saargebiets hat vor Erlass der in den Absätzen 2 und 3 vorgesehen Vorschriften und Anordnungen der Deutschen Regierung Gelegenheit zu einer Äusserung zu geben.

Artikel 6.

Die Regierungskommission des Saargebiets wird dem deutschen Finanzkommissar für das Versorgungswesen in Saarbrücken alsbald nach jedem Monatsabschluss eine Aufstellung der von ihr für gemeinsame im Vormonat bewirkten Auszahlungen überreichen. Die Kosten der Heilbehandlung bleiben hierbei unberücksichtigt.

Innerhalb 14 Tagen nach Überreichung der Aufstellung wird die Deutsche Regierung als Abschlagszahlung auf die von ihr übernommenen finanziellen Verpflichtungen drei Viertel des Betrages der Ausgaben erstatten.

Für die Kosten der Heilbehandlung erfolgt eine Abschlagszahlung auf Grund vierteljährlicher Aufstellungen, bei denen alle Ausgaben in nichtdeutscher Währung ausser Ansatz bleiben. Die Deutsche Regierung wird mit tunlichster Beschleunigung nach Vierteljahresabschluss der Regierungskommission des Saargebiets die für die Aufstellung der Rechnung nach Artikel 3 erforderlichen Durchschnittssätze, die das Hauptversorgungsamt Dresden aufstellt, mitteilen.

Die endgültige Verrechnung zwischen der Regierungskommission des Saargebiets und der Deutschen Regierung erfolgt nach Abschluss jedes Rechnungsjahres an der Hand der von der Regierungskommission dem deutschen Finanzkommissar vorzulegenden Jahresrechnungen.

Artikel 7.

Die Absätze 1 und 2 der Anlage 6 zum Berliner Schlussprotokoll vom 3. Juni 1921 werden aufgehoben.

Artikel 8.

Die gegenwärtige Abrede tritt mit der Bestätigung durch die Regierungskommission des Saargebiets und die Deutsche Regierung rückwirkend vom 1. November 1922 ab in Kraft.

Artikel 9.

Die Bestimmungen in Ziffer XVI des Berliner Schlussprotokolls gelten auch für Meinungsverschiedenheiten, die sich über die Auslegung und Durchführung der gegenwärtigen Abrede zwischen der Regierungskommission des Saargebiets und der Deutschen Regierung ergeben sollten.

Geschehen im Rathause zu Frankfurt am Main am dreizehnten November 1922.

(L. S.) V. RAULT.

(L. S.) v. FRIEDBERG.

(L. S.) Dr HECTOR.

Pour copie conforme :
à Sarrebruck, le 4 août 1924,

*Le Secrétaire Général
de la Commission de Gouvernement :*

J. MORIZE.

¹ TRADUCTION.

No. 690. — PROTOCOLE FINAL DES NÉGOCIATIONS TENUES DU 10 NOVEMBRE AU 13 NOVEMBRE 1922 A L'HOTEL DE VILLE DE FRANCFORT-SUR-LE-MAIN ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU BASSIN DE LA SARRE, SIGNÉ A FRANCFORT-SUR-LE-MAIN LE 13 NOVEMBRE 1922.

Conformément à un accord préalable se sont rencontrées à Francfort-sur-le-Main, du 10 novembre au 13 novembre 1922, une délégation de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre dirigée par M. V. RAULT, Conseiller d'Etat, Président de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, et de M. le Dr HECTOR, Membre de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, et une délégation allemande dirigée par M. le Conseiller de Légation von FRIEDBERG, Conseiller rapporteur au Ministère des Affaires étrangères, pour mettre fin aux divergences de vues qui se sont produites entre le Gouvernement allemand et la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre au sujet de la répartition des charges résultant des dépenses faites dans le Territoire de la Sarre en faveur des mutilés de guerre, des ayants droit des victimes de la guerre, ainsi que des autres titulaires de rentes militaires et de leur ayants-droits.

Après échange de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, les plénipotentiaires des deux délégations ont échangé les déclarations suivantes :

¹ Traduction communiquée par le Président de la Commission du Territoire du Bassin de la Sarre.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² TRANSLATION.

No. 690. — FINAL PROTOCOL OF THE NEGOTIATIONS HELD BETWEEN NOVEMBER 10 AND 13, 1922, AT THE RATHAUS OF FRANKFORT-ON-MAIN, BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND THE GOVERNING COMMISSION OF THE SAAR BASIN, SIGNED AT FRANKFORT-ON-MAIN, NOVEMBER 13, 1922.

In accordance with a previous Agreement a delegation of the Saar Basin Governing Commission, headed by M. RAULT, Councillor of State and Chairman of the Governing Commission, and Doctor HECTOR, Member of the Saar Basin Governing Commission, and a German delegation, headed by Councillor of Legation von FRIEDBERG (Vortragender Legationsrat), met at Frankfort-on-Main from November 10 to 13, 1922, in order to settle the differences of opinion between the German Government and the Saar Basin Governing Commission as to the allocation of charges which have arisen out of expenditures in connection with war cripples and surviving dependants of war victims, as well as other persons in receipt of army pensions or surviving dependants of such in the Saar Territory.

After communicating their full powers, found in good and due form, the plenipotentiaries of the two delegations agreed as follows :

¹ Translation communicated by the Chairman of the Saar Basin Governing Commission.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 1.

Désireuse d'assurer aux mutilés de guerre, et ayants-droit des victimes de la guerre, dans le Territoire de la Sarre, en ce qui concerne les allocations et le traitement médical, tous les avantages que leur accorde ou que viendrait à leur accorder à l'avenir le Reich allemand, la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre veillera, dans la mesure du possible, à une concordance permanente de la législation en vigueur en cette matière dans le Territoire de la Sarre avec la législation en vigueur en cette matière dans le Reich allemand. La Commission de Gouvernement ne prend aucun engagement d'introduire dans le Territoire de la Sarre des lois s'appliquant à une autre matière pour la seule raison qu'il y serait fait référence ou allusion dans les lois allemandes relatives à l'entretien des mutilés de guerre.

Parmi les frais résultant de l'application de la législation allemande dans le Territoire de la Sarre, les débours suivants restent exclusivement à la charge du Territoire de la Sarre :

1. Les frais de l'ensemble de la Sozialfürsorge au sens des §§ 21 à 23 du Reichs-versorgungsgesetz du 12 mai 1920 ;

2. les dépenses tant pour le personnel que pour le matériel de l'Administration du Versorgungswesen.

En outre, seront exclusivement à la charge de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre les dépenses résultant d'allocations spéciales, dépassant la mesure prévue par les dispositions en vigueur en Allemagne qu'elle tiendrait pour nécessaire d'accorder.

Article 2.

Les émoluments perçus par les personnes dites Altrentner et leurs ayants-droits ont exclusivement à la charge du Gouvernement allemand.

Article 3.

Toutes les dépenses qui ne sont pas visées aux articles 1 et 2 seront supportées en commun par la Commission de Gouvernement

Article 1.

With a view to granting war cripples and surviving dependants of war victims in the Saar Territory all the advantages in regard to allowances and medical attendance now given or which may in future be given to such by the German Government, the Saar Basin Governing Commission will endeavour, so far as possible, to bring the legislation on the subject in the Saar Territory permanently into agreement with the German legislation. The Saar Basin Governing Commission gives no undertaking, however, to introduce into the Saar Territory laws which relate essentially to other matters simply because they are referred to in German pensions and public assistance laws or are connected with such laws.

Of the costs arising from the application of German legislation in the Saar Territory, the following will be defrayed exclusively by the Saar Territory :

(1) Costs of all social welfare work coming under §§ 21-23 of the Reich Pensions and Public Assistance Law (Reichs-versorgungsgesetz) of May 12, 1920 ;

(2) The personal and other costs of the public assistance administration.

Further, the expense arising from any special payments that the Saar Basin Governing Commission may consider necessary outside the scope of the German provisions will be defrayed exclusively by the Governing Commission.

Article 2.

Benefits payable to the so-called "old" annuitants (Altrentner), and the surviving dependants of such, will be defrayed exclusively by the German Government.

Article 3.

Any expenditure not included in Article 1 or Article 2 will be borne by the Saar Basin Governing Commission and the German

du Territoire de la Sarre et par le Gouvernement allemand de la manière suivante : elles seront effectuées par la Commission de Gouvernement, mais les trois quarts en seront remboursés par le Gouvernement allemand à la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre.

Dans le décompte des charges à répartir conformément à cette proportion, les dépenses suivantes effectuées en monnaie non allemande dans le Territoire de la Sarre (frais de transport ainsi que Krankengeld et Hausgeld des mutilés de guerre qui sont membres d'une Krankenkasse basée sur une monnaie non allemande) n'entreront pas en ligne de compte pour leur montant réel. Ces dépenses seront, au contraire, traitées en vue du règlement de comptes comme si elles avaient été effectuées dans la circonscription d'une autorité allemande de « Versorgung ». Le décompte de frais de transport sera effectué sur la base des tarifs des entreprises de transport similaires en vigueur dans le district de Trèves ; pour le décompte du Hausgeld et du Krankengeld seront déterminants les frais moyens constatés par journée de traitement dans le trimestre correspondant dans la circonscription du « Hauptversorgungsamt » de Dresde.

Article 4.

Les dispositions de l'article 3 ne s'appliquent pas aux paiements effectués avant le 1^{er} novembre 1922. Pour autant que ces paiements ont trait aux indemnités courantes de vie chère, telles qu'elles ont été pour la première fois établies dans le Reich allemand par décret du Ministre du Travail du Reich en date du 24 septembre 1921 (N^o 2, VII, 4781), ils seront intégralement remboursés à la Commission de Gouvernement aussitôt après la mise en vigueur du présent Accord. Pour autant que ces paiements ont été effectués en exécution du Protocole final signé à Berlin le 3 juin 1921, les dispositions du dit Protocole final relatives à la répartition des charges financières seront appliquées, étant cependant entendu que les dépenses effectuées en monnaie non allemande seront comptées conformément à l'article 3 du présent Accord.

Article 5.

Pour autant que la législation allemande se réfère à des lois fiscales allemandes, qui

Government jointly, and will be paid in the first instance by the Governing Commission, subject to a refund to the latter of three-quarters of the amount by the German Government.

In reckoning the costs to be apportioned in this way, the actual amounts of any sums paid in the Saar Territory in non-German currency (cost of transport, and sick pay and maintenance for such war cripples as are members of a provident fund whose accounts are kept in a non-German currency, etc.) shall not, however, be included. Such expenditure will be dealt with, as regards the final settlement, as if it had been incurred within the district of a German public assistance authority. In determining costs of transport, the rates of similar traffic undertakings in the administrative area of Trier will be taken as a basis ; maintenance and sick pay will be based on the average amounts paid for poor law relief per day in the district of the chief public assistance office at Dresden for the corresponding quarter.

Article 4.

The provisions of Article 3 shall not apply to any payments effected before November 1, 1922. In cases in which those payments relate to current extra allowances for increased cost of living, as first introduced into the German Reich by Decree No. VII, 4781, of September 24, 1921, of the Reich Minister of Labour, such amounts will be repaid in full to the Saar Basin Governing Commission immediately upon the entry into force of the present Agreement. Where these payments have been made pursuant to the Final Protocol of Berlin of June 3, 1921, the provisions of this Protocol concerning the allocation of financial charges will continue to apply, expenditure in non-German currency being, however, reckoned in accordance with Article 3 of the present Agreement.

Article 5.

Should German legislation contain references to German fiscal laws not applicable

ne sont pas en vigueur dans le Territoire de la Sarre, il sera fait recours aux dispositions correspondantes des lois fiscales du Territoire de la Sarre.

La Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre peut édicter des prescriptions déterminant quels taux et échelons des lois fiscales du Territoire de la Sarre correspondent aux taux et échelons des lois fiscales allemandes. Pour autant que les lois fiscales en vigueur dans le Territoire de la Sarre ne contiennent pas de tarifs correspondants, la Commission de Gouvernement peut édicter un tarif particulier qui servira de base aux calculs.

La Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre peut procéder à des déterminations périodiques, basées sur le pouvoir d'achat différent des monnaies, du taux de conversion à adopter pour convertir en revenus perçus en monnaie allemande les revenus qui sont perçus en monnaie non allemande.

La Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, avant de promulguer les prescriptions et règlements prévus aux alinéas 2 et 3 doit donner au Gouvernement allemand l'occasion de faire entendre son avis.

Article 6.

La Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre remettra, aussitôt que possible, après la fin de chaque mois, au Commissaire financier allemand pour l'entretien des mutilés de guerre à Sarrebruck, un état de paiements effectués par elle à compte commun au cours du mois écoulé. Les frais de traitements médicaux ne sont pas visés ici.

Dans un délai de 14 jours après remise de l'état, le Gouvernement allemand remboursera comme paiement provisoire à décompter sur le règlement de ses obligations financières, une somme égale aux trois quarts des paiements effectués.

En ce qui concerne les frais afférents aux traitements médicaux, les paiements provisoires seront effectués sur la base d'états trimestriels dans lesquels il ne sera pas tenu compte des dépenses faites en monnaie non allemande. Le Gouvernement allemand fera tenir à la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, aussi rapidement que possible, après la fin de chaque trimestre les taux moyens nécessaires en vertu de l'article 3 à l'établissement des comptes qui devront être dé-

in the Saar Territory, the corresponding provisions of the fiscal laws of the Saar Territory will be applied.

The Saar Basin Governing Commission may issue regulations declaring which rates and grades of the fiscal laws of the Saar Territory correspond to the rates and grades of the German fiscal laws. Should the fiscal laws applicable in the Saar Territory not contain corresponding tariffs, the Governing Commission may prescribe a special tariff to be taken as a basis in this matter.

The Saar Basin Governing Commission may from time to time fix the rates for the conversion of sums received in non-German currency into German currency, such rates being determined by the purchasing power of the various currencies.

The Saar Basin Governing Commission, before issuing the regulations and decrees provided for in paragraphs 2 and 3, will give the German Government an opportunity of expressing its views.

Article 6.

The Saar Basin Governing Commission will communicate to the German Financial Commission for pensions and public assistance at Saarbruck, as soon as possible after the end of each month, a statement of the payments effected by it for their common account during the previous month. This shall not include the costs of medical attendance.

Within fourteen days after receipt of this statement, the German Government will pay over three-quarters of the sum in question in respect of the financial undertakings entered into by it.

The costs of medical attendance shall be paid on presentation of quarterly statements, which shall not, however, include sums paid out in non-German currency. The German Government will notify to the Saar Basin Governing Commission with all possible dispatch, at the end of each quarter, for the purpose of the statement of accounts pursuant to Article 3, the average rates as established by the chief pensions and public assistance office at Dresden.

terminés par le Hauptversorgungsamt de Dresde. Le règlement de comptes définitif entre le Gouvernement allemand et la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre aura lieu à la fin de chaque année budgétaire sur le vu de comptes annuels à présenter par la Commission de Gouvernement au Commissaire financier allemand.

Article 7.

Les alinéas 1 et 2 de l'annexe 6 au Protocole final signé à Berlin le 3 juin 1921 sont abrogés.

Article 8.

Le présent Accord, après sa ratification par la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre et le Gouvernement allemand, entrera en vigueur, avec effet rétroactif, au 1^{er} novembre 1922.

Article 9.

Les dispositions du § XVI du Protocole de Berlin s'appliquent également aux divergences de vues qui viendraient à surgir entre le Gouvernement allemand et la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre au sujet de l'interprétation et de l'exécution du présent Accord.

Fait à l'Hôtel de Ville de Francfort-s.-Main le treize novembre 1922.

The final settlement of accounts between the Saar Basin Governing Commission and the German Government shall be made at the conclusion of each fiscal year on the basis of the yearly statement of accounts to be submitted by the Governing Commission to the German Financial Commission.

Article 7.

Paragraphs 1 and 2 of Annex 6 to the Final Protocol of Berlin of June 3, 1921, shall be cancelled.

Article 8.

The present Agreement shall enter into force when confirmed by the Saar Basin Governing Commission and the German Government, with retroactive effect as from November 1, 1922.

Article 9.

The provisions of paragraph XVI of the Final Protocol of Berlin shall also apply to any disputes which may arise between the Saar Basin Governing Commission and the German Government concerning the interpretation and execution of the present Agreement.

Done at the Rathaus, Frankfort-on-Main, November 13, 1922.

(L. S.) v. FRIEDBERG.

(L. S.) V. RAULT.

(L. S.) Dr HECTOR.

Pour copie conforme :
à Sarrebruck le 4 août 1924.

Le Secrétaire Général
de la Commission de Gouvernement,
J. MORIZE.

N° 691.

**FRANCE ET COMMISSION
DE GOUVERNEMENT
DU BASSIN DE LA SARRE**

Convention ayant pour objet de déterminer les conditions financières d'aménagement des gares douanières à la frontière sarro-allemande, signée à Paris le 30 novembre 1922.

**FRANCE AND SAAR BASIN
GOVERNING COMMISSION**

Convention for fixing the financial conditions which are to govern the adaptation of Customs Stations on the frontier between Germany and the Saar, signed at Paris, November 30, 1922.

No. 691. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU BASSIN DE LA SARRE AYANT POUR OBJET DE DÉTERMINER LES CONDITIONS FINANCIÈRES D'AMÉNAGEMENT DES GARES DOUANIÈRES A LA FRONTIÈRE SARRO-ALLEMANDE, SIGNÉE A PARIS LE 30 NOVEMBRE 1922.

Texte officiel français communiqué par le Président de la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 août 1924.

LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DU BASSIN DE LA SARRE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE étant soucieux d'assurer la construction des gares douanières qu'exige le fonctionnement régulier, pour le 10 janvier 1925, du régime douanier institué par le Traité de Paix de Versailles, ont résolu de conclure à cet effet une Convention et sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}.

Les dépenses afférentes aux travaux à exécuter pour l'aménagement des gares douanières qui seront utilisées en commun par la France et par le Territoire du Bassin de la Sarre, à la frontière sarro-allemande à partir du 10 janvier 1925, par application des dispositions du § 31 de l'Annexe Sarre du Traité de Paix de Versailles, seront couvertes tout d'abord à l'aide d'une avance de 80.000.000 francs, consentie par le Gouvernement français. Le budget du Territoire du Bassin de la Sarre assumera les avances pour les frais excédant ladite somme. Dans ce cas, les charges d'intérêt et d'amortissement seront réparties entre la France et le Territoire de la même manière et sur la même base que pour les fonds avancés par la France.

Article 2.

Les avances consenties par la France porteront intérêt à 6 % à partir du jour où les fonds seront mis effectivement à la disposition de l'Administration du Territoire du Bassin de la Sarre. Le montant desdits intérêts sera ajouté au capital versé à la date du 1^{er} janvier 1925.

Les avances, compte tenu de ces divers éléments, feront au même taux l'objet d'un amortissement annuel, l'échéance de la première annuité étant fixée au 1^{er} janvier 1926 et celle de la dernière au 1^{er} janvier 1935.

Au cas où des avances seraient effectuées postérieurement au 1^{er} janvier 1925, elles porteront intérêt au taux précité depuis la date du versement jusqu'au 31 décembre suivant, pour faire ensuite l'objet d'un amortissement annuel dont la dernière annuité viendra à l'échéance le 1^{er} janvier 1935.

¹ Entrée en vigueur le 10 août 1923.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 691. — CONVENTION² BETWEEN FRANCE AND THE SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION FOR FIXING THE FINANCIAL CONDITIONS WHICH ARE TO GOVERN THE ADAPTATION OF CUSTOMS STATIONS ON THE FRONTIER BETWEEN GERMANY AND THE SAAR, SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 30, 1922.

Official French text communicated by the Chairman of the Saar Basin Governing Commission. The registration of this Convention took place August 9, 1924.

THE SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC being desirous of ensuring the construction of the customs stations required for the regular working as from January 10, 1925, of the customs regime established under the Treaty of Peace of Versailles, have decided to conclude a Convention for this purpose, and have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The expenses connected with the work necessitated by the adaptation of the stations on the Saar-German frontier to be utilised in common by France and the Territory of the Saar Basin as from January 10, 1925, in application of the provisions of paragraph 31 of the Saar Annex to the Treaty of Peace of Versailles, will be met in the first instance by means of a sum of 80,000,000 fr. advanced by the French Government. Any expenses over and above this sum shall be advanced out of the budget of the Territory of the Saar Basin. In such case interest and amortisation charges shall be allocated between France and the Territory in the same manner and on the same basis as the like charges in respect of the funds advanced by France.

Article 2.

The funds advanced by France shall bear interest at the rate of 6% as from the day on which they are actually placed at the disposal of the Administration of the Territory of the Saar Basin. The amount of such interest shall be added to the capital sum paid in at January 1, 1925.

Subject to the foregoing considerations, the funds advanced shall also be subject to annual amortisation at the same rate of interest, the first annual instalment falling due at January 1, 1926, and the last at January 1, 1935.

In case the advances are made later than January 1, 1925, they shall bear interest at the above-mentioned rate as from the date on which they are paid in until December 31 next following, and shall be subject subsequently to annual amortisation, the last annual payment thereon falling due at January 1, 1935.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Came into force August 10, 1923.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Les avances consenties par le Territoire du Bassin de la Sarre porteront intérêt à dater du paiement effectif entre les mains des fournisseurs et prestataires. Elles seront remboursables, conformément au régime établi pour les avances du Trésor français, par annuités dont la dernière viendra à l'échéance le 1^{er} janvier 1935.

Le taux de 6 % sera applicable tant au décompte des intérêts qu'au calcul des annuités.

Article 3.

Les charges d'intérêt et d'amortissement seront prélevées à titre de frais de perception sur le produit global des recettes douanières effectuées à la frontière sarro-allemande, conformément aux règles ci-après :

Elles seront imputées respectivement à la France et au Territoire du Bassin de la Sarre dans le rapport des recettes perçues au profit de chaque gouvernement sur les marchandises destinées à l'une ou l'autre des Parties contractantes.

En conséquence, la part des recettes douanières du Territoire sera diminuée de la fraction des annuités françaises mises à la charge du Territoire, suivant la proportion indiquée à l'alinéa précédent ; par contre, elle sera augmentée de la fraction des annuités sarroises mises à la charge de la France, suivant la même proportion.

Il demeure entendu que, si par suite des conventions internationales en vigueur ou pour toute autre raison, les droits de douane sur les marchandises importées par la frontière sarro-allemande soit en France, soit dans le Territoire du Bassin de la Sarre, sont perçus à l'intérieur du pays, les sommes ainsi perçues seront considérées comme faisant partie intégrante des recettes de la frontière sarro-allemande. Ces recettes seront par conséquent portées au compte soit de la France, soit de la Sarre et prises en considération lors de la répartition des charges d'annuités.

Article 4.

Les services compétents de la Commission de Gouvernement seront chargés d'exécuter les travaux suivant les méthodes normales régissant les travaux publics sarrois, c'est-à-dire par des adjudications ou des appels d'offres faits simultanément en Sarre et hors de Sarre ; les projets permettant de passer à l'exécution définitive devront être approuvés à cet effet par le Gouvernement français et la Commission de Gouvernement ; d'autre part, ceux-ci arrêteront également, d'un commun accord les comptes nécessaires à l'application de l'article 2.

Article 5.

La présente Convention ne deviendra exécutoire qu'après ratification.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris en double exemplaire, le 30 novembre 1922.

(Signé) POINCARÉ.

(Signé) V. RAULT.

Pour copie conforme :

Sarrebruck, le 6 août 1924.

*Le Secrétaire Général
de la Commission de Gouvernement,*
J. MORIZE.

The advances made by the Territory of the Saar Basin shall bear interest as from the day on which payment was actually made to contractors and creditors. They shall be repayable as under the arrangements established for the advances made by the French Treasury, by annual instalments, of which the last shall fall due at January 1, 1935.

The rate of interest (6 %) shall hold good both for the discounting of interest and for the calculation of annual payments.

Article 3.

Interest and amortisation shall be levied as charges for collection on the total customs receipts collected on the Saar-German frontier in accordance with the following rules :

They shall be charged respectively to France and the Territory of the Saar Basin on the goods consigned to the territory of one or other of the Contracting Parties, in proportion to the receipts collected for the account of each Government.

Consequently there shall be deducted from the Territory's share of the customs receipts that part of the French annual payments which is to be borne by the Territory according to the proportion indicated in the preceding paragraph ; and on the other hand there shall be added to it that part of the Saar annual payments which is to be borne by France in the same proportion.

It is understood that if, owing to international conventions in force or for any other cause, customs duties on goods imported over the Saar-German frontier, either into France or into the Territory of the Saar Basin, are collected in the interior of the country, the sums thus collected shall be regarded as forming an integral part of the Saar-German frontier receipts. Such receipts shall consequently be included either in the French or in the Saar accounts, and shall be taken into consideration in the allocation of the annual payments between the two countries.

Article 4.

The competent departments of the Governing Commission shall carry out the work in accordance with the methods ordinarily followed by the Public Works Department of the Saar, that is to say, by contract or by requests for tenders issued simultaneously within and outside the Saar Territory. Schemes under which work of a definitive character can immediately be carried out shall be approved for this purpose by the French Government and by the Governing Commission ; and these two bodies shall by common agreement draw up the accounts required for the application of Article 2

Article 5.

The present Convention shall not come into force until it has been ratified.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate, at Paris, on November 30, 1922.

(Signed) POINCARÉ.

(Signed) V. RAULT.

N° 692.

**ALLEMAGNE ET COMMISSION
DE GOUVERNEMENT
DU BASSIN DE LA SARRE**

Accord en vue de faciliter les relations par chemin de fer entre l'Allemagne et le Territoire de la Sarre, signé à Berlin le 9, à Saarbruck le 17 janvier 1923.

**GERMANY AND SAAR BASIN
GOVERNING COMMISSION**

Agreement with a view to facilitating Communications by Railway between Germany and the Saar Basin Territory, signed at Berlin, January, 9, at Saarbruck, January 17, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 692. — ABREDE¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER REGIERUNGSKOMMISSION DES SAARGEBIETS BETREFFEND DIE ERLEICHTERUNG DES EISENBAHNVERKEHRS ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND DEM SAARGEBIET, GEZEICHNET IN BERLIN, DEN 9. UND IN SAARBRÜCKEN, DEN 17. JANUAR 1923.

Texte officiel allemand communiqué par le Président de la Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 9 août 1924.

Official German text communicated by the Chairman of the Saar Basin Governing Commission. The registration of this Agreement took place August 9, 1924.

Die DEUTSCHE REGIERUNG und die REGIERUNGSKOMMISSION DES SAARGEBIETS sind in dem Wunsche, den Eisenbahnverkehr mit dem Saargebiet zu erleichtern, und unbeschadet ihrer Rechte, wie sie sich aus den Artikeln des Vertrages von Versailles ergeben, durch die die völkerrechtliche Stellung des Saargebiets bestimmt wird, über folgende Bestimmungen übereingekommen :

Artikel 1.

Es herrscht Einverständnis, dass auf den Eisenbahnfrachtverkehr zwischen dem Saargebiet und dem Gebiet anderer Mitgliedstaaten des Berner internationalen Übereinkommens als Deutschlands, dieses Übereinkommen Anwendung findet.

Artikel 2.

Es herrscht Einverständnis, dass dieses Übereinkommen gleichfalls Anwendung findet auf den Verkehr zwischen dem Saargebiet und Deutschland durch das Gebiet eines anderen Mitgliedstaates des Berner Übereinkommens als Deutschlands, und dass die Wahl eines solchen Weges völlig in das Belieben des Absenders gestellt ist.

Artikel 3.

Mit Rücksicht auf die praktischen Schwierigkeiten, denen die Anwendung des inner-deutschen Frachtrechts auf den Verkehr zwischen dem Saargebiet und Deutschland in anderen als den in den vorhergehenden Artikeln behandelten Fällen begegnet und noch begegnen würde — namentlich im Hinblick auf das Zollsystem, wie es vom 10. Januar 1925 ab Platz greifen wird, — verpflichten sich die deutsche Regierung und die Regierungskommission des Saargebiets, in so kurzer Frist,

¹ Entré en vigueur le 20 janvier 1923.

¹ Entered into force on January 20, 1923.

als es die erwähnten Gesichtspunkte wünschenswert erscheinen lassen, jedenfalls vor dem 1. Januar 1925, eine besondere Abrede zu treffen, derzufolge dieser Verkehr den Bestimmungen des Berner Übereinkommens unterstellt wird. Für den Frachtbrief wird das dem praktischen Bedürfnis am meisten entsprechende Formular gewählt werden; es soll darin erwähnt werden, dass dieser Frachtbrief für den Verkehr zwischen Deutschland und dem Saargebiet zufolge der erwähnten besonderen Abrede verwendet wird.

Artikel 4.

Die deutsche Regierung und die Regierungskommission des Saargebiets sind sich einig, dass sie dem Zentralamt in Bern vorschlagen werden, das Saargebiet alphabetisch in die Liste der Eisenbahnstrecken aufzunehmen, auf die das internationale Übereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr Anwendung findet; in Anmerkungen, deren Wortlaut aus der Anlage ersichtlich ist, soll die besondere Rechtsstellung des Saargebiets hervorgehoben werden.

Artikel 5.

Im Sinne dieser Abrede ist unter dem Ausdruck « Berner Übereinkommen » zu verstehen, das durch das Berner internationale Übereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr und die dazu gehörigen Ergänzungen und Anlagen geschaffene System, wie es am Tage des Inkrafttretens dieser Abrede in Geltung ist. Indes soll im Falle einer Änderung oder einer Ersetzung dieses Systems auf Grund eines neuen Übereinkommens das neue System als das in den vorhergehenden Artikeln behandelte System des internationalen Übereinkommens angesehen werden, soweit es mit den Grundsätzen dieser Abrede vereinbar ist.

Die deutsche Regierung und die Regierungskommission des Saargebiets sind sich einig, dass es der Regierungskommission des Saargebiets freistehen soll, sich auf allen Konferenzen, die die Ausarbeitung derartiger Änderungen oder eines neuen Übereinkommens zum Gegenstande haben, mit beratender Stimme vertreten zu lassen.

Artikel 6.

Diese Abrede tritt in Kraft, sobald beide Regierungen ihr zugestimmt und einander hiervon Mitteilung gemacht haben; sie wird dem Zentralamt in Bern von beiden Regierungen zur geeignet erscheinenden weiteren Veranlassung mitgeteilt werden. Es herrscht Einverständnis, dass die Abrede mit Ablauf der in § 34 der Anlage zu Abschnitt IV des Teiles III des Vertrages von Versailles ausser Kraft tritt.

Geschehen in doppelter Ausfertigung.

BERLIN, den 9. Januar 1923.

(Gez.) v. ROSENBERG.

SAARBRÜCKEN, den 17. Januar 1923.

(Gez.) V. RAULT.

Pour copie conforme :

Sarrebruck, le 4 août 1924.

*Le secrétaire général de la
Commission de Gouvernement :*

J. MORIZE.

¹ TRADUCTION.

No. 692. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU BASSIN DE LA SARRE, EN VUE DE FACILITER LES RELATIONS PAR CHEMIN DE FER ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE TERRITOIRE DE LA SARRE, SIGNÉ A BERLIN LE 9, A SARREBRUCK LE 17 JANVIER 1923.

Le GOUVERNEMENT ALLEMAND et la COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DU BASSIN DE LA SARRE, désireux de faciliter les relations par chemin de fer avec le Territoire du Bassin de la Sarre et sans préjudice de leurs droits tels qu'ils résultent des articles du Traité de Versailles, qui définissent le statut juridique international du Territoire du Bassin de la Sarre, conviennent des dispositions suivantes :

Article 1.

Il est entendu que le transport des marchandises par chemin de fer entre le Territoire du Bassin de la Sarre et les Etats participant à la Convention internationale de Berne, autres que l'Allemagne, est régi par cette Convention.

Article 2.

Il est entendu que sont également régis par la dite Convention les transports entre le Territoire du Bassin de la Sarre et l'Allemagne empruntant le territoire d'un Etat participant à la Convention de Berne autre que l'Allemagne

¹ Traduction de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 692. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND THE SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION, WITH A VIEW TO FACILITATING COMMUNICATIONS BY RAILWAY BETWEEN GERMANY AND THE SAAR BASIN TERRITORY, SIGNED AT BERLIN, JANUARY 9, AT SAARBRUCK, JANUARY 17, 1923.

The GERMAN GOVERNMENT and the SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION, being desirous of facilitating communications by railway with the Territory of the Saar Basin and without prejudice to their rights arising out of the articles of the Treaty of Versailles which define the international legal situation of the Territory of the Saar Basin, agree upon the following provisions :

Article 1.

It is understood that the transport of merchandise by railway between the Territory of the Saar Basin and States parties to the International Convention of Berne, other than Germany, is governed by this Convention.

Article 2.

It is understood that the said Convention also governs traffic between the Territory of the Saar Basin and Germany traversing the territory of any State, other than Germany, which is a party to the Berne Convention and that

¹ Translation of the League of Nations' Advisory Committee for Communications and Transit.

et que le choix d'un tel itinéraire est entièrement au gré de l'expéditeur.

the choice of such a route is entirely at the option of the consignor.

Article 3.

En considération des difficultés pratiques que rencontre et que rencontrerait — particulièrement en raison du régime douanier tel qu'il fonctionnera après le 10 janvier 1925 — l'application du régime intérieur allemand aux transports entre le Territoire du Bassin de la Sarre et l'Allemagne autres que les transports visés aux articles précédents, le Gouvernement allemand et la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre s'engagent à contracter entre eux, dans un délai aussi bref que de telles conditions peuvent le rendre désirable et en tout cas avant le premier janvier 1925, un accord particulier d'après lequel les dits transports seront soumis aux règles de la Convention de Berne. Toutefois, quelle que soit la formule de lettre de voiture qui sera utilisée comme la plus appropriée aux exigences techniques, mention y devra être faite que cette lettre de voiture est utilisée pour le trafic entre l'Allemagne et le Territoire du Bassin de la Sarre, conformément au dit accord particulier.

Article 3.

In view of the practical difficulties which are occasioned or may be occasioned — in particular by reason of the Customs regime which will be in operation as from January 10, 1925 — by the application of the internal German regulations to traffic between the Territory of the Saar Basin and Germany other than the traffic referred to in the preceding articles, the German Government and the Saar Basin Governing Commission mutually undertake to conclude, within a period as brief as the above-mentioned considerations may render desirable, and in any event before January 1, 1925, a special agreement under which such traffic shall be subjected to the rules of the Berne Convention. Nevertheless, whatever may be the type of way-bill employed as best adapted to the technical requirements of the case, it shall be noted thereon that the way-bill is employed for the traffic between Germany and the Territory of the Saar Basin in accordance with the said special agreement between Germany and the Saar Basin Governing Commission.

Article 4.

Le Gouvernement allemand et la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre sont d'accord pour proposer à l'Office central de Berne l'inscription du Territoire du Bassin de la Sarre à sa place alphabétique sur la Liste des lignes de chemin de fer auxquelles s'applique la Convention internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer, avec l'adjonction de notes précisant la situation particulière du Territoire du Bassin de la Sarre et dont le texte est joint en annexe.

Article 4.

The German Government and the Saar Basin Governing Commission agree to propose to the Central Office of Berne that the Territory of the Saar Basin be entered in its alphabetical order in the List of railway lines to which the International Convention regarding the transport of merchandise by rail is applicable, with the addition of notes, of which the texts are annexed, explaining the special position of the Territory of the Saar Basin.

Article 5.

Aux fins du présent Accord, le terme Convention de Berne signifie le régime établi par la Convention internationale de Berne sur le transport des marchandises par chemin de fer et ses compléments et annexes, tel qu'il est en vigueur à la date du présent Accord. Toutefois, au

Article 5.

For the purposes of the present Agreement, the Berne Convention means the regime established by the International Convention of Berne regarding the transport of merchandise by rail, together with the supplementary provisions and annexes as in force at the date of the

cas où ce régime viendrait à être soit modifié, soit remplacé par l'effet d'une nouvelle convention, le nouveau régime sera considéré comme le régime de la Convention internationale visée dans les articles précédents, en tant qu'il sera compatible avec les principes du présent Accord.

Le Gouvernement allemand et la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre sont d'accord pour que la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre soit admise à être représentée, à titre consultatif, à toute conférence ayant pour objet d'élaborer de telles modifications ou d'établir une telle nouvelle convention.

Article 6.

Le présent Accord entrera en vigueur dès que chacun des Gouvernements aura reçu de l'autre notification de son agrément, et il sera communiqué, à toutes fins utiles, à l'Office central de Berne par les deux Gouvernements. Il est bien entendu qu'il cessera d'être en vigueur à l'expiration du délai prévu par le § 34 de l'annexe à la section IV de la partie III du Traité de Versailles.

Fait en double exemplaire.

BERLIN, le 9 janvier 1923.

(Signé) v. ROSENBERG.

SARREBRUCK, le 17 janvier 1923.

(Signé) V. RAULT.

present Agreement. Should, however, the said regime be modified or be replaced by a new convention, the new regime shall be considered to be the regime of the International Convention referred to in the preceding articles in so far as it is consistent with the principles of the present Agreement.

The German Government and the Saar Basin Governing Commission agree to the admission of the Saar Basin Governing Commission to representation in a consultative capacity at any conference having for its object the drawing up of such modifications or the framing of such new Convention.

Article 6.

The present Agreement shall come into force so soon as each Government shall be notified of its acceptance by the other Government, and, for all relevant purposes, shall be communicated by the two Governments to the Central Office of Berne. It is clearly understood that the Agreement shall cease to be operative on the expiry of the period mentioned in § 34 of the annex to Section IV of Part III of the Treaty of Versailles.

Done in duplicate.

BERLIN, *January* 9, 1923.

(Signed) v. ROSENBERG.

SAARBRUCK, *January* 17, 1923.

(Signed) V. RAULT.

N° 693.

**ALLEMAGNE ET COMMISSION
DE GOUVERNEMENT
DU BASSIN DE LA SARRE**

Arrangement relatif à l'application
des principes énoncés dans le
Protocole final du 3 juin 1921,
concernant les assurances sociales,
signé à Berlin le 31 mai, à Sarre-
bruck le 21 juillet 1923.

**GERMANY AND SAAR BASIN
GOVERNING COMMISSION**

Agreement regarding the application
of the Principles laid down in the
Final Protocol of June 3, 1921,
concerning Matters of Social In-
surance, signed at Berlin, May 31,
at Saarbruck, July 21, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 693. — ABREDE BETREFFEND DIE AUSFÜHRUNG DER IN DEM SCHLUSSPROTOKOLL VOM 3. JUNI 1921 VORGESEHENEN GRUNDSÄTZE ÜBER ANGELEGENHEITEN DER SOZIALVER-SICHERUNG, GEZEICHNET ZU BERLIN AM 31. MAI, ZU SAARBRÜCKEN AM 21. JULI 1923.

Texte officiel allemand, communiqué par le Président de la Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre. L'enregistrement de cet Arrangement a eu lieu le 9 août 1924.

German official text, communicated by the Chairman of the Saar Basin Governing Commission. The registration of this Agreement took place August 9, 1924.

I. UNFALLVERSICHERUNG ¹.

A. EINLEITENDE BESTIMMUNGEN.

§ 1.

Die gewerbliche und die landwirtschaftliche Berufsgenossenschaft für das Saargebiet übernehmen vom 1. Januar 1922 ab die Befriedigung der Entschädigungsansprüche, die gegen Berufsgenossenschaften des deutschen Reiches aus Unfällen erwachsen sind, die sich in den Betrieben des Saargebiets ereignet haben. Zu übernehmen sind auch Entschädigungsansprüche, die nach dem 31. Dezember 1921 auf Grund des § 608 der Reichsversicherungsordnung aus einem vor dem 1. Januar 1922 eingetretenen Unfall geltend gemacht werden. Die Berufsgenossenschaften des deutschen Reichs werden von den entsprechenden Verpflichtungen frei.

§ 2.

Die Akten über diese Unfälle einschliesslich der am 31. Dezember 1921 schwebenden Sachen werden in dem Stande, in dem sie sich an diesem Tage befinden, von den Berufsgenossenschaften des deutschen Reichs den Berufsgenossenschaften des Saargebiets unmittelbar überwiesen. Ebenso werden die nachträglich zur Anmeldung gelangenden Ansprüche aus Unfällen überwiesen, die sich bis zum 31. Dezember 1921 ereignet haben. Ausserdem werden die Berufsgenossenschaften des deutschen Reichs den Berufsgenossenschaften des Saargebiets alle Schriftstücke unmittelbar zur Verfügung stellen, die für die Einrichtung und den Geschäftsbetrieb erforderlich sind.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1922.

¹ Entered into force January 1st 1922.

Auszahlung der Renten durch die Post.

§ 3.

Wohnt der Berechtigte, für den eine Berufsgenossenschaft des Saargebiets die Rente zu zahlen hat, ausserhalb dieses Gebiets im Deutschen Reiche, so wird die Rente durch die zuständige Postanstalt des Deutschen Reiches, wohnt der Berechtigte, für den eine Berufsgenossenschaft des Deutschen Reiches die Rente zu zahlen hat, im Saargebiet, so wird die Rente durch die zuständige Postanstalt des Saargebiets ausgezahlt.

Die Versicherungsträger des Saargebiets übersenden die betreffenden Anweisungen der zuständigen Oberpostdirektion im Deutschen Reiche, die Berufsgenossenschaften des deutschen Reiches übersenden sie der Oberpostdirektion des Saargebiets.

§ 4.

Um in der Weiterzahlung der übergelassenen Renten keine Verzögerung eintreten zu lassen, werden diese Renten auf Grund der am 1. Januar 1922 vorliegenden Zahlungsanweisungen der abgebenden Berufsgenossenschaft von der für den Wohnort des Berechtigten zuständigen Postanstalt einstweilen weitergezahlt. Die abgebenden Berufsgenossenschaften teilen der Oberpostdirektion des Saargebiets mit, welche von den angewiesenen Renten auch nach dem 1. Januar 1922 noch zu ihren Lasten gezahlt werden.

Soweit die Berufsgenossenschaft des Saargebiets Renten für Berechtigte zu übernehmen hat, die ausserhalb des Saargebiets wohnen, teilt sie den zuständigen Oberpostdirektionen des Deutschen Reiches mit, dass diese Renten vom 1. Januar 1922 ab zu ihren Lasten gezahlt werden.

Mitwirkung der beiderseitigen Versicherungsämter.

§ 5.

Zur Aufklärung von Versicherungsangelegenheiten, zur Erledigung von Einsprüchen, zur Abgabe von Gutachten und dergleichen nach den §§ 1572, 1584, 1591, 1601 und 1612 R. V. O. können die Versicherungsträger die beiderseitigen Versicherungsämter unmittelbar in Anspruch nehmen.

B. VERMÖGENSAUSEINANDERSETZUNG.

a) *Allgemeines.*

§ 6.

Als Rentenlast im Sinne der nachstehenden Bestimmungen gilt der Jahresbetrag aller Renten ausschliesslich der Zulagen, welche für Unfälle, die sich vor dem 1. Januar 1922 in Betrieben des Saargebietes ereignet haben, zu zahlen sind und zwar in der Höhe, in der sie am 1. Januar 1922 gezahlt oder nach diesem Zeitpunkt nachträglich erstmalig festgestellt werden.

Vor Feststellung der letzteren Renten haben die Berufsgenossenschaften des Saargebiets den bisher zuständigen Berufsgenossenschaften des Deutschen Reiches die Akten zur Äusserung mitzuteilen.

b) *Gewerbliche Berufsgenossenschaften, ausser den Berufsgenossenschaften mit Kapitaldeckungsverfahren.*

§ 7.

Die beteiligten Berufsgenossenschaften des Deutschen Reichs einschliesslich der Südwestdeutschen Eisen-Berufsgenossenschaft überweisen zur Abfindung der aus dem § 644 der R. V. O.

sich ergebenden Ansprüche der gewerblichen Berufsgenossenschaft für das Saargebiet das Vierfache der Rentenlast. Davon soll das Dreifache einen entsprechenden Teil der Rücklage und das Einfache einen entsprechenden Teil des anderen Vermögens darstellen.

§ 8.

Die Berufsgenossenschaften des Deutschen Reiches sind berechtigt, den Betrag, der eine Entschädigung für die Rücklage bilden soll, in Wertpapieren, die zu der Rücklage gehören, zu übergeben und zwar in dem Verhältnis, in dem die Wertpapiere einen Bestandteil der Rücklage der abgebenden Berufsgenossenschaft bilden. Die hiernach zu übergebenden Wertpapiere werden zum Anschaffungspreis übernommen. Der etwaige Rest der Dreifachen und das noch verbleibende Einfache der Rentenlast ist in bar zu zahlen.

Die zu der Rücklage gehörigen Vermögensstücke werden mit dem Werte berücksichtigt, mit dem sie in die Vermögensübersicht für das Jahr 1920 eingestellt sind.

c) *Berufsgenossenschaften mit Kapitaldeckungsverfahren.*

§ 9.

Der Auseinandersetzung des Vermögens der Tiefbau-Berufsgenossenschaft und aller Genossenschaften und Zweiganstalten, welche die Entschädigungen durch das Kapitaldeckungsverfahren aufbringen, wird zugrunde gelegt der Kapitalwert der übergehenden Renten. Der Kapitalwert wird nach den der Bekanntmachung des Reichsversicherungsamts vom 5. Februar 1894 (Amtliche Nachrichten des Reichsversicherungsamts S. 141. ff.) beigefügten Tarifen für den 1. Januar 1922 berechnet. Dabei gilt als Rechnungsjahr im Sinne der Tarife das Kalenderjahr 1921.

§ 10.

Für die Art der Zahlung finden die Bestimmungen des § 8 Anwendung. Dabei ist der Kapitaldeckungsstock als Rücklage zu betrachten.

d) *Landwirtschaftliche Berufsgenossenschaften.*

§ 11.

Die Rücklage und das Vermögen (Betriebsstock und Postvorschuss) der landwirtschaftlichen Berufsgenossenschaften in Düsseldorf und Speyer wird in dem Verhältnis geteilt, in dem die auf das Saargebiet entfallende Rentenlast zu der Gesamt-Rentenlast der beiden Berufsgenossenschaften steht.

Für die Art der Zahlung gelten die in § 8 aufgestellten Richtlinien.

§ 12.

Die beiden landwirtschaftlichen Berufsgenossenschaften des Deutschen Reiches werden sobald wie möglich die für die Auseinandersetzung erforderlichen Unterlagen der landwirtschaftlichen Berufsgenossenschaft für das Saargebiet liefern.

§ 13.

Die Bestimmungen der §§ 11 und 12 gelten entsprechend für die Auseinandersetzung zwischen der Gartenbau-Berufsgenossenschaft in Kassel und der zuständigen Berufsgenossenschaft des Saargebiets.

e) *Schwebende Schuld.*

§ 14.

Die gewerbliche und die landwirtschaftliche Berufsgenossenschaft des Saargebiets übernehmen keine Teile der schwebenden Schuld (§ 779 R. V. O.)

f) *Durchführung der Auseinandersetzung.*

§ 15.

Nach den vorstehend festgelegten Richtlinien findet eine unmittelbare Auseinandersetzung zwischen den Berufsgenossenschaften des Deutschen Reichs einerseits und den Berufsgenossenschaften für das Saargebiet andererseits statt. Das Ergebnis der Auseinandersetzung ist den Aufsichtsbehörden zur Genehmigung vorzulegen.

C. AUSFÜHRUNGSBEHÖRDEN.

§ 16.

Die im Saargebiet errichteten oder noch zu errichtenden Ausführungsbehörden übernehmen ohne Gegenleistung die Entschädigungspflicht für alle Unfälle, die sich in Betrieben des Saargebiets ereignet haben oder ereignen werden. Die bisherigen Ausführungsbehörden werden von ihren Verpflichtungen frei. Als Stichtag für die Abrechnung gelten für die entsprechenden Behörden die Bestimmungen des Schlussprotokolls vom 3. Juni 1921 über die finanzielle Abrechnung, insbesondere gilt als Stichtag bei der Eisenbahn- und Postverwaltung der 1. April 1920.

D. VERSCHIEDENES.

§ 17.

Die Regierungskommission des Saargebiets gewährt bei der Einziehung der Umlagen für das Jahr 1921 den Berufsgenossenschaften des Deutschen Reiches durch die von ihr bestimmten Stellen Rechtshilfe, soweit es sich nicht um Umlagen handelt, die von den Berufsgenossenschaften zur Deckung der an Frankreich für die Auseinandersetzung der Sozialversicherung in Elsass-Lothringen gezahlten oder noch zu zahlenden Summen eingezogen werden.

§ 18.

Hinsichtlich der Verteilung der an Angestellte der bisher im Saargebiet ansässigen Berufsgenossenschaften zu zahlenden Ruhegehälter und hinsichtlich der Sicherstellung bisher erworbener Anwartschaften treffen die beteiligten Berufsgenossenschaften unter sich eine Regelung. Sie legen ihre Abmachungen den zuständigen Aufsichtsbehörden zur Genehmigung vor.

§ 19.

Vorstehende Bestimmungen finden auf die Auseinandersetzung und die Beziehungen zwischen der Knappschafts-Berufsgenossenschaft Sektion I und VIII und der Saarknappschafts-Berufsgenossenschaft keine Anwendung. Jedoch gilt § 3. Absatz 1 auch für die Knappschafts-Berufsgenossenschaft.

II. INVALIDEN- UND HINTERBLIEBENENVERSICHERUNG.¹

A. EINLEITENDE BESTIMMUNGEN.

§ 20.

Die Versicherungsträger des Saargebiets übernehmen vom 1. April 1922 ab die Durchführung der Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung im Saargebiet. Als solche kommen die Landesversicherungs-Anstalt für das Saargebiet und die Sonderanstalten des Saarbrücker Knappschafts-Vereins und der Pensionskasse A der Direktion der Saarbahnen in Saarbrücken in Frage.

§ 21.

Die nachstehenden Vereinbarungen haben zur Voraussetzung, dass die Vorschriften über den Gegenstand der Versicherung (§§ 1250 ff. R. V. O.) in beiden Gebieten die gleichen sind.

§ 22.

Den Versicherten wird insofern Freizügigkeit gewährleistet als bei der Prüfung der Wartezeit und der Anwartschaft die bei den beiderseitigen Versicherungsträgern geleisteten Wochenbeiträge ohne Unterscheidung berücksichtigt werden.

B. FESTSTELLUNG DER LEISTUNGEN.

a) *Stellung der Anträge.*

§ 23.

Zur Entgegennahme der Rentenanträge sind die beiderseitigen Versicherungsämter nach den §§ 1613 ff. der R. V. O. zuständig.

Die Gutachten der Versicherungsämter nach den §§ 1623 ff. der R. V. O. werden gegenseitig anerkannt.

§ 24.

Die Versicherungsämter des Saargebiets übersenden die von ihnen geführten Verhandlungen nebst dem Gutachten durchlaufend bei der Versicherungsanstalt für das Saargebiet, wenn ein Versicherungsträger des Deutschen Reiches ausschliesslich zuständig ist. (§ 25 Absatz 1.)

Die Versicherungsämter des Deutschen Reiches übersenden die von ihnen geführten Verhandlungen nebst dem Gutachten durchlaufend bei der Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz an die Landesversicherungsanstalt des Saargebiets, wenn diese ausschliesslich zuständig ist (§ 25 Absatz 2).

Für die Sonderanstalten treten an die Stelle der Versicherungsämter die nach den Satzungen zuständigen Dienststellen.

b) *Entscheidung der Versicherungsträger.*

§ 25.

Die Versicherungsanstalten des Deutschen Reiches sind ausschliesslich zuständig, wenn die Quittungskarten des Antragstellers nur Beitragsmarken von Anstalten des Deutschen Reiches enthalten.

Die Versicherungsanstalt des Saargebiets ist ausschliesslich zuständig, wenn die Quittungskarten des Antragstellers nur Beitragsmarken dieser Anstalt enthalten.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1922.

¹ Entered into force April 1, 1922.

§ 26.

Enthalten die Quittungskarten des Antragstellers Beiträge beider Gebiete, so wird die Rente gemeinschaftlich festgestellt. Dabei werden die Anstalten des Deutschen Reiches von der Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz vertreten, sofern nicht die Zuständigkeit einer Sonderanstalt in Frage kommt.

§ 27.

Die Versicherungsanstalt, welche den Antrag entgegengenommen hat, übersendet der Anstalt des anderen Gebiets die Akten unter Beifügung eines von ihr unterschriebenen Bescheidsentwurfs, der den Vorschriften des § 1631 der R. V. O. genügen muss.

Die letztgenannte Anstalt nimmt binnen einem Monat nach Eingang der Sache zu dem Antrage Stellung, indem sie entweder den Bescheid mit unterschreibt oder Einwendungen erhebt. Können sich die beiden Anstalten nicht einigen, so ist dem Bescheide die strengere Auffassung zu Grunde zu legen. Verstreicht die Frist, ohne dass die beteiligte Anstalt eine Äusserung abgibt, so ist die andere Anstalt berechtigt, eine Reinschrift des Rentenbescheids nochmals zu übersenden, die dann von der anderen Anstalt unterschrieben werden muss.

§ 28.

Der von beiden Anstalten unterzeichnete Bescheid wird dem Antragsteller von der Anstalt unmittelbar zugestellt, die den Antrag entgegengenommen hat.

C. RENTENÄNDERUNGEN UND ENTZIEHUNGEN.

§ 29.

Die beteiligten Anstalten sind befugt, jederzeit selbst zu prüfen, ob der Empfänger noch zum weiteren Bezuge der Rente berechtigt ist.

§ 30.

Werden Änderungen in den Verhältnissen des Rentenberechtigten festgestellt oder vermutet, so wird diejenige Anstalt, in deren Bezirk der Wohnort des Rentenberechtigten liegt, die erforderlichen Ermittlungen anstellen.

Sie hat diese Ermittlungen auch dann anzustellen, wenn sie von der beteiligten Anstalt darum ersucht wird.

Die Rentenänderungen, die sich durch Zugang oder Ausscheiden von Kindern oder Waisen ergeben, werden von der Anstalt in die Wege geleitet, welche im Besitze der Akten ist.

§ 31.

Für das weitere Verfahren bei Rentenänderungen und Entziehungen gelten die Bestimmungen der §§ 23 bis 28 über das Rentenfeststellungsverfahren.

D. QUITTUNGSKARTEN UND BEITRAGSMARKEN.

§ 32.

Die Landesversicherungsanstalt für das Saargebiet gibt vom 1. April 1922 ab eigene Quittungskarten und Marken aus.

Sie zieht von diesem Zeitpunkt ab die von den Anstalten des Deutschen Reichs ausgegebenen Karten ein, vermerkt darauf durch einen Stempelaufdruck, dass die Versicherung vom 1. April

1922 ab bei ihr weiterläuft, stempelt alle eingeklebten Beitragsmarken für die Zeit vom 1. Oktober 1921-31. März 1922 ab und übersendet die gesammelten Karten der Ursprungsanstalt des Deutschen Reiches.

§ 33.

Die Quittungskarten der Landesversicherungsanstalt für das Saargebiet werden, mit 1 beginnend, mit laufenden Nummern versehen; sie erhalten einen Vermerk, an welche Ursprungsanstalt die Quittungskarten über die von dem 1. April 1922 geleisteten Beiträge übersandt sind.

§ 34.

Verzieht ein Versicherter aus dem Saargebiet in das Gebiet der Deutschen Regierung, so stellt ihm die für den neuen Wohnort zuständige Stelle eine neue Quittungskarte aus, versieht diese sowohl als auch die Quittungskarte der Landesversicherungsanstalt für das Saargebiet mit dem den Bestimmungen des § 33 entsprechenden Vermerk und gibt die letztgenannte Karte an die Versicherungsanstalt des Saargebiets zurück.

Die Bestimmungen des Absatz 1 gelten entsprechend, wenn ein Versicherter später aus dem Gebiet der Deutschen Regierung nach dem Saargebiet verzieht.

§ 35.

In Quittungskarten der Landesversicherungsanstalt des Saargebiets dürfen keine deutschen Beitragsmarken und in Quittungskarten der deutschen Versicherungsanstalt keine Beitragsmarken der Landesversicherungsanstalt des Saargebiets eingeklebt werden.

E. AUSZAHLUNG DER ENTSCHÄDIGUNGEN DURCH DIE POST.

§ 36.

Für die Auszahlung der Entschädigungen durch die Post gelten die im § 3 für die Unfallversicherung festgelegten Richtlinien.

Die Anweisungen durch die Post sind von beiden Beteiligten zu unterzeichnen. Auf den Zahlungsweisungen ist ausserdem anzugeben, welcher Teil der angewiesenen Renten auf jedes Gebiet entfällt.

F. VERTEILUNG DER LEISTUNGEN.

a) *Renten, die am 1. April 1922 bereits angewiesen sind.*

§ 37.

Vom 1. April 1922 ab werden die an diesem Tage bei den Postanstalten des Saargebiets angewiesenen Renten zu Lasten der Versicherungsträger des Saargebiets gezahlt.

Von dieser Last erstatten die Versicherungsträger des Deutschen Reiches die Renten ohne Reichszuschuss in der Höhe, wie sie sich nach den am 11. November 1918 in Geltung gewesenen Vorschriften der R. V. O. berechnen. Die Kinderzuschüsse werden auf dieser Grundlage und unter Berücksichtigung des Reichszuschusses berechnet.

b) *Renten, die nach dem 1. April 1922 zur Anweisung gelangen.*

§ 38.

Die nach dem 1. April 1922 bei den Postanstalten des Saargebiets zur Anweisung gelangenden Renten werden zu Lasten der Versicherungsträger des Saargebiets gezahlt. Von dieser Last er-

statten die Versicherungsträger des Deutschen Reiches unter der Voraussetzung, dass es sich um Renten handelt, für welche Beiträge an Versicherungsträger des Deutschen Reiches nach dem 1. April 1922 nicht entrichtet sind, folgende Beiträge :

1. *Invalidenrenten.*

Hat der Versicherte für die Zeit vor dem 1. April 1922 mindestens 500 Beitragswochen geleistet, so wird der Grundbetrag nach den am 11. November 1918 in Geltung gewesenen Vorschriften des § 1288 der R. V. O. berechnet.

Sind weniger als 500 Beitragswochen nachgewiesen, so wird ein gekürzter Grundbetrag aus diesen Beiträgen, also unter Weglassung von Ergänzungswochen, berechnet.

Die Versicherungsträger des Deutschen Reiches erstatten ferner den Teil der Steigerungssätze, der nach der Zahl der Beitragswochen und nach den am 11. November 1918 in Geltung gewesenen Vorschriften des § 1289 der R. V. O. errechnet wird.

Für die Berechnung der Kinderzuschüsse gilt das in § 37 Gesagte entsprechend.

2. *Hinterbliebenenrenten.*

Der Anteil der Versicherungsträger des Deutschen Reiches an den Hinterbliebenenrenten bemisst sich nach den am 11. November 1918 in Geltung gewesenen Vorschriften des § 1292 der R. V. O. auf der Grundlage einer nach Ziffer 1 zu berechnenden Invalidenrente.

3. *Altersrenten.*

Von den Altersrenten erstatten die deutschen Versicherungsträger von dem Anteil, der nach den am 11. November 1918 in Geltung gewesenen Vorschriften des § 1293 der R. V. O. auf die Versicherungsträger entfiel; denjenigen Teilbetrag, der sich ergibt, wenn keine Ergänzungswochen angerechnet werden (gekürzte Altersrente).

§ 39.

Die anrechnungsfähigen Krankheitszeiten fallen demjenigen Gebiete zur Last, in dem sich die Krankenkasse befindet, welche für diesen Krankheitsfall Leistungen gewährt hat. Ist diese nicht festzustellen, oder hat der Versicherte keiner Krankenkasse angehört, so wird das Gebiet belastet, in dem der Versicherte vor Eintritt der Krankheit zuletzt versicherungspflichtig beschäftigt war.

§ 40.

Bei Anwendung der §§ 37 und 38 sind die in der Zeit vom 1. Oktober 1921 bis 31. März 1922 geleisteten Wochenbeiträge der Lohnklasse A. gleich denjenigen der früheren Lohnklasse IV und diejenigen der Lohnklasse B. — H gleich denjenigen der früheren Lohnklasse V, wie sie nach § 1392 der R. V. O. am 11. November 1918 in Gültigkeit waren, zu setzen.

§ 41.

Bezüglich derjenigen Renten, für welche Beiträge auch nach dem 1. April 1922 an Anstalten des Deutschen Reiches entrichtet worden sind, werden die Grundsätze später vereinbart. Die dazu nötigen Vorarbeiten und Verhandlungen werden von der Regierung des Deutschen Reiches und der Regierungskommission des Saargebiets alsbald eingeleitet werden.

c) *Reichszuschuss.*

§ 42.

Der Reichszuschuss geht grundsätzlich zu Lasten des Gebiets, in dem der Rentenberechtigte wohnt.

Mit dieser Massgabe gelten für die Abrechnung beider Gebiete über die vom Deutschen Reiche in der Zeit vom 10. Januar 1920 bis 31. März 1922 geleisteten Reichszuschüsse die Richtlinien des Schlussprotokolls vom 3. Juni 1921, betreffend die finanzielle Abrechnung.

G. ABRECHNUNG ¹ ZWISCHEN DEN VERSICHERUNGSTRÄGERN DER INVALIDEN- UND HINTERBLIBENENVERSICHERUNG DES DEUTSCHEN REICHES UND DES SAARGEBIETS.

§ 43.

Am 1. April 1922 schulden die Versicherungsträger des Deutschen Reiches den Versicherungsträgern des Saargebiets den Wert der Beitragsmarken, welche in der Zeit vom 1. August 1920 bis zum 31. März 1922 im Saargebiet von den Postanstalten verkauft, und die Beiträge, die in dem gleichen Zeitraume von den beteiligten Sonderanstalten vereinnahmt worden sind.

§ 44.

Am 1. April 1922 schulden die Versicherungsträger des Saargebiets den entsprechenden Versicherungsträgern des Deutschen Reiches :

1. die gesamten Beiträge, die im Saargebiet in der Zeit vom 1. August 1920 bis 31. März 1922 aufgekomen wären, wenn sie nach den am 11. November 1918 in Geltung gewesenen Vorschriften der R. V. O. weiter erhoben worden wären.

Dabei werden die in der Zeit vom 1. Oktober 1921 bis 31. März 1922 in der Lohnklasse A. vereinnahmten Beiträge gleich denjenigen der Lohnklasse IV und die Beiträge der Lohnklassen B-H gleich denjenigen der Lohnklasse V gesetzt.

2. die in der Zeit vom 1. Juli 1920 bis 31. März 1922 im Saargebiet gezahlten Zulagen, Beihilfen und Rentenerhöhungen.

3. Ersatz für die in der Zeit vom 1. Januar 1919 bis 30. Juni 1920 gezahlten Zulagen.

4. einen Anteil der den Versicherungsträgern des Deutschen Reiches im Saargebiet entstandenen Verwaltungs- und Heilverfahrenskosten. Dieser wird festgesetzt :

a) für die Landesversicherungsanstalt für das Saargebiet auf	42 v. H.
b) für die Sonderanstalt der Eisenbahn für die Abrechnung mit der Arbeiterpensionskasse I. für die Reichseisenbahnen auf	25 v. H.
für die Abrechnung mit der Arbeiterpensionskasse II. für die Reichseisenbahnen auf	20 v. H.
der unter Ziffer 1. bezeichneten Beitragssumme.	

§ 45.

Die Versicherungsträger des Saargebietes und diejenigen des Deutschen Reichs werden sich sobald wie möglich unmittelbar miteinander in Verbindung setzen, um die Abrechnung nach vorstehenden Grundsätzen vorzunehmen.

Die getroffenen Vereinbarungen und Abmachungen bedürfen der Genehmigung der Aufsichtsbehörden beider Gebiete.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1922.

¹ Entered into force April 1st, 1922.

H. VERSCHIEDENES.

§ 46.

Die für die Invalidenversicherung getroffenen Vereinbarungen gelten sinngemäss auch für die Sonderanstalten beider Gebiete, insbesondere für die Sonderanstalt der Bediensteten der Direktion der Saarbahnen in Saarbrücken einerseits und die Arbeiterpensionskassen I und II für die Reichseisenbahnen andererseits.

§ 47.

Die Versicherungsträger des Deutschen Reiches übersenden den Versicherungsträgern des Saargebiets auf Ersuchen die Akten über diejenigen Rentenempfänger, welche im Saargebiet wohnen. Die Versicherungsträger des Saargebiets werden die für ihn en Geschäftsgang erforderlichen Angaben aus diesen Akten entnehmen und dann die Akten zurücksenden.

Zur Ausführung dieser Bestimmung treffen die beiderseitigen Versicherungsträger unmittelbar die nötigen Vereinbarungen.

III. VERHÄLTNIS ZU DEN POSTANSTALTEN.

§ 48.

Für die Zahlung, Erstattung, Anweisung und Einstellung der Renten durch die Postanstalten gelten gegenseitig die bisherigen Bestimmungen unbeschadet der Bestimmung des § 3 Absatz 2.

§ 49.

Die Versicherungsträger des Saargebiets werden ihre Anweisungen durch ein besonderes Zeichen (Buchstaben oder Ordnungsnummer) als Anweisungen aus dem Saargebiet kenntlich machen und auf dieselbe Art zum Ausdruck bringen, ob nur die Versicherungsträger des Saargebiets oder ausser diesen auch Versicherungsträger des Deutschen Reiches an der Zahlung beteiligt sind.

§ 50.

Die Versicherungsträger eines jeden Gebietes leisten ihrer Postverwaltung einen Vorschuss, der auch die voraussichtlichen Zahlungen deckt, die später von den Versicherungsträgern des anderen Gebiets zu erstatten sind.

§ 51.

Für die statistischen monatlichen Mitteilungen und für die Abrechnung zwischen den Oberpostdirektionen und den Versicherungsträgern gelten beiderseitig die Bestimmungen der Dienst-anweisung für Post und Telegraphie. Der hiernach entstehende Schriftwechsel soll beim Generalsekretariat der Regierungskommission des Saargebiets durchlaufen.

IV. WOCHENHILFE.

§ 52.

Die Erstattung der Wochenhilfeleistungen an die Krankenkassen obliegt der Regierung, in deren Gebiet die Krankenkasse ihren Sitz hat. Die nötigen Ausführungsbestimmungen werden beiderseits den zuständigen Behörden so schnell wie möglich erteilt werden.

Die finanzielle Abrechnung für die bis zum 31. März 1922 geleisteten Erstattungen für Wochenhilfeleistungen erfolgt im übrigen nach den Richtlinien des Schlussprotokolls vom 3. Juni 1921.

V. HEILANSTALTEN.

§ 53.

Wegen gegenseitiger Benutzung der Heilanstalten und Krankenhäuser unter den Bedingungen, wie sie etwa zwischen solchen Anstalten und Versicherungsträgern des Deutschen Reichs vertraglich festgelegt sind oder wie sie sonst den Trägern der Sozialversicherung von den Anstalten gewährt werden, sollen die beteiligten Versicherungsträger alsbald miteinander in Verbindung treten und die vereinbarten Vorschläge zur Kenntnis der Aufsichtsbehörden bringen.

§ 54.

Die Arbeiterpensionskasse I für die Reichseisenbahnen ist bereit, Arbeiter, welche bei der Sonderanstalt der Eisenbahndirektion im Saargebiet versichert sind, soweit Platz vorhanden, in die jetzt bestehenden Heilstätten gegen Erstattung der Selbstkosten aufzunehmen.

VI. GEMISCHTE GERICHTSBARKEIT.

§ 55.

Es soll eine gemischte Gerichtsbarkeit nach den aus der Anlage ersichtlichen Grundsätzen eingerichtet werden.

Die gemischte Gerichtsbarkeit findet nicht statt in Streitigkeiten aus Unfällen, die sich nach dem 31. Dezember 1921 ereignet haben. In diesen Fällen entscheidet über die Berufung das Oberversicherungsamt, in dessen Bezirk der Sitz des Betriebes liegt, in dem sich der Unfall ereignet hat.

Die vorstehenden Bestimmungen gelten für Unfälle der im § 16 bezeichneten Art mit der Massgabe, dass an die Stelle des 31. Dezember 1921 der 31. März 1920 tritt.

VII. SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

A. RECHTSHILFE.

§ 56.

Nach Massgabe der §§ 115, 116, 117 R. V. O. wird im Gebiet der Deutschen Regierung und im Saargebiet gegenseitig Rechtshilfe geleistet. Soweit die Tätigkeit einer Behörde in Anspruch genommen wird, ist der Antrag über das Generalsekretariat der Regierungskommission bzw. über den Reichskommissar für die Übergabe des Saargebietes zu leiten.

B. RECHTSMITTELFRIST.

§ 57.

Bei Einlegung von Rechtsmitteln in Angelegenheiten der R. V. O. gilt die Frist in dem einen Gebiete auch dann als gewahrt, wenn das Rechtsmittel rechtzeitig bei einer Behörde oder einem Organ der Versicherungsträger des anderen Gebiets eingegangen ist.

In diesen Fällen ist die Rechtsmittelschrift unverzüglich an die zuständige Stelle abzugeben.

C. ÜBERGABE DER AKTEN.

§ 58.

Alle Akten und Geschäftspapiere über noch schwebende Angelegenheiten der Sozialversicherung, die das Saargebiet oder die Rechte seiner Einwohner betreffen, sind von den Behörden des Deutschen Reiches unmittelbar den zuständigen Behörden des Saargebietes zu übersenden.

In gleichem Umfange sind die Akten und Geschäftspapiere über bereits erledigte Angelegenheiten den zuständigen Behörden des Saargebietes auf deren Ersuchen unmittelbar zu übersenden.

§ 59.

Es herrscht Einverständnis darüber, dass Meinungsverschiedenheiten, die sich aus den vorstehenden Abreden ergeben sollten, nach Massgabe von Ziffer XVI des Schlussprotokolls von Berlin vom 3. Juni 1921 zu erledigen sind.

Geschehen in doppelter Ausfertigung.

BERLIN, *den 31. Mai 1923.*

SAARBRÜCKEN, *den 21. Juli 1923.*

Gez. ROSENBERG.

Gez. V. RAULT.

ANLAGE.

ABREDE

ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER REGIERUNGSKOMMISSION DES SAARGEBIETES
ÜBER ERRICHTUNG, ZUSTÄNDIGKEIT UND VERFAHREN EINER GEMISCHTEN KAMMER UND
EINES GEMISCHTEN SENATS FÜR ANGELEGENHEITEN DER SOZIALVERSICHERUNG SOWIE EINES
GEMISCHTEN OBERSCHIEDSGERICHTS IN KNAPPSCHAFTLICHEN ANGELEGENHEITEN.

I. RECHTSZUG. GEMISCHTE KAMMER.

§ 1.

Die gemischte Kammer tritt an die Stelle der sonst zuständigen Spruchbehörde.

I. in Spruchsachen der Unfallversicherung :

1. bei Streitigkeiten aus Unfällen, die sich in den zu Knappschaftsvereinen des Saargebiets gehörigen Betrieben ereignet haben und von der deutschen Knappschafts-Berufsgenossenschaft zu entschädigen sind, sofern der Berechtigte im Saargebiet wohnt :

2. Bei Streitigkeiten aus Unfällen, die sich vor dem 1. Januar 1922 in Betrieben des Saargebietes ereignet haben und bis zum 31. Dezember 1921 von einer deutschen Berufsgenossenschaft zu entschädigen waren, sofern es sich um Leistungen für die Zeit vor dem 1. Januar 1922 handelt.

II. in Spruchsachen der Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung, an denen zugleich Versicherungsträger des Deutschen Reiches und des Saargebietes beteiligt sind, und zwar gelten Versicherungsträger des Saargebiets auch in denjenigen Spruchsachen als beteiligt, in denen ihnen gegebenenfalls vom 1. April 1922 ab die Rentenzahlung obliegt ;

III. in Spruchsachen der knappschaftlichen Versicherung, an denen zugleich Knappschaftsvereine des Deutschen Reiches und des Saargebietes beteiligt sind.

Die gemischte Kammer ist ferner zuständig in den Fällen des § 1614 in Verbindung mit § 1640 Absatz 2 der R. V. O. wenn an den Streit ein Versicherungsamt des Deutschen Reiches und ein Versicherungsamt des Saargebiets beteiligt sind. Die Entscheidung ist endgültig und bindet die Instanzen.

§ 2.

Die beim Inkrafttreten dieser Abrede bei einem Oberversicherungsamt anhängigen Spruchsachen der im § 1. bezeichneten Art gehen in der Lage, in der sie sich befinden, auf die gemischte Kammer über. Sie sind mit den Akten alsbald an deren Geschäftsstelle abzugeben. War am Tage des Inkrafttretens dieser Abrede die Entscheidung des Oberversicherungsamtes bereits verkündet, so liegt diesem noch die Zustellung ob.

§ 3.

Die gemischte Kammer besteht einschliesslich des Vorsitzenden aus 3 Mitgliedern und aus 4 Beisitzern. Der Vorsitz wird abwechselnd von dem Vorsitzenden der Spruchkammer eines der Deutschen Regierung und eines der Regierungskommission des Saargebiets unterstehenden Oberversicherungsamtes geführt. Je ein weiteres Mitglied wird aus der Zahl der Mitglieder von Oberversicherungsämtern der deutschen Regierung und der Regierungskommission des Saargebiets entnommen. In gleicher Weise sind der Vorsitzende und die Mitglieder des gemischten knappschaftlichen Oberversicherungsamtes aus den in knappschaftlichen Angelegenheiten erfahrenen Personen zu ernennen.

Bei der ersten Sitzung führt der Vorsitzende der Spruchkammer eines Oberversicherungsamtes des Saargebiets den Vorsitz.

Die Beisitzer werden aus der Zahl der nach den Vorschriften der Reichsversicherungsordnung gewählten Beisitzer des nach Art des Falles in Betracht kommenden Oberversicherungsamtes des Saargebiets entnommen.

Der Schriftführer wird von demjenigen Gebiete gestellt, dem der Vorsitzende der gemischten Kammer angehört.

Soweit besondere Oberversicherungsämter nach § 63 der R. V. O. errichtet sind, werden der Vorsitzende und die Mitglieder der gemischten Kammer aus den Beamten dieser Oberversicherungsämter ernannt.

§ 4.

Die gemischte Kammer tritt regelmässig in Saarbrücken zusammen, soweit nicht in besonderen Fällen etwas anderes vereinbart wird.

Die Geschäftssprache der gemischten Kammer ist Deutsch. Fristen werden auch durch Schriftstücke gewahrt, die in anderer Sprache abgefasst sind. Von Schriftstücken in anderer Sprache als Deutsch hat der Vorsitzende der gemischten Kammer eine Übersetzung anfertigen zu lassen; die Kosten können von dem Antragsteller eingezogen werden.

§ 5.

Für die gemischte Kammer wird von der Regierungskommission des Saargebiets auf deren Kosten in Saarbrücken eine Geschäftsstelle eingerichtet. Bei ihr sind die Rechtsmittel einzulegen. Die Rechtsmittelfrist gilt auch dann als gewahrt, wenn das Rechtsmittel rechtzeitig bei einer deutschen Behörde oder bei einer Behörde der Regierungskommission des Saargebiets oder bei einem Organe der Versicherungsträger eingegangen ist. Die Rechtsmittelschrift ist unverzüglich an die Geschäftsstelle abzugeben. Die Bearbeitung der eingehenden Rechtsmittelschriften liegt dem Vorsitzenden des Oberversicherungsamtes ob, das nach Art des Falles für die Entscheidung zuständig wäre. Dieser bereitet die Sachen vor. Er kann von der mündlichen Verhandlung Beweis erheben.

§ 6.

Über die Sachen, die in der gemischten Gerichtsbarkeit zu entscheiden sind, wird eine besondere Prozessliste geführt. Die Sachen mit ungerader Prozesslistennummer werden unter dem Vorsitz eines Beamten des Saargebiets, die Sachen mit gerader Prozesslistennummer werden unter dem Vorsitz eines Beamten des Deutschen Reiches verhandelt.

Mindestens vierteljährlich findet eine Sitzung statt.

Der Vorsitzende setzt die Verhandlungszeit fest. Er kann Berichterstatter aus den an der Sitzung teilnehmenden Mitgliedern bestellen. Wird ein Berichterstatter bestellt, so darf er nicht aus demselben Gebiet entnommen werden wie der Vorsitzende. Der Berichterstatter ist verpflichtet, den Vortrag in der Sitzung zu übernehmen und die ergehenden Entscheidungen zu entwerfen.

Die Geschäftsstelle besorgt die Ladung der Parteien sowie der Mitglieder und der Beisitzer und die Zustellung der Entscheidungen.

Im übrigen gelten für das Verfahren die Vorschriften der R. V. O. und der Kaiserlichen Verordnung vom 24. Dezember 1911 über Geschäftsgang und Verfahren der Obergewerkschaften (Reichsgesetzblatt S. 1095), in knappschaftlichen Angelegenheiten die Vorschriften der preussischen Schiedsgerichtsordnung vom 8. Dezember 1913 (Gesetzsammlung S. 403).

§ 7.

Die Kosten der gemischten Kammer trägt die Regierungskommission des Saargebiets mit Ausnahme der Reisekosten und Tagegelder der an den Sitzungen beteiligten, von der Deutschen Regierung bestellten Mitglieder. Die Versicherungsträger haben für jede Spruchsache, an der sie beteiligt sind, an die Geschäftsstelle einen Pauschalbetrag in Höhe von 80 Mark zu entrichten.

II. RECHTSZUG. GEMISCHTER SENAT, GEMISCHTES OBERSCHIEDSGERICHT IN KNAPPSCHAFTLICHEN ANGELEGENHEITEN.

§ 8.

Über die Rechtsmittel gegen die Entscheidungen der gemischten Kammer entscheidet ein gemischter Senat, in knappschaftlichen Angelegenheiten ein gemischtes Oberschiedsgericht.

Der gemischte Senat entscheidet auch über Rechtsmittel gegen Entscheidungen, die von einem Obergewerkschaftsamt in Spruchsachen der in dem § 1 bezeichneten Art vor dem Inkrafttreten dieser Vereinbarung erlassen sind. Über die Rechtsmittel gegen solche Entscheidungen in knappschaftlichen Angelegenheiten entscheidet das gemischte Oberschiedsgericht.

Die Zulässigkeit der Rechtsmittel bestimmt sich nach den Vorschriften der Reichsversicherungsordnung und der Knappschaftsgesetze.

Der gemischte Senat ist ferner zuständig in den Fällen der §§ 1706, 1736 und 1740 der Reichsversicherungsordnung, wenn an dem Verfahren zugleich Versicherungsträger des Deutschen Reichs und des Saargebiets beteiligt sind.

§ 9.

Die beim Inkrafttreten dieser Abrede beim Reichsversicherungsamt, beim bayerischen Landesversicherungsamt, oder beim Landesversicherungsamt des Saargebiets anhängigen Verfahren, in denen ein Obergewerkschaftsamt in einem Falle entschieden hat, in dem die gemischte Kammer zuständig gewesen wäre, gehen in der Lage, in der sie sich befinden, auf den gemischten Senat über. Die Akten sind alsbald an die Geschäftsstelle des gemischten Senats (§ 13) abzugeben.

War am Tage des Inkrafttretens dieser Abrede in einer solchen Sache die Entscheidung des Reichsversicherungsamtes, des bayerischen Landesversicherungsamtes oder des Landesversicherungsamtes des Saargebiets bereits verkündet, so obliegt der entscheidenden Stelle noch die Zustellung.

Diese Bestimmungen finden auf knappschaftliche Angelegenheiten entsprechende Anwendung.

§ 10.

Der gemischte Senat besteht einschliesslich des Vorsitzenden aus 5 Mitgliedern und 4 Beisitzern. Der Vorsitz wird abwechselnd von dem Präsidenten des Reichsversicherungsamtes oder einem von ihm beauftragten Direktor oder Senatspräsidenten und von dem Vorsitzenden des Landesversicherungsamtes des Saargebiets oder einem von ihm beauftragten Mitgliede dieser Behörde geführt. Bei der ersten Sitzung führt der Präsident des Reichsversicherungsamtes oder sein Beauftragter den Vorsitz.

Je zwei weitere Mitglieder werden aus den ständigen Mitgliedern des Reichsversicherungsamtes und aus dem Landesversicherungsamt des Saargebiets entnommen.

Die Beisitzer des gemischten Senats bestehen aus je einem Arbeitgeber und einem Arbeitnehmer aus dem Deutschen Reiche und aus dem Saargebiet. Sie werden für das Deutsche Reich aus den zu nichtständigen Mitgliedern des Reichsversicherungsamtes gewählten Vertreter der Arbeitgeber und der Arbeitnehmer, für das Saargebiet aus den Beisitzern des Landesversicherungsamtes entnommen.

An die Stelle der Beamten und nichtständigen Mitglieder des Reichsversicherungsamtes können nach Ermessen der Deutschen Regierung solche des bayerischen Landesversicherungsamtes treten.

Der Schriftführer wird von der Behörde gestellt, der der Vorsitzende des gemischten Senats angehört.

§ 11.

Das gemischte Oberschiedsgericht besteht einschliesslich des Vorsitzenden aus drei Mitgliedern und vier Beisitzern. Die Vorsitzenden und die Mitglieder werden von der Deutschen Regierung und von der Regierungskommission des Saargebiets aus den mit knappschaftlichen Angelegenheiten vertrauten Personen ernannt.

Die Beisitzer des gemischten Oberschiedsgerichts bestehen aus je einem Arbeitgeber und je einem Arbeitnehmer aus dem Deutschen Reich und aus dem Saargebiet. Die Beisitzer aus dem Deutschen Reiche sind aus den Beisitzern des knappschaftlichen Oberschiedsgerichts in Berlin, die Beisitzer aus dem Saargebiet aus den Beisitzern des Landesversicherungsamtes des Saargebiets und zwar aus den Vertretern der Knappschaftsvereine des Saargebiets zu benennen.

Im übrigen gelten die Bestimmungen des § 10 entsprechend.

§ 12.

Der gemischte Senat und das gemischte Oberschiedsgericht treten regelmässig in Frankfurt a. M. zusammen, soweit nicht in besonderen Fällen etwas anderes vereinbart wird.

Der § 4 Absatz 2 findet Anwendung.

§ 13.

Für den gemischten Senat und das gemischte Oberschiedsgericht wird beim Reichsversicherungsamt in Berlin eine Geschäftsstelle eingerichtet. Bei ihr sind die Rechtsmittel einzulegen. Die Rechtsmittelfrist gilt auch dann als gewahrt, wenn das Rechtsmittel rechtzeitig bei einer deutschen Behörde oder bei einer Behörde der Regierungskommission des Saargebiets oder bei einem Organ der Versicherungsträger oder bei der Geschäftsstelle der gemischten Kammer in Saarbrücken eingegangen ist. Die Rechtsmittelschrift ist in diesen Fällen unverzüglich an die Geschäftsstelle in Berlin abzugeben.

Der Präsident des Reichsversicherungsamtes trifft die zur Vorbereitung der Verhandlung der Sachen erforderlichen Massnahmen. Vor der mündlichen Verhandlung kann Beweis erhoben werden.

§ 14.

Über die vor dem gemischten Senat zu entscheidenden Sachen wird eine besondere Prozessliste geführt. Die Sachen mit ungerader Prozesslistennummer werden unter dem Vorsitz des Präsidenten des Reichsversicherungsamtes, die Sachen mit gerader Prozesslistennummer unter dem Vorsitz des Vorsitzenden des Landesversicherungsamtes des Saargebiets verhandelt.

Mindestens vierteljährlich findet eine Sitzung statt.

Der Vorsitzende setzt die Verhandlungszeit fest und ernennt die Berichterstatter aus den Mitgliedern, die dem anderen Gebiet angehören. Die Berichterstatter sind verpflichtet, den Vortrag in der Sitzung zu übernehmen und die ergehenden Entscheidungen zu entwerfen.

Die Geschäftsstelle besorgt die Ladung der Parteien sowie der Mitglieder und der Beisitzer und die Zustellung der Entscheidungen.

Die vorstehenden Bestimmungen finden auf das gemischte Oberschiedsgericht entsprechende Anwendung.

Im übrigen gelten für das Verfahren die Vorschriften der Reichsversicherungsordnung und der Kaiserlichen Verordnung vom 24. Dezember 1911 über Geschäftsgang und Verfahren des Reichsversicherungsamtes (Reichsgesetzblatt S. 1083), in knappschaftlichen Angelegenheiten die Vorschriften der preussischen Oberschiedsgerichtsordnung vom 8. Dezember 1913 (Gesetzsammlung S. 420).

§ 15.

Die Kosten des gemischten Senats und des gemischten Oberschiedsgerichts einschliesslich der der Geschäftsstelle trägt das Deutsche Reich mit Ausnahme der Reisekosten und Tagegelder der an den Sitzungen beteiligten von der Regierungskommission des Saargebiets bestellten Mitglieder und Beisitzer.

III. GEMEINSAME BESTIMMUNGEN.

§ 16.

Die Deutsche Regierung und die Regierungskommission des Saargebietes werden gegenseitig die Beamten bezeichnen, die sie als Vorsitzende und als Mitglieder der Gemischten Kammer, des gemischten Senats, des gemischten Oberschiedsgerichts und als Stellvertreter dieser Personen bestellen. Das Gleiche gilt für die Beisitzer.

§ 17.

Den Ersuchen der gemischten Kammer, des gemischten Senats und des gemischten Oberschiedsgerichts um Rechtshilfe, insbesondere um Vollstreckung vollstreckbarer Entscheidungen, haben die Behörden und Versicherungsträger des Deutschen Reiches und des Saargebietes zu entsprechen.

Gez. v. ROSENBERG.

Gez. V. RAULT.

Pour copie conforme :
Sarrebruck le 6 août 1924.

Le Secrétaire général
de la Commission de gouvernement.
MORIZE.

¹ TRADUCTION.

No. 693. — ARRANGEMENT ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU BASSIN DE LA SARRE RELATIF A L'APPLICATION DES PRINCIPES ÉNONCÉS DANS LE PROTOCOLE FINAL DU 3 JUIN 1921 CONCERNANT LES ASSURANCES SOCIALES, SIGNÉ A BERLIN LE 31 MAI, A SARREBRUCK, LE 21 JUILLET 1923.

I. ASSURANCE-ACCIDENT.

A. PRÉAMBULE.

§ 1.

L'Association corporative industrielle et l'Association corporative agricole du Territoire de la Sarre assument, à la date du 1^{er} janvier 1922 le paiement des indemnités dues par les associations corporatives du Reich allemand pour les accidents survenus dans les entreprises du Territoire de la Sarre. Elles assument également le paiement des indemnités revendiquées, après le 31 décembre 1921, en vertu du § 608 du Code des assurances du Reich, pour un accident survenu avant le 1^{er} janvier 1922. Les associations coopératives du Reich allemand sont libérées des obligations correspondantes.

§ 2.

Les dossiers concernant ces accidents, y compris ceux des affaires pendantes à la date du 31 décembre 1921, seront transmis, directement et en l'état où ils se trouveront à ce jour, par les associations corporatives du Reich allemand, aux associations corporatives du Territoire de la Sarre. Seront de même transmises toutes les demandes parvenues ultérieurement si elles se rapportent à des accidents antérieurs au 31 décembre 1921. Les associations corporatives du Reich allemand mettront en outre directement à la disposition des associations corporatives du Territoire de la Sarre, toutes les pièces qui seraient nécessaires à l'organisation et au fonctionnement de ces associations.

Paiement des rentes par la poste.

§ 3.

Lorsqu'une rente devra être payée à un ayant-droit habitant hors du Territoire de la Sarre, dans le Reich allemand, par une association corporative du Territoire de la Sarre, cette rente sera payée par le bureau de poste compétent du Reich allemand. Lorsqu'une rente devra être payée à un ayant-droit habitant le Territoire de la Sarre par une association corporative du Reich allemand, cette rente sera payée par le bureau de poste compétent du Territoire de la Sarre.

Les organes d'assurances du Territoire de la Sarre adresseront les mandatements nécessaires à la Direction supérieure des Postes compétente du Reich allemand ; les associations corporatives du Reich allemand les adresseront à la Direction supérieure des Postes du Territoire de la Sarre.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 693. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND THE SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION REGARDING THE APPLICATION OF THE PRINCIPLES LAID DOWN IN THE FINAL PROTOCOL OF JUNE 3, 1921, CONCERNING MATTERS OF SOCIAL INSURANCE, SIGNED AT BERLIN, MAY 31, AT SAARBRUCK JULY 21, 1923.

I. INSURANCE AGAINST ACCIDENTS.

A. INTRODUCTORY PROVISIONS.

Paragraph 1.

As from January 1, 1922, the Industrial Co-operative Association and the Agricultural Co-operative Association for the Saar Territory shall be responsible for paying claims for compensation against Co-operative Associations of the German Reich in respect of accidents which have occurred in works in the Saar Territory. They shall also assume responsibility for claims established after December 31, 1921, in virtue of paragraph 608 of the Reich Insurance Regulations (Reichs-versicherungsordnung), in respect of accidents which occurred before January 1, 1922. Co-operative Associations in the German Reich shall be released from all responsibility in such cases.

Paragraph 2.

The documents concerning such accidents, including those concerning cases pending on December 31, 1921, shall be handed over by the Co-operative Associations in the German Reich direct to the Co-operative Associations in the Saar Territory, in the state in which they were on that date. Claims submitted after December 31, 1921, in respect of accidents which occurred on or before that date, shall likewise be handed over. Furthermore, the Co-operative Associations in the German Reich shall directly place at the disposal of the Co-operative Associations in the Saar Territory all documents required for the organisation and conduct of their business.

*Payment of Annuities by Post.**Paragraph 3.*

Should any person entitled to receive payment of an annuity from a Co-operative Association in the Saar Territory live outside that Territory in the German Reich, the said annuity shall be paid over through the intermediary of the competent post office in the German Reich; should any person entitled to receive payment of an annuity from a Co-operative Association in the German Reich live within the Saar Territory, the said annuity shall be paid over through the intermediary of the competent post office in the Saar Territory.

The insurers in the Saar Territory shall send the necessary orders for payment to the competent chief postal authorities in the German Reich; the Co-operative Associations in the German Reich shall send such orders to the chief postal authorities in the Saar Territory.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

§ 4.

Pour éviter une interruption dans le service des rentes dont la charge passe d'une association à une autre, ces rentes continueront, jusqu'à nouvel ordre, à être payées par le bureau de poste compétent du domicile de l'ayant-droit, d'après les mandatements de l'association corporative cédante, tels qu'ils existeront à la date du 1^{er} janvier 1922. Les associations corporatives cédantes feront tenir à la Direction supérieure des Postes du Territoire de la Sarre, la liste des rentes mandattées restant encore à leur charge après le 1^{er} janvier 1922.

Dans la mesure où les associations corporatives du Territoire de la Sarre assument la charge de rentes payables à des ayants-droit habitant hors du Territoire de la Sarre, elles feront savoir aux Directions supérieures des Postes compétentes du Reich allemand qu'à partir du 1^{er} janvier 1922, le paiement de ces rentes sera effectué à leur charge.

Collaboration des offices d'assurances des deux territoires.

§ 5.

Les organes d'assurances pourront s'adresser directement aux offices d'assurances des deux territoires pour obtenir des renseignements sur des affaires d'assurance, pour leur demander de se prononcer sur des oppositions ou de formuler des avis, ou pour toute autre cause analogue prévue aux §§ 1572, 1584, 1591, 1601 et 1612 du Code des assurances du Reich.

B. PARTAGE DES FONDS.

a) *Généralités.*

§ 6.

Au cours des paragraphes qui suivent, la « charge des rentes » s'entendra de la somme annuelle totale de toutes les rentes (non compris les suppléments) payables pour des accidents survenus dans des entreprises du Territoire de la Sarre, avant le 1^{er} janvier 1922.

Le montant de chacune de ces rentes est celui qui sera payé à la date du 1^{er} janvier 1922 ou qui sera fixé pour la première fois après cette date pour un accident survenu auparavant.

Avant de fixer le montant de ces dernières rentes, les associations corporatives du Territoire de la Sarre devront transmettre les dossiers, pour avis, aux associations corporatives jusqu'ici compétentes du Reich allemand.

b) *Associations corporatives industrielles, à l'exception des associations corporatives qui ont adopté le système de la capitalisation.*

§ 7.

Les associations corporatives intéressées du Reich allemand, y compris la « Südwestdeutsche Eisen-Berufsgenossenschaft », pour se libérer des charges résultant de l'application du § 644 du Code des assurances du Reich, remettront à l'Association corporative industrielle quatre fois le montant de la « charge des rentes ». Les trois quarts de cette somme représentent la quote-part correspondante du fonds de réserve et le quart restant, la quote-part correspondante des autres fonds.

§ 8.

Les associations corporatives du Reich allemand pourront verser la somme représentant la quote-part du fonds de réserve, en valeurs mobilières appartenant à ce fonds de réserve, dans une proportion égale à la fraction que représentent les valeurs mobilières dans le fonds de réserve

Paragraph 4.

In order that there may be no interruption in the paying over of the annuities transferred, such annuities shall be provisionally paid by the post office competent in the place where the persons entitled thereto reside, on the basis of the orders for payment of the Co-operative Associations transferring these annuities, as these orders stand on January 1, 1922. The Co-operative Associations making the transfer shall notify the chief postal authorities in the Saar Territory which of the annuities for which orders for payment have been issued shall still be charged to their account after January 1, 1922.

When a Co-operative Association in the Saar Territory has to take over annuities to which persons living outside the Saar Territory are entitled, it shall inform the competent chief postal authorities in the German Reich that, as from January 1, 1922, such annuities will be a charge upon the said Association.

Co-operation of Insurance Offices of both Parties.

Paragraph 5.

Insurers may apply directly to insurance offices of either Party for explanations in regard to insurance matters, decisions in regard to objections, expert opinions and similar matters in accordance with paragraphs 1572, 1584, 1591, 1601 and 1612 of the German Insurance Regulations.

B. DIVISION OF FUNDS.

(a) *General.*

Paragraph 6.

Annuity charges in the sense of the following provisions shall be understood to mean the total annual amount of all annuities, exclusive of additional allowances payable in respect of accidents which occurred before January 1, 1922, in works in the Saar Territory, as paid on January 1, 1922, or only definitely fixed subsequent to that date.

Before fixing the amount of the latter annuities, the Co-operative Associations in the Saar Territory shall transmit the documents for opinion to the Co-operative Associations in the German Reich which had hitherto been competent.

(b) *Industrial Co-operative Associations, apart from Co-operative Associations which have adopted the Capitalisation System.*

Paragraph 7.

The Co-operative Associations of the German Reich concerned, including the "Südwestdeutsche Eisenberufsgenossenschaft", shall, for the purpose of the settlement of claims under paragraph 644 of the German Insurance Regulations, pay over to the Industrial Co-operative Association for the Saar Territory four times the amount of the annuity charges. Of this sum, three-quarters shall constitute a corresponding part of the reserve and the remaining quarter a corresponding part of the other funds.

Paragraph 8.

The Co-operative Associations of the German Reich shall be entitled to transfer the sum to be devoted to the reserve in the form of securities belonging to their own reserves, up to an amount corresponding to the fraction constituted by securities in the total reserves of the association making

total de l'association corporative cédante. Les valeurs mobilières cédées seront évaluées à leur prix d'achat. Le reste des trois quarts, s'il y a un reste, ainsi que le dernier quart, devront être versés en espèces.

Les autres valeurs appartenant au fonds de réserve seront évaluées au prix pour lequel elles sont portées dans le bilan de l'exercice 1920.

c) *Associations corporatives procédant à la capitalisation des rentes.*

§ 9.

Le partage des fonds de la «Tiefbau-Berufsgenossenschaft» et de toutes les associations corporatives et de leurs ramifications qui procèdent à la capitalisation des indemnités, aura lieu d'après la valeur en capital des rentes cédées. Cette valeur en capital sera calculée, au 1^{er} janvier 1922, d'après le barème annexé à l'arrêté de l'Office des assurances du Reich, en date du 5 février 1894 (*Bulletin officiel de l'Office des Assurances du Reich*, pages 141 seq.) Par exercice, au sens du barème, on entendra l'année 1921.

§ 10.

Les dispositions du § 8 sont applicables au transfert des fonds, le fonds de capitalisation étant considéré comme fonds de réserve.

d) *Associations corporatives agricoles.*

§ 11.

Le fonds de réserve et le capital (fonds de roulement et avances à la poste) des Associations corporatives agricoles de Düsseldorf et de Spire seront répartis dans le rapport des rentes, dont le paiement incombe au Territoire de la Sarre, au montant total des rentes dont le paiement incombe aux deux associations corporatives.

Les principes énoncés au § 8 sont applicables au transfert des fonds.

§ 12.

Les deux associations corporatives agricoles du Reich allemand remettront, dans le plus bref délai possible, à l'Association corporative agricole du Territoire de la Sarre, les documents nécessaires pour le partage des fonds.

§ 13.

Les dispositions des §§ 11 et 12 sont applicables, *mutatis mutandis*, au partage des fonds entre l'Association corporative horticole de Cassel et l'Association corporative compétente du Territoire de la Sarre.

e) *Dette flottante.*

§ 14.

L'Association corporative industrielle et l'Association corporative agricole du Territoire de la Sarre n'assument aucune partie de la dette flottante (§ 779 du Code des assurances du Reich).

the transfer. Securities thus transferred shall be accepted at their purchase price. Any balance of the three-quarters assigned to the reserve, as well as the remaining quarter of the annuity charges, shall be paid in cash.

Effects belonging to the reserve shall be assessed as in the balance-sheet for the financial year 1920.

(c) *Co-operative Associations which have adopted the Capitalisation System.*

Paragraph 9.

The division of the funds of the "Tiefbau Berufsgenossenschaft" ("Tiefbau" Co-operative Association) and all Co-operative Association; and branches which provide the sums required for compensation by the capitalisation procedure shall be based upon the capital value of the annuities transferred. The capital value shall be calculated in accordance with the tariff for January 1, 1922, annexed to the Notice of the German Insurance Office of February 5, 1894 (Official Notices of the Reich Insurance Office, p. 141 et seq.). For this purpose the calendar year 1921 shall be considered the financial year in the sense of the said tariff.

Paragraph 10.

As regards the method of payment, the provisions of paragraph 8 shall be applicable. For this purpose the capitalisation fund shall be regarded as the reserve fund.

(d) *Agricultural Co-operative Associations.*

Paragraph 11.

The reserve and assets (industrial stock and postal advances—Postvorschuss) of the Düsseldorf and Speyer Agricultural Co-operative Associations shall be divided in the ratio in which the annuity charges for which the Saar Territory is liable stand to the total annuity charges of both Co-operative Associations.

As regards the method of payment, the rules laid down in paragraph 8 shall apply.

Paragraph 12.

The two Agricultural Co-operative Associations in the German Reich shall hand over, as soon as possible, to the Agricultural Co-operative Association in the Saar Territory the documentary material required for the division of the funds.

Paragraph 13.

The provisions of paragraphs 11 and 12 shall be applied, *mutatis mutandis*, for the division of funds between the Cassel Horticultural Association and the competent Co-operative Association in the Saar Territory.

(e) *Floating Debt.*

Paragraph 14.

The Industrial and Agricultural Co-operative Associations in the Saar Territory shall not take over any part of the floating debt (paragraph 779, German Insurance Regulations).

f) *Procédure du partage.*

§ 15.

Le partage s'effectuera directement, d'après les principes énoncés ci-dessus, entre les associations corporatives du Reich allemand, d'une part, et celles du Territoire de la Sarre de l'autre. Les résultats du partage devront être soumis à l'approbation des organes officiels de contrôle.

C. AUTORITÉS EXÉCUTIVES.

§ 16.

Les autorités exécutives, créées ou à créer dans le Territoire de la Sarre, assument gratuitement la charge d'assurer le paiement des indemnités dues pour tous les accidents survenus ou à survenir dans les entreprises du Territoire de la Sarre. Les anciennes autorités exécutives seront libérées de leurs obligations. La date de rigueur pour le règlement de comptes entre les autorités intéressées, est fixée par les dispositions du Protocole final du 3 juin 1921 relatives au règlement financier ; en ce qui concerne l'Administration des postes et des chemins de fer notamment, la date en question sera le 1^{er} avril 1920.

D. DISPOSITIONS DIVERSES.

§ 17.

La Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre accordera aux associations corporatives du Reich allemand, par l'intermédiaire des services qu'elle désignera, l'aide judiciaire dont elles auraient besoin pour la perception des cotisations de l'exercice 1921, à condition qu'il ne s'agisse pas de cotisations perçues par ces associations en vue de faire rentrer les sommes payées ou à payer à la France au titre du partage des fonds des assurances sociales en Alsace-Lorraine.

§ 18.

Les associations corporatives intéressées régleront entre elles les questions relatives à la répartition des charges occasionnées par le paiement des pensions dues au personnel retraité des anciennes associations corporatives du Territoire de la Sarre, ainsi que les questions relatives à la conservation des droits expectatifs du personnel non retraité de ces associations. Elles soumettront leurs conventions à l'approbation des organes officiels de contrôle.

§ 19.

Les dispositions précédentes ne s'appliquent ni au partage des fonds, ni aux relations entre l'Association corporative minière, sections I et VIII, et l'Association corporative minière du Territoire de la Sarre. Toutefois, l'alinéa 1 du paragraphe 3 est également applicable à l'Association corporative minière.

II. ASSURANCE INVALIDITÉ ET ASSURANCE DES SURVIVANTS.

A. PRÉAMBULE.

§ 20.

Les organes d'assurances du Territoire de la Sarre assument, à partir du 1^{er} avril 1922, la charge de l'assurance-invalidité et de l'assurance des survivants dans le Territoire de la Sarre. Ces organes

(f) *Procedure in regard to Division.*

Paragraph 15.

In accordance with the principles laid down above, there shall be an immediate division of funds as between the Co-operative Associations in the German Reich, on the one hand, and the Co-operative Associations in the Saar Territory, on the other. The results of the settlement shall be submitted to the Controlling Authorities for approval.

C. EXECUTIVE AUTHORITIES.

Paragraph 16.

The executive authorities already set up or which may be set up in the Saar Territory shall, without compensation, take over responsibility for damages in the case of all accidents which have occurred or may occur in works in the Saar Territory. The executive authorities hitherto competent shall be released from their responsibilities. The date of the settlement of accounts for the authorities concerned shall be fixed by the provisions of the Final Protocol of June 3, 1921, concerning the financial settlement, and in the case of the Railway and Postal Administrations the date shall be April 1, 1920.

D. MISCELLANEOUS.

Paragraph 17.

In collecting the contributions for the year 1921, the Saar Basin Governing Commission shall give the Co-operative Associations of the German Reich legal assistance through the offices appointed by it, except in the case of contributions which are collected by the Co-operative Associations to cover the sums already paid or still owing to France in view of the division of social insurance funds in Alsace-Lorraine.

Paragraph 18.

The Co-operative Associations concerned shall arrange between themselves all matters regarding the allocation of charges in respect of retiring pensions due to employees of Co-operative Associations hitherto domiciled in the Saar Territory and regarding the safeguarding of reversions acquired up till now. They shall submit their agreements to the competent controlling authorities for approval.

Paragraph 19.

The foregoing provisions shall not apply to the division as between the Miners' Provident Co-operative Association, Sections I and VIII, and the Saar Miners' Provident Co-operative Associations or to the relations between those bodies. But paragraph 3, sub-paragraph 1, shall apply likewise to the Miners' Provident Co-operative Association.

II. DISABILITY INSURANCE AND LIFE INSURANCE.

A. INTRODUCTORY PROVISIONS.

Paragraph 20.

As from April 1, 1922, insurers in the Saar Territory shall be responsible for disability insurance and for life insurance in the Saar Territory. The bodies concerned are the State Insurance

sont : l'Institut régional d'assurances du Territoire de la Sarre et les instituts spéciaux de l'Association des ouvriers mineurs de Sarrebruck et de la Caisse de pensions A) de la Direction des chemins de fer de la Sarre, à Sarrebruck.

§ 21.

Les stipulations qui suivent supposent que les dispositions relatives à la définition et à l'objet de l'assurance (§§ 1250 seq. du Code des assurances du Reich) sont les mêmes dans les deux territoires.

§ 22.

Afin de garantir aux assurés leur liberté de déplacement il ne sera fait aucune différence, dans le calcul de la période d'attente et de la pension à laquelle ils ont droit, entre les cotisations hebdomadaires versées aux organes d'assurances de l'un ou de l'autre territoire.

B. FIXATION DES PRESTATIONS.

a) *Introduction des demandes.*

§ 23.

Les offices d'assurances des deux territoires sont compétents pour recevoir, conformément aux §§ 1613 seq. du Code des assurances du Reich, les demandes relatives à l'allocation des rentes.

Les avis formulés par les offices d'assurances conformément aux §§ 1623 seq. du Code des assurances du Reich seront reconnus réciproquement.

§ 24.

Lorsqu'un organe d'assurances du Reich allemand est exclusivement compétent pour fixer le montant de la rente (§ 25, alinéa 1), les offices d'assurances du Territoire de la Sarre lui expédieront les procès-verbaux des instructions auxquelles ils auront procédé, ainsi que leurs avis, sous couvert de l'Institut d'assurances du Territoire de la Sarre.

De même, lorsque l'Institut régional d'assurances du Territoire de la Sarre est exclusivement compétent, les offices d'assurances du Reich allemand lui expédieront les procès-verbaux des instructions auxquelles ils auront procédé, ainsi que leurs avis, sous couvert de l'Institut régional d'assurances de la province Rhénane (§ 25, alinéa 2).

En ce qui concerne les Instituts spéciaux, les services désignés par leurs statuts remplaceront les offices d'assurances.

b) *Décisions des organes d'assurances.*

§ 25.

Les instituts d'assurances du Reich allemand seront seuls compétents quand les cartes d'assurance du requérant ne porteront que des timbres d'instituts du Reich allemand.

L'Institut d'assurances du Territoire de la Sarre sera seul compétent lorsque les cartes d'assurance du requérant ne porteront que des timbres de cet Institut.

§ 26.

Si les cartes d'assurance du requérant portent des timbres des deux territoires, la rente sera fixée de concert. Dans ce cas, les instituts du Reich allemand seront représentés par l'Institut régional d'assurances de la province Rhénane, sauf s'il s'agit d'un Institut spécial.

Office for the Saar Territory, the Special Offices of the Saarbruck Miners' Provident Association and Superannuation Fund A of the Saar Railway Administration at Saarbruck.

°
Paragraph 21.

It is assumed in the following agreements that the regulations concerning the definition of the objects of insurance (paragraphs 1250 et seq., German Insurance Regulations) are the same in both territories.

Paragraph 22.

In order to allow insured persons freedom of movement, the weekly contributions paid to insurers in either territory shall be taken into account without discrimination in calculating the time when pensions and claims to reversions fall due.

B. FIXING OF AMOUNTS TO BE PAID.

(a) *Submission of Claims.*

Paragraph 23.

In accordance with paragraphs 1613 et seq. of the Reich Insurance Regulations, insurance officials of either territory shall be competent to receive claims for annuities.

The expert opinions of Insurance Offices, in accordance with paragraphs 1623 et seq. of the Reich Insurance Regulations, shall be mutually recognised by both Parties.

Paragraph 24.

Insurance Offices in the Saar Territory shall transmit the records of any cases dealt with by them, together with the expert opinion, through the Insurance Office for the Saar Territory, if an insurer in the German Reich is alone competent in the matter (paragraph 25, sub-paragraph 1).

Insurance Offices in the German Reich shall transmit the records of any cases dealt with by them, together with the opinion, through the Rhine Province State Insurance Office to the State Insurance Office of the Saar Territory, if the latter is alone competent in the matter (paragraph 25, sub-paragraph 2).

In the case of the Special Offices (Sonderanstalten) the offices (Dienststellen) competent according to their statutes shall take the place of the Insurance Offices.

(b) *Decisions of Insurers.*

Paragraph 25.

The Insurance Offices of the German Reich shall alone be competent, if the contribution cards of the claimant only bear insurance stamps of Offices of the German Reich.

The Insurance Office of the Saar Territory shall alone be competent if the contribution cards of the claimant only bear insurance stamps of that Office.

Paragraph 26.

Should the contribution cards of the claimant bear insurance stamps of both territories, the annuity shall be determined jointly. For such purpose the Offices of the German Reich shall be represented by the Rhine Province State Insurance Office, except where a Special Office (Sonderanstalt) is competent.

§ 27.

L'institut d'assurances qui a reçu la demande expédiera à l'institut d'assurance de l'autre territoire le dossier, en y joignant un projet de décision, signé par lui et conforme aux prescriptions du § 1631 du Code des assurances du Reich.

Ce dernier institut devra, dans le délai d'un mois à dater du jour de la réception, contresigner la décision ou présenter ses observations. Si les deux instituts ne peuvent se mettre d'accord, il sera fait application de la décision la plus sévère. Si l'institut intéressé n'a pas donné son avis dans le délai fixé, l'autre institut pourra lui renvoyer une minute de la décision, que le premier institut devra obligatoirement contresigner.

§ 28.

La décision contresignée par les deux instituts sera communiquée au requérant directement par l'institut qui aura reçu la demande.

C. MODIFICATION OU RETRAIT DES RENTES.

§ 29.

Les instituts intéressés pourront vérifier, en tout temps et par eux-mêmes, si le rentier a encore droit à sa rente.

§ 30.

S'il est établi que la situation du rentier s'est modifiée ou si elle semble s'être modifiée, l'institut d'assurance, dans le ressort duquel se trouve le domicile du rentier, procédera à l'enquête nécessaire.

Il devra également procéder à cette enquête si l'autre institut lui en fait la demande.

Les modifications à faire subir aux rentes, en raison de l'augmentation ou de la diminution du nombre des enfants ou des orphelins, seront instruites par l'institut qui est en possession du dossier.

§ 31.

Les dispositions des §§ 23 à 28, relatives à la procédure de fixation des rentes, sont applicables à la procédure ultérieure à suivre en vue de la modification ou du retrait des rentes.

D. CARTES D'ASSURANCE ET TIMBRE DE COTISATION.

§ 32.

A partir du 1^{er} avril 1922, l'Institut régional d'assurances du Territoire de la Sarre émettra des cartes et des timbres d'assurance qui lui seront propres.

A partir de cette date, il retirera les cartes émises par les instituts d'assurance du Reich allemand ; il signalera, par l'apposition d'un cachet spécial sur ces cartes, qu'il a repris l'assurance à partir du 1^{er} avril 1922, oblitérera tous les timbres de cotisation apposés pendant la période du 1^{er} octobre 1921 au 31 mars 1922, et expédiera les cartes qu'il aura rassemblées à l'institut d'origine du Reich allemand.

§ 33.

Les cartes d'assurance de l'Institut régional du Territoire de la Sarre seront pourvues d'un numéro d'ordre en commençant par le numéro 1. Il sera également noté sur ces cartes à quel institut d'origine auront été renvoyées les cartes correspondant aux cotisations versées avant le 1^{er} avril 1922.

Paragraph 27.

The Insurance Office to which the claim is submitted shall forward the relevant documents to the Office in the other territory, together with a draft decision signed by it and complying with the provisions of paragraph 1631 of the Reich Insurance Regulations.

Within a month after the claim was first submitted, the second Office shall give its opinion on it, either endorsing the draft decision or submitting objections to it. Should the two Offices not be able to come to an agreement, the stricter of the two views shall be taken as a basis for decision. Should the Office concerned fail to give an opinion within the period laid down, the other Office shall be entitled to forward a copy of its decision, which the second Office shall be bound to endorse.

Paragraph 28.

The decision, when signed and endorsed by the two Offices, shall be notified direct to the applicant by the Office to which the claim was submitted.

C. CHANGES IN AND WITHDRAWAL OF ANNUITIES.

Paragraph 29.

The Offices concerned shall be severally competent to examine the question as to whether a person in receipt of an annuity is still entitled to receive it.

Paragraph 30.

Should changes in the circumstances of any person entitled to an annuity be proved or suspected, the Office in whose district such person resides shall institute the necessary inquiries.

It shall also institute such inquiries if so requested by the Office concerned.

Changes in annuities, arising from an increase or decrease in the number of children or orphans, shall be arranged for by the institution which is in possession of the relevant documents.

Paragraph 31.

As regards the further procedure for effecting changes in and the withdrawal of annuities, the provisions of paragraphs 23 to 28 concerning the procedure for determining the amount of annuities shall apply.

D. CONTRIBUTION CARDS AND STAMPS.

Paragraph 32.

As from April 1, 1922, the State Insurance Office for the Saar Territory shall issue its own contribution cards and stamps.

From that date onwards it shall call in the cards issued by the Offices in the German Reich, shall stamp upon them a note to the effect that it has taken over the insurance as from April 1, 1922, shall put its mark on all insurance stamps affixed for the period of October 1st, 1921, to March 31, 1922, and forward all the cards to the Office of origin in the German Reich.

Paragraph 33.

The contribution cards of the State Insurance Office for the Saar Territory shall be numbered with serial numbers beginning with 1; they shall contain a note stating to which place of origin contribution cards for amounts paid before April 1, 1922, have been forwarded.

§ 34.

Si un assuré quitte le Territoire de la Sarre pour se fixer sur le territoire administré par le Gouvernement allemand, le service compétent de son nouveau domicile lui établira une nouvelle carte d'assurance, consignera sur cette carte ainsi que sur celle de l'Institut régional d'assurance du Territoire de la Sarre la mention visée au § 33, et renverra cette dernière carte à l'Institut d'assurance du Territoire de la Sarre.

Les dispositions du premier alinéa seront applicables *mutatis mutandis* lorsqu'un assuré quittera le territoire administré par le gouvernement allemand pour se fixer dans le Territoire de la Sarre.

§ 35.

Aucun timbre de cotisation allemand ne devra être apposé sur des cartes de l'Institut régional d'assurances du Territoire de la Sarre, ni aucun timbre de cotisation de l'Institut du Territoire de la Sarre sur les cartes de l'Institut d'assurances allemand.

E. PAIEMENT DES INDEMNITÉS PAR LA POSTE.

§ 36.

Les principes établis au paragraphe 3 pour l'assurance-accident sont également applicables au paiement par la poste des indemnités de l'assurance invalidité.

Les mandats de paiement devront être contresignés par les deux instituts intéressés. Ils devront mentionner, en outre, quelle part des rentes mandatées incombe à chaque territoire.

F. RÉPARTITION DES PRESTATIONS.

a) Rentes déjà mandatées au 1^{er} avril 1922.

§ 37.

A partir du 1^{er} avril, le paiement des rentes mandatées à cette date auprès des bureaux de poste du Territoire de la Sarre, sera effectué à la charge des organes d'assurances du Territoire de la Sarre.

Toutefois, les organes d'assurances du Reich allemand rembourseront le montant des rentes — sans le supplément du Reich — calculé d'après les prescriptions en vigueur à la date du 11 novembre 1918 du Code des assurances du Reich. Les suppléments pour enfants seront calculés sur les mêmes bases, en tenant compte du supplément du Reich.

b) Rentes mandatées après le 1^{er} avril 1922.

§ 38.

Le paiement des rentes mandatées, après le 1^{er} avril 1922, auprès des bureaux de poste du Territoire de la Sarre, sera effectué à la charge des organes d'assurances du Territoire de la Sarre. Les organes d'assurances du Reich allemand, s'il s'agit de rentes pour lesquelles aucune cotisation n'a été versée à des organes d'assurances du Reich allemand après le 1^{er} avril 1922, rembourseront les montants suivants :

1. Rentes d'invalidité.

Si l'assuré a versé au moins 500 cotisations hebdomadaires pour la période antérieure au 1^{er} avril 1922, la somme de base sera calculée conformément aux dispositions en vigueur, au 11 novembre 1918, du § 1288 du Code des assurances du Reich.

Paragraph 34.

If an insured person moves from the Saar Territory into the territory of the German Government, the Office competent in his new place of residence shall provide him with a new contribution card, and upon this, and likewise upon the contribution card issued by the State Insurance Office for the Saar Territory, shall make the note required under paragraph 33, and shall return the last-named card to the State Insurance Office for the Saar Territory.

The provisions of the first sub-paragraph shall apply correspondingly if an insured person subsequently moves from the territory of the German Government into the Saar Territory.

Paragraph 35.

No German stamps shall be affixed to contribution cards of the State Insurance Office of the Saar Territory, nor shall stamps of the latter Office be affixed to German contribution cards.

E. PAYMENT OF CLAIMS BY POST.

Paragraph 36.

In the case of the payment of claims by post the rules laid down in paragraph 3 for insurance against accidents shall apply.

The orders for payment shall be endorsed by both Parties. Such orders shall mention what proportion of the annuities paid is to be borne by each territory.

F. DIVISION OF LIABILITIES.

(a) *Annuities for which an Order for Payment was issued before April 1, 1922.*

Paragraph 37.

As from April 1, 1922, annuities paid at post offices in the Saar Territory on that day shall be charged to insurers in the Saar Territory.

Of this sum, insurers in the German Reich shall refund the annuities, less the Reich subsidies, up to the amount at which they were assessed under the provisions of the Reich Insurance Regulations in force on November 11, 1918. The extra allowances for children shall be assessed on this basis, taking the Reich subsidy into account.

(b) *Annuities, Orders for the Payment of which were received after April 1, 1922.*

Paragraph 38.

Annuities, orders for the payment of which were received after April 1, 1922, at post offices in the Saar Territory shall be charged to insurers in the Saar Territory. Of such sums, insurers in the German Reich shall refund the following amounts, provided that they concern annuities for which contributions have not been paid to insurers in the German Reich after April 1, 1922.

1. *Invalidity Pensions.*

If the insured person has paid contributions for at least 500 weeks before April 1, 1922, the basic amount shall be assessed in accordance with the regulations of paragraph 1288 of the German Insurance Regulations, in force on November 11, 1918.

Si l'assuré a versé moins de 500 cotisations hebdomadaires, une somme de base réduite sera calculée d'après le nombre de versements effectifs, ainsi donc sans admettre de compensation.

Les organes d'assurances du Reich allemand rembourseront, en outre, la part des majorations correspondant au nombre des versements hebdomadaires effectués, calculées d'après les dispositions en vigueur, au 11 novembre 1918, du § 1289 du Code des assurances du Reich.

Pour le calcul des suppléments pour enfants, on procédera également comme il a été dit au § 37.

2. Rentes des survivants.

Pour les rentes de survivants, la part incombant aux organes d'assurances du Reich allemand, se mesure d'après les dispositions en vigueur, au 11 novembre 1918, du § 1292 du Code des assurances du Reich, sur la base de la rente-invalidité calculée comme il est dit au chiffre 1.

3. Rentes de vieillesse.

Les organes d'assurances du Reich allemand verseront sur la part qui incomberait aux organes d'assurances, en vertu des dispositions en vigueur au 11 novembre 1918 du § 1293 du Code des assurances du Reich, la rente proportionnelle calculée d'après le nombre des versements hebdomadaires, sans compensation (rente de vieillesse réduite).

§ 39.

Les périodes de maladie qui comptent dans les cotisations sont à la charge du Territoire dans lequel se trouve la caisse de maladie qui a effectué des prestations au cours des maladies en question. Si cette caisse ne peut être déterminée, ou si l'assuré n'a été affilié à aucune caisse de maladie, cette charge incombe au dernier territoire dans lequel l'assuré a exercé avant sa maladie une occupation comportant l'assurance obligatoire.

§ 40.

Pour l'application des §§ 37 et 38, les cotisations hebdomadaires versées dans la période du 1^{er} octobre 1921 au 31 mars 1922 dans la classe de salaires A, seront assimilées à celles de l'ancienne classe de salaires IV, et celles de la classe de salaires B à H à celles de l'ancienne classe de salaires V, telles que ces classes existaient à la date du 11 novembre 1918, aux termes du § 1392 du Code des assurances du Reich.

§ 41.

Les principes qui devront présider à la répartition des charges dans le cas de rentes pour lesquelles des cotisations ont été versées à des instituts du Reich allemand, après le 1^{er} avril 1922, seront fixés plus tard. Le Gouvernement du Reich allemand et la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre commenceront les travaux préparatoires et engageront les négociations nécessaires dans le plus bref délai possible.

c) Supplément du Reich.

§ 42.

Le supplément du Reich est régulièrement à la charge du territoire dans lequel demeure l'ayant droit.

Au reste, les principes établis dans le Protocole final du 3 juin 1921, concernant le règlement financier, sont applicables au règlement de comptes entre les deux territoires pour les suppléments du Reich versés aux intéressés dans la période du 10 janvier 1920 au 31 mars 1922.

If less than 500 weeks' contributions have been paid, a smaller basic amount shall be assessed, that is to say, the weeks omitted shall not be included in the amount.

Insurers in the German Reich shall likewise refund part of the increases. This part shall be assessed according to the number of weeks' contributions and the provisions of paragraph 1289 of the German Insurance Regulations in force on November 11th, 1918.

The provisions of paragraph 37 shall also apply for the assessment of additional allowances for children.

2. Annuities to Surviving Dependents.

The proportion of annuities to dependents to be paid by insurers in the German Reich shall be determined in accordance with the provisions of paragraph 1292 of the German Insurance Regulations in force on November 11, 1918, on the basis of invalidity annuities to be assessed in accordance with paragraph 1.

3. Old Age Pensions.

In the case of old age pensions, the German insurers shall refund such share of the total amount as would have been payable by them under the provisions of paragraph 1293 of the German Insurance Regulations in force on November 11th, 1918, less the amount due for supplementary weeks (reduced old age pension).

Paragraph 39.

Periods of sickness which have to be taken into account shall be a charge upon the territory in which the sickness fund which has granted allowances for such sickness is situated. If this sickness fund cannot be determined, or if the insured person has not been a member of any such fund, that territory shall be responsible for payment in which such person was last employed, and compulsorily insured before the beginning of the sickness.

Paragraph 40.

When applying paragraphs 37 and 38, weekly contributions under Salary Class A, paid between October 1, 1921, and March 31, 1922, shall be treated like those of the former Class IV, and those of Classes B to H, like those of the former Class V, as they existed under paragraph 1392 of the German Insurance Regulations, on November 11, 1918.

Paragraph 41.

As regards annuities for which contributions were paid also after April 1, 1922, to Offices in the German Reich, rules shall be agreed upon at a later date. The necessary preparations and negotiations shall be instituted forthwith by the German Government and the Saar Basin Governing Commission.

(c) State Subsidies granted by the Reich.

Paragraph 42.

The State subsidies shall, in principle, be a charge upon the territory in which the person entitled to insurance resides.

Subject to the above, the rules laid down in the Final Protocol of June 3, 1921, concerning the financial settlement, shall apply for the settlement as between the two territories in regard to the State subsidies paid by the Reich between January 10, 1920, and March 31, 1922.

G. RÈGLEMENT DE COMPTE ENTRE LES ORGANES D'ASSURANCES CONTRE L'INVALIDITÉ ET DES SURVIVANTS DU REICH ALLEMAND ET DU TERRITOIRE DE LA SARRE.

§ 43.

Les organes d'assurances du Reich allemand doivent, à la date du 1^{er} avril 1922, aux organes d'assurances du Territoire de la Sarre, la valeur des timbres de cotisation vendus par les bureaux de poste du Territoire de la Sarre pendant la période du 1^{er} août 1920 au 31 mars 1922, ainsi que les cotisations perçues au cours de la même période par les instituts spéciaux intéressés.

§ 44.

Les organes d'assurances du Territoire de la Sarre doivent, à la date du 1^{er} avril 1922, aux organes d'assurances correspondants du Reich allemand :

1. La totalité des cotisations qui auraient été perçues dans le Territoire de la Sarre entre le 1^{er} août 1920 et le 31 mars 1922, si leur perception avait continué d'avoir lieu conformément aux dispositions en vigueur au 11 novembre 1918 du Code du Reich des assurances.

Pour cette évaluation, les cotisations perçues entre le 1^{er} octobre 1921 et le 31 mars 1922 dans la classe de salaires A, seront assimilées à celles de la classe de salaires IV, et les cotisations des classes de salaires B à H seront assimilées à celles de la classe de salaires V.

2. Les suppléments, secours et augmentations de rente payés dans le Territoire de la Sarre, entre le 1^{er} juillet 1920 et le 31 mars 1922.

3. L'équivalent des suppléments payés entre le 1^{er} janvier 1919 et le 30 juin 1920.

4. Une fraction des frais d'administration et des frais médicaux payés dans le Territoire de la Sarre par les organes d'assurances du Reich allemand. Cette fraction sera :

a) Pour l'Institut régional d'assurances du Territoire de la Sarre, de 42 0/0

b) Pour l'Institut spécial des chemins de fer :

Pour le règlement de comptes avec la Caisse de pensions I des ouvriers de chemins de fer du Reich, de 25 0/0

Pour le règlement de comptes avec la Caisse de pensions II des ouvriers de chemins de fer du Reich, de 20 0/0

du montant total des cotisations visées au chiffre 1.

§ 45.

Les organes d'assurances du Territoire de la Sarre et ceux du Reich allemand se mettront, le plus tôt possible, en rapports directs en vue d'effectuer le règlement de comptes, conformément aux principes ci-dessus énoncés.

Les accords et arrangements qui interviendront devront être soumis à l'approbation des organes officiels de contrôle des deux Territoires.

H. DISPOSITIONS DIVERSES.

§ 46.

Les stipulations relatives à l'assurance-invalidité sont applicables *mutatis mutandis* aux instituts spéciaux des deux territoires, et notamment à l'Institut spécial des employés de la Direction des chemins de fer de la Sarre, à Sarrebruck, d'une part, et aux Caisses de pensions I et II des ouvriers des chemins de fer du Reich, de l'autre.

G. SETTLEMENT OF ACCOUNTS BETWEEN THE INSURERS IN THE CASE OF INVALIDITY INSURANCE AND THE INSURANCE OF SURVIVING DEPENDENTS IN THE GERMAN REICH AND THE SAAR TERRITORY.

Paragraph 43.

On April 1, 1922, insurers in the German Reich owe insurers in the Saar Territory the value of the insurance stamps sold between August 1, 1920, and March 31, 1922, by post offices in the Saar Territory and contributions received during that same period by the Special Offices (Sonderanstalten) concerned.

Paragraph 44.

On April 1, 1922, insurers in the Saar Territory owe the corresponding insurers in the German Reich :

(1) All contributions which would have fallen due, between August 1, 1920, and March 31, 1922, in the Saar Territory, if contributions had still been levied in accordance with the provisions of the German Insurance Regulations in force on November 11, 1918.

For this purpose, contributions received between October 1, 1921, and March 31, 1922, under Salary Class A shall be treated like those of Salary Class IV and contributions under Salary Classes B to H like those of Class V.

(2) Bonuses, subsidies and increases in annuities paid in the Saar Territory between July 1, 1920, and March 31, 1922.

(3) The value of bonuses paid between January 1, 1919, and June 30, 1920.

(4) A share of the expenditure incurred by insurers of the German Reich in the Saar Territory in connection with administration and medical treatment. This shall be fixed :

(a) For the State Insurance Office for the Saar Territory at 42 %

(b) For the Railways Special Office for the settlement with the Workers' Pension Fund :

I. for the Reich Railways at	25 %
for the settlement with the Workers' Pension Fund ;	
II: for the Reich Railways at	20 %
of the total contributions mentioned in sub-paragraph 1.	

Paragraph 45.

The insurers in the Saar Territory and the German Reich shall get into direct touch with one another as soon as possible in order to proceed with the settlement in accordance with the foregoing rules.

Any agreements and decisions arrived at shall require the approval of the controlling authorities in both Territories.

H. MISCELLANEOUS.

Paragraph 46.

Any agreements concluded in regard to invalidity insurance shall likewise apply *mutatis mutandis* to the Special Offices of either territory, and more especially to the Special Office for employees of the Saar Railway Administration at Saarbruck, on the one hand, and the Workers' Pension Funds I and II for the Reich Railways, on the other.

§ 47.

Les organes d'assurances du Reich allemand feront parvenir, sur demande, aux organes d'assurances du Territoire de la Sarre les dossiers des rentiers habitant dans le Territoire de la Sarre. Les organes d'assurances du Territoire de la Sarre relèveront dans ces dossiers les renseignements nécessaires à leur fonctionnement et renverront ensuite lesdits dossiers.

Les organes d'assurances des deux territoires s'entendront directement sur la procédure d'exécution de ces dispositions.

III. RELATIONS AVEC L'ADMINISTRATION DES POSTES.

§ 48.

En ce qui concerne le paiement, le remboursement, le mandatement et le retrait des rentes par l'intermédiaire des bureaux de poste, les dispositions antérieures restent en vigueur de part et d'autre, sans préjudice de la disposition de l'alinéa 2 du paragraphe 3.

§ 49.

Les organes d'assurances du Territoire de la Sarre marqueront leurs mandatements d'un signe spécial (lettre ou numéro d'ordre) les désignant comme mandatements en provenance du Territoire de la Sarre. Un signe analogue devra permettre de reconnaître si les organes d'assurances du Territoire de la Sarre participent seuls au paiement de la rente, ou si d'autres organes d'assurances du Reich allemand y participent également.

§ 50.

Les organes d'assurances de chaque territoire verseront à leur Administration des postes une avance, qui devra également couvrir le montant probable des paiements incombant par la suite aux organes d'assurances de l'autre territoire.

§ 51.

Les dispositions du règlement de service des Postes et Télégraphes restent applicables de part et d'autre aux communications statistiques mensuelles et aux règlements de comptes entre les Directions supérieures des postes et les organes d'assurances. La correspondance occasionnée de ce fait devra passer par le Secrétariat général de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre.

IV. SUBVENTION AUX FEMMES EN COUCHES.

§ 52.

Le remboursement des prestations accordées par les caisses de maladie aux femmes en couches incombe au Gouvernement sur le territoire duquel la caisse de maladie a son siège. Les instructions nécessaires devront être données aux services compétents des deux territoires dans le plus bref délai possible.

Le règlement de comptes nécessité par le remboursement des subventions versées aux femmes en couches jusqu'au 31 mars 1922, se fera conformément aux principes établis dans le Protocole final du 3 juin 1921.

Paragraph 47.

Insurers in the German Reich shall, on request, forward to insurers in the Saar Territory the relevant documents concerning persons in receipt of pensions who are resident in the Saar Territory. The insurers in the Saar Territory shall take from these documents such information as they require for the conduct of their business and shall then return them.

The insurers in both territories shall enter into direct negotiations with a view to the execution of this provision.

III. RELATIONS WITH POST OFFICES.

Paragraph 48.

Notwithstanding the provisions of paragraph 3, sub-paragraph 2, the provisions hitherto in force shall apply, as regards both parties, to the payment, refunding, orders for payment and discontinuance of annuities through the post offices.

Paragraph 49.

Insurers in the Saar Territory shall indicate by means of some special sign (letter or serial number) that their orders for payment are from the Saar Territory and shall further show, in some similar way, whether only insurers in the Saar Territory are concerned in the payment or whether insurers in the German Reich are also responsible.

Paragraph 50.

The insurers in both territories shall each make their Postal Administration an advance which shall also cover the estimated payments for which the insurers in the other territory will subsequently be liable.

Paragraph 51.

The provisions of the Post and Telegraph Regulations shall apply, for both Parties, in regard to the forwarding of the monthly statistical information and the settlement of accounts between the Chief Postal Administrations and the insurers. The correspondence exchanged in this connection shall pass through the Secretariat of the Saar Basin Governing Commission.

IV. MATERNITY BENEFIT.

Paragraph 52.

The refunding of maternity benefits to the Sickness Funds shall devolve upon the Government in whose territory the Sickness Funds concerned have their head offices. The necessary executive provisions shall be notified by either side, as soon as possible, to the competent authorities.

The settlement of accounts in regard to maternity benefits refunded up to March 31, 1922, shall be carried out in accordance with the principles laid down in the Final Protocol of June 3, 1921.

V. HOPITAUX.

§ 53.

Les organes d'assurances intéressés se mettront d'accord, le plus tôt possible, en vue de l'utilisation réciproque des maisons de santé et des hôpitaux, soit aux conditions établies par contrat entre ces établissements et certains organes d'assurances du Reich allemand, soit aux conditions généralement faites par ces établissements aux organes d'assurances sociales; les arrangements intervenus devront être communiqués aux autorités de contrôle.

§ 54.

La Caisse de pensions I des employés des chemins de fer du Reich, accepte de recevoir dans ses maisons de santé actuellement existantes, contre remboursement des frais effectifs et jusqu'à concurrence du nombre de places disponibles, les ouvriers assurés auprès de l'Institut spécial de la Direction des chemins de fer du Territoire de la Sarre.

VI. JURIDICTION MIXTE.

§ 55.

Une juridiction mixte sera instituée sur la base des principes établis à l'annexe.

La juridiction mixte ne sera pas compétente pour connaître des différends se rapportant à des accidents survenus après le 31 décembre 1921. Ces différends sont jugés en appel par l'Office supérieur d'assurances, dans le ressort duquel se trouve le siège de l'entreprise dans laquelle l'accident a eu lieu.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux accidents visés au § 16, en substituant la date du 31 mars 1920 à celle du 31 décembre 1921.

VII. DISPOSITIONS FINALES.

A. AIDE JUDICIAIRE.

§ 56.

Les deux territoires se prêteront réciproquement l'aide judiciaire prévue aux §§ 115, 116 et 117 du Code des assurances du Reich. Si cette aide judiciaire exige l'intervention d'autorités administratives, la requête devra passer par le Secrétariat général de la Commission de Gouvernement ou par le Commissaire du Reich pour le transfert du Territoire de la Sarre.

B. DÉLAIS DE RECOURS.

§ 57.

Les délais prévus pour l'introduction de recours en matière d'assurances sociales seront considérés comme observés dans un territoire, si le recours a été introduit en temps utile auprès d'une autorité ou d'un organe d'assurances de l'autre territoire.

Dans ce cas, le recours devra être transmis immédiatement à l'organe compétent.

V. HOSPITALS.

Paragraph 53.

In view of the fact that sanatoria and hospitals are used by both territories, either as the result of agreements concluded between such institutions and insurers in the German Reich or by reason of some other arrangement by which these institutions grant special facilities to social Insurance Offices, the insurers concerned shall get into touch with one another as soon as possible and shall inform the controlling authorities of any proposals which have been agreed upon.

Paragraph 54.

The Workers' Pension Fund I for the Reich State Railways is prepared to admit workers insured with the Special Office of the Railway Administration in the Saar Territory to the existing health institutions, so far as accommodation permits, on payment of expenses.

VI. MIXED JURISDICTION.

Paragraph 55.

A mixed jurisdiction shall be set up in accordance with the principles laid down in the Annex. Cases of disputes arising out of accidents which occurred after December 31, 1921, shall not be submitted to mixed jurisdiction. In such cases, the claim shall be decided by the Chief Insurance Office in whose district the works are situated where the accident occurred.

The above provisions shall apply to accidents of the kind mentioned in paragraph 16, the date December 31, 1921, being substituted for that of March 31, 1920.

VII. FINAL PROVISIONS.

A. LEGAL ASSISTANCE.

Paragraph 56.

The territory of the German Government and the Saar Territory shall give each other legal assistance in accordance with the provisions of paragraphs 115, 116, 117 of the Reich Insurance Regulations. Applications for the assistance of any authority shall be submitted through the Secretariat of the Governing Commission or the Reich Commissioner for the transfer of the Saar Territory.

B. TIME-LIMIT FOR LEGAL REMEDY.

Paragraph 57.

Applications for legal remedy in cases concerning the German Insurance Regulations shall also be considered to have been filed within the prescribed period in the one territory, if the application has been made in proper time to an insurance authority or organ in the other territory.

In such cases the application (*Rechtsmittelschrift*) shall be handed over forthwith to the competent office.

C. TRANSFERT DES DOSSIERS.

§ 58.

Tous les dossiers et pièces relatifs à des litiges encore pendants, concernant le territoire de la Sarre ou les droits de ses habitants, devront être transmis directement par les autorités du Reich allemand aux autorités compétentes du Territoire de la Sarre.

De même, les dossiers et pièces concernant des litiges classés devront être transmis directement aux autorités compétentes du Territoire de la Sarre qui les réclameraient.

§ 59.

Les deux Parties conviennent que les différends relatifs à l'interprétation des dispositions qui précèdent seront tranchés conformément aux dispositions du chiffre XVI du Protocole final signé à Berlin le 3 juin 1921.

Fait en double expédition.

BERLIN, le 31 mai 1923.

SARREBRUCK, le 31 juillet 1923.

(Signé) v. ROSENBERG.

(Signé) V. RAULT.

ANNEXE.

ACCORD

INTERVENU ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA SARRE, RELATIVEMENT A LA CRÉATION, LA COMPÉTENCE ET LA PROCÉDURE D'UNE CHAMBRE MIXTE ET D'UN SÉNAT MIXTE POUR LES AFFAIRES D'ASSURANCES SOCIALES ET D'UN TRIBUNAL SUPÉRIEUR D'ARBITRAGE MIXTE POUR LES AFFAIRES D'ASSURANCES MINIÈRES.

PROCÉDURE LÉGALE. CHAMBRE MIXTE.

§ I.

La Chambre mixte connaîtra au lieu de la juridiction contentieuse habituellement compétente :

I. des litiges relatifs à l'assurance-accidents :

1. Lorsque ces litiges se rapportent à des accidents survenus dans des entreprises affiliées aux associations d'ouvriers mineurs du Territoire de la Sarre, si l'indemnité doit être versée par l'Association corporative allemande des ouvriers mineurs et si l'ayant droit habite dans le territoire de la Sarre ;

2. Lorsque ces litiges se rapportent à des accidents qui sont survenus avant le 1^{er} janvier 1922 dans des entreprises du Territoire de la Sarre et pour lesquels l'indemnité a été, jusqu'au 31 décembre 1921, à la charge d'une association corporative allemande, si les prestations qui font l'objet de litiges ont trait à la période antérieure au 1^{er} janvier 1922 ;

II. Des litiges relatifs à l'assurance invalidité et des survivants, lorsque des organes d'assurances du Reich allemand et des organes d'assurances du Territoire de la Sarre y sont coparties

C. TRANSFER OF DOCUMENTS.

Paragraph 58.

All documents and records concerning matters of social insurance still pending, which concern the Saar Territory or the rights of its inhabitants, shall be forwarded by the authorities of the German Reich direct to the competent authorities in the Saar Territory.

Documents and records of the same nature concerning matters which have already been settled shall also, upon request, be forwarded direct to the competent authorities in the Saar Territory.

Paragraph 59.

It is agreed that any differences of opinion which may arise out of the above Agreement shall be settled in accordance with No. XVI of the Final Protocol of Berlin, of June 3, 1921.

Done in duplicate.

BERLIN, *May 31*, 1923.

SAARBRUCK, *July 21*, 1923.

(Signed) v. ROSENBERG.

(Signed) V. RAULT.

ANNEX.

AGREEMENT

BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND THE SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION CONCERNING THE ESTABLISHMENT, COMPETENCE AND PROCEDURE OF A MIXED CHAMBER AND A MIXED SENATE FOR CASES CONCERNING SOCIAL INSURANCE, AND LIKEWISE OF A SUPREME MIXED COURT OF ARBITRATION FOR CASES CONCERNING MINERS' ASSOCIATIONS.

I. LEGAL PROCEDURE. MIXED CHAMBER.

Paragraph 1.

The Mixed Chamber shall take the place of the Court of Arbitration ordinarily competent :

I. In cases concerning insurance against accidents,

(1) In disputes arising out of accidents which have occurred in works affiliated to miners' associations in the Saar Territory and in which the German Miners' Co-operative Associations are responsible for compensation, if the claimant is resident in the Saar Territory ;

(2) In disputes arising out of accidents which have occurred before January 1, 1922, in works in the Saar Territory and in which, on or before December 31, 1921, a German Co-operative Association was responsible for compensation, if they concern payments for the time before January 1, 1922.

II. In cases relating to insurance against invalidity and life insurance, to which insurers in the German Reich and the Saar Territory are both parties ; insurers in the Saar Territory shall

intéressées. Les organes d'assurances du Territoire de la Sarre seront considérés comme parties intéressées dans les litiges où le paiement de la rente peut leur incomber, à partir du 1^{er} avril 1922 ;

III. Des litiges relatifs aux assurances minières, lorsque des associations d'ouvriers mineurs du Reich allemand et des associations d'ouvriers mineurs du Territoire de la Sarre y sont coparties intéressées.

La Chambre mixte est également compétente dans les cas prévus au paragraphe 1614, rapproché du paragraphe 1640, alinéa 2 du Code des assurances du Reich, si un office d'assurances du Reich allemand et un office d'assurances du Territoire de la Sarre sont coparties intéressées dans le litige. L'arrêt est sans appel et lie les instances.

§ 2.

Les litiges visés au paragraphe 1, qui seraient pendants auprès d'un office supérieur d'assurances lors de l'entrée en vigueur du présent Accord, passeront à la Chambre mixte en l'état où ils se trouveront. Leurs dossiers devront être immédiatement transférés au greffier de cette Chambre. Si, à la date de l'entrée en vigueur du présent Accord, l'arrêt de l'office supérieur d'assurances a déjà été prononcé, la signification de cet arrêt incombera encore à celui-ci.

§ 3.

La Chambre mixte se compose de trois membres, y compris le président, et de quatre assesseurs. La présidence revient alternativement au président de la Chambre du contentieux judiciaire d'un office supérieur d'assurances relevant du Gouvernement allemand et d'un office supérieur d'assurances relevant de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre. Chacun des deux territoires désignera, en outre, un membre pris parmi les membres des offices supérieurs d'assurances du Reich et des offices supérieurs d'assurances de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre. De même, le président et les membres de l'Office supérieur mixte d'assurances minières seront désignés parmi des personnes au courant des affaires d'assurances minières.

La première session sera présidée par le président de la Chambre du contentieux judiciaire d'un office supérieur d'assurances du Territoire de la Sarre.

Les assesseurs seront désignés parmi les assesseurs élus conformément aux prescriptions du Code des assurances du Reich, de l'office supérieur d'assurances du Territoire de la Sarre qu'intéressent les litiges en cause.

Le greffier sera fourni par le territoire auquel appartient le président de la chambre mixte.

S'il existe des offices supérieurs d'assurances spéciaux, créés en vertu du paragraphe 63 du Code des assurances du Reich, le président et les membres de la Chambre mixte seront désignés parmi les fonctionnaires de ces offices supérieurs d'assurances.

§ 4.

La Chambre mixte se réunira régulièrement à Sarrebruck, sauf s'il en est décidé autrement dans des cas particuliers.

La langue officielle de la Chambre mixte sera la langue allemande. Toutefois, les pièces rédigées dans une autre langue suffiront à empêcher la forclusion. Le président de la Chambre mixte fera traduire les pièces rédigées dans une autre langue que l'allemand ; le remboursement des frais de traduction pourra être réclamé au requérant.

§ 5.

Un greffe sera créé à Sarrebruck pour la Chambre mixte aux frais et par les soins de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre. Les recours devront y être déposés. Les délais de recours seront également considérés comme observés lorsque le recours aura été introduit en

also be held to be parties to those cases in which they are responsible for the payment of the annuities in question on or after April 1, 1922 ;

III. In cases relating to miners' insurance to which miners' associations of the German Reich and the Saar Territory are both parties.

The Mixed Chamber shall likewise be competent in cases covered by paragraph 1614 in conjunction with paragraph 1640, paragraph 2, of the Reich Insurance Regulations, if an Insurance Office of the German Reich and an Insurance Office of the Saar Territory are both parties to the case. Its decisions shall be final and binding on courts of law.

Paragraph 2.

Cases of the nature described in paragraph 1 pending before a Chief Insurance Office, on the entry into force of the present Agreement, shall be transferred to the Mixed Chamber as they stand. They shall be transferred forthwith, together with all relevant documents, to the Office of the latter. If, on the entry into force of the present Agreement, the decision of the Chief Insurance Office has already been pronounced, the latter shall be responsible for notifying the parties concerned.

Paragraph 3.

The Mixed Chamber shall consist of three members and four assessors, including the President. The President of the Court of Arbitration of a Chief Insurance Office of the German Government and the President of the Court of Arbitration of a Chief Insurance Office of the Saar Basin Governing Commission shall act alternately as President. An additional member shall be appointed from among the members of the Chief Insurance Offices of the German Government and the Saar Basin Governing Commission respectively. Similarly, the President and members of the Mixed Miners' Chief Insurance Office shall be appointed from among persons experienced in matters of miners' insurance.

At the first session, the President of the Court of a Chief Insurance Office in the Saar Territory shall preside.

The Assessors shall be appointed from among Assessors selected in accordance with the provisions of the Reich Insurance Regulations and belonging to the Chief Insurance Office of the Saar Territory concerned, according to the nature of the case.

The registrar shall be appointed by the territory to which the President of the Mixed Chamber belongs.

Should special Chief Insurance Offices be set up in accordance with paragraph 63 of the Reich Insurance Regulations, the President and members of the Mixed Chamber shall be appointed from among the officials of such Offices.

Paragraph 4.

The Mixed Chamber shall sit in Saarbruck unless otherwise agreed upon in special cases.

The official language of the Mixed Chamber shall be German. The time-limit laid down for legal recourse shall, however, be considered to have been observed even if documents are submitted in a language other than German. The President of the Mixed Chamber shall have translations prepared of the applications submitted in languages other than German ; the costs may be collected from the party submitting the application.

Paragraph 5.

An Office for the Mixed Chamber shall be set up in Saarbruck by the Saar Basin Governing Commission, which shall bear the cost thereof. Applications for legal remedy shall be lodged with this Office. The time-limit laid down shall be held to have been observed if application has been

temps utile auprès d'une juridiction allemande, d'une juridiction de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, ou auprès d'un organe d'assurances. Dans ces cas, les recours devront être immédiatement transmis au greffe. L'étude des recours introduits incombe au président de l'office supérieur d'assurances qui serait compétent pour en connaître dans le cas particulier. Il prépare les dossiers et peut procéder à une enquête avant les débats.

§ 6.

Il sera dressé une liste spéciale des litiges dont la Chambre mixte aura à connaître. Les affaires portant un numéro impair seront jugées sous la présidence d'un fonctionnaire du Territoire de la Sarre, et les affaires portant un numéro pair, sous la présidence d'un fonctionnaire du Reich allemand.

Une session aura lieu au moins tous les trois mois.

Le président fixe la date des débats. Il peut désigner des rapporteurs parmi les membres prenant part à la session. Si un rapporteur est nommé, il ne devra pas être choisi parmi les représentants du même territoire que le président. Le rapporteur est tenu de présenter le rapport en séance et de prendre des conclusions.

Le greffe assure la convocation des parties, des membres et des assesseurs, ainsi que la signification des arrêts.

Au surplus, les prescriptions du Code des assurances du Reich et du Décret impérial du 24 décembre 1911, concernant le fonctionnement et la procédure des offices supérieurs d'assurances (*Bulletin des Lois d'Empire*, page 1095) et, dans les affaires minières, les prescriptions du Règlement des tribunaux arbitraux prussiens du 8 décembre 1913 (*Recueil des Lois*, page 403) sont applicables à la procédure devant la Chambre mixte.

§ 7.

Les frais de la Chambre mixte sont à la charge de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, à l'exception des frais de voyage et déplacement et des indemnités journalières des membres, participant aux séances, qui auront été désignés par le Gouvernement allemand. Les organes d'assurances devront verser au greffe une taxe forfaitaire de 80 marks pour chacun des litiges auxquels ils sont intéressés.

II. PROCÉDURE LÉGALE. — SÉNAT MIXTE, TRIBUNAL SUPÉRIEUR D'ARBITRAGE MIXTE POUR LES AFFAIRES MINIÈRES.

§ 8.

Un Sénat mixte, et, pour les affaires minières, un Tribunal supérieur d'arbitrage mixte, connaîtront des recours contre les arrêts de la Chambre mixte.

Le Sénat mixte connaît, en outre, des recours contre les arrêts rendus, avant l'entrée en vigueur du présent Accord, par un office supérieur d'assurances dans les litiges visés au § 1. Le Tribunal supérieur d'arbitrage mixte connaît des recours contre les arrêts correspondants rendus en matière d'assurances minières.

La recevabilité des recours est déterminée par les prescriptions du Code des assurances du Reich et les prescriptions des lois sur les assurances minières.

Le Sénat mixte est également compétent dans les cas visés aux §§ 1706, 1736 et 1740 du Code des assurances du Reich, lorsque des organes d'assurances du Reich allemand et des organes d'assurances du Territoire de la Sarre sont tous deux intéressés dans la procédure en question.

§ 9.

Les affaires pendantes, à l'entrée en vigueur du présent Accord, devant l'Office des assurances du Reich, devant l'Office national bavarois des assurances, ou devant l'Office régional d'assurances

made in proper time to a German authority, an authority of the Saar Basin Governing Commission or an organ of the insurers. The application for legal remedy (*Rechtsmittelschrift*) shall be forwarded forthwith to the Office of the Mixed Chamber. The preparatory work in connection with applications for legal remedy (*Rechtsmittelschrift*) submitted shall devolve upon the President of the Chief Insurance Office which would be competent, according to the nature of the case, to give an award. He shall prepare the cases. He may take evidence before the hearing of the case.

Paragraph 6.

A special list shall be drawn up of cases to be submitted to Mixed Jurisdiction. Cases figuring under odd numbers on this list shall be conducted under the presidency of an official of the Saar Territory, those figuring under even numbers shall be conducted under that of an official of the German Reich.

A session shall be held at least once a quarter.

The President shall fix the date of the proceedings. He can appoint reporters (*Bericht-erstatte*) from among the members taking part in the session. No reporter appointed shall be from the same territory as the President. It shall be the duty of the reporter to present the report at the session and to draft the decisions to be given.

It shall be the duty of the Office to summon the parties and likewise the members and assessors, and to notify decisions.

Except where otherwise provided, the proceedings shall be governed by the provisions of the Reich Insurance Regulations and the Imperial Decree of December 24, 1911, concerning the conduct of affairs and procedure of Chief Insurance Offices (*Imperial Legal Gazette*, p. 1095), and in cases concerning miners' associations by the Regulations of the Prussian Court of Arbitration of December 8, 1913 (*Legal Code*, p. 403).

Paragraph 7.

The Saar Basin Governing Commission shall bear the costs of the Mixed Chamber, exclusive of the travelling expenses and maintenance allowances of those members present at the session who have been appointed by the German Government. For every case to which they are parties, the insurers shall pay to the office the lump sum of 80 marks.

II. PROCEDURE. MIXED SENATE, MIXED SUPREME COURT OF ARBITRATION FOR CASES CONCERNING MINERS' ASSOCIATIONS.

Paragraph 8.

Appeals against the decisions of the Mixed Chamber shall be decided by a Mixed Senate, and in cases concerning miners' associations by a Mixed Supreme Court of Arbitration.

The Mixed Senate shall decide appeals against decisions given by a Chief Insurance Office before the entry into force of this Agreement in cases of the kind described in paragraph 1. The Mixed Court of Arbitration shall decide appeals against such decisions in cases concerning miners' associations.

The admissibility of the appeal shall be determined in accordance with the provisions of the Reich Insurance Regulations and the laws governing miners' associations.

The Mixed Senate shall also be competent in cases coming under paragraphs 1706, 1736 and 1740 of the Reich Insurance Regulations, if insurers of the German Reich and the Saar Territory are both concerned in the proceedings.

Paragraph 9.

Proceedings pending, on the entry into force of this Agreement, before the Reich Insurance Office, the Bavarian State Insurance Office or the Saar Territory State Insurance Office, and in

du Territoire de la Sarre, passeront, en l'état où elles se trouveront, au Sénat mixte, lorsqu'un office supérieur d'assurances aura rendu un arrêt dans un cas pour lequel la Chambre mixte aurait été compétente si le présent Accord avait été en vigueur au moment de l'arrêt. Le dossier devra être immédiatement transmis au greffe du Sénat mixte (§ 13).

Si, à l'entrée en vigueur du présent Accord, l'arrêt de l'Office des assurances du Reich, de l'Office national d'assurances bavarois, ou de l'Office régional d'assurances du Territoire a été déjà rendu dans une affaire de ce genre, la signification de cet arrêt incombe à la juridiction qui l'a rendu.

Ces dispositions sont applicables *mutatis mutandis* aux affaires d'assurances minières.

§ 10.

Le Sénat mixte se compose de cinq membres, y compris le président, et de quatre assesseurs. La présidence en revient alternativement au président de l'Office des assurances du Reich, ou à un directeur ou président du Sénat désigné par lui, et au président de l'Office régional d'assurances du Territoire de la Sarre, ou à un membre de cette juridiction désigné par lui. La première séance sera présidée par le président de l'Office des assurances du Reich ou par son représentant.

Les autres membres seront désignés, deux parmi les membres permanents de l'Office des assurances du Reich, et deux parmi les membres de l'Office régional d'assurances du Territoire de la Sarre.

Les assesseurs du Sénat mixte se composent d'un patron et d'un ouvrier du Reich allemand, et d'un patron et d'un ouvrier du Territoire de la Sarre. Les assesseurs du Reich allemand seront désignés parmi les représentants des patrons et des ouvriers choisis comme membres non permanents de l'Office des assurances du Reich, et les assesseurs sarrois parmi les assesseurs de l'Office régional d'assurances.

Les fonctionnaires et les membres non permanents de l'Office des assurances du Reich pourront être remplacés, si le Gouvernement allemand en décide ainsi, par des fonctionnaires et des membres non permanents de l'Office national d'assurances bavarois.

Le greffier sera fourni par la juridiction à laquelle appartient le président du Sénat mixte.

§ 11.

Le Tribunal supérieur d'arbitrage mixte se compose de trois membres, y compris le président, et de quatre assesseurs.

Les présidents et les membres seront désignés par le Gouvernement allemand et par la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre parmi les personnes au courant des assurances minières.

Les assesseurs du Tribunal supérieur d'arbitrage mixte se composent d'un patron et d'un ouvrier du Reich allemand et d'un patron et d'un ouvrier du Territoire de la Sarre. Les assesseurs du Reich allemand seront pris parmi les assesseurs du Tribunal supérieur d'arbitrage minier de Berlin et les assesseurs du Territoire de la Sarre parmi les assesseurs de l'Office régional du Territoire de la Sarre, qui représentent les associations minières de ce Territoire.

Au surplus, les dispositions du § 10 restent applicables *mutatis mutandis*.

§ 12.

Le Sénat mixte et le Tribunal supérieur d'arbitrage mixte se réuniront régulièrement à Francfort-sur-le-Main, sauf s'il en a été décidé autrement dans des cas particuliers.

Le § 4, alinéa 2, est également applicable à ces deux juridictions.

§ 13.

Un greffe sera créé auprès de l'Office des assurances du Reich de Berlin pour le Sénat mixte et le Tribunal supérieur d'arbitrage mixte.

which a Chief Insurance Office has given a decision in a case in which the Mixed Chamber would have been competent if this Agreement had already been in force at the time of the decision, shall be transferred, as they stand, to the Mixed Senate. The relevant documents shall be handed over forthwith to the Office of the Mixed Senate (paragraph 13).

If, on the date of the entry into force of the present Agreement, the decision of the Reich Insurance Office, the Bavarian State Insurance Office or the Saar Territory State Insurance Office in such a case has already been pronounced, it shall still be the duty of the Office which gave the decision to make the necessary notification.

These provisions shall apply, *mutatis mutandis*, to cases concerning miners' associations.

Paragraph 10.

The Mixed Senate shall consist of five members and four assessors, including the President. The President of the Reich Insurance Office or a Director or President of a Senate delegated by him shall preside alternately with the President of the Saar Territory State Insurance Office or a member of that body delegated by him. The President of the Reich Insurance Office or the person delegated by him shall preside at the first session.

Two additional members shall be co-opted from among the permanent members of the Reich Insurance Office and the Saar Territory State Insurance Office respectively.

The assessors of the Mixed Senate shall consist of one employer and one employee from the German Reich and one employer and one employee from the Saar Territory. They shall be chosen, for the German Reich from among the employers' and employees' representatives appointed as non-permanent members of the Reich Insurance Office, and for the Saar Territory from among the assessors of the State Insurance Office.

Officials and non-permanent members of the Bavarian State Insurance Office may be substituted, at the discretion of the German Government, for officials and non-permanent members of the German Insurance Office.

The registrar shall be appointed by the authority to which the President of the Mixed Senate belongs.

Paragraph 11.

The Mixed Court of Arbitration shall consist of three members and four assessors, including the President. The President and members shall be appointed by the German Government and the Saar Basin Governing Commission from among persons experienced in matters concerning miners' associations.

The assessors of the Mixed Court of Arbitration shall consist of an employer and an employee from the German Reich and an employer and an employee from the Saar Territory. The assessors from the German Reich shall be appointed from among the assessors of the Miners' Supreme Court of Arbitration in Berlin, and those from the Saar Territory from among the assessors of the Saar Territory State Insurance Office and more particularly from among representatives of the miners' associations.

In general, the provisions of paragraph 10 shall apply *mutatis mutandis*.

Paragraph 12.

The Mixed Senate and the Mixed Court of Arbitration shall meet at Frankfort-on-the-Main, unless otherwise agreed upon, in special cases.

Sub-paragraph 2 of paragraph 4 shall apply.

Paragraph 13.

An Office shall be set up for the Mixed Senate and the Mixed Supreme Court of Arbitration and shall be attached to the Reich Insurance Office in Berlin. Appeals shall be submitted to this

Les recours devront y être adressés.

Les délais de recours seront également considérés comme observés lorsque le recours aura été introduit en temps utile auprès d'une juridiction allemande ou auprès d'une juridiction de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, ou au greffe de la Chambre mixte de Sarrebruck.

Dans ces cas, les recours devront être immédiatement transmis au greffe de Berlin.

Le président de l'Office des assurances du Reich prend les mesures nécessaires pour la préparation des débats et peut procéder à une enquête avant les débats.

§ 14.

Il sera dressé une liste spéciale des litiges dont le Sénat mixte aura à connaître. Les affaires portant un numéro impair seront jugées sous la présidence du président de l'Office des assurances du Reich, et les affaires portant un numéro pair, sous la présidence du président de l'Office régional d'assurances du Territoire de la Sarre.

Une session aura lieu au moins tous les trois mois.

Le président fixe la date des débats et désigne les rapporteurs parmi les membres appartenant à l'autre territoire. Les rapporteurs sont tenus de présenter le rapport en séance et de prendre des conclusions.

Le greffe assure la convocation des parties, des membres et des assesseurs, ainsi que la signification des arrêts.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables *mutatis mutandis* au Tribunal supérieur d'arbitrage mixte.

Au surplus, les prescriptions du Code des assurances du Reich et du décret impérial du 24 décembre 1911 concernant le fonctionnement et la procédure de l'Office des assurances du Reich (*Bulletin des Lois d'Empire*, p. 1083) et, dans les affaires minières, les prescriptions du Règlement des Tribunaux supérieurs d'arbitrage prussiens du 8 décembre 1913, (*Recueil des Lois*, p. 420) sont applicables à cette procédure.

§ 15.

Les frais du Sénat mixte et du Tribunal supérieur d'arbitrage mixte, y compris les frais du greffe, sont à la charge du Reich allemand à l'exception des frais de déplacement et des indemnités journalières dûs aux membres et aux assesseurs désignés par la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre pour prendre part aux séances.

III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

§ 16.

Le Gouvernement allemand et la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre se feront réciproquement connaître les fonctionnaires qu'ils nomment président et membres de la Chambre mixte, du Sénat mixte et du Tribunal supérieur d'arbitrage mixte, ainsi que les remplaçants des dites personnes. Les mêmes dispositions s'appliquent aux assesseurs.

§ 17.

Les juridictions et les organes d'assurances du Reich allemand et du Territoire de la Sarre devront faire droit aux commissions rogatoires de la Chambre mixte, du Sénat mixte et du Tribunal supérieur d'arbitrage mixte, notamment en ce qui concerne l'exécution des décisions devenues exécutoires.

(Signé) v. ROSENBERG.

(Signé) V. RAULT.

Office. The time-limit laid down shall be held to have been observed if application has been made in proper time to a German authority, an authority of the Saar Basin Governing Commission, an organ of the insurers or to the Office of the Mixed Chamber at Saarbruck. In such cases the application (*Rechtsmittelschrift*) shall be forwarded at once to the competent office.

The President of the Reich Insurance Office shall take the necessary measures for the preparation of the hearing of the case. Evidence may be taken before the hearing of the case.

Paragraph 14.

A special list shall be drawn up of the cases to be decided by the Mixed Senate. Cases figuring under odd numbers on this list shall be conducted under the presidency of the President of the Reich Insurance Office, those figuring under even numbers under that of the President of the Saar Territory State Insurance Office.

A session shall be held at least once a quarter.

The President shall fix the date of the proceedings and shall appoint the reporters from among the members belonging to the other territory. It shall be the duty of the reporters during the session to present the reports and to draft any decisions to be rendered.

It shall be the duty of the Office to summon the parties and likewise the members and assessors, and to give notice of the decisions.

The above provisions shall apply, *mutatis mutandis*, to the Supreme Mixed Court of Arbitration.

Except where otherwise provided, the proceedings shall be governed by the provisions of the Reich Insurance Regulations and the Imperial Decree of December 24, 1911, concerning the conduct of affairs and procedure of the Reich Insurance Office (*Imperial Legal Gazette*, p. 1083) and in cases concerning miners' associations by the Regulations of the Prussian Supreme Court of Arbitration of December 8, 1913 (*Legal Code*, p. 420).

Paragraph 15.

The German Reich shall bear the costs of the Mixed Supreme Court of Arbitration, including those of the Office, but exclusive of the travelling expenses and maintenance allowances of those members and assessors present at the sessions who have been appointed by the Saar Basin Governing Commission.

III. JOINT PROVISIONS.

Paragraph 16.

The German Government and the Saar Basin Governing Commission shall severally designate the officials whom they appoint as Presidents and members of the Mixed Chamber and the Mixed Supreme Court of Arbitration and as substitutes for such. The same shall apply in the case of the assessors.

Paragraph 17.

The authorities and insurers of the German Reich and of the Saar Territory shall comply with the demands of the Mixed Chamber, the Mixed Senate and the Mixed Supreme Court of Arbitration for legal remedy and more especially for the execution of executory decisions.

(Signed) v. ROSENBERG.

(Signed) V. RAULT.

N° 694.

EQUATEUR ET PÉROU

**Protocole relatif à la question des
limites entre l'Equateur et le
Pérou, signé à Quito le 21 juin
1924.**

ECUADOR AND PERU

**Protocol concerning the question of
the frontiers between Ecuador and
Peru, signed at Quito, June 21,
1924.**

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 694. — PROTOCOLO SOBRE LA CUESTION DE LIMITES ENTRE EL ECUADOR Y EL PERU FIRMADO EN QUITO EL 21 DE JUNIO DE 1924.

Texte officiel espagnol communiqué par les Ministres des Affaires étrangères de l'Equateur et du Pérou. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 11 août 1924.

Spanish official text communicated by the Ministers for Foreign Affairs of Ecuador and Peru. The registration of this Protocol took place August 11, 1924.

Reunidos en el Ministerio de Relaciones Exteriores los Excmos. Sres. Doctor D. N. Clemente PONCE, Ministro de Relaciones Exteriores del Ecuador, y D. Enrique CASTRO OYANGUREN, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario del Perú, declararon que habían recibido instrucciones de sus respectivos Gobiernos para poner en ejecución los propósitos expresados y acordados ya con ellos en conferencias y documentos oficiales respecto de la manera de cumplirse la fórmula mixta para el arreglo definitivo de la cuestión limítrofe entre ambos países.

En conformidad con dichas instrucciones, y en el deseo de arribar lo más pronto posible a una solución de concordia y equidad, tal como lo exige el sentimiento de lealtad y genuino americanismo de que están animados ambos Gobiernos y lo imponen los legítimos intereses de uno y otro pueblo, hacen constar solemnemente lo que sigue :

1. Los dos Gobiernos, previa la venia del de Estados Unidos de América, enviarán a Washington sus respectivas Delegaciones para tratar allá amistosamente el asunto de límites, a fin de que, si no lograran fijar una línea definitiva, determinen de común acuerdo las zonas que se reconozcan recíprocamente cada una de las dos partes y la que habrá de someterse a la decisión arbitral del Presidente de los Estados Unidos de América.

2. Conseguido el uno ó el otro de los dos fines preindicados, las Delegaciones lo harán constar en un Protocolo suscrito por ellas, que será sometido a la aprobación de los Congresos de ambas Naciones.

3. Las Delegaciones deberán constituirse en Washington inmediatamente después de resuelta la cuestión que los Gobiernos del Perú y Chile han sometido al arbitraje del Presidente de los Estados Unidos. En cuanto al nombramiento de los Delegados, ambos Gobiernos tendrán la facultad de hacerlo en cualquier tiempo, pero en todo caso, las Delegaciones deberán estar organizadas en Washington dentro del término indicado en el presente artículo.

4. Sin perjuicio de lo establecido en las anteriores cláusulas, los dos Gobiernos, por medio de sus respectivos Ministros, procurarán adelantar la solución del litigio.

Lo firmaron, por duplicado, en Quito, a veintiuno de Junio del año mil novecientos veinticuatro.

(Firmado) E. CASTRO OYANGUREN.

(Firmado) N. CLEMENTE PONCE.

Es copia :

El Sub-Secretario de Relaciones Exteriores,

Luis ROBALINO DÁVILA.

¹ TRADUCTION.

No. 694. — PROTOCOLE RELATIF
A LA QUESTION DES LIMITES
ENTRE L'ÉQUATEUR ET LE
PÉROU, SIGNÉ A QUITO LE
21 JUIN 1924.

Leurs Excellences le Dr D. N. Clemente PONCE, ministre des Affaires étrangères de l'Équateur et M. Enrique Castro OYANGUREN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Pérou, réunis au Ministère des Affaires étrangères, ont déclaré qu'ils avaient reçu des instructions de leurs Gouvernements respectifs en vue de mettre à exécution les propositions sur lesquelles ils se sont entendus dans des conférences antérieures et qui sont consignées dans des documents officiels, propositions relatives à la manière d'appliquer le compromis concernant le règlement définitif de la question de frontière entre les deux pays.

Conformément aux dites instructions et désireux d'arriver le plus promptement possible à une solution de concorde et d'équité, ainsi que l'exigent, d'une part, le sentiment de loyauté et de sincère solidarité américaine dont les deux Gouvernements sont animés, et d'autre part, les intérêts légitimes de l'un et l'autre peuple, les dits ministres déclarent solennellement ce qui suit :

1. Les deux Gouvernements, avec l'assentiment du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, enverront à Washington leurs délégations respectives pour y discuter, dans un esprit amical, la question des frontières, afin que, même si elles ne réussissent pas à fixer une ligne définitive, elles déterminent d'un commun accord les zones que chacune des deux Parties reconnaît à l'autre, et celle pour laquelle il y aura lieu de soumettre la question à la décision arbitrale du Président des Etats-Unis d'Amérique.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 694. — PROTOCOL CONCERN-
ING THE QUESTION OF THE
FRONTIERS BETWEEN ECUA-
DOR AND PERU, SIGNED AT
QUITO, JUNE 21, 1924.

Their Excellencies, Dr. N. Clemente PONCE, Minister of Foreign Affairs of Ecuador, and D. Enrique Castro OYANGUREN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Peru, having met at the Ministry of Foreign Affairs, declared that they had been instructed by their respective Governments to give effect to the proposals accepted by them at previous conferences and recorded in official documents, regarding the manner in which the compromise for the definitive settlement of the frontier question between the two countries should be applied.

In compliance with these instructions and actuated by the desire to reach without delay a friendly and equitable solution in conformity with the spirit of loyalty and true American solidarity by which both Governments are animated, and with the legitimate interests of the two nations, the Ministers in question do solemnly make the following declaration :

(1) The two Governments will, on obtaining the assent of the Government of the United States of America, send their respective delegations to Washington to discuss the frontier question in a friendly spirit and, should they not succeed in fixing a definite line, they will determine by agreement the zones which each of the two Parties recognises as belonging to the other, and the zone in respect of which the President of the United States of America will be asked for an arbitral award.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

2. Lorsque l'une ou l'autre des deux fins ci-dessus indiquées aura été atteinte, les délégations enregistreront la solution dans un Protocole signé par elles, qui sera soumis à l'approbation des Congrès des deux nations.

3. Les délégations devront se trouver à Washington immédiatement après le règlement de la question que les Gouvernements du Pérou et du Chili ont soumise à l'arbitrage du Président des Etats-Unis. Quant à la nomination des délégués, les deux Gouvernements auront la faculté d'y procéder à tout moment, mais, dans tous les cas, les délégations devront être constituées à Washington, à l'époque indiquée par le présent article.

4. Sans préjudice des stipulations des clauses antérieures, les deux Gouvernements s'efforceront, par l'intermédiaire de leurs ministres respectifs, de hâter la solution du litige.

Signé en double exemplaire à Quito, le vingt et un juin de l'an mil neuf cent vingt-quatre.

(2) When one or other of the objects mentioned above has been secured, the delegations will record the result in a Protocol, which they will sign. This Protocol will be submitted to the Congresses of the two nations for approval.

(3) The delegations shall be constituted in Washington immediately after a decision has been given on the question submitted for arbitration by the Governments of Peru and Chile to the President of the United States. Both Governments shall at any time be entitled to nominate delegates, but the delegations must be constituted, in any case, at Washington within the period mentioned in this article.

(4) The two Governments shall, without prejudice to the provisions contained in the preceding clauses, endeavour through their respective Ministers to obtain an early solution of the dispute.

Done in duplicate at Quito on the twenty-first day of June, nineteen hundred and twenty-four.

(Signé) D. ENRIQUE CASTRO OYANGUREN (Signed).

(Signé) N. CLEMENTE PONCE. (Signed).

N° 695.

**AFRIQUE DU SUD, ALBANIE,
AUSTRALIE,
BOLIVIE, BULGARIE, etc.**

Protocole relatif à un amendement
à l'article 6 du Pacte. Genève,
le 5 octobre 1921.

**SOUTH AFRICA, ALBANIA,
AUSTRALIA,
BOLIVIA, BULGARIA, etc.**

Protocol of an Amendment to Arti-
cle 6 of the Covenant. Geneva,
October 5, 1921.

No. 695. — PROTOCOLE¹ RELATIF
A UN AMENDEMENT A L'AR-
TICLE 6 DU PACTE. 5 OCTOBRE
1921.

No. 695. — PROTOCOL¹ OF AN
AMENDMENT TO ARTICLE 6
OF THE COVENANT. OCTO-
BER 5, 1921.

*Textes officiels en anglais et en français.
Enregistré le 13 août 1924 par suite de son
entrée en vigueur.*

*Official texts in French and in English. Registered
August 13, 1924, following its coming into force.*

La deuxième Assemblée de la Société des Nations, sous la présidence de Son Excellence le Jonkheer H. A. van Karnebeek, assisté de l'Honorable sir Eric Drummond, Secrétaire général, a adopté, dans sa séance du 5 octobre 1921, la résolution suivante, comportant amendement à l'article 6 du Pacte.

« Que le dernier paragraphe de l'article 6 du Pacte soit remplacé par le paragraphe suivant :

« Les dépenses de la Société seront supportées par les Membres de la Société, dans la proportion décidée par l'Assemblée. »

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent accepter, au nom des Membres de la Société qu'ils représentent, l'amendement ci-dessus.

Le présent protocole restera ouvert à la signature des Membres de la Société ; il sera ratifié et les ratifications seront déposées aussitôt que possible au Secrétariat de la Société.

Il entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 26 du Pacte.

Une copie certifiée conforme du présent protocole sera transmise par le Secrétaire général à tous les Membres de la Société.

The Second Assembly of the League of Nations under the Presidency of His Excellency Jonkheer H. A. van Karnebeek, with the Honourable Sir Eric Drummond, Secretary-General, adopted at its meeting of October 5th, 1921, the following resolution, being an amendment to Article 6 of the Covenant.

" That the last paragraph of Article 6 of the Covenant should be replaced by the following paragraph :

" The expenses of the League shall be borne by the Members of the League in the proportion decided by the Assembly. "

The undersigned, being duly authorised, declare that they accept, on behalf of the Members of the League which they represent, the above amendment.

The present Protocol will remain open for signature by the Members of the League ; it will be ratified and the ratifications will be deposited as soon as possible with the Secretariat of the League.

It will come into force in accordance with the provisions of Article 26 of the Covenant.

A certified copy of the present Protocol will be transmitted by the Secretary-General to all Members of the League.

¹ Cet amendement est entré en vigueur le 13 août 1924, ayant été ratifié « par les Membres de la Société dont les représentants composent le Conseil et par la majorité de ceux dont les représentants forment l'Assemblée. » (Article 26 du Pacte.)

Pour les ratifications, voir pages 353 et 354.

¹ This amendment came into force August 13, 1924, having been ratified. " by the Members of the League whose representatives compose the Council and by a majority of the Members of the League whose representatives compose the Assembly ". (Article 26 of the Covenant.)

For the ratifications see page 353 and 354.

Fait à Genève, le cinq octobre mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire, dont les textes français et anglais feront également foi et qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société.

Done at Geneva, on the fifth day of October, one thousand nine hundred and twenty-one, in a single copy, of which the French and English texts are both authentic, and which will be kept in the Archives of the Secretariat of the League.

Le Président de la deuxième Assemblée :

President of the Second Assembly :

VAN KARNEBEEK

Le Secrétaire général :

Secretary-General :

ERIC DRUMMOND

E. H. WALTON

(Afrique du Sud — South Africa)

F. S. NOLI

(Albanie — Albania)

BALFOUR for Australia

(Australie — Australia)

F. A. ARAMAYO

(Bolivie — Bolivia)

D. MIKOFF

(Bulgarie — Bulgaria)

BALFOUR for British Empire

(Empire britannique — British Empire)

PETER C. LARKIN

(Canada)

V. K. WELLINGTON KOO

(Chine — China)

Con reserva de la ulterior aprobación legislativa

FRANCISCO JOSÉ URRUTIA

A. J. RESTREPO

(Colombie — Colombia)

MANUEL M. DE PERALTA

(Costa-Rica)

HERLUF ZAHLE

(Danemark — Denmark)

J. QUIÑONES DE LEÓN

(Espagne — Spain)

ANT. PIIP

(Estonie — Esthonia)

RAFAEL ERICH

(Finlande — Finland)

LÉON BOURGEOIS

(France)

G. CARADJA

(Grèce — Greece)

DANTÈS BELLEGARDE

(Haïti)

GEORGES DE LUKÁCS

(Hongrie — Hungary)

THEO RUSSELL for India

(Inde — India)

VITTORIO SCIALOJA

(Italie — Italy)

HAYASHI

(Japon — Japan)

W. G. SALNAIS

(Lettonie — Latvia)

GALVANAUSKAS

(Lithuanie — Lithuania)

BARON R. LEHMANN

(Liberia)

MIKAEL H. LIE

(Norvège — Norway)

R. A. AMADOR

(Panama)

José C. MONTERO

(Paraguay)

A. STRUYCKEN

(Pays-Bas — Netherlands)

PRINCE ARFA-eD-DOVLEH

EMIR ZOKA-eD-DOVLEH

(Perse — Persia)

OLSZOWSKI

(Pologne — Poland)

E. MARGARITESCO-GRECIANO

(Roumanie — Roumania)

CHAROON

(Siam)

AD. LERCREUTZ

(Suède — Sweden)

MOTTA

(Suisse — Switzerland)

Dr ROBERT FLIEDER

(Tchécoslovaquie — Czechoslovakia)

J. GIL FORTOUL

C. ZUMETA

José A. TAGLIAFERRO

(Venezuela)

J. ALLEN

(Nouvelle-Zélande — New Zealand)

RATIFICATIONS

ALBANIE (3 janvier 1924)

AUSTRALIE (23 novembre 1922)

BELGIQUE (28 septembre 1923)

BRÉSIL (13 août 1924)

BULGARIE (4 octobre 1922)

CANADA (23 novembre 1922)

CHINE (4 juillet 1923)

DANEMARK (11 août 1922)

EMPIRE BRITANNIQUE (23 novembre 1922)

ESPAGNE (31 janvier 1924)

ESTHONIE (7 septembre 1923)

FINLANDE (25 juin 1923)

FRANCE (2 août 1923)

GRÈCE (9 avril 1923)

HONGRIE (22 juin 1923)

ALBANIA (January 3, 1924)

AUSTRALIA (November 23, 1922)

BELGIUM (September 28, 1923)

BRAZIL (August 13, 1924)

BRITISH EMPIRE (November 23, 1922)

BULGARIA (October 4, 1922)

CANADA (November 23, 1922)

CHINA (July 4, 1923)

CZECHOSLOVAKIA (September 1, 1923)

DENMARK (August 11, 1922)

ESTHONIA (September 7, 1923)

FINLAND (June 25, 1923)

FRANCE (August 2, 1923)

GREECE (April 9, 1923)

HUNGARY (June 22, 1923)

INDE (23 novembre 1922)
ITALIE (13 juin 1924)
JAPON (13 juin 1923)
LETTONIE (29 septembre 1923)
LIBÉRIA (1^{er} mai 1924)
LITHUANIE (instrument non déposé)
NORVÈGE (29 mars 1922)
NOUVELLE-ZÉLANDE (23 novembre 1922)
PAYS-BAS (4 avril 1923)
POLOGNE (15 décembre 1922)
PORTUGAL (5 octobre 1923)
ROUMANIE (5 septembre 1923)
SALVADOR (3 septembre 1924)
SIAM (12 septembre 1922)
SUÈDE (24 août 1922)
SUISSE (29 mars 1923)
TCHÉCOSLOVAQUIE (1^{er} septembre 1923)
UNION SUD-AFRICAINE (23 novembre 1922)
URUGUAY (12 janvier 1924)

INDIA (November 23, 1922)
ITALY (June 13, 1924)
JAPAN (June 13, 1923)
LATVIA (September 29, 1923)
LIBERIA (May 1, 1924)
LITHUANIA (instrument not deposited)
NETHERLANDS (April 4, 1923)
NEW ZEALAND (November 23, 1922)
NORWAY (March 29, 1922)
POLAND (December 15, 1922)
PORTUGAL (October 5, 1923)
ROUMANIA (September 5, 1923)
SALVADOR (September 3, 1924)
SIAM (September 12, 1922)
SPAIN (January 31, 1924)
SWEDEN (August 24, 1922)
SWITZERLAND (March 29, 1923)
UNION OF SOUTH AFRICA (November 23, 1922)
URUGUAY (January 12, 1924)

N^o 696.

DANEMARK ET SUÈDE

Echange de notes relatif à la franchise des droits de douane pour l'importation d'échantillons de films. Copenhague, les 23 et 28 juillet 1924.

DENMARK AND SWEDEN

Exchange of Notes regarding the Importation of Films Samples free of Customs Duties. Copenhagen, July 23 and 28, 1924.

No. 696. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET SUÉDOIS, RELATIF A LA FRANCHISE DES DROITS DE DOUANE POUR L'IMPORTATION D'ÉCHANTILLONS DE FILMS. COPENHAGUE, LES 23 ET 28 JUILLET 1924.

No. 696. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND SWEDISH GOVERNMENTS REGARDING THE IMPORTATION OF FILM SAMPLES FREE OF CUSTOMS DUTIES. COPENHAGEN, JULY 23 AND 28, 1924.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Suède et le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 18 août 1924.

Danish and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and the Danish Minister at Berne. The registration of this exchange of notes took place August 18, 1924.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

KUNGL. SVENSKA BESKICKNINGEN,

KÖPENHAMN, den 23 juli 1924.

HERR STATSMINISTER,

På uppdrag av min regering har jag äran meddela, att kungl. svenska regeringen under villkor av ömsesidighet är villig medgiva, att prover å danska filmer som införas till Sverige från Danmark för att förevisas för eventuella köpare samt för vederbörande censurmyndighet, efter därom gjord framställning erhålla tullfrihet under villkor, att filmen återutföres senast inom tre veckor efter införetullningen, att vid införseln noggrann specifikation upptages över titlarna (namnen å filmerna), att filmerna vid återutförseln företes för tullförvaltningen — varvid är att märka att återutförseln också kan ske över annan tullplats än den, över vilken införseln skett — samt att vid utförseln avgives såväl identitetsförsäkran som försäkran på tro och heder, att filmen icke varit begagnad vid offentlig föreställning; dock skall avgivandet av identitetsförsäkran icke utesluta annan, av de svenska tullmyndigheterna hittills brukad kontroll i avseende å filmernas identitet.

Med anledning härav har jag äran anhålla om upplysning, huruvida kungl. danska regeringen är villig medgiva, att motsvarande behandling tillämpas i fråga om prover å svenska filmer, som införas till Danmark från Sverige.

För den händelse kungl. danska regeringen skulle vara villig lämna detta medgivande, tillåter jag mig föreslå, att denna skrivelse och det svar, jag har äran att härå emotse, skola utgöra en överenskommelse mellan de båda regeringarna.

Mottag, Herr Statsminister, försäkran om min utmärktaste högaktning.

(Undert.) C. REUTERSKIÖLD.

Herr Statsminister Th. STAUNING,

t. f. Chef för Kungl. Danska Utrikesministeriet,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Stockholm au Ministère des Affaires étrangères,
le 13 août 1924.

Le Secrétaire Général,
Erik SJÖBORG.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 11 novembre 1924.

GEORG COHN.

Chef du Service danois de la Société
des Nations.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

UDENRIGSMINISTERIET.

Journal Nr. 72 D 25.

KÖBENHAVN, den 28 Juli 1924.

HR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

Under Henvisning til Deres Note af 23' d. M. har jeg herved den Aere at meddele Dem, at den kgl. danske Regering paa Betingelse af Gensidighed vil indrømme Toldfrihed for svenske Prøvefilm, som indføres her til Landet fra Sverige for at forevises eventuelle Købere eller den paagældende Censurmyndighed, paa Betingelse af, at Filmen genudføres senest inden 3 Uger efter Indfortoldningen samt imod, at der ved Indførslen optages nøjagtig Specifikation over Titlerne (Navnene paa Filmene), at Filmene ved Genudførslen forevises Toldvæsenet, hvorved bemærkes, at Genudførslen ogsaa kan ske over andet Toldsted end Indførselstoldstedet, og at der ved Udførslen afgives saavel Identitetsforsikring som Forsikring paa Tro og Love om, at Filmen ikke har været benyttet til almindelig (offentlig tilgængelig) Forevisning.

Jeg skal tilføje, at den kgl. Regering er indforstået med, at ovennævnte Krav om Identitetsforsikring ikke udelukker anden Kontrol, som hidtil har været udøvet af Toldmyndighederne i Sverige.

Den kgl. Regering erklærer sig samtidig indforstået med Forslaget om, at Deres ovenanførte Note og dette Svar skal udgøre en Overenskomst mellem de to Regeringer.

Modtag, Hr. Chargé d'Affaires, Forsikringen om min udmærkede Højagtelse.

I Ministerens Fravaerelse, efter Bemyndigelse:

(Undert.) E. REVENTLOW.

Hr. C. L. REUTERSKIÖLD,

Chargé d'Affaires a. i.,

Kgl. svensk Gesandtskab,
i København.

Pour copie conforme :

Stockholm au Ministère des Affaires étrangères,
le 13 août 1924.Le Secrétaire Général:
Erik SJÖBORG.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 11 novembre 1924.

GEORG COHN,
Chef du Service danois de la Société
des Nations.¹¹ TRADUCTION.

LÉGATION ROYALE DE SUÈDE.

COPENHAGUE, le 23 juillet 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je suis chargé de vous faire connaître que le Gouvernement royal suédois est disposé, sous réserve de réciprocité, à exempter des droits

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

ROYAL SWEDISH LEGATION.

COPENHAGEN, July 23, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed to inform you that the Royal Swedish Government is prepared, subject to reciprocity, to exempt from Customs duty

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

de douane les spécimens de films danois importés du Danemark en Suède, pour être produits, en vue de leur vente, devant les directeurs de cinémas, ou pour être soumis à la censure cinématographique, après qu'ils ont été exposés à cet effet; les conditions de cette exemption seraient les suivantes :

Ces films devraient être réexportés, au plus tard dans les trois semaines qui suivraient leur passage en douane à l'entrée; — il serait fourni à l'importation, un relevé exact des titres (noms véritables sous lesquels les films paraissent); les films seraient montrés aux autorités douanières, au moment de leur réexportation; (il ne serait pas nécessaire que les films fussent réexportés par le bureau de douane par lequel ils ont été importés); à l'exportation, un certificat d'identité serait exigé, ainsi qu'une déclaration sous serment, certifiant que le film n'a pas été utilisé en vue d'une exhibition publique; toutefois, les autorités douanières suédoises pourraient, même si ce certificat d'identité était fourni, adopter les mesures qui ont été employées d'ordinaire jusqu'ici, pour identifier le film.

Je dois également vous prier de vouloir bien me faire connaître si le Gouvernement danois est prêt à accorder un traitement semblable aux spécimens de films suédois importés de Suède au Danemark.

Si le Gouvernement royal danois est disposé à accorder ces facilités, j'ai l'honneur de vous proposer que la présente communication et la réponse qui y sera faite, soient considérées comme constituant un Accord entre les deux Gouvernements.

Veillez agréer, etc.

(Signé) C. REUTERSKIÖLD.

Son Excellence M. Th. STAUNING,
Directeur par intérim du Ministère
des Affaires étrangères du Danemark
etc., etc. etc.

Danish specimen films imported into Sweden from Denmark in order to be shown to prospective purchasers or to be submitted to the film censorship after having been exhibited for the purpose, provided that such films are re-exported at latest within three weeks after having passed through the Customs on entry, that on importation an accurate description of the titles (the actual names on the films) is produced, that the films on re-exportation are shown to the Customs authorities (the films need not necessarily be re-exported through the same Custom-house as that through which they were imported) and that on exportation a certificate of identity is given, together with a statement on oath that the film has not been used for purposes of public exhibition; the Swedish Customs authorities may, however, even if such a certificate of identity is given, take such steps as have heretofore been customary to identify the film.

I have further to ask whether the Royal Danish Government is prepared to grant similar treatment to Swedish specimen films imported into Denmark from Sweden.

Should the Royal Danish Government be prepared to grant these facilities, I venture to propose that the present note and the reply thereto shall constitute an Agreement between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. REUTERSKIÖLD.

To H.E. M. Th. STAUNING,
Acting Head of the Royal Danish
Ministry for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Journal No. 72 D 25.

COPENHAGUE, le 28 juillet 1924.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant à votre communication du 23 ct., j'ai l'honneur de vous faire connaître par la présente lettre, que le Gouvernement royal danois est disposé, à titre de réciprocité, à exempter des droits de douane les spécimens de films suédois, importés de Suède au Danemark, pour être exposés, en vue de leur vente, devant les directeurs de cinémas, ou pour être soumis à la censure cinématographique; les conditions de cette exemption seraient les suivantes :

Ces films devraient être réexportés, au plus tard dans les trois semaines qui suivraient leur passage en douane à l'entrée; — il serait fourni à l'importation, un relevé exact des titres (noms véritables sous lesquels les films paraissent); les films seraient montrés aux autorités douanières au moment de leur réexportation (il ne serait pas nécessaire que les films fussent réexportés par le bureau de douane par lequel ils ont été importés) — à l'exportation, un certificat d'identité serait exigé, ainsi qu'une déclaration sous serment, certifiant que le film n'a pas été utilisé en vue d'une exhibition publique (c'est-à-dire d'une exhibition à laquelle le public est admis).

Je dois ajouter que le Gouvernement royal danois est également d'avis que les règles ci-dessus, relatives au certificat d'identité, n'excluent pas l'usage d'autres méthodes de surveillance, employées jusqu'ici par les autorités douanières en Suède.

Le Gouvernement royal danois déclare également qu'il accepte la proposition, d'après laquelle votre communication, mentionnée ci-dessus, et la présente réponse seront considérées comme constituant un accord entre les deux pays.

Veillez agréer, etc.

(Signé) E. REVENTLOW.

Monsieur C. L. REUTERSKIÖLD,
Chargé d'Affaires par intérim,
Légation royale de Suède,
Copenhague.

No. 696

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.
Journal No. 72 D 25.

COPENHAGEN, July 28, 1924.

SIR,

With reference to your note of 23rd instant, I have the honour to inform you herewith that the Royal Danish Government is willing, subject to reciprocity, to exempt from Customs duty Swedish specimen films imported into Denmark from Sweden in order to be exhibited to prospective purchasers or to be submitted to the film censorship, provided that such films are re-exported at latest within three weeks after having passed through the Customs on entry, that on importation an accurate description of the titles (the actual names on the films) is produced, that the films on re-exportation are shown to the Customs authorities (films need not necessarily be re-exported through the same Custom-house as that through which they were imported) and that on exportation a certificate of identity is furnished, together with a statement on oath that the film has not been used for purposes of public exhibition (*i.e.* exhibition to which the public are admitted).

I have to add that the Royal Danish Government agrees that the above requirement regarding the certificate of identity does not preclude the use of other methods of supervision hitherto employed by the Customs authorities in Sweden.

The Royal Danish Government also declares that it accepts the proposal that your note referred to above and the present reply shall constitute an Agreement between the two countries.

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. REVENTLOW.

To M. C. L. REUTERSKIÖLD,
Acting Chargé d'Affaires,
Royal Swedish Legation,
Copenhagen.

N° 697.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET DANEMARK**

**Convention concernant la réglemen-
tation du trafic des boissons
alcooliques, signée à Washington
le 29 mai 1924.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND DENMARK**

**Convention respecting the regulation
of liquor traffic, signed at Wash-
ington, May 29, 1924.**

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 697. — TRAKTAT¹ MELLEM DE AMERIKANSKE FORENEDE STATER OG DANMARK, INDEHOLDENDE VISSE BESTEMMELSER, VEDRØRENDE TRANSPORT AF SPIRITUØSE DRIKKE, UNDERTEGNET I WASHINGTON DEN 29 MAJ 1924.

Textes officiels anglais et danois communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 août 1924.

DA HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND OG DE AMERIKANSKE FORENEDE STATER PRÆSIDENT ønsker at undgaa enhver Vanskelighed, som maatte kunne opstaa mellem Danmark og de amerikanske Forenede Stater, som Følge af de i de amerikanske Forenede Stater gældende Love angaaende spirituøse Drikke, har de med dette Formaal for Øje besluttet at indgaa en Traktat og har udnævnt til deres Befuldmægtigede :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

Hr. Kai HELMER-PETERSEN, Hans Majestæts Chargé d'Affaires i Washington, og

PRÆSIDENTEN FOR DE AMERIKANSKE FORENEDE STATER :

Hr. Charles EVANS HUGHES, de amerikanske Forenede Staters Statssekretær ;

hvilke efter at have meddelt deres respektive Fuldmagter, der befandtes i behørig Form, er kommet overens om følgende Artikler :

Artikel 1.

Begge de høje kontraherende Parter fastholder — uden at give nærværende Traktat nogen præjudicerende Virkning — deres Rettigheder og Krav med Hensyn til Udstrækningen af deres territoriale Jurisdiktion.

Artikel 2.

1. Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island samtykker i ikke at ville rejse nogen Indvending mod, at Myndigheder i de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser, gaar ombord i private Fartøjer under dansk Flag udenfor Søterritoriets Grænser for at rette Forespørgsler til de ombordværende og undersøge Skibspapirerne med det Formaal at bringe paa det rene, om Fartøjet eller de ombordværende gør Forsøg paa at indføre eller har indført spirituøse Drikke til de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser, i Strid med de dér gældende Love. Saafremt saadanne Forespørgsler eller Undersøgelser giver rimelig Grund til Mistanke, kan en Ransagning af Fartøjet indledes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington le 25 juillet 1924.

No. 697. — CONVENTION ¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND DENMARK, RESPECTING THE REGULATION OF LIQUOR TRAFFIC, SIGNED AT WASHINGTON, MAY 29, 1924.

Danish and English official texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Convention took place August 19, 1924.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous of avoiding any difficulties which might arise between Denmark and the United States in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages, have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

Mr. Kai HELMER-PETERSEN, His Majesty's Chargé d'Affaires at Washington ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Charles EVANS HUGHES, Secretary of State of the United States ;

who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties respectively retain their rights and claims, without prejudice by reason of this Agreement, with respect to the extent of their territorial jurisdiction.

Article 2.

(1) His Majesty the King of Denmark and Iceland agrees that he will raise no objection to the boarding of private vessels under the Danish flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavouring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions in violation of the laws there in force. When such enquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be initiated.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, July 25, 1924.

2. Hvis der foreligger rimelig Grund til at antage, at Fartøjet har begaaet eller er i Færd med at begaa eller forsøger at begaa en Overtrædelse af de i de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser gældende Love mod Indførsel af spirituøse Drikke, kan Fartøjet beslaglægges og indbringes til en Havn i de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser, til Retsforfølgning i Medfør af saadanne Love.

3. De ifølge denne Artikel indrømmede Beføjelser skal ikke kunne udøves i større Afstand fra de amerikanske Forenede Staters, dets Territoriers eller Besiddelsers Kyst, end det for Forsøg paa Overtrædelse mistænkte Fartøj kan tilbagelægge i een Time. I saadanne Tilfælde, i hvilke Alkohol agtes transporteret til de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser, af et andet Fartøj end det, der er blevet bordet og ransaget, skal det være Hastigheden af dette andet Fartøj og ikke Hastigheden af det bodede Fartøj, der skal være afgørende for den Afstand fra Kysten, indenfor hvilken Beføjelserne i Medfør af denne Artikel kan udøves.

Artikel 3.

Straf eller Konfiskation i Medfør af de amerikanske Forenede Staters Love skal ikke bringes til Anvendelse overfor spirituøse Drikke eller Fartøjer eller Personer som Følge af Transport af saadanne Drikke, naar disse er opført som Skibsforraad eller som Ladning bestemt for en Havn udenfor de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser, ombord paa danske Fartøjer paa Rejse til eller fra Havne i de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser, eller gennem disses Søterritorier, og saadan Transport skal være underkastet de nu gældende Love med Hensyn til Transit af spirituøse Drikke gennem Panama Kanalen, forudsat at de spirituøse Drikke til Stadighed skal opbevares under Segl, saalænge Fartøjet, paa hvilket de transporteres, forbliver indenfor nævnte Søterritorier, og forudsat, at ingen Del af saadanne spirituøse Drikke skal paa noget Tidspunkt eller paa noget Sted udkibes indenfor de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser.

Article 4.

Ethvert Krav fra et dansk Fartøj paa Erstatning paa Grund af, at det har lidt Tab eller Skade som Følge af urigtig eller ubegrundet Udøvelse af de ved denne Trakstats Artikel 2 indrømmede Bejøjelser eller paa Grund af, at det ikke har nydt godt af Bestemmelserne i Artikel 3, skal henvises til fælles Behandling af to Personer, af hvilke hver af de høje kontraherende Parter udnævner een.

De i en saadan fælles Betænkning indeholdte Indstillinger skal bringes til Udførelse. Hvis der ikke kan opnaas Enighed om en fælles Betænkning, skal Kravet henvises til den staaende Voldgiftsdomstol i Haag omhandlet i Konventionen¹ om fredelig Bilæggelse af internationale Stridigheder, afsluttet i Haag den 18. Oktober 1907. Voldgiftsdomstolen skal sammensættes i Overensstemmelse med Artikel 87 (Kapitel IV) og med Artikel 59 (Kapitel III) i nævnte Konvention. Forhandlingerne skal finde Sted i Overensstemmelse med Bestemmelserne i Kapitel IV i nævnte Konvention og Bestemmelserne i dens Kapitel III (med særlig Hensyntagen til Artiklerne 70 og 74, men med Undtagelse af Artiklerne 53 og 54) i den Udstrækning, som Domstolen maatte finde dem anvendelige paa og i Overensstemmelse med nærværende Traktat. Alle Pengebeløb, som maatte blive tilkendt af Domstolen paa Grundlag af fremsatte Krav, vil være at betale i Løbet af atten Maaneder efter den endelige Tilkendelse uden Renter og unen Fradrag bortset fra neden-nævnte Bestemmelser. Hver Regering skal bære sine egne Omkostninger. Domstolens Udgifter skal afholdes ved en procentvis Afkorting i de af samme tilkendte Pengebeløb til en Sats af 5 pCt. af nævnte Beløb eller til en saadan lavere Sats, som de to Regeringer maatte enes om; eventuelt Underskud skal dækkes af de to Regeringer med Halvdelen hver.

¹ De Martens, Nouveau Recueil de Traités, troisième série, tome III, page 630.

(2) If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offence against the laws of the United States, its territories or possessions prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions for adjudication in accordance with such laws.

(3) The rights conferred by this article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the United States, its territories or possessions than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavouring to commit the offense. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be the speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded which shall determine the distance from the coast at which the right under this article can be exercised.

Article 3.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions on board Danish vessels voyaging to or from ports of the United States, or its territories or possessions, or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article 4.

Any claim by a Danish vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article 2 of this Treaty, or on the ground that it has not been given the benefit of Article 3, shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in the Convention¹ for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague, October 18, 1907. The arbitral tribunal shall be constituted in accordance with Article 87 (Chapter IV) and with Article 59 (Chapter III) of the said Convention. The proceedings shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter III thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this Agreement. All sums of money which may be awarded by the tribunal on account of any claim shall be paid within eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent, on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 100, page 298.

Artikel 5.

Denne Traktat vil være at ratificere og skal forblive i Kraft for et Tidsrum af eet Aar fra Datoen for Ratifikationsinstrumenternes Udveksling at regne.

Tre Maaneder forinden Udløbet af nævnte Tidsrum af eet Aar kan hver af de høje kontraherende Parter tilkendegive Ønske om at foreslaa Ændringer i Traktatens Bestemmelser.

Saafremt Enighed om saadanne Ændringer ikke er blevet opnaaet inden Udløbet af den ovennævnte Et-Aars Frist, bortfalder Traktaten.

Saafremt ingen Tilkendegivelse af Ønske om at foreslaa Ændringer er fremkommet fra nogen af Siderne, skal Traktaten forblive i Kraft for endnu eet Aar, og saa fremdeles automatisk, dog saaledes at hver Part indenfor hvert saadant eetaarigt Tidsrum kan, som foran bestemt, tre Maaneder før Traktatens Udløb foreslaa Ændringer i samme, og saaledes at Traktaten bortfalder, saafremt Enighed om saadanne Ændringer ikke opnaas forinden Udløbet af Et-Aars Perioden.

Artikel 6.

I det Tilfælde, at nogen af de høje kontraherende Parter enten ved Domstolenes eller ved Lovgivningsmagts Beslutninger forhindres i at gennemføre Bestemmelserne i nærværende Traktat fuldtud, skal Traktaten automatisk bortfalde, og i Tilfælde af saadant Bortfald, eller iøvrigt naar som helst denne Traktat ophører at være i Kraft, skal hver af de høje kontraherende Parter nyde alle Rettigheder, som den vilde have besiddet, hvis denne Traktat ikke var blevet indgaaet.

Nærværende Traktat skal behørigt ratificeres af Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island og af de amerikanske Forenede Staters Præsident med Senatets Raad og Samtykke, og Ratifikationsinstrumenterne skal udveksles i Washington snarest muligt.

Til Bekræftelse derpaa har de respektive Befuldmægtigede undertegnet og med Segl forsynet nærværende Traktat, der er udfærdiget i to Eksemplarer i det danske og det engelske Sprog.

Sket i Washington den Ni og Tyvende Mai Nitten Hundrede og Fire og Tyve.

L. S. (sign.) HELMER-PETERSEN.

L. S. (sign.) CHARLES EVANS HUGHES.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 14 août 1924.

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

Article 5.

This Treaty shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of the exchange of ratifications.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Treaty.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Treaty shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Treaty shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Treaty, and to the provision that, if such modifications are not agreed upon before the close of the period of one year, the Treaty shall lapse.

Article 6.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Treaty, the said Treaty shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Treaty shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Treaty not been concluded.

The present Convention shall be duly ratified by His Majesty the King of Denmark and Iceland and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof; and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate in the Danish and English languages and have thereunto affixed their seals.

Done at the City of Washington, this twenty-ninth day of May in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-four.

L. S. (Sign.) HELMER-PETERSEN.

L. S. (Sign.) CHARLES EVANS HUGHES.

Pour copie conforme :

Copenhagen, le 14 août 1924.

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 697. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE DANEMARK, CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DU TRAFIC DES BOISSONS ALCOOLIQUES, SIGNÉE A WASHINGTON LE 29 MAI 1924.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux d'éviter toutes difficultés qui pourraient surgir entre le Danemark et les États-Unis au sujet des lois en vigueur aux États-Unis sur les boissons alcooliques, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Kai HELMER-PETERSEN, son Chargé d'Affaires à Washington ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Mr. Charles EVANS HUGHES, Secrétaire d'Etat des États-Unis ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes conservent respectivement leurs droits et revendications, sans qu'il soit porté préjudice, en raison du présent Accord, à l'étendue de leur juridiction territoriale.

Article 2.

1. Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande convient de ne soulever aucune objection à ce que les autorités des États-Unis, de leurs territoires ou possessions arraisonnent, hors des eaux territoriales, les navires et bateaux privés naviguant sous pavillon danois, afin de pouvoir poser des questions au personnel à bord et examiner les papiers de bord, en vue de s'assurer si le navire ou le personnel à bord essaie d'importer, ou s'il a importé, des boissons alcooliques aux États-Unis ou dans leurs territoires ou possessions, en violation des lois qui y sont en vigueur. Lorsque ces questions et cet examen donneront lieu à des suspicions légitimes, il pourra être procédé à la visite du navire.

2. S'il y a lieu, raisonnablement, de croire que le navire a commis, commet ou essaie de commettre une infraction aux lois des États-Unis, de leurs territoires ou possessions, interdisant l'importation des boissons alcooliques, le navire peut être saisi et conduit à un port des États-Unis, de leurs territoires ou possessions, afin d'être mis en adjudication, conformément auxdites lois.

3. Les droits conférés par le présent article ne pourront être exercés à une distance de la côte des États-Unis, de leurs territoires ou possessions, supérieure à la distance que peut franchir en une heure le navire soupçonné de la tentative délictueuse. Toutefois, au cas où les spiritueux sont destinés à être importés aux États-Unis, dans leurs territoires ou possessions, par un navire autre

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

que le navire arraisonné et fouillé, c'est d'après la vitesse de cet autre navire, et non d'après la vitesse du navire arraisonné, que sera calculée, par rapport à la côte, la distance à laquelle peut être exercé le droit conféré par le présent article.

Article 3.

Aucune pénalité ou confiscation, en vertu des lois des Etats-Unis, ne pourra être appliquée ou prononcée à l'égard des boissons alcooliques, des navires ou des personnes, en raison du transport desdits spiritueux, lorsque ces spiritueux sont enregistrés comme provisions de bord ou comme marchandises destinées à un port autre qu'un port des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, et se trouvent à bord de navires danois à destination ou en provenance de ports des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, ou traversant les eaux territoriales desdits ; ce transport devra être conforme aux prescriptions actuelles de la loi sur le transit de ces spiritueux par le Canal de Panama, étant entendu que lesdits spiritueux devront rester constamment sous scellés tant que le navire qui les transporte se trouvera dans lesdites eaux territoriales, et qu'aucune partie de ces spiritueux ne devra, à aucun moment et en aucun lieu, être déchargée aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou possessions.

Article 4.

Lorsqu'un navire danois présentera une demande d'indemnité, comme ayant subi une perte ou un dommage par suite de l'exercice illégitime ou abusif des droits conférés par l'article 2 du présent Traité, ou comme s'étant vu refuser le bénéfice des dispositions de l'article 3, cette demande sera examinée conjointement par deux personnes, dont chacune sera désignée par l'une des Hautes Parties contractantes.

Il devra être donné suite aux recommandations contenues dans tout rapport ainsi conjointement établi. Si ces deux personnes ne peuvent se mettre d'accord sur un rapport commun, la demande sera renvoyée à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, indiquée dans la Convention sur le règlement pacifique des différends internationaux, conclue à La Haye le 18 octobre 1907. Le Tribunal d'arbitrage sera constitué en conformité de l'article 87 (Chapitre IV) et de l'article 59 (Chapitre III) de ladite Convention. La procédure sera suivie d'après celles des dispositions du Chapitre IV de cette Convention et du Chapitre III de ladite (en tenant compte notamment des articles 70 et 74, mais non des articles 53 et 54) que le Tribunal pourra juger applicables et compatibles avec les dispositions du présent Accord. Toutes les sommes dont le versement pourra être ordonné par le Tribunal, à l'occasion d'une instance quelconque, devront être payées dans les dix-huit mois suivant la date de la sentence définitive, sans qu'il y ait lieu à intérêt ou déduction, sauf comme il est spécifié ci-après. Chaque Gouvernement supportera les dépenses engagées par lui. Les dépenses du tribunal seront couvertes au moyen d'une déduction proportionnelle opérée sur le montant des versements qu'il aura ordonné, au taux de 5 % desdites sommes, ou à un taux moins élevé que pourront décider les deux Gouvernements d'un commun accord ; le déficit, s'il y a lieu, sera couvert, par moitié, par les deux Gouvernements.

Article 5.

Le présent Traité devra être ratifié ; il restera en vigueur pendant une durée d'un an à partir de la date de l'échange des ratifications.

Trois mois avant l'expiration de cette période d'un an, l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes pourra notifier son désir de proposer des modifications aux termes du Traité.

Si l'accord ne s'est pas établi sur ces modifications avant l'expiration de la durée d'un an ci-dessus indiquée, le Traité prendra fin.

Si aucune des deux Parties ne notifie son désir de proposer des modifications, le Traité restera en vigueur pendant une autre année, et ainsi de suite automatiquement, toujours sous réserve

qu'au cours de chacune de ces périodes d'un an, l'une ou l'autre Partie aura le droit de proposer des modifications au Traité trois mois avant son expiration, comme il est prévu ci-dessus, et que le Traité prendra fin si les deux Parties ne se mettent pas d'accord sur ces modifications avant l'expiration de la période d'un an.

Article 6.

Dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes se trouverait empêchée, soit par décision de justice, soit par mesure législative, de donner plein effet aux dispositions du présent Traité, ledit Traité prendra fin automatiquement, et, dans le cas où à l'expiration à un moment quelconque, du présent Traité, chacune des Hautes Parties contractantes jouira de tous les droits qu'elle aurait possédés si ce Traité n'avait pas été conclu.

La présente Convention sera dûment ratifiée par Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande et par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur avis et approbation du Sénat des Etats-Unis ; les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention en double exemplaire, dans les textes danois et anglais, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait dans la ville de Washington ce vingt-neuf mai de l'année de Notre Seigneur mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) (Signé) HELMER-PETERSEN.

(L. S.) (Signé) CHARLES EVANS HUGHES.

N° 698.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LETTONIE**

Traité d'extradition signé à Riga le
16 octobre 1923.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND LATVIA**

Ex radition Treaty signed at Riga,
October 16, 1923.

No. 698. — EXTRADITION TREATY¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND LATVIA, SIGNED AT RIGA, OCTOBER 16, 1923.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 21 août 1924.

LATVIA and the UNITED STATES OF AMERICA, desiring to promote the cause of justice, have resolved to conclude a Treaty for the extradition of fugitives from justice between the two countries and have appointed for that purpose the following Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

Germain ALBAT, Minister Plenipotentiary, Secretary-General for Foreign Affairs ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

F. W. B. COLEMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Riga ;

who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article 1.

It is agreed that the Government of Latvia and the Government of the United States shall, upon requisition duly made as herein provided, deliver up to justice any person, who may be charged with, or may have been convicted of, any of the crimes specified in Article 2 of the present Treaty committed within the jurisdiction of one of the High Contracting Parties, and who shall seek an asylum or shall be found within the territories of the other ; provided that such surrender shall take place only upon such evidence of criminality, as according to the laws of the place where the fugitive or person so charged shall be found would justify his apprehension and commitment for trial if the crime or offense had been there committed.

Article 2.

Persons shall be delivered up, according to the provisions of the present Treaty, who shall have been charged with or convicted of any of the following crimes :

(1) Murder, comprehending the crimes designated by the terms parricide, assassination, manslaughter when voluntary, poisoning or infanticide.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga le 1^{er} mars 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 698. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA LETTONIE, SIGNÉ A RIGA LE 16 OCTOBRE 1923.

Official English text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place August 21, 1924.

La LETTONIE et les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de servir la cause de la justice, ont résolu de conclure un Traité pour l'extradition des prévenus ou condamnés qui, dans les deux pays, se dérobent à l'action de la justice, et ont désigné à cette fin les plénipotentiaires suivants :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Germain ALBAT, Ministre plénipotentiaire, Secrétaire général aux Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

F. W. B. COLEMAN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Riga,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir reconnus être en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Il est convenu que le Gouvernement letton et le Gouvernement des Etats-Unis remettront à la justice, sur réquisition qui en sera faite dans les formes prescrites par le présent Traité, toute personne accusée ou convaincue de l'un des crimes spécifiés à l'article 2 du présent Traité et commis dans les limites de la juridiction de l'une des Hautes Parties contractantes, et qui cherchera un refuge ou sera découverte sur le territoire de l'autre Partie ; toutefois, cette remise à la justice ne pourra avoir lieu que s'il existe des preuves suffisantes de culpabilité, selon les lois du pays où le fugitif aura été découvert, pour motiver son arrestation et sa mise en jugement au cas où le crime aurait été commis dans ledit pays.

Article 2.

Aux termes du présent Traité, seront remises à la justice les personnes qui auront été accusées ou convaincues de l'un des crimes suivants :

1. Meurtre, ce mot comprenant les crimes de parricide, assassinat, homicide volontaire, empoisonnement et infanticide.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Riga, March 1, 1924.

- (2) The attempt to commit murder.
- (3) Rape, abortion, carnal knowledge of children under the age of twelve years.
- (4) Abduction or detention of women or girls for immoral purposes.
- (5) Bigamy.
- (6) Arson.
- (7) Wilful and unlawful destruction or obstruction of railroads, which endangers human life.
- (8) Crimes committed at sea :
 - (a) Piracy, as commonly known and defined by the law of nations or by statute ;
 - (b) Wrongfully sinking or destroying a vessel at sea or attempting to do so ;
 - (c) Mutiny or conspiracy by two or more members of the crew or other persons on board of a vessel on the high seas, for the purpose of rebelling against the authority of the captain or commander of such vessel, or by fraud or violence taking possession of such vessel ;
 - (d) Assault on board ship upon the high seas with intent to do bodily harm.
- (9) Burglary, defined to be the act of breaking into and entering the house of another in the night-time with intent to commit a felony therein.
- (10) The act of breaking into and entering the offices of the Government and public authorities or the offices of banks, banking-houses, savings banks, trust companies, insurance and other companies or other buildings not dwellings with intent to commit a felony therein.
- (11) Robbery, defined to be the act of feloniously and forcibly taking from the person of another goods or money by violence or by putting him in fear.
- (12) Forgery or the utterance of forged papers.
- (13) The forgery or falsification of the official acts of the Government or public authority, including Courts of Justice, or the uttering or fraudulent use of any of the same.
- (14) The fabrication of counterfeit money, whether coin or paper, counterfeit titles or coupons of public debt, created by national, State, provincial, territorial, local or municipal governments, bank notes or other instruments of public credit, counterfeit seals, stamps, dies and marks of State or public administrations, and the utterance, circulation or fraudulent use of the above-mentioned objects.
- (15) Embezzlement or criminal malversation committed within the jurisdiction of one or the other party by public officers or depositaries, where the amount embezzled exceeds two hundred dollars or Latvian equivalent.
- (16) Embezzlement by any person or persons hired, salaried or employed, to the detriment of their employers or principals, when the crime or offense is punishable by imprisonment or other corporal punishment, by the laws of both countries, and where the amount embezzled exceeds two hundred dollars or Latvian equivalent.
- (17) Kidnapping of minors or adults, defined to be the abduction or detention of a person or persons, in order to exact money from them, their families or any other person or persons, or for any other unlawful end.
- (18) Larceny, defined to be the theft of effects, personal property or money, of the value of twenty-five dollars or more, or Latvian equivalent.
- (19) Obtaining money, valuable securities or other property by false pretences or receiving any money, valuable securities or other property knowing the same to have been unlawfully obtained, where the amount of money or value of the property so obtained or received exceeds two hundred dollars or Latvian equivalent.

2. Tentative de meurtre.
3. Rapt, avortement, relations coupables avec des enfants au-dessous de douze ans.
4. Enlèvement et séquestration de femmes ou jeunes filles dans une intention immorale.
5. Bigamie.
6. Incendie volontaire.
7. Destruction volontaire et illicite, ou obstruction de voies de chemins de fer entraînant un danger de mort.
8. Crimes commis en mer :
 - a) Piraterie, telle qu'elle est connue et définie par le droit des gens ou par les lois ;
 - b) Coulage ou destruction préméditée d'un vaisseau en mer, ou tentative d'y procéder ;
 - c) Mutinerie ou complot entre deux ou plusieurs membres de l'équipage ou autres personnes à bord d'un navire en haute mer, ayant pour but de provoquer une révolte contre le capitaine ou commandant de ce navire, ou de s'emparer du navire par ruse ou par force ;
 - d) Agression ou voies de fait à bord d'un navire en haute mer.
9. Cambriolage, ce mot désignant l'acte de pénétrer par effraction la nuit dans la maison d'autrui avec une intention criminelle.
10. L'acte de pénétrer avec effraction et dans une intention criminelle dans les bureaux du Gouvernement et des autorités publiques, ou ceux des banques, caisses d'épargne, « trust-companies », compagnies d'assurance ou autres compagnies, ou dans d'autres locaux ne servant pas d'habitation.
11. Vol, ce mot désignant l'acte de s'emparer, par des moyens criminels, par la violence ou la terreur, des biens ou de l'argent d'autrui.
12. Crime de faux ou mise en circulation de faux.
13. Fabrication ou falsification d'actes officiels du Gouvernement ou des autorités publiques, y compris ceux des cours de justice, ou bien la mise en circulation ou l'usage frauduleux de semblables pièces.
14. Fabrication de fausse monnaie de métal ou de papier ; fabrication de faux titres ou coupons de la dette publique émis par le Gouvernement central, par celui des Etats, par les autorités des provinces, territoires, par les autorités locales ou municipales ; fabrication de billets de banque ou autres instruments de crédit public ; fabrication de faux sceaux, timbres, de faux poinçons et cachets d'Etat ou des administrations publiques ; mise en circulation ou usage frauduleux des objets ci-dessus mentionnés.
15. Détournements ou malversations criminels, commis dans les limites de la juridiction de l'une ou l'autre des Parties contractantes par des fonctionnaires publics ou dépositaires des deniers publics, si la somme sur laquelle ont porté les détournements excède 200 dollars ou l'équivalent en monnaie lettone.
16. Abus de confiance par quiconque ou par les personnes prises à gages, salariées ou employées, au détriment de leur employeur ou chef, dans le cas où le crime ou délit est passible d'emprisonnement ou d'autres peines corporelles selon les lois des deux pays contractants et où le montant des détournements excède 200 dollars ou l'équivalent en monnaie lettone.
17. Enlèvement de mineurs ou adultes, ce terme désignant le fait d'emmener ou de séquestrer une ou plusieurs personnes, en vue d'en obtenir des fonds soit d'elles-mêmes, soit de leur famille ou de toute autre personne, ou dans toute autre intention illicite.
18. Larcin, c'est-à-dire le vol d'effets, biens, meubles ou argent, d'une valeur de 25 dollars ou plus, ou son équivalent en monnaie lettone.
19. Remise d'argent, valeurs, titres ou autres objets à l'aide d'allégations fausses, ou le fait de recevoir de l'argent, des valeurs, des titres ou autres objets, sachant qu'ils ont été obtenus illégalement, si la somme d'argent ou la valeur des objets excède 200 dollars ou l'équivalent en monnaie lettone.

(20) Perjury or subornation of perjury.

(21) Fraud or breach of trust by a bailee, banker, agent, factor, trustee, executor, administrator, guardian, director or officer of any company or corporation, or by any one in any fiduciary position, where the amount of money or the value of the property misappropriated exceeds two hundred dollars or Latvian equivalent.

(22) Crimes and offenses against the laws of both countries for the suppression of slavery and slave trading.

(23) Wilful desertion of minor or dependent children.

(24) Extradition shall also take place for participation in any of the crimes before mentioned as an accessory before or after the fact ; provided such participation be punishable by imprisonment by the laws of both the High Contracting Parties.

Article 3.

The provisions of the present Treaty shall not import a claim of extradition for any crime or offense of a political character, nor for acts connected with such crimes or offenses ; and no person surrendered by or to either of the High Contracting Parties in virtue of this Treaty shall be tried or punished for a political crime or offense. When the offense charged comprises the act either of murder or assassination or of poisoning, either consummated or attempted, the fact that the offense was committed or attempted against the life of the Sovereign or Head of a foreign State, or against the life of any member of his family, shall not be deemed sufficient to sustain that such crime or offense was of a political character or was an act connected with crimes or offenses of a political character.

Article 4.

No person shall be tried for any crime or offense other than that for which he was surrendered.

Article 5.

A fugitive criminal shall not be surrendered under the provisions hereof, when, from lapse of time or other lawful cause, according to the laws of the place within the jurisdiction of which the fugitive may be found, the criminal is exempt from prosecution or punishment for the offense for which the surrender is asked.

Article 6.

If a fugitive criminal, whose surrender may be claimed pursuant to the stipulations hereof, be actually under prosecution, out on bail or in custody, for a crime or offense committed in the country where he has sought asylum, or shall have been convicted thereof, his extradition may be deferred until such proceedings be determined and until he shall have been set at liberty in due course of law.

Article 7.

If a fugitive criminal claimed by one of the Parties hereto shall be also claimed by one or more Powers pursuant to treaty provisions, on account of crimes committed within their jurisdiction, such criminal shall be delivered to that State whose demand is first received.

20. Faux témoignage ou subornation de témoins.

21. Fraude ou abus de confiance commis par une caution, un banquier, agent, commissionnaire, curateur (trustee), exécuteur testamentaire, administrateur judiciaire, tuteur, directeur ou agent de toute compagnie ou société, ou par quiconque occupe un poste de confiance, si le montant de la somme ou la valeur des objets indûment appropriés excède 200 dollars ou l'équivalent en monnaie lettone.

22. Crimes et délits contre les lois des deux pays sur la suppression de l'esclavage et la traite des esclaves.

23. Abandon volontaire ou refus de subvenir aux besoins de mineurs ou d'enfants à la charge de leurs parents.

24. L'extradition pourra également être demandée dans le cas de complicité à l'un des crimes ci-dessus mentionnés, complicité antérieure ou postérieure aux faits incriminés, pourvu, toutefois, qu'elle soit passible d'une peine d'emprisonnement, aux termes de la législation des deux Hautes Parties contractantes.

Article 3.

Les dispositions du présent Traité n'impliquent pas le droit de réclamer l'extradition pour tout crime ou délit de caractère politique, ni pour les actes connexes à ces crimes ou délits ; et aucune personne extradée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, en vertu du présent Traité, ne pourra être jugée ou punie pour un crime ou délit de nature politique. Si l'accusation porte sur des crimes ou tentatives de meurtre, d'assassinat ou d'empoisonnement, consommés ou tentés, le fait qu'ils auront été commis ou tentés contre la vie du Souverain ou du Chef d'un Etat étranger, ou contre la vie de l'un quelconque des membres de leur famille ne sera pas jugé suffisant pour conférer à ces crimes le caractère politique ou pour les faire considérer comme étant connexes à des crimes ou délits de caractère politique.

Article 4.

Nul ne pourra être jugé pour un crime ou délit autre que celui qui aura motivé son extradition.

Article 5.

Un criminel en fuite ne pourra être extradé en vertu des présentes dispositions si, en raison de la prescription ou pour toute autre cause légale, selon les lois appliquées dans les limites de la juridiction où le fugitif peut être trouvé, le criminel échappe aux poursuites ou à la peine qu'entraîne le crime pour lequel l'extradition est demandée.

Article 6.

Si un criminel en fuite, dont l'extradition peut être demandée en vertu des présentes stipulations, se trouve sous le coup de poursuites, en liberté sous caution ou en prison, pour un crime ou délit commis dans le pays où il a cherché asile, ou a déjà été condamné pour ce motif, son extradition pourra être différée jusqu'à l'achèvement de la procédure en cours et jusqu'à ce qu'il ait été mis en liberté conformément à la loi.

Article 7.

Si un criminel en fuite, réclamé par l'une des Parties à la présente Convention, se trouve également réclamé par un ou plusieurs Etats, en vertu de traités, et pour des crimes commis sur le territoire de leur juridiction, ce criminel sera livré à celui des Etats dont la demande sera parvenue la première.

Article 8.

Under the stipulations of this Treaty, neither of the High Contracting Parties shall be bound to deliver up its own citizens.

Article 9.

The expense of arrest, detention, examination and transportation of the accused shall be paid by the Government which has preferred the demand for extradition.

Article 10.

Everything found in the possession of the fugitive criminal at the time of his arrest, whether being the proceeds of the crime or offense, or which may be material as evidence in making proof of the crime, shall so far as practicable, according to the laws of either of the High Contracting Parties, be delivered up with his person at the time of surrender. Nevertheless, the rights of a third party with regard to the articles referred to shall be duly respected.

Article 11.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to all territory wherever situated, belonging to either of the High Contracting Parties or in the occupancy and under the control of either of them, during such occupancy or control.

Requisitions for the surrender of fugitives from justice shall be made by the respective diplomatic agents of the High Contracting Parties. In the event of the absence of such agents from the country or its seat of Government, or where extradition is sought from territory included in the preceding paragraphs, other than Latvia or the United States, requisitions may be made by superior consular officers. It shall be competent for such diplomatic or superior consular officers to ask and obtain a mandate or preliminary warrant of arrest for the person whose surrender is sought, whereupon the judges and magistrates of the two Governments shall respectively have power and authority, upon complaint made under oath, to issue a warrant for the apprehension of the person charged, in order that he or she may be brought before such judge or magistrate, that the evidence of criminality may be heard and considered, and if, on such hearing, the evidence be deemed sufficient to sustain the charge, it shall be the duty of the examining judge or magistrate to certify it to the proper executive authority, that a warrant may issue for the surrender of the fugitive.

In case of urgency, the application for arrest and detention may be addressed directly to the competent magistrate in conformity to the statutes in force.

The person provisionally arrested shall be released, unless within two months from the date of arrest in Latvia, or from the date of commitment in the United States, the formal requisition for surrender with the documentary proofs hereinafter prescribed be made as aforesaid by the diplomatic agent of the demanding Government or, in his absence, by a consular officer thereof.

If the fugitive criminal shall have been convicted of the crime for which his surrender is asked, a copy of the sentence of the court before which such conviction took place, duly authenticated, shall be produced. If, however, the fugitive is merely charged with crime, a duly authenticated copy of the warrant of arrest in the country where the crime was committed, and of the depositions upon which such warrant may have been issued, shall be produced, with such other evidence or proof as may be deemed competent in the case.

Article 8.

Aux termes du présent Traité, aucune des Hautes Parties contractantes ne sera tenue d'extrader ses propres ressortissants.

Article 9.

Les frais d'arrestation, de détention, d'enquête et de transport relatifs à l'accusé seront à la charge du Gouvernement qui aura fait la demande d'extradition.

Article 10.

Tout objet trouvé sur un criminel en fuite au moment de son arrestation, qu'il soit le fruit du crime ou du délit ou qu'il puisse servir de pièce à conviction, sera autant que possible et conformément aux lois de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, remis en même temps que la personne du coupable. Néanmoins, les droits qu'un tiers pourrait avoir sur les objets en question seront dûment respectés.

Article 11.

Les dispositions du présent Traité seront applicables à tous les territoires, quelle que soit leur situation géographique, appartenant à l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, ou occupés par elle ou placés sous son contrôle, pendant toute la durée de cette occupation ou de ce contrôle.

Les demandes en extradition des criminels en fuite seront présentées par les agents diplomatiques respectifs des Hautes Parties contractantes. Au cas où ces agents seraient absents du pays ou du siège du Gouvernement de ce pays, ou encore si la demande d'extradition visait une personne réfugiée sur l'un des territoires mentionnés au présent paragraphe autre que la Lettonie ou les Etats-Unis, les réquisitions pourront être présentées par les agents consulaires supérieurs. Il appartiendra à ces agents diplomatiques ou à ces agents consulaires supérieurs de demander et d'obtenir un mandat ou un « warrant » préliminaire d'arrêt de la personne dont la remise est sollicitée, à la suite de quoi les juges et magistrats des deux pays auront respectivement le pouvoir de lancer, sur plainte faite sous serment, un mandat d'arrêt contre la personne accusée, en vue de sa comparution devant eux et de l'audition et de l'examen des témoignages ; si la culpabilité ressort suffisamment des dépositions, il incombera alors au juge ou au magistrat instructeur d'en informer l'autorité exécutive compétente, afin qu'un ordre d'extradition visant la personne en question puisse être rendu.

Dans les cas d'urgence, la demande d'arrestation et d'incarcération pourra être adressée directement au magistrat compétent, conformément aux lois en vigueur.

La personne en état d'arrestation provisoire sera remise en liberté, si, dans le délai de deux mois à dater du jour de la délivrance du mandat d'arrêt en Lettonie, ou à dater du jour de l'arrestation aux Etats-Unis, la demande formelle d'extradition, accompagnée de toutes les pièces et preuves décrites ci-après, n'a pas été faite par l'agent diplomatique du pays demandeur, comme il est dit plus haut, ou, en son absence, par un agent consulaire du dit pays.

Si le criminel en fuite a été condamné pour le crime qui fait l'objet de la demande en extradition, une copie authentique du jugement qui aura été rendu par la Cour devra être produite. Si, toutefois, le fugitif est simplement accusé de crime, il suffira de produire une copie authentique du mandat d'arrêt émis dans le pays où le crime a été commis, ainsi qu'une copie des dépositions et autres éléments de preuve jugés pertinents qui auront motivé ce mandat d'arrêt.

Article 12.

In every case of a request, made by either of the High Contracting Parties for the arrest, detention or extradition of fugitive criminals, the appropriate legal officers of the country where the proceedings of extradition are had, shall assist the officers of the Government demanding the extradition before the respective judges and magistrates, by every legal means within their power ; and no claim whatever for compensation for any of the services so rendered shall be made against the Government demanding the extradition ; provided, however, that any officer or officers of the surrendering Government so giving assistance, who shall, in the usual course of their duty, receive no salary or compensation other than specific fees for services performed, shall be entitled to receive from the Government demanding the extradition the customary fees for the acts or services performed by them, in the same manner and to the same amount as though such acts or services had been performed in ordinary criminal proceedings under the laws of the country of which they are officers.

Article 13.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods and shall take effect on the date of the exchange of ratifications, which shall take place at Riga as soon as possible.

Article 14.

The present Treaty shall remain in force for a period of ten years, and in case neither of the High Contracting Parties shall have given notice one year before the expiration of that period of its intention to terminate the Treaty, it shall continue in force until the expiration of one year from the date on which such notice of termination shall be given by either of the High Contracting Parties.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate, at Riga, this sixteenth day of October nineteen hundred and twenty-three.

(Signed) G. ALBAT.

(Signed) F. W. B. COLEMAN.

Article 12.

Chaque fois qu'une requête sera présentée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes tendant à l'arrestation, à l'incarcération ou à l'extradition de criminels en fuite, les fonctionnaires judiciaires compétents du pays où la procédure d'extradition aura lieu, assisteront par tous les moyens légaux en leur pouvoir, devant les juges et magistrats respectifs, les agents du Gouvernement demandant l'extradition ; et aucune demande d'indemnité quelle qu'elle soit, tendant au remboursement des services ainsi rendus, ne pourra être présentée au Gouvernement qui aura sollicité l'extradition, étant entendu, toutefois, que tout fonctionnaire du Gouvernement remettant le criminel qui aura ainsi prêté son concours et qui, dans l'exercice habituel de ses fonctions, ne peut prétendre à aucune indemnité ou émoluments autres que ceux qui sont spécifiquement accordés pour services rendus, aura le droit de recevoir du Gouvernement demandeur de l'extradition cette rémunération d'usage, dans les mêmes conditions et au même taux que si ces services avaient été rendus au cours de poursuites criminelles ordinaires, telles qu'elles sont réglées par les lois du pays dont il est fonctionnaire.

Article 13.

Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes, conformément à leur constitution respective, et entrera en vigueur à dater du jour de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Riga, aussitôt que possible.

Article 14.

Le présent Traité restera en vigueur pendant une période de 10 ans, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aura notifié, une année avant l'expiration de ladite période, son intention de le dénoncer, il restera en vigueur pendant une année encore, à dater du jour où cette notification aura été donnée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés ci-dessus ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Riga, le seize octobre mil neuf cent vingt-trois.

(Signé) G. ALBAT.

(Signé) F. W. B. COLEMAN.

N° 699.

AUTRICHE ET ITALIE

Accord sur les sociétés, à savoir les personnes juridiques, commerciales et autres associations, non compris les banques et les sociétés d'assurances, signé à Vienne le 16 juillet 1923.

AUSTRIA AND ITALY

Agreement regarding Companies, namely Legal Persons, incorporated commercial and other Associations, other than Banks and Insurance Companies, signed at Vienna, July 16, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 699. — ÜBEREINKOMMEN¹ ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DEM KÖNIGREICHE ITALIEN, BETREFFEND DIE GESELLSCHAFTEN, DAS HEISST KOMMERZIELLE JURISTISCHE PERSONEN UND ANDERE VEREINIGUNGEN, AUSGENOMMEN BANKEN UND VERSICHERUNGSGESELLSCHAFTEN, GEZEICHNET ZU WIEN AM 16. JULI 1923.

Textes officiels allemand et italien communiqués par le représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 août 1924.

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH, SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN von dem Wunsche geleitet die Sitzverlegung der kommerziellen Gesellschaften und anderen Unternehmungen zu regeln, haben als Ihren Bevollmächtigten ernannt:

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH:

den Dr. Otto GOTTLIEB-BILLROTH, Sektionschef im Bundesministerium für Finanzen in Wien;

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN:

den Comm. Luca ORSINI-BARONI, Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister Seiner Majestät in Wien.

welche nach Austausch ihrer in entsprechender und richtiger Form befundenen Vollmachten folgendes beschlossen haben:

Artikel 1.

Die österreichische Bundesregierung räumt der königlich-italienischen Regierung das Recht ein, Gesellschaften, welche eine Produktions- oder Transportunternehmung im ehemals österreichischen jetzt zum Königreiche Italien gehörigen Gebiete betreiben und die ihren Sitz im Gebiete der Republik Österreich haben, zur Verlegung ihres Sitzes in das Gebiet des Königreiches Italien aufzufordern.

Artikel 2.

1. Die königlich-italienische Regierung wird bei Produktions- und Transportgesellschaften die Sitzverlegung nur dann begehren, wenn sich deren Tätigkeit ausschliesslich in den neuen Gebietsteilen des Königreiches Italien abspielt, ohne dass eine derartige Tätigkeit im Gebiete der Republik Österreich abgewickelt wird; doch herrscht unter den Hohen Vertragschliessenden gegenseitiges Einvernehmen darüber, dass der Bestand von in Österreich gelegenen Nebenbe-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne le 22 décembre 1923.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

No. 699. — ACCORDO¹ FRA IL REGNO D'ITALIA E LA REPUBBLICA D'AUSTRIA RIGUARDANTE LE SOCIETÀ E CIOÈ LE PERSONE GIURIDICHE COMMERCIALI ED ALTRE ASSOCIAZIONI, ESCLUSE LE BANCHE E LE SOCIETÀ DI ASSICURAZIONI, FIRMATO A VIENNA LI 16 LUGLIO 1923.

German and Italian official texts communicated by the Representative of the Austrian Federal Government accredited to the League of Nations. The registration of this agreement took place August 26, 1924.

SUA MAESTÀ IL RÈ D'ITALIA, IL PRESIDENTE FEDERALE DELLA REPUBBLICA D'AUSTRIA desiderando di regolare il trasferimento della sede delle Società commerciali e di altre imprese, hanno nominato come Loro Plenipotenziari :

SUA MAESTÀ IL RÈ D'ITALIA : il Comm. LUCA ORSINI-BARONI, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario di Sua Maestà in Vienna ;

IL PRESIDENTE FEDERALE DELLA REPUBBLICA D'AUSTRIA :

il Dr. OTTO GOTTLIEB-BILLROTH, caposezione nel ministero federale delle finanze a Vienna,

i quali dopo aver scambiato i loro pienipoteri e trovati in buona e debita forma, hanno stabilito quanto segue :

Articolo 1º.

Il Governo Federale austriaco accorda al Regio Governo d'Italia il diritto di chiedere che le Società, le quali esercitano imprese di produzione o di trasporto nel territorio ex austriaco ora appartenente al Regno d'Italia, e che hanno la loro sede nel territorio della Repubblica d'Austria, trasferiscano la loro sede nel territorio del Regno d'Italia.

Articolo 2.

1. Il Regio Governo d'Italia chiederà il trasferimento della sede per le Società di produzione o di trasporto soltanto quando esse esplichino la loro attività esclusivamente nelle nuove Provincie del Regno d'Italia e cioè quando una tale attività non sia svolta nel territorio della Repubblica d'Austria ; tuttavia le Alte Parti contraenti convengono, che se in Austria esistono stabilimenti secondari delle imprese di trasporto e di produzione, che hanno lo stabilimento principale nelle

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, December 22, 1923.

trieben der dem Hauptbetriebe nach in den neuen Gebietsteilen des Königreiches Italien befindlichen Produktions- und Transportunternehmungen, zum Beispiel Speditionsbureaus einer Schifffahrtsgesellschaft, die italienische Regierung nicht daran hindert, die Verlegung des ganzen Unternehmens nach Italien zu verlangen.

2. Die königlich-italienische Regierung erklärt, dass sie ein Sitzverlegungsbegehren nur hinsichtlich solcher Produktions- und Transportunternehmungen stellen wird, welche schon am 1. November 1918 in den neuen Gebietsteilen des Königreiches Italien bestanden haben und die im Gebiete der Republik Österreich ihren Sitz haben. Dies Recht wird spätestens bis Ende Dezember 1923 ausgeübt werden können.

Artikel 3.

1. Bei Produktionsgesellschaften kann die königlich-italienische Regierung für den Fall, dass ein Teil der Produktionsbetriebe der ihrem Sitze nach zur Republik Österreich gehörigen Gesellschaft sich in den neuen Gebietsteilen des Königreiches Italien befindet, das Verlangen auf Teilung der Gesellschaft durch besondere Aufforderung an diese stellen. Der Bestand von in Italien gelegenen Nebenbetrieben, zum Beispiel von Bierdepots einer Brauerei insbesondere der Bestand von Handelsbetriebstätten eines dem Hauptbetriebe nach in Österreich befindlichen Produktions- oder Transportunternehmens rechtfertigt ein solches Begehren nicht. Artikel 2, Absatz 2, findet sinngemässe Anwendung.

2. Bei der Teilung von Gesellschaften wird die Aufteilung der gesellschaftlichen Vermögensschaften und Rücklagen (Reserven) auf die neu entstehenden Teilgesellschaften vorgenommen werden. Die Gesellschaften werden grundsätzlich auf Grund des inneren Wertes ihrer Aktiva am Tag der Teilung in der Währung des bisherigen Sitzstaates geteilt. Die Pensionsfonds werden im Verhältnis der Gehalte und Löhne, die in den drei der Teilung vorangehenden Jahren in beiden Staaten auszuzahlen waren, geteilt.

3. Die Teilung kann durch Errichtung selbständiger italienischer Gesellschaften oder durch Vereinigung des abgetrennten Teiles mit einer schon bestehenden solchen Unternehmung erfolgen.

4. Wenn aus wichtigen in der Natur des Unternehmens gelegenen Gründen die Teilung unzweckmässig erscheint, kann an Stelle der Teilung mit Einwilligung der österreichischen Bundesverwaltung die Sitzverlegung in das Gebiet des Königreiches Italien erfolgen. In diesem Falle muss der auf die in Österreich verbleibenden Betriebe entfallende Teil der Vermögensschaften und Reserven festgestellt werden.

5. Die vertragschliessenden Regierungen verpflichten sich, die zur Vollziehung der Teilung erforderlichen oder für zweckmässig erkannten Transaktionen tunlichst zu unterstützen und zu erleichtern und ihnen durch keinerlei Regierungsmassnahmen, insbesondere auf finanzrechtlichem Gebiete, Hindernisse in den Weg zu legen.

Artikel 4.

1. Anlässlich der Sitzverlegung oder Teilung nach den Bestimmungen der vorhergehenden Artikel findet eine Liquidation nicht statt.

2. Ebenso kann bei diesem Anlasse eine Aenderung in den Besitzverhältnissen der Anteilsrechte nicht verlangt werden.

3. In allen in den Artikeln 1 bis 3 vorgesehenen Fällen wird die Gesellschaft über ihr Ansuchen im Register des nach dem neuen Sitze zuständigen Gerichtes eingetragen werden und kann ihre Tätigkeit an dem neuen Sitze in demselben Umfange wie früher fortsetzen, ohne dass ihr aus diesem Anlasse die Erfüllung anderer Bedingungen als der in diesem Übereinkommen vorgesehenen auferlegt werden darf.

nuove provincie del Regno d'Italia, p. e. uffici di spedizione di un'impresa di navigazione, al Governo Italiano spetta egualmente il diritto di chiedere il trasferimento dell'intera impresa in Italia.

2. Il Regio Governo d'Italia dichiara, che esso chiederà il trasferimento della sede soltanto per quelle imprese di produzione o di trasporto, le quali esistevano già al 1^o Novembre 1918 nelle nuove Provincie del Regno, e che hanno la loro sede nel territorio della Repubblica d'Austria. Questo diritto potrà essere fatto valere al più tardi alla fine del dicembre 1923.

Articolo 3.

1. Per le società di produzione il Regio Governo Italiano può chiedere, con speciale invito, la loro divisione, nel caso che una parte degli stabilimenti di produzione della società avente sede nella Repubblica d'Austria si trovi nelle nuove Provincie d'Italia. L'esistenza di stabilimenti secondari in Italia, p. e. di depositi di una fabbrica di birra, in ispecie l'esistenza di aziende commerciali di un'impresa di produzione o di trasporto, che abbia lo stabilimento principale in Austria, non giustifica una tale richiesta. L'articolo 2, comma 2^o, si applica per analogia.

2. Quando avvenga la divisione di società, si provvede alla ripartizione del patrimonio e delle riserve sociali fra le nuove società segue sulla base del valore reale degli attivi nel giorno della divisione, espresso nella valuta dello Stato, nel quale si trova la vecchia sede. I fondi pensione vengono divisi in rapporto agli emolumenti ed alle mercedi che si dovettero pagare nei due Stati nei tre anni precedenti alla divisione.

3. La divisione può avvenire con l'istituzione di società italiane indipendenti, o con la fusione della parte staccata con un'impresa già esistente dello stesso ramo di affari.

4. Se per motivi importanti relativi alla natura dell'impresa, appare inopportuna la divisione, potrà in suo luogo effettuarsi, con il consenso dell'Amministrazione federale austriaca, il trasloco della sede nel territorio del Regno d'Italia. In questo caso deve essere determinata la parte del patrimonio e delle riserve spettanti agli stabilimenti, che rimangono in Austria.

5. I Governi contraenti si obbligano di appoggiare e facilitare, per quanto è possibile, le operazioni riconosciute necessarie od opportune per l'esecuzione della divisione e di non ostacolarle con atti di Governo, in ispecie di natura finanziaria.

Articolo 4.

1. Avvenendo il trasloco della sede o la divisione secondo i precedenti articoli, le società non si pongono in liquidazione.

2. Del pari non può essere richiesto in tali occasioni un cambiamento nei rapporti di possesso delle quote.

3. Nei casi previsti negli articoli 1-3 la società, a sua domanda, sarà iscritta nel registro del tribunale competente secondo la nuova sede, ed essa potrà continuare, nella nuova sede, la propria attività, come per lo innanzi, senza che pel fatto del trasloco le possa essere imposto l'adempimento di condizioni diverse da quelle previste nel presente accordo.

4. Etwaige Vorstellungen wegen eines nach Meinung einer der vertragschliessenden Regierungen den Grundsätzen dieses Abkommens nicht entsprechenden Vorganges der anderen Regierung werden gegenseitig zwecks einvernehmlicher Austragung mit tunlichster Beschleunigung mitgeteilt werden.

Artikel 5.

1. Die königlich-italienische Regierung verpflichtet sich dafür vorzusorgen, dass im Zeitpunkt der Erlassung einer Aufforderung zur Sitzverlegung oder Teilung im Sinne der Artikel 1 bis 3 das nach dem bisherigen Sitze der Gesellschaft zur Führung des Handelsregisters berufene österreichische Gericht und die zuständige österreichische Steuerbehörde verständigt werden. Die beabsichtigte Sitzverlegung ist im Handelsregister anzumerken. Vor der Löschung der Gesellschaft im österreichischen Handelsregister ist ein Gläubigeraufgebotsverfahren durchzuführen. Dieses erfolgt durch Verlautbarung der bevorstehenden Sitzverlegung in den für die Bekanntmachungen der Gesellschaft bestimmten öffentlichen Blättern. Hierbei hat die Gesellschaft bekanntzugeben, dass sie bereit ist, allen Gläubigern deren Forderungen am Tage der Verlautbarung bestehen, auf Verlangen Befriedigung oder Sicherstellung zu leisten und dass den Gläubigern zur Anmeldung eine Frist von einem Monat eingeräumt wird, ferner, dass Gläubiger, die sich nicht binnen Monatsfrist bei der Gesellschaft melden, als der beabsichtigten Sitzverlegung zustimmend angesehen werden. Das Aufgebotsverfahren kann entfallen, wenn entweder das Bundeskanzleramt die Löschung ohne solches Verfahren für zulässig erklärt oder wenn die Gesellschaft an Stelle der bisherigen österreichischen Hauptniederlassung eine Zweigniederlassung errichtet, für diese, soweit es erforderlich ist, die Zusicherung der Zulassung zum Geschäftsbetriebe erwirkt und erklärt, das bisher in der österreichischen Unternehmung angelegte Vermögen dem Betriebe der Zweigniederlassung zu widmen. In diesen Fällen hat die Gesellschaft einen Anspruch auf Zulassung zum Geschäftsbetriebe, falls eine solche Zulassung nach den allgemeinen Vorschriften erforderlich ist.

2. Unter diesen Voraussetzungen ist nach Feststellung der tatsächlich durchgeführten Sitzverlegung die Löschung im österreichischen Handelsregister vorzunehmen.

Artikel 6.

Wenn eine Gesellschaft ungeachtet des Umstandes, dass sie aufgefordert wurde, sich den Vorschriften der Artikel 1, 2 und 3 zu unterwerfen, die dort vorgeschriebenen Bedingungen in der gesetzten Frist nicht erfüllt, kann die Regierung, welche die Aufforderung erlassen hat, die Tätigkeit der Gesellschaft im eigenen Gebiete einstellen.

Artikel 7.

1. Wenn Produktions- oder Transportgesellschaften ausser der Produktions- oder Transporttätigkeit noch andere im unmittelbaren Zusammenhange mit diesen Tätigkeiten stehende Geschäfte betreiben, wird dadurch die Anwendung der Bestimmungen der Artikel 1 bis 3 nicht gehindert.

2. Die Bestimmungen dieses Übereinkommens finden auch auf die Aktiengesellschaft zur Errichtung und zum Betriebe von Hotels, Kuranstalten und Bädern in Portorose Anwendung.

3. Andere Gesellschaften, welche nicht als Transport- oder Produktionsgesellschaften erscheinen, sind den Anordnungen der Artikel 1 bis 3 unterworfen, wenn sich die betreffenden Regierungen im Einzelfalle darüber geeinigt haben. Das gleiche gilt von solchen Unternehmungen der Produktions- oder Transportgesellschaften, die nicht der Produktion oder dem Transporte dienen und mit diesen Geschäftszweigen nicht im unmittelbaren Zusammenhange stehen.

4. Eventuali reclami contro il procedere di una delle parti contraenti perchè, secondo l'opinione dell'altra parte, contrario ai principi stabiliti in questo accordo saranno comunicati con tutta sollecitudine all'altra parte allo scopo di un'amichevole componimento.

Articolo 5.

1. Il Regio Governo d'Italia si obbliga di provvedere che al momento della presentazione della richiesta di trasloco di sede o di divisione, ai sensi degli articoli 1-3, siano informati il Tribunale austriaco competente per la tenuta del registro di commercio e l'Ufficio imposte austriaco competente in base alla sede della società. Nel registro di commercio sarà annotato il progettato trasferimento di sede. Prima di effettuare la cancellazione della società dal registro commerciale austriaco, si procederà alla notificazione dei creditori. Questa si eseguirà mediante pubblicazione della richiesta di trasloco della sede nei giornali ufficiali stabiliti per le pubblicazioni della società. In tale occasione la società dovrà dichiarare che essa è pronta, a richiesta, a soddisfare o garantire tutti i creditori per crediti esistenti al giorno della pubblicazione; che ai creditori è concesso un termine di un mese per la denuncia; che saranno considerati assenzienti al richiesto trasloco quei creditori, che non avranno fatto opposizione, entro il termine di un mese, presso la società. La notificazione può omettersi quando la Cancelleria federale dichiara ammissibile la cancellazione senza un tale procedimento, oppure quando la società istituisca, in luogo dello stabilimento principale austriaco, fino allora esistente, una succursale; per questa, in quanto necessario, ottenga l'assicurazione di poter esercitare la propria attività e dichiarare di assegnare alla succursale stessa il patrimonio fino allora impiegato nell'impresa austriaca. In questi casi alla società spetta il diritto di essere ammessa ad esercitare la propria attività, quando secondo le norme in vigore sia necessaria una tale ammissione.

2. Osservate che siano tali formalità ed avvenuto che sia effettivamente il trasloco, si procederà alla cancellazione dal registro commerciale austriaco.

Articolo 6.

Qualora una società invitata a sottomettersi alle prescrizioni indicate negli articoli 1, 2 e 3, non si uniforimi nel termine fissato alle condizioni ivi contenute, il Governo che ha richiesto il trasloco di sede o la divisione della società può sospendere l'attività di questa nel proprio territorio.

Articolo 7.

1. L'applicazione delle disposizioni contenute negli articoli 1-3 avrà luogo anche quando una società di produzione o di trasporto, oltre a questa attività principale, ne eserciti un'altra, che però stia in uno stretto nesso con la prima.

2. Le disposizioni dell'accordo presente trovano applicazione anche alle società in azioni per l'impianto e l'esercizio di alberghi, stabilimenti di cura e bagni a Portorose.

3. I due Governi potranno prendere accordi caso per caso per l'applicazione delle norme contenute negli articoli 1-3 anche ad altre società che non sieno di produzione e di trasporto. Lo stesso vale nei riguardi di quelle imprese delle società di produzione o di trasporto, le quali non servono alla produzione od al trasporto e non hanno un diretto nesso con questi rami di affari.

Artikel 8.

1. Alle Zweigniederlassungen und anderen ständigen Unternehmungen jeder Art, Agenturen u. s. w. auswärtiger Gesellschaften, auf welche die vorstehenden Bestimmungen nicht anwendbar sind, werden in gleicher Weise wie einheimische Gesellschaften behandelt werden, sofern diese Gesellschaften nach den in Kraft befindlichen allgemeinen Gesetzen und speciellen Verträgen zugelassen sind.

2. Es herrscht Übereinstimmung zwischen den zwei Hohen vertragschliessenden Teilen darüber, dass diese Bestimmungen auch in dem Falle angewendet werden, wenn eine Einigung im Sinne des Artikel 7, Absatz 3, nicht stattgefunden hat. Während des Laufes des Verfahrens im Sinne der Artikel 1 bis 5 bleibt der Geschäftsbetrieb der Gesellschaften (einschliesslich der Zweigniederlassungen u. s. w.) unberührt.

Artikel 9.

1. Die Regierung des Königreiches Italien nimmt zur Kenntnis, dass die österreichische Regierung die Kriegsanleihen, welche die im Sinne dieses Übereinkommens ihren Sitz nach dem Königreiche Italien verlegenden Unternehmungen bei der Vermögenskontrolle in der Republik Österreich angemeldet haben, als Besitz von Angehörigen des Königreiches Italien kennzeichnen wird. Sofern ein Teil dieser Kriegsanleihen in der Republik Österreich kontrollbezeichnet worden sein sollte, werden die in diesem Übereinkommen vorgesehenen Bestimmungen auf die Unternehmung nur dann Anwendung finden, wenn diese den bereits kontrollbezeichneten Anleihen nach Art und Nennbetrag gleichwertige Abschnitte der österreichischen Staatsschuldenverwaltung zur Einziehung der Kontrollbezeichnung und Kennzeichnung als Besitz von Angehörigen des Königreiches Italien einreicht.

2. Bei den nach Artikel 3 zu teilenden Gesellschaften findet eine Aufteilung des Kriegsanleihebesitzes in dem Verhältnisse statt, in dem gemäss Artikel 3 die Vermögensschaften und Rücklagen (Reserven) aufzuteilen sind.

Artikel 10.

1. Die Unternehmungen, welche im Sinne dieses Übereinkommens ihren Sitz verlegen, werden aus diesem Anlasse wie immer gearteten Steuern, Gebühren und Abgaben, namentlich der Nachtragssteuer im Sinne des § 96 des Personalsteuergesetzes nicht unterworfen werden. Dieser Grundsatz ist auch im Falle der Teilung von Unternehmungen sinngemäss anzuwenden. Hiedurch wird der steuerrechtlichen Behandlung der Reserven, die nach einer Teilung auf die in den beiden Staatsgebieten gelegenen Niederlassungen entfallen, für die Zukunft sowohl in dem Staate, in welchem sich die Hauptanstalt, als in dem Staate, in welchem sich die Zweigniederlassung einer Unternehmung befindet, nicht vorgegriffen.

2. Gewinne, welche sich aus den durch die Teilung verursachten Kapitaltransaktionen ergeben, werden in dem bisherigen Sitzstaate der Besteuerung insofern nicht unterzogen, als sie in eine ausserordentliche, in der Bilanz als eine besondere Passivpost auszuweisende Reserve hinterlegt werden und die Gesellschaft auf die Einwendung der Verjährung des Nachversteuerungsrechtes im Falle einer steuerpflichtigen Verwendung dieser Reserve verzichtet. Im anderen Staate findet ebenfalls als Anlass solcher Transaktionen eine Besteuerung nicht statt.

3. Produktions- und Transportunternehmungen, die schon vor dem 1. November 1918 im Gebiete des einen vertragschliessenden Teiles ihren Sitz, im Gebiete des anderen eine Zweigniederlassung oder Betriebsstätte hatten, werden aus Anlass des Fortbetriebes dieser Niederlassungen von dem diesen Geschäftsbetrieben bereits vor dem 1. November 1918 gewidmeten Teile ihres Aktien- (Einlagen-) oder Obligationenkapitals keiner Gebühr unterworfen.

Articolo 8.

1. Tutte le succursali e le altre imprese permanenti di ogni specie, agenzie, ecc. di società estere, alle quali non siano applicabili le precedenti disposizioni, verranno trattate come le società nazionali, in quanto tali società sono ammesse in conformità delle leggi generali vigenti, e degli speciali trattati.

2. Le due Alte Parti contraenti sono d'accordo in ciò, che queste disposizioni si applicano anche nel caso che non abbia avuto luogo un accordo nel senso dell'articolo 7, comma 3°. Nel corso del procedimento, in base agli articoli 1-5 rimane invariata l'attività della società (compresa quella delle succursali ecc.).

Articolo 9.

1. Il Governo del Regno d'Italia prende a conoscenza che il Governo austriaco considererà come possesso degli appartenenti al Regno d'Italia i prestiti di guerra, che le imprese da trasferirsi nel Regno d'Italia in base al presente accordo hanno denunciato nel controllo del patrimonio della Repubblica austriaca. Qualora una parte di tale prestito sia stata stampigliata nella Repubblica austriaca, l'applicazione delle norme contenute nel presente accordo alla società si effettuerà solo allorquando questa consegnerà delle cedole dell'Amministrazione del debito di Stato austriaco, equivalenti per qualità e valore nominale ai titoli di prestito stampigliati per annullare il contrassegno di controllo ed allo scopo di farle contrassegnare quale possesso di appartenenti al Regno d'Italia.

2. Nei riguardi delle società da dividersi secondo l'articolo 3, ha luogo una ripartizione del possesso del prestito di guerra nello stesso rapporto in cui sono da dividersi in base all'articolo 3 il patrimonio e le riserve.

Articolo 10.

1. Le imprese, le quali trasportano la loro sede in base a questo accordo, non devono sottostare, in dipendenza di tale trasferimento, ad alcuna imposta, tassa o gabella e specialmente non sottostanno all'imposta suppletoria ai sensi del par. 96 L. I. P. Questo principio è da applicarsi analogamente anche nel caso di divisione di imprese. Con ciò non è pregiudicato, sia nei riguardi dello Stato in cui ha sede lo stabilimento principale, sia nei riguardi dello Stato in cui si trova la succursale, il futuro trattamento fiscale delle riserve, che dopo la divisione, saranno ripartite fra gli stabilimenti siti nel territorio dei due Stati.

2. I profitti derivanti dalle operazioni finanziarie dipendenti dalla divisione, non sono soggetti ad imposta nello Stato nel quale la società aveva originariamente la sua sede, in quanto tali profitti siano accantonati in una riserva straordinaria, da registrarsi quale partita passiva speciale di bilancio, ed in quanto la società rinunci all'eccezione della prescrizione nei riguardi del diritto di commisurazione suppletoria dell'imposta, in caso di un impiego delle dette riserve soggetto ad imposta. Nell'altro Stato non sarà nemmeno ammessa una commisurazione d'imposta in dipendenza di tali operazioni.

3. Le imprese di produzione e di trasporto, le quali già prima del 1° Novembre 1918 avevano nel territorio di una delle Parti contraenti la loro sede, e nel territorio dell'altra una succursale od uno stabilimento, non saranno sottoposte ad alcuna tassa, per la continuazione dell'esercizio di queste aziende e per la parte del loro capitale azionario o delle obbligazioni assegnate a dette succursali o stabilimenti già prima del 1° Novembre 1918.

4. Vom Beginne des Steuerjahres angefangen, das dem Jahre folgt, in dem die Verlegung des Sitzes oder die Teilung der Gesellschaften stattgefunden hat, werden die in Betracht kommenden Unternehmungen in Hinsicht auf die Bemessung der (Erwerb-) Steuer als inländische Gesellschaften behandelt werden.

Artikel 11.

Die österreichische Regierung wird die Gesellschaften, welche ihren Sitz in Gemässheit dieses Übereinkommens verlegen, bei der Anwendung des österreichischen Gesetzes vom 4. Juli 1919, St. G. Bl. Nr. 353, betreffend die Anforderung von Goldmünzen und ausländischen Wertpapieren, wie Angehörige des Königreiches Italien behandelt.

Artikel 12.

Die Bestimmungen dieses Übereinkommens gelten analog auch für Gesellschaften, die in der Republik Österreich eine Produktions- oder Transporttätigkeit betreiben, ihren Sitz jedoch in den neuen Gebietsteilen des Königreiches Italien haben,

Artikel 13.

In allen Fällen, in denen eine Einigung über die Anwendung der vorliegenden Vorschriften nicht zustandekommt, werden die Streitigkeiten vor einem Schiedsgerichte geordnet werden, das aus je einem Delegierten jedes der Hohen vertragschliessenden Teile und einem einverständlich oder, falls eine Einigung nicht zustandekommen sollte, vom Präsidenten der Schweizer Eidgenossenschaft ernannten Vorsitzenden besteht.

Artikel 14.

Dieser Vertrag tritt am Tage der Ratifizierung in Kraft. Er findet sinngemäss auch auf solche Gesellschaften Anwendung, die eine den Grundsätzen dieses Vertrages entsprechende Sitzverlegung oder Teilung bereits vor seinem Inkrafttreten vollzogen haben.

WIEN, am 16. Juli 1923.

Dr. OTTO GOTTLIEB-BILLROTH,
Sektionschef im Bundesministerium für Finanzen.

4. Dal principio dell'anno censuario successivo a quello in cui è avvenuto il trasferimento della sede, o la divisione delle società, le rispettive imprese saranno considerate come società indigene agli effetti dell'accertamento dell'imposta (industriale).

Articolo 11.

Il Governo austriaco nell'applicazione della propria legge del 4 Luglio 1919, Bollettino ufficiale delle leggi dello Stato N° 353, riguardante il ritiro di monete d'oro e di carte di valore estere, considererà le società le quali trasferiscono la propria sede, in base a questo accordo, come pertinenti al Regno d'Italia.

Articolo 12.

Le disposizioni di questo accordo valgono, per analogia, anche per quelle società le quali, pur svolgendo nella Repubblica austriaca una attività di produzione o di trasporto, hanno però la sede nelle nuove provincie del Regno d'Italia.

Articolo 13.

In tutti i casi in cui non sarà possibile un accordo nell'applicazione di queste disposizioni, le divergenze saranno regolate da un tribunale arbitrale, composto da un delegato di ciascuna delle Alte Parti contraenti e da un presidente, da nominarsi di comune accordo o, in caso di mancata intesa, dal Presidente della Confederazione svizzera.

Articolo 14.

Questo accordo entra in vigore il giorno della sua ratifica. Esso si applica analogamente anche a quelle società, che abbiano eseguito il trasferimento della sede o la loro divisione a sensi di questo accordo, già prima dell'entrata in vigore dell'accordo stesso.

VIENNA, li 16 Luglio 1923.

Per il R. Ministro d'Italia a Vienna :

GIACINTO AURITI,

R. Incaricato d'Affari d'Italia.

¹ TRADUCTION.

No. 699. — ACCORD ENTRE L'AUTRICHE ET L'ITALIE SUR LES SOCIÉTÉS, A SAVOIR LES PERSONNES JURIDIQUES, COMMERCIALES ET AUTRES ASSOCIATIONS, NON COMPRIS LES BANQUES ET LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES, SIGNÉ A VIENNE LE 16 JUILLET 1923.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, désireux de réglementer le transfert du siège des sociétés commerciales et autres entreprises, ont nommé comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

le Comm. Luca ORSINI-BARONI, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Vienne ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

le D^r Otto GOTTLIEB-BILLROTH, Chef de section au Ministère fédéral des Finances à Vienne,

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Le Gouvernement fédéral autrichien reconnaît au Gouvernement royal italien le droit d'exiger que les sociétés dirigeant les entreprises de production ou de transport sur le territoire jadis autrichien, aujourd'hui rattaché au Royaume d'Italie, et ayant leur siège sur le territoire de la République d'Autriche, transfèrent leur siège sur le territoire du Royaume d'Italie.

Article 2.

1. Le Gouvernement royal italien n'exigera le transfert du siège des sociétés de production ou de transport que si elles exercent leur industrie exclusivement dans les nouvelles provinces du Royaume d'Italie, c'est-à-dire si elles n'exercent pas cette industrie sur le territoire de la République d'Autriche ; toutefois, les Hautes Parties Contractantes conviennent que si les entreprises de transport et de production, dont l'établissement principal est situé dans les nouvelles provinces du Royaume d'Italie, possèdent en Autriche des établissements secondaires, par exemple les bureaux d'expédition d'une entreprise de navigation, le Gouvernement italien aura également le droit d'exiger le transfert en Italie de l'entreprise tout entière.

2. Le Gouvernement royal italien déclare qu'il n'exigera le transfert de siège que pour les entreprises de production ou de transport qui existaient déjà dans les nouvelles provinces du Royaume au 1^{er} novembre 1918, et qui ont leur siège sur le territoire de la République d'Autriche. Il ne pourra faire valoir ce droit que jusqu'à la fin de décembre 1923 au plus tard.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 699. — AGREEMENT BETWEEN AUSTRIA AND ITALY REGARDING COMPANIES, NAMELY LEGAL PERSONS INCORPORATED COMMERCIAL AND OTHER ASSOCIATIONS, OTHER THAN BANKS AND INSURANCE COMPANIES, SIGNED AT VIENNA, JULY 16, 1923.

HIS MAJESTY THE KING of ITALY and THE FEDERAL PRESIDENT of THE AUSTRIAN REPUBLIC, being desirous of establishing regulations for the transfer of the headquarters of commercial companies and other enterprises, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Commendatore Luca ORSINI-BARONI, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Vienna ;

and THE FEDERAL PRESIDENT of THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. OTTO GOTTLIEB-BILLROTH, Head of Department in the Federal Ministry of Finance at Vienna,

who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Austrian Federal Government shall concede to the Royal Italian Government the right to request companies engaged in production or transport in former Austrian territory now belonging to Italy, and having their headquarters in the territory of the Austrian Republic, to transfer their headquarters to the territory of the Kingdom of Italy.

Article 2.

(1) The Royal Italian Government shall not request companies engaged in production or transport to transfer their headquarters unless such companies carry on business exclusively in the new provinces of the Kingdom of Italy, that is to say, unless they do not carry on any business in the territory of the Austrian Republic ; the High Contracting Parties, however, agree that where there exist in Austria subsidiary establishments of enterprises engaged in transport or production which have their main establishment in the new provinces of the Kingdom of Italy, *e.g.*, forwarding offices of a shipping company, the Italian Government may also request the transfer of the whole enterprise to Italy.

(2) The Royal Italian Government declares that it will not request the transfer of headquarters except those of enterprises engaged in production or transport which were in existence prior to November 1, 1918, in the new provinces of the Kingdom and which have their headquarters in the territory of the Austrian Republic. This right may not be exercised later than the end of December 1923.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

1. En ce qui concerne les sociétés de production, le Gouvernement royal italien peut, par signification spéciale, en exiger la division, dans le cas où une partie des organes de production de la société qui a son siège sur le territoire de la République d'Autriche se trouve dans les nouvelles provinces italiennes. Une telle requête ne peut se fonder sur l'existence, en Italie, d'établissements secondaires, par exemple, de dépôts d'une fabrique de bière, en particulier sur l'existence de succursales commerciales d'une entreprise de production ou de transport ayant en Autriche son établissement principal. L'article 2, § 2, est applicable par analogie.

2. Lors de la division d'une société, il est procédé à la répartition des biens et des réserves sociales entre les sociétés nouvelles, d'après la valeur réelle des actifs le jour où est effectuée la division, valeur exprimée en devises de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'ancien siège. Les fonds de retraites sont divisés proportionnellement aux émoluments et aux salaires payables dans les deux Etats, au cours des trois années précédant la division.

3. La division peut intervenir soit par suite de la création de sociétés italiennes indépendantes soit par suite de la fusion de la branche détachée avec une entreprise déjà existante et s'occupant du même genre d'affaires.

4. Si, pour des motifs importants touchant la nature de l'entreprise, il semble inopportun de procéder à la division, elle peut être remplacée, avec le consentement de l'Administration fédérale autrichienne, par le transfert du siège sur le territoire du Royaume d'Italie. En pareil cas, il doit être procédé à la détermination de la partie des biens et des réserves revenant aux établissements qui restent en Autriche.

5. Les Gouvernements contractants s'engagent à appuyer et à faciliter, dans la mesure du possible, les opérations reconnues nécessaires ou utiles en vue de la division, et à ne pas les entraver par des mesures officielles, notamment d'ordre financier.

Article 4.

1. Lorsque intervient, conformément aux articles précédents, le transfert du siège ou la division d'une société celle-ci ne peut être mise en liquidation.

2. De même, il ne peut être, en pareil cas, exigé de modifications dans la proportion des quotes-parts revenant à chaque entreprise.

3. Dans les cas prévus aux articles 1 à 3, la société, sur sa demande, sera inscrite au registre du tribunal dans le ressort duquel se trouve le nouveau siège et pourra poursuivre comme par le passé, dans son nouveau siège, l'exercice de ses activités, sans que, du fait du transfert, elle puisse être soumise à des conditions autres que les conditions prévues au présent accord.

4. Les réclamations éventuelles formulées par l'une des Parties contractantes contre les agissements de l'autre Partie, comme étant contraires aux principes posés dans le présent accord, seront communiquées en toute diligence à l'autre partie en vue d'un arrangement amiable.

Article 5.

1. Le Gouvernement royal italien s'engage, au moment où sera présentée soit une demande de transfert de siège, soit une demande de division, au sens des articles 1 à 3, à faire aviser le Tribunal autrichien chargé de tenir le registre du commerce, ainsi que le Bureau de perception autrichien dans le ressort duquel la société a son siège. Le transfert de siège projeté sera inscrit au registre du commerce. Avant de procéder à l'annulation de la société sur le registre du commerce

Article 3.

(1) In the case of companies engaged in production, the Royal Italian Government may, on a special request being made, ask for the partition of such companies if some of the establishments engaged in production belonging to a company which has its headquarters in the Austrian Republic are situated in the new provinces of Italy. The existence of subsidiary establishments in Italy, *e.g.*, depots of a brewery, *i.e.*, the existence of branches for trading purposes of an enterprise engaged in production or transport and having its main establishment in Austria, shall not afford grounds for such request. The second paragraph of Article 2 shall likewise apply in this case.

(2) When the partition of a company takes place, the capital and reserves shall be allocated between the new companies on the basis of the actual value of the assets on the date of partition, expressed in the currency of the State in which the former headquarters were situated. Pension funds shall be allocated in proportion to the salaries and wages paid out in the two States during the three years preceding partition.

(3) Partition may be effected by the formation of independent Italian companies or by the amalgamation of the detached portion with an existing enterprise of the same nature.

(4) If, for important reasons connected with the nature of the enterprise, partition is held to be undesirable, the headquarters may instead, with the consent of the Austrian Federal Administration, be transferred to the territory of the Kingdom of Italy. In such case, the share of the capital and reserves due to the establishments which remain in Austria shall be determined.

(5) The Contracting Governments undertake to support and facilitate, as far as possible, such operations as may be considered necessary or desirable for effecting partition, and agree to raise no obstacles of an official and particularly a financial nature.

Article 4.

(1) When in accordance with the preceding articles transfer of headquarters or partition takes place, the companies concerned may not be wound up.

(2) Likewise, in such cases no request may be formulated for any change in the proportion of the quotas assigned to each section.

(3) In the cases provided for in Articles 1-3, a company shall, at its request, be entered in the register of the Court within the jurisdiction of which its new headquarters are situated, it may continue to carry on its business as formerly at its new headquarters and shall not be required, on account of the transfer, to comply with any conditions other than those set out in the present Agreement.

(4) Should any complaints be made of the procedure followed by one of the Contracting Parties, on the ground that, in the opinion of the other Party, such procedure is contrary to the principles laid down in this Agreement, these complaints shall be communicated as soon as possible to the other Party with a view to a friendly settlement.

Article 5.

(1) The Royal Italian Government undertakes that, when requests are submitted for the transfer of headquarters or for partition, as provided in Articles 1-3, the Austrian Court in which the commercial register is kept and the Austrian tax-office which is competent to deal with the affair, according to the situation of the company's headquarters, shall be informed. The proposed transfer of headquarters shall be noted in the commercial register. Before the entry in the Austrian

autrichien, il sera fait notification aux créanciers. Cette notification s'effectuera par la publication, dans les Journaux Officiels désignés pour les publications concernant la société, de la demande de transfert du siège. En pareil cas, la société devra déclarer qu'elle est prête à donner satisfaction ou garantie, sur demande, à tous les créanciers pour les créances existant à la date de la publication ; qu'il est accordé aux créanciers un délai de dénonciation d'un mois ; que les créanciers qui n'auront pas fait opposition auprès de la société dans le délai d'un mois, seront considérés comme donnant leur assentiment au transfert demandé. La notification peut ne pas avoir lieu lorsque la Chancellerie fédérale déclare recevable l'annulation sans cette procédure, ou lorsque la société remplace par une succursale l'établissement principal autrichien précédemment existant ; à cet effet, elle devra, s'il est nécessaire, recevoir l'assurance qu'elle pourra exercer ses activités et déclarera que les biens précédemment utilisés dans l'entreprise autrichienne seront attribués à ladite succursale. Dans de tels cas, la société a le droit d'être autorisée à exercer ses activités, lorsque cette autorisation est nécessaire en vertu des règles en vigueur.

2. Lorsque ces formalités auront été observées et que le transfert aura effectivement eu lieu, il sera procédé à l'annulation sur le registre du commerce autrichien.

Article 6.

Lorsqu'une société, invitée à se soumettre aux prescriptions indiquées aux articles 1, 2 et 3, ne se conforme pas dans le délai fixé aux conditions contenues dans lesdits articles, le Gouvernement qui a demandé le transfert du siège ou la division de la société peut suspendre le fonctionnement de ladite société sur son propre territoire.

Article 7.

1. Les dispositions contenues dans les articles 1 à 3 sont également applicables lorsqu'une société de production ou de transport, en dehors de l'objet principal de son activité, en exerce d'autres en relation étroite avec le premier.

2. Les dispositions du présent accord sont également applicables aux sociétés par actions pour l'installation et l'exploitation d'hôtels, de maisons de santé et de bains à Portorose.

3. Les deux Gouvernements pourront conclure des accords sur des cas isolés, en vue d'appliquer également les règlements contenus aux articles 1 à 3 à des sociétés autres que des sociétés de production et de transport. Il en est de même en ce qui concerne les entreprises dirigées par des sociétés de production ou de transport, et qui ne sont pas affectées à la production ou au transport et ne sont pas en relation directe avec ce genre d'opérations.

Article 8.

1. Toutes les succursales et autres entreprises permanentes de toute espèce, agences, etc., de sociétés étrangères, auxquelles ne sont pas applicables les dispositions précédentes, sont traitées comme les sociétés nationales, pour autant que ces sociétés sont admises en conformité des lois générales en vigueur et des traités spéciaux.

2. Il est convenu entre les deux Hautes Parties Contractantes que les présentes dispositions sont également applicables au cas où ne serait pas intervenu un accord au sens de l'article 7, § 3. En cours de fonctionnement, sous le régime des articles 1 à 5, le genre d'industrie exercé par la société (ainsi que des succursales, etc.) restera sans changement.

commercial register is cancelled, the creditors shall be notified. Such notification shall take the form of the publication of the request for the transfer of headquarters in the Official Journals designated for the publication of the company's announcements. In this case the company must state that it is prepared, on request, to meet or guarantee the claims of all creditors as existing on the date of publication ; that the creditors shall have one month within which to file their claims ; and that creditors who have not within one month filed a protest with the company shall be deemed to have given their assent to the transfer demanded. Such notification need not be made when the Federal Chancellery declares that cancellation may take place without these formalities, or when the company sets up an agency in place of the former main establishment in Austria. For this purpose, the company must, where necessary, obtain an assurance that the branch will be allowed to carry on its usual business, and must state that it assigns to the said branch the capital hitherto employed in the Austrian enterprise. In such cases, the company shall be entitled to authorisation to carry on its usual business when such authorisation is necessary under the regulations in force.

(2) When these formalities have been complied with, and when transfer has actually taken place, the name of the company shall be struck off the Austrian commercial register.

Article 6.

When a company which has been requested to conform to the regulations laid down in Articles 1, 2 and 3 shall not have conformed thereto within the period defined, and under the conditions set forth therein, the Government which has requested the transfer of headquarters, or the partition of the company, may withhold from the latter permission to carry on business within its territory.

Article 7.

(1) The provisions of Articles 1-3 shall apply, even when a company engaged in production or transport carries on some business other than its main business, provided the former be intimately connected with the latter.

(2) The provisions of the present Agreement shall also apply to shareholders' companies for establishing and carrying on hotels, nursing-homes and bathing establishments at Porto Rose.

(3) The two Governments may conclude separate agreements to provide that the regulations laid down in Articles 1-3 shall also apply to other companies not being companies engaged in production or transport. They may also do so in the case of enterprises conducted by companies engaged in production or transport which do not serve the purposes of production or transport, and have no direct connection with these branches of business.

Article 8.

(1) All branches and other permanent undertakings of every kind, agencies, etc., of foreign companies, to which the above provisions are not applicable, shall be treated in the same way as national companies, so far as such companies are allowed to carry on business by existing legislation and special treaties.

(2) The two High Contracting Parties agree that these provisions shall apply even when no agreement has been reached under the terms of Article 7, paragraph 3. Whilst proceedings are in progress as laid down in Articles 1-5, no change must be made in the character of the business carried on by the company (or its branches, etc.).

Article 9.

1. Le Gouvernement du Royaume d'Italie prend acte que le Gouvernement autrichien considérera comme propriété des ressortissants du Royaume d'Italie les titres d'emprunt de guerre que les entreprises, dont le transfert dans le Royaume d'Italie doit avoir lieu conformément au présent accord, auront déclarés lors du contrôle des biens de la République d'Autriche. Si une partie de ces titres a été estampillée dans la République d'Autriche, les règles contenues dans le présent accord ne s'appliqueront à la société que lorsque celle-ci aura consigné des titres de l'administration de la dette de l'Etat autrichien, équivalant, en qualité et en valeur nominale, aux titres d'emprunt estampillés, afin d'annuler la marque de contrôle et de faire marquer les titres comme propriété de ressortissants du Royaume d'Italie.

2. En ce qui concerne les sociétés dont doit être effectuée la division conformément à l'article 3, la propriété des titres d'emprunt de guerre fait l'objet d'une répartition dans le même rapport qui a été observé pour le partage des biens et des réserves en vertu de l'article 3.

Article 10.

1. Les entreprises qui effectuent, conformément au présent accord, le transfert de leur siège ne doivent être assujetties, du fait de ce transfert, à aucun impôt, taxe ou redevance, notamment, à l'impôt supplémentaire au sens du § 96 L. I. P. (Personal-steuergesetz.) Ce principe sera également applicable dans le cas de division des entreprises. Cette disposition n'affecte en rien, tant en ce qui concerne l'Etat où l'établissement principal a son siège, qu'en ce qui concerne l'Etat où se trouve la succursale, le traitement futur appliqué, en matière d'impôts, aux réserves qui, après la division, auront été réparties entre les établissements situés sur le territoire des deux Etats.

2. Les bénéfices tirés des opérations financières résultant de la division ne sont pas soumis à l'impôt, sur le territoire de l'Etat où la société avait primitivement son siège, à condition que ces bénéfices soient portés à une réserve extraordinaire, à inscrire comme passif spécial du bilan, et que la société renonce à l'exception de la prescription concernant le droit de procéder à un calcul supplémentaire de l'impôt au cas où lesdites réserves feraient l'objet d'un emploi soumis à l'impôt. Il ne sera pas non plus permis de procéder, dans l'autre Etat, à un calcul supplémentaire de l'impôt consécutivement à des opérations de ce genre.

3. Les entreprises de production et de transport qui, avant le 1^{er} novembre 1918, avaient déjà leur siège sur le territoire d'une des Parties contractantes et une succursale ou un établissement sur le territoire d'une autre Partie ne seront soumises à aucun impôt pour le maintien en activité des branches en question, non plus que pour la partie de leur capital-actions ou des obligations qui étaient déjà affectées auxdites succursales ou établissements avant le 1^{er} novembre 1918.

4. A partir du début de l'exercice fiscal succédant à l'exercice au cours duquel aura eu lieu le transfert du siège ou la division de la Société, les entreprises respectives seront considérées comme sociétés indigènes au point de vue de l'assujettissement à l'impôt (impôt industriel).

Article 11.

En ce qui concerne l'application de la loi spéciale du 4 juillet 1919 (*Bulletin officiel des lois de l'Etat*, N° 353) relative au retrait des monnaies d'or et des billets de banque étrangers, le Gouvernement autrichien considérera comme relevant du Royaume d'Italie les sociétés qui transfèrent leur siège conformément au présent accord.

Article 9.

(1) The Government of the Kingdom of Italy notes that the Austrian Government will regard as property of nationals of the Kingdom of Italy war-loan securities which the enterprises to be transferred to the Kingdom of Italy on the basis of the present Agreement shall have declared in connection with the assessment of capital in the Austrian Republic. When part of such securities has been stamped in the Austrian Republic, the regulations contained in this Agreement shall apply to the company only after the latter shall have handed over bonds of the Austrian State Debt Administration equivalent in form and nominal value to the stamped loan securities, in order that the control-mark may be cancelled and that the securities may be entered as property of nationals of the Kingdom of Italy.

(2) In the case of companies to be partitioned in accordance with Article 3, property in war loan shall be partitioned in the same proportion as the capital and reserve capital to be partitioned on the basis of Article 3.

Article 10.

(1) Enterprises which transfer their headquarters under the terms of this Agreement shall not be subjected, on account of such transfer, to any tax, charge or duty, nor, in particular, to the supplementary tax specified in paragraph 96, L. I. P. (Personalsteuergesetz.) This principle shall also apply to partitioned enterprises.

The foregoing, however, shall not, either as regards the State in which the main establishment is situated or as regards the State in which the branch is situated, prejudice the manner in which the reserves which have been divided between the establishments in either territory after partition shall be dealt with from a fiscal point of view.

(2) Profits derived from financial operations arising out of the partition shall not be subjected to taxation in the State in which the company originally had its headquarters, provided such profits are set aside in the form of an extraordinary reserve fund, to be entered as a special item on the debit side of the balance-sheet, and provided the company renounces its right to be excluded from the Regulations concerning supplementary assessment of taxation, in case these reserves are used for a purpose liable to taxation. Neither shall the other State carry out a re-assessment of taxation on the basis of such transactions.

(3) Enterprises engaged in production and transport which, prior to November 1, 1918, had their headquarters in the territory of one of the Contracting Parties and a branch or subsidiary establishment in the territory of the other, shall not be subjected to any taxation levied on account of the fact that they continue to carry on such branches or establishments, or levied on the part of their share-capital or shares assigned to such branches or establishments prior to November 1, 1918.

(4) As from the commencement of the fiscal year following that in which the transfer of a company's headquarters or the partition of a company takes place, the respective enterprises shall be regarded as national companies for the purposes of industrial assessment.

Article 11.

The Austrian Government, in applying its law of July 4, 1919 (Official Bulletin of State Laws, No. 353), concerning the withdrawal of foreign gold and paper currency, shall treat companies which transfer their headquarters in accordance with this Agreement as belonging to the Kingdom of Italy.

Article 12.

Les dispositions du présent accord sont également applicables, par analogie, aux sociétés qui, tout en exerçant dans la République d'Autriche une industrie de production ou de transport, ont leur siège dans les nouvelles provinces du Royaume d'Italie.

Article 13.

Dans tous les cas où il sera impossible d'arriver à un accord sur l'application des présentes dispositions, les différends seront tranchés par un tribunal arbitral, composé d'un délégué de chacune des Hautes Parties Contractantes, et d'un président désigné d'un commun accord ou, faute d'entente à ce sujet, par le Président de la Confédération helvétique.

Article 14.

Cet accord entrera en vigueur le jour de sa ratification. Il s'appliquera également, dans les mêmes conditions, aux sociétés qui auront déjà effectué, au sens du présent accord, le transfert de leur siège ou leur division avant l'entrée en vigueur dudit accord.

VIENNE, le 16 juillet 1923.

Pour le Ministre d'Italie à Vienne :

GIACINTO AURITI,
Chargé d'Affaires d'Italie.

D^r OTTO GOTTLIEB-BILLROTH,
Chef de section du Ministère Fédéral des Finances.

Article 12.

The provisions of this Agreement shall likewise hold good in the case of companies which, although they are engaged in production or transport in the Austrian Republic, have their headquarters in the new provinces of the Kingdom of Italy.

Article 13.

In all cases in which it is found impossible to agree as to the application of these provisions, the dispute shall be settled by a Court of Arbitration composed of one delegate of each of the High Contracting Parties and a president to be appointed by common agreement, or, if agreement cannot be reached, by the President of the Swiss Confederation.

Article 14.

This Agreement shall come into force on the day of its ratification. It shall likewise apply to any companies which may have transferred their headquarters or have undergone partition on the lines of this Agreement before the Agreement itself has come into force.

VIENNA, *July 16, 1923.*

GIACINTO AURITI,
Italian Chargé d'Affaires,
for the Italian Minister in Vienna.

Dr. OTTO GOTTLIEB-BILLROTH,
Head of Section in the Federal Ministry of Finance.

N° 700.

ALLEMAGNE ET ISLANDE

Echange de notes concernant la protection réciproque, en Allemagne et en Islande, des marques de fabrique et de commerce allemandes et islandaises. Copenhague, les 15 janvier et 12 février 1923.

GERMANY AND ICELAND

Exchange of Notes concerning the mutual protection in Germany and in Iceland, of German and Icelandic trade and commercial marks. Copenhagen, January 15, and February 12, 1923.

No. 700. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DANOIS AU NOM DE L'ISLANDE, CONCERNANT LA PROTECTION RÉCIPROQUE EN ALLEMAGNE ET EN ISLANDE DES MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE ALLEMANDES ET ISLANDAISES. COPENHAGUE, 15 JANVIER ET 12 FÉVRIER 1923.

No. 700. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND THE DANISH GOVERNMENT ON BEHALF OF ICELAND, CONCERNING THE MUTUAL PROTECTION IN GERMANY AND ICELAND OF GERMAN AND ICELANDIC TRADE AND COMMERCIAL MARKS. COPENHAGEN, JANUARY 15 AND FEBRUARY 12, 1923.

Textes officiels allemand et français communiqués par le Ministre de Danemark à Berne, au nom de l'Islande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 5 septembre 1924.

German and French official texts, communicated by the Danish Minister at Berne on behalf of Iceland. The registration of this exchange of Notes took place September 5, 1924.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT
KOPENHAGEN.

K. A. 1807/22/Wirt.

KOPENHAGEN, den 15. Januar 1923.

HERR MINISTER !

In Namen der Deutschen Regierung habe ich die Ehre Eurer Exzellenz die Erklärung abzugeben, dass für den gegenseitigen Markenschutz im Deutschen Reiche und in Island künftig nachstehende Regeln gelten sollen :

1. Die Angehörigen des einen der beiden Staaten geniessen in dem Gebiete des andern in Bezug auf den Schutz von Handels- oder Fabrikmarken dieselben Rechte wie die eigenen Angehörigen, vorausgesetzt, dass sie die Förmlichkeiten erfüllen, welche die innere Gesetzgebung eines jeden der beiden Staaten den Inländern auferlegt.

2. Den Angehörigen im Sinne dieser Vereinbarung sind andere Personen gleichgestellt, welche in dem Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile ihren Wohnsitz oder ihre gewerbliche oder Handelsniederlassung haben.

3. Diese Vereinbarung tritt nach Ablauf eines Monats von heute ab gerechnet in Kraft und bleibt in Wirksamkeit bis zum Ablauf von sechs Monaten nach Kündigung seitens eines der beiden Staaten.

Indem ich einer entsprechenden Gegenerklärung von Seiten der Isländischen Regierung entgegensehen darf, benutze ich diesen Anlass um Sie, Herr Minister, meiner ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

(Sign.) K. BASSEWITZ.

Seiner Exzellenz,
dem königlichen Minister des Aeussern
Herrn COLD,
Kopenhagen.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 28 août 1924.

Georg COHN.
Chef du Service danois de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION.

¹ TRANSLATION.

LÉGATION D'ALLEMAGNE
A COPENHAGUE.
K. A. 1807/22/Wirt.

GERMAN LEGATION
COPENHAGEN.
K. A. 1807/22/Wirt.

COPENHAGUE, le 15 janvier 1923.

COPENHAGEN, January 15, 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au nom du Gouvernement allemand, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que les dispositions suivantes seront applicables dorénavant, en ce qui concerne la protection réciproque des marques en Allemagne et en Islande.

On behalf of the German Government, I have the honour to inform Your Excellency that for the reciprocal protection of trade marks in Germany and in Iceland the following rules will in future be applied :

(Pour le texte des articles, voir la lettre du 12 février 1923 publiée ci-après.)

(For the translation of the articles, see following letter of February 12, 1923.)

En vous priant de vouloir bien me faire parvenir une déclaration analogue du Gouvernement islandais, j'ai l'honneur, etc.

Hoping to receive a corresponding statement from the Government of Iceland, I have the honour, etc.

(Signé) K. BASSEWITZ.

(Signed) K. BASSEWITZ.

A son Excellence M. COLD,
Ministre Royal des Affaires étrangères,
Copenhague.

His Excellency M. COLD,
Royal Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société de Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

COPENHAGUE, le 12 février 1923.

COPENHAGEN, February 12, 1923.

MONSIEUR LE COMTE,

Me référant à votre note du 15 janvier dernier relative à la protection réciproque en Islande et en Allemagne des marques de commerce et de fabrique allemandes et islandaises, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement d'Islande, de vous informer que les règles suivantes seront dorénavant appliquées en ce qui concerne la protection réciproque mentionnée :

1. Les ressortissants de chacun des deux Etats jouiront, sur le territoire de l'autre, en ce qui concerne la protection des marques de commerce et de fabrique, des mêmes droits que les nationaux, sous la condition de remplir les formalités prescrites à ce sujet par la législation intérieure respective des deux Etats.

2. Seront traitées de la même manière que les ressortissants dans le sens du présent Arrangement, toutes les personnes qui ont établi leur domicile ou exercent leur industrie ou commerce sur le territoire de l'une des Parties contractantes.

3. Cet Arrangement entrera en vigueur le 15 février 1923 et restera applicable jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où elle aura été dénoncée par l'un des deux Etats.

En vous communiquant ce qui précède, j'ai l'honneur de vous faire remarquer que la loi islandaise sur les marques de commerce et de fabrique du 13 novembre 1903, en ce qui concerne la protection des marques de commerce et de fabrique étrangères, dispose que la marque en question ne jouit pas, en Islande, d'une protection plus grande ni pour une plus longue période que dans le pays d'origine. Il en ressort que l'Arrangement susmentionné devra être compris en ce sens qu'une marque de commerce ou de fabrique ne pourra pas, dans l'un des deux Etats, jouir dans l'autre d'une protection plus étendue ni pour une plus longue période que dans son propre pays.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your Note of January 15, concerning the reciprocal protection in Iceland and in Germany of German and Icelandic trade marks, I have the honour, on behalf of the Icelandic Government, to inform you that the following rules will henceforth be applied in connection with the reciprocal protection referred to :

(1) Nationals of either State shall enjoy within the territory of the other State, as regards the protection of trade marks, the same rights as nationals, provided they comply with the formalities relating thereto prescribed under the respective internal laws of the two countries.

(2) All persons who have established their domicile or who carry on their industry or trade within the territory of one of the Contracting Parties shall receive the same treatment as nationals within the meaning of the present Agreement.

(3) This Agreement shall come into force on February 15, 1923, and shall continue in operation until six months have elapsed from the date on which the Agreement is denounced by one of the two States.

In communicating to you the above, I have the honour to call your attention to the fact that the Icelandic Law of November 13, 1903, concerning trade marks, lays down that, as regards the protection of foreign trade marks, any such mark shall not enjoy in Iceland greater protection, or protection for a longer period, than in the country of origin. It therefore follows that the above-mentioned Agreement must be taken to mean that trade marks of either of the two States cannot enjoy in the other State more extensive protection, or protection for a longer period, than in its country of origin.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Je me permets, en outre, d'ajouter qu'en vertu de la loi islandaise mentionnée, toute personne demandant l'enregistrement d'une marque de commerce et de fabrique étrangère devra dans toutes les questions y relatives accepter la juridiction du tribunal de Reykjavik (Reykjavik Byting) et indiquer un mandataire domicilié en Islande, qui peut être cité, le cas échéant, devant le tribunal pour la partie absente.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, l'assurance de ma considération distinguée.

(Signé) C. M. T. COLD.

M. le Comte K. BASSEWITZ,
Chargé d'Affaires d'Allemagne,
à Copenhague.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 28 août 1924.

Georg COHN,
*Chef du Service danois de la
Société des Nations.*

I would venture, moreover, to add that, by virtue of the above-mentioned Icelandic law, any person requesting the registration of a foreign trade mark must in all matters relative thereto accept the jurisdiction of the Court of Reykjavik (Reykjavik Byting) and give the name of an agent domiciled in Iceland, who may, if necessary, be summoned to appear in Court as representing the absent party.

I have the honour, etc.

(Signed) C. M. T. COLD.

Count K. BASSEWITZ,
German Chargé d'Affaires,
at Copenhague.

ANNEXE IX.

ANNEX IX.

ANNEXE IX.

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES,
RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT ÉCHANGÉES, ETC.

No. 8. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LA CONSERVATION OU LE RÉTABLISSEMENT DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ATTEINTS PAR LA GUERRE MONDIALE, SIGNÉ A BERNE, LE 30 JUIN 1920.

ADHÉSION.

ROUMANIE 6 octobre 1920.

RATIFICATION.

ROUMANIE (dépôt) 20 août 1924.

Communiquées par le Conseil Fédéral Suisse, le 8 octobre 1924.

BERNE, le 6 octobre 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur d'adresser à Votre Excellence les communications suivantes concernant la situation de la Roumanie à l'égard de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle.

1. Le Gouvernement de la Roumanie ayant notifié au Conseil Fédéral Suisse, par une note du 26 août 1920 et en vertu du décret-loi du 17 juin 1920, l'adhésion de ce royaume à la Convention d'Union du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle et à l'Arrangement du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique (les deux actes revisés à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911) — adhésion qui vous a été notifiée par circulaire du Conseil Fédéral du 6 septembre 1920 comme produisant ses effets à partir du 6 octobre 1920 —, le dit Gouvernement nous a fait savoir, par une note du 12 juin 1924, qu'il désire étendre cette adhésion à l'Arrangement signé à Berne le 30 juin 1920 concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale.

2. En date du 20 août 1924, S. Exc. M. N. Petresco-Comnène, Ministre de Roumanie à Berne, à ce dûment autorisé par un pouvoir expédié, le 30 juillet 1924, par S. Exc. M. J. S. Duca, Ministre des Affaires étrangères de Roumanie, a déposé au Département Politique Fédéral l'instrument de ratification des trois actes énumérés ci-dessus, document qui a été incorporé aux Archives fédérales.

¹ Vol. I, N° 1, p. 59 ; Vol. III, page 248 ; Vol. XI, page 348, de ce Recueil.

ANNEX IX.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, ADHESIONS, SIGNATURES,
RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY EXCHANGED, ETC.

No. 8. — AGREEMENT¹ CONCERNING THE PRESERVATION OR THE RE-ESTABLISHMENT OF THE RIGHTS OF INDUSTRIAL PROPERTY AFFECTED BY THE WORLD-WAR, SIGNED AT BERNE, JUNE 30, 1920.

ADHESION.

ROUMANIA October 6, 1920.

RATIFICATION.

ROUMANIA (deposit) August 20, 1924.

Communicated by the Swiss Federal Council October 8, 1924.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, October 6, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to transmit to Your Excellency the following information concerning the position of Roumania as regards the International Union for the Protection of Industrial Property.

(1) In a note dated August 26, 1920, the Roumanian Government informed the Swiss Federal Council that in virtue of the Decree-Law of June 17, 1920, Roumania had adhered to the Union Convention of March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, and to the Arrangement of April 14, 1891, concerning the International Registration of Trade-Marks (the two Acts revised at Brussels on December 14, 1900, and at Washington on June 2, 1911). As you were informed by circular letter from the Federal Council dated September 6, 1920, this adherence took effect as from October 6, 1920. The Roumanian Government has now informed us, in a Note dated June 12, 1924, that it desires to extend this adherence to the Arrangement signed at Berne on June 30, 1920, concerning the preservation or re-establishment of industrial property rights affected by the late war.

(2) On August 20, 1924, His Excellency M. N. Petresco-Comnene, Roumanian Minister at Berne, duly authorised by full powers despatched on July 30, 1924, by His Excellency M. J. S. Duca, Roumanian Minister for Foreign Affairs, deposited with the Federal Political Department the instrument of ratification of the three Acts referred to above, and this document was consigned in the Federal Archives.

¹ Vol. I, No. 1, page 59 ; Vol. III, page 248 ; Vol. XI, page 349, of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

3. Il résulte de l'article III d'une loi adoptée par le Sénat roumain le 25 juin 1924 et par la Chambre des Députés de Roumanie le 29 juin 1924, sanctionnée par S. M. le Roi de Roumanie le 9 juillet 1924 et promulguée dans le *Monitorul Oficial* N° 197 du 10 septembre 1924, que les trois actes précités « sont considérés comme entrés en vigueur un mois après la date de la notification de l'adhésion de la Roumanie adressée par le Gouvernement Fédéral aux Etats faisant partie de l'Union, donc avec effet commençant le 6 octobre 1920 (adica cu începere dela 6 Octomvrie 1920). »

Les documents dont il est fait mention ci-dessus seront publiés dans le numéro d'octobre 1924 de la *Propriété industrielle*.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
CHUARD.

Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

No. 41. — TRAITÉ¹ RELATIF A L'ARCHIPEL DU SPITSBERG, SIGNÉ A PARIS LE 9 FÉVRIER 1920.

Présentation à l'enregistrement par le² Ministre des Affaires étrangères de Suède, le 13 octobre 1924.

Le dépôt des ratifications par la Suède a eu lieu à Paris le 15 septembre 1924.

No. 74. — CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE², SIGNÉE A MADRID, LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATION.

VÉNÉZUELA.

MINISTERIO DE ESTADO³.

4 a. — CANCELLERIA.

Le soussigné, Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat, certifie :

Que conformément aux articles visant la ratification des Conventions et Arrangements signés à Madrid en date du 30 novembre 1920, à l'occasion du VII^e Congrès de l'Union postale universelle,

¹ Vol. II, page 7 de ce Recueil.

² Vol. III, pages 267-270 ; Vol. VII, page 362 ; Vol. XI, page 364 ; Vol. XV, page 282 ; Vol. XIX, page 266 et Vol. XXIV, page 144 de ce Recueil.

³ Communiqué par le Ministre d'Espagne à Berne, le 1^{er} novembre 1924.

(3) In virtue of Article III of a Law passed by the Roumanian Senate on June 25, 1924, and by the Roumanian Chamber of Deputies on June 29, 1924, which received the assent of His Majesty the King of Roumania on July 9, 1924, and was promulgated in *Monitorul oficial* No. 197 of September 10, 1924, the three above-mentioned Acts "are to be considered as having come into force one month after the date on which the adherence of Roumania was communicated by the Federal Government to the States Members of the Union, that is to say, as from October 6, 1920 (*adica cu începere dela 6 Octomvrie 1920*)".

The documents referred to above will be published in the October 1924 number of *Industrial Property*.

I have the honour, etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

CHUARD,

President of the Confederation.

STEIGER,

Chancellor of the Confederation.

To His Excellency

The Minister for Foreign Affairs.

No. 41. — TREATY¹ CONCERNING THE ARCHIPELAGO OF SPITSBERGEN, SIGNED AT PARIS, FEBRUARY 9, 1920.

Presented for registration by the Swedish Minister for Foreign Affairs, October 13, 1924.

The deposit of ratifications by Sweden took place at Paris, September 15, 1924.

No. 74. — UNIVERSAL POSTAL CONVENTION², SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATION.

VENEZUELA.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY OF STATE.⁴

4 a. — CHANCELLERY.

The undersigned, Under-Secretary of the Ministry of State, certifies :

That, in conformity with the Articles relating to the ratification of the Conventions and Arrangements signed at Madrid on November 30, 1920, on the occasion of the Seventh Congress

¹ Vol. II, page 7, of this Series.

² Vol. III, pages 267-70 ; Vol. VII, page 362 ; Vol. XI, page 364 ; Vol. XV, page 282, Vol. XIX, page 266, and Vol. XXIV, page 144, of this Series.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

⁴ Communicated by the Spanish Minister at Berne, November 1, 1924.

ont été déposés dans les archives du Ministère d'Etat, le 26 août, les instruments suivants, trouvés en bonne et due forme, portant la date du 19 décembre 1923, par lesquels Son Excellence le Président des Etats-Unis de Venezuela a ratifié :

- I. La Convention Postale Universelle, avec le Protocole final.
- II. La Convention concernant l'échange des colis postaux, avec le Protocole final.

En foi de quoi le présent certificat est délivré et copie conforme en sera adressée aux Gouvernements des Puissances signataires de la Convention susmentionnée, ainsi qu'au Bureau international de l'Union postale universelle et au Secrétariat de la Société des Nations.

Fait à Madrid, le vingt septembre mil neuf cent vingt-quatre.

Copie certifiée conforme :

FERNANDO ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

Le Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat,

F. ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

No. 77. — CONVENTION CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX, SIGNÉE
À MADRID, LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATION.

VÉNÉZUELA 26 août 1924.

(Voir plus haut N° 74.)

No. 170. — PROTOCOLE¹ DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR
PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE, VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU
PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

SIGNATURE DU PROTOCOLE.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE 30 septembre 1924.

SIGNATURE DE LA DISPOSITION FACULTATIVE.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Au nom du Gouvernement de la République Dominicaine et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre de la Société ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement.

GENÈVE, le 30 septembre 1924.

JACINTO R. DE CASTRO.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152, de ce Recueil.

of the Universal Postal Union, the following instruments of ratification dated December 19, 1923, found in good and due form, have been deposited in the Archives of the Ministry of State on August 26; by these instruments His Excellency the President of the United States of Venezuela ratified :

- I. The Universal Postal Convention, together with the final Protocol ;
- II. The Convention concerning the Exchange of Postal Parcels, together with the final Protocol.

In faith whereof, we have delivered the present certificate, of which a certified copy will be transmitted to the Governments of the Signatory Powers of the Conventions and Arrangements set forth above, and also to the International Bureau of the Universal Postal Union and to the Secretariat of the League of Nations.

Done at Madrid, September twenty, one thousand nine hundred and twenty-four.

FERNANDO ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

No. 77. — CONVENTION CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATION.

VENEZUELA August 26, 1924.

(See No. 74 above.)

No. 170. — PROTOCOL¹ OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16, 1920.

SIGNATURE OF THE PROTOCOL.

DOMINICAN REPUBLIC September 30, 1924.

² TRADUCTION — TRANSLATION.

SIGNATURE OF THE OPTIONAL CLAUSE.

DOMINICAN REPUBLIC.

On behalf of the Government of the Dominican Republic and subject to ratification, I recognise, in relation to any other Member or State accepting the same obligation, that is to say, on the sole condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without special convention.

GENEVA, September 30, 1924.

JACINTO R. DE CASTRO.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152, of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

FRANCE.

Je déclare que le Gouvernement de la République française adhère à la disposition facultative de l'article 36, § 2, du Statut de la Cour, sous réserve de ratification, sous réserve de réciprocité, pour une durée de quinze années avec la faculté de dénonciation au cas où le Protocole d'arbitrage, de sécurité et de réduction des armements, signé en date de ce jour, deviendrait caduc, et, d'autre part, sous le bénéfice des observations faites à la première Commission de la cinquième Assemblée, aux termes desquelles « l'une des Parties en litige pourra appeler l'autre devant le Conseil de la Société des Nations à l'effet de procéder à l'essai de règlement pacifique prévu au § 3 de l'article 15 du Pacte, et, pendant ledit essai de conciliation, aucune Partie ne pourra citer l'autre devant la Cour de Justice ».

Le 2 octobre 1924.

ARI. BRIAND.

RATIFICATION DE LA DISPOSITION FACULTATIVE.

ESTHONIE.

Un des instruments de ratification déposés au Secrétariat de la Société des Nations, le 2 mai 1923, par le Gouvernement d'Esthonie contient le passage suivant :

« La République d'Esthonie déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire à condition de réciprocité, la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, § 2, du Statut de la Cour, pour la durée de cinq années, sur tout différend futur à propos duquel les parties ne sont pas convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. »

Pour copie conforme :

Le 28 novembre 1924.

van HAMEL.

No. 269. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITÉ DES FEMMES ET DES ENFANTS, OUVERTE A LA SIGNATURE A GENÈVE, D'30 SEPTEMBRE 1921 AU 31 MARS 1922.

RATIFICATION.

Le Membre suivant a effectué le dépôt des instruments de ratification à la date ci-dessous

ALBANIE 13 octobre 1924.

ADHÉSION.

URUGUAY 21 octobre 1924.

¹ Vol. IX, page 415; Vol. XV, page 311; Vol. XIX, page 282, et Vol. XXIV, page 162, de ce Recue

FRANCE.

I hereby declare that, subject to ratification, the French Government gives its adhesion to the Optional Clause of Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, on the condition of reciprocity, for a period of fifteen years, with power of denunciation, should the Protocol of Arbitration, Security and the Reduction of Armaments, signed this day, lapse, and further subject to the observations made at the First Committee of the Fifth Assembly, according to the terms of which one of the Parties to the dispute may bring the said dispute before the Council of the League of Nations for the purposes of the pacific settlement laid down in paragraph 3 of Article 15 of the Covenant, and during such proceedings neither Party may take proceedings against the other in the Court.

October 2, 1924.

ARI. BRIAND.

RATIFICATION OF THE OPTIONAL CLAUSE.

ESTHONIA.

One of the instruments of ratification deposited with the Secretariat of the League of Nations on May 2, 1923, by the Esthonian Government contains the following passage :

“ The Esthonian Republic declares to recognise as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other Member or State accepting the same obligation, that is to say on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court, in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, for a period of five years, in any future dispute in respect of which the Parties have not agreed to have recourse to another method of pacific settlement. ”

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN, OPENED FOR SIGNATURE AT GENEVA FROM SEPTEMBER 30, 1921, TO MARCH 31, 1922.

RATIFICATION.

The following Member has effected the deposit of the instruments of ratification on the date given below :

ALBANIA October 13, 1924.

ADHESION.

URUGUAY October 21, 1924.

¹ Vol. IX, page 415 ; vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 282, and Vol. XXIV, page 163, of this Series.

No. 355. — ARRANGEMENT¹ RELATIF A LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS D'IDENTITÉ AUX RÉFUGIÉS RUSSÉS, SIGNÉ A GENÈVE, LE 5 JUILLET 1922.

Adopté par

URUGUAY 2 septembre 1924.

No. 416. — ARRANGEMENT PROVISOIRE² CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DES COMMUNICATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ENTRE LA FINLANDE ET LA RUSSIE, SIGNÉ A HELSINGFORS LE 13 JUIN 1922.

ABROGATION.

Communiquée par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande le 4 octobre 1924.

Par suite d'une lettre en date du 29 septembre 1924, émanant du Ministre des Affaires étrangères de Finlande, l'Arrangement précité a été abrogé par l'entrée en vigueur d'une Convention du 18 juin 1924 concernant la communication téléphonique entre la République de Finlande et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

No. 417. — ARRANGEMENT PROVISOIRE³ CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES RELATIONS POSTALES ENTRE LA FINLANDE ET LA RUSSIE, SIGNÉ A HELSINGFORS LE 22 JUIN 1922.

ABROGATION.

Communiquée par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande le 4 octobre 1924.

Par suite d'une lettre en date du 29 septembre 1924 émanant du Ministre des Affaires étrangères de Finlande, l'Arrangement précité a été abrogé par l'entrée en vigueur d'une Convention du 18 juin 1924 concernant l'échange postal entre la République de Finlande et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

No. 465. — CONVENTION⁴ ENTRE LA FINLANDE ET LA RUSSIE AU SUJET DE LA NAVIGATION DES NAVIRES MARCHANDS FINLANDAIS SUR LA NÉVA ENTRE LE LAC LADOGA ET LE GOLFE DE FINLANDE, SIGNÉE A MOSCOU LE 5 JUIN 1923.

ENTRÉE EN VIGUEUR DÉFINITIVE : 20 août 1923.

Communiquée par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande le 29 septembre 1924.

¹ Vol. XIII, page 237 ; Vol. XV, page 323 ; Vol. XIX, page 285, et Vol. XXIV, page 178, de ce Recueil

² Vol. XVI, page 349, de ce Recueil.

³ Vol. XVI, page 362, de ce Recueil.

⁴ Vol. XVIII, page 203, de ce Recueil.

No. 355. — ARRANGEMENT¹ WITH REGARD TO THE ISSUE OF CERTIFICATES OF IDENTITY TO RUSSIAN REFUGEES, SIGNED AT GENEVA, JULY 5, 1922.

Adopted by

URUGUAY September 2, 1924.

No. 416. — PROVISIONAL AGREEMENT² CONCERNING THE ESTABLISHMENT OF TELEGRAPHIC COMMUNICATIONS BETWEEN FINLAND AND RUSSIA, SIGNED AT HELSINGFORS, JUNE 13, 1922.

ABROGATION

Communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs, October 4, 1924.

According to a letter of the Finnish Minister for Foreign Affairs, dated September 29, 1924, the aforesaid Agreement has been cancelled following the entry into force of a Convention concluded June 18, 1924, concerning telephonic communication between the Republic of Finland and the Union of the Socialist Soviet Republics.

No. 417. — PROVISIONAL AGREEMENT³ REGARDING THE REGULATION OF POSTAL RELATIONS BETWEEN FINLAND AND RUSSIA, SIGNED AT HELSINGFORS, JUNE 22, 1922.

ABROGATION.

Communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs, October 4, 1924.

According to a letter of the Finnish Minister for Foreign Affairs, dated September 29, 1924, the aforesaid Agreement has been cancelled following the entry into force of a Convention concluded June 18, 1924, concerning postal exchange between the Republic of Finland and the Union of the Socialist Soviet Republics.

No. 465. — CONVENTION⁴ BETWEEN FINLAND AND RUSSIA WITH REGARD TO NAVIGATION BY FINNISH MERCHANT AND CARGO VESSELS ON THE NEVA BETWEEN LAKE LADOGA AND THE GULF OF FINLAND, SIGNED AT MOSCOW, JUNE 5, 1923.

DEFINITE ENTRY INTO FORCE : August 20, 1923.

Communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs, September 29, 1924.

¹ Vol. XIII, page 237 ; Vol. XV, page 322 ; Vol. XIX, page 284, and Vol. XXIV, page 178, of this Series.

² Vol. XVI, page 349, of this Series.

³ Vol. XVI, page 362, of this Series.

⁴ Vol. XVIII, page 203, of this Series.

No. 529. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND LATVIA, SIGNED AT LONDON, JUNE 22, 1923.

ACCESSIONS.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, October 10, 1924.

BRITISH LEGATION,
No. M. R. 30.

RIGA, May 21, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to inform Your Excellency that Palestine desires to accede to the Treaty of Commerce and Navigation concluded between the United Kingdom and Latvia on the 22nd June 1923.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

For H.B.M. Minister :
(Signed) JOHN LOWDON.

His Excellency
The Acting Minister for Foreign Affairs,
Riga.

LATVIJAS
ĀRLIETU MINISTRIJA.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.
No. R. 758 /28063.

RIGA, May 25, 1924.

EXCELLENCY,

With reference to your Note No. M. R. /30 of May 21, 1924, I have the honour to inform Your Excellency that the Latvian Government are glad to learn that Palestine desires to accede to the Treaty of Commerce and Navigation concluded between the United Kingdom and Latvia on the 22nd June 1923.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) G. ALBAT.
Secrétaire général.

His Excellency,
John Ch. T. VAUGHAN,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary
of Great Britain
at Riga.

¹ Vol. XX, page 395, of this Series.

No. 529. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA LETTONIE, SIGNÉ A LONDRES LE 22 JUIN 1923.

ACCESSIONS.

Communiquées par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 10 octobre 1924.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N° M. R. 30.

RIGA, le 21 mai 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires étrangères, que la Palestine désire accéder au Traité de commerce et de navigation conclu entre le Royaume-Uni et la Lettonie, le 22 juin 1923.

Je saisis cette occasion, etc...

Pour le Ministre de Sa Majesté Britannique,
(Signé) JOHN LOWDON.

Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères,
Riga.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

N° R. 758/28063.

RIGA, le 25 mai 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE,

Me référant à votre note M. R. 30, en date du 21 mai 1924, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement letton est heureux d'apprendre que la Palestine désire accéder au Traité de commerce et de navigation, conclu entre le Royaume-Uni et la Lettonie, le 22 juin 1923.

Je saisis cette occasion, etc...

(Signé) G. ALBAT,
Secrétaire général.

Son Excellence
Monsieur John Ch. T. VAUGHAN,
Envoyé extraordinaire
et Ministre Plénipotentiaire
de Grande-Bretagne,
Riga.

¹ Vol. XX, page 395 de ce Recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

BRITISH LEGATION.

M. R. 42.

RIGA, *July 1, 1924.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to my note M. R. 30 of the 21st May, last, I have the honour to communicate to Your Excellency herewith, by direction of His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, the following list of Colonies and Protectorates which are desirous of acceding to the Treaty of Commerce and Navigation concluded between the United Kingdom and Latvia on the 22nd June, 1923 :

SEYCHELLES	BERMUDA	FALKLAND ISLANDS	UGANDA
HONG KONG	BRITISH HONDURAS	GAMBIA	ZANZIBAR
MAURITIUS	LEEWARD ISLANDS	GOLD COAST	NYASALAND
CEYLON	TRINIDAD AND TOBAGO	SIERRA LEONE	SOMALILAND.
BAHAMAS	ST. LUCIA	NIGERIA	
BARBADOS	ST. VINCENT	KENYA	

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

For H. B. M. Minister :

(Signed) P. LEIGH SMITH.

His Excellency
Monsieur L. SEYA,
Minister for Foreign Affairs,
Riga.

LATVIJAS
ĀRLIETU MINISTRIJA.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

No. R. 758/28062.

RIGA, *July 17, 1924.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to Your Excellency's Note M. R. 42 of the 1st instant, I have the honour to inform Your Excellency that the Latvian Government take note that the following British colonies and protectorates desire to accede to the Treaty of Commerce and Navigation concluded between the United Kingdom and Latvia on the 22nd June, 1923.

SEYCHELLES	BERMUDA	FALKLAND ISLANDS	UGANDA
HONG KONG	BRITISH HONDURAS	GAMBIA	ZANZIBAR
MAURITIUS	LEEWARD ISLANDS	GOLD COAST	NYASALAND
CEYLON	TRINIDAD AND TOBAGO	SIERRA LEONE	SOMALILAND.
BAHAMAS	ST. LUCIA	NIGERIA	
BARBADOS	ST. VINCENT	KENYA	

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) G. ALBAT.

Secrétaire général.

His Excellency
John Ch. T. VAUGHAN,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of Great Britain
at Riga.

LÉGATION BRITANNIQUE.

M. R. 42.

RIGA, le 1^{er} juillet 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à ma note M. R. 30, du 21 mai dernier, j'ai l'honneur de communiquer ci-dessous à Votre Excellence, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires étrangères, la liste des Colonies et Protectorats qui désirent accéder au Traité de commerce et de navigation, conclu entre le Royaume-Uni et la Lettonie, le 22 juin 1923.

SEYCHELLES	BERMUDES	ILES FALKLAND	OUGANDA
HONG-KONG	HONDURAS BRITANNIQUE	GAMBIE	ZANZIBAR
ILE MAURICE	ILES SOUS LE VENT	CÔTE D'OR	NYASSALAND
CEYLAN	TRINITÉ ET TOBAGO	SIERRA LEONE	SOMALILAND.
BAHAMAS	STE-LUCIE	NIGERIA	
BARBADES	ST-VINCENT	KENYA	

Je saisis cette occasion, etc...

Pour le Ministre de Sa Majesté Britannique :

(Signé) P. LEIGH SMITH.

Son Excellence

Monsieur L. SEYA,
Ministre des Affaires étrangères,
Riga.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

N° R. 758/28062.

RIGA, le 17 juillet 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note M. R. 42 de Votre Excellence, en date du 1^{er} courant, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement letton prend acte du désir manifesté par les Colonies et Protectorats britanniques ci-dessous, d'accéder au Traité de commerce et de navigation conclu entre le Royaume-Uni et la Lettonie, le 22 juin 1923.

SEYCHELLES	BERMUDES	ILES FALKLAND	OUGANDA
HONG-KONG	HONDURAS BRITANNIQUE	GAMBIE	ZANZIBAR
ILE MAURICE	ILES SOUS LE VENT	CÔTE D'OR	NYASSALAND
CEYLAN	TRINITÉ ET TOBAGO	SIERRA LEONE	SOMALILAND.
BAHAMAS	STE-LUCIE	NIGERIA	
BARBADES	ST-VINCENT	KENYA	

Je saisis cette occasion, etc...

(Signé) G. ALBAT,
Secrétaire général.

Son Excellence

John Ch. T. VAUGHAN,
Envoyé Extraordinaire
et Ministre Plénipotentiaire
de Grande-Bretagne,
Riga.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 559. — AGREEMENT BETWEEN CHINA AND JAPAN ON DETAILED ARRANGEMENTS FOR THE EXECUTION OF THE TREATY FOR THE SETTLEMENT OF OUTSTANDING QUESTIONS RELATIVE TO SHANTUNG. (WITH ANNEX, AGREED TERMS OF UNDERSTANDING AND NOTES EXCHANGED.) SIGNED AT PEKING, DECEMBER 1, 1922.

Présenté à l'enregistrement par le Chef du Bureau du Japon à la Société des Nations, le 6 novembre 1924.

Presented for registration by the Head of the Japanese Bureau at the League of Nations, November 6, 1924.

The GOVERNMENTS OF JAPAN and CHINA, in order to effect detailed arrangements for the execution of the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung, signed at Washington on the fourth day of the second month of the eleventh year of Taisho, or the fourth day of the second month of the eleventh year of the Chinese Republic, have appointed their respective Commissioners to form a Joint Commission, as provided for in Article II of the said Treaty, that is to say :

THE GOVERNMENT OF JAPAN :

Yukichi OBATA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to China ;
Masanosuke AKIYAMA, Chief of the Tsingtao Civil Administration ; and
Katsuji DEBUCHI, Councillor of Embassy ;

THE GOVERNMENT OF CHINA :

Chengting Thomas WANG, Director-General of the Rehabilitation of Shantung Rights ;
Tsai-chang TANG, Councillor to the Ministry for Foreign Affairs ;
Tung-fan HSU, Councillor to the Directorate-General for the Rehabilitation of Shantung Rights ; and
Chen KAN, Adviser to the Inspectorate-General of Hunan and Hupeh ;

Who have met at Peking and agreed upon the following Articles :

SECTION I.

RESTORATION OF THE FORMER GERMAN LEASED TERRITORY OF KIAOCHOW.

Article I.

Japan shall transfer the entire administration of the former German Leased Territory of Kiaochow to China at noon on the tenth day of the twelfth month of the eleventh year of Taisho, or the tenth day of the twelfth month of the eleventh year of the Chinese Republic, with a view to

¹ Communiquée par le Chef du Bureau du Japon à la Société des Nations. Une traduction en français de cet Accord a été publiée au Vol. XXII, page 256 de ce Recueil.

¹ Communicated by the Head of the Japanese Bureau for the League of Nations. A French translation of this Agreement has been published in Vol. XXII, page 256, of this Series.

the restoration of the said Territory to China under Article I of the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung. After such transfer, all administrative powers and responsibilities shall devolve on the Government of China except those appertaining to Japanese consular officers by treaty, agreement, usage or otherwise.

Article II.

The transfer of the administration and public properties (including wharves and harbour equipment) as well as the handing over of such documents as may be necessary for such transfer, as provided for in Articles III and IV of the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung, shall be carried out by the Japanese and Chinese transfer committees with powers to make and put into force the detailed arrangements for the said purpose.

Article III.

The Japanese and Chinese committees mentioned in the preceding Article shall complete the work of transfer within one month from the date of the transfer of the administration to China.

Article IV.

The Government of China shall recognise the validity of all judgments of the Japanese Court at Tsingtao, regarding both civil and criminal cases as well as of processual acts, certificates concerning immovables, public deeds, protests and authentication of the date of private deeds.

SECTION II.

WITHDRAWAL OF JAPANESE TROOPS.

Article V.

The withdrawal of the Japanese troops (including gendarmes) stationed at Tsingtao shall be completed within twenty days of the date mentioned in Article I of the present Agreement.

SECTION III.

LAND.

Article VI.

The Government of China shall permit the extension of the lease of land which was granted by the Japanese authorities before the exchange of the ratification of the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung for thirty years after the expiration of the term of lease on the same conditions as the original lease.

Upon the expiration of the term of thirty years stipulated in the preceding paragraph, the renewal of the lease shall be permitted, but the conditions of its renewal shall be in conformity with the provisions of the Land Regulations of the open port of Kiaochow.

The provisions of the preceding two paragraphs shall not be applied to the land the lease of which was granted by the Japanese authorities before the exchange of the ratification of the aforesaid Treaty but on which neither construction nor work of any kind has been commenced within the period stipulated in the conditions on which the permission to lease was accorded.

Permission to lease granted by the Japanese authorities after the exchange of the ratification of the said Treaty shall all be cancelled, provided, however, that, in so far as land on which construction or work was commenced before the tenth day of the twelfth month of the eleventh year of Taisho is concerned, the Government of China shall give special and preferential consideration to such land for continuation of lease under the Land Regulations of the open port of Kiachow.

SECTION IV.

PUBLIC PROPERTIES.

Article VII.

It has been agreed that, in accordance with Article VII of the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung, the Government of Japan shall retain the following properties :

A. Properties required for the Japanese Consulate-General :

- (1) Land, buildings and premises, 27 Maidzuru-machi. " Map Sei No. 1 "
- (2) Land, buildings and premises, 28 Maidzuru-machi and 26 Saga-machi. " Map Sei No. 2 "
- (3) Land, buildings and premises, 24 Saga-machi and 34 Kurume-machi. " Map Sei No. 3 "
- (4) Land, buildings and premises, 20 and 22 Mannen-machi. " Map Sei No. 4 and No. 5 "
- (5) Land, buildings and premises, 15, 17 and 18 Hamamatsu-machi. " Map Sei No. 6 "
- (6) Land, buildings and premises, 17 and 18 Bakwan-machi. " Map Sei No. 7 "
- (7) Land, buildings and premises, 11 Saga-machi, " Map Sei No. 8 "
- (8) Land (15,000 tsubo), high ground north of Kasumigaseki-tori. " Map Sei No. 9 "

B. Properties required for the Japanese community :

- (1) Japanese Association : land, buildings and premises, 10 Shidzuoka-machi. " Map Sei No. 10 "
- (2) Chemical Laboratory : land, buildings and premises, 22 Hasakura-machi. " Map Sei No. 11 "
- (3) Tsingtao Hospital : land, buildings and premises, 15 Mannen-machi. " Map Sei No. 12 "
- (4) Middle School : land, buildings and premises, Ariake-machi. " Map Sei No. 13 "
- (5) Girls' High School : land, buildings and premises, Mikasa-machi. " Map Sei No. 14 "
- (6) First Primary School : land, buildings and premises, Hanasaki-machi. " Map Sei No. 15 "
- (7) Tsingtao Shrine : land, buildings and premises, Wakatsuruyama. " Map Sei No. 16 "
- (8) War Monument : land, buildings and premises, Asahi-yama. " Map Sei No. 17 "
- (9) Tsingtao Sanctuary : land, buildings and premises, Kosu-machi. " Map Sei No. 18 "

- (10) Crematorium : land, buildings and premises, Tatsumi-machi. " Map Sei No. 19".
(11) Cemetery : land, Asahi-yama. " Map Sei No. 20".

The land included in the properties to be retained by the Government of Japan, as mentioned in the preceding two paragraphs, is confined within the lines of demarcation indicated on the maps attached hereto.

Article VIII.

All such public properties, exclusive of those provided for in the preceding Article, as exist in the former German Leased Territory of Kiaochow shall be transferred to the Government of China.

Article IX.

The arrangements of public properties existing along the Kiaochow-Tsinanfu Railway which are to be retained or used by the Government of Japan under the Agreement for the Withdrawal of Troops along the Shantung Railway shall be separately agreed upon between the Governments of Japan and China on the occasion when it is settled, which places are to be opened to trade.

SECTION V.

TELEGRAPH AND TELEPHONE.

Article X.

The Government of Japan shall transfer to the Government of China, without compensation, one-half of the Tsingtao-Sasebo cable ; the Sasebo end of this cable shall be operated by the Government of Japan and the Tsingtao end by the Government of China.

Article XI.

Matters relative to the arrangements of the cable mentioned in the preceding Article shall be separately agreed upon between the Governments of Japan and China.

Article XII.

The Government of China declare that they will on their own initiative put an end, upon the expiration of the term of monopolies and special rights concerning the telegraph which are at present enjoyed by certain foreign companies, to such monopolies and rights, and that they will not grant any further monopoly concerning the telegraph either to any foreign Government or to any company or private individual.

Article XIII.

The Government of China shall, upon taking over the Tsingtao and the Tsinan Wireless Stations, open them for public telegraphic service between the following points :

- (a) Between the Tsingtao Wireless Station and vessels at sea.
- (b) Between the Tsingtao Wireless Station and the Tsinan Wireless Station (for so long a period as the latter station shall exist).

Article XIV.

The Government of China shall continue to handle telegrams written in the Japanese syllabary at the following telegraph offices :

- (1) The Tsingtao Cable Station.
- (2) The Tsingtao Wireless Station.
- (3) The Telegraph Offices at Tsingtao, Sze-fang and Tsang-kow.

When telegrams written in the Japanese syllabary are handled at the above-mentioned Telegraph Offices at Sze-fang and Tsang-kow, there shall be charged for such telegrams a special fee, the amount of which shall be separately agreed upon between the competent authorities of Japan and China.

Article XV.

The Government of China shall, upon taking over the Kiaochow-Tsinanfu Railway (including its branches), open for public service the telegraph offices at the main stations along the said Railway.

Article XVI.

The Government of China shall, upon taking over the equipment of the military telephone between Tsingtao and Tsinan, open it to the public and shall give adequate facilities to its users.

SECTION VI.

SALT INDUSTRY.

Article XVII.

The Governments of Japan and China, in accordance with the provisions of Article XXV of the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung, have agreed upon the following terms for the exportation to Japan of salt produced along the coast of Kiaochow Bay :

- (1) Japan shall, for a period of 15 years beginning with the twelfth year of Taisho, purchase Tsingtao salt to the amount of neither more than 350,000,000 " kin " nor less than 100,000,000 " kin " in each year : provided that, upon the expiration of the aforesaid period, further arrangements shall be made.
- (2) The Government of China shall conduct an examination of the quality (including colour) of the Tsingtao salt to be purchased by Japan, conformably with the Regulations concerning the Examination of the Quality of Salt adopted by the Government of Japan in the first month of the tenth year of Taisho : provided that, in case of necessity for any change in future, further arrangements shall be agreed upon.
- (3) The place of the delivery of salt shall be a warehouse at Moji or at any other place that may be designated by the competent authorities of Japan : provided that, with regard to salt imported through any place other than Moji, there shall be paid the difference in freight (between the freight charges to the particular place of importation and those to Moji) similar to that payable in the case of other imported salt.
- (4) Other matters relating to the purchase by Japan of Tsingtao salt shall be agreed upon between the competent authorities of Japan and China.

SECTION VII.

COMPENSATION FOR PUBLIC PROPERTIES AND FOR SALT INDUSTRY.

Article XVIII.

The Government of China shall pay to the Government of Japan a sum of 16,000,000 gold yen in Japanese currency as compensation for the transfer of public properties under Article VI of the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung, as well as for the purchase, under Article XXV of the said Treaty, of the interests of Japanese subjects or companies actually engaged in the salt industry along the coast of Kiaochow Bay.

Of the above-mentioned amount, a sum of 2,000,000 gold yen in Japanese currency shall be paid in cash within one month of the transfer of the public properties and the salt industry.

Article XIX.

The Government of China shall, upon the completion of the transfer of the public properties and the salt industry, deliver to the Government of Japan Treasury Notes in payment of a sum of 14,000,000 gold yen in Japanese currency.

Article XX.

The terms of the Treasury Notes mentioned in the preceding Article are as follows :

(1) The total amount of the face value of the Treasury Notes shall be 14,000,000 gold yen in Japanese currency.

(2) The Treasury Notes shall bear interest at 6 per cent per annum.

(3) The Treasury Notes shall be redeemed in fifteen years, and, after standing unredeemed for a year and beginning with the second year, shall be annually redeemed in two instalments of 500,000 gold yen each on the dates fixed for the payment of interest ; provided, however, that the said Notes may, either in whole or in part, be redeemed at any time upon three months' notice.

(4) Besides the Treasury Notes being secured on the surplus of Customs revenue and salt gabelle, the Government of China shall consider and select other reliable securities and arrange the matter as soon as possible with the Japanese Minister at Peking.

The Government of China shall, in case of consolidation in future of her foreign debts, include, at the first opportunity, the Treasury Notes in question in the scheme of such consolidation.

(5) The Government of China engage that, in case the above-mentioned securities are not sufficient to cover the principal and interest of the Treasury Notes, the deficit shall be paid out of other sources of revenue.

(6) The interest of the Treasury Notes shall be paid every six months, dating from the day on which the Notes shall have been delivered.

(7) The place for the payment of the principal and interest of the Treasury Notes shall be at Tokio, and the Yokohama Specie Bank shall be designated to handle the business connected with such payment. In case the Government of Japan wish at their convenience to change the place of payment or the designated bank, they shall confer with the Government of China.

(8) The Government of China shall exempt the Treasury Notes and coupons as well as the payment and receipt of the principal and interest of the said Notes from all public imposts.

(9) The Government of Japan, after the Treasury Notes have been delivered, can freely at their convenience transfer the said Notes to others whether in whole or in part.

(10) The Treasury Notes shall be styled " Tsingtao Public Property and Salt Industry Compensation Gold Yen Treasury Notes ".

(11) The Treasury Notes, with coupons attached payable semi-annually, shall designate the mark, number, date of delivery, signature and seal of the representatives of the Chinese Government, amount, rate of interest, term of redemption, securities, the Chinese Government's guarantee of payment, mode of paying principal and interest, the bank concerned and any other matters necessary for the exercise of their rights by the holders of the Notes.

The Treasury Notes shall be issued in two denominations of 100,000 gold yen and 500,000 gold yen respectively and to such number as is required.

(12) The expenses for the issue of the Treasury Notes shall be met by the Government of China.

(13) The Government of China, pending the issue of the Treasury Notes proper, shall issue and deliver provisional notes.

SECTION VIII.

MINES.

Article XXI.

The Governments of Japan and China, in order to establish the company provided for in Article XXII of the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung, shall cause the inaugural committees elected respectively by the Japanese and Chinese financial groups to undertake the business connected with the establishment of the said company.

Article XXII.

The Government of Japan, when the company has been established under a special charter of the Government of China, shall hand over to the said company the mines of Tsechwan, Fangtze and Chinlingchen as well as the properties appurtenant thereto.

Article XXIII.

The company mentioned in the preceding Article shall be made a joint concern of Japanese and Chinese nationals, its capital to be subscribed one-half by the Japanese and the other half by the Chinese.

The same shall apply in case of an increase in the capital of the said company.

Article XXIV.

The amount of compensation to be paid by the above-mentioned company to the Government of Japan shall be 5,000,000 gold yen.

Article XXV.

Detailed arrangements relative to the payment of compensation mentioned in the preceding Article shall be agreed upon between the Government of Japan and the said company on the latter's establishment.

SECTION IX.

MARITIME CUSTOMS AT TSINGTAO.

Article XXVI.

The Government of China shall continue in operation the bonded area system as at present maintained at Tsingtao.

Article XXVII.

The Government of China agree that all goods coming under the provisions of Article III (c) of the Amendment of 1905 to the Agreement relating to the Establishment of a Maritime Customs House at Tsingtao, which were *bona fide* contracted for previous to the date of the fourth day of the second month of the eleventh year of Taisho, shall, if imported within four years from the said date, be admitted free of import duty.

Article XXVIII.

The Government of China shall, after the tenth day of the twelfth month of the eleventh year of Taisho, place manufactories in the former German Leased Territory of Kiaochow on the same footing as manufactories at other Treaty Ports in China ; provided that, in the event of the existing regulations and procedure being altered after the said date, all materials that have been introduced into a manufactory under the provisions of the Agreement of April 17, 1907, and the products manufactured from them shall, on presentation to the Maritime Customs House at Tsingtao of the necessary proofs, be entitled to the treatment laid down in the said Agreement.

In witness whereof, the Japanese and Chinese Commissioners have signed the present Agreement, in duplicate in the Japanese and Chinese languages and have thereunto affixed their seals, one copy in Japanese and the other in Chinese, to be kept by each side of the Commissioners.

Done at Peking, this first day of the twelfth month of the eleventh year of Taisho, or the first day of the twelfth month of the eleventh year of the Chinese Republic.

(L. S.) YUKICHI OBATA.
(L. S.) MASANOSUKE AKIYAMA.
(L. S.) KATSUJI DEBUCHI.
(L. S.) CHENGTING THOMAS WANG.
(L. S.) TSAI-CHANG TANG.
(L. S.) TUNG-FAN HSU.
(L. S.) CHEN KAN.

[Map omitted.]

ANNEX

TO THE AGREEMENT ON DETAILED ARRANGEMENTS FOR THE EXECUTION OF THE TREATY
FOR THE SETTLEMENT OF OUTSTANDING QUESTIONS RELATIVE TO SHANTUNG.

I.

WITHDRAWAL OF JAPANESE TROOPS.

The Government of China, before the withdrawal and return of the Japanese troops at Tsingtao, as well as of the Japanese officials at Tsingtao and along the Kiaochow-Tsinanfu Railway, shall afford them such facilities and privileges as may be required for their stay, withdrawal and return.

As to the above-mentioned facilities and privileges, they shall be agreed upon by the Sino-Japanese Committees provided for in Article II of the present Agreement.

II.

VESTED RIGHTS.

The vested rights of foreigners shall be suitably adjusted between the Chinese local authorities at Tsingtao and the Japanese Consular officers in accordance with the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung, the Annex thereto and the Agreed Terms of Understanding relating to the said Treaty.

III.

LAND.

The Government of China agree that with respect to the leased land which is covered by the provision of Paragraph IV, Article VI of the present Agreement, the *status quo* shall be maintained until the prescribed procedure shall have been fulfilled.

IV.

FARMS.

The Government of China may take over by purchase, for fair compensation, the Kunitake Farms and other large farms under the management of Japanese, situated in the former German Leased Territory of Kiaochow.

Details concerning the above-mentioned purchase shall be agreed upon between the Administration of the Port of Kiaochow and the Japanese Consular officers.

V.

PUBLIC PROPERTIES.

(1) The Government of Japan, in view of their retaining a cemetery of 10,040 tsubo (Map Sei No. 20) on Asahiyama, in accordance with Article VII of the present Agreement, declare that they will transfer to the Government of China the land for cemetery which has hitherto been used.

(2) The Government of China, while agreeing that the boundaries of the land for the Tsingtao Shrine and the War Monument shall be fixed as indicated on the appended maps, declare that

they will preserve and will not release the forest within the existing iron-wire fences, and that they will agree to the unrestricted use of the said forest area when required for purpose of festival or otherwise.

(3) The Government of China declare that, upon taking over the Tsingtao Observatory, it will be managed along the following lines :

(a) For the time being, the Japanese at the said Observatory, without receiving any remuneration from the Government of China, shall continue their duties, as heretofore, for the management and maintenance of the said Observatory.

The Government of China shall afford all possible facilities in regard to telegrams for the exchange of the reports between the above-mentioned Observatory and Japanese observatories.

(b) When in future a Chinese staff for the said Observatory, on being sufficiently trained, replaces the Japanese hitherto in service, further arrangements shall be made with regard to connections between the said Observatory and Japanese observatories.

(4) The Government of China declare as follows with respect to the under-mentioned properties taken over under Article VIII of the present Agreement :

(1) Permission is given for the lease, without compensation, of the land, buildings and premises of the Asahi Barracks for the use of the Commercial University.

(2) Permission is given for the continued lease, without compensation, of the land, buildings and premises which are now leased to the Tsingtao Gakuin.

(3) Permission is given for the continued lease, without compensation, of the land which is now leased to the Marine Association.

(4) The Tsingtao Market, the Kominato-machi Public Landing Place, the Horse-Training Ground (at Maidzuru-machi), the Horse-Shoeing Place (at Saga-machi) as well as the Race-Ground and buildings and premises thereto shall be reasonably dealt with by the Administration of the Port of Kiaochow.

(5) The lands and buildings of the International Club (at 1 Shidzuoka-machi), the Golf Club (within the Parade Ground at Asahi-machi) and the Tennis Club (at Ryojun-machi) shall be managed by them, without paying any compensation, under the supervision of the Administration of the Port of Kiaochow.

(6) The rent for the land now leased to various religious and charitable institutions shall be specially reduced.

(7) Adequate facilities shall be afforded in regard to the land, buildings and premises now leased to the Tsingtao Shimpo Sha (at Shidzuoka-machi) and the Tsinan Nippo Sha (at Shidzuoka-machi).

As to the dormitories (at Maidzuru-machi) of the Tsingtao Shimpo Sha, their existing lease shall be continued for one year from the date of the signature of the present Agreement.

(8) The Experimental Farm at Litsun, all the Chinese public schools in the former German Leased Territory of Kiaochow and the Isolation Hospital at Taihsichien shall as a matter of course be maintained, managed and enlarged.

(9) The Parade Ground at Asahi-machi and the Target-Practice Ground at Chanshan shall be maintained and managed by the Administration of the Port of Kiaochow, and it shall permit both Chinese and foreigners to use them in accordance with its Regulations for the Control of Public Properties.

(10) The Pilots' Office (at Himeji-machi, by the Tsingtao Pier) shall as a matter of course be maintained and managed by the Administration of the Port of Kiaochow.

The institutions and enterprises mentioned in the foregoing paragraphs, except those managed by the Administration of the Port of Kiaochow, shall obtain its approval in regard to their organisation and regulations and shall observe general rules of the said Administration.

VI.

ELECTRIC LIGHT, STOCKYARD AND LAUNDRY.

The Government of China, with respect to the formation of companies for undertaking enterprises relating to electric light (including, as an auxiliary enterprise, the supply of electric power), stockyard and laundry, agree to their formation under Chinese charter, to their being managed with joint Chinese and foreign (including Japanese) capital and to the participation in the said companies of Japanese members (including directors) in proportion to the amount of Japanese capital invested therein.

As to the formation of a laundry company, consideration shall be given to the contracts of Japanese concerning the laundry which is under lease to them and is in actual operation.

VII.

TELEPHONE.

(1) The Government of China shall employ, for a period of six months after the date of taking over the telephone enterprise in the former German Leased Territory of Kiaochow, operators in the Telephone Office concerned who are conversant with the Japanese language for the sake of telephone users who speak the said language.

(2) The Government of China, upon taking over the above-mentioned telephone enterprise, shall cause the Telephone Office concerned to decide upon a standardised system for use in telephone calls and exchange for the purpose of meeting the convenience of telephone users.

VIII.

SALT INDUSTRY.

(1) In case circumstances relating to the demand or production of salt in Japan and China render it difficult to make or take delivery of the minimum or the maximum quantity for purchase as stipulated under Article XVII (1) of the present Agreement, with respect to the exportation of Tsingtao salt, the quantity for purchase in the particular year shall be suitably agreed upon irrespective of the specified quantities referred to above.

(2) The Tsingtao salt to be purchased by the Japanese Monopoly Bureau is restricted to the quality required by the said Bureau: provided that, in cases where an inferior kind of salt not required by the Japanese Monopoly Bureau shall have been imported, the reduction of price or other arrangements shall be agreed upon between the competent authorities of Japan and China.

(3) The purchase price and also matters relating to salt to be imported by manufacturers for their own industrial purposes shall be agreed upon between the competent authorities of Japan and China.

(4) The selection of the export agents, upon the nomination of candidates by the competent authorities of China, shall be agreed upon between them and the competent authorities of Japan. The Government of China shall permit the free exportation of Tsingtao salt to Korea.

(6) Both the crude and refined salt representing the remaining stock-in-trade, actually owned or possessed by salt merchants or manufacturers at the time of the transfer of the salt industry at Tsingtao, as well as any salt already contracted for may be freely exported on the same conditions as those at present existing up to and including the date of the thirty-first day of the third month of the twelfth year of Taisho.

IX.

MINES.

(1) The shares of the Company are transferable only among the respective nationals of Japan or of China, as the case may be.

The same shall apply in case of the mortgaging of the said shares.

(2) The Company shall appoint the following officers :

9 Directors ;

2 Auditors.

Four of the Directors shall be Japanese and the other five, Chinese : one of the Auditors shall be Japanese and the other, Chinese. They shall be chosen from among the Japanese and Chinese shareholders respectively.

The organisation of the Council of Directors and Auditors shall be agreed upon between the representatives of the Japanese and Chinese financial groups concerned.

(3) The Company may appoint two or three managing officials of the Shantung Railway to be its own advisers.

(4) The capital of the Company, its shares, general meetings of shareholders and other matters shall be provided for in the statutes of the Company. ††

(5) The sum of 5,000,000 gold yen representing the compensation to be paid by the Company to the Government of Japan shall bear no interest, and, in payment thereof, the Company, in case of paying a dividend of not less than 8 per cent per annum, shall deliver to the Government of Japan an amount equivalent to the one-half of the net profit in excess of the said percentage.

(6) The Company shall enjoy a treatment equal to that accorded to other persons or groups of persons working mines who enjoy the minimum rates and the most favourable treatment in China in regard to Mining Area Tax, Mining Output Tax, Maritime Customs duties and all other imposts.

(7) The Government of China shall, for the transportation of the Company's coal, cokes and ore, cause the same favourable treatment to be accorded to the company as is enjoyed by mining companies in other places in regard to special freight charges, the assignment of freight cars, the erection of storehouses for coal, cokes and ore, the extension of railway lines and other matters. Details of such arrangements shall be agreed upon between the Mining Company and the Kiaochow-Tsinanfu Railway.

(8) The coal required by the Kiaochow-Tsinanfu Railway shall be supplied by the Company at approximately the cost price.

(9) The Government of China guarantee that they will permit the establishment at the Tsingtao Wharves in future of wharves for the exclusive use of the mines in Shantung.

The site of the said wharves and other details shall be agreed upon between the Administration of the Port of Kiaochow and the Company as the occasion may require.

(10) The Company, in its relations with railways and wharves, in addition to what has been stated in the foregoing paragraphs, shall enjoy the most favourable treatment which is enjoyed by other mining companies in China.

(11) Contracts for work (*Contrats à forfait*) at Fangtze and Tsechwan shall in their present condition be transferred to the Company and shall in future be agreed upon between the Company and the contractors concerned.

(12) The disposal of the properties which belonged to the old Mining Company, the use of which has been permitted to other Bureaux, shall be agreed upon between the Company and the respective Bureaux.

(13) When the Company, in case the term of its existence shall have been fixed, continues to exist upon the expiration of the said term, the agreements stipulated in the foregoing paragraphs shall continue to apply.

X.

MARITIME CUSTOMS AT TSINGTAO.

(1) The Government of China declare that the favourable treatment actually extended to various goods at the Maritime Customs House of Tsingtao at the time of the signature of the present Agreement shall continue to be extended in the Bonded Area provided for in Article XXVI of the present Agreement.

(2) The Government of China permit Japanese traders in the former German Leased Territory of Kiaochow to communicate in the Japanese language with the Customs House of Tsingtao.

(3) The Government of China shall cause the Inspector-General of Customs, in the selection of necessary staff for the Customs-House of Tsingtao, to give consideration, within the limits of the Service Regulations of the Chinese Maritime Customs now in force, to the various needs of actual trade at Tsingtao, and to confine the change in the present personnel to the smallest possible extent.

(4) The properties belonging to the former Maritime Customs-House at Tsingtao shall be separated from the question of the public properties at Tsingtao, and shall be decided upon by the Inspector-General of Customs and the Japanese authorities at Tsingtao.

(L. S.) YUKICHI OBATA.

(L. S.) MASANOSUKE AKIYAMA.

(L. S.) KATSUJI DEBUCHI.

(L. S.) CHENGTING THOMAS WANG.

(L. S.) TSAI-CHANG TANG.

(L. S.) TUNG-FAN HSU.

(L. S.) CHEN KAN.

December 1, eleventh year of Taisho, or December 1, eleventh year of the Chinese Republic.

AGREED TERMS OF UNDERSTANDING

CONCERNING AGREEMENT ON DETAILED ARRANGEMENTS FOR THE EXECUTION OF THE TREATY
FOR THE SETTLEMENT OF OUTSTANDING QUESTIONS RELATIVE TO SHANTUNG.

I.

JUDICIAL MATTERS.

The provisions of Article IV of the present Agreement shall apply without prejudice to the provisions of Article XXIV of the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung and of II, Annex to the present Agreement.

II.

LAND.

(1) The Government of Japan declare that in future they will respect the Land Regulations of the Open Port of Kiaochow in so far as these regulations shall not prejudice the rights and interests enjoyed by foreigners by custom in other open ports in China as well as by treaties of commerce and navigation.

(2) In case the other leased territories in China, upon their restoration, are opened to trade in future, the rights and interests relating to land that may be enjoyed by foreigners in the places so opened shall likewise be enjoyed by them in the Open Port of Kiaochow.

III.

PUBLIC PROPERTIES.

(1) The disposal of and compensation for the fixtures, furniture and stores (exclusive of those left by Germany) which are appurtenant to the public properties to be handed over to China shall be agreed upon by the Japanese and Chinese Committees provided for in Article II of the present Agreement.

(2) The Government of China declare that they will, in accordance with the fixed plan, proceed with and complete the work for the extension of No. 1 Wharf at Tsingtao which is now being undertaken by the Japanese authorities.

(3) The Government of Japan agree to transfer to the Government of China dredgers, small steamers and other vessels (as hereinafter mentioned), it being declared that the Chinese authorities will allow the *Sokuboku Maru* to continue to be used, without compensation, by pilots.

1. Steamers.

Belonging to the Harbour Office :

Sokuboku Maru.
Seito Maru.
Sansui Maru.

Belonging to the Water Gendarmerie Detachment :

Rozan Maru.

Belonging to the Port Office :

Wakazuru Maru.
Koto Maru.
Chiyo Maru.
Fuzan Maru.
Santo Maru.
Kyusui Maru.

Belonging to the Wharf Office :

Aiot Maru.
Kozan Maru.
Issui Maru.
Nisui Maru.

2. Miscellaneous Vessels.

Belonging to the Harbour Office :

Fumigation ship	1
" Dambei "	1
" Temma " of small type	2
Junk	1
Other various ships	7

Belonging to the Port Office :

35-ton floating crane	I
Priestman Dredger, Shoko Go	I
Priestman Dredger, Taiko Go	I
Pontoon	2
Lighter	3
" Temma "	5
Junk	3
Row-boat	9
Cargo-carrier of small type	I
Hopper barge	II

Belonging to the Wharf Office :

22-ton floating crane	I
Various ships.	4
Motor launch	I

(4) The Government of China declare that, until the full payment of the compensation in regard to public properties shall have been made, the wharves (including warehouses) at Tsingtao will not be made security for any foreign debt. Should it become necessary to make the said wharves security for a foreign debt, the Government of China undertake to consult Japan first.

(5) The Government of China declare that they will in future effect, speedily and at a specially reduced price or rent, the transfer or lease of houses for the accommodation of teachers in the various Japanese schools in the former German Leased Territory of Kiaochow.

(6) The Governments of Japan and China consider that the Sino-Japanese disputes relating to the question of the Sze-fang Electric Power Station have in fact been settled by the participating of persons concerned with the establishment of the said Electric Power Station in the negotiations between the Japanese and Chinese parties concerned for the establishment of a new company to manage the Tsingtao Electric Power Station as well as in the organisation of the said company.

(7) Of the public properties existing along the Kiaochow-Tsinanfu Railway, those which it has been decided shall be retained by the Government of Japan, come under (a) and (b), as herein-after mentioned. The retention of, or compensation for, the properties under from (c) to (j) as hereinafter mentioned shall, in accordance with Article IX of the present Agreement, be negotiated over between the Governments of Japan and China on the occasion when it is settled which places along the said Railway are to be opened to trade.

(a) Official residences of the garrison at Tsinanfu	9
(b) Official residence of the Commander of the gendarmerie detachment at Tsinanfu	I
(c) Officers' Club at Fangtze and houses appurtenant thereto	2
(d) Dormitories for the non-commissioned officers and first privates of the gendarmerie detachment at Fangtze	5
(e) Offices and official residences of the gendarmerie detachment at Weihsien	2
(f) Offices and official residences belonging to the gendarmerie detachment at Changtien	3
(g) Offices and official residences of the gendarmerie squad at the Tsechwan Colliery	3
(h) Offices and official residences of the gendarmerie detachment at Poshan	2
(i) Barracks of the detachment at Poshan	I
(j) Offices and official residences of the gendarmerie squad at Choutsun	I

The amount of compensation to be paid by the Government of China to the Government of Japan under Article XVIII of the present Agreement does not include the value of the above-mentioned properties coming under from (a) to (j).

(8) The properties mentioned in the preceding Clause shall continue to be held by the Government of Japan until their disposal shall have been determined by the negotiation between the Governments of Japan and China provided for in Article IX of the present Agreement.

(9) The Governments of Japan and China, on the occasion when it is settled which places are to be opened to trade, shall enter into negotiation regarding the use to be made of the primary schools and hospitals established by the Government of Japan at several places along the Kiaochow-Tsinanfu Railway.

The said schools and hospitals shall continue to be used as at present until a settlement shall have been reached by the negotiation mentioned above.

IV.

TELEGRAPH AND TELEPHONE.

(1) The Governments of Japan and China will, within six months at latest, make an arrangement regarding the working, until the termination of the monopolies mentioned in Article XII of the present Agreement, of the Tsingtao-Sasebo cable, substantially along the following lines :

(1) The Government of China shall entrust to Japan, for the time being, the working of the Tsingtao end of the said cable to Japan.

(2) The Telegraph Office entrusted with the working mentioned in the preceding paragraph (hereinafter referred to merely as " the Telegraph Office ") shall not directly deal with the acceptance or delivery of public telegrams ; all the business of this kind shall be handled by the Chinese Telegraph Office at Tsingtao.

(3) The land and buildings (including lodging-houses for the staff), equipment and apparatus (wires, materials), and others required by the Telegraph Office, as well as the connecting lines from the said Telegraph Office to the spot where the Tsingtao-Sasebo cable is landed, shall be supplied by China ; all the current expenses for the Telegraph Office and the connecting lines shall be met by China.

(4) The number and salaries of the personnel of the Telegraph Office shall be agreed upon between Japan and China, the Head Officer and the Engineers shall be appointed by Japan and the Accountant by China, and many of the operators shall be Chinese.

(5) The Governments of Japan and China shall attend to the maintenance and preservation of their respective one halves of the above-mentioned cable.

(6) The cable charges on ordinary telegrams written in a language of international currency to be sent from various places in Japan to various places in China and *vice versa* by the said cable shall be 50 centimes per word, and Japan and China shall each acquire one-half of the proceeds from such charges ; various other kinds of telegram charges shall be separately fixed.

2. Until the above-mentioned arrangement between Japan and China regarding the Tsingtao-Sasebo cable shall have come into effect, Japan shall hold and work the said cable for the time being and thus maintain its *status quo*.

(3) Communication for connection between the Tsingtao Wireless Station and the Dairenwan Wireless Station shall be agreed upon between the competent authorities of Japan and China.

(4) The Governments of Japan and China agree that the arrangement made on the twenty-sixth day of the third month of the sixth year of Taisho, regarding the disposal of Sino-Japanese postal and telegraphic business in the Leased Territory of Kiaochow and along the Shantung Railway at present both under Japanese control, as well as the detailed regulations of the tenth day of the tenth month of the seventh year of Taisho, relative to the said arrangement, together with appurtenant documents, shall cease to be effective on the day when the Kiaochow-Tsinanfu Railway (including its branches) shall have been transferred to the Government of China.

(L. S.) YUKICHI OBATA.

(L. S.) MASANOSUKE AKIYAMA.

(L. S.) KATSUJI DEBUCHI.

(L. S.) CHENGTING THOMAS WANG.

(L. S.) TSAI-CHANG TANG.

(L. S.) TUNG-FAN HSU.

(L. S.) CHEN KAN.

December 1, eleventh year of Taisho, or December 1, eleventh year of the Chinese Republic.

NOTES EXCHANGED CONCERNING RIGHTS OF LAND-OWNERSHIP.

FROM THE CHIEF CHINESE COMMISSIONER TO THE CHIEF JAPANESE COMMISSIONER.

December 1, 11th year of the Chinese Republic.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to state that with regard to the rights relating to land in the former German Leased Territory of Kiaochow, acquired and at present retained by foreigners by purchase or other means, the Chinese Commissioners beg to propose that the land for agricultural purposes shall be recovered by China on making due payment for it, but that other kinds of land shall be permitted to be leased and used without compensation during the term for which the German Lease of Kiaochow was granted, this permission for lease and use without compensation being understood to be in the nature of payment for the recovery of the land concerned, which may be effected by the Chinese Government after the term for which the German Lease of Kiaochow was granted shall have expired. In cases where the lease and use of such land are to be continued, the matter shall be dealt with in accordance with the Regulations of the Port Administration.

I venture to state that, in the view of the Chinese Commissioners, the above proposals are eminently fair and appropriate, and that if the Japanese Commissioners should insist on their proposal for the recognition of the right of perpetual lease, the present question could only be left outstanding to be separately settled subsequently between the Japanese and Chinese Governments.

I avail, etc.

(L. S.) CHENGTING THOMAS WANG,
Chief Chinese Commissioner.

His Excellency Yukichi OBATA,
Chief Japanese Commissioner.

FROM THE CHIEF JAPANESE COMMISSIONER TO THE CHIEF CHINESE COMMISSIONER.

December 1, 11th year of Taisho.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to observe that, in spite of the repeated discussions by the Commission of the question of rights of land-ownership acquired and at present retained by foreigners in the former German Leased Territory of Kiaochow by purchase, whether from private persons or public authorities or by reclamation, no agreement of views, unfortunately, has been arrived at on the matter between the Chinese and Japanese Commissioners. Refusing to maintain the *status quo* of these landed rights as vested rights, the Chinese Commissioners propose that land of the description under consideration shall be permitted to be leased and used without compensation during the term for which the German Lease of Kiaochow was granted, but that with regard to the lease and use of such land after that term shall have expired, the matter shall be dealt with in accordance with the Regulations of the Port Administration. The Chinese Commissioners state that if the Japanese Commissioners should insist on their own proposal, the present question could only be left outstanding to be separately settled between the Chinese and Japanese Governments.

I beg to state that the Japanese Commissioners, solely actuated by a desire to safeguard the vested rights acquired lawfully by foreigners and also paying regard to the explicit undertakings which Your Excellency's country has already given to foreign countries, have intimated that Japan would, in so far as foreigners of other nationalities agree, consent to a proposal that the above-mentioned landed rights should be treated as rights of perpetual lease without payment of compensation. I am confident that this proposal of the Japanese Commissioners is in no way

improper when considered in the light of treaty stipulations and of provisions relating to the special areas such as those in Tientsin and Hankow concerning which questions have arisen between your Government and the Diplomatic Corps at Peking. If, however, the Chinese Commissioners should insist on their own views, the only course open to the Japanese Commissioners would be to agree to the proposal that the present question should be left to be subsequently discussed through the diplomatic channels of the two countries.

I avail, etc.

(L. S.) YUKICHI OBATA,
Chief Japanese Commissioner.

His Excellency Chengting Thomas WANG,
Chief Chinese Commissioner.

NOTES EXCHANGED CONCERNING CLAIMS.

FROM THE CHIEF CHINESE COMMISSIONER TO THE CHIEF JAPANESE COMMISSIONER.

December 1, 11th year of the Chinese Republic.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to state that, with regard to question of claims for reparation, as stipulated in Section VI of the Agreed Terms of Understanding annexed to the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relating to Shantung, I proposed at the thirteenth meeting of the First Section of the Commission on August 10 last that a Sub-Committee should be formed in order to discuss the means of settling that question. At the twentieth meeting on September 4 last Your Excellency was good enough to make certain suggestions in response, but after discussions the proposal of the Chinese Commissioners for the immediate formation of the above-mentioned Sub-Committee could not secure the consent of the Japanese Commissioners. They suggested that since the investigation and settlement of the present question would require a considerable length of time, it was desirable that a special Joint Commission should be formed in accordance with Treaty stipulations in order to deal with the matter and thus to further the progress of the work of the Conference. They also stated that if, in compliance with their suggestions, the Joint Commission specified in the Agreed Terms of Understanding was to be separately formed, they would have no objection to ascertaining the views of the Japanese Government on the matter. Subsequently, negotiations took place between Your Excellency and the Wai Chiao Pu, but no agreement has been reached concerning any means of settlement. On the other hand, the Detailed Arrangements for the Execution of the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung are about to be satisfactorily concluded. The Chinese Commissioners accordingly desire, in the spirit of their last proposal, that the Commissioners of the two countries will unanimously recommend to their respective Governments that a proper number of officials shall be appointed as soon as possible in accordance with the treaty stipulations in order to form a Joint Commission for the express purpose of settling the present question, thereby terminating a question of many years' standing and promoting the friendship of the two countries. The Chinese Commissioners further desire that the amount of reparation which might be subsequently paid to China shall be deducted from the amount of the Treasury Notes to be delivered by China to Japan in payment of compensation.

I avail, etc.

(L. S.) CHENGTING THOMAS WANG,
Chief Chinese Commissioner.

His Excellency Yukichi OBATA,
Chief Japanese Commissioner.

FROM THE CHIEF JAPANESE COMMISSIONER TO THE CHIEF CHINESE COMMISSIONER.

December 1, 11th year of Taisho.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Notes regarding "VI. Claims, Agreed Terms of Understanding Recorded in the Minutes of the Japanese and Chinese Delegations concerning the Conclusion of the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung". I beg to state in reply that, as I have repeatedly explained at the meetings of the Commission, the question of claims does not properly fall within the competence of the present Commission, there being no room for any doubt on this point in the light of the express provisions of the Agreed Terms of Understanding, and my Government are in full agreement with this view. We have no authority to discuss the matter at the present Commission. If, however, your Government make any proposal not involving the present Commission, I believe that my Government will have no objection to agreeing to separate negotiations in accordance with the stipulations of the Agreed Terms of Understanding.

I avail, etc.

(L. S.) YUKICHI OBATA,
Chief Japanese Commissioner.

His Excellency Chengting Thomas WANG,
Chief Chinese Commissioner.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 560. — AGREEMENT BETWEEN CHINA AND JAPAN ON DETAILED ARRANGEMENTS FOR THE RAILWAY INVOLVED IN OUTSTANDING QUESTIONS RELATIVE TO SHANTUNG. (WITH AGREED TERMS OF UNDERSTANDING.) SIGNED AT PEKING, DECEMBER 5, 1924.

Présenté à l'enregistrement par le Chef du Bureau du Japon à la Société des Nations, le 6 novembre 1924.

Presented for registration by the Head of the Japanese Bureau for the League of Nations, November 6, 1924.

The GOVERNMENTS OF JAPAN and CHINA, in order to effect detailed arrangements for the transfer of, and compensation for, the Railway in accordance with the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung, signed at Washington on the fourth day of the second month of the eleventh year of Taisho, or the fourth day of the second month of the eleventh year of the Chinese Republic, have appointed their respective Commissioners to form a Joint Railway Commission provided for in the said Treaty, that is to say :

¹ Communiquée par le Chef du Bureau du Japon à la Société des Nations. Une traduction en français de cet accord a été publiée au vol. XXII, page 314 de ce Recueil.

¹ Communicated by the Head of the Japanese Bureau for the League of Nations. A French translation of this Agreement has been published in Vol. XXII, page 314, of this Series.

THE GOVERNMENT OF JAPAN :

Yukichi OBATA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;
Masanosuke AKIYAMA, Chief of the Tsingtao Civil Administration ; and
Takuichi OMURA, Engineer of the Railway Department ;

THE GOVERNMENT OF CHINA :

Chengting Thomas WANG, Director-General of the Rehabilitation of Shantung Rights ;
Chih-Chang LAO, Vice-Minister of Communications ;
Meng-Hsiung LU, Councillor to the Department of Communications ; and
Te-ching YEN, Engineer-in-Chief of the Department of Communications ;

Who have met at Peking and agreed upon the following Articles :

SECTION I.

TRANSFER OF THE KIAOCHOW-TSINANFU RAILWAY.

Article 1.

Japan shall, in accordance with the provisions of Article 14 of the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung, transfer to China the Kiaochow-Tsinanfu Railway and its branches, together with all properties appurtenant thereto, at noon on the first day of the first month of the twelfth year of Taisho, or the first day of the first month of the twelfth year of the Chinese Republic.

Article 2.

The transfer of the Railway properties mentioned in the preceding Article shall be carried out by the Japanese and Chinese Transfer Committees.

The said Committees shall complete their work within one month of the date of the transfer of the Railway.

Article 3.

All the documents, archives, registers, plans, title-deeds, etc. belonging to the Railway shall be transferred within the period specified in the second paragraph of the preceding Article.

SECTION II.

COMPENSATION FOR THE KIAOCHOW-TSINANFU RAILWAY.

Article 4.

The value of the Railway properties to be reimbursed by the Government of China to the Government of Japan under Article 15 of the Treaty for the Settlement of Outstanding Questions relative to Shantung shall be 40,000,000 gold yen in Japanese currency.

Article 5.

The amount of money mentioned in the preceding Article shall be delivered in Treasury Notes to the Government of Japan. The total amount of the face value of the Treasury Notes shall be the same amount as is mentioned in the preceding Article.

Article 6.

The Treasury Notes shall be styled " Kiaochow-Tsinanfu Railway Treasury Notes ".

Article 7.

The Treasury Notes shall be issued in two denominations of 100,000 gold yen and 1,000,000 gold yen respectively and to such number as is required.

Article 8.

The Treasury Notes shall bear interest at 6 per cent per annum.

Article 9.

The Treasury Notes shall be secured on the properties and incomes of the Kiaochow-Tsinanfu Railway.

The above-mentioned securities shall not be pledged for any domestic or any other foreign loan except when, in case of the flotation of a domestic loan by the Chinese Government for the redemption of the said Treasury Notes, a previous agreement shall have been reached between the Governments of Japan and China.

Article 10.

The Government of China agree that the principal and interest of the Treasury Notes shall be paid off with the incomes of the Kiaochow-Tsinanfu Railway, and that, in case such incomes are not sufficient to meet them, deficit shall be paid from other sources of revenue.

Article 11.

The interest of the Treasury Notes shall be paid every six months beginning from the date of the delivery of such Notes.

Article 12.

The Government of China shall exempt from all public imposts the Treasury Notes and coupons as well as the payment and receipt of the principal and interest of the said Notes.

Article 13.

The Government of Japan, after the Treasury Notes have been delivered, can freely at their convenience transfer the said Notes to others whether in whole or in part.

Article 14.

The place for the payment of the principal and interest of the Treasury Notes shall be at Tokio, and the Yokohama Specie Bank shall be designated to handle the business connected with such payment. In case the place of such payment (which shall in any case be either in Japan or China) or the designated bank should be changed at the convenience of the Government of Japan, they shall confer with the Government of China.

With regard to the method of making remittance to the bank dealing with the payment of principal and interest, the Government of China shall draw a bill of exchange through any bank of their free choice in respect to the remittance of the principal, but in regard to the remittance of the interest, through, in principle, either the Tsingtao Branch or the Tsinanfu Branch of the Yokohama Specie Bank, provided, however, that if the rate of exchange of any other bank should be lower, the Government of China may draw such a bill through it.

Article 15.

The incomes of the Railway shall, before the full payment of the principal and interest of the Treasury Notes, be deposited in the Tsingtao Branch or the Tsinanfu Branch of the Yokohama Specie Bank; provided, however, that when an amount equivalent to the monthly instalment of the interest is laid by every month in the said Bank out of the incomes of the Railway, the remainder may be deposited in any other reliable bank which may be chosen by the Director of Administrator Bureau of the Railway.

The withdrawal of any bank deposit of the Railway shall require the signatures of both the Japanese and Chinese Chief Accountants.

Article 16.

The Treasury Notes, with coupons attached payable semi annually, shall designate the mark, number, date of delivery, signature and seal of the representatives of the Chinese Government, amount, rate of interest, term of redemption, securities, the Chinese Government's guarantee of payment, mode of paying principal and interest, the bank concerned and any other matters necessary for the exercise of their rights by the holders of the Notes.

Article 17.

The expenses for the issue of the Treasury Notes shall be met by the Government of China.

Article 18.

The Government of China, pending the issue of the Treasury Notes proper, shall issue and deliver provisional notes.

In witness whereof, the Japanese and Chinese Commissioners have signed the present Agreement, in duplicate, in the Japanese and Chinese languages and have thereunto affixed their seals, one copy in Japanese and the other in Chinese to be kept by each side of the Commissioners.

(L. S.) YUKICHI OBATA.

(L. S.) CHENGTING THOMAS WANG.

(L. S.) MASANOSUKE AKIYAMA.

(L. S.) CHIH-CHANG LAO.

(L. S.) TAKUICHI OMURA.

(L. S.) MENG-HSIUNG LU.

(L. S.) TE-CHING YEN.

December 5, eleventh year of Taisho, or December 5, eleventh year of the Chinese Republic.

AGREED TERMS OF UNDERSTANDING

CONCERNING AGREEMENT ON DETAILED ARRANGEMENTS FOR THE RAILWAY
INVOLVED IN OUTSTANDING QUESTIONS RELATIVE TO SHANTUNG.

(1) The Railway properties to be transferred under Article 1 of the present Agreement shall include all the properties belonging at present to the Railway Bureau (*viz.* land, structures, buildings, etc. transferred from the Civil Administration Bureau, Communications Bureau, Army Bureau and others) except where stipulated otherwise.

(2) The cost of the locomotives manufactured by the Kawasaki Zosensho, to be delivered during the third month of the twelfth year of Taisho, is included in the compensation for the Railway.

(3) If, in the case of the second paragraph of Article 14 of the present Agreement, a delay is caused or remittance to the place of payment is not effected without any reasonable cause on account of the remittance having been made through a bank other than the Tsingtao or the Tsinanfu Branch of the Yokohama Specie Bank, the remittance shall thereafter be made under any circumstances through either Branch of the said Bank: if likewise a delay is caused or payment is not effected by either Branch of the said Bank, the remittance shall thereafter be made through any other bank.

(4) The continuation or otherwise in future of contracts and agreements concluded by the competent Japanese railway authorities and other questions relating thereto shall be settled by the Japanese and Chinese Transfer Committees.

(5) Any monetary rights acquired and liabilities incurred during the period of Japan's control of the Kiaochow-Tsinanfu Railway and remaining unsettled on the date of its transfer shall all be taken care of by the Government of Japan.

The settlement of the monetary rights and liabilities mentioned in the preceding paragraph and guarantee money, securities, and rental, of the Contracting Parties, etc. shall be agreed upon by the Japanese and Chinese Transfer Committees.

(6) The handling of the receipts and disbursements of the Railway and the method of management during the period of its transfer shall be agreed upon by the Japanese and Chinese Transfer Committees.

(7) The Government of China declare that in regard to the present employees of the Shantung Railway whose continued service is desired by the Government of China, the decision will be taken as soon as possible, in any case within one month of the day when the transfer of the Railway shall have begun and while the employees are engaged in the work of such transfer at their respective present posts.

The Government of China shall grant at the time of their dismissal allowances corresponding uniformly to one month's salaries to the employees dismissed from the service as a result of the above-mentioned decision taken by the Government of China.

The Joint Railway Commission agree that detailed arrangements for a change of personnel to be effected immediately on the transfer of the Railway shall be made by the Japanese and Chinese Transfer Committees.

(L. S.) YUKICHI OBATA.

(L. S.) CHENGTING THOMAS WANG.

(L. S.) MASANOSUKE AKIYAMA.

(L. S.) CHIH-CHANG LAO.

(L. S.) TAKUICHI OMURA.

(L. S.) MENG-HSIUNG LU.

(L. S.) TE-CHING YEN.

December 5, eleventh year of Taisho, or December 5, eleventh year of the Chinese Republic.

No. 636. — TREATY¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND IRELAND, SIGNED AT LONDON, DECEMBER 6, 1921.

Nº 636. — TRAITÉ¹ ENTRE LA GRANDE BRETAGNE ET L'IRLANDE, SIGNÉ A LONDRES LE 6 DÉCEMBRE 1921.

I.

Communication from the British Government.

I.

Communication du Gouvernement Britannique.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE.
S.W. 1.

FOREIGN OFFICE
S. W. 1.

November 27, 1924.

27 novembre 1924.

SIR,

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

I am directed by Mr. Secretary Chamberlain to acknowledge the receipt of your communication of the 11th July last, to the effect that at the request of the representative of the Irish Free State at Geneva " the Treaty concluded between Great Britain and Ireland on the 6th December 1921 " was registered on the 11th July with the Secretariat of the League of Nations.

D'ordre de M. le Secrétaire d'Etat Chamberlain, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication du 11 juillet dernier. Vous m'informiez qu'à la demande du Représentant de l'Etat libre d'Irlande à Genève, « le Traité conclu entre la Grande Bretagne et l'Irlande le 6 décembre 1921 » avait été enregistré le 11 juillet au Secrétariat général de la Société des Nations.

2. Since the Covenant of the League of Nations came into force, His Majesty's Government have consistently taken the view that neither it, nor any conventions concluded under the auspices of the League, are intended to govern the relations *inter se* of the various parts of the British Commonwealth. His Majesty's Government consider, therefore, that the terms of Article 18 of the Covenant are not applicable to the Articles of Agreement of 6th December, 1921.

2. Depuis l'entrée en vigueur du Pacte de la Société des Nations, le Gouvernement de S. M. a toujours estimé que ni le Pacte, ni aucune des conventions conclues sous les auspices de la Société ne sont destinés à régir les relations *inter se* des différentes parties du Commonwealth britannique. En conséquence, le Gouvernement de S. M. considère que les termes de l'article 18 du Pacte ne sont pas applicables aux articles de l'Accord du 6 décembre 1921.

I am, Sir, Your obedient Servant.

Veuillez agréer, etc....

(Signed) ALEXANDER CADOGAN.

(Signé) ALEXANDER CADOGAN.

The Secretary-General
League of Nations,
Geneva.

Au Secrétaire général,
Société des Nations
Genève.

¹ Volume XXVI, page 9 de ce Recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Vol. XXVI page of 9 this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

II.

*Communication from the Government
of the Irish Free State.*

AIREACHT
UM
GHNOTHAI COIGRICHE
(MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Saorstát Éireann
(Etat libre d'Irlande)
18th December, 1921.

SIR,

I am directed by the Minister for External Affairs to acknowledge the receipt of your communication of the 8th instant, enclosing copy of the letter addressed to you by the British Government concerning the Registration of the Treaty concluded between Great Britain and Ireland on the 6th December, 1921.

The Government of the Irish Free State cannot see that any useful purpose would be served by the initiation of a controversy as to the intentions of any individual signatory to the Covenant. The obligations contained in Article 18 are, in their opinion, imposed in the most specific terms on every member of the League and they are unable to accept the contention that the clear and unequivocal language of that Article is susceptible of any interpretation compatible with the limitation which the British Government now seek to read into it.

They accordingly dissent from the view expressed by the British Government that the terms of Article 18 are not applicable to the Treaty of 6th December, 1921.

I have the honour to be,
Sir, Your obedient Servant,

(Signed) J. P. WALSHE,
Secretary.

The Honourable
Sir Eric DRUMMOND, K.C.M.G.
Secretary General,
League of Nations
Geneva.

II.

*Communication du Gouvernement de l'Etat libre
d'Irlande.*

ETAT LIBRE D'IRLANDE.
MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Saorstát Éireann
(Etat libre d'Irlande)
Le 18 décembre 1921.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

D'ordre de M. le Ministre des Affaires étrangères, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre communication du 8 courant, à laquelle était jointe la copie d'une lettre, que vous avait adressée le Gouvernement britannique, au sujet de l'enregistrement du Traité conclu le 6 décembre 1921 entre la Grande-Bretagne et l'Irlande.

Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande estime qu'il n'y aurait aucune utilité à entamer une controverse quant aux intentions d'un signataire individuel quelconque du Pacte. Les obligations, figurant dans l'article 18, sont, à son avis, imposées dans les termes les plus expressément à tout Membre de la Société ; il lui est donc impossible d'accepter l'assertion, selon laquelle le langage net et dépourvu d'équivoque, de cet article, se prête à une intervention quelconque compatible avec la limitation que le Gouvernement britannique cherche à y lire maintenant.

Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande, en conséquence, ne partage pas l'opinion exprimée par le Gouvernement britannique d'après laquelle les termes de l'article 18 ne sont pas applicables au traité du 6 décembre 1921.

Veuillez agréer, etc....

(Signé) J. P. WALSHE,
Secrétaire.

L'Honorable
Sir Eric DRUMMOND, K.C.M.G.
Secrétaire général de la
Société des Nations.
Genève.

No. 4 a. — CONVENTION INTERNATIONALE¹ POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, SIGNÉE A PARIS LE 20 MARS 1883, RÉVISÉE A BRUXELLES LE 14 DÉCEMBRE 1900, ET A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, AVEC SON PROTOCOLE DE CLOTURE.

No. 4 a. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY, SIGNED AT PARIS, MARCH 20, 1883, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AND AT WASHINGTON JUNE 2, 1911, TOGETHER WITH THE FINAL PROTOCOL ANNEXED THERETO.

RATIFICATION.

*Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse
le 8 octobre 1924.*

ROUMANIE ... 30 juillet 1924

(Voir No 8, page 412 de ce volume.)

RATIFICATION.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
October 8, 1924.*

ROUMANIA ... July 30, 1924.

(See No. 8, page 413, of this volume.)

No. 5 a. — ARRANGEMENT² CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, SIGNÉ A MADRID LE 14 AVRIL 1891, RÉVISÉ A BRUXELLES LE 14 DÉCEMBRE 1900, ET A WASHINGTON LE 2 JUIN 1911.

No. 5 a. — AGREEMENT² CONCERNING INTERNATIONAL REGISTRATION OF TRADE MARKS, SIGNED AT MADRID, APRIL 14, 1891, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AND AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911.

RATIFICATION.

*Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse
le 8 octobre 1924.*

ROUMANIE ... 30 juillet 1924.

RATIFICATION.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
October 8, 1924.*

ROUMANIA ... July 30, 1924.

¹ Vol. III, page 277 ; vol. XI, page 426 ; vol. XV, page 326 et vol. XXIV, page 200, de ce Recueil.

² Vol. III, page 276 ; vol. XV, page 324 et vol. XXIV, page 204, de ce Recueil.

¹ Vol. III, page 277 ; Vol. XI, page 426 ; Vol. XV, page 326, and Vol. XXIV, page 201, of this Series.

² Vol. III, page 276 ; Vol. XV, page 324, and Vol. XXIV, page 204, of this Series.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

No. 45 a. — OPZEGGING DOOR DE GRIEKSCHE REGEERING VAN HET TUSSCHEN GRIEKENLAND EN NEDERLAND GESLOTEN VERDRAG¹ VAN HANDEL EN SCHEEPVAART VAN 22 FEBRUARI 1843, ALSMEDE VAN DE ADDITIONNEELE OVEREENKOMST² VAN 18/30 JUNI 1851.

Communiquée par le Ministre des Pays-Bas à Berne le 22 octobre 1924.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, October 22, 1924.

BRIEF VAN DEN MINISTER VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

No. 1.

's GRAVENHAGE, 25 September 1924.

De ondergeteekende heeft de eer ter kennis van de Tweede Kamer der Staten-Generaal te brengen, dat de Grieksche Regeering, blijkens eene mededeeling van den Griekschen gezant hier ter stede van 9 September jl., het met betrekking tot de regeling der handelsbetrekkingen tusschen Nederland en Griekenland nog steeds van toepassing zijnde verdrag van Handel en Scheepvaart van 22 Februari 1843, alsmede de additionneele overeenkomst van 18/30 Juni 1851, thans definitief heeft opgezegd, nadat in 1919 de Grieksche Regeering bedoelde overeenkomsten reeds had opgezegd, doch tegelijkertijd met de Nederlandsche Regeering overeenkwam, beide overeenkomsten na afloop stilzwijgend telkens voor drie maanden te verlengen.

Meergenoemde overeenkomsten zullen thans op 10 December a. s. ophouden van kracht te zijn.

*De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN KARNEBEEK.*

Den Heere Voorzitter van de
Tweede Kamer der Staten-Generaal.

³ TRADUCTION.

No. 45 a. — DÉNONCIATION PAR LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE, DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU LE 22 FÉVRIER 1843 ENTRE LA GRÈCE ET LES PAYS-BAS, AINSI QUE DE LA CONVENTION ADDITIONNELLE DES 18/30 JUIN 1851.

³ TRANSLATION.

No. 45 a. — DENUNCIATION BY THE HELLENIC GOVERNMENT OF THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION CONCLUDED FEBRUARY 22, 1843, BETWEEN GREECE AND THE NETHERLANDS, AND ALSO OF THE SUPPLEMENTARY CONVENTION OF JUNE 18/30, 1851.

Lettre du Ministre des Affaires étrangères.

Letter from the Minister for Foreign Affairs.

No. 1.

No. 1.

LA HAYE, le 25 septembre 1924.

THE HAGUE, September 25, 1924.

Le soussigné a l'honneur d'informer la Seconde Chambre des Etats généraux que le

The undersigned has the honour to inform the Second Chamber of the States-General

¹ De Martens, Nouveau Recueil général de Traités, tome V, page 24.

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 32, page 1317.

² British and Foreign State Papers, Vol. 40, page 1164.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Gouvernement hellénique, conformément à une communication du Ministre hellénique à La Haye, en date du 9 septembre, vient de dénoncer définitivement le Traité de commerce et de navigation réglant les relations commerciales entre les Pays-Bas et la Grèce, conclu le 22 février 1843 et toujours en vigueur, ainsi que la Convention additionnelle des 18/30 juin 1851. Le Gouvernement hellénique avait déjà dénoncé ces accords en 1919, mais il avait convenu, en même temps, avec le Gouvernement des Pays-Bas de les renouveler par tacite reconduction pour des périodes trimestrielles.

Les accords susmentionnés cesseront, par conséquent, d'être valables à dater du 10 décembre prochain.

Le Ministre des Affaires étrangères
(Signé) VAN KARNEBEEK.

Monsieur le Président
de la Seconde Chambre
des Etats généraux.

that, according to a communication dated September 9 from the Hellenic Minister here, the Hellenic Government has now finally denounced the Treaty of Commerce and Navigation concluded on February 22, 1843, and still in force, concerning the regulation of commercial relations between the Netherlands and Greece, and also the supplementary Convention of June 18/30, 1851, the Hellenic Government having already, in 1919, denounced these Agreements but having at the same time agreed with the Netherlands Government to renew them both tacitly for successive three-monthly periods.

The above-mentioned Agreements, therefore, will expire on December 10 next.

(Signed) VAN KARNEBEEK.
Minister for Foreign Affairs.

To the President
of the Second Chamber
of the States-General.

Imprimé
pour la " SOCIÉTÉ DES NATIONS "
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S.A.
Lausanne (Suisse).

Printed
for the " LEAGUE OF NATIONS "
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S.A.
Lausanne (Switzerland).

